



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

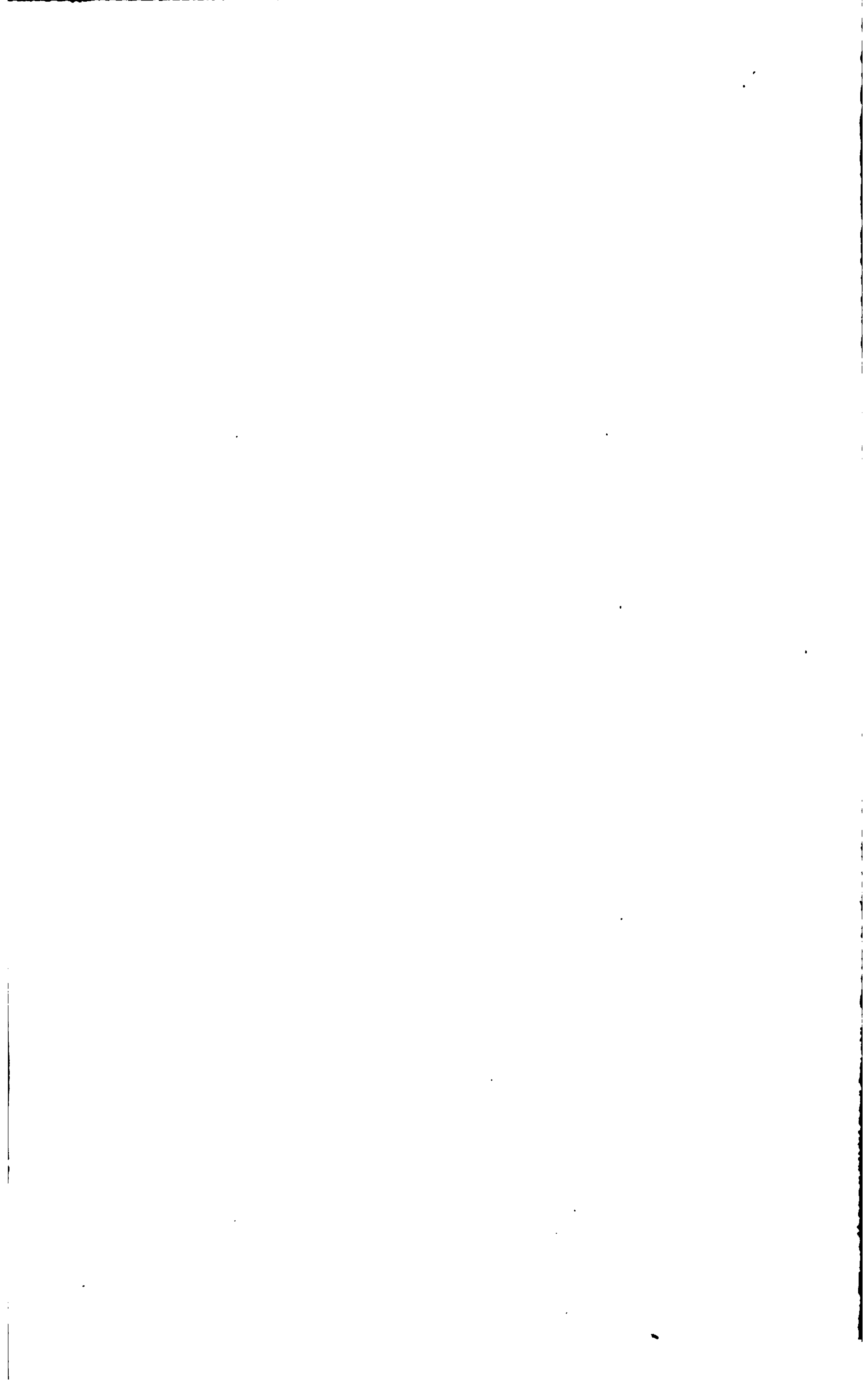
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

113

Bd. Feb 1908.

HARVARD LAW LIBRARY

Received FEB 14 1908



LA
SEMAINE JUDICIAIRE

Jan 30

32
c

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

PARAISSANT A GENEVE

JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE

VINGT-NEUVIÈME ANNÉE, 1907

RÉDACTEUR :

J. Henry PATRY, avocat

FRONTENEX (GENÈVE)



GENÈVE

IMPRIMERIE ATAR, CORRATERIE, 12

—
1907

FEB 14 1908

NOMS DES PARTIES ⁽¹⁾

Ahlen, soit Hahlen c. Leiba-
cher, etc., 190.
Aigroz c. Scherff, 349.
Albertini (Cons.), 478,
Anderwerth (Mariés) c. Vogt et
Guitton, 283.
Arnal, 763.

Badel et Cie c. Hedinger et
Benzi, 797.
Banque cant. vaud. c. Servet,
79.
— pour le Commerce et l'Indus-
trie c. Tachauer, 669.
— d'Etat de Fribourg c. Ro-
bert, 129.
— du Jura c. Schaller, 705.
— populaire suisse, 101.
— — c. Montfort, 27.
Barbezat, 742.
Barbier c. Hubert, etc., 549.
Bard, 133.
Barriera q. q. a. c. Vve Gillié-
ron, 23.
Basler Löwenbrau, 334, 405.
Baud c. Etat de Genève, 603,
728.
Bel c. flite Bonzanigo, 174, 529.
Béné, Jaton,, etc., 590.
Berberat (Dme) c. flite Schmi-
der, 331.
Bertoncini c. Laurent, 42.
Bertoni, 58, 517.
Besson c. Zwahlen, 113.

Bickert, 571.
Biser c. cons. Yutzi, 577.
Boéchat (Cons.) c. Daucourt,
625.
Bœckel c. C. F. F., 689.
Boillot c. Cordey, 417.
Boissonnet c. Vve Pluss, 362.
Bolengo c. Bori, 40.
Bonasso c. mariés Trolliet-Ro-
land, 237.
Bonzanigo (Flite) c. Bel, 174,
529.
Bori c. Bolengo, 40.
Bornet, etc. c. Guimet. 609.
Böttcher, 602.
Bouchut q. q. a., 366.
— c. Trefzer, 716.
Bouvier c. dme Corbex, 781.
Bovey c. Perrin et Cie, 337.
Brasserie du Lion, 334, 405.
Bron c. X., 252.
Brugerolle c. ép. Mutrux, 785.
Buffet c. dme Panetti, 413.
Burmann c. Burmann et Cie,
65.

Caisse mutuelle de Crédits et de
Dépôts c. Lachenal et Hudry,
305.
Carpin c. Malley, 92.
Carrières de Cipolin c. Société
an. des Usines et Carrières
Devillers et Cie, 11.
Chabloz c. Crépin, 201.

⁽¹⁾ Pour les trois tables, le numéro de page indiqué est celui où se trouve le commencement de l'arrêt ou du jugement.

- Chanal c. Motte, 29.
 Chappuis c. Pasche, 593.
 Chaudonneret c. Contat, 638.
 C. F. F. c. Bœckel, 689.
 — Chuit, Næf et Cie, 453.
 — c. Vve Cornuz, 289.
 — c. Genève, 435.
 — c. Gratchoff, 657.
 — c. Vaud, 720.
 Chevalaz, 177.
 Chevallay (Hoirs) c. Journal, 157, 665.
 Chevassus q. q. a. c. Geissmann, 522.
 Chuit, Næf et Cie c. C. F. F., 453.
 Colombo c. Galazzi, 465.
 Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. c. Dép. féd. des Postes et des ch. de f., 316, 545.
 — — — c. Natural, Lecoultré et Cie. 286.
 — — — c. Strasse, 446.
 — — Saignelégier-Chaux-de-Fonds c. Jacquet, 209.
 — la Nationale Suisse c. Rueff, 257.
 — des omnibus de Fribourg en liq. c. commune de Planfayon, 513.
 Conseil administratif. V. Genève.
 Contat c. Chaudonneret, 638.
 Corbex (Dme) c. Bouvier, 781.
 Cordey c. Boillot, 417.
 Cornuz (Vve) c. C. F. F., 289.
 Coudurier c. Fama, 505.
 Courvoisier c. Dégallier, 461.
 — c. Lehrian, 535.
 Crépin c. Chabloz, 201.
 Crétin q. q. a. c. Trolliet, 619.
 Crochet c. Ducret, 510.
 Cusin, etc., c. Béné, 590.
 Czernij c. Frey, 597.
 Dacourt c. cons. Boéchat, 625.
 Décosterd, etc., c. Rasario et Viollet, 33.
 Dégallier c. Courvoisier, 461.
 Delapenha et Cie c. Société an. Fab., choc. Kohler en liq., 480.
 Delieutraz c. Séchaud, 410.
 Deluz, 151.
 Dép. féd. des Postes et des ch. de fer c. Compagnie P.-L.-M., 316, 545.
 Desbaillets c. Hubert, etc., 549.
 Dominici (Cons.) c. Gibaud, 584.
 Druz c. Falquet, 575.
 — c. Soc. La Semence d'Or, 298.
 Ducimetière c. Hund, 540.
 — c. Richard, etc., 171.
 Ducret c. Crochet, 510.
 — (Dme) c. Winkler, 219.
 Dussey c. Parenté, 267.
 Dutoit, 573.
 Eberhard c. Künzler, 17.
 Egger c. Tagini et Marmier, 346.
 Egli c. Ahlen, 190.
 Fabrique suisse de placage de bois (Flite) c. Ritter et Cie, 652.
 Falquet c. Druz, 575.
 Fama c. Coudurier, 505.
 Fath (Dme) c. Guillod, 145.
 Favre (Dme), 397, 537.
 — c. Jacobino, 789.
 Fiaux c. Losio, 425.
 Fivaz c. Fivaz, 673.
 Fontannaz c. Salbaing, etc., 121.
 Foudral c. Vercelli, 647.
 Francillon c. Lachenal, 270.
 Frangi et Cie c. cons. Yutzi etc., 577.
 Frey c. Czernij, 597.
 Galazzi c. Colombo, 465.
 Gardy c. Ryser, 733.
 Gay c. Küstner frères, 769.
 Geissmann c. Chevassus q. q. a., 522.
 Genève (Etat de) c. Baud, 603, 728.
 — — c. Henneberg, etc., 497.
 — — c. Kündig, 568.
 — — c. Rouiller, 359.
 — (Ville de), 435.
 — — c. Wiederkehr, 61.
 — — (et Etat de) c. Lecoultré, 557.
 — — — c. Perrin, 748.

Genoud, 88.
 Gibaud c. cons. Dominici, 584.
 — c. Guy, 273.
 Gilliéron (Vve) c. Barriera q.q.a.,
 etc., 23.
 Gogler c. Magron, 241.
 Gratchoff c. C. F. F., 657.
 Guillod c. dme Fath, 145.
 Guimet c. Bornet, etc., 609.
 Guy c. Gibaud, 273.
 Gygi et Cie (Fllte) c. Reutter et
 Cie, 679.

Hedinger et Benzi c. Badel et
 Cie, 797.
 Heinen q. q. a., c. Sté Höchster
 Farbwerke, 49, 647.
 Henneberg c. Soc. immobilière
 du Chemin des Jardins, 756.
 — et Allemand c. flte Soc. du
 Village suisse, 444, 634.
 — et autres c. Etat de Genève,
 497.

Henny et Michot c. Seiclina, 207.
 Henzy (Mariés) c. Lauper, 105.
 Hirschy, 785.
 — (Vve) c. Rochet, 239.
 Huber (Dme), 726.
 — c. Desbaillets et Barbier, 549.
 Hund c. Ducimetière, 540.
 — c. Richard, etc., 171.
 Hurny c. Soc. nat. suisse d'As-
 surance, 710.

Imprimerie ouvrière c. Verdier,
 8, 494.
 Isaac (Dme), etc., 339.

Jacobino c. dme Favre, 789.
 Jaggi c. dame Pernin, 743.
 Jaquet c. Ch. de f. Saignelégier-
 Chaux-de-Fonds, 209.
 Jaton, 590.
 Journal c. hoirs Chevallay, 157,
 665.
 Juvet c. Vve Leuba, 629.

Kaiser c. Union libre des fab.
 de chocolat, 225.
 Keller et Cie c. Soc. Maschinen-
 fabrik Union (Liq.), 621.
 Knecht c. Walder, 401.
 Krattiger c. Schætz, 262.

Kündig c. Etat de Genève, 568.
 Künzler c. Eberhard, 17.
 Köstner frères c. Gay, 769.

Laboratoire Sauter. V. Heinen.
 Lachenal c. Francillon, 270.
 — et Hudry c. Caisse mutuelle
 de Crédits et de Dépôts, 307.
 Lauper c. mariés Henzi, 105.
 Laurent c. Bertoncini, 42.
 Lecoultré c. Sacchi, 776.
 — c. Ville et Etat de Genève, 557.
 — (Concordat, Vve), 559.
 Lehrian c. Courvoisier, 535.
 Leibacher c. Ahlen, 190.
 Lemaire (Dme) c. X., 543.
 Leuba (Vve) c. Juvet, 629.
 Lienhard, 433.
 Longet (Concordat), 282.
 Losio c. Fiaux, 425.
 Lutwitz (Dme van) c. Richert, 14,
 486.

Maag et Cie c. Storr, 753.
 Maggi, 246.
 Magron c. Gogler, 241.
 Malley c. Carpin, 92.
 Monay, Carrard et Cie c. Sprin-
 ger, 97.
 Monnier (Dme) c. Monnier, 332.
 Montfort c. Banque populaire
 suisse, 27.
 Monthoux, 81.
 Motte c. Chanal, 29.
 Muller c. Soc. Haassenstein et
 Vogler, 736.
 Mutrux (Epoux) Brugerolle, 785.

Natural, Lecoultré et Cie c. Com-
 pagnie P.-L.-M., 286.
 Naville c. Société de laiterie de
 Cointrin, 277.
 Nottaris (Dme) c. Studer, 561.

Panetti (Dme) c. Buffet, 413.
 Paquin et Cie c. Rubio, 793.
 Parenté c. Dussey, 267.
 Parravicini c. Soc. des ouvriers
 sur métaux, 390.
 Pasche c. Chappuis, 593.
 Pernin (Dme) c. Jaggi, 743.
 Perrin c. Ville et Etat de Genève
 748.

- Perrin et Cie c. Bovey, 337.
 Perrod, 442.
 Pfister, 386.
 Piller (Vve), 184.
 Pillonel, 151.
 Planfayon (Commune de) c. Compagnie des omnibus autom. de Fribourg, en liq., 513.
 Pluss (Vve) c. Boissonnet, 362.
 Poignand c. P. G. de la Confédération, 138.
 Porrentruy (Commune de) c. Schick, 722.
 P. G. c. Schoch, 765.
 — c. Wiederkehr, 61.
 — de la Confédération c. Poignand, 138.
 Quaglino (Hoirs) c. dlle Vetterlé, 303.
 Rasario et Viollet c. Décosterd, etc., 33.
 Reutter et Cie c. flte Gygi et Cie, 679.
 Reymond c. Soc. des transports par voit. autom., 193.
 Ribière c. Schmiedt, 737.
 Richard c. Ducimetière, etc., 171.
 Richert c. dme van Lutwitz, 14, 486.
 Ritter et Cie c. flte Fab. suisse de placage de bois, 652.
 Robert c. Banque d'Etat de Fribourg, 129.
 Rochet c. Vve Hirschy, 239.
 Rosier, 459.
 Rouiller c. Etat de Genève, 359.
 Roux, 216.
 Rubio c. Paquin et Cie, 793.
 Rueff c. Compagnie La Nationale suisse, 257.
 Ryser c. Gardy, 733.
 Sacchi c. Lecoutre, 776.
 Sage-Vallier, 319.
 Saignelégier (Commune de) c. Simonin, etc., 353.
 Salbaing c. Trefzer et Fontanaz, 121.
 Sandoz c. Weibel, 369.
 Savary c. Schneider, 125.
 Schædeli (Fllte) c. Schædeli, 528.
 Schætzler c. Krattiger, 262.
 Schaller c. Banque du Jura, 705.
 Scherff c. Aigroz, 349.
 Schick c. commune de Porrentruy, 721.
 Schilter, 616.
 Schirmer (Fllte), 74.
 — c. Welbers, 449.
 Schmider (Fllte) c. dame Berberat, 331.
 Schmiedt c. Ribière, 737.
 Schneider c. Savary, 125.
 Schoch c. P. G. 765.
 Séchaud c. Delieutraz, 410.
 Seiclina c. Henny et Michot, 207.
 Servet c. Banque cant. vaudoise, 79.
 Simonin, etc., c. commune de Saignelégier, 353.
 Société coop. des Pharmacies pop. de Genève, c. Syndic. des Pharm. suisses, 161.
 — an. Höchster Farbwerke c. Heinen q. q. a., 49, 647.
 — des excursions suisses c. Société suisse pour l'exploitation des hôtels, 321.
 — an. Fab. de choc. Kohler en liq., 480.
 — Haassenstein et Vogler c. Muller, 736.
 — de Laiterie de Cointrin c. Naville, 277.
 — Maschinen Fabrik Union (Liq.) c. Keller et Cie, 621.
 — nationale suisse d'Assurance c. Hurny, 710.
 — immob. du Chemin des Jardins c. Henneberg, 756.
 — L'Ogive, 351.
 — des ouvriers sur métaux c. Parravicini, 390.
 — La Semence d'Or c. Druz, 298.
 — suisse pour l'exploitation des hôtels c. Société des excursions suisses, 321.
 — de transport par voitures automobiles c. Reymond, 193.
 — an. des Usines et Carrières Devillers et Cie, 11.

Société du Village suisse (Flle)
c. Henneberg et Allemand,
444, 634.

Springer c. Monay. Carrard et
Cie, 97.

Storr c. Maag et Cie, 753.

Strasse c. Cie P.-L.-M., 446.

Studer c. dame Nottaris, etc.,
561.

Syndicat des Pharmaciens suis-
ses c. Soc. coop. des Pharma-
cies populaires de Genève,
161.

Tachauer c. Banque pour le
commerce et l'industrie, 669.

Tagini et Marmier c. Egger,
346.

Taponnier c. Zoller, 589.

Teuffel, 702.

Tobias et Schmidt c. X., 301.

Trefzer c. Bouchut q. q. a.,
716.

— c. Salbaing, etc., 121.

Trollet c. Crétin q. q. a., 619.

— Roland (Mariés) c. Bonasso,
237.

Union libre des fab. de choc.,
c. Kaiser, 225.

V. c. V., 524.

Valsecki. etc., c. Béné, 590.

Vaud (Etat de) c. C. F. F., 720.

Vercelli c. Foudral, 647.

Verdier c. Imprimerie ouvrière,
8, 494.

Vetterlé (Dlle) c. hoirs Quaglino,
303.

Vielle, 204.

Vittum, 471.

Vogt et Guitton c. mariés An-
derweth, 283.

Volluz, 473.

Walder c. Knecht, 401.

Warschawsky (Dme) c. flle
Warschawski, 1.

Weibel c. Sandoz, 369.

Welbers c. Schirmer, 74, 449.

Wiederkehr c. P. G. et Ville de
Genève, 61.

Winkler c. dame Ducret, 219.

X. c. Bron, 252.

— c. dame Lemaire, 543.

— c. Tobias et Schmidt, 301.

Yutzi (Cons.) c. Biser, etc., 577.

Zoller c. Taponnier, 589.

Zwahlen c. Besson, 113.

TABLE DES MATIÈRES

Abandon, d'actif, 559.
 Abattoir, bulletin, 584.
 Accident, automobile, 193, 262, 417, 733 ; — chemin de fer, 209, 289, 657, 689 ; — enfant, 113, 417, 510, 657 ; — femme, 219, 647 ; — ouvrier, 40, 246, 465, 577, 593, 737, 753, 769 ; — prescription, 753 ; —, V. aussi assurance, domestique, passant, pierre, responsabilité.
 Acte, contraire aux bonnes mœurs, 776 ; — illicite, 410, 549, 597.
 Acteur, 597.
 Action, révocatoire, 679 ; — souscription, 513.
 Administrateur, légèreté, 494.
 Acuité visuelle, 246.
 Administration des Postes, 316, 545.
 Affiche, 461.
 Affirmation, V. procès-verbal.
 Agent, V. assurance.
 Aliment, 353, 673.
 Amende, ouvrier, 337 ; — sociétaire, 277.
 Anarchiste, 58, 517.
 Apologie, V. anarchiste.
 Appel, avance de frais, 444 ; — Tribunal de police, 459 ; — V. aussi délais.
 Arbitrage, 634.
 Argent, 679.
 Assignation, 321 ; — défaut, 433.
 Association, 277, 590 ; — faillite, 494.
 Assurance, accident, 710 ; — déclaration, 257.
 Automobile, responsabilité, 193, 262, 417, 733.
 Autorisation maritale, 540.

Autorité de surveillance, compétence, 366, 471, 702 ; — décision, 184 ; — recours, 305 ; — V. aussi, poursuite.
 Avarie, V. chemin de fer.
 Avis, notification, 216 ; — de vente, 101.
 Avocat, dépens, 252 ; — note taxée, 535 ; — porté-fort, 298, 543, 621.
 Bail, V. incendie, inventaire, maison, rétention, revendication.
 Bailleur, privilège, 529.
 Bal, 23.
 Banquier, 679.
 Bâti, autorisation, 557.
 BIBLIOGRAPHIE : Ch. Regamey, *La protection des créances des constructeurs dans l'industrie du bâtiment* (Louis Rehfsous), 159 ; — Dr Wolf, *Die Schweizerische Bundesgesetzgebung*, 192 ; — Dr Holliger, *Die Schweizerische Juristenzeitung*, 224 ; — *Publications de la Société de Législation comparée* (H. Le Fort), 320 ; — Mentha, *La Noblesse de l'Etat*, 400 ; — Boos-Jegher, *Bibliographie Nationale suisse, Industrie et métier*, 416 ; — Dr E. Guyer, *Das zukünftige schweizerische Patentrecht*, 464 ; — Léon Demôle, *Recueil de Jurisprudence suisse sur le contrat de bail à loyer* (H. Patry), 608 ; — de Salis, trad. par E. Borel, *Le Droit fédéral suisse*, 640 ; — Dr F. Meili, *Moderne Staatsverträge über das in-*

ternationale Konkursrecht, 687; — G. Favey, *Les Conditions du recours de droit civil au Tribunal fédéral*, 704.
 Biens réalisés, 339.
 Billet de change, 145, 298, 478, 575; — V. aussi effet.
 BINDER (EBERHARDT), 96, 111.
 Bois, de fusil, 652; — marché, 793, 797.
 Bonnes mœurs, 776.
 Boucher, V. viande.
 Boycottage, 161.
 Brevet d'invention, 401.
 Bulletin, V. abattoir.
 Bureau de placement, 765.
 BURG (ALFRED), 431.
 Cadavre, transport, 657.
 Capacité de travail, 246; — V. aussi accident.
 Cas fortuit, 353, 465.
 Casier judiciaire, erreur, 81.
 Cassation, 321; — jury, 641.
 Cause civile, 728.
 Caution, 27; — poursuite pénale, 359; — subrogation, 397.
 Cautionnement, 543, 705.
 Cession, brevet, 401; — créance, 609; — V. aussi poursuite.
 Chantier, 510.
 Chauffeur, V. automobile.
 Chemin de fer, accident, 209, 290, 657, 689; — avarie, 453, détaxe, 286; — retard, 446; — tarif, 286.
 Cheval, 257.
 Chocolat, 225.
 Chose jugée, 1, 609.
 Citation, 321.
 Collocation, 528, V. état.
 Commission, 425.
 Commune, responsabilité, 721.
 Communauté, 789; — renonciation, 743.
 Compensation, 478, 609.
 Compétence, conflit, 435; — Cour de cassation, 82, 641; — tribunaux genevois, 11; — Tribunal fédéral, 321; — V. aussi Tribunal.
 Compte courant, 705.

Conciliation, essai, 23, 522.
 Concordat, 282; — abandon d'actif, 559; — rejet, 494; — révocation, 369.
 Condition, 609.
 Conducteur, V. automobile.
 Concurrence, 65.
 Conflit, compétence, 435, — de travail, 17, 33.
 Congé, 17, 33; — V. louage.
 Constitutionnalité, 748, 765.
 Construction, V. vice.
 Contrat, conclusion, 793; — préliminaire, 480; — signature, 736; — V. aussi louage.
 Contravention, bureau de placement, 765; — douanes, 138.
 Contrefaçon, V. marque.
 Cordonnier, 471.
 Cour de cassation, recours, 641.
 Courtage, 425.
 Créance, cession, 609; — reconnaissance, 665.
 Crédit, ouverture, 27, 129, 705.
 Crime anarchiste, 58, 517.
 Cristal de soude, 549.
 Critique, 597.
 Danger, V. machine.
 Débiteur, légèreté, 494; — V. aussi concordat.
 Déchet d'or, 679.
 Décision, V. Autorité.
 Déclaration, V. assurance.
 Défaut, V. bois, vente.
 Défense, légitime, 267.
 Délai, appel, 413, 638; — V. aussi recours.
 Demande reconventionnelle, 362.
 Dénî de justice, 17, 33, 201, 273, 321, 433, 726, 781.
 Départements fédéraux, 316, 545.
 Dépens, 42, 283; — distraction, 252; — taxation, 535.
 Dépôt obligatoire, 568.
 Détaxe, 286.
 Dette, V. libération, reconnaissance.
 Diffamation, 461, 505, 589.
 Directeur, 736.
 Distraction, V. dépens.

orce, cause, 720 ; — garde
'enfants, 105 ; — significa-
on, 413, 638.
, 225.

nestique, accident, 257.
nicile, 241 ; — élection, 129 ;
- V. aussi for.

nnages - intérêts, prescrip-
on, 753 ; — V. aussi auto-
obile, boycottage, chemin
e fer, contrat, critique, diffu-
sion, expropriation, indem-
ité, ouvrier, travail.
anes, 138.

guiste, responsabilité, 549.
its fiscaux, 283.

t de change, 121, 201, 298 ;
- poursuite, 351 ; — pres-
ription, 349 ; — V. aussi
illet, traite.

ctions, 461.

ballage, 225.

ployé, V. louage, patron.

hère, V. immeuble.

ossement, 121, 145 ; — V.
aussi billet, effet, lettre.

ant, accident, 113, 417, 510,
57 ; — V. aussi divorce.

èvement, inventaire, 763 ; —
. aussi office, saisie.

egistrement, restitution de
ais, 603, 728 ; — V. aussi
pel, frais.

reprenneur, responsabilité,
10, 647.

retien, 303 ; — V. aussi ac-
dent.

arrissage, 497.

eur, V. cautionnement, office,
nement.

olissement, 81.

. de collocation, arbitrage,
14 ; — opposition, 1, 74, 190,
11, 449, 789 ; — recours,
15.

quatur, jugement allemand,
1, 449 ; — j. français, 716.

édition, jugement, 444.

loit, 321.

loitation, V. fabrique.

ropriation, 557 ; — indem-
té, 748.

Expulsion, 81 ; — citoyen suisse.
517.

Extradition, 602.

Fabrique, V. accident, ouvrier.

Failli, reconnaissance, 157, 665.

Faillite, admission, 634 ; — ar-
bitrage, 634 ; — collocation,
74 ; — commination, 184 ; —
déclaration, 79 ; — droit de re-
cours, 339 ; — rétention, 174 ;
— revendication, 1, 652 ; —
V. aussi association, état,
liquidation, vente.

Famille, V. accident.

Faute, 289, 353.

Femme, accident, 219, 647 ; —
caution, 743 ; — commerçante,
743 ; — droit d'établissement,
expulsion, 81 ; — poursuite,
319, 571 ; — revendication,
1, 789 ; — saisie, 573 ; —
séparation de biens 332 ; —
V. aussi autorisation.

Féries, 432.

Fils, aliments, 673.

Fonctionnaire, respons., 721.

Fondé, V. procuration.

For, 11, 129 ; — revendication,
561 ; — V. aussi, assignation.

Force majeure, 446.

Forfait, 577.

Fortune, meilleure, 301.

Frais frustrés, 171, 621 ; —
taxation, 535.

Fraude, produits chimiques, 549.

Gage, 305, 561.

Garde, V. divorce, Office.

Garde-voie, 435.

GIGNOUX XAVIER, 784.

Grève, 33, 40, 390, 517.

Immeuble, courtage, 425 ; —
poursuite, 101, 741, 789 ; —
restitution de droits, 603,
729 ; — vente, 603, 729, 756 ;
— V. aussi enregistrement,
expropriation, propriétaire.

Incendie, 237.

Indemnité, détermination. 353,
465, 657, 689 ; — V. aussi
dommages-intérêts.

Indication de provenance, 225.
 Injures, 461.
 Insaisissabilité, 471.
 Inspecteur municipal, 61.
 Interdiction, 524.
 Intervention, saisie, 405.
 Inventaire, 151, 726, 763.
 Invention, V. brevet.

Journal, critique, 597 ; — droit de réponse, 625 ; — V. aussi diffamation.

Jugement, correctionnel, recours, 641 ; — définitif, 535 ; — par défaut, 171, 609, 621 ; — étranger, 74, 449, 716 ; — exécutoire, 8 ; — exequatur, 74, 449, 716 ; — expédition, 444 ; — motif, 337, 781 ; — signification, 413, 638.

Jury. recours, 641.

Laisser pour compte, 29, 125, 797 ; — V. aussi vente.

Lait, 277.

Lettre de change, 14, 346 ; — V. aussi effet.

Libération de dette, 575.

Lingot, 679.

Liquidation judiciaire, 366, 716.

Litispendance, 219.

Locataire, incendie, 237 ; — obligations, 237 ; — V. aussi bail.

Louage de services, 425 ; — résiliation, 17, 33, 65, 785 ; — V. aussi grève.

Loyer, privilège, 529

Machine, à battre, 593 ; — danger, 769 ; — saisissabilité, 471, 573 ; — V. aussi accident.

Mainlevée, 201.

Maison de tolérance, 776.

Maître, 593 ; — V. aussi automobile, patron.

Mandat, de change, 121.

Marchandises, rétention, 270 ; — vérification, 29, 549 ; — V. aussi laisser pour compte.

Marché, par correspondance, 29 ; — V. aussi bois.

Mari, autorisation, 540 ; — séparation de biens, 332.

Marque de fabrique, 49, 225, 641.

Mise en liberté sous caution, 359.

Mobilier, revendication. 1.

Monteur de boîte, 679.

Motif, V. jugement.

Négligence, 510.

Nomination, 672.

Numéraire, 679.

Obligation, alimentaire, 353, 673 ; — prescription, 92.

Odeurs, 497.

Oeil, blessé, 246 ; — perdu, 267.

Office des poursuites, délégation, 88 ; — garde, 204, 473, 763 ; — inventaire, 151, 726, 763 ; — rectification d'erreur, 616 ; — V. aussi état, réalisation.

Opposition, V. état, taxe.

Or, 679.

Outil, V. saisissabilité.

Ouverture de crédit, 27, 129, 705.

Ouvrier, accident, 40, 246, 465, 577, 593, 737, 753, 769 ; — V. aussi, amende, grève.

Paiement, erreur, 239, 273 ; — valeur usuelle, 679 ; —

Parent, 209, 353, 657.

Passant, accident, 209, 303.

Passavant, 138.

Patron, responsabilité, 465, 577, 593, 737, 753, 769 ; — V. aussi ouvrier.

Pêche, 459.

Pension alimentaire, 353, 673.

Père, aliments, 673 ; — interdiction, 524 ; — surveillance, 510 ; — V. aussi enfant.

Permis de séjour, 517.

Personnalité juridique, 316, 513, 545 ; — société en commandite, 369.

Personne, droits, 161 ; —

Pesage, V. abattoir.

Pharmacien, 161.

Pierre, accident, 647.

Placement, V. bureau.
 Plainte, délais, 216 ; — pénale, 410, 543 ; — V. aussi vente.
 Porté-fort, V. avocat.
 Postes fédérales, 316, 545.
 Poursuites, annulation, 319, — effet, 351 ; — femme, 319, 571 ; — for, 561 ; — nullité, 386, 616 ; — pénale, 225, 433 ; — procuration, 619 ; — réalisation, 339 ; — subrogation, 397, 537 ; — V. aussi immeuble.
 Prescription, accident, 753 ; — droits d'enregistrement, 603 ; — effet, 349 ; — libératoire, 92.
 Presse, liberté, 625 ; — V. aussi diffamation, journal.
 Preuve testimoniale, marché, 584 ; — matière pénale, 177 ; — traite, 486.
 Privilège, 174, 529.
 Procédure, séquestre, 362.
 Procès-verbal, affirmation, 61 ; — saisie, 334, 405.
 Procuration, fondé de, 619.
 Procureur général, 568.
 Produit chimique, 49, 641 ; — vente, 49, 549, 641 ; — V. aussi marque.
 Proposition, assurance, 710.
 Propriétaire, respons., 577 ; — V. aussi marque, rétention.
 Protêt, 145.
 Publication, dépôt, 568.
 Puissance paternelle, V. garde.
 Pyramidon, 49.
 Réalisation, 339.
 Rebouteur, 737.
 Reconnaissance, de devoir, 27, 157, 629, 665, 669, 781.
 Reconstruction, 603.
 Recours, délai, 241, 331 : — de droit public, 568 ; — faillite, 339 ; — forme, 785 ; — jonction, 589 ; — jury, 641, — V. aussi Autorité de surveillance, cassation, Tribunal fédéral.
 Registre du Commerce, 201, 513.
 Réquisition, erreur, 616.

Réparation urgente, 237.
 Responsabilité, automobile, 193, 262, 417, 733 ; — chemin de fer, 209 ; — commune, 721 ; — droguiste, 549 ; — entrepreneur, 510, 647 ; — maître, 593 ; — patron, 465, 577, 769 ; — propriétaire, 577 ; — V. aussi chemin de fer, patron.
 Retard, V. chemin de fer.
 Rétention, 174, 270, 529, 590 ; — V. aussi inventaire.
 Revendication, faillite, 1, 652 ; — for, 561 ; — saisie, 97, 133, 334, 405.
 Rixe, 267.
 Route, 756.
 Saillie, 68.
 Saisie, enlèvement, 204, 473 ; — procès-verbal, 334, 405 ; — V. aussi revendication.
 Saisissabilité, 471.
 Séparation de biens, 332 ; — époux français, 781.
 Séquestre, 362, 366, 473.
 Serment, faillite, 79 ; — faux, 177.
 Servitude, passage, 42.
 Signification, 8, 321, 413, 638 ; — V. aussi jugement.
 Sociétaire, amende, 277.
 Société, commandite, 369 ; — comm. par actions, 513 ; — dissolution, 736 ; — faillite, 207 ; — musicale, 23 ; — poursuites, 351, 590 ; —
 SOCIÉTÉ SUISSE DES JURISTES, 656.
 Solidarité, 673 ; — association, 590.
 Souscription, V. action.
 Subrogation, poursuite, 397, 537.
 Succession vacante, 190.
 Sursis concordataire, 529.
 Syndic, 717.
 Tacheron, 577.
 Tarif, V. chemin de fer.
 Taxe, dépens, opposition, 283, 522.
 Timbre, droit, 720.

Tireur, V. lettre.
 Titre, au porteur, 481 ; — V. aussi lettre.
 Transcription, 603.
 Tolérance, V. maison.
 Traite, acceptée ; — V. aussi lettre.
 Transport, 446, 453 ; — funéraire, 239, 657 ; — V. aussi chemin de fer.
 Travail, cessation, 17, 33 ; — enfant blessé, 113 ; — incapacité, 689 ; — V. aussi accident.
 Tribunal, juge de la constitutionnalité, 748, 765.
 Tribunal fédéral, compétence, 561, 728, 756 ; — droit immobilier, 756 ; — extradition, 602 ; — pouvoirs, 113, 133 ; — recours, 129, 241, 417, 435, 449, 459, 568, 785.
 Tribunaux, composition, 128, 160, 192, 208, 624, 672.
 Utilité publique, 748, 765.

VARIÉTÉ : *Les conflits de lois relatifs à la dépossession des lettres au porteur*, G. Odier, 481.
 Valeur, V. paiement.
 Vendeur, faute, 549.
 Vente, nullité, 101, 702 ; — produits chimiques, 49, 549, 641 ; — laisser pour compte, 125 ; — V. aussi poursuite.
 Verdict, V. jury.
 Veuve, V. chemin de fer.
 Viande, 273, 584 ; — importation, 721.
 Vice de construction, 577.
 Vigne, 549.
 Vin, V. douanes.
 Voisin, 497.
 Voiture, accident, 303.
 Vol, 410.
 Voyageur, blessé, 193, 689 ; — tué, 289, 657 ; — V. aussi chemin de fer.

RÉPERTOIRE

DES TEXTES DE LOIS CITÉS DANS CE VOLUME

I. — ACTES CANTONAUX (CANTON DE GENÈVE)

A. — CODE CIVIL¹

Articles	Pages	Articles	Pages
493	524	1443	332
544	497	1449	219
545	748	1463	789
692 et suiv.	42	1463—1494	743
815	590	1483.1484.1486.1494	781
1401	219	1617.1653.1655.1656	756
1406	743	2257.2262	603
1421	219	2265	42

B. — LOI DE PROCÉDURE CIVILE

2	590	302	23.121
4	619	308	207
5	23.219.390	310.312	219
6 (mod. par la loi du 10 fév. 1904)	23.522	338	190.446.736
7	522	339	8.27.270
14	478		390.453.478
23	42		590.669.736.793
29	390.619	342	619
36	619	343	638
37.40	413	345	505
50	765	347	444
65	575	354	121
98.99	505	356	797
113	283.789	362	575.789
118—120	522	363	121.446.634.736.789
118	8	368	634
119	8.283	369	634
123	171	417	79.669
124	413	422 et suiv.	619
127	171	423	27.478.669.781
128	413	425	79
137	171.621	454.455	524
138	171	467	219
142	797	475—477	413
169.177	177	475	8
183	177.584	476	8.435
184	177	479	74.716
249	540	500	362
250	634	501	736
289.290	1	502	789

⁽¹⁾ Voir aussi Code civil français, p. XXVI.

C. — ORGANISATION JUDICIAIRE

Articles	Pages	Articles	Pages
18	765	61	82
34	190.390	66	11.74

D. — CODE PÉNAL

15	765	152	177
31	61	385	61.765

E. — CODE D'INSTRUCTION PÉNALE

1.2	765	339	61.765
13.17	17.177	387	765
50—54	61	391	61
114	177	403	61.138.459.765
135	82	407	61.765
153—156.166		436	359
167	359	445	82
177.178.182		448	641
183	82	469	82
186	49		

F. — ACTES CANTONAUX DIVERS

1. — *Loi contenant quelques dispositions pénales et de police relatives à la presse, du 2 mai 1827.*

20	568
----	-----

2. — *Constitution genevoise, du 24 mai 1847.*

2	459	31.64.86	765
6	748	94.95	568
8	568		

3. — *Loi sur les attributions des Conseils municipaux et sur l'administration des communes, du 5 février 1849.*

18	61
----	----

4. — *Loi sur la liberté individuelle et sur l'inviolabilité du domicile, du 23 avril 1849.*

10	359
----	-----

5. — *Loi sur l'état-civil, le mariage et le divorce, du 20 mars 1880.*

61.70.72	332	75	540
----------	-----	----	-----

6. — *Loi sur l'autorisation de la femme mariée, du 18 août 1886.*

1 et suiv.	743
------------	-----

7. — *Loi sur les contributions publiques, du 7 novembre 1887.*

Articles	Pages	Articles	Pages
146	144	166	603
161	728	82.83	621

8. — *Loi d'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 15 juin 1891.*

19	282	23	8.27.349.413 478.669.781
----	-----	----	-----------------------------

9. — *Loi modifiant le droit matrimonial quant aux biens, du 7 novembre 1894.*

1 et suiv.	219	5	332
------------	-----	---	-----

10. — *Loi générale sur les routes, les constructions, les cours d'eau, les mines et l'expropriation, du 15 juin 1895.*

219	748	231	748
225	557	238—241	61

11. — *Loi exemptant des droits d'enregistrement et de transcription les ventes spécialement faites en vue de substituer des constructions neuves à d'anciennes constructions dans la ville de Genève, du 26 octobre 1895.*

1	603.728
---	---------

12. — *Règlement d'application de la loi générale sur les routes, du 14 mars 1899.*

1	61
---	----

13. — *Concordat intercantonal concernant la circulation des automobiles et des cycles en Suisse, du 16 novembre 1903.*

9.11	262.417.733
------	-------------

14. — *Règlement concernant les autorisations de travaux et de saillies, et les locations sur la voie publique dans la ville de Genève, du 8 décembre 1903.*

54	61
----	----

15. — *Loi fixant le mode d'établissement des tarifs d'usage entre ouvriers et patrons, et réglant les conflits collectifs pouvant naître entre eux, du 26 mars 1904.*

17	390
----	-----

16. — *Règlement concernant les bureaux de placement, du 21 juillet 1905.*

5—7.10	765
--------	-----

*17. — Loi sur les permis de séjour et d'établissement,
et sur la police des étrangers, du 14 octobre 1905.*

Articles	Pages	Articles	Pages
19	517	25.26	517

18. — Règlement de police sur la pêche, du 16 décembre 1905.

12.15.23	459
----------	-----

II. ACTES FÉDÉRAUX

A. — CODE DES OBLIGATIONS

1	239.277.793	142	252.369
1 et suiv.	273	145	776
2	793	146	92.603
4—6	277	147	92.781
10	756	154	753
17	161.390.776	169	590
26	390	181	390
27	390	182	277.390
50	42.161.267	183 et suiv.	145
	410.505.510	185	397
	577.597.647	187	97.151
	733	189	121.145.609
50 et suiv.	113.257.262	190	397.537
	417.461.497	199.200	1
	549.593.721	203	29
51	461.505	231	756
52	417	232	283
53	267.733	241	549
54	267.303.417	246	29.125.549
55	161.410.505		797
	597	248	29.478.797
56	161.267	249.253.254	549
61	510	265	125
62	497.577.647	276	763
	721.733	277.278	237.763
65	461	281	405
67	497.577.593.647	283	726
68	497	294	151.174.270
69	113		529.763
70	273	338	425.593
70 et suiv.	673.728	338 et suiv.	113
72	239	340	765
86	765	344	113
107.108	478	346	65
110	593.793	392	425
110 et suiv.	113.257	405	425.765
112	65	406 et suiv.	252
116	549	422 et suiv.	619
117.119	369	454.455.463	478
126	593	469—474	673
131	252.609	504	397.537

Articles	Pages	Articles	Pages
507	397	734	145
545	207	755	14.346
564.572	369	758.766	346
573	207	768.769	369
580—589.590 et suiv.		808	121
597 et suiv. 601.603		811	145.298.486
609.611	369	813	349
615	514	823	121
683	277	827	145.349
704	494	829	349
722	121	839	121
727	486	841	121.721
727—733	14	842	121

**B. — LOI SUR LA POURSUITE POUR DETTES
ET LA FAILLITE**

5	362.652	106	133.616
17	88.101.216	106 et suiv.	1.97.334.405
	305.319.366		473
	390.726	107	1.561
17—19	184.216 442	109	1.97.561
19	184.305		616
36	305.386	116	305.339
37	334	118.119	204
38	397	122.124.133	339
39	201.351.369	138.142	101
46	369	144—150	339
47	571	144	204
48.53	616	147.148	305
61	571	162	204
64	413.571	166.172	79
65	369	173	442
73	561	174	79.207
74	184	177	201.346.351
77	537	178	201
78	184.216	181	201.298.346.369
80	157.252.413	182	79.298.346.535
	665	184	298
81	8.252.321.535	185	346
82	27.157.201	187.189	1000
	349.478.535.665	191	1
	669.781	193	190
83	151.204.486	199	339
85	397.537	224	157
86	386.575 743	242	1.652
89	88	244	157.665
92	133.471.573	250	74.331.444
96	561		449.529.634
98	204.473.763	258	101.742
99	121	263	190
102	339	265	301.665

Articles	Pages	Articles	Pages
271	362	297	339.529
279	362.366	303	369
283.284	151	305	494.665
285 et suiv.	679	306	369.494
286	305	305—307	282
287	679	310	665
288	305	315	369
293.295 et suiv.	369	317	369.665

C. — CONSTITUTION FÉDÉRALE

3	765	59	11.74.129.241
4	17.273.321	61	321.435.535.561
	337.433.453	64	765
	459.568.765		435
31	161.765	95	316.435.545
36	316	102	435
45	81.517	103	316.545
49	400	106.110.113	435
55.56	625	131	721
58	11		

D. — ORGANISATION JUDICIAIRE

34.37.39	301	81	113.647.769
56	449.673.721		776
	728.756	82	486
56 et suiv.	435	100.101	8
57	721.756	113	568
58	545	145	49
59.60	785	146	225
63	673.785	160	641
65	331.435.529	160 et suiv.	225.459
	673	163	49.225.641
66	339	167.171	225
67	369.417.589.785	172	49
68.70	589	175	273.369.435
71	449.721.728	178	81.241.435
	756.785		568
80	369.629.705	182	459
	710	189	561

E. — PROCÉDURE CIVILE

45	289	99	657
98	657		

F. — ACTES FÉDÉRAUX DIVERS

1. — *Loi sur l'organisation de l'administration des postes,
du 2 juin 1849.*

1 et suiv.	545
------------	-----

2. — *Loi sur le mode de procéder à la poursuite des contraven-
tions aux lois fiscales et de police de la Confédération,
du 30 juin 1849.*

17	139
----	-----

3. — *Loi sur l'expropriation, pour cause d'utilité publique, du 1^{er} mai 1850. (Révisée en 1905.)*

Articles	Pages	Articles	Pages
25	435		

4. — *Code pénal, du 4 février 1853.*

4.52 bis (modif. par la loi du 30 mars 1906)	58
--	----

5. — *Loi concernant l'établissement et l'exploitation des chemins de fer sur le territoire de la Confédération suisse, du 23 décembre 1872.*

12	435
----	-----

6. — *Loi sur l'état civil, le mariage et le divorce, du 24 décembre 1874.*

43	105	49	105
47	720		

7. — *Loi sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer, etc., du 1^{er} juillet 1875.*

1 et suiv.	193.289.657	5—8	689
2	209	7	289.657
5	657	11	III
5—7	193.209		

8. — *Loi concernant le travail dans les fabriques, du 23 mars 1877.*

9	33
---	----

9. — *Loi sur la responsabilité civile des fabricants, du 25 juin 1881.*

1 et suiv.	353.737.789	7	219
6	40.246.353	12	753

10. — *Loi sur le commerce des déchets d'or et d'argent, du 17 juin 1886.*

1.2	679
-----	-----

11. — *Loi sur l'extension de la responsabilité civile, du 26 avril 1887.*

1 et suiv.	353
------------	-----

12. — *Loi sur les brevets d'invention, du 29 juin 1888. modifiée par la loi du 23 mars 1890.)*

10.30	401
-------	-----

13. — *Loi sur la pêche, du 21 décembre 1888.*

4.15.23	459
---------	-----

14. — *Loi concernant les installations électriques, du 24 juin 1902.*

40	353
----	-----

15. — *Arrêté concernant le contrôle et les concessions des voies funiculaires aériennes, et des autres entreprises de transport, du 14 octobre 1902.*

Articles	Pages	Articles	Pages
1 et suiv.	194		

16. — *Loi sur la protection des marques de fabrique, du 26 septembre 1890.*

18	225	25	49.225
24	49.225.641	28	225

17. — *Tarif des frais applicables à la poursuite pour dettes, du 1^{er} mai 1891.*

58	478
----	-----

18. — *Loi sur l'extradition aux Etats étrangers, du 22 janvier 1892*

23.24	602
-------	-----

19. — *Arrêté modifiant l'ordonnance du 26 novembre 1878 sur le mode de procéder, pour l'Administration des Postes, du 22 mars 1892.*

1 et suiv.	545	2	316
------------	-----	---	-----

20. — *Loi sur les douanes, du 8 juin 1893.*

3.55.56	138
---------	-----

21. — *Règlement d'exécution de celle-ci.*

165	138
-----	-----

22. — *Arrêté sur les mesures de police sanitaire appliquées aux viandes et charcuteries de provenances étrangères, du 1^{er} décembre 1893.*

1	721
---	-----

23. — *Règlement de transport des entreprises de chemins de fer et bateaux à vapeur, du 11 décembre 1893.*

1 et suiv.	446
------------	-----

24. — *Loi sur la régle des postes, du 5 avril 1894.*

6—8	193	19	545
18	193.545		

25. — *Règlement de transport pour les Postes suisses, du 3 décembre 1894.*

23	65
----	----

26. — *Règlement général pour la circulation des trains, du 1^{er} décembre 1895.*

6.40.48.52	289
------------	-----

27. — *Loi concernant l'acquisition et l'exploitation
des chemins de fer pour le compte de la Confédération,
du 19 octobre 1897.*

Articles	Pages	Articles	Pages
12	289.689		

28. — *Loi sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer,
de bateaux à vapeur, etc., du 28 mars 1905*

14	753	25	545
23	657		

III. — ACTES DES CANTONS AUTRES QUE GENÈVE

CANTON DE BERNE

1. — *Code pénal.*

241	625
-----	-----

2. — *Procédure civile.*

14	561	388	74
----	-----	-----	----

3. — *Règlement général de police de la Ville de Porrentruy, du 30 mars 1894.*

198.201	721
---------	-----

4. — *Loi sur l'assistance publique, du 28 novembre 1897.*

14	353
----	-----

CANTON DE NEUCHÂTEL

1. — *Code pénal.*

433	433
-----	-----

2. — *Code de procédure civile.*

16.17	561	392 et suiv.	321
88.123 et suiv. 143	321	394.408	241
312 et suiv. 332 et suiv.	241		

3. — *Code de procédure pénale.*

315	225	336	433
-----	-----	-----	-----

4. — *Loi modifiant l'organisation judiciaire, du 23 novembre 1882.*

2	321	9.40—42	321
3	241.321		
5—7	241		

5. — *Loi d'exécution de la L. P., du 21 mai 1891.*

11.27.28	321
----------	-----

6. — *Loi concernant le tarif des frais de justice,
du 25 novembre 1892.*

Articles	Pages	Articles	Pages
40 et suiv.	321		

7. — *Décret apportant diverses modifications à l'administration
de la justice, du 19 novembre 1897.*

1.3.4	321
-------	-----

8. — *Décret supprimant les postes d'huissiers,
du 25 novembre 1901.*

1—3	321
-----	-----

CANTON DE VAUD

1. — *Code civil.*

107.110.112	673
-------------	-----

2. — *Code pénal.*

217	417
-----	-----

IV. — TRAITÉS

1. — *Convention franco-suisse sur la compétence judiciaire et
l'exécution des jugements en matière civile, du 15 juin 1869.*

1	366	6.16	716
1 et suiv.	1.11.716		

2. — *Convention internationale (dite de Berne)
sur le transport des marchandises par chemins de fer,
du 14 octobre 1890.*

1 et suiv.	446	25.31	453
------------	-----	-------	-----

3. — *Convention, dite de La Haye, en matière de droit inter-
national privé concernant le divorce et la séparation
de corps, du 12 juin 1902.*

4	720
---	-----

4. *Convention franco-suisse sur la pêche, du 9 mars 1904.*

7—9	459
-----	-----

V. — ACTES ÉTRANGERS

ALLEMAGNE

1. — *Code de procédure civile.*

32.328.723	74	339	449
------------	----	-----	-----

2. *Loi sur les responsabilités des entreprises de chemins de fer,
du 7 juin 1871.*

1 et suiv.	657
------------	-----

FRANCE

1. — *Code civil.*

Articles	Pages	Articles	Pages
1384	577	2262—2277	92
1449	1	2277	781
1582 et suiv.	756		

2. — *Code de Commerce.*

104	446	136.140	121
-----	-----	---------	-----

3. — *Loi sur les titres au porteur,
du 15 juin 1872.*

3	481
---	-----

4. — *Loi sur la liquidation judiciaire, du 4 mars 1889.*

4—6	716
-----	-----

5. — *Tarif spécial commun (P. V.) N° 300 P. L. M.*

1 et suiv.	286
------------	-----

1 Voir aussi page XVI.

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne ou son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Dame Warchawsky c. Fllte Warschawsky : faillite; revendication de meubles par la femme du débiteur; jugement français prononçant la séparation de biens; exception de chose jugée; art. 289, 290 pr. civ. gen.; déboutement; appel; confirmation; recours; violation alléguée de l'art. 1449 C. civ. français et de la Convention franco-suisse du 15 juin 1869; art. 199 et 200 C. O.; art. 107 et 109 L. P.; 1^{re} incompétence du Tribunal fédéral sur le fond; 2^e compétence pour statuer sur l'exception de chose jugée; 3^e portée d'un jugement rendu dans un procès en opposition basé sur les art. 106 et suiv. L. P.; rejet de l'exception *rei judicatæ*; non identité des parties; réforme; renvoi à l'instance cantonale. — *Cour de justice civile.* Imprimerie ouvrière c. Verdier; poursuites basées sur un jugement confirmé par le Tribunal fédéral; opposition; demande de mainlevée; art. 81 L. P.; admission; appel; art. 23 loi d'application; art. 839 pr. civ.; irrecevabilité; absence de violation de la loi. — Carrières de Cipolin c. Société anonyme des Usines et Carrières Devillers et Cie: société étrangère; assignation à Genève, siège de la société; exception d'incompétence; Traité franco-suisse du 15 juin 1869; art. 58, 59 Const. féd.; admission: appel; intimée société belge; inapplicabilité des textes visés; compétence des tribunaux genevois, réforme. — Dame von Luttwitz c. Richert: poursuite pour effet de change; rejet d'une opposition; action en libération de dettes du débiteur; déboutement; appel; rejet d'une offre de preuve; art. 755 C. O.; confirmation. — *Avis.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 5 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. JAEGER.

Faillite; revendication de meubles par la femme du débiteur; jugement français prononçant la séparation de biens; exception de chose jugée; art. 289, 290 pr. civ. gen.; déboutement; appel: confirmation; recours; violation alléguée de l'art. 1449 C. civ. français et de la Convention franco suisse du 15 juin 1869: art. 199 et 200 C. O.; art. 107 et 109 L. P.; 1^{re} incompétence du Tribunal fédéral sur le fond; 2^e compétence pour statuer sur l'exception de chose jugée; 3^e portée d'un jugement rendu dans un procès en opposition basé sur les art. 106 et suiv. L. P.; rejet de l'exception *rei judicatæ*; non identité des parties; réforme; renvoi à l'instance cantonale.

Dame Warchawsky contre Fllte Warchawsky.

I. Lorsque le créancier qui a intenté une action en opposition à un tiers possesseur de la chose (art. 109 L. P.) a obtenu gain de cause, le jugement rendu en sa faveur ne peut être opposé par la masse du débiteur, tombé entre temps en faillite, au dit tiers, qui se présente comme revendiquant vis-à-vis de la masse.

II. La question à résoudre, dans ce cas, relève uniquement du domaine de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes, et le Tribunal fédéral est compétent pour l'examiner et pour dire si l'exception de chose jugée, admise par les instances cantonales, pouvait être invoquée.

III. Il résulte de la nature de l'action en opposition qu'un jugement en opposition, rendu dans un procès pendant entre le créancier et un tiers revendiquant (art. 109 L. P.), n'a d'effet qu'entre parties et pour la poursuite en cours. Ce jugement ne saurait donc justifier une exception de chose jugée, formulée dans un procès en revendication intenté par le créancier à la masse du débiteur, tombé depuis en faillite ; en effet, alors même que les objets revendiqués seraient les mêmes, il n'y a pas identité des parties.

En fait : A. En septembre 1903, un sieur Etienne, créancier d'Alexandre Warchawsky, a fait saisir des meubles garnissant le domicile de son débiteur. Dame Warchawsky, se disant au bénéfice d'un jugement français de séparation de biens, a prétendu être propriétaire de ces meubles. Ensuite d'action intentée par Etienne à dame Warschawsky, la Cour de Justice civile a, par arrêt du 4 mars 1905, repoussé la prétention de dame Warschawsky.

Peu de jours après, le débiteur Alexandre Warschawsky s'est déclaré insolvable, en justice, et sa mise en faillite a été prononcée le 21 mars 1905. L'Office des faillites a inventorié le mobilier se trouvant dans son appartement, mais dame Warschawsky a, de nouveau, déclaré être propriétaire de ces objets. L'Office répondit à cette revendication, que, bien que la femme parût justifier sa propriété, il était lié par l'arrêt du 4 mars 1905, qui avait reconnu que le mobilier était un bien de la communauté.

B. C'est ensuite de ces faits que dame Warschawsky a assigné l'Office comme administrateur de la faillite de son mari, pour faire reconnaître son droit de propriété ; elle conclut à ce qu'il soit prononcé que les objets mentionnés, d'une valeur approximative de 3000 francs, inventoriés et portés à l'actif de la faillite de sieur Alexandre Warschawsky, par l'Office des faillites, sont la propriété personnelle de la demanderesse, qui en reprendra la libre disposition.

Par jugement du 5 février 1906, le Tribunal de première instance de Genève a débouté dame Warschawsky des fins de sa demande,

Mais, l'arrêt, dont est recours, n'a pas abordé la question au fond; les deux instances cantonales ont repoussé la demande de la recourante, parce que la revendication de dame Warschawsky aurait été définitivement écartée par le jugement rendu entre la dite dame et le sieur Etienne, créancier du mari Warschawsky, et que, par conséquent, l'*exceptio rei judicatæ* pouvait, à bon droit, être opposée dans le présent litige. Or, la solution à donner à cette exception préjudicielle dépend de la valeur juridique à donner à un jugement rendu dans un procès en opposition intenté conformément aux art. 106 et suiv. L. P., dans le cas où la faillite du débiteur vient à être prononcée avant que la poursuite ait été parachevée; la question qui se pose plus spécialement est celle de savoir si, lorsque le créancier qui a intenté une action en opposition à un tiers possesseur de la chose (art. 109 L. P.) a obtenu gain de cause, le jugement rendu en sa faveur peut être opposé par la masse du débiteur, tombé entre temps en faillite, au dit tiers, qui se présente comme revendiquant vis-à-vis de la masse. Cette question relève uniquement du domaine de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, et c'est d'après les seules dispositions de cette loi qu'il y a lieu de juger de la valeur et de la portée de l'arrêt rendu par la Cour de Justice civile de Genève, le 4 mars 1905; le Tribunal fédéral est donc compétent pour voir si l'*exceptio rei judicatæ*, que les instances cantonales acceptent à raison de cet arrêt, peut réellement être invoquée en l'espèce.

II. La question de savoir quelle est la portée d'un jugement rendu dans un procès en opposition intenté en vertu des art. 106 et suiv. L. P. dépend du caractère que l'on reconnaît à cette action en opposition elle-même; or, c'est là l'objet d'une controverse déjà ancienne, dans les droits suisses et étrangers. (Conf. Pedrazzini, *Die Widerspruchsklage nach den Bestimmungen des Bundesgesetzes über Schuldbetr. und Konkurs Fribourg* 1895, page 57; — Peter, *Die sog. Widerspruchsklage nach art. 106-109 des Bundesgesetzes und s. w. Zsch. für Schweiz. Recht* 39, page 381; — Thiele, *Die Widerspruchsklage des § 690 der C. P. O. in Theorie und Praxis. Archiv für die civilistische Praxis* 84, page 50; — Jæger, *Commentaire de la L. P.*, art. 107, note 5, et art. 199, note 5; — Reichel, *Commentaire de la L. P.*, art. 106, note 1.)

D'après l'une des manières de voir de la doctrine, l'action en opposition des art. 106 et suiv. L. P. est un moyen de pure pro-

cédure ; d'après l'autre, le jugement rendu tranche une question portant sur le fond même du droit. Le point de vue auquel on doit se placer, en regard de la loi suisse, est entre ces deux extrêmes. L'action en opposition créée par les art. 106 et suiv. L. P. est une action de nature spéciale. (Conf. Jæger et Reichel *op. et loc. cit.*) Il est certain que le droit matériel de propriété auquel prétend le tiers est en cause ; cela résulte déjà du texte même de l'article 106, qui parle de la « revendication d'un droit de propriété ou de gage ». D'autre part, il est non moins certain que le but de l'action en opposition des art. 106 et suiv. L. P. n'est pas de fixer, d'une manière définitive, si c'est le débiteur ou le tiers qui ont un droit réel sur la chose saisie ; son but final et unique est de résoudre le conflit qui existe entre la procédure d'exécution que veut entreprendre le créancier, et le droit privé que fait valoir le tiers.

Le Tribunal fédéral, après avoir, d'abord, dans un premier arrêt, considéré l'action prévue par les art. 106 et suiv. L. P. comme une « action réelle » intentée par le créancier en qualité de « représentant de son débiteur » (*Rec. off.* XXIV, 1, pages 229 et 230), a, plus récemment, adopté la manière de voir ci-dessus exposée, dans l'arrêt Perret-Gentil et consorts contre Jeanloz, du 14 octobre 1905 ; *ibid.* XXXI, II, page 784.) Il a adopté ainsi l'opinion émise par Jæger et Reichel dans leurs commentaires, en disant : « Si la question de l'existence du droit matériel, soit, en l'espèce, du droit de propriété, est à juger, ce n'est cependant là qu'une question préjudicielle ; le vrai objet du litige, le but du procès, est de savoir si la chose en contestation peut être englobée dans la procédure d'exécution, si elle peut être saisie par le créancier. Or, le jugement qui tranche cette question ne touche pas au surplus, c'est-à-dire à tout ce qui ne concerne pas la procédure d'exécution, il laisse absolument intacts les rapports de droit existant entre le débiteur et le tiers. »

Le cas prévu par l'art. 109 L. P., c'est-à-dire celui dans lequel l'objet saisi se trouve en la possession du tiers revendiquant, et non pas en celle du débiteur, cas dans lequel le créancier est appelé à intenter l'action, permet de constater, plus clairement encore que les autres, qu'on n'a pas affaire à une action en revendication. C'est le cas dans lequel on se trouve en l'espèce. Le but de l'action du créancier est uniquement d'enlever l'objet en litige au pouvoir du tiers, pour faire procéder à sa réalisation et faire opérer le paie-

ment de la créance qu'il a, lui demandeur, contre le débiteur. Si la poursuite tombe, — dans le cas, par exemple, où le débiteur paierait la dette, — l'objet en litige reste en la possession du tiers. Il importe fort peu au créancier de savoir qui est propriétaire de la chose ; ce qui le touche et ce qui l'intéresse, c'est d'obtenir que la chose serve à la réalisation de sa créance contre le débiteur ; pour arriver à ses fins, il doit uniquement établir que le tiers n'a pas, sur la chose, de droit préférable au droit de gage qu'il a acquis lui-même par la voie de la poursuite. On peut, avec Peter, qualifier l'action de l'art. 109 L. P., comme étant une action négative (négative Feststellungsklage, *op. cit.*, page 384), en opposition à l'action de l'art. 107 L. P., qui est une action déclarative de droits (positive Feststellungsklage) ; on peut aussi, comme le Tribunal fédéral l'a fait, dans l'arrêt du 14 octobre 1905 (*loc. cit.*), la considérer comme une action personnelle de procédure (eine persönliche Klage prozessrechtlicher Natur), par opposition à une action réelle ; en effet, il est certain que, dans tous les cas où le procès a lieu entre le créancier et le tiers, l'action en opposition des art. 106 et suiv. L. P. ne peut pas avoir le caractère d'une action en revendication proprement dite, ayant pour but la délivrance de l'objet en litige. Ce n'est que le débiteur et le tiers qui, à l'exclusion du créancier, peuvent se présenter comme propriétaires ou comme prétendant à un droit réel sur la chose ; seuls ils peuvent plaider pour un droit de cette nature. Le fait même que, dans le procès en opposition, l'une seule des parties en cause prétend à la propriété de la chose, alors que l'autre ne vise qu'à pouvoir disposer de la chose pour obtenir le paiement de sa créance contre le débiteur, et que ce débiteur n'est pas partie au procès, prouve surabondamment que le résultat du procès ne peut être d'attribuer définitivement la propriété de la chose ; le résultat ne peut être que de déterminer si la chose peut ou non être englobée dans une poursuite, par voie de saisie déterminée, dirigée contre le débiteur.

III. De la nature de l'action en opposition, ainsi déterminée, découle tout naturellement la valeur et la portée qu'il y a lieu d'attribuer à un jugement en opposition rendu dans un procès pendant entre le créancier et un tiers revendiquant. Le jugement n'a d'effet qu'entre parties et pour la poursuite en cours.

Cette conclusion ne tranche cependant pas absolument le présent litige, qui roule sur la question de savoir si le jugement en oppo-

même probable, que ce soit bien là le but que le mari Warschawsky ait cherché à atteindre, en requérant lui-même sa faillite ; mais quelque qualification qu'on puisse donner à cet acte, il n'en reste pas moins légal, puisqu'il est autorisé par l'art. 191 L. P. Le créancier, qui l'a emporté dans un procès en opposition, se trouve, la faillite du débiteur étant déclarée, privé de tout droit sur la chose, objet du procès, aussi bien pour le paiement de sa créance que pour les frais du procès. On peut critiquer cette conséquence de l'application de la loi (Jæger, *op. cit.*, page 343), mais elle est correcte. C'est là une nouvelle preuve que le jugement rendu dans l'action en opposition, en faveur d'un créancier, ne peut pas être opposé au tiers sous la forme d'*exceptio rei judicatæ* dans la faillite du débiteur. La loi n'accorde aucun privilège au créancier qui a exercé une poursuite et obtenu gain de cause dans un procès en opposition, contre un tiers, sur l'objet de ce litige ; l'avantage qu'il a personnellement obtenu dans ce procès est perdu, et cet objet tombe dans la masse ; le jugement perd sa valeur, vu qu'il n'avait de sens et de portée que dans la procédure de poursuite, qui est tombée par la mise en faillite du débiteur. N'ayant plus de raison d'être, ni de valeur, ce prononcé ne peut pas être opposé au tiers sous la forme d'*exceptio rei judicatæ*.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : le recours est déclaré bien fondé, et l'arrêt rendu par la Cour de Justice civile de Genève, le 26 mai 1906, est annulé, et la cause renvoyée au Tribunal cantonal pour statuer sur le fond du litige.

II. Le Tribunal cantonal statuera, dans son jugement au fond, sur les frais et dépens des instances cantonales.

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 10 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. GRAZ

Poursuites basées sur un jugement confirmé par le Tribunal fédéral ; opposition ; demande de mainlevée ; art. 81 L. P. ; admission ; appel ; art. 23, loi d'application ; art. 339 pr. civ. ; irrecevabilité ; absence de violation de la loi.

Imprimerie ouvrière contre Verdier.

I. Un jugement, confirmé par arrêt de la Cour de Justice et contre lequel le recours a été rejeté par le Tribunal fédéral, est un jugement exécutoire aux termes de l'art. 81 L. P.

II. La signification de ces décisions n'est point nécessaire aux termes des art. 118 et 119 pr. civ. gen. et 100, 101 Org. jud. fédérale.

Suivant commandement de payer n° 99538, notifié le 26 mai 1906, Frédéric Verdier a réclamé à l'Imprimerie Ouvrière ayant son siège à Genève, le paiement de la somme de 2,000 francs avec intérêts dès le 6 mars, et celle de 237 francs 80 centimes pour frais de justice, en vertu du jugement du 6 mars 1906, confirmé par arrêt du 19 mai.

L'Imprimerie Ouvrière forma opposition le 29 mai au dit commandement.

Par requête du 9 octobre, Verdier demanda au Tribunal de première instance, la mainlevée définitive de cette opposition en vertu de l'art. 81, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes.

A l'audience introductive du 16 octobre, Verdier réduisit sa demande de mainlevée au capital de 2,000 francs.

L'Imprimerie Ouvrière a conclu au déboutement de Verdier, en soutenant que le commandement ne mentionne pas le titre définitif de la créance ; lequel n'est pas produit.

Par jugement du 19 octobre, le Tribunal a prononcé la mainlevée définitive de l'opposition de la défenderesse, à concurrence de 2,000 francs.

Ce jugement est basé sur les motifs suivants :

La demande de mainlevée définitive est basée sur un jugement du 6 mars 1906, actuellement passé en force de chose jugée, puisqu'il a été confirmé par arrêt de la Cour de Justice du 19 mai, et que le recours au Tribunal Fédéral contre le dit arrêt a été écarté par décision du 28 septembre 1906 ; l'art 81 de la loi fédérale est donc applicable.

Par requête déposée le 24 octobre, l'Imprimerie Ouvrière a interjeté appel de ce jugement ; elle en demande la réforme et reprend ses conclusions de première instance, en soutenant en outre, devant la Cour, que les arrêts de la Cour de Justice du 19 mai 1906, et du Tribunal Fédéral, du 28 septembre, n'ont point été signifiés et que c'est ce dernier arrêt qui constitue le titre exécutoire, lequel n'est pas mentionné dans le commandement de payer.

Verdier conclut à l'irrecevabilité de l'appel, et à la condamnation de l'appelante à un émolument de justice à titre de dépens.

Aux termes de l'art. 23 de la loi genevoise d'application de la

poursuites pour dettes, le jugement du 19 octobre est rendu en dernier ressort et l'appel n'en est recevable que s'il consacre une contravention expresse au texte de la loi (art. 339 n°3, loi de procédure civile.)

La question soumise à la cour est la suivante :

L'appel du jugement du 19 octobre est-il recevable pour violation de la loi ?

L'art. 81 de la loi fédérale dispose que lorsque la poursuite est fondée sur un jugement exécutoire rendu par une autorité du canton dans lequel la poursuite a lieu, le juge ordonne la mainlevée de l'opposition, à moins que l'opposant ne prouve par titre que la dette a été éteinte ou qu'il a obtenu un sursis, postérieurement au jugement, ou qu'il ne se prévale de la prescription.

Le commandement de payer 99538 invoque un jugement du 6 mars 1906; il y lieu d'examiner si ce jugement est exécutoire, c'est-à-dire s'il est passé en force de chose jugée et n'est susceptible d'aucun recours (art. 475 et 476 de la loi procédure civile).

Ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour de Justice, du 19 mai, et le recours au Tribunal Fédéral contre cet arrêt a été rejeté par décision du 28 septembre; ce jugement, dont le dispositif condamne l'Imprimerie Ouvrière à payer à Verdier la somme de 2,000 francs, n'est donc susceptible d'aucun recours; il est dès lors passé en force de chose jugée et est exécutoire; il constitue le titre prévu par l'art. 81 de la loi fédérale pour justifier la mainlevée définitive de l'opposition de l'appelante et il a été mentionné dans le commandement de payer notifié le 26 mai 1906.

La signification de l'arrêt confirmatif du 19 mai n'est point nécessaire, puisque le dispositif du jugement du 6 mars a été maintenu intégralement; cette signification de l'arrêt n'est, du reste, exigée que pour l'état des dépens devant la Cour (art. 118 et 119 de la loi de procédure civile), mais Verdier ne les réclame pas, puisqu'il a réduit sa demande de mainlevée au capital de 2,000 francs.

Enfin, l'arrêt du Tribunal Fédéral du 28 septembre n'a pas à être signifié à l'Imprimerie Ouvrière, car les art. 100 et 101 de la loi fédérale du 22 mars 1893 sur l'organisation judiciaire fédérale, disposent que les arrêts du Tribunal Fédéral sont prononcés par le Président immédiatement après la votation des juges et qu'ils passent aussitôt en force de chose jugée.

C'est donc avec raison que les premiers juges ont prononcé

la mainlevée définitive de l'opposition de l'appelante à la poursuite n° 99538 à concurrence de 2,000 francs, en application de l'art. 81 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes.

Le jugement du 19 octobre ne consacre aucune contravention expresse au texte de la loi et l'appel n'en est point recevable.

Sur les dépens : vu l'art. 58 du tarif fédéral. Par ces motifs, la cour :

Déclare irrecevable... l'appel...

AUDIENCE DU 24 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. GRAZ.

Société étrangère ; assignation à Genève, siège de la société ; exception d'incompétence ; Traité franco-suisse du 15 juin 1869 ; art. 58, 59 Const. féd. ; admission ; appel ; intimée société belge ; inapplicabilité des textes visés ; compétence des tribunaux genevois ; réforme.

Carrières de Cipolin contre Société anonyme des Usines et Carrières Devillers et Cie.

I. Les art. 58 et 59 Constitution fédérale ne peuvent être invoqués que par des personnes domiciliées en Suisse.

II. L'art. 58 (garantie du juge naturel) n'a pas trait aux questions de for, mais a seulement pour but d'interdire la juridiction des tribunaux extraordinaires.

Par exploit du 9 mars 1905, et en vertu d'ordonnance de fixation de délai de M^r le Président du Tribunal de première instance, la Société anonyme des Carrières de Cipolin, ayant son siège à Genève, a assigné la Société anonyme des Usines et Carrières Devillers et Cie, ayant une demeure ou un siège à Marpent (Département du Nord, France), pour s'ouïr condamner à lui payer avec intérêts de droits et dépens, la somme de 3642 francs 15 centimes, ainsi qu'il en sera justifié au besoin.

La défenderesse a excipé d'incompétence en vertu du traité franco-suisse, du 15 juin 1869 ; elle a invoqué, en outre, à l'appui de cette exception, les art. 58 et 59 de la Constitution Fédérale, en déclarant qu'elle n'avait fait, à Genève, aucune élection de domicile attributive de juridiction.

La demanderesse a conclu au rejet de cette exception d'incompétence, en se basant sur l'art 66 de la loi d'organisation judiciaire du 15 juin 1891, et en affirmant que les marchandises, dont le prix est réclamé, avaient été livrées à Genève, à la défenderesse

qui avait une succursale rue Gevray, 18, puis rue de Monthoux, 58.

La demanderesse a invoqué la clause de la convention du 3 février 1901, suivant laquelle, toutes difficultés pouvant s'élever au sujet de l'interprétation de la dite convention seront tranchées conformément aux lois et usages de l'État de Genève.

Par jugement du 12 février 1906, le Tribunal a renvoyé la cause à l'instruction et imparti un délai de 15 jours à la demanderesse, pour produire l'original de la convention du 3 février 1901.

Par jugement du 30 avril 1906, le Tribunal s'est déclaré incompétent, a renvoyé la Société des Carrières de Cipolin à mieux agir et l'a condamnée aux dépens.

Ce jugement est basé sur les motifs suivants :

La convention du 3 et 18 février 1901, enregistrée le 28 mars 1906, et qui est à la base de la demande a été signée à Paris, par les administrateurs de la Société Devillers et Cie ; ce n'est pas, par conséquent, à Genève, qu'ils ont contracté les obligations dont l'exécution est poursuivie, et l'art. 66 de la loi genevoise d'organisation judiciaire ne leur est pas applicable.

Cette convention prévoit que toutes difficultés pouvant s'élever au sujet de son interprétation seraient tranchées conformément aux lois et usages de l'État de Genève ; la renonciation au for naturel doit être expresse, aussi cette disposition ne saurait être considérée comme attributive de juridiction.

Par exploit du 5 juin 1906, la Société anonyme des Carrières de Cipolin a interjeté appel de ce jugement ; elle en demande la réforme et reprend ses conclusions de première instance ; l'intimée conclut à sa confirmation.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1^o L'exception d'incompétence de la Société anonyme des Usines et Carrières Devillers et Cie est-elle fondée ?

2^o Quid des dépens ?

Sur la première question :

La Société anonyme des Carrières de Cipolin a été constituée à Genève, suivant acte Fontana, notaire, du 8 décembre 1900 ; le siège de la Société est à Genève.

La Société anonyme des Usines et Carrières Devillers et Cie a été constituée, le 23 novembre 1893, avec siège principal à Erquelinnes (Belgique) ; le siège social a été transféré à Bruxelles, 42, rue de Suède, et, par délibération de son Conseil d'adminis-

tration, du 26 mai 1899, la dite Société a fondé à Genève, sous la même dénomination, une succursale, rue Gevray, 18, dans les locaux de l'ancienne maison Escalle et Cie, puis rue de Monthoux, 58; cette succursale ne fut radiée que le 1^{er} mars 1904, suivant extrait du registre du commerce du Canton de Genève, déposé dans la feuille d'audience.

L'intimée est donc une Société belge, et si elle prétend être actuellement domiciliée à Marpent, (Département du Nord, France), le traité franco-suisse, du 15 juin 1869, n'est néanmoins pas applicable, puisqu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'une contestation entre Français et Suisses.

Les art. 58 et 59 de la Constitution fédérale ne peuvent être invoqués que par des personnes domiciliés en Suisse; l'art 59 vise le débiteur solvable, domicilié en Suisse, et l'art. 58, qui dispose que nul ne peut être distrait de ses juges naturels, n'a pas trait aux questions de for, ainsi que l'a décidé la jurisprudence fédérale, et n'a qu'un seul but, soit d'interdire la juridiction de tribunaux extraordinaires, particulièrement de nature ecclésiastique, ainsi que l'indique, du reste suffisamment, le dit art. 58 (voir Roguin, conflits des lois suisses, n° 349, page 487).

Comme il n'existe aucun traité entre la Belgique et la Suisse, au sujet de la compétence judiciaire en matière de demande personnelle et mobilière, l'exception soulevée par l'intimée ne peut être résolue que par l'art. 66 de la loi d'organisation judiciaire genevoise, qui dispose que, sont justiciables des tribunaux du Canton, les étrangers, même non résidents dans le Canton, à raison des obligations qu'ils y auraient contractées envers des personnes domiciliées dans le Canton.

Il résulte des pièces produites par l'appelante et communiquées à l'intimée, que la demande a pour but le paiement de marchandises livrées à Genève à celle-ci, en octobre et décembre 1902, et janvier, avril, mai, juin, août et octobre 1903, alors que la Société des Usines et Carrières Devillers et Cie avait sa succursale à Genève, rue de Monthoux, 58, qui ne fut supprimée que le 1^{er} mars 1904.

Il s'agit donc d'une obligation contractée par l'intimée à Genève, soit le paiement du prix des dites marchandises, livrées par la Société anonyme des Carrières de Cipolin, dont le siège social est à Genève.

Les conditions exigées par l'alinéa 3 de l'art. 66, loi d'organisa-

tion judiciaire, se trouvent réalisées dans l'espèce, et les Tribunaux du Canton de Genève sont donc compétents pour statuer sur la demande de l'appelante.

Sur la deuxième question :

Vu les art. 106 et 363, loi de procédure civile;

Par ces motifs, la Cour :...

Réforme le dit jugement et statuant à nouveau :

Dit et prononce que les Tribunaux genevois sont compétents...

AUDIENCE DU 1 DÉCEMBRE 1906.

Présidence de M. GRAZ.

Poursuite pour effet de change ; rejet d'une opposition ; action en libération de dettes du débiteur ; déboutement ; appel ; rejet d'une offre de preuve ; art. 755 C. O. ; confirmation.

Dame von Luttwitz contre Richert.

L'affirmation, même appuyée d'une offre de preuve, que le tiré n'est pas débiteur du tireur, et qu'il avait été convenu entre les parties que la traite ne serait pas mise en circulation, est sans portée à l'égard du tiers porteur.

Si une pareille stipulation avait été faite, elle aurait dû être constatée par des mentions apposées sur le titre lui-même, conformément aux art. 727-733 C. O.

Le 10 mars 1905, Henri-J. Richert, domicilié à Strassbourg, a fait commandement à la veuve von Luttwitz, de lui payer la somme de 5,038 francs, pour capital et frais à une lettre de change tirée par K. Machwörth sur la dite dame de Luttwitz, et acceptée par elle ; date, 11 octobre 1904 ; échéance à trois mois de date ; capital, 5,000 francs, protêt du 13 janvier 1905.

La débitrice a fait opposition à ce commandement (poursuite n° 52866) ; Henri-J. Richert a demandé la mainlevée de cette opposition et a produit à l'appui, la lettre de change qui porte au dos la signature K. Machwörth et plus bas celle de Richert, celle de la Banque de Saint-Moritz, et enfin l'acquit de la maison Darier et Cie à Genève.

Par jugement du 20 juin 1905, le Tribunal a prononcé la mainlevée provisoire.

Par exploit du 24 juin 1905, la dame de Luttwitz a intenté contre Henri-J. Richert, une instance en libération de dette. Elle

a soutenu que cette traite, acceptée par elle, ne devait pas être négociée, et que l'accepteur n'en devait pas le montant. Elle a articulé que la pièce avait été déchirée en vue de sa destruction, et que c'était dolosivement qu'on l'avait recollée pour s'en servir contre elle.

Par jugement du 11 avril 1906, le Tribunal a débouté la dame de Luttwitz de sa demande en libération de dette.

En appel, la dame de Luttwitz reprend ses conclusions de première instance et notamment une offre de preuve tendant à établir que la traite, signée par elle, a été remise par Machwüth à un sieur Jacques Richert; que ce dernier l'a déchirée pour la détruire, et qu'elle a été recollée par le porteur actuel Henri Richert.

Henri-J. Richert conclut à la confirmation du jugement.

Questions :

1° Henri-J. Richert est-il porteur régulier de la traite dont il s'agit ?

2° La dame de Luttwitz établit-elle qu'elle se soit libérée des causes de cette traite à l'égard du tiers porteur ?

Sur la première question :

L'examen de la traite ne révèle absolument pas que cette pièce ait été déchirée, en vue sa destruction; il résulte au contraire, de cet examen, que cette pièce a été pliée et que le papier s'est, en partie, coupé dans les plis. Des bandes de papier mince ont été collées au dos, sur les plis, en vue de leur consolidation.

Les signatures apposées sur la traite et au dos d'icelle, ne sont pas contestées. L'ordre des signatures révèle que l'effet a été endossé par Machwüth à l'ordre de Richert qui, lui même, l'a passé à l'ordre de la banque de Saint-Moritz.

Ces endossements sont en blanc, mais n'en sont pas moins réguliers, et Henri-J. Richert est bien légalement porteur de la traite acceptée par la dame de Luttwitz.

Sur la deuxième question :

La dame de Luttwitz n'articule pas qu'elle ait payé le montant de l'effet; elle soutient seulement qu'elle n'était pas débitrice du tireur, et qu'il avait été convenu entre elle et lui, que la traite ne serait pas mise en circulation; ces arguments sont sans portée aucune à l'égard du tiers porteur.

Au surplus, s'il était vrai que le tireur et l'accepteur fussent d'accord pour que l'effet ne fût pas transmissible par endosse-

ment, ils n'avaient qu'à exprimer cette idée sur la traite même, en y insérant les mots « non à ordre » ou telle autre expression équivalente, le tout conformément aux art. 727 et 733 du Code des obligations.

L'accepteur n'ayant rien fait de semblable, n'est pas recevable à contester aujourd'hui, à l'égard du tiers porteur, la transmissibilité de l'effet par voie d'endossement. Le porteur est fondé à se prévaloir de l'art 755, C. O.

La demanderesse articule encore qu'elle aurait été victime d'un dol, en ce sens que Machwûrth, ou avec lui un nommé Jacques Richert, qui n'est pas endosseur et qui n'est pas en cause, auraient manqué, vis-à-vis d'elle, à l'engagement qu'ils auraient pris, de ne pas mettre la lettre de change en circulation, et même de la détruire. Cette articulation est étrangère au porteur Henri-J. Richert, et ne saurait nuire à ses droits.

La dame de Luttwitz n'a donc pas établi qu'elle soit libérée de l'obligation constatée par le titre qui lui est opposé. C'est donc à bon droit que le Tribunal l'a déboutée de sa demande en libération de dette.

Par ces motifs la Cour :

Admet l'appel à la forme ;

Au fond :

Sans s'arrêter à l'offre de preuve qui n'a aucune pertinence à l'égard du porteur ;

Confirme le jugement rendu dans la cause, par le Tribunal de première instance le 11 avril 1906 ;

Déboute l'appelante de toutes conclusions contraires, tant principales que préparatoires.

La condamne aux dépens d'appel.

AVIS

MM. les avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine Judiciaire contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudraient répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander D'AVANCE.

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
 (JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
 à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne ou son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Eberhard c. Künzler: syndicat ouvrier; conflit de travail; départ d'un ouvrier; refus de paiement de la part du patron alléguant une rupture de travail intempestive; condamnation d'icelui; recours de droit public; 1^o validité d'actes accomplis par un syndicat au nom d'ouvriers; 2^o absence de déni de justice; rejet du recours. — *Cour de justice civile.* Veuve Gilliéron c. Barriera q. q. a. et autres: local retenu pour un bal; disposition au profit d'une autre société; action du président; demande d'indemnité; intervention des sociétaires; admission de la demande; appel; irrecevabilité de la demande et des interventions; absence d'essai de conciliation; art. 6 pr. civ., modifié par la loi du 18 février 1904; réforme. — Montfort c. Banque populaire suisse; ouverture de crédit; poursuite contre une caution solidaire; opposition; mainlevée provisoire; art. 82 L. P.; appel; art. 839, 423 pr. civ.; art. 23 loi d'application; titres non mentionnés dans la poursuite; recevabilité de l'appel; violation de l'art. 82 L. P.; réforme. — Motte c. Chanal; marché conclu par correspondance; commande faite en Belgique par un négociant genevois; livraison à effectuer en Belgique; laisser pour compte; art. 208, 246, 248 C. O.; appel; absence de vérification de la marchandise; tardiveté du laisser pour compte; réforme.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 21 JUIN 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Syndicat ouvrier; conflit de travail; avis de suspension de travail; départ d'un ouvrier; refus de paiement de la part du patron alléguant une rupture de travail intempestive; condamnation d'icelui; recours de droit public; 1^o validité d'actes accomplis par un syndicat au nom d'ouvriers; 2^o absence de déni de justice; rejet du recours.

Eberhard contre Künzler.

I. Etant donnée l'organisation actuelle des ouvriers, il n'est pas loisible aux patrons de se refuser d'emblée à toute tractation avec les syndicats qui représentent et soutiennent les intérêts de branches d'industries déterminées, lorsque les dits syndicats agissent réellement au nom des ouvriers et comme mandataires de ceux-ci.

II. Une circulaire émanée d'un syndicat d'ouvriers et avisant un patron qu'en cas de non règlement satisfaisant d'une question litigieuse entre lui et ses employés, ceux-ci abandonneraient le

travail jusqu'à l'obtention d'une solution conforme à leurs vœux peut-elle être considérée comme une déclaration de congé proprement dite ? (Résolu affirmativement par l'instance cantonale.)

Le Tribunal, nanti de cette question par un recours de droit public, n'a pas pour mission de la trancher. En tout cas, il ne saurait y voir une violation manifeste d'une règle de droit claire impliquant un déni de justice.

Le Syndicat des ouvriers ébénistes de Lausanne a adressé, sous date du 1^{er} février 1906, au recourant Bernard Eberhard, maître ébéniste en dite ville, une lettre, soit circulaire hectographiée, l'avisant que, pour le cas où aucune proposition satisfaisante de sa part, relativement à la question litigieuse entre parties, du paiement de la dernière heure du samedi, ne leur serait pas parvenue jusqu'au mardi 6 février, à huit heures du soir, les ouvriers se réserveraient d'abandonner le travail momentanément, le samedi 10, pour ne le reprendre qu'après un arrangement intervenu avec le Syndicat.

Le demandeur Charles Künzler, ouvrier ébéniste chez B. Eberhard, a quitté, à la suite de ce qui précède, son travail le 10 février 1906 ; il assigna ensuite son patron devant le Tribunal des prud'hommes de Lausanne, groupe I, en paiement de cinq journées, soit celles des 5, 6, 7, 8 et 9 février 1906, à 5 francs par jour, au total, 25 francs, plus 5 francs de retenue qu'il avait subie sur la paie précédente, soit, en tout, 30 francs.

Devant le Tribunal, le défendeur Eberhard a contesté être obligé de payer ce montant, attendu que le demandeur a quitté le travail sans avertissement, par suite de la grève des ouvriers ébénistes. Eberhard a reconnu que ces derniers l'ont avisé, par lettre, de la déclaration de la grève, mais il conteste au Syndicat le droit de faire quitter les ouvriers sans avertissement.

Par jugement du 22 février 1906, le Tribunal des prud'hommes a statué comme suit :

« Après avoir discuté et lu la convention du Syndicat des ouvriers ébénistes, signée des patrons et ouvriers, le Tribunal, se basant sur l'art. 19 (*sic*) de la dite convention, et reconnaissant que le congé a été régulièrement donné par le Syndicat, condamne M. Eberhard à payer son ouvrier Künzler pour les cinq journées réclamées, plus les 5 francs retenus sur la paie précédente, soit, au total, 30 francs. Les frais sont mis à la charge de M. Eberhard. »

C'est contre ce jugement que B. Eberhard a formé, en temps

utile, auprès du Tribunal fédéral, un recours de droit public, pour déni de justice, concluant à ce qu'il lui plaise :

1. Par mesures provisionnelles, ordonner la suspension de la poursuite numéro 12109 de l'Office des poursuites de Lausanne-occident, suivant commandement de payer de 30 francs (du 7 mars 1906), montant en capital du jugement du 22 février précédent, avec intérêt au 5 % dès cette dernière date, commandement notifié au nom de Charles Künzler, créancier, à Lausanne, au pré-nommé Eberhard, débiteur, au même lieu.

2. Quant au fond, prononcer que le jugement du Tribunal des prud'hommes de Lausanne, groupe I, en la cause Künzler contre Eberhard, du 22 février 1906, est annulé comme impliquant un déni de justice, pour violation de l'art. 4 de la Const. féd.

A l'appui de ces conclusions, le recourant fait valoir, en substance, ce qui suit :

... Par office du 5 avril 1906, le Tribunal du groupe I des Conseils de prud'hommes de Lausanne déclare n'avoir aucune observation à présenter sur le recours et s'en rapporter à justice ; il reconnaît qu'il a commis un *lapsus calami*, en citant dans son jugement un article 19 inexistant, au lieu de l'art. 13 de la convention du 20 juillet 1896, art. 13, dont, en réalité, il a fait application.

L'opposant au recours n'a pas transmis non plus d'observations y relatives.

Par ordonnance du 2 avril 1906, le Président de la deuxième Section du Tribunal fédéral, statuant sur la mesure provisionnelle requise par Eberhard, en vue de la suspension de la poursuite numéro 12109, exercée contre lui par Ch. Künzler, en vertu du jugement attaqué, a accordé les fins de cette requête, en ce sens qu'il ne pourra pas être procédé à la réalisation des biens qui viendraient à être saisis au préjudice du recourant avant que le Tribunal de céans ait statué sur le recours de droit public. La dite mesure provisionnelle a été refusée pour le surplus.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. Le prétendu déni de justice, dont le recourant fait état, consisterait, à son dire, en ce que la circulaire hectographiée adressée, entre autres, au recourant Eberhard, en date du 1^{er} février 1906, a été considérée par le Tribunal des prud'hommes comme un congé régulièrement donné. Il y a lieu, dès lors, d'exa-

miner si cette appréciation, de la part du dit Tribunal, implique une violation évidente de principes de droit clairement établis.

II. A cet égard, il convient de rappeler que la circulaire dont il s'agit déclare positivement que le travail serait abandonné par les ouvriers le samedi 10 février 1906, pour le cas où aucune entente n'interviendrait auparavant entre parties. Cette circulaire présente ainsi une des conditions exigibles de tout congé valable, savoir l'indication du terme à partir duquel le contrat cessera de déployer ses effets. A ce point de vue, l'espèce actuelle diffère des recours analogues interjetés auprès du Tribunal fédéral par les patrons J. Hoffmann et Rosario et Viollet, à Genève, contre quarante de leurs ouvriers, et jugés par le dit Tribunal, par arrêt du 13 juin 1906, en ce sens que, dans ces derniers cas, la circulaire adressée par l'Union genevoise des ouvriers sur métaux à tous les patrons des établissements rentrant dans cette industrie, à Genève, non seulement n'indiquait aucun terme à partir duquel le travail serait abandonné par les dits ouvriers, mais, en outre, ne disait pas un mot de la résiliation du contrat de louage de services existant entre parties.

III. De plus, le terme fixé, dans la circulaire du 1^{er} février sus-visée, au 10 du même mois, correspond avec l'usage établi sur la place de Lausanne entre patrons et ouvriers ébénistes, et reconnu par le recourant lui-même, usage d'après lequel on se doit réciproquement un avertissement de huit jours, et le congé pouvait être donné pour le samedi suivant. La circulaire porte la date du 1^{er} février, qui était un jeudi ; elle est, en tout cas, parvenue en mains du recourant le vendredi 2 février, et elle prévoyait, ainsi qu'on l'a vu, l'abandon du travail par les ouvriers, soit la résiliation du contrat pour le samedi 10 du même mois.

IV. Le Tribunal des prud'hommes, au lieu de se fonder sur cette règle de la dénonciation dans le délai de huit jours, admise par les parties, se réfère, dans son jugement, à la convention du 20/25 juillet 1896 entre patrons et ouvriers ébénistes de Lausanne, laquelle fait aussi mention de cette règle. Le recourant, il est vrai, n'a pas adhéré à la prédite convention, mais il a reconnu expressément, à page 2 de son recours, cette disposition relative au congé, moyennant avertissement de huit jours, comme liant absolument les parties. C'est également en se fondant sur la même disposition que le recourant a réclamé de sa partie adverse une indemnité de 30 francs, correspondant à six jours de salaire, pour prétendue

rupture intempestive du contrat par son ouvrier, c'est comme l'explique le recours, « exactement la somme qu'un ouvrier aurait été en droit de lui réclamer, s'il avait été par son patron au mépris des huit jours d'avertissement d

V. Dans l'exemplaire de la dite convention, versé au dossier du recourant, l'usage dont il s'agit est mentionné à l'article 12. Or, dans l'exemplaire hectographié produit par la partie opposante au recours, cette disposition figure dans l'article 13. La circonstance que le jugement attaqué se base sur la convention du 20/10/1904 susrelatée ne saurait donner lieu à aucune objection fondée. En ce faisant, le dit jugement ne fait que se référer à un usage valable pour les deux parties en cause, de la résiliation sans préavis d'avertissement de huitaine. La citation erronée, par le jugement, d'un article 19 qui n'existe pas dans la convention, comme l'a déclaré le Tribunal dans sa réponse au recours, n'est qu'une erreur de plume, et c'est l'article 13 de l'exemplaire hectographié de la dite convention que les Prud'hommes affirment avoir appliqué; or cet article prévoit précisément l'avertissement de huit jours, pour donner valablement congé. Il s'ensuit que le Tribunal, au lieu de s'appuyer sur un usage reconnu par les parties en cause, a cité inexactement un article de la convention à laquelle le recourant n'a point adhéré, et qui, par conséquent, ne peut le lier comme telle, ce fait apparaît comme sans importance réelle.

VI. Il y a lieu de se demander, en outre, si, en admettant que le syndicat ouvrier a le droit de résilier au nom des ouvriers intéressés, le jugement attaqué a commis un déni de justice. En matière de résiliation, le rapport existant entre le dénonçant et son représentant est seul décisif à cet égard, et il est entièrement incontestable que le patron, auquel le congé est donné, se trouve dans une situation quelconque de droit avec le représentant des ouvriers, c'est-à-dire dans l'espèce, avec le Syndicat. Le recourant argumente qu'il n'a point adhéré à la convention liée entre les patrons et les ouvriers ébénistes de la place de Lausanne, et de ce qu'aucun droit n'existe entre lui et le Syndicat; mais, cette circonstance est impuissante à exclure l'admissibilité d'une représentation des ouvriers par le dit Syndicat. Etant donnée l'organisation des ouvriers, les patrons connaissent l'existence des syndicats dont le but est précisément de représenter et de soutenir les intérêts de branches d'industries déterminées, et il n'est pas

aux dits patrons de se refuser d'emblée à toutes tractations avec de pareils syndicats, lorsque ceux-ci agissent réellement au nom des ouvriers et comme mandataires de ceux-ci. Dans l'espèce, il est incontestable que le Syndicat a agi ensuite d'entente avec l'ouvrier Künzler, ce qui résulte, entre autres, et surtout, du fait que ce dernier a réellement quitté son travail à partir du 10 février, conformément à la circulaire du Syndicat, en date du 1^{er} du dit mois.

VII. L'on peut, à la vérité, se demander si la circulaire hectographiée émanée du Syndicat des ouvriers, en date du 1^{er} février, répond, à tous égards, aux exigences d'un congé régulier, et si, notamment, la menace conditionnelle d'abandonner le travail, pour le cas où une entente n'interviendrait pas entre temps, peut être considérée comme une déclaration de congé proprement dite. Mais, c'est là une question d'interprétation dont l'examen ne rentre pas dans la mission du Tribunal fédéral, comme Cour de droit public ; en tout cas, l'on ne peut pas voir, dans l'opinion admise par le Tribunal des prud'hommes, une violation manifeste d'une règle de droit claire. Il convient d'ajouter ici qu'en opposition avec les jugements annulés par le Tribunal fédéral dans les causes Hoffmann, et Rosario et Viollet, mentionnées plus haut, la sentence des Prud'hommes de Lausanne se meut sur le terrain du droit civil et n'a point recours, comme les prédits jugements, à des affirmations étrangères au droit positif. Le Tribunal de Lausanne s'est demandé, avec raison, si l'on se trouve en présence d'une dénonciation régulière du contrat de service, tandis que les juges prud'hommes de Genève sont partis de l'idée, manifestement contraire au droit, qu'en cas de grève, l'abandon, par l'ouvrier, de son travail, sans avertissement régulier, ne constitue pas, vis-à-vis du patron, une rupture du contrat, mais une simple « suspension », admissible et licite, de ce dernier.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est rejeté comme non fondé...

mandat de traiter avec les représentants de la fanfare

veuve Gilliéron a conclu, en outre, à l'irrecevabilité, tant de la demande de Barriera, en son nom personnel, que de l'intervention des vingt-huit membres de la société, pour le motif que la demande personnelle étant de 10 francs, celle-ci ne pouvait être jugée que par acte d'ajournement, et après l'essai de conciliation prévu par la loi de procédure civile (art. 5 et 6, al. 2 de la

loi du 11 avril 1905, le Tribunal a déclaré recevable la demande de Barriera, et admis l'intervention des vingt-huit membres de la fanfare d'Ameno ; il a renvoyé la cause à l'instruction. Ce jugement est basé sur les motifs suivants : la demande de Barriera, en sa qualité de président de la fanfare, n'est pas recevable ; mais il a modifié ses conclusions et fait agir personnellement contre la défenderesse, qui lui aurait causé un préjudice ; cette demande actuelle est donc recevable.

En ce qui concerne l'intervention des membres de la fanfare d'Ameno, elle est recevable en vertu de l'art. 302 pr. civ., et les intervenants ont le droit d'agir collectivement et conjointement contre dame veuve

En conséquence du jugement du 21 novembre, le Tribunal a ordonné la comparution personnelle des parties, qui eut lieu le 28 même mois.

Les parties ont persisté dans leurs conclusions respectives, et, par son jugement du 13 février 1906, le Tribunal a condamné la défenderesse, à Barriera et aux intervenants, la somme de 200 fr., à titre de dommages-intérêts, et les dépens.

Le jugement est basé sur les motifs suivants :

En fait de la demande, il a été produit une carte, datée du 26 juin 1904, et signée veuve Gilliéron, aux termes de laquelle celle-ci réservera le pavillon pour bal à la Société des Amateurs d'Ameno, pour le dimanche et le lundi de la vogue (2 et 3 septembre 1904). Cette pièce porte la même signature que celle qui figure sur un reçu de 241 francs, délivré le 26 juin 1904, pour prix du bal, et sur une lettre du 29 septembre 1904 ; or, dame Gilliéron ne peut ni l'authenticité, ni la valeur de la lettre et du reçu ; cela résulte de ce que la personne qui a signé l'engagement du 26 juin 1904 n'est ni le mandat et qualité de le prendre.

Dame Gilliéron doit être considérée comme engagée, et réparer le préjudice causé à Barriera et aux intervenants ; le Tribunal, vu

les circonstances de la cause, arrête, *ex æquo et bono*, le montant de l'indemnité à 200 francs.

Par exploit du 20 mars, dame veuve Gilliéron a interjeté appel des jugements des 11 avril 1905 et 13 février 1906.

Plusieurs des intimés n'ayant pas été atteints aux domiciles indiqués dans les conclusions qui figurent aux jugements dont est appel, dame Gilliéron les cita à nouveau devant la Cour, par exploit du 29 mars, en vertu d'ordonnance de fixation de délai du 28, même mois, de M. le Président de la Cour.

Les causes ont été jointes à l'audience du 12 mai.

Dame veuve Gilliéron reprend ses conclusions de première instance. Barriera et les intervenants qui ont comparu concluent à la confirmation du jugement du 13 février. Plusieurs intimés font défaut.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1° La demande de Barriera, tant en son nom personnel, qu'en sa qualité de président de la fanfare d'Ameno, est-elle recevable ?

2° La demande des vingt-huit intervenants, membres de la dite fanfare, est elle recevable ?

3° L'appel du jugement au fond, du 13 février 1906, est-il fondé ?

5° *Quid* des dépens ?

Sur la première question : Barriera, agissant en son nom personnel, a réclamé, dans l'exploit introductif du 12 octobre 1904, une somme de 300 francs, à titre de dommages-intérêts. Cette demande était recevable lors de l'introduction de la cause en justice.

A l'audience du 4 avril, Barriera a pris des conclusions dans lesquelles il déclare réclamer personnellement à dame veuve Gilliéron la somme de 10 francs, à titre de dommages-intérêts.

Cette demande, ainsi réduite, n'était plus recevable, car l'art. 6 de la loi de procédure civile, modifié par la loi du 10 février 1904, dispose que, dans tous les autres cas, en matière personnelle et mobilière, aucune demande, jusqu'à concurrence de 250 francs, en principal, ne sera formée, en première instance, sans l'autorisation d'un juge de paix, qui ne l'accordera qu'après avoir cherché à concilier les parties.

Or, Barriera, agissant en son nom personnel, ne s'est point conformé à cette formalité impérative, et sa demande personnelle et mobilière réduite, le 4 avril 1905, à dix francs de dommages-intérêts contre dame Veuve Gilliéron, n'était plus recevable depuis cette date. Barriera a déclaré, en outre, dans l'exploit introductif,

agir en qualité de président de la fanfare d'Ameno; or, il n'est point justifié que cette société musicale possède en Italie, la personnalité juridique.

Tous les membres qui en font partie, et qui sont intervenus dans l'instance à l'audience du 4 avril, étaient à cette date, tous domiciliés à Genève, suivant leurs conclusions d'intervention.

Cette société musicale ne possède pas à Genève la personnalité juridique, puisqu'elle ne s'est pas conformée aux dispositions de l'art. 716 C. O.; Barrierà ne peut donc pas se présenter en justice, en qualité de président de la fanfare d'Ameno, et sa demande introductive en cette qualité, en paiement de la somme de trois cents francs, à titre de dommages-intérêts, n'était pas recevable.

Sur la deuxième question : Les intervenants, par conclusions prises à l'audience du quatre avril 1905, ont déclaré se joindre aux conclusions de Barrierà, et ne réclamer chacun et personnellement, que la somme de dix francs à titre de dommages-intérêts.

Chaque intervenant a donc formé une demande personnelle et mobilière, inférieure à deux cent cinquante francs; or, cette demande n'est point recevable en présence des dispositions impératives de l'alinéa 2, de l'art. 6 pr. civ., modifié par la loi du 10 février 1904, puisqu'elle n'a pas été précédée de l'essai préalable de conciliation. Le jugement du 11 avril, qui a déclaré recevable la demande de Barrierà, et admis l'intervention collective des vingt-huit membres de la fanfare d'Ameno, doit donc être réformé.

Sur la troisième question : La demande de Barrierà et celle des intervenants n'étant point recevables à la forme, il en résulte que le jugement au fond, du 13 février 1906, qui a statué sur ces demandes collectives, doit être réformé.

Sur la quatrième question : Vu les art. 106 et 363 pr. civ.;

Par ces motifs, la Cour: Prononce défaut contre les intimés, qui n'ont point comparu...

...Au fond, réforme les dits jugements, et, statuant à nouveau, déclare non recevables les demandes de Barrierà et des vingt-huit intervenants, et membres de la fanfare d'Ameno; les renvoie à mieux agir.

AUDIENCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1906.

Présidence de M. GRAZ.

Ouverture de crédit; poursuite contre une caution solidaire; opposition; mainlevée provisoire; art. 82 L. P.; appel; art. 339, 423 pr. civ.; art. 23 loi d'application; titres non mentionnés dans la poursuite; recevabilité de l'appel; violation de l'art. 82 L. P.; réformé.

Montfort contre Banque populaire suisse.

Le cautionnement solidaire d'une ouverture de crédit à un tiers ne constitue pas la reconnaissance de dette prévue à l'art. 82 L. P., lorsque le créancier n'a mentionné, dans son commandement, que le bien-trouvé du compte et l'acte d'ouverture de crédit, deux pièces ne portant point la signature de la caution.

Suivant commandement de payer notifié le 23 octobre 1906, poursuite n° 12,952, la Banque populaire suisse a réclamé, à Alexandre Montfort, entrepreneur, le paiement de la somme de 4942 fr., avec intérêts à 5 % dès le 15 septembre 1906.

Le commandement de payer mentionne comme titre et date de la créance ce qui suit: « Solde débiteur, suivant bien-trouvé de compte courant du 31 août 1906, ensuite d'ouverture de crédit au capital nominal de 5000 fr., consentie à L. Jaquillard, en date du 26 octobre 1903, crédit garanti par le cautionnement solidaire de Montfort et de J. Van Calker. »

Montfort forma opposition au commandement de payer le 30 octobre. Par requête du 2 novembre, la Banque populaire suisse demanda au Tribunal de première instance la mainlevée provisoire de l'opposition de Montfort, en invoquant l'art. 82 L. P.

La Banque a soutenu qu'à teneur de l'acte, signé par Montfort, le 28 février 1906, elle peut requérir la mainlevée provisoire de l'opposition, puisque cet acte se rapporte à l'acte du 26 octobre 1903, signé par le débiteur principal, L. Jaquillard.

Montfort a conclu au déboutement de la Banque, en articulant que l'acte du 28 février 1906 n'était pas mentionné dans le commandement; qu'il n'est pas intervenu dans l'acte du 26 octobre 1903; que sa signature ne figure pas sur le bien-trouvé du compte courant de Jaquillard, débiteur principal, et qu'en outre, suivant la jurisprudence, le cautionnement solidaire d'une ouverture de crédit à un tiers ne constitue pas la reconnaissance de dettes prévue à l'art. 82 loi fédérale.

Par jugement du 12 novembre, le Tribunal a prononcé la mainlevée provisoire de l'opposition de Montfort, à la poursuite, n° 12952.

Ce jugement est basé sur les motifs suivants : La mainlevée est demandée en vertu d'un acte de cautionnement du 28 février 1906, et d'un bien-trouvé de compte courant, arrêté au 30 juin 1906, et signé par Jaquillard, débiteur principal.

La désignation des titres, dans le commandement de payer, est suffisante pour ne laisser, à Montfort, aucun doute sur la nature de la réclamation, qui lui est faite ; il a eu connaissance, régulièrement, de l'arrêté de compte qui constitue le complément nécessaire du cautionnement ; il ne conteste pas le bien-fondé de la reconnaissance de devoir au débiteur principal, laquelle est, par conséquent, opposable à la caution en vertu de l'acte de cautionnement du 28 février 1906.

Par requête du 15 novembre, soit dans le délai prévu par l'article 423 pr. civ., Montfort a interjeté appel de ce jugement ; il en demande la réforme et reprend ses conclusions de première instance.

La Banque populaire suisse conclut à l'irrecevabilité de l'appel et à la condamnation de l'appelant à un émolument de justice.

Aux termes de l'art. 23 de la loi genevoise d'application de la poursuite pour dettes, le jugement du 12 novembre est rendu en dernier ressort, et l'appel n'en est recevable que s'il consacre une contravention expresse au texte de la loi (art. 339, al. 3, pr. civ.).

La question soumise à la cour est donc la suivante : L'appel du jugement du 12 novembre est-il recevable pour violation de la loi ?

Le commandement de payer, poursuite n° 12952, ne mentionne que deux actes ; l'un du 31 août 1906, qui consiste dans le bien-trouvé d'un compte courant, arrêté le 30 juin 1906, et qui porte la signature de Louis Jaquillard, l'autre qui consiste dans un acte de crédit du 26 octobre 1903, signé par Louis Jaquillard, qui se reconnaît débiteur des sommes qu'il prélèvera à la Banque en suite de ce crédit, soit directement, soit au moyen de lettres de change, billets à ordre et délégations.

Ces deux actes ne portent pas la signature de Montfort, de sorte que la Banque ne justifie pas que la poursuite n° 12,952, se fonde sur une reconnaissance de dette signée par Montfort, aux termes de laquelle il aurait pris l'engagement personnel, sans condition, ni réserve, de payer, à la Banque, la somme de 4942 fr. avec intérêts à 5 % dès le 15 septembre 1906, réclamée dans le commandement de payer.

L'art. 82 L. P. n'était donc pas applicable en l'espèce.

C'est, en outre, par erreur, que le Tribunal a décidé que la mainlevée était demandée, en vertu de l'acte du 28 février 1906, qui porte la signature de Montfort ; cet acte n'est pas mentionné dans le commandement de payer, de sorte que la Cour n'a pas, actuellement, à en apprécier la valeur juridique.

L'appel du jugement du 12 novembre, pour violation de l'art. 82 loi fédérale, est dès lors recevable et fondé.

Sur les dépens : Vu l'art. 58 du tarif fédéral ;

Par ces motifs... La Cour ; Réforme... Déboute la Banque populaire suisse de ses conclusions...

AUDIENCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1906.

Présidence de M. GRAZ.

Marché conclu par correspondance ; commande faite en Belgique par un négociant genevois ; livraison à effectuer en Belgique ; laisser pour compte ; art. 203, 246, 248 C. O. ; admission ; appel ; absence de vérification de la marchandise ; tardiveté du laisser pour compte ; réforme.

Motte contre Chanal.

L'art. 246 C. O. est une disposition générale applicable à toute vente, qu'elle ait lieu sur place ou d'un lieu à un autre ; elle impose, dans tous les cas, à l'acheteur, l'obligation de vérifier l'état de la chose aussitôt qu'il le peut, d'après la marche habituelle des affaires. L'art. 248, d'autre part, impose à l'acheteur, dans le cas où il reçoit la marchandise d'un autre lieu, des formalités spéciales relativement à la constatation des défauts et à la conservation de la chose, mais ces formalités ne peuvent être valablement accomplies que si la vérification prescrite par l'art. 246 déjà cité a eu lieu, et leur observation ne peut suppléer à l'absence de cette vérification.

Le 14 décembre 1904, Motte, négociant à Bruxelles, envoie à Chanal, négociant à Genève, des échantillons de divers papiers en lui faisant ses offres de service.

Par lettre du 23 décembre, Chanal commande, à Motte, cinq cents kilos de papier vergé anglais Cream Laid « Original Prince Albert Mill », format 65 par 86 centimètres, 35 à 36 kilos la rame de 500 feuilles, à 60 francs % kilos, cif. Anvers. La verjure doit être dans le sens de la longueur. Il l'informe, en même temps qu'il lui enverra, plus tard, l'adresse de l'expéditeur auquel l'envoi sera à adresser.

Le 27 décembre, Motte accuse réception de la commande, qui sera payable, à trente jours, avec 5 % d'escompte.

Le 30, Chanal informe Motte, que le papier qu'il a commandé doit être adressé à « Wilhelm H. Muller, expéditeur Anvers ».

Le 30 janvier 1905, Motte envoie la facture au montant de 343 fr. 70 cent., valeur en sa traite au 31 mars.

La livraison a eu lieu à Wilhelm H. Muller, à Anvers, à une date qui n'est pas exactement déterminée, le 14 ou le 17 février ; Chanal ne soutient pas qu'elle ait eu lieu plus tard.

Le 31 mars, Chanal écrit à Motte, que le client, auquel était destiné le papier, le refuse, parce qu'il est trop ondulé dans les deux sens, qu'il ne peut être remis à plat, et qu'à l'impression il se plie ; ce papier était très mal emballé. Chanal prie Motte de retirer sa traite, ou de lui envoyer les fonds pour la payer. Le 3 avril, la traite est protestée. Le 2, Motte répond à Chanal que le papier est conforme à la commande, et aux échantillons soumis, que l'emballage était celui usité en Angleterre, et que la marchandise a été acceptée, sans réserve, par l'expéditeur d'Anvers.

Des lettres sont encore échangées ; le 25 avril, Chanal demande la nomination d'un expert provisionnel ; avant qu'il ait été procédé à cette expertise, Motte assigne Chanal en paiement de 351 francs 95 cent. pour capital et frais de retour de la traite.

Chanal déclare laisser pour compte la marchandise, et soutient s'être conformé aux dispositions de l'art. 248 C. O. ; Motte maintient que le laisser pour compte est tardif, et s'oppose à une expertise. Il invoque les art. 203 et 246 C. O.

Par jugement du 22 janvier 1906, le Tribunal commet un expert, pour examiner le papier et dire s'il est acceptable. Dans les considérants de ce jugement, le Tribunal émet l'opinion que le laisser pour compte n'est pas tardif, parce qu'il a fallu un certain temps, à Chanal, pour savoir si son client acceptait le papier ; il a pris les mesures imposées par l'art. 248 C. O. ; la destination spéciale du papier n'ayant pas été indiquée lors de la commande, il y a lieu de savoir si ce papier présente des défauts de fabrication.

Dans son rapport, l'expert constate qu'il n'y a pas doute sur la commande, que celle-ci ne fait pas mention de l'usage qui devait être fait de ce papier, que d'après sa qualité, sa texture, son filigrane, il ne devait pas être utilisé pour éditions, mais bien pour travaux spéciaux en typographie ou en lithographie, que dans ce cas, vu les ondulations qu'il présente dans tous les sens, il est impossible de l'imprimer convenablement, ce qui le rend inacceptable.

Interrogé par le Tribunal, l'expert déclare qu'en parlant de la difficulté d'imprimer, il n'a eu en vue que l'impression lithographique.

Le § 2 de cet article 248, en particulier, invoqué par Chanal stipule que l'acheteur qui, après avoir reconnu des défauts dans la marchandise, par la vérification prescrite à l'art. 246, néglige de les faire constater régulièrement, aura à prouver que celles-ci existaient déjà lors de l'arrivée de la marchandise, mais il ne signifie nullement que cet acheteur pourra être admis à cette preuve, même s'il n'a pas vérifié l'état de la marchandise conformément à l'art. 246.

En fait, il est incontestable que Chanal n'a pas avisé Motte des prétendus défauts du papier aussitôt qu'il a pu vérifier l'état ; cette vérification devait avoir lieu au moment de la livraison, qui a eu lieu par la remise du papier au représentant de Chanal, M. Muller, à Anvers, remise qui a eu lieu, au plus tard, le 17 février, et la première observation de Chanal est du 31 mars (jour de l'échéance de la traite).

On ne saurait admettre que le moment de la vérification fut celui où la personne inconnue, à laquelle Chanal pouvait destiner ce papier, a pu en prendre connaissance.

C'était à ce dernier à prendre ses mesures pour que la vérification à laquelle il savait être tenu vis-à-vis de son vendeur, pût se faire en temps utile.

C'est aussi à tort, que Chanal invoque le § 2 de l'art. 246. Les défauts dont il se plaint, tenant à la fabrication même du papier, — c'est pour cela, en effet, que le Tribunal les a admis comme cause de résiliation du marché, — pouvaient se découvrir lors de la réception à l'aide des vérifications usuelles. Le laisser pour compte de Chanal est donc tardif, et ne devait pas être admis.

Au surplus, il n'eût pas été fondé ; il est établi que le papier livré est conforme à la commande qui ne mentionnait pas l'usage auquel il était destiné, et aux échantillons remis à Chanal, et il ressort même du rapport de l'expert, et de ses explications dont la précision n'est, il est vrai, pas absolue, que ce papier est utilisable pour des travaux de typographie.

Sur la troisième question : Vu les art. 106 et 363 pr. civ. ;

Par ces motifs... La Cour : A la forme : Déclare irrecevable l'appel du jugement du 22 janvier 1906 ; Reçoit l'appel du jugement du 14 mai ; Au fond : Réforme... Condamne Chanal à payer, à Motte, avec intérêt légaux, dès le 26 avril 1905, la somme de 351 fr. 95...

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX**(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)****PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS****Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE****15 fr. par an pour toute la Suisse.****VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12****Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER***Corraterie*

30 centimes la ligne ou son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Rasario et Violet c. Décosterd et autres: ouvrier grève; cessation de travail; action en dommages intérêts du patron, pour départ abrupt; rejet; prétendue suspension de travail; prétendu congé légal; art. 9 loi sur les fabriques, du 28 mars 1877; recours de droit public: 1^o absence de congé légal régulier; 2^o cessation de travail; annulation de la décision incriminée; renvoi aux premiers juges. — Bori c. Bolengo: ouvrier blessé; journées payées jusqu'à la déclaration d'une grève du corps de métier de l'ouvrier; action en paiement de journées supplémentaires; recours pour déni de justice; rejet. — *Cour de justice civile.* Bertoncini c. Laurent-Rousset: servitude de passage; barrage; ordonnance d'enlèvement; instance en validation de l'ordonnance; art. 28 pr. civ.; art. 692 et suiv. C. civ.; déboutement; appel; production d'une nouvelle pièce; réforme, admission de la demande et obtention d'une indemnité pour le trouble passager. — *Avia.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 13 JUIN 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Ouvrier; grève; cessation de travail; action en dommages-intérêts du patron pour départ abrupt; rejet; prétendue suspension de travail; prétendu congé légal; art. 9 loi sur les fabriques, du 28 mars 1877; recours de droit public: 1^o absence de congé légal régulier; 2^o cessation du travail; annulation de la décision incriminée; renvoi aux premiers juges.

Rasario et Viollet contre Décosterd et autres.

1. Il y a déni de justice de la part du juge lorsque celui-ci, au mépris, soit de faits patents, soit de règles de droit parfaitement claires et précises, rend intentionnellement une sentence inconciliable avec les conditions indispensables de tout jugement.

II. L'employé qui abandonne le travail sans dénonciation préalable, et sans que le patron se soit soustrait aux obligations que lui imposait le contrat de louage de services, rompt sans droit cette convention.

Les recourants Rasario et Viollet exploitent, à Genève, une fonderie de cuivre et bronze dans laquelle ils occupent, en moyenne, une quarantaine d'ouvriers.

Le 8 février 1906, l'Union des ouvriers sur métaux, à Genève, adressa à tous les patrons des établissements de l'industrie sur métaux, en dite ville (branches : fonderie, tournage, nickelage et polissage des métaux), une circulaire, portant, entre autres, ce qui suit : « En même temps que cette circulaire, nous vous adressons un projet de convention, stipulant les conditions de salaire et du travail pour les ouvriers de notre industrie, comme nous l'entendons. Nous vous prions de bien vouloir étudier nos revendications et de nous faire connaître les objections que vous auriez à présenter à leur sujet, d'ici au 16 courant. Une commission spéciale a été nommée dans le but de vous fournir toutes les explications que vous pourriez désirer, et pour discuter avec vous notre projet de convention. Cette commission, composée d'ouvriers de toutes les branches que cela concerne, se tient à votre disposition dès aujourd'hui. Quant aux revendications que nous vous soumettons, nous tenons à vous faire ressortir quelques points essentiels. »

Sous chiffre I, la circulaire recommande ensuite l'établissement d'une convention collective de travail ; — sous chiffre II, elle réclame la diminution, demandée par les ouvriers, du nombre des heures de travail ; — l'art. III s'occupe des revendications des ouvriers relatives aux salaires et à l'abolition du travail aux pièces.

La circulaire se termine comme suit : « Quant aux autres articles, qui nous paraissent tous naturels, la commission déjà mentionnée se charge de vous fournir toutes les explications que vous demanderez. En somme, nous croyons de n'avoir réclamé que des choses possibles, et nous sommes prêts à les discuter encore avec vous. En comptant sur votre loyauté et votre bienveillance, pour nous accorder à l'amiable ce que nous vous demandons, et en vous priant de nous faire parvenir votre réponse jusqu'au 16 février, à l'adresse « Syndicats des ouvriers mouleurs sur métaux et tourneurs-racheveurs, maison Handwerk, avenue du Mail, E. V., nous vous présentons, Monsieur, nos salutations empressées.

« Pour la commission ouvrière (suivent deux cachets : l'un de la Chambre syndicale des mouleurs en métaux et similaire ; l'autre, du Syndicat des tourneurs-racheveurs sur métaux).

« Pour la commission inter-syndicale :

« (signé) Adrien Décosterd. »

A cette circulaire était joint un projet de « Convention de travail » en quinze articles.

ommes, par écriture parvenue le 12 mai 1906, a déclaré son jugement du 6 mars 1906. Le Tribunal se base sur considère la circulaire du 8 février 1906, envoyée aux comme un délai suffisant pour suspension de travail ».

(Abrégé)

: I. Ainsi que le Tribunal fédéral a eu souvent l'occasion rer, les jugements des prud'hommes sont soumis, en ce la question de savoir s'ils renferment un déni de justice, lation de l'égalité des citoyens devant la loi, aux mêm- pes de droit fédéral que les jugements émanés des au- aux constitutionnels. Bien qu'en ce qui concerne l'ap- des faits, il convienne de laisser aux tribunaux de res la plus grande latitude possible, ces jugements ne urtant pas se heurter contre les règles fondamentales nt toute sentence bien ordonnée ; ils ne doivent pas, en , en se basant sur de purs prétextes, et sans égard pour dent, porter à celui-ci une atteinte telle, qu'il paraisse s'est laissé guider, dans sa décision, par des motifs à la cause, et dénués d'objectivité. Une inexactitude de importante, contenue dans un jugement, et même une dente dans l'interprétation ou dans l'application de la teinte portée au sens ou à l'esprit de celle-ci, ne sont vérité, constitutives d'un déni de justice, lequel a lieu lorsque le juge, au mépris, soit de faits patents, soit de droit parfaitement claires, rend intentionnellement une rconciliable avec les conditions indispensables de tout

xaminant le jugement attaqué à la lumière de ces prin- s, posés par le Tribunal fédéral en matière de déni de tériel, il y a lieu de constater en première ligne que la adressée par l'Union des ouvriers sur métaux, à Genève, s des établissements de l'industrie des métaux, au même ntient aucune communication, ni même une allusion, e si les patrons n'acceptent pas les réclamations des ontenues dans le projet de convention accompagnant la culaire, ces derniers abandonneraient ou suspendraient Il suffit, à cet égard, de renvoyer simplement au contenu, is haut, ou au texte de cette circulaire. Pour justifier ontraire, exprimée sur ce point par le jugement attaqué, ants au recours formulent des affirmations étrangères

aux pièces du dossier ; ils prétendent notamment que, lors de négociations verbales qui auraient eu lieu postérieurement à la circulaire, les patrons auraient été avertis que cet abandon, ou cette suspension du travail, auraient lieu pour le cas où les demandes des ouvriers ne seraient pas acceptées. Non seulement le jugement attaqué, pas plus que le dossier de la cause, ne contient aucune mention de ces prétendues comminations verbales, mais le dit jugement se base expressément, et uniquement, sur la circulaire du 8 février 1906 ; il tire de celle-ci, ainsi que du fait que les patrons y ont répondu, la conséquence que les ouvriers, défendeurs, étaient autorisés à donner, en se fondant sur cette circulaire, le congé légal prévu par l'art. 9 de la loi sur les fabriques, du 23 mars 1877.

III. Le fait que les patrons ont répondu à la circulaire du 8 février pouvait, interprété largement, être considéré comme la preuve que les dits patrons ont reconnu aux délégués de l'Union la qualité de mandataires de chacun des ouvriers en cause, et que les patrons devaient, dès lors, envisager les communications de l'Union comme émanant de chaque ouvrier. Une semblable appréciation, de la part du jugement incriminé, ne saurait être envisagée comme un déni de justice. Mais, c'est là la conséquence extrême qu'on peut attacher à la réponse des patrons. Aller plus loin, et attribuer à cette réponse une portée que ses termes, même interprétés de la façon la plus large, excluent, équivaut à faire violence, en faveur d'une partie, aux faits et à leur saine appréciation juridique. A cela s'ajoute la considération que, même à supposer que l'on puisse interpréter la circulaire du 8 février 1906 dans le sens d'une résiliation, à teneur de l'art. 9 de la loi sur les fabriques, l'abandon du travail par les défendeurs ne pouvait légalement avoir lieu qu'à partir de l'expiration du délai légal de dénonciation, soit d'avertissement, et il est insoutenable de prétendre, ainsi que le fait le jugement attaqué, que les défendeurs ont abandonné régulièrement le travail, après s'être conformés aux dispositions de l'art. 9 susvisé.

IV. Cet article 9 contient, entre autres, les dispositions suivantes : « A moins qu'une convention écrite n'en décide autrement, le contrat intervenu entre le fabricant et l'ouvrier peut prendre fin après un avertissement de quatorze jours au moins, dont chaque partie peut prendre l'initiative le jour de paie ou le samedi... Le contrat ne peut être résilié unilatéralement, avant ce terme, de la

atron, que si l'ouvrier s'est montré incapable de faire le
nmené, ou s'il s'est rendu coupable d'une violation grave
ent de la fabrique. *Il ne peut être résilié par l'ouvrier
maltre de la fabrique ne remplit pas ses obligations
i, s'il le traite d'une manière contraire à la loi ou au
u s'il tolère, de la part de quelque autre, un traitement
e. »*

le recours le fait remarquer justement, le 8 février 1906
udi et, par conséquent, — ce jour n'étant pas un jour de
est à partir du samedi 10 février 1906 que commençait à
délai d'avertissement de quatorze jours, lequel expirait
même mois. Par conséquent, les défendeurs, même s'ils
t résilier le contrat, par l'intermédiaire de l'Union, le 8
06, n'auraient pas eu le droit d'abandonner unilatérale-
une manière abrupte, leur travail à la date du 19 février ;
n'existait. pour justifier ce départ prématuré, aucun des
mérés dans l'art. 9 précité de la loi sur les fabriques, et
eurs n'ont pas même allégué qu'il en fût autrement. Le
jugement attaqué n'a pas pris en considération, et n'a
apprécié ces faits et ces indications, qui résultent des
a cause, constitue également un déni de justice.

résence d'une situation de fait et de droit aussi simple et
e, les défendeurs n'en soutiennent pas moins n'avoir pas
blissement, mais avoir « seulement » suspendu le travail,
proposent de reprendre aussitôt qu'une entente sera in-
vec les patrons, sur les réclamations formulées par les
ans la circulaire du 8 février 1906. La réponse au recours
à l'appui de ce point de vue, que les ouvriers ont laissé
eurs outils et leurs habits de travail, et qu'ils n'ont pas
salaire qui était échu à leur profit. Les considérants du
attaqué ne s'expriment pas, il est vrai, directement, sur
ie de la suspension du travail, mais il n'est pas douteux
ptent, puisqu'ils ne parlent que de la suspension du
les défendeurs, et qu'ils évitent, évidemment à dessein,
les défendeurs ont abandonné le travail ou qu'ils ont
service. En ce faisant, le jugement attaqué se place sur
dépourvu de toute base juridique, attendu qu'il n'appli-
droit existant, mais voudrait substituer à celui-ci un
eau, d'après lequel les ouvriers auraient la faculté de
avail, en cas de grève, sans dénoncer, au préalable, le

contrat dans les délais légaux. Il se peut, sans doute, que défendeurs aient eu, ou aient encore actuellement l'intention de rentrer dans l'atelier après entente, entre parties, sur les réclamations élevées par l'Union des ouvriers. Il est même possible que les patrons consentent à reprendre à leur service les défendeurs. Mais, ceci est sans importance, du moment qu'il n'est pas établi que les recourants ont donné congé aux défendeurs pour la durée de la grève; mais rien de semblable n'a été allégué, et il est, sans aucun doute, évident que les défendeurs, en abandonnant le travail le 19 février sans dénonciation préalable, et sans que les patrons se soient soustraits aux obligations que leur imposait le contrat de louage de services lié entre les parties, ont rompu sans droit cette convention. Le jugement attaqué, en se refusant, par des prétextes spéciaux, à admettre cette conséquence, laquelle résultait, de la nécessité, des faits de la cause et des principes légaux élémentaires actuellement en vigueur, en matière de louage de services, viole un droit clairement établi, et permet de supposer que le juge s'est laissé guider, dans son dit prononcé, par des considérations autres que celles qui auraient dû résulter pour lui de l'examen impartial et objectif du litige.

VI. Dans cette situation, il est facilement compréhensible que le jugement dont est recours se contredit lui-même. D'une part, en effet, il attribue aux défendeurs, — implicitement, si ce n'est en termes exprès, — le droit d'abandonner le travail sans dénonciation préalable, et de suspendre, pour un temps indéterminé, l'exécution de leur contrat de services, tandis que, d'autre part, le même jugement justifie pourtant l'attitude des défendeurs, en affirmant que ceux-ci auraient dénoncé le contrat conformément aux dispositions de l'art. 9 de la loi sur les fabriques, et en reconnaissant ainsi, de nouveau, implicitement, que les défendeurs, en vertu de la prescription de la loi, n'avaient le droit d'abandonner ou de suspendre leur travail qu'ensuite de résiliation préalable. En d'autres termes, la contradiction signalée dans le jugement attaqué consiste en ce que, d'un côté, il reconnaît que, dans des circonstances normales, l'abandon définitif du travail ne peut se justifier que moyennant un congé, donné quatorze jours au moins à l'avance, tandis que, d'un autre côté, le même jugement estime que, si l'abandon a lieu ensuite de grève, — auquel cas il est appelé « suspension » — il suffit d'un simple avertissement, sans observation du délai légal, pour remplacer la résiliation soumise aux formes et délais prévus par la loi.

suit de tout ce qui précède que le jugement dont est recours aurait subsister et qu'il échet de renvoyer la cause à l'instance précédente, pour être statué à nouveau.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est rejeté ; en conséquence, le jugement rendu entre parties par le Tribunal des prud'hommes de Genève, le 6 mars 1906, est déclaré nul et de nul effet, et la cause est renvoyée au dit Tribunal, pour être, par lui, statué à nouveau...

AUDIENCE DU 10 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Ouvrier blessé ; journées payées jusqu'à la déclaration d'une grève du corps de métier de l'ouvrier ; action en paiement de journées supplémentaires ; refus ; recours pour déni de justice ; rejet.

Bori contre Bolengo.

Ouvrier qui n'aurait pas, même s'il eût été en bonne santé, travaillé pendant un certain laps de temps à cause de la grève de son corps de métier, n'a pas droit comme suite d'un accident, à une indemnité durant cette période, puisqu'il n'a de ce chef souffert de préjudice. (Décidé par l'instance cantonale.) Le Tribunal fédéral, nanti d'un recours de droit public, n'a pas à revoir cette décision qui, en tout cas, ne constitue pas un déni de justice.

Le recourant Ferdinand Bori fut victime, alors qu'il était au service de l'entrepreneur Bolengo à Lausanne, probablement le 15 juin 1906, — les données du dossier n'étant pas explicites sur ce point — d'un accident léger, des suites duquel le blessé se remit tout bout de peu de jours.

Bori réclama de ce chef à son patron Bolengo le montant de 7 jours et $\frac{1}{2}$ de salaire à 4 fr. 20, soit 31 fr. 50 dès le samedi 16 juin à midi jusqu'au lundi 25 dit inclusivement. Le défendeur Bolengo offrit une journée et demie de salaire au demandeur, soit 6 fr. 30, pour indemnité de travail le samedi 16 juin à midi au lundi soir suivant, moment où la grève des ouvriers dont faisait partie Bori fut déclarée.

Bori n'ayant pas repris son service après sa guérison, soit dès le 15 juin, malgré l'invitation du défendeur Bolengo, celui-ci a soutenu que son ouvrier s'est, de ce chef, associé à la grève qui a commencé dès le 19 dit, et que Bori ne peut, dès lors, prétendre à un

en bonne santé, et que, dès lors, on ne saurait admettre qu'il ait souffert un préjudice pour ce qui concerne cette période.

II. Cette manière de voir peut apparaître comme discutable ; mais, le Tribunal fédéral n'a point, comme Cour de droit public, à résoudre cette question ; il doit seulement rechercher si l'état de fait admis à cet égard par le jugement incriminé a été établi arbitrairement, dans le but manifeste de débouter, contrairement au droit, le recourant des fins de sa réclamation. Or, tel n'est pas le cas. Il est exact que la constatation susmentionnée repose sur une déduction, et c'est cette circonstance contre laquelle le recourant paraît surtout s'élever. Mais, conformément aux principes en matière de libre appréciation des preuves, de semblables déductions ne sont point interdites, dès le moment où elles reposent sur des faits. Or, le jugement attaqué mentionne, en fait, « que Bori n'a pas voulu reprendre son travail à Lausanne, et qu'il y est resté ». En tirant de ce fait la conclusion que Bori aurait adhéré à la grève, et n'aurait pas travaillé, à partir du 19 juin, s'il eût été en bonne santé alors, le dit jugement ne s'est point rendu coupable d'une appréciation arbitraire, pas plus qu'il n'a, par l'évaluation qu'il a faite du « préjudice » réellement souffert par le recourant dans les circonstances susrappelées, donné à l'article 6 lettre b de la loi fédérale de 1881 précitée, une interprétation incompatible avec le sens et l'esprit de cette disposition légale.

Par ces motifs... le Tribunal fédéral prononce :

1. Le recours est écarté...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 24 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. GRAZ.

Servitude de passage ; barrage ; ordonnance d'enlèvement ; instance en validation de l'ordonnance ; art. 23 pr. civ. ; art. 50 C. O. ; art. 692 et suiv. , 2265 C. civ. ; déboulement ; appel ; production d'une nouvelle pièce ; réforme ; admission de la demande et obtention d'une indemnité pour le trouble passager.

Bertoncini contre Laurent-Rousset.

1. Le plaideur qui ne justifie qu'en appel, par la production d'une nouvelle pièce, du bien-fondé de ses prétentions, doit supporter les dépens de la première instance.

II. Une servitude de passage, discontinue et non apparente, se révélant par aucun ouvrage extérieur, ne peut s'établir que par titre. L'art. 694 C. civ. (destination du père de famille) lui est applicable.

III. L'art. 2265 C. civ. n'est pas applicable aux servitudes.

Par requête du 20 juillet 1903, Bertoncini, propriétaire de parcelle numéro 605 du cadastre de Versoix, expose à M. le Président du Tribunal de première instance que cette parcelle possède une servitude de passage sur la parcelle numéro 607 ; qu'un co-propriétaire indivis de cette parcelle, Laurent-Rousset, veut de barrer ce passage, et il demande à ce magistrat d'ordonner provisionnellement la suspension de ces ouvrages et le rétablissement du libre passage.

Le même jour, le Président du Tribunal rend une ordonnance conforme à cette requête, ordonnance qui est exécutée le lendemain par l'enlèvement, par huissier, d'une clôture en chabau fixée par Laurent en travers du passage.

Le 13 août, Bertoncini assigne Laurent pour entendre, vu art. 23 pr. civ. et 50 C. O., valider l'ordonnance provisionnelle lui faire défense d'apporter une entrave quelconque au libre exercice de son droit de passage, à peine de 500 francs de dommages-intérêts par chaque contravention, le condamner à 500 francs de dommages-intérêts et aux dépens, dans lesquels seront compris les frais des mesures provisionnelles.

Laurent méconnaît la demande et nie l'existence de la servitude.

Bertoncini produit, à l'appui de ses prétentions :

1. Un acte Gampert, notaire, du 3 mars 1888, portant adjudication à Bertoncini de la parcelle 605, de Versoix, mise en vente par Jean Girel. 2. La quittance de cet achat, par acte Gampert, du 19 juin 1888, puis ensuite : 3. Un acte Gampert, du 19 juin 1876, portant partage d'immeubles entre Jean Girel et dame Duraffort Girel, et divers plans et extraits de cadastre.

Le 12 janvier 1904, le Tribunal se transporte sur place.

Bertoncini persiste dans ses conclusions introductives et demande, en outre, au Tribunal, de prononcer qu'il a, sur la parcelle 607, une servitude de passage, à pied, de deux mètres de largeur devant s'exercer le long du fonds de Laurent.

Il invoque, à l'appui de sa demande : 1. La destination même de cette parcelle, qui a été constamment utilisée par Bertoncini et :

3, comme passage ; 2. Ses titres de propriété, Bert, des 3 mars 1888 et 19 mars 1876 ; il est le 605 a, sur la parcelle 607, une servitude de ptes, devant s'exercer le long du fonds de . Laurent) ; il résulte également de ces titres été constituée au commencement du dix-neu-passage indivis pour quatre lots formés lors du été Berthet ; il peut donc invoquer aussi les v. ; 3. L'art. 2265 C. civ., étant au bénéfice quisation remontant à plus de dix ans.

Le déboutement de Bertoncini, celui-ci ne pro-constitutif de la servitude émanant de lui ou s.

Le 17 juin 1905, le Tribunal a constaté que la), non enclavée, n'a aucune servitude de pas-607, de Versoix, débouté, en conséquence, iande, et l'a condamné aux dépens.

Basé, en substance, sur les motifs suivants :
En son du père de famille : La servitude réclamée i apparente, n'étant révélée par aucun ouvrage out donc s'établir que par titre ; Bertoncini ne 394 C. civ. ;

droit par Girel : La clause de l'acte de vente i, qui rappelle l'existence d'une servitude, ne Laurent que si Bertoncini prouvait l'existence blit seulement que Girel avait, sur la parcelle propriétaire indivis ; ces droits ne lui donnaient id Bertoncini, celui de consentir une servitude ans l'assentiment des autres co-propriétaires ; l ne constitue donc pas un titre en faveur de

tions : Bertoncini a bien un juste titre, mais 'est pas applicable aux servitudes.

é de ce jugement. Il en demande la réforme usions de première instance. Il a produit, en acte Richard, notaire, du 4 janvier 1808, por-les quatre filles de Charles Berthet, des im-r lui dans la commune de Versoix, et il sou-onstate l'existence de la servitude dont il ré-ancé. Laurent conclut à la confirmation du

1888 ; comme il ne le faisait pas, c'est avec raison que les premiers juges l'ont débouté de sa demande.

En appel, Bertoncini produit un acte Richard, notaire, du 4 janvier 1808 ; il faut donc examiner si cet acte peut être considéré comme le titre constitutif de la servitude, à l'exercice de laquelle prétend Bertoncini.

En premier lieu, il y a lieu de constater que Bertoncini est en droit de se prévaloir de cet acte et de l'opposer à Laurent, vu qu'il a été passé entre l'auteur de l'un et l'auteur de l'autre. Cet acte porte partage des immeubles délaissés par Charles Berthet, décédé ab-intestat, à Versoix, le 11 novembre 1803, entre ses quatre filles, et attribue à chacune d'elles un lot de ces immeubles, en en laissant une partie indivise. Le troisième lot a été attribué à dame Girel-Berthet, et le quatrième à dame Berger-Berthet.

Il n'est pas contesté que la parcelle 605 actuelle faisait partie du troisième lot, et la parcelle 607 actuelle de la portion indivise.

La parcelle 605 est devenue la propriété indivise de Jean Girel et de sa sœur, dame Durafford, qui l'avaient recueillie dans les successions des trois héritiers de dame Berthet-Girel, Jacques Girel, dame Argand-Girel et dame Veuillet-Girel ; elle a été attribuée à dame Durafford par l'acte de partage Gampert, notaire, du 19 juin 1876, et a été héritée de celle-ci par Jean Girel, qui l'a vendue à Bertoncini. Le quatrième lot comprenant la parcelle 606 et des droits indivis sur 607, est échu à Louis Berger, comme héritier de ses grands-parents Berger-Berthet (acte Jourdan, notaire, du 3 septembre 1840), lequel l'a vendu à Laurent, par acte Dufresne, du 7 décembre 1882. L'acte Richard, notaire, du 4 janvier 1808, lie donc Bertoncini et Laurent.

Par cet acte, les quatre sœurs Berthet ont formé, avec les immeubles de leur père, quatre lots égaux, comprenant des parties de logement et des terrains, et elles ont voulu assurer à chacun de ces lots l'accès à la grande route de Genève à Lausanne, par un chemin reliant ces quatre lots à la cour indivise donnant sur la dite grande route. Ce droit d'accès est expressément mentionné dans l'acte, en ce qui concerne chacun des quatre lots.

Relativement au troisième lot, l'acte indique, à la fin de l'énumération des immeubles formant ce lot, « une autre portion de jardin du côté du midi de la dite maison, confinant du vent à Marié Berthet, femme Bouvard, et de bise à Marie Berger, du levant un chemin indivis, du couchant la grande route de Genève en

Suisse, de la longueur de sept toises cinq pieds et largeur, de chaque côté, de deux toises sept pieds, avec ses appartenances et ses dépendances, droits, entrées et sorties par le chemin qui se trouve à l'alignement du mur de la dite maison, du côté du levant ».

Il ressort à l'évidence des dispositions de cet acte que la parcelle 605 a un droit d'accès à la route de Genève à Lausanne, à travers la parcelle 607, actuellement indivise entre Laurent, François Girel et veuve Vuistaz. En s'aidant des divers plans produits par les deux parties, il est facile d'établir que ce droit de passage à pied doit s'exercer dès l'extrémité est de la parcelle 605, par le chemin longeant la limite est de la parcelle 606, et ensuite de ce chemin, directement, la route de Genève à Lausanne, en suivant la limite nord de la parcelle 608.

Quant à la largeur sur laquelle ce droit de passage doit s'exercer, l'acte Richard ne fournit pas des indications claires.

Il indique, comme restant indivis, un chemin de trois pieds, sur la longueur des écuries, et un chemin de cinq pieds sur toute l'étendue de la maison; il n'est plus possible de reconnaître actuellement quels étaient ces deux chemins, de largeur différente; il ressort, d'autre part, de tous les plans, que le chemin longeant à l'est les parcelles 605, 606, 607 et 608 a, sur presque toute sa longueur, une largeur de deux mètres; c'est cette largeur qui paraît avoir été admise dans la pratique et qui est indiquée dans les actes Gampert des 19 juin 1876 et 3 mars 1888; d'ailleurs, elle n'a pas été contestée par Laurent, et doit donc être admise.

En ce qui concerne la partie du droit de passage qui doit s'exercer sur la cour indivise, le long de la parcelle 605, il y a lieu, en l'absence de dispositions contraires de l'acte Richard, de lui reconnaître la largeur qu'a le chemin sur lequel s'exerce la première partie de ce droit.

Sur la deuxième question : Le trouble, apporté par Laurent au libre exercice, par Bertoncini, de son droit de passage, n'a duré que quelques jours et ne lui a pas causé un préjudice important; il ne peut lui être reproché, d'autre part, d'avoir mis en doute le droit de Bertoncini, puisque celui-ci n'a pu l'établir que difficilement et après une longue procédure; il suffit, dans ces conditions, d'allouer à Bertoncini 50 francs de dommages-intérêts.

Sur la troisième question : Bertoncini ayant, en définitive, établi son droit à la servitude était fondé à se plaindre de l'obstacle que Laurent avait apporté à l'exercice de celui-ci; ce dernier doit donc.

supporter les frais nécessités par cet acte, et ceux de l'introduction de l'instance qui en a été la conséquence forcée.

Par contre, l'instance une fois introduite, Bertoncini sommé de justifier de son droit, n'a pas produit les titres nécessaires pour cela et a soutenu ses prétentions par des arguments mal fondés, ce qui a entraîné, à juste titre, son déboutement en première instance ; il doit supporter les frais qui en sont résultés.

Les frais d'appel doivent, par contre, être mis à la charge de Laurent qui succombe dans cette seconde instance.

Par ces motifs, la Cour reçoit, à la forme, l'appel interjeté par Bertoncini du jugement du Tribunal de première instance, le 17 juin 1905 ; Au fond : Réforme le dit jugement et, statuant à nouveau :

Valide l'ordonnance provisionnelle rendue par M. le Président du Tribunal de première instance, le 20 juillet 1903 ;

Dit et prononce que la parcelle numéro 605, feuille 35, du cadastre de la commune de Versoix, appartenant actuellement à Bertoncini, a, sur la parcelle numéro 607, feuille 35, du même cadastre, inscrite actuellement au nom de Laurent, Jean Girel, François et veuve Vuistaz, une servitude de passage, à pied, laquelle servitude doit s'exercer, sur une largeur de deux mètres, de l'extrémité est de la parcelle 605 à la route de Genève à Lausanne, en suivant d'abord le chemin qui longe, à l'est, la parcelle 606, puis en longeant, dans la cour indivise, la limite nord de la même parcelle, jusqu'à la route ;

Vu l'art. 50 C. O. ; — Condamne Laurent à payer à Bertoncini 50 francs à titre de dommages-intérêts ; — Vu les art. 109 et 363 l. pr. civ. ; — Condamne Laurent aux frais de l'ordonnance provisionnelle et de son exécution, et aux dépens de première instance, jusque et y compris son écriture du 11 novembre 1903 ; — Condamne Bertoncini au surplus des dépens de première instance ; — Condamne Laurent aux dépens d'appel ;.....

AVIS

MM. les avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine Judiciaire contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudraient répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander D'AVANCE.

Quoique controversée par les auteurs, elle est tranchée en Suisse par la loi citée ci-dessus, qui la résout négativement. Par le mot contrefaçon, cette loi interdit la reproduction exacte et illégale d'une marque, indépendamment même de son application à une marchandise. A fortiori doit-elle donc viser la reproduction de la marque pour l'apposer sur le produit même de l'ayant droit, mais sans son consentement.

II. Un tiers ne peut davantage vendre, sous la même marque, une préparation couverte par la marque déposée, en changeant seulement la forme sous laquelle il a plu à l'ayant droit de présenter sa préparation au public.

III. L'art. 24 de la loi du 26 septembre 1890 vise le cas de l'adjonction à une marque déposée de la marque du « contrefacteur ».

IV. Il y a violation consciente du droit à la marque de la part du contrefacteur ou de l'usurpateur lorsque celui-ci sait qu'un autre fait usage de la marque ; il n'est pas nécessaire qu'il sache que la marque est déposée, ni qu'il connaisse tous les droits qui y sont attachés.

Le Tribunal a vu en fait :

A. l'inculpé Heinen, en sa qualité de directeur des laboratoires Sauter à Genève, a acheté chez des tiers, une préparation chimico-pharmaceutique, le Diméthylamidoantipyrine, que la société anonyme Höchst Farbwerke fait fabriquer et vend sous la marque de « Pyramidon », marque déposée le 2 septembre 1896, à l'Office fédéral de la propriété intellectuelle à Berne. Cette préparation se vend en poudre ; les laboratoires Sauter l'ont transformée, par compression, en tablettes, qui ont été mises en vente dans de petits flacons. Ces flacons étaient revêtus d'une étiquette portant entre autres le mot « Pyramidon » et une étoile accompagnée des mots « marque déposée » ; le bouchon des flacons portait uniquement l'étoile entourée des mots « marque de fabrique déposée » : cette étoile constitue la marque de fabrique des Laboratoires Sauter.

B. La société plaignante a vu, dans cette manière d'agir, une atteinte portée à son droit à la marque « Pyramidon » ; elle a porté une plainte pénale contre l'inculpé Heinen. Celui-ci a opposé qu'il ne saurait être rendu responsable des délits commis par la société des Laboratoires Sauter, dont il n'est que le directeur ; qu'il n'y a pas d'atteinte portée au droit à la marque, dans le fait de revendre, sous le couvert de la marque, la marchandise même produite par l'ayant droit à la marque ; que la loi n'interdit pas une simple transformation du produit, couvert par la marque ; qu'en tout cas il a été personnellement de bonne foi,

étant donné que la société plaignante a autorisé, en 1888, le prédécesseur de la société dont il est le directeur à transformer en tablettes de l'antipyrine de Höchst fabriquée et vendue en poudre.

C. Par ordonnance du 5 septembre 1906, la Chambre d'Instruction du Canton de Genève, a prononcé que, vu les art. 24 litt. C. et 25 de la loi fédérale du 26 septembre 1890 et 186, §§ 1 et 2 du Code d'instruction pénale de Genève, il n'y a pas lieu de suivre contre sieur Charles Heinen... « attendu qu'il ne résulte pas de la procédure qu'une infraction, avec intention dolosive, ait été commise aux dispositions de la loi fédérale concernant la protection des marques de fabrique, loi du 26 septembre 1890 ».

La Chambre d'Instruction a admis, en résumé, qu'en sa qualité de directeur, l'inculpé avait la surveillance et la responsabilité des opérations techniques auxquelles on se livrait dans les Laboratoires Sauter, et, qu'en conséquence, la poursuite pénale, dirigée contre lui, était recevable. Mais elle a estimé qu'il ne semble pas résulter des faits de la cause que le prévenu ait sciemment et consciemment contrevenu à la loi; en effet : d'abord la question de savoir si une marque de fabrique peut être apposée sur un produit provenant de la fabrique originaire, propriétaire de la marque de fabrique et vendu sous une autre forme, est l'objet de controverses; cette question a été résolue affirmativement par un jugement du Tribunal civil de la Seine du 7 février 1874, et le prévenu peut avoir mal interprété la loi, ce qui n'implique pas de dol de sa part; d'autre part, la lettre du 31 octobre 1896, autorisant la vente de l'antipyrine transformée, a pu, vu l'analogie des circonstances, permettre au prévenu de croire que la société plaignante ne s'opposait pas à la transformation de son produit, et à sa vente sous le nom inscrit comme marque de fabrique.

D) C'est contre ce procédé que, par acte du 13 septembre 1906, la société plaignante a déclaré recourir en cassation au Tribunal fédéral. Elle a produit, dans les délais légaux, un mémoire motivé à l'appui de son recours et conclut « à la cassation de l'ordonnance de non-lieu rendue par la Chambre d'instruction du Canton de Genève, le 5 septembre 1906, et au renvoi de la cause devant la Chambre d'Instruction pour qu'elle ordonne la comparution de l'inculpé devant le Tribunal pénal compétent, avec condamnation du défendeur en cassation aux frais d'instance ».

La société recourante conteste que l'inculpé ait employé du vé-

er ses tablettes ; si même tel était
 ins violation dolosive de la loi ; en
 autorisation spéciale du fabricant,
 produit protégé par cette marque,
 résulterait que toute protection de
 . En ce qui concerne la lettre du
 gne précisément contre la bonne
 de cette lettre était précisément
 autorisation expresse de la société-
 la loi déjà par le seul fait que l'in-
 e la société plaignante, pourvu le
 e marque Pyramidon. Mais, il y a
 e marque de fabrique et sa propre
 sée par la plaignante.

du 20 octobre 1906, l'inculpé a
 claré mal fondé. Il reprend les ar-
 nse et ajoute que le mot « Pyrami-
 s une marque de fabrique, étant
 ie, de spécifique qu'il était ; il s'en
 ement du Tribunal de la Seine
 demande de nullité de cette mar-
 de Liestal.

de Genève a basé son ordon-
 le motif que la question de savoir
 t être librement apposée, par un
 de l'ayant droit à la marque, mais
 celle qu'il lui a donnée, est l'objet
 estion qui relève de l'art. 24 de la
 890, concernant la protection des
 en effet, de savoir si la manière de
 une contrefaçon au sens du dit
 es, de déterminer la portée juridi-
 Le juge genevois a, en second lieu,
 es actes de l'inculpé, et l'a mis au
 'art. 25 de la loi, qui supprime les
 conséquent un renvoi en justice
 a été commise par simple faute,
 ne et l'autre de ces questions sont
 du droit, et le Tribunal fédéral est

conséquent la lettre a) autorise une poursuite pour reproduction d'une marque, indépendamment de son apposition sur une marchandise ; elle atteint, par exemple, l'imprimeur qui se serait rendu coupable de reproduction de la marque. Cet article 24 litt. a englobe donc aussi la reproduction de la marque dans le but de l'apposer sur le propre produit de l'ayant droit à la marque, pour autant que cette apposition est illégale, c'est-à-dire, pour autant que le titulaire n'a pas donné expressément ou tacitement son approbation à cet acte. C'est l'ayant droit à la marque qui, seul, peut disposer librement de sa marque, la reproduire et la faire apposer là où il l'entend et comme il veut ; toute reproduction par un tiers, non autorisé, est une contrefaçon. S'il plaît à l'ayant droit de ne pas apposer sa marque sur certains de ses produits, il n'appartient à personne d'autre, pas même à l'acheteur, de le faire. Le but de la marque n'est pas seulement de permettre de distinguer la marchandise qu'elle recouvre du produit d'un autre fabricant, mais elle sert aussi à garantir l'origine de cette marchandise ; or, cette garantie deviendrait illusoire, si tout acheteur des produits d'une maison était autorisé à apposer lui-même, sur les dits produits, la marque de cette maison ; tout contrôle deviendrait impossible (conf. Touillet traité des marques de fabrique et 4^e édit. n° 165, Trib. impér. all. 4 mai 1897, *Blatt für Patent-Muster und Zeichenwesen* 1897, T. III, p. 165).

Il résulte déjà de là que l'inculpé aurait commis une contrefaçon en reproduisant la marque « Pyramidon » pour autant tout au moins qu'il n'y aurait pas été autorisé par la société plaignante. Mais, l'inculpé a fait plus que d'apposer la marque de la société sur un produit fabriqué par elle. Il a, d'une part, transformé la marchandise et, d'autre part, mis sa marque de fabrique à côté de celle de la société plaignante.

V. L'inculpé a transformé par compression, en tablettes, la poudre portant la marque « Pyramidon » qu'il a achetée à des tiers. Pour le public, auquel ces tablettes sont destinées à être vendues, elles se présentent comme une marchandise différente ; le rapport qu'il y a, pour lui, entre les tablettes et la poudre, est le même que celui qui existe à ses yeux entre la matière première et le produit façonné. Dès lors, l'inculpé pourrait aussi être poursuivi conformément à l'art. 24 litt. b, pour avoir usurpé la marque d'autrui pour son propre produit, puisque ces tablettes, envisagées comme nouveau produit, sont aussi une « préparation

tien de rapport existant entre la marchandise et la fabrique qui l'a produite. Mais, tel n'est pas le cas en l'espèce. Le produit sorti des Laboratoires Sauter porte l'étoile sur l'étiquette et sur le bouchon, avec les mots « marque de fabrique déposée », et c'est là la marque de fabrique des dits laboratoires. En adjoignant ainsi le mot « Pyramidon » à la marque des Laboratoires Sauter, l'inculpé se l'est appropriée. En vendant le produit sous cette marque combinée, ce ne sont pas uniquement les intérêts de la société plaignante qu'il a eu en vue ; c'est son produit, à lui, qu'il a présenté au public, sous sa marque, et il a cherché à le vendre en se servant de la réclame que peut lui faire le mot « Pyramidon » sur lequel il n'a pas justifié avoir de droit. C'est donc à tort que la Chambre d'Instruction de Genève a admis qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer l'art. 24 litt. c, de la loi fédérale.

VII. C'est aussi sans droit et cela pour le même motif, que l'inculpé a prétendu pouvoir déduire une autorisation tacite à l'apposition de la marque « Pyramidon » sur ses tablettes, de la lettre de la société plaignante du 31 octobre 1888, concernant l'antipyrine. En effet, si même l'on pouvait admettre que l'autorisation donnée en 1888 pour l'antipyrine, pût faire supposer l'admission tacite d'une autorisation pour le « Pyramidon » en 1905, on ne saurait cependant déduire de cette lettre l'autorisation de procéder à une combinaison des marques de fabrique des deux maisons. Au reste, c'est à bon droit que la société plaignante a allégué que si l'on peut tirer un argument de la comparaison des deux cas, c'est uniquement en sa faveur ; en effet, on peut se demander pourquoi l'autorisation qu'on a estimée devoir être obtenue pour transformer en tablettes la poudre d'antipyrine, ne devait pas aussi être sollicitée pour faire subir la même transformation à la poudre de « Pyramidon ».

La contrefaçon de la marque, sans autorisation expresse ou tacite, apparaît donc comme illégale.

VIII. C'est à tort que l'instance cantonale a admis qu'il n'y avait pas dol de la part de l'inculpé, vu qu'il n'avait pas agi « sciemment et consciemment ». Il n'est pas contesté que le prévenu connaissait le droit à la marque de la société plaignante : ce fait est, en effet, incontestable, quisque le directeur des Laboratoires Sauter a fait acheter à des tiers le produit revêtu de la marque de la fabrique d'Höchst et non pas du diméthylamidoantipyrine quelconque. Il n'ignorait pas qu'il ne pouvait pas librement con-

COUR PÉNALE FÉDÉRALE

AUDIENCE DU 27 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. PAVEY.

à commettre des crimes anarchistes ; apologie de ceux-ci ;
tes par devant la Cour pénale fédérale ; art. 52 bis du Code pé-
4 février 1853, modifié par la loi du 30 mars 1906 ; art. 4 15
69. C. pén. ; condamnation.

Bertoni.

*archisme vise à la suppression de toute autorité et de tout
ment. Son but est la destruction de l'ordre social actuel
tat, quelle que soit la forme politique de son organisa-*

*tion du délit anarchiste comprend donc tous les actes dé-
inspirés par l'idée anarchiste et tendant à sa réalisation.
caractérise, ce n'est pas la nature du droit lésé, mais
le, qui est la haine de l'organisation sociale actuelle, et
qui est la destruction de celle-ci.*

ns le numéro 179 du journal *Le Réveil socialiste-anar-*
té de Genève, le 28 juillet 1906, a paru, en quatrième
article écrit en langue italienne, intitulé « 29 Luglio », se
nt à l'anniversaire de l'assassinat du roi d'Italie Hum-
i Monza, par Bresci. Cet article commence par ces mots ;
grave accusa... » et se termine par ceux-ci : « ... e con-
definitivamente il diritto alla vita ».

suite d'une enquête judiciaire, instruite sur l'invitation du
fédéral, contre l'auteur de cet article, la Chambre d'accu-
u Tribunal fédéral a prononcé, par arrêt du 1^{er} octobre
renvoi, devant la Cour pénale fédérale, de Luigi Bertoni,
révenu du délit d'incitation aux crimes anarchistes, prévu
52 bis, inséré dans le Code pénal fédéral du 4 février
la loi du 30 mars 1906, entrée en vigueur le 11 juillet de
année.

cte d'accusation dressé par le Procureur général de la
ation *ad hoc*, le 8 octobre 1906, soutient que Luigi Ber-
coupable d'avoir, en juillet 1906, publiquement, incité à
re des crimes anarchistes, ou donné des instructions
commettre, ou fait publiquement l'apologie de crimes de

ce genre, dans l'intention d'inciter autrui à commettre des actes, cela en rédigeant, composant et répandant l'article « 29 Luglio », et publié dans le journal socialiste-anarchiste *Réveil*, du 28 juillet 1906. Il déclare que Bertoni est l'éditeur responsable du journal et qu'il est l'auteur de l'article qui manifestement l'apologie de l'attentat commis par Gaëta sur la personne du roi d'Italie, à Monza, le 29 juillet 1900. Le Procureur général *ad hoc* voit dans certains passages de cet article, cités en tête du présent arrêt, l'apologie publique d'actes anarchistes et accuse Bertoni d'avoir fait cette apologie dans l'intention d'inciter autrui à commettre de pareils crimes.

Le Ministère public a conclu à ce que l'accusé soit déclaré coupable en vertu des art. 52 *bis*, 69 et 4 du Code pénal fédéral, à raison de son fait.

D. L'accusé a conclu à l'acquiescement.

E. Attendu qu'il est résulté des débats que l'accusé est l'auteur de l'article « 29 Luglio », paru dans *Le Réveil*, le 28 juillet 1906, que c'est lui qui, en sa qualité d'éditeur responsable et de directeur, a répandu ce numéro du journal auprès de tiers.

Arrêt.

En droit : I. Les questions que la Cour pénale fédérale a à résoudre sont les suivantes :

1° Luigi Bertoni est-il coupable d'avoir, publiquement, incité autrui à commettre des crimes anarchistes ?

Réponse : Oui.

2° Luigi Bertoni est-il coupable d'avoir donné des instructions pour commettre des crimes anarchistes ?

Réponse : Non.

3° Luigi Bertoni est-il coupable d'avoir fait publiquement l'apologie de crimes anarchistes dans l'intention d'inciter autrui à commettre de tels actes ?

Réponse : Oui.

II. Les réponses données aux questions ci-dessus entraînent l'application des dispositions légales suivantes :

1° L'art. 52 *bis* du Code pénal fédéral introduit par la loi fédérale du 30 mars 1906 complétant le Code pénal fédéral du 22 février 1853, en ce qui concerne les crimes anarchistes :

« Celui qui, publiquement, incite à commettre des crimes anarchistes, ou donne des instructions pour les commettre, ou fait publiquement l'apologie de crimes de ce genre, dan

inciter autrui à commettre de tels actes, sera puni de l'em-
prisonnement.

Le législateur a réservé l'art. 4 de la loi fédérale du 12 avril 1894,
qui a modifié le Code pénal fédéral du 4 février 1853. »

Art. 69 du Code pénal fédéral, ainsi conçu :

« Lorsqu'il s'agit de délits commis par la voie de la presse,
de l'imprimé est responsable en première ligne. Cepen-
dant la publication et la distribution ont eu lieu à son insu, ou
à son volonte, ou si l'auteur ne peut être facilement découvert,
la responsabilité est transférée hors de la juridiction fédérale, la responsabilité
est transférée à l'éditeur ; à son défaut, sur le libraire, et si celui-ci ne
se présente devant les tribunaux, sur l'imprimeur. »

Art. 4 du Code pénal fédéral :

« La peine de l'emprisonnement consiste à renfermer le con-
damné dans une prison ou dans une maison de correction.

« Il est interdit d'aggraver la privation de la liberté par d'autres
peines qui seraient imposées au prisonnier.

« La durée de l'emprisonnement ne peut excéder six ans.

« Lorsque l'emprisonnement doit être substitué à la réclusion
(art. 16), la durée de la peine est augmentée de moitié ; dans
le cas contraire (art. 33), la durée est diminuée d'un tiers.

« La destitution et la privation des droits politiques peuvent
être infligées avec l'emprisonnement, lors même que la loi ne
l'a pas expressément les deux premières peines. »

« L'accusé n'a pas contesté « avoir fait publiquement l'apolo-
gisme », dans l'article du journal incriminé ; en revanche,
il a soutenu que qu'il s'agisse d'un « crime anarchiste », et qu'il ait
incité autrui à commettre des crimes anarchistes.

« Le tribunal fédéral a défini l'anarchisme de la façon suivante,
dans son arrêt du 29 mai 1900,¹ dans la cause du Ministère public
contre Bertoni, Frigerio et Held (*Rec. off.* XXVI, 1^{re} par-
tie, 233), et il n'y a pas de motif de modifier cette défi-

« L'anarchisme, comme son nom l'indique, vise à la suppression
de toute autorité et de tout gouvernement. Son but est la destruc-
tion de l'ordre social actuel et de l'État, quelle que soit la forme
de son organisation. La notion de délit anarchiste com-
prend tous les actes délictueux inspirés par l'idée anarchiste et

¹ *Revue judiciaire*, 1900 page 385.

*urs municipaux de la Ville de Genève ne sont point
ux gardes ruraux.*

*s-verbaux doivent être affirmés dans les quarante-
levant un commissaire de police, non en vertu de
de d'instruction pénale, mais en vertu de l'art. 18
février 1849 sur l'administration des communes.*

it du Tribunal de police, du 8 novembre 1906, Jean
estaurateur à Genève, 21, rue de Chantepoulet, a
à 3 francs d'amende et aux frais, pour infraction à
glement municipal, des 13 février et 13 mars 1903,
es autorisations de travaux et de saillies et les
a voie publique dans la ville de Genève », règlement
arrêté du Conseil d'Etat, du 8 décembre 1903.

xtes, le jugement vise, en outre, l'art. 385, ch. 1^{er},
Code pénal. Il est rendu en dernier ressort, et l'appel
evable que dans les cas prévus aux chiffres 3 et 4
Code d'instruction pénale.

a interjeté appel; il soutient qu'une forme, prescrite
peine de nullité, n'a pas été observée, en ce sens
verbal de contravention, dressé, le 28 juin dernier,
r municipal Germaise, n'aurait pas été affirmé dans
uit heures dès sa date, par devant le magistrat
article violé serait l'art. 54 du Code d'instruction
onçu : « Dans les quarante-huit heures qui suivent le
ont reconnu un délit, les gardes ruraux sont tenus
, procès-verbaux devant le maire ou l'adjoint de leur
de les lui remettre. Le tout, sous peine de nul-

outient que les inspecteurs municipaux doivent être
gardes ruraux.

Genève, qui s'est portée partie civile, conclut à la
é de l'appel.

public conclut dans le même sens.

er la question de recevabilité de l'appel, la Cour
s deux questions suivantes :

e prescrite par la loi, sous peine de nullité, a-t-elle
st-elle demeurée inobservée ?

ent renferme-t-il une violation du texte même de

Sur la première question :

Les inspecteurs municipaux ne sont pas assimilables aux gardes ruraux.

Les gardes ruraux sont non seulement des agents de la police administrative, mais aussi des agents de la police judiciaire. Ils sont institués et organisés par une loi, et leurs pouvoirs sont réglés par les art. 50 à 54 du Code d'instruction pénale.

Les inspecteurs municipaux, au contraire, ne sont pas des agents de la police judiciaire; ce sont des fonctionnaires de la Commune de Genève, créés et organisés par un règlement du Conseil administratif de la Ville, et dont les compétences, purement administratives, sont limitées aux matières où la loi attribue au Conseil administratif certains pouvoirs de police.

Dans la matière qui fait l'objet de la poursuite dirigée contre *Wiederkehr*, la compétence du Conseil administratif et de ses agents dérive :

a) De la loi du 5 février 1849 sur l'administration des communes (art. 18) ;

b) De la loi du 15 juin 1895, sur les routes, la voirie, etc. (art. 238 à 241) ;

c) Du règlement d'application de la dite loi, du 14 mars 1899 (art. 1^{er}, ch. 5) ;

d) De l'arrêté du Conseil d'Etat, du 8 décembre 1903, approuvant le règlement du Conseil administratif, des 13 février et 13 mars 1903. et rendant les contrevenants passibles des peines de l'art. 385 du Code pénal.

Les agents municipaux de la Ville de Genève sont tenus d'affirmer leurs procès-verbaux devant un commissaire de police, mais ce n'est pas en vertu de l'art. 54 du Code d'instruction pénale. c'est en vertu de l'art. 18 de la loi sur l'administration des communes, dont un paragraphe est ainsi conçu :

« Les procès-verbaux des agents municipaux sont affirmés dans les quarante-huit heures devant l'un des commissaires de police, qui y donne suite, s'il n'y a pas eu conciliation. »

Cette forme fût-elle prescrite, à peine de nullité, son inobservation n'entraînerait que la nullité du procès-verbal, en tant que moyen de preuve, mais ne mettrait pas un obstacle absolu à la poursuite de la contravention, car il resterait éventuellement la preuve par témoins. En effet, l'art. 391 du Code d'instruction pé-

pose que « les contraventions sont prouvées, soit par procès-verbaux, ou rapports, soit par témoins ».

Dans l'espèce, la contravention est établie, et par un procès-verbal de l'agent municipal Garmaise, et par le témoignage de cet agent qui a déposé devant le juge sous la foi du serment.

Dans le procès-verbal lui-même, il est parfaitement régulier et exact, et il a été affirmé, le jour même de sa date, devant un commissaire de police, formalité attestée par la signature de M. le commissaire Rattaly.

La forme prescrite par la loi, sous peine de nullité, n'a donc été ni méconnue ni inobservée.

La deuxième question :

Le jugement a été rendu conformément aux prescriptions du chapitre premier, du Code d'instruction pénale ; la loi applicable est bien visée dans le jugement, et cette loi correspond aux faits reconnus constants par le juge.

Le jugement attaqué ne renferme donc aucune violation de la loi, et l'appel n'en est pas recevable.

En vertu des art. 403, 407 et 339 du Code d'instruction pénale ; pour ces motifs, la Cour déclare non-recevable l'appel...

AVIS

Les abonnements pour 1907 peuvent être payés dans tous les bureaux de postes suisses au compte de chèques et en vertu de la « Semaine » N° I. 95.

Le montant de ceux qui ne seront point acquittés le 1er janvier sera pris en remboursement.

Les avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine judiciaire contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudront répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander d'AVANCE.

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne ou son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Burmann c. Burmann et Cie.; louage de services; congé; interdiction de concurrence; procès; recours; 1^o renvoi justifié; art. 346 C. O.; 2^o obligation de ne pas faire concurrence; interprétation de la convention. — *Cour de justice civile.* Faillite Schirmer; faillite; état de collocation; admission d'un créancier en vertu de l'exequatur accordé à un jugement allemand; art. 328 et 728 pr. civ. all.; appel de la masse; absence de traité entre la Suisse et l'Allemagne; conditions pour que l'exequatur soit possible; absence de réciprocité assurée par l'Allemagne; réforme; rejet de l'exequatur et de l'admission de l'intimé. — *Servet c. Banque cantonale vaudoise;* réquisition de faillite; art. 166 L. P.; serment déferé au demandeur; faillite prononcée en vertu de l'art. 182 L. P.; appel; défaut de preuve écrite du sursis; confirmation. — Avis.

TRIBUNAL FÉDÉRAL.

AUDIENCE DU 22 SEPTEMBRE 1906.

Présidence de M. JAEGER.

Louage de services; congé; interdiction de concurrence; procès; recours;
1^o renvoi justifié; art. 346 C. O.; 2^o obligation de ne pas faire concurrence; interprétation de la convention.

Burmann contre Burmann et Cie.

1. La violation d'une obligation de ne pas faire ne se résout pas seulement en dommages-intérêts, mais le créancier a le droit d'exiger que ce qui a été fait par contravention soit supprimé (art. 112 C. O.); dès lors, lorsque celui qui s'est interdit, par contrat, de faire concurrence à son patron, déclare être libéré de son engagement « de ne pas faire » et manifeste son intention de « faire », contrairement à ses obligations, le créancier est légitimé à faire reconnaître son droit en justice.

II. Le fait que deux contrats sont réunis dans un seul et même acte écrit n'a pas nécessairement pour conséquence que les deux engagements dépendent l'un de l'autre et que l'un ne puisse subsister sans l'autre.

Il faut alors, quand la volonté des contractants n'a pas été librement manifestée, juger quelle a été l'intention des parties, d'après les rapports existant entre les deux contrats.

En fait : A. James Burmann a créé au Locle, sous le nom de « Usine et Institut la Claire », une fabrique de produits chimiques ; y adjoignit comme employés, dès le début, son frère Henri Burmann et, dès 1898, un nommé Louis François.

Après avoir fait de mauvaises affaires, James Burmann créa, avec ses anciens collaborateurs, sous le nom de J. Burmann et Cie, une société en commandite qui reprit, dès le 1^{er} février 1903, la suite des affaires, ainsi que le passif et l'actif de la maison « J. Burmann, Usine et Institut la Claire ». Henri Burmann était commanditaire pour 10.000 francs, Louis François pour 5000 francs et James Burmann était associé indéfiniment responsable.

En début de 1904, la société J. Burmann et Cie se trouva acculée à la faillite. Pour sauver la situation et pour tirer d'affaire James Burmann, qui était personnellement très gravement compromis, les deux commanditaires conclurent, avec les principaux créanciers de la société, une convention aux termes de laquelle Henri Burmann et Louis François s'engageaient à créer une société en nom collectif laquelle reprendrait la suite des affaires sociales de J. Burmann et Cie, ainsi que son actif et son passif ; le passif social serait remboursé au moyen des bénéfices annuels de la nouvelle société. Jusqu'à complet remboursement des dettes sociales, les chefs de la nouvelle société ne recevraient qu'un traitement annuel fixe ; la société mettrait à son service le citoyen James Burmann, comme chimiste.

C'est ainsi que fut créée la société en nom collectif « Burmann et Cie, Usine et Institut la Claire », demanderesse au présent procès. Elle reprit, dès le 1^{er} avril 1904, l'actif et le passif de la société en commandite J. Burmann et Cie, et conclut, avec le défendeur poursuivant, James Burmann, un contrat contenant, entre autres, les clauses suivantes :

Art. 1. — La Société Burmann et Cie engage à son service le citoyen James Burmann, en qualité de chimiste, aux appointements de 400 francs par an.

Art. 2. — En cette qualité, J. Burmann prend les engagements suivants :

a) Il consacrerait tous ses soins aux travaux et entreprises de la

ement ait été complètement
de droit public suisse ou
on de personne, et ne consta-
tendeur ait été régulièrement

as, et n'offre pas de prouver,
endu, Schirmer était Suisse,

Schirmer ait eu un domicile
elle a été rendu le jugement

son mémoire du 24 février,
n établissement à Genève, il
, par conséquent, il pouvait
principe admis par toutes
l'art. 66 de la loi genevoise

cre, du reste, la compétence
actions civiles nées du fait
essément déclaré exécutoire
et constate lui-même que
la loi allemande, pour citer
observées.

délai utile, la faillite Schir-
elle en demande la réforme
e instance ; Welbers conclut
de l'appelante aux dépens

ont les suivantes :

e canton de Genève, du ju-
g, du 9 juillet 1902, est-elle

ation de l'état de collocation
tembre 1905 ?

lemagne et la Suisse, sur
s rendus dans l'un de ces

AUDIENCE DU 22 DÉCEMBRE 1906.

Présidence de M. GRAZ.

Réquisition de faillite ; art. 166 L. P. ; serment déferé au demandeur ; faillite prononcée en vertu de l'art. 182 L. P. ; appel ; défaut de production écrite du sursis ; confirmation.

Servet contre Banque cantonale vaudoise.

L'art. 172 L. P. prévoit que le juge, nanti d'une demande de faillite ensuite de commination, doit rejeter la réquisition lorsque le débiteur justifie, par titre, que la créance a été acquittée en capital, intérêts et frais, ou que le créancier lui a accordé un sursis.

Le débiteur n'est pas recevable à déférer un serment décidé à sa partie adverse pour remplacer ce titre.

Par requête du 23 novembre 1906, la Banque Cantonale Vaudoise a requis la faillite de Servet, en vertu de l'art. 166 L. P. Elle a produit, à l'appui de sa demande, trois certificats d'insolence de gage, à elle délivrés par l'Office des Poursuites de la commune de Yverdon, en date du 17 octobre 1906, et trois comminations de faillite notifiées à Servet le 1^{er} novembre.

A l'audience du 28 novembre, Servet a allégué avoir donné à la Banque Cantonale Vaudoise, des valeurs en garantie de sa dette, et avoir obtenu d'elle l'engagement de ne pas le poursuivre pour le solde ; il n'a produit aucune pièce à l'appui de son affirmation, mais a demandé de déférer, au directeur de la Banque, un serment relativement aux engagements que celui-ci aurait envers lui.

Par jugement du 28 novembre, le Tribunal a déclaré Servet en état de faillite ; ce jugement est basé sur les motifs suivants :

Aux termes de l'art. 182 § 1 L. P. D., la libération ou le sursis doivent être prouvés par titre ; le serment déferé par Servet est donc pas admissible ; Servet ne justifiant pas, par titre, être dans un des cas de cet article, et la créance étant établie, sa faillite doit être prononcée.

Par requête du 4 décembre, Servet a appelé de ce jugement et demande la réforme, et la révocation de la faillite ; il donne comme motifs, qu'il a justifié que la créance de la Banque Cantonale Vaudoise n'existait plus ; qu'elle était couverte par d'autres titres acceptés par la Banque ; qu'il a obtenu, pour

in sursis de celle-ci. qu'il remplit donc les conditions de l'art. 172, § 3 L. P. D.

La Cour Cantonale Vaudoise, conclut à la confirmation du jugement.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1. L'appel est-il recevable ?

2. La faillite de Servet doit-elle être prononcée ?

a première question :

L'appel a été formé dans le délai prévu à l'art. 174 L. P. D., et dans les formes prescrites par les art. 417 et 425 loi de procédure civile ; il est donc recevable.

la deuxième question :

La faillite était demandée en vertu de l'art. 166 L. P. D., et non en vertu d'effets de change ; ce n'est donc pas l'art. 182 L. P. D. qui est applicable, comme les premiers juges l'ont dit par erreur, mais l'art. 172 de cette loi, et d'ailleurs par l'appelant.

L'article énumère les trois cas dans lesquels le juge nanti qui demande en faillite, ensuite de commination, doit rejeter la demande ; le § 3 au bénéfice duquel Servet prétend être, est conçu : « lorsque le débiteur justifie, par titre, que la créance est acquittée, en capital, intérêts et frais, ou que le créancier lui a accordé un sursis ».

Pas plus en appel qu'en première instance, Servet n'a produit aucun écrit quelconque établissant ou que la dette envers la Cour Cantonale Vaudoise serait éteinte, ou que celle-ci lui ait accordé un sursis ; c'est donc à tort qu'il invoque cet art.

C'est avec raison que les premiers juges ont prononcé la

Confirmation. Les motifs : La Cour... Au fond : Confirme...

AVIS

Les abonnements pour 1907 peuvent être payés dans tous les bureaux de postes suisses au compte de chèques et de mandats de la « Semaine » N° 1. 95.

Le montant de ceux qui ne seront point acquittés le 1er janvier sera pris en remboursement.

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX**(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)**

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne en son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Monthoux; condamnation correctionnelle; emprisonnement et expulsion; recours en cassation rejeté; recours de droit public; casier judiciaire erroné; prétendue violation de l'art. 45 Const. féd.; 1^o tardiveté sur le premier point; art. 178 Org. jud. féd.; 2^o juridiction de la Cour de cassation genevoise; art. 445 C. inst. pén.; tardiveté du recours basé sur la violation de l'art. 45 Const. féd.; 3^o annulation de l'arrêté d'expulsion de la famille du recourant; rejet du recours pour le surplus. — *Chambre des poursuites et des faillites* Genoud; poursuites; saisie; participation; plainte d'un créancier contre l'admission de certains créanciers; rejet; recours; plainte adressée à une autorité incompétente; responsabilité d'un office agissant par délégation d'un autre; recours rejeté. — *Cour de justice civile.* Carpin c. Malley; fourniture de vin faite en France; poursuite contre le débiteur domicilié depuis dans le canton; exception de prescription basée sur l'art. 2272 C. civ. fr.; déboutement; appel; des différentes prescriptions; loi suisse applicable; art. 146 et 147 C. O.; recevabilité de l'appel; réforme; renvoi aux premiers juges — *Faits divers.* — *Avais important*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 15 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Condamnation correctionnelle; emprisonnement et expulsion; recours en cassation rejeté; recours de droit public; casier judiciaire erroné; prétendue violation de l'art. 45 Const. féd.; 1^o tardiveté sur le premier point; art. 178 Org. jud. féd.; 2^o juridiction de la Cour de cassation genevoise; art. 445 C. inst. pén.; tardiveté du recours basé sur la violation de l'art. 45 Const. féd.; 3^o annulation de l'arrêté d'expulsion de la famille du recourant; rejet du recours pour le surplus.

Monthoux.

I. La question de savoir si la peine d'expulsion prononcée contre un délinquant, en application du Code pénal genevois, est admissible, en regard de l'art. 45 de la Constitution fédérale, n'est pas une question qui puisse faire l'objet d'un recours à la Cour de cassation.

II. Le retrait du droit d'établissement au mari ne touche en rien le droit de libre établissement de la femme et des enfants.

*voir refuser ce droit, alors que leur
un grief.*

En 1905, la Cour correctionnelle de
rue Marius-Octave Monthoux, re-
, « à la peine de quinze jours d'em-
nées d'expulsion, et aux frais de la
urvoi en cassation de Monthoux, la
s a rendu, le 19 mai 1906, l'arrêt

met le présent pourvoi; au fond :
és des art, 177, 178, 135, 182, 183 et
énale, déclare le pourvoi mal fondé,
recerne l'ordonnance de renvoi du 10
ur correctionnelle du 30 mai 1905.
tendue de l'art. 45 de la Constitu-
mpétente et renvoie le recourant à
. »

le Département de Justice et Police
onthoux, Marius-Octave, a été con-
bataille et escroquerie... » a retiré
is le canton de Genève à Monthoux,

cassation, le recourant avait allégué,
e, qu'il avait été condamné parce
cureur général avait exhibé, devant
èce qui n'avait pas fait partie jus-
judiciaire émanant du Département
de Vaud, et attribuant à Marius-
nnations pénales, savoir : en 1871,
e, et en 1882, pour plainte calom-
sier était celui de son frère Paul-
appui de son dire, il a présenté une
Justice et Police du canton de Vaud,
le qu'il paraît, en effet, y avoir une
ndamnations pénales du dit canton.
ssayé de faire reviser son casier ;
au sujet des deux premières con-
pu faire opérer la revision en ce
e, la revision d'une condamnation

ren tiré de l'art. 45 Const. féd., — on compétente, et cette fausse démarche ne suspendre le cours du délai de soixante

O. J. F., pour le recours de droit p^uieux ayant été prononcée le 30 mai jet d'un recours à l'autorité compétente inné ne peut valablement, à l'occasion, ne statue pas sur la question d'expul- sur cette question un recours hors oux est tardif et, par conséquent, irré-

de Genève a déclaré que le moyen tiré ar judiciaire inexact ne reposait, ni sur, ni sur une violation de la loi, mais bien is l'appréciation de laquelle la Cour qu'elle était d'un pourvoi *en cassation*. t, en effet, d'après le système du Code is, donner lieu qu'à une demande en n'était pas l'objet du recours interjeté ement de la Cour correctionnelle du 30

le recourant pourrait, dès lors, voir un le prononcé déclarant que la question aiaire produit contre lui est exact, est e justifie pas un recours en cassation. pas douteuse ; il suffit, pour s'en con- u Code d'instruction pénale.

érêt d'examiner si la Cour de cassation e justice en déclarant que la production ct est une question de fait. En effet, il lui suit : D'une part, l'inexactitude du Monthoux n'est invoquée, dans le re- nmulation de l'expulsion prononcée par or, cette condamnation étant devenue en temps opportun, comme on l'a vu ntérêt à examiner ce moyen. D'autre s établi que la production du casier en rapport avec la condamnation dont essort, ni du jugement, ni des pièces orne à affirmer, dans son recours, que

able en l'espèce, soit
français.

appel.

le de savoir quelle est

les vins dont il s'agit
étaient domiciliées en

actuellement domici-
Tribunal de Genève
pande dirigée contre

la prescription invo-
ormale prévue par les
même celle prévue à
prescriptions spécia-
3, et elle serait sou-
ptions-là, seulement,

prévue par l'art. 2272
75, déférer le serment
avoir si la chose a été
nent peut même être
ur, ou aux tuteurs de
aient à déclarer s'ils
ction n'est donc pas
it une fin de non-rece-
ération; il crée seule-
présomption peut être
e laps de temps d'une
ême du droit; il crée
e de procédure. C'est
ondamentale entre les
it français on appelle
dont il est traité aux

, car, en droit interna-
e inclinent à admettre
a limitation de l'obli-
i qui régit l'existence

4. 147, chiffre 2 ; il a accueilli,
ant un Tribunal suisse, une
la loi suisse et contraire à

ais et le jugement réformé.
sur l'exception, et non sur le
er la cause aux premiers pour
r le fond.

360, 363, 106 de la loi sur la

me et met à néant le dit juge-
prononce que la prescription
Code civil français, ne peut
llet à l'action exercée contre
présente instance.

anal afin qu'il soit à même de
es moyens ou exceptions qui
ment par les parties ; déboute
iées à ce que dessus. Réserve
ière instance.....

—
/ERS

être sous presse, nous appre-
er, juge à la Cour de justice,
reviendrons sur l'importante
nous empressons d'adresser
re sympathie.

RTANT

Plusieurs de nos abonnés
de leurs abonnements au
Semaine » N° I. 95, nous
er pour leur adresser nos

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à **M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE**

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les **ANNONCES** sont reçues chez **MM. HAASENSTEIN & VOGLER**
Corraterie

10 centimes la ligne en son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral. (Chambre des poursuites et des faillites.)* Monay: Carrard et Cie c. Springer; saisie immobilière; revendication des loyers par un tiers, cession régulière; fixation des délais suivant l'art. 109 L. P.; plainte rejetée, recours écarté. Banque populaire suisse, faillite; vente immobilière; défaut d'adjudication; seconde vente fixée après l'issue d'un procès concernant l'immeuble; art. 268 L. P.; adjudication; plainte du créancier demandant la nullité de la vente; rejet basé sur la tardiveté, recours au Tribunal fédéral; rédaction de l'avis de vente; délai de plainte ne courant que dès l'adjudication; recevabilité du recours à la forme; renvoi à l'autorité cantonale; art. 17 L. P. — *Cour de justice de Glaris.* Lauper c. mariés Henzi; divorce pour cause déterminée, garde de l'enfant au père; remariage de la mère; action en réclamation de la garde de l'enfant intentée par celle-ci, admission par défaut; nouveau procès du père réclamant cette garde; déboutement; appel; 1^{re} recevabilité à la forme de la demande; 2^e compétence des tribunaux genevois; art. 43, 4^e loi sur l'état-civil, etc.; 3^e admission d'une offre de preuve; réforme; renvoi pour enquête aux premiers juges. — *Faits divers.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

(Chambre des poursuites et des faillites.)

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1906.

Présidence de M. SOLDATI

Saisie immobilière; revendication des loyers par un tiers; cession régulière; fixation des délais, suivant l'art. 109 L. P.; plainte rejetée; recours écarté.

Monay, Carrard et Cie contre Springer.

I. Les art. 106-109 L. P. sont applicables à toutes les revendications, qu'elles portent sur des objets mobiliers ou qu'elles visent des droits incorporels, comme des créances.

II. Pour savoir lequel de ces articles un office doit prendre en considération, il faut voir qui, en fait, avait ce droit à sa disposition au moment de la saisie.

III. Lors donc qu'il y a revendication d'une somme due pour loyer au débiteur saisi, mais cédée par lui à un tiers, c'est ce tiers, et non plus le débiteur, qui doit être considéré comme étant en possession au moment de la saisie.

faire reconnaître sa priorité. Les art. 106 et 107 L. P. sont dès lors applicables. »

Arrêt.

Les parties sont, avec raison d'ailleurs, d'accord pour reconnaître que, suivant la jurisprudence du Tribunal fédéral, inaugurée par l'arrêt du 19 novembre 1903. en la cause Caron et consorts¹, *Rec. off.*, édition spéciale, VI, n° 72, consid. 1 et 2, pages 284 et suiv. les art. 106 à 109 L. P. sont également applicables à la revendication dont s'agit en l'espèce, bien que cette revendication porte sur une créance, c'est-à-dire sur un *droit incorporel*. Et la seule question litigieuse est celle de savoir duquel des deux articles, 106 (et 107) ou 109, il y a lieu de faire application en la cause. Cette question dépend, — ainsi que le Tribunal fédéral l'a déjà reconnu, en son arrêt du 28 février 1905, en la cause Humbert-Droz, *ibid.* VIII, n° 12, consid. 2, pages 55 et suiv., — de celle de savoir *qui avait, en fait, ce droit incorporel sous sa disposition, au moment de la saisie*. Or, ainsi que l'ont constaté les autorités cantonales, les recourants n'ont, à aucun moment, contesté que le tiers revendiquant fût bien au bénéfice de la cession qu'il a invoquée, cession à lui consentie par le débiteur poursuivi, au moyen d'un acte en date du 20 avril 1906, et régulièrement portée à la connaissance du débiteur cédé, en raison de l'art. 187 C. O. Dès lors, et sous réserve de toutes questions de fond du ressort exclusif du juge, il faut bien reconnaître qu'*au moment de la saisie* du 26 mai 1906, le débiteur poursuivi, Alexandre-Auguste Springer, n'avait plus sous sa disposition la créance dont s'agit, consistant dans le droit de réclamer du fermier Rottier le paiement de son loyer de fermage au 1^{er} septembre 1906, puisque le dit fermier, même à défaut de la saisie, n'eût plus pu se libérer valablement, en payant en mains du sieur Springer; la disposition de cette créance se trouvait, au contraire, avoir passé aux mains du sieur Lévy-Schwob, tiers revendiquant, en sorte que c'est à bon droit qu'office et autorités cantonales, inférieure et supérieure, ont décidé que, relativement à cette revendication, il y avait lieu de procéder, non pas suivant les art. 106 et 107, mais, oui bien (*sic*) suivant l'art. 109 L. P.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, prononce : I. Le recours est écarté...

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1904, page 88.

1895, dans une espèce analogue, recours Burnier ; *Archives* V, page 73.) Le recours de la Banque populaire suisse, formé le 20 août 1906, est donc tardif. »

E. C'est contre cette décision, à elle communiquée le 24 octobre 1906, que, par acte daté du même jour, la Banque populaire suisse a déclaré recourir au Tribunal fédéral.

F. Par ordonnance du 26 octobre 1906, le Président de la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral a prononcé que l'exécution de la décision dont est recours, de même que celle de l'adjudication du 15 août 1906, demeurerait suspendues jusqu'à prononcé du Tribunal fédéral sur le présent recours.

Arrêt.

En droit : I. La décision attaquée déclare que l'acte de l'Office de Genève, que la banque recourante critique, est l'avis de vente, à elle communiqué le 9 juillet 1906 ; l'autorité constatant, d'une part, que la plainte doit être formée dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure ; d'autre part, que la banque recourante ne s'est adressée à elle que le 20 août 1906, a déclaré le recours irrecevable. Cette décision est, en tout cas, partiellement erronée. En effet, la plainte n'est pas uniquement dirigée contre l'avis de la vente ; elle se fonde aussi sur le fait que trois états des charges différents se sont trouvés déposés en même temps à l'Office ; c'est là un moyen sur lequel l'autorité cantonale aurait dû se prononcer d'une manière ou d'une autre, et qui était indépendant des griefs formulés contre l'avis de vente, seuls pris en considération dans la décision attaquée.

II. Mais le motif de tardiveté, mis par l'Autorité cantonale de surveillance à la base de son prononcé, n'est pas non plus fondé, même en ce qui concerne l'avis de vente. La fixation de la date à laquelle doit avoir lieu la seconde vente d'un immeuble compris dans une faillite (art. 258, al. 3, L. P.) est une de ces mesures de l'Office qui peut faire l'objet d'une plainte, aux termes de l'art. 17 L. P. Or, cet article dispose que la plainte doit être déposée dans les dix jours de celui où le plaignant « a eu connaissance » de la mesure. Donc, si l'on entend faire courir le délai de recours du moment où, par communication de l'avis de vente, le créancier hypothécaire a eu connaissance de la mesure de l'Office, il faut que le dit créancier puisse voir clairement, dans l'avis, de quoi il

naissance», en le lisant, de la mesure de l'Office
stater l'irrégularité qui peut justifier sa plainte.
communiqué à la banque recourante, le 9 juillet
ne pas qu'il s'agit d'une seconde vente. Ce n'est
tation et déduction que le créancier aurait pu se
s'il s'agissait effectivement d'une seconde enchère;
ue « l'immeuble devait être exposé aux enchères »,
us de la mise à prix, primitivement fixée à 40,000
de l'estimation », le recourant aurait pu déduire
une seconde vente. Mais, le créancier n'a pas à
uction et interprétation, et, d'autre part, l'absence
la dernière enchère (art. 258, al. 3, L. P.), le fait
vente aux enchères avait eu lieu plus de trois ans
, dans l'intervalle, les conditions de vente s'étaient
autres, à raison du procès intenté par le sieur
ient raisonnablement permettre de croire qu'il
ouvelle première vente. Dans ces conditions, ce
il a appris l'adjudication, faite ensuite des enchè-
nant a pu réaliser la vraie nature de l'acte de
a réellement « eu connaissance » de la mesure
e en droit de se plaindre.

de voir n'est nullement en contradiction avec la
r le Conseil fédéral, le 15 novembre 1895, dans le
édent que l'Autorité genevoise a invoqué à l'appui
; au contraire, elle ne fait que s'y conformer, en
Conseil fédéral a jugé qu'à l'égard de celui qui
ente ne devrait et n'eût pas dû avoir lieu, le délai
non de l'opération de vente, mais de la réception
, vu que c'est depuis ce moment, en effet, qu'il a
» de la mesure dont il entend se plaindre. Or,
ier, il n'était pas contesté que l'avis de vente ne
ie seconde enchère; le plaignant avait donc « eu
e cette opération, à la réception même de l'avis à
tel n'est pas le cas en l'espèce; comme on l'a vu
ncier hypothécaire n'était pas renseigné par l'avis
a portée de la mesure de l'Office. Ce n'est pas à
avis, mais seulement le jour de la vente qu'il a
» de la mesure dont il prétend être en droit de se

rt que l'Autorité cantonale genevoise de surveil-

lance a déclaré le recours tardif et par conséquent irrecevable ; il y a lieu, dès lors, de lui renvoyer l'affaire pour statuer sur le fond même de la plainte.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, prononce : Le recours est admis, et la cause est renvoyée à l'instance cantonale pour être jugée au fond...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 5 JANVIER 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Divorce pour cause déterminée ; garde de l'enfant au père ; remariage de la mère ; action en réclamation de la garde de l'enfant intentée par celle-ci ; admission par défaut ; nouveau procès du père réclamant cette garde ; déboutement ; appel ; 1° recevabilité à la forme de la demande ; 2° compétence des tribunaux genevois ; art. 43, 49 loi sur l'état civil, etc. ; 3° admission d'une offre de preuve ; réforme ; renvoi pour enquête aux premiers juges.

Lauper contre mariés Henzi.

1. Le fait qu'un jugement, statuant sur la garde d'un enfant a acquis la force de chose jugée, n'empêche point l'intéressé de demander de nouvelles mesures concernant cette garde, en se fondant sur un état de fait qui n'a pas encore été discuté devant la justice.

II. La question de la garde des enfants, bien que touchant, dans une certaine mesure, à l'un des attributs de la puissance paternelle, ne doit pas être confondue avec celle-ci. Le père divorcé, lors même qu'il n'a pas la garde d'un enfant issu du mariage, n'est pas pour cela déchu de la puissance paternelle ; il conserve le droit de voir son enfant, de surveiller son éducation, de consentir ou de ne pas consentir au mariage d'un enfant mineur, etc.

Les époux Lauper-Morgeneff ont été divorcés par jugement du Tribunal de Genève, du 13 juin 1902. Ce jugement est rendu contre chacun des deux époux, pour cause déterminée ; il confie au père la garde du mineur Gottfried Lauper, issu du mariage, et condamne la dame Morgeneff à payer à Lauper une pension mensuelle de 15 francs, courant dès la date du jugement, pour sa part contributive à l'entretien et à l'éducation du dit mineur.

Après le divorce, la dame Morgeneff a épousé, en secondes noces, le sieur E. Henzi, domicilié à Bâle.

Par exploit du 12 juillet 1906, la dame Henzi, ainsi que le sieur

it une somme totale de Fr. 735 —
payé en tout » 235 —

. Fr. 500 —

jugement de divorce ; le présent arrêt
et le solde restant dû en vertu du dit

ente instance, le sieur Henzi a agi.
et sa femme, mais aussi en son nom

oi de procédure civile ;
et l'appel à la forme ; réforme et met
ans la cause par le Tribunal de pre-
1906, et, statuant à nouveau, dit et
ée par Lauper, suivant exploit Mar-
1906, n'est pas une opposition au
llet 1906, et qu'au surplus une oppo-
non-recevable, par suite de l'expira-

recevable, en ce qu'elle tend à solli-
faits nouveaux, de nouvelles mesures
et ; déboute à cet égard les mariés
ose jugée ; les déboute également de
;

dû à Lauper par la dame Henzi, en
, et jusqu'au jugement du 16 juillet

Lauper dans les conclusions par lui
ros 1 à 5 ;

Tribunal pour qu'il procède à l'en-
au sur la garde de l'enfant, sur la
à partir de l'exploit du 5 septembre
ns époux à qui la garde de l'enfant
s dépens faits et à faire devant la
ce...

ter ce siège à la Cour, qu'il a quitté si prématurément, et d'y retrouver ses collègues d'autre-

cette nomination comme une juste revanche la vie entraîne après elle, qu'il a su oublier, et en plus à l'excès même de ses qualités morales caractère.

des illusions et pensant qu'un magistrat peut son impartialité, du moins de sa sérénité, en se au forum, il s'abstint de rentrer dans la politique outefois toujours fermement attaché, — ce dont nt, — au parti radical libéral.

toutes ses facultés à ses nouvelles fonctions, tait si richement doué, et qu'il aimait tant.

onscieux, d'une intégrité absolue, esprit largi et fortifié par une longue expérience ac-simplifiant les questions qu'il avait à résoudre, sentiments personnels pour chercher son plus a Loi, émanation de la conscience générale.

rence de raideur, Binder avait un cœur plein de it palpiter et s'émouvoir devant les infortunes ; inder était un caractère, une conscience qui ne et le respect.

re nous pleurons aujourd'hui et dont le souvenir s nos cœurs.

ontentouré de leur dévouement qu'ils puisaient profonde, et qui ont adouci ses heures dernières, mieux encore que nous, connaissaient la sûreté vivent l'hommage ému qu'adressent les membres r collègue aimé et respecté, et la magistrature e ses serviteurs les plus dignes. »

dent de l'Ordre des avocats, a ensuite associé le nage de regret et de sympathie qui venait d'être mémoire de M. le juge Binder.

le 18 octobre 1903 (les parties ont indiqué tantôt l'une, de ces deux dates), le jeune Robert Zwahlen, âgé de seize ans, a été victime d'un accident tandis qu'il travaillait chez le sieur Arthur Besson, maître relieur, à l'usage d'une machine à imprimer, dite « petite pédale ». Il eut la main droite mutilée, de telle façon que, suivant l'appréciation des experts, il demeure atteint d'une réduction de sa capacité de travail de 15 %.

Le 10/11 juillet 1905, Zwahlen, — agissant par sa mère, la défunte, dame veuve Anna-Maria Zwahlen, née Besson, — a obtenu ultérieurement (le 10 octobre 1905) l'autorisation de poursuivre, en l'effet de l'Autorité tutélaire de Neuchâtel, — ouvrit une action, devant le Tribunal du district de Neuchâtel, 1^{re} chambre d'instruction, et le Tribunal cantonal neuchâtelois, 1^{re} chambre de jugement, une action tendant à la condamnation de Besson au paiement de la somme de 2001 francs, ou de telle somme que la justice connaîtrait, à titre de dommages-intérêts, à 5 % dès le 11 juillet 1905, et sous suite de tous

les frais, à expirer le délai d'un an (art. 69 C. O.), dans lequel Besson, contre le défendeur en vertu des art. 50 et suiv. C.O., a appuyé plus ses conclusions que sur une prétention contractuelle, qu'aurait commise le défendeur. Besson prétend que le dernier l'avait engagé, neuf jours avant l'accident, comme « manœuvre-commissionnaire », ou de « petit commis », et il soutenait, en conséquence, que c'était abusivement que le patron lui avait donné une autre occupation et l'avait fait travailler à une machine dont l'emploi n'était pas sans danger. Il n'alléguait pas toutefois qu'entre eux il n'eût jamais été question d'une rémunération quel-

convenable. Le 18 septembre 1905, Besson conclut au rejet de l'action, comme mal fondée, sous suite de tous frais et dépens. Il n'était intervenu entre Zwahlen ou sa mère et lui aucun contrat de louage de services, non plus qu'aucun contrat quelconque; il expliquait la manière en laquelle Besson était entré chez lui, en ces termes : « A la fin du mois de septembre 1903, dame Zwahlen demanda à Besson de prendre son fils en apprentissage. Besson ne voulut pas accepter cette proposition. Il autorisa le jeune homme

entre quelles constatations de faits de l'ins-
olles pièces du dossier l'une ou l'autre partie
ne ou des contradictions. Ce premier moyen
être préjudiciellement écarté, comme n'ayant
nt formulé.

urant reconnaît lui-même n'être plus en droit
leur, en vertu des art. 50 et suiv. C. O., pour
ans l'utiliser, le délai de prescription prévu
Aussi ne fonde-t-il sa demande que sur les
0 et suiv. C. O. exclusivement; en d'autres
sa demande ne peut être reconnue comme
être retenu, à la charge du défendeur, une
actuelle. (Voir arrêts Losey c. Pilloud et
1903, *Rec. off.* XXIX, II, n° 61, consid. 5,
Portay-Clerc c. Bosson,² du 14 avril 1905,
consid. 1, page 237.) Il suit de là que la pre-
mier est celle de savoir s'il est bien intervenu
et qu'invoque le demandeur.

été dit déjà, le recourant a prétendu, devant
avoir été engagé par Besson en qualité de
onnaire » ou de « petit commissionnaire », et
e lui au moyen d'un contrat de louage de
antonale a tenu pour certain qu'au moment
a travaillait pour Besson » ; mais elle a écarté
rat de louage de services, parce que le de-
apporté la preuve qu'il recevait une « rému-
et parce que, au regard de l'art. 338 C. O.,
ctrine et de la jurisprudence, la rémunération
éments essentiels du louage de services.
fédéral, le recourant reconnaît qu'aucune
stipulée entre l'intimé et lui, ou sa mère,
cette rémunération allait de soi, parce que
poser ses services, à lui recourant, gratuits,
ondant sur l'art. 338, al. 2, C. O., qu'il était
entre l'intimé et lui un contrat de louage de
ne rémunération n'eût été *expressément sti-*

ans doute, que le recourant critique sur ce

² 1904 page. 1
1905 page. 419

né à la machine à imprimer
ablement, il s'était placé à
ne prouve, lui non plus, pas
promesse et acceptation de
nit est également conciliable
expliquer comment il était
. D'ailleurs, voulût-on même
ou des indices en faveur de
me l'a fait l'instance canton-
ue, lors de l'accident, le re-
il faudrait alors constater
ent essentiel du louage de
it n'a pu apporter au procès
mption, si faible qu'elle pût
nu qu'aucune rémunération
t lui, ou sa mère, la seule
sujet est celle de savoir si,
cet égard, l'intimé pouvait
s services que le recourant
vant être supposés gratuits.
eût fallu savoir, préalable-
rvice que, avant l'accident,
; ce dernier a prétendu que
d'un « manoeuvre-commis-
naire », mais il n'a, de nou-
n se trouve réduit à ce sujet
lique; rien, au dossier, n'est
explications du recourant,
ue les allégués de ce dernier,
voir le pas sur ceux de sa
plications de l'intimé, et si
tre les services que celui-ci
du recourant, l'on est bien
gir là, tout au plus, que de
la gratuité desquels l'intimé
les circonstances indiquées
i, mais bien le recourant.
roit que l'instance cantonale
rapportée qu'un louage de

erre - Firmin Salbaing, banquier, à
ne), a, par acte d'ajournement Métral,
négociant, à Genève, en paiement,
ns, de la somme de 1332 fr. 80, qu'il
e protêt et de retour, d'un effet de
.5 septembre 1906, par Foutès et Es-
te-Livrade.

nsi libellé :

a, payez contre ce mandat, à l'ordre
1317 fr. 20, valeur reçue en marchan-
avis, à M. Hugo Trefzer, négociant, à
vinasse.) »

lation du tiré.

onnu devoir 1317 francs, sans frais, la
entre ses mains par un créancier des
3. Il produit un acte émanant de l'Of-
, en date du 23 octobre 1906, duquel
nt à l'art. 99 L. P. », il est avisé qu'à
, négociant à Genève, l'Office saisit en
s ou objets qu'il a, ou doit à Foutès et
(Lot et Garonne) et ce à concurrence
ts et les frais ; qu'en conséquence, il
nent des dites sommes, valeurs ou
3.

que le défendeur reconnaissait devoir
sa demande introductive d'instance.
ibunal l'en a débouté et l'a condamné

nt qu'il ne saurait être requis con-
ant qu'il n'aura pas été dit droit sur
iqué en ses mains, question qui ne
présence du saisissant et du débiteur

de ce jugement. Il soutient que la
i porteur de la lettre de change, du
m droit exclusif sur cette provision
e non acceptant ; qu'une saisie-arrêt,
r un créancier du tireur, postérieure-
de change, est sans effet à son égard,
e n'est pas acceptée. Pour ces raisons,

D'autre part, à teneur de l'art. 86
envers le porteur d'une lettre de change
en matière de change, que s'il a accep

Il est constant que Trefzer n'a pas
présenté par Salbaing, souscrit à son

■■■■■■■

Salbaing n'a donc pas d'action cont
de change.

Sur la deuxième question :

Si, en droit suisse, Salbaing n'est, c
cessionnaire ordinaire de la créance de
Trefzer, l'art. 189 C. O. prévoit que l
cessionnaire, de même qu'il aurait p
exceptions qui lui compétaient au mo
de la cession.

Le 15 novembre 1906, date à laquel
ment de la créance de Foutès et Espi
pouvait valablement leur opposer, a
Salbaing, dont il avait jusqu'alors ig
tre du 23 octobre précédent, avec av
qu'il ne pouvait plus s'acquitter qu'en

Sur la troisième question :

Fontannaz produit des pièces qui pe
créancier saisissant et, par suite : a
intervenir en l'instance en cette qua
conclusions en confirmation du jugeme

Sur la quatrième question :

Vu les art. 302, 354, 363 et 106 de
genevoise ;

Par ces motifs, la Cour... admet

Au fond, confirme le dispositif du d

AUDIENCE DU 19 JAN

Présidence de M. (

**Vente de meubles ; livraison ; paiements
ces meubles ; expertise provisionnelle
pour compte ; appel ; 1^o obligations de
défaut de termes ; art. 285 C. O. ; confu**

Schneider contre

Le fait, par un acheteur, de prendr

*ves, même d'en payer le prix, ne le prive pas du
valoir des défauts de cette chose.*

*O. lui permet de faire valoir, même dans ce
e du vendeur, mais c'est à la condition qu'il s'agisse
n'a pu découvrir à l'aide des vérifications usuelles,
de livraison.*

En 1905, Savary a vendu à Schneider un certain nom-
bre, pour le prix total de 1366 francs, payables, d'après
de Savary, par acomptes mensuels de 100 francs.
Après deux de ces acomptes. Le 26 mars 1906, Schnei-
der pour lui demander à nouveau la facture ; il ajoute
à dorénavant par acomptes de 50 francs, comme il a
fait il a payé jusqu'ici par 100 francs, c'est pour per-
mettre la commission due à l'intermédiaire mis en œuvre
Savary n'étant pas d'accord sur ce mode de paie-
ment lui écrit de nouveau le 30 mars ; dans cette lettre,
sur la question du paiement, il annonce à Savary que
les meubles sont en mauvais état, et qu'il les tient à sa
disposition moyennant restitution des sommes par lui payées,
et d'un prix de location à convenir, et de la com-

Savary assigne Schneider en paiement de 300 francs,
sur les acomptes qui deviendront exigibles. Schneider
a été convenu qu'il pourrait se libérer par versements
s'il offrira la preuve de cet accord, mais qu'il y a
à régler la question de la qualité des meubles, et il
sur ce point, à une expertise provisionnelle, en date
du 26).

Le 23 octobre 1906, Savary conclut à la condamna-
tion à 700 francs, sous réserve des sommes dues dès
au déboutement de Schneider de toutes ses conclu-
sions, à la comparution personnelle des parties.
Il conclut à la nomination d'un ou trois experts, avec mis-
se des meubles, en constater les détériorations, en établir
si les meubles sont acceptables et s'ils sont répa-

Le 30 octobre, le Tribunal a condamné Schneider
à 700 francs, avec intérêts de droit, sous réserve de ce qui
sera le 31 octobre, et l'a condamné aux dépens.

Le jugement est basé, en résumé, sur les motifs suivants :

a) *Sur l'expertise.* — Schneider a pris livraison des meubles en décembre 1905, sans formuler la moindre observation; il a payé 200 francs à compte; son laisser pour compte est non recevable, aux termes de l'art. 246 C. O.; au surplus, Schneider ne se plaint pas de la qualité des meubles dans sa lettre du 28 mars, mais seulement dans celle du 30, alors qu'une difficulté s'est élevée entre les parties au sujet du paiement.

b) *Sur la somme due.* — Sauf convention contraire, le prix est exigible dès que la livraison a eu lieu (art. 265 C. O.). Ce serait donc à Schneider à prouver l'existence de la convention qu'il prétend être intervenue; il ne le fait pas et n'offre pas de le faire.

Schneider a appelé de ce jugement; il demande à la Cour de le réformer, de lui adjuger ses conclusions en expertise et, en tout cas, de renvoyer la cause aux premiers juges pour être instruite sur le mode de paiement des meubles.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1. Y a-t-il lieu d'ordonner l'expertise demandée par Schneider ?
2. Si non, quelle est la somme due à Savary ?
3. *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Le fait, par un acheteur, de prendre livraison de la chose vendue, sans réserves, même d'en payer le prix, ne le prive pas du droit de se prévaloir des défauts de cette chose.

L'art. 246 C. O., § 2. lui permet de faire valoir, même dans ce cas, la garantie du vendeur; mais, c'est à la condition qu'il s'agisse de défauts qu'il n'a pu découvrir, à l'aide des vérifications usuelles, lors de la prise de livraison, et qu'il les ait signalés au vendeur aussitôt qu'il les a découverts.

En l'espèce, Schneider a signalé, seulement le 30 mars, un certain nombre de défauts aux meubles vendus et, en même temps, a prétendu laisser pour compte le mobilier dans son entier. De ses explications et de l'expertise, plus que sommaire, à laquelle il a fait procéder, il ressort qu'un certain nombre des défauts signalés sont de ceux qui pouvaient se découvrir au moment de la livraison; quant aux autres, Schneider n'indique pas quand il s'en serait aperçu, et ne justifie pas les avoir signalés à Savary immédiatement, comme l'exige l'art. 246 C. O.

On ne peut vraiment admettre que ces meubles se soient subite-

le 30 mars ; il ressort, au contraire, que c'est uniquement ensuite du mode de paiement qu'il lui demandre à une mauvaise qualité des mois auparavant, et cherché à les

sur raison que les premiers juges ont ordonné la nomination d'experts de

après avoir constatant les conditions de la vente le prix est donc réputé exigible dès

qu'il n'est payable que par termes men-

En l'encontre de cette déclaration, l'acte n'est intervenue ; il n'en a pas offert la preuve. Ici a fait une saine application de la loi et lui renvoyer la cause.
fond, confirme...

DIVERS

En séance du 16 février dernier, le Tribunal a rendu à la Cour de justice, au siège de la ville. Binder, M. Aymon Galiffe, ci-dessous, du Tribunal de première

AVIS

Les affaires, etc., sont avisés les numéros de la Semaine des décisions ou jugements qu'ils vous ont réduits de fr. 0.30 par 50 ou 100, à la condition de les

*pas, comme le for judiciaire
s, susceptible de faire l'objet de
l'être prorogé conventionnelle-*

En 1903, la Banque de l'Etat de
d'un crédit en compte-courant
de 6600 francs, dont le rembour-
nement solidaire du recourant,
Romont, en même temps que de
au même lieu, et d'Albin Char-
te se termine par la clause sui-
vés hors du canton font élection
de paix de Fribourg, pour tout
ésent contrat. »

bourg a, le 2 février 1906, fait
s de Genève, au recourant qui,
le domicile en cette ville, un
ne de 6008 francs, avec intérêts
a qualité de caution solidaire du
iqué, ce compte étant arrêté au
5845.

on à ce commandement de payer,
u 23/24 avril 1906, à comparaître
dissement de la Sarine, à Fri-
du 10 mai, elle conclut à ce que
ondamné, sous suite de dépens,
s, pour les causes sus-énoncées,
r 1906, et à lui donner main-
andement de payer sus-rappelé.
de l'incompétence du Tribunal
ne, en invoquant l'art. 59 Const.
lause finale de l'acte du 25 août
e, au moment de la signature de
ors du canton, le dit Tribunal
al fondée, par jugement du 17
ue, dans l'esprit des parties, à
les contractants domiciliés hors
gner, non pas seulement celles
rs de la signature du contrat,
en fût trouvé, — ce qui n'était

ces industriels de la commune de

rnées, bois dur, taxée 12 francs.

lair, et casiers, taxée 12 francs.

culptée, taxée 6 francs.

orte que le débiteur, ayant été ren-
ces divers biens meubles étaient la
ique que l'Office a, en conséquence,
eur le délai légal de dix jours pour
tion, conformément à l'art. 106 L.P.

saisie, que, par lettre du 22 août, le
l'Office auprès de l'Autorité infé-
t que l'étagère sous litt. A, ch. 1
sa femme et lui était, au surplus,
indispensable. à lui, pour son tra-
P. se trouvait ainsi avoir été violé à

septembre, le débiteur a rectifié ses
la table à écrire, en ce sens que la
e, non pas pour son propre travail,
employé. Il expliquait, en outre, que
poser les cartons-réclame des clients
en bon état ».

jour sur le procès-verbal de saisie,
ait de revendication de propriété, au
port à l'étagère sous litt. A, ch. 1

servations au sujet de cette plainte,
late du 27 août, exposé avoir saisi la
aissé. en revanche, au débiteur, « un
», et il a contesté que le plaignant
gère sous litt. A, ch. 1 ci-dessus, le
P., soit parce que le dit plaignant
femme, la propriété de cette éta-
nière ne lui était réellement pas

urveillance. — soit le Président du
anne, — ayant écarté cette plainte
sion du 1^{er} septembre, le débiteur

déféra celle-ci à l'Autorité supérieure de surveillance, par acte en date du 7 dit.

Dans un mémoire complémentaire du 19 septembre, le débiteur soutient que la seconde étagère, sous litt. A, ch. 3 ci-dessus, devait être reconnue, elle aussi, comme lui étant indispensable pour son travail et, partant, comme insaisissable, aux termes de l'art. 92, ch. 3. L. P.

E. Par décision en date du 1^{er} octobre, l'Autorité supérieure de surveillance, — la Section des poursuites et des faillites du Tribunal cantonal vaudois, — a écarté le recours du débiteur contre la décision de l'Autorité inférieure, comme mal fondé, en considérant :

Quant à la table à écrire : que celle-ci n'était pas indispensable au débiteur pour l'exercice de sa profession, ainsi que cela résultait de l'enquête à laquelle l'Autorité inférieure avait procédé, puisque le recourant lui-même avait reconnu que cette table servait, non pas à son travail personnel, mais bien à celui d'un employé ;

Quant à la première étagère (litt. A, ch. 1) : Qu'elle n'était, ainsi que le constatait l'Autorité inférieure, sur la base du rapport de l'Office, pas indispensable au débiteur, puisqu'il avait été laissé encore à celui-ci un pupitre noir avec casiers ;

Quant à la seconde étagère (litt. A, ch. 3) : Que la saisie n'en avait pas été attaquée par le recourant dans sa plainte ;

Enfin, d'une manière générale et subsidiairement, que le débiteur n'était pas recevable à revendiquer, comme insaisissables, aux termes de l'art. 92, ch. 3, L. P., des biens dont, suivant le procès-verbal de saisie, qui n'avait pas été attaqué par la voie de l'inscription de faux, il avait revendiqué la propriété au nom de sa femme, soit au nom d'un tiers.

F. C'est contre cette décision du 1^{er} octobre que, par acte en date du 4/5 dit, soit en temps utile, le débiteur a déclaré recourir au Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, en affirmant à nouveau que les biens saisis contre lui le 14 août lui étaient nécessaires pour l'exercice de sa profession, et en répétant que ce n'était pas lui qui était le propriétaire d'une « partie » de ces biens.

Par lettre du 10 octobre, le recourant a, en outre, demandé au Tribunal fédéral de faire procéder à une expertise pour vérifier si

agit ne rentraient pas dans la catégorie de ceux ch. 3, L. P.

vant une jurisprudence constante, le Tribunal les poursuites et des faillites, ne peut statuer, t il est nanti, que sur la base des faits, tels qu'ils sion attaquée ou, en cas de contradiction entre produits au dossier devant l'autorité cantonale, mêmes. Le Tribunal n'admet donc devant lui, ni s nouveaux, ni la production ou la présentation ve nouveaux. Il s'ensuit que la conclusion du à ce que le Tribunal fédéral ordonne une exper- faisant l'objet de ce débat au fond, peut être , puisqu'elle n'a pas été formulée devant les s et qu'elle vise à faire infirmer les constatations e la décision dont recours, sans que ces consta- contradiction avec les pièces figurant actuellement

recourant, du 22 août, ne tendait qu'à faire des l'étagère sous litt. A, ch. 1 ci-dessus, et la litt. A, ch. 2.

1^{er} septembre à l'Autorité inférieure, le recou- que les « étagères » lui servaient pour la con- rde de cartons-réclame. Mais, outre qu'il est lettre ait été adressée dans le délai légal dans pouvait porter plainte contre la saisie du 14 permettant pas de déterminer la date à laquelle copie du procès-verbal de cette saisie, il est à is cette lettre, le recourant ne prétendait pas igère lui fût également « indispensable » pour fession, et n'indiquait nullement que sa plainte comme se rapportant aussi à la saisie de cette

s sa lettre du 19 septembre à l'Autorité supé- rant a cherché à soutenir que la saisie de cette impliquerait également la violation de l'art. 92, moment-là, le délai de plainte prévu à l'art. 17, contestablement arrivé à expiration déjà, de clusions du plaignant ne pouvaient plus être

t évidemment mettre obstacle à la
ayant l'obligation de saisir tous les
ils sont, en réalité, la propriété du
neq, que tous ceux que le créancier
partenir au débiteur, sans que cette
ne sa réfutation, sauf à procéder à
avant intervenir conformément aux
Rec. off., édit. spéciale, I, n° 78,
VI, n° 31, consid. 2, page 111 ; VII,

si être écarté, par les motifs qui
it sans intérêt, en l'espèce, de vou-
quel l'autorité cantonale s'est *subsi-*
er la décision de l'Autorité inférieure,
s'arrêter à la question de savoir si,
onale, un débiteur ne peut plus se
s qu'il convient lui-même que les
priété. Il peut suffire de remarquer
tonale sur ce point est manifeste-
as-rappelé, en la cause Piretti contre

fédéral, Chambre des poursuites et
urs est écarté...

JUSTICE CIVILE

19 JANVIER 1907.

de M. BURGY.

la loi sur les douanes : condamnation
sans payer de droits ; passavant obtenu
; erreur possible du contrevenant ; ré-

er général de la Confédération.

*uanes énumère les cas d'exemption
ie ; la lettre n de cet article con-
veur des habitants de la Suisse qui
ltiver, pour leur propre compte, des
toute étranger, dans une zone de
ontière
ux véritables habitants, qu'ils soient
loi n'a point entendu la faire aux*

est à considérer que Poignand a pu se tromper sur son droit ; pu croire, au moment où il a formulé sa demande, le 29 mars , que la qualité de locataire d'une chambre dans la commune Eaux-Vives lui donnait la qualité d'habitant de la Suisse.

a pu, confondant le fait avec le droit, se figurer peut-être que la possession d'un permis d'établissement lui conférait les prérogatives d'un habitant.

us tard, à l'époque de l'importation, il a pu se figurer que la marchandise emportait le fond, et que la possession d'un passavant le mettait à l'abri de toute recherche quant au fait matériel de l'habitation.

es considérations doivent déterminer la Cour à réduire, dans une certaine mesure, la pénalité appliquée par le Tribunal de police, et à fixer l'amende à cinq fois le montant du droit fraudé.

La confiscation de la marchandise importée étant ordonnée, il n'y a pas lieu de condamner le contrevenant au paiement du droit fraudé simple (art. 56, al. 1, *in fine*, de la loi sur les douanes). Sur ces motifs et ceux indiqués dans le jugement dont est appel, la Cour admet l'appel à la forme ;

au fond, confirme le jugement du Tribunal de police du 24 décembre 1906, en réduisant toutefois l'amende prononcée à cinq fois le montant du droit fraudé, soit à 6442 fr. 80 ;

et que la confiscation, ordonnée en vertu de l'art. 56 de la loi sur les douanes, porte exclusivement sur les marchandises importées ;

Sur la forme, au besoin, sur ce point, le jugement dont est appel...

AVIS

M. les avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine judiciaire contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudront répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander d'AVANCE.

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX**(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)****PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS****Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE****15 fr. par an pour toute la Suisse.****VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12****Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER***Corraterie*

30 centimes la ligne et son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Dame Fath c. Guillod : billet de change ; endossement après protêt ; poursuite ; mainlevée d'opposition ; instance en libération de dette du souscripteur rejetée ; recours d'icelui ; art. 734 et 827 C. O. ; droits du porteur de l'effet endossé après protêt ; confirmation. — (*Chambre des poursuites et des faillites.*) Deluz, Pilonel et consorts : poursuite pour loyer ; opposition ; prise d'inventaire ; plainte du locataire ayant payé son loyer ; admission ; annulation de cette décision maintenue par le Tribunal fédéral ; devoirs d'un office vis-à-vis de celui qui requiert un inventaire ; litige de la compétence des tribunaux. — *Cour de justice civile.* Journal c. hoirs Chevallay : créance admise au passif d'une faillite ; action en paiement ; admission ; art. 80, 244 L. P. ; appel ; actes du débiteur constituant un aveu de sa dette ; confirmation. — *Bibliographie.* — *Faits divers.* — *Avls.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 17 DÉCEMBRE 1906.**Présidence de M. JAEGER.**

Billet de change ; endossement après protêt ; poursuite ; mainlevée ; d'opposition ; instance en libération de dette du souscripteur rejetée ; recours d'icelui ; art. 734 et 827 C. O. ; droits du porteur de l'effet endossé après protêt ; confirmation.

Dame Fath contre Guillod.

Les art. 827, § 3, et 734, § 3, C. O. qui déterminent les droits du porteur du billet de change endossé après protêt à l'égard du tiers autre que l'endosseur, stipulent seulement que ce porteur ne peut exercer que les droits de son endosseur contre l'accepteur, le tireur et les endosseurs antérieurs au protêt ; ils ne changent pas la nature de ces droits, qui restent régis par les règles du droit de change.

Il en résulte que, pour autant que le porteur exerce contre le souscripteur d'un billet de change (ou l'accepteur d'une lettre de change) une action qui appartenait à son endosseur cédant, le souscripteur (ou l'accepteur), qui est lié par les règles du droit de change, ne peut lui opposer que les exceptions spéciales à la matière des effets de change, ou celles qu'il avait directement contre le dit endosseur.

et le débiteur peut lui opposer, comme il édicté, les exceptions qui lui compé- taient à la naissance de la cession. Il résulte de là, que la cession intervenue après protêt du billet de J. Guillod, preneur et cessionnaire, sont régies par les art. 183 et suiv. concernant la cession de la débitrice, Louise Fath, peut opposer à J. Guillod, endosseur, les exceptions qu'elle pouvait opposer à la cession, au moment où elle a eu connaissance de la cession. Le protêt après lequel la cession est intervenue n'était pas considéré comme un protêt de non-paiement, et Louise Fath n'aurait eu, aux termes de l'art. 183, le droit de s'opposer à J. Guillod, endosseur, que les exceptions de non-paiement et celles qu'elle aurait eues personnellement.

et 734, al. 3, C. O., en déterminant les billets de change endossés après protêt, à l'endosseur, se bornent à dire que le dit endosseur est tenu pour le paiement des billets que les droits de son endosseur contre les endosseurs antérieurs au protêt; ils ne disent rien de ces droits, qui restent régis par les articles 173 et 174 du C. O. Il résulte de là que, pour autant que le billet est accepté par le porteur, — ou, ce qui est la même chose, par le souscripteur d'un billet de change, — l'accepteur, en acceptant le billet, maintient à son endosseur cédant, l'accepteur, le droit de change, ne peut lui opposer les exceptions à la matière des effets de change, ou des billets de change, valables contre le dit endosseur (art. 811 C.O.).

Il est que J. Guillod, porteur du billet endossé par Louise Fath, souscripteur du billet, maintient à H. Rieckel et Cie, endosseurs, la responsabilité envers le porteur du billet que les exceptions contre H. Rieckel et Cie, et non pas celles contre les endosseurs antérieurs, par exemple, Louise Fath, premier endosseur. Sur ce point la jurisprudence n'est pas fondée.

ces principes qu'il y a lieu de passer en
osées par la recourante à la demande de

outenu, en premier lieu, que la cession,

*2 compétence des offices ou
du ressort exclusif des tri-*

1, entrepreneur, à Montreux,
onnaire aux droits de dame
à Territet, l'Office des pour-
1906, fait notifier aux quatre
onse Pillonel, Hermann Bel-
e dame Giroud, à Territet,
- poursuites pour loyers et
avec menace d'expulsion, —
de loyer échu, et le compte
té à fin juillet, intérêts ré-

une somme de	Fr.	250	60
»	»	200	—
»	»	232	—
»	»	260	95

sitions, l'Office a procédé, le
P., chez chacun des quatre
eubles sur lesquels le créan-
e qualité de cessionnaire aux
d, prétendre exercer le droit

rs ou prétendus débiteurs de
mandements de payer sus-
intervalle, soit le 26 juillet,
eux, — ils portèrent plainte
férieure de surveillance, à la
dix jours dès la réception de
, mais uniquement en raison
requéraient l'annulation, en
nal fédéral, Chambre des
n 1906, intervenu dans les
tenté d'exercer contre eux,
aire de dame Giroud, et en
entre eux et Lilla aucun lien
ne les liaient effectivement
que cette dernière leur avait

en mains de dame Giroud, sans que jamais Lilla en ces derniers temps, de leur adresser quelque sujet.

21 août, Lilla recourut contre cette décision au-
supérieure de surveillance, en faisant valoir que,
s actuelles, il avait agi d'emblée, non plus en
aire de dame Giroud, ainsi qu'il l'avait fait dans
cédentes, dans lesquelles était intervenu l'arrêt
al du 12 juin 1906, mais bien en qualité de ces-
ts de dame Giroud envers ses locataires ; et il
nter qu'il était bien au bénéfice d'une véritable
d'une convention, en date du 3 décembre 1901,
e Giroud et lui, d'une procuration à lui conférée
le 22 avril 1902, — et des clauses mêmes ayant
es baux des débiteurs, — cession dont il pouvait
s ces derniers, tant et aussi longtemps que la
s été rapportée contre lui qu'il se trouvait payé
ui devait dame Giroud.

en date du 10 septembre, l'Autorité supérieure
soit la Section des poursuites et des faillites du
vaudois, — a déclaré ce recours fondé et a, en
alé la décision de l'Autorité inférieure du 18
dérations dont ci-après le résumé :

l'Office apparaissent comme réguliers et comme
fait, puisque Lilla prétend agir, dans ces pour-
sionnaire aux droits de dame Giroud, contre ses
a expressément demandé à l'Office de dresser,
lébiteurs, un inventaire des biens sur lesquels la
droit de rétention pour la garantie des loyers
it le recouvrement. C'est donc à tort que les
vis ont porté plainte contre l'Office. C'est au
aux autorités de surveillance, qu'ils doivent
u moyen des quittances au bénéfice desquelles
de leur propriétaire, dame Giroud, requérir, en
.. P., l'annulation ou la suspension des poursuites
x, ou, éventuellement, en cas de mainlevée pro-
position aux commandements de payer, à eux
enir un jugement les déclarant libérés de leur
'une action introduite conformément à l'art. 83,

tre eux une prise d'inventaires, ce droit ne leur propriétaire personnellement; c) enfin, si Lilla leur réclame, ils les auraient déjà vainement de leur propriétaire, dame Giroud, laquelle à se prévaloir ne pouvant, en tout état de cause, faute de leur avoir été notifiée. Mais, il s'agit de toutes questions qui touchent au fond, et la dame Giroud prétend posséder contre les recourants, un bien matériel dont, même d'une façon provisoire, les autorités de surveillance ne sauraient constituer un sort exclusif des tribunaux.

Avant de donner suite aux réquisitions de l'Office, l'Office eût à procéder à quelque examen, pour objecter aucune des questions qui viennent à l'esprit, il n'eût pu porter tout au plus que sur les dites réquisitions. En d'autres termes, pour user à faire droit à ces dernières que si, éventuellement, les réclamations de Lilla fussent portées sur des loyers ou fermages, ou indubitablement manqué au droit de rétention d'exercer, l'une des conditions essentielles à la réalisation se manifestant par des signes évidents (si, par exemple, les objets prétendus retenus ne se fussent pas trouvés dans les lieux où ils n'en eussent pas non plus été emportés par violence, au sens de l'art. 284 L. P.; ou si les locaux indiqués comme occupés ne l'ont pas été, ou, enfin, si le créancier poursuivant, ou le débiteur prétendant se trouver, n'eût, notoirement, ou le possesseur de l'immeuble renfermant les objets, des arrêts du Tribunal fédéral, Chambre des requêtes, des 2 novembre 1903, en la cause von Steiner, condition simple, VI, n° 62, consid. unique, 5 avril 1906, en la cause Frey, *Archives*, page 238.

Il est constant que les réclamations de Lilla ont été rejetées, et, d'autre part, il n'a été contesté, ni que les locaux indiqués comme leur ayant été loués par dame Giroud, aux droits de laquelle Lilla prétend être propriétaire de l'immeuble renfermant ces

allay, avec intérêts de

utaires ;

osition au commande-

nande relative au coût

ne suit :

ournal, pour la somme

le l'Office des faillites,

révoqué le concordat.

05, et celui du Tribu-

224 L. P., le débiteur

on ne constitue pas un

uis elle est assimilable

té aucune justification

ande à la Cour de le

ntimés de lui commu-

premiers juges pour

on, de condamner les

le cas où la Cour re-

on de ces pièces.

Cour :

appelant aux dépens

communiquer, par la

ur auteur, à l'appui de

fondée ?

duction, ne constitue

ar acte authentique ou

; elle ne permet donc

le la procédure som-

r; il ne s'ensuit pas

; en procédure ordi-

oyen de preuve.

strateur de la faillite

faire exécuter le travail. Il s'agit de rechercher si la législation peut intervenir efficacement pour mettre les constructeurs à l'abri de ce risque.

Ch. Regamey relève d'abord que les plaintes au sujet de la situation des constructeurs s'élèvent après des crises dans l'industrie du bâtiment ; que ces crises sont provoquées par des spéculations désordonnées sur les terrains et les constructions, et que le législateur ne possède aucun moyen direct de prévenir la spéculation.

Puis, il passe en revue les nombreuses mesures qui ont été proposées pour procurer aux constructeurs quelques garanties ; il constate qu'aucun des systèmes adoptés ou préconisés n'est entièrement satisfaisant ; et il conclut en recommandant la publicité des registres hypothécaires ou fonciers, ainsi que des mesures destinées à assurer l'affectation des fonds, empruntés pour bâtir, au paiement des constructeurs.

Le sujet est exposé avec précision et clarté, et la question est discutée au point de vue économique, comme au point de vue juridique. La dissertation apparaît comme une œuvre de valeur qui fait profondément regretter la mort prématurée de son auteur.

L^s R.

FAITS DIVERS

TRIBUNAUX ET PARQUET. — Le Grand Conseil a nommé juge au Tribunal de première instance M. Valentin Boleslas, anciennement substitut de M. le Procureur Général et, pour le remplacer, M. Georges Werner jusqu'alors substitut de M. le juge d'Instruction.

AVIS

MM. les avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine Judiciaire contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudraient répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander D'AVANCE.

X - 46, P.
1112-1113

LA

SEMAINE JU

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(JURISPRUDENCE SUISSE)

PARAISANT A GENÈVE

Adresser les lettres, communications et
à M. Henry PATRY, Fronte

15 fr. par an pour toute

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAU

Les ANNONCES sont reçues chez M.

Corraterie

30 centimes la ligne ou son

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Syndicat des Pharmaciens des Pharmacies populaires de Genève cantonale (voir arrêt de principe du 15 décembre 1905, *Semaine Judiciaire*, 9^e de la demande; admission partielle de la demande; Tribunal fédéral; admission du recours principal; la publication du jugement; confirmation de l'arrêt pour le surplus, avec rejet du recours par voie de pourvoi (art. 50 et 55 C. O.) — *Cour de justice civile.* Jugement par défaut; demande d'opposition saisi; opposition admise moyennant paiement des frais obtenus régulièrement; art. 122, 127 pr. civ., 2^e avant l'admission de l'opposition; art. 187, 188 premiers juges. — *Bel c. faillite Bonzanigo:* la prétention d'icelui par privilège écartée en faveur du privilège du bailleur; jugement de faillite réitération; confirmation.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCES DU 16 JUIN

Présidence de M. J.

Nouvelle décision de l'instance cantonale (décembre 1905, *Semaine Judiciaire*, 9^e de la demande; recours des deux parties; admission du recours principal du défendeur; confirmation du jugement; confirmation de l'arrêt pour le surplus, avec rejet du recours, par la demanderesse (art. 50 et 55 C. O.).

Syndicat des Pharmaciens suisses contre les Pharmacies populaires

I. Il faut reconnaître à toute personne physique, morale et mettre en valeur sa personnalité des hommes, notamment dans

II. Un boycottage de fournisseurs par une personne, exerçant un commerce ou une industrie, d'où elle tire ses marchandises, qui lui supprime toutes ses forces actives

(*) Voir *Semaine Judiciaire*, 1906, page 193.

seulement à rendre son existence plus difficile ou à te à quelque manifestation particulière de sa person- est dirigé directement contre son existence économi-

ycottage de cette nature constitue une violation du us indiqué et revêt ainsi un caractère illicite, alors n but n'aurait pas été atteint. On ne saurait effecti- er de celui qui se voit exposé à une semblable atta- bir passivement et de n'appeler la justice à son aide lui aura été causé un dommage considérable.

l'arrêt rendu le 20 février 1906, le Tribunal cantonal Il a condamné le syndicat défendeur à payer aux populaires une indemnité de 500 francs, et a autorisé un extrait du jugement, à opérer par le Tribunal, dans quelconque, au choix et aux frais de la demanderesse, seule fois seulement.

re cet arrêt que le Syndicat des Pharmaciens suisses en temps utile et en la forme voulue, au Tribunal

leresse se joignit alors à ce recours, et conclut :

ation, sinon de la somme faisant l'objet de la demande moins d'une indemnité convenable, sur la base des C. O.

llement, et en vertu de l'art. 55 C. O., seulement à on de la somme allouée par le Tribunal cantonal.

elle soit autorisée à faire insérer le jugement, con- la demande, et aux frais du syndicat défendeur.

l. Il y a lieu d'examiner tout d'abord, avec les ins- ales, si les actes du syndicat défendeur, qui se trou- e de la demande, constituent des actes illicites, au 50 et suiv. C. O.

mettre, sans plus ample démonstration, que le dom- usé intentionnellement à la société demanderesse.

l, le boycottage dont cette dernière a été victime peut ligne de compte; la fondation du syndicat défen- ie que son but général, tel qu'il est indiqué à l'art. 2 ne constituent pas, par eux-mêmes, des actes illicites aucune façon contraires à l'ordre juridique établi.

oncerne le boycottage, il est constant qu'il n'existe, ation cantonale, aucune disposition de droit pénal ou évoie; la question de savoir s'il présente les carac-

aucune façon un acte illi-
mise à l'index exercée par
lu. Pour qu'un tel acte de-
ours à des moyens illicites,

de rompre avec eux toutes
s de leur part d'entrer dans
ns satisfaisantes, constitue
ale un acte illicite. En effet,
s de généralité qui paralyse
manderesse et la ruine au
te est suffisamment grande
ment illicite sur les droits

ns des instances cantonales
rudence du Tribunal fédé-
a présence d'un acte illicite
if ou à un bien juridique de
ion d'une règle de droit po-

antonale supérieure ne sau-
autant qu'ils font résider
le au syndicat défendeur,
ournisseurs — et déduisent
portance du préjudice souf-
ui constitue évidemment un

amen de cette question, de
des actes illicites objectifs
fédéral.

endu dans l'affaire Vögtlin
32 pages 183 et suiv. con-
fédéral a reconnu, à celui
rie, le droit individuel d'ex-
industrie, et de faire valoir
lations d'affaires, ce qui le
te aux dites relations d'af-
les de la vie.

aité que le fait de recourir à
tourner la clientèle ou les

ent d'être question plus haut, le boycottage protégé par l'ordre juridique.

ice précédente a eu raison d'estimer que celui boycottage ne peut se prévaloir de l'art. 31 de le, sous prétexte de violation de la liberté de industrie.

onstitutionnelle, ainsi qu'il résulte de son ne donne aide et protection que contre les autorités et ne peut être invoquée en matière od. loc., page 62 et suiv.; Burckhardt, *Com-* ge 272 et les arrêts du Tribunal fédéral qui

ne raison, la défendeur ne peut pas davan- e disposition pour en déduire la faculté de cat ou en cartel. Pas plus que la demande- ndre avoir été en butte à des actes arbitraires quelconques, et son activité professionnelle. en être question, n'est nullement en jeu.

e se placer plutôt, de même que l'instance au point de vue de l'essence et du but des lique et économique actuel.

. liberté de chacun est limitée par celle d'au- t'une personne ne peut exercer ses droits et dans la mesure où elle n'empêche pas autrui celui qui se sert de ses droits et de sa liberté rté d'autrui commet un abus qui ne peut re juridique. Le droit se transforme en tort. de l'exercice licite d'un droit, mais de l'abus mmler : *Das richtige Recht — le droit juste* 483 et suiv.)

me nous venons de le dire, ont leur source et même de l'ordre juridique et ne peuvent prétexte que tout ce qui n'est pas défendu it en ce qui concerne l'exercice des droits et semblable interprétation du droit en vigueur pour la raison que cette dernière ne consi- e le fait de pécher contre les bonnes mœurs. objections — à savoir qu'il est permis de pas défendu — a pour point de départ une up trop stricte de la loi et qui ne tient pas

question : Vu les art. 109 et 363 pr. civ. ; Par
... Au fond, réforme le dit jugement et, statuant
nonce que l'opposition de Richard au jugement
embre 1905, n'est admissible que moyennant
frustratoires. — Donne acte du porté-fort du
lu montant des dits frais ; — Renvoie la cause
juges pour qu'ils arbitrent, conformément à
montant des dits frais frus-tratoires, et qu'ils
i à Richard pour en opérer la consignation, au
du greffier...

AUDIENCE DU 2 FÉVRIER 1907.

Présidence de M. GHAZ.

**du propriétaire ; prétention d'icelui par privilège
appel ; art. 294 C. O. ; étendue du privilège du bail-
faillite provoquant l'exercice du droit de rétention ;**

et contre faillite Bonzanigo.

*art. 294 C. O., le bailleur d'un immeuble a
oyer de l'année écoulée et de l'année courante
n sur les meubles garnissant les lieux loués.
part du jour où est échu le dernier terme
onné lieu à l'exercice du droit de rétention,
oit être comptée en arrière depuis le même*

*prononcée après l'octroi d'un sursis con-
jugement de faillite, et non celui qui avait
ui doit être considéré comme le fait ayant
ice du droit de rétention, et c'est ce jugement
point de départ pour le calcul de l'année
ée échue.*

**lant l'hôtel de l'Univers, à Genève, a obtenu un
le 23 décembre 1905.**

**10 juin 1906, confirmé par arrêt de la Cour, du
ibunal a refusé l'homologation du concordat
igo à ses créanciers..**

claré en état de faillite le 13 juillet 1906.

**is la masse de la faillite, et, par lettre du 18
fice des faillites avisait le mandataire de Bel
le celui-ci était admise pour la somme de
oyer au 31 mai 1907, sous réserve de réduire
e la restitution des locaux, et pour la somme
iquième classe.**

La somme de 34,968 fr. 65, représentait le loyer de fin mai 1905 à fin mai 1907, tandis que celle de 3340 fr. 35 représentait le solde du loyer de mars, avril et mai 1905.

Dans les dix jours de l'avis reçu, Bel a introduit action contre Lecoultré, administrateur de la faillite Bonzanigo, pour demander la rectification de l'état de collocation. Il a admis les chiffres fixés par la faillite, mais a conclu, en définitive, à ce que l'état de collocation soit rectifié, en ce sens que Bel sera admis au passif de la faillite Bonzanigo, comme bailleur, avec privilège sur le mobilier garnissant les locaux loués, ou sur son prix, à concurrence de la somme de 3340 fr. 35, avec dépens.

Bel a soutenu que le privilège que lui accordait l'art. 294 C. O. partait du commencement du trimestre exigible, au moment où le sursis a été accordé (23 décembre 1905), et non du jour de la faillite (13 juillet 1906), le sursis et le concordat devant être considérés nécessairement comme entraînant l'exercice du droit de rétention ; que, pendant le sursis, il ne pouvait exercer aucune poursuite.

La faillite Bonzanigo a conclu au déboutement du demandeur, avec dépens. Elle a soutenu que le sursis et la faillite étaient deux faits juridiques différents ; que le sursis n'empêchait pas Bel de poursuivre l'évacuation de son locataire. Elle a invoqué la jurisprudence du Tribunal.

Par jugement du 19 décembre 1906, le Tribunal a débouté Bel de sa demande, avec dépens, pour les motifs suivants :

La déclaration de faillite est un fait juridique absolument distinct, de l'accord du sursis. Il y a là deux personnalités juridiques différentes, et les obligations liant l'une d'elles ne lient pas, *ipso facto*, l'autre. Les privilèges sont de droit étroit. Pour l'administration de la faillite, le seul fait prévoyant le droit de rétention est le jugement déclaratif de faillite, et non un fait antérieur auquel celle-ci est complètement étrangère. Enfin, l'argument tiré par le demandeur du fait que, par suite du sursis, il était privé d'exercer son droit, n'est pas justifié. La garantie des privilèges étant une condition *sine qua non* du concordat, et les créanciers privilégiés n'intervenant pas à celui-ci, le propriétaire non payé peut certainement demander l'évacuation, malgré le sursis.

Bel a appelé, en temps utile, de ce jugement. Il reprend ses conclusions et moyens de première instance, tandis que la faillite Bonzanigo conclut à la confirmation du jugement, avec dépens.

La seule question soumise à la Cour est la suivante :

dans la faillite Bonzanigo, comme créan-
ce de 3340 fr. 35, représentant le loyer
05.

C. O., le bailleur d'un immeuble a pour
année écoulée, et de l'année courante, un
meubles qui garnissent les lieux loués.

du jour où est échu le dernier terme
 ieu à l'exercice du droit de rétention, et
 e comptée en arrière, depuis le même

a provoqué l'exercice du droit de réten-
s-à-vis des autres créanciers de la masse,
c avec raison que l'administration de la
du privilège le loyer dû pour mars, avril
nt du 13 juillet 1906, et le dernier terme
a le 31 mai 1906.

de la date du sursis (23 décembre 1905)

l'a jugé, avec raison, le Tribunal, l'octroi ont deux faits juridiques distincts.

était en droit d'invoquer un droit de rétention Bonzanigo, pour le loyer de mars, trouve actuellement vis-à-vis de la masse de la faillite contre elle qu'il revendique un droit de rétention de son débiteur qui a donné lieu, vis-à-vis de la faillite, à l'exercice de son droit de rétention.

qui doit servir de point de départ pour
ante et de l'année échue.

tend qu'ensuite de l'obtention du sursis, poursuites. Il produit, en effet, lui-même un acte du 25 août 1905, non frappé d'opposition, par lequel le tribunal a condamné le défendeur à payer du 25 août 1905, non frappé d'opposition, 12 fr. 35, pour loyer au 31 août.

ccordé que le 23 décembre 1905, il pou-
e avant, et même obtenir l'évacuation de

c du jugement dont est appel, la Cour...

E. J. E. E.
4/10/07

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adressez les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne en son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Chevalaz : plainte en faux serment ; ordonnance de non-lieu ; recours de droit public du plaignant ; art. 13, 17, 114 C. Inst. pén. ; art. 152 C. p. ; admission ; preuve testimoniale en matière pénale ; absence de limitation ; art. 183 pr. civ. ; admission du recours ; annulation de l'ordonnance. — *Chambre des poursuites et des faillites.* Veuve Piller : poursuite, opposition ; plainte du débiteur ; opposition prétendue non conforme à celle qui avait été faite ; rejet ; nouvelle plainte admise ; mise à néant d'une commination de faillite ; recours ; impossibilité pour une autorité de surveillance de statuer deux fois sur les mêmes faits ; admission du recours, mise à néant de la nouvelle décision. — *Cour de justice civile.* Leibacher et Egli c. Ahlen, soit Hahlen : succession vacante ; contestation de l'état de collocation par deux créanciers ; rejet ; appel ; 1^o recevabilité : art. 84 Org. jud. ; art. 338 pr. civ. ; 2^o droits des créanciers à attaquer conjointement l'état ; réforme ; renvoi aux premiers juges. — *Bibliographie.* — *Faits divers.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 5 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Plainte en faux serment : ordonnance de non-lieu : recours de droit public du plaignant ; art. 13, 17, 114 C. Inst. pén. ; art. 152 C. p. ; admission ; preuve testimoniale en matière pénale ; absence de limitation ; art. 183 pr. civ. ; admission du recours ; annulation de l'ordonnance.

Chevalaz.

Si la loi de procédure civile genevoise exclut la preuve testimoniale dans les procès civils, à partir d'une certaine somme, le législateur pénal ne statue aucune restriction de ce genre en ce qui concerne la poursuite du faux serment.

La preuve par témoins est donc admissible en matière pénale, sur des faits civils à l'égard desquels la preuve testimoniale est interdite aux termes des dispositions de la loi de procédure civile.

l'acte daté du 30 mai 1906, le recourant Ferdinand Chevalaz, marchand de commerce, domicilié à Rolle, a exercé, auprès du Tribunal fédéral, un recours de droit public, pour déni de justice, contre l'ordonnance rendue par la Chambre d'instruction de Genève le 14 mai 1906, dans la cause pendante entre le prédit Chevalaz, d'une part, le Procureur général du canton de Genève et MM. L. Rasario, J. Viollet et P. Tempia, à Genève, d'autre part, la demande disant qu'il n'y a pas lieu, en l'état, de suivre contre les trois inculpés du chef de faux serment. Le recourant conclut à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral prononcer la nullité de la susdite ordonnance, et, en tant que de besoin, ordonner qu'il sera donné suite à la plainte dont s'agit par le magistrat compétent, et ce en vertu des art. 114, 17 et 13 du Code genevois d'instruction criminelle, 152 du Code pénal genevois.

En appui de ces conclusions, le recourant expose, en substance, ce qui suit :

Le 22 mai 1905, Chevalaz a vendu aux sieurs Louis Rasario, J. Viollet et Pierre Tempia, tous négociants à Genève, pour le prix de 12 000 francs, à payer comptant, différents brevets d'invention pour robinets à encaver. L'acte de vente a été couché par écrit en présence des parties, par un employé de MM. Rasario et Tempia, M. André Pépin, chez demoiselle Panisset, 24, rue du Rhône, à Genève. Cet acte de vente, fait en un seul exemplaire, a été signé par les parties, et une somme de 1000 francs a été payée au même temps, à titre d'acompte. Chevalaz a reconnu, dans le même du contrat, avoir reçu cette somme, en ces termes : « la somme de 1000 francs, à titre d'arrhes et d'acompte sur 12 000 francs, prix de vente des brevets. » Tout ceci s'est passé en présence de l'employé André Pépin, et Chevalaz a remis de suite aux acheteurs Rasario, Viollet et Tempia les trois brevets vendus. Mais comme Chevalaz voulut obtenir le paiement du solde du prix de 11,000 francs, les acheteurs ont refusé de le payer, ayant l'inexistence de ce contrat, dont ils avaient retenu par eux l'unique exemplaire. Les dits acheteurs assignèrent Chevalaz en restitution des 1000 francs, à lui versés à titre d'arrhes et d'acompte, et Chevalaz adressa, de son côté, à ses avocats, une demande reconventionnelle de 11,000 francs. C'est que Chevalaz déféra à Rasario et consorts le serment décussé sur l'existence et le contenu du contrat de vente du 22 mai 1905. Rasario, Viollet et Tempia ont déclaré accepter ce serment,

une information pénale puisse avoir lieu dans de faux serment, une preuve par témoins est s faits civils à l'égard desquels la preuve testis aux termes des dispositions de la loi de proposition revient, en réalité, à exclusion, à moins délinquant, toute poursuite d'un faux serment, es civil, sur des faits dont l'objet est d'une 1000 francs ; il suit de là que si, en théorie, un et sur un fait civil d'une valeur supérieure à aire, aux yeux de la Chambre, l'objet d'une 'impunité n'en est pas moins, pratiquement, able délit.

savoir si l'exclusion d'un pareil moyen de nécessité de la législation genevoise, il y a lieu négative.

du Code pénal punit, d'une manière générale, celui à qui le serment aura été déféré ou référé t qui aura fait un faux serment. » Le Code ne fait pas davantage, en matière de poursuite erment, de distinction, suivant la valeur pécuniaire grande des faits civils sur lesquels le faux art. 13 de ce code « charge le Procureur général de la poursuite des crimes, des délits et des art. 17 statue que « toute personne qui se préime ou par un délit peut porter une plainte », que « les personnes désignées par la dénonciation par le Procureur général, par l'inculpé, ou de e, comme capables de donner des renseignements sur le délit, ou ses circonstances, ainsi que sur et les causes d'excuse, doivent être entendues otion ». Les dispositions de la loi de procédure », loin d'être en contradiction avec celles qui ent au contraire avec elles. L'art. 169 de cette rsque le serment déféré ou référé a été fait, oint recevable à en prouver la fausseté par la 177 *ibidem* statue que le président, en audience . à la partie qui prête serment les peines contre 84 prescrit, il est vrai, que « la preuve par reçue, contre et outre le contenu aux actes, allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les

actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de 1000 francs ». C'est en se fondant sur cette dernière disposition légale que la Chambre d'instruction de Genève a repoussé, dans le procès pénal pour faux serment, la preuve testimoniale, par le motif que les faits sur lesquels le serment décisive de sieur Rasario et consorts a porté ne pouvaient faire l'objet d'une preuve testimoniale, à moins de rendre illusoire la disposition de l'art. 184, plus haut reproduite, de la loi de procédure civile.

II. A l'appui de son ordonnance, dont est recours, la Chambre d'instruction fait valoir, dans sa réponse, que, sans que les codes pénaux, notamment le code pénal genevois, contiennent l'énoncé de ce principe, l'exercice de l'action pénale peut être suspendue de plein droit jusqu'à solution d'une question que le juge pénal ne peut trancher; qu'en l'espèce, la Chambre d'instruction a admis que, lorsque le serment portait sur une convention dont l'existence ne peut, aux termes de la loi civile, être prouvée que par titre, la plainte en faux serment ne pouvait être accueillie aussi longtemps que le plaignant ne produisait pas la preuve littérale de la convention invoquée. La Chambre d'instruction se base, en outre, sur la jurisprudence, invariable depuis le 21 août 1834, de la Cour de cassation française, et sur l'opinion des auteurs français les plus connus.

L'on peut admettre que, d'après la procédure pénale genevoise, certains points civils, d'une portée préjudicielle, soient tranchés d'abord par le juge civil, par exemple, en ce qui concerne le délit de bigamie, où l'action pénale peut être tenue en état jusqu'à preuve de l'existence et de la validité du premier mariage, et en matière de délit de suppression d'état, où l'action pénale peut également être suspendue jusqu'à preuve de la filiation. Mais, dans ces cas, cités dans la réponse de la Chambre, il s'agit de questions de nature éminemment civile. En revanche, la question de savoir si les faits sur lesquels un serment a été prêté sont vrais est une question de preuve dont la nature n'exige nullement qu'elle soit tranchée en application des dispositions de la procédure civile; elle apparaît bien plutôt comme devant être résolue dans le procès pénal. En ce qui touche à la jurisprudence française, il convient d'observer qu'elle n'a pas été absolument invariable dans le sens de l'ordonnance incriminée. Il existe, d'ailleurs, entre la conception française du faux serment et le crime prévu et réprimé par l'art. 152 C. pén. genevois, certaines différences sur lesquelles il est superflu d'insister ultérieurement ici.

poursuites et des faillites.)

30 OCTOBRE 1906.

de M. SOLDATI.

du débiteur; opposition prétendue non
é faite; rejet; nouvelle plainte admise;
tion de faillite; recours; impossibilité
ance de statuer deux fois sur les mêmes
mise à néant de la nouvelle décision.

uve Piller.

*er une autorité cantonale de surveil-
au Tribunal fédéral, conformément
e et doit déployer ses effets.*

réquisition de dame veuve Christine
, tant en son nom personnel qu'en
eurs, laquelle invoquait comme cause
on intervenue le 23 mars précédent,
veyse, à Châtel-Saint-Denis, a notifié
Genoud frères et Cie, à Châtel-Saint-
payer la somme de 4000 francs, avec
bre 1905, poursuite n° 1822.

et Cie écrivirent au représentant de
. Dupraz, à Romont, pour le prévenir
opposition à ce commandement de
is si cette opposition était ou serait
aient que, — la réclamation qui leur
indemnité à laquelle dame Piller et
roit ensuite de l'accident dont leur
à leur service, à eux, Genoud frères
urance, qui les couvrait de leur res-
sident, n'avait jamais voulu offrir une
francs, et qu'eux-mêmes n'avaient,
us voulu formuler d'offre plus élevée;
s, par un intermédiaire, à engager
offre de 3500 francs, en lui exposant
ent encore une démarche auprès de la
que celle-ci consentit à porter son
cs; ils ajoutaient qu'ils avaient aussi
he auprès de la Compagnie d'assu-
concluaient que c'était par suite d'un

malentendu que l'on invoquait contre eux une transaction intervenue sur la base d'une somme de 4000 francs.

Le 25 mai, Genoud frères et Cie firent verbalement, par l'intermédiaire de leur employé et soi-disant directeur, E. Müller, opposition au commandement de payer sus-indiqué, que l'Office leur adressa sur le double du commandement revenant aux créanciers, en ces termes : « Opposition pour 500 francs. »

L'Office ayant, le 1^{er} juin, adressé ce double à l'avocat de la faillite, celui-ci, au nom de ses clients, requit, le 13 juin, la continuation de la poursuite pour la somme de 3500 francs, pour lequel commandement n'avait pas été frappé d'opposition. Le même jour, l'Office notifia aux débiteurs une commination de payer la même somme.

B. Le 23 juin, soit en temps utile, Genoud frères et Cie firent opposition contre l'Office en raison de la notification de continuation de faillite, dont ils demandaient l'annulation. Ils avaient chargé leur « directeur » Müller de faire opposition au commandement de payer du 21 mai, et soutenaient que le « directeur » s'étant réellement acquitté de son mandat, la poursuite ne devait être continuée contre eux avant que leur opposition eût été levée d'un jugement de mainlevée. Ils expliquaient que leur « directeur » se trouvait en ce moment au service militaire, et que l'« directeur » avait vainement réclamé de l'Office « l'envoi du commandement avec opposition » ; et, pour cette raison, ils déclaraient qu'ils se proposaient de compléter leur plainte au besoin lorsqu'ils auraient obtenu la connaissance des termes de l'opposition de leur « directeur » M. Müller.

Appelé à s'expliquer sur cette plainte, l'Office, dans sa réponse en date du 24 juin, exposa que, le 25 mai, Müller, le « directeur » de l'usine Genoud, n'avait fait d'opposition à la poursuite que pour la somme de 500 francs, et que, par conséquent, les procédures ultérieures étaient parfaitement régulières. Il ajouta qu'il avait pu envoyer à l'avocat des débiteurs le double du commandement de payer revêtu de la mention d'opposition, ce double étant parvenu aux créanciers et leur ayant été aussi retourné.

Par lettre du 3 juillet, l'avocat Dupraz, agissant au nom de Piller et de ses enfants, conclut au rejet de cette plainte comme irrecevable ou, subsidiairement, comme mal fondée. Il ajouta que, sur le commandement de payer adressé à ses clients, l'opposition du sieur Müller avait été portée en ces termes : « (

prévu à l'art. 74, al. 1, était depuis longtemps expiré. Sauf aux termes de cet art. 74, al. 1, le débiteur a la faculté d'opposition, auprès de l'Office, verbalement ou par écrit. La forme d'opposition qui présente pour le débiteur le plus de garanties est évidemment la forme écrite, puisque, dans ce cas, le débiteur peut lui-même arrêter les termes en lesquels il formule son opposition; si, ce nonobstant, le débiteur préfère, pour son opposition, à la forme verbale, il lui incombe de s'assurer, par lui-même, en temps utile, c'est-à-dire avant expiration du délai légal de dix jours pendant lequel il peut modifier ou compléter son opposition (voir l'arrêt sus-rappelé), que l'Office a bien pris note de cette opposition de la manière en laquelle il devait le faire; pour cela, le débiteur doit d'abord le moyen du récépissé prévu à l'art. 74, al. 3, L. 1. Il peut aussi s'assurer d'autre façon si son opposition a été verbalisée par l'Office, ainsi qu'il l'entendait; par exemple, en demandant que cette opposition soit rédigée sous ses yeux et se renseignant ultérieurement auprès de l'Office à cet effet. A l'espèce, les plaignants ont négligé l'un comme l'autre de ces moyens, ce dont, évidemment, ils ne peuvent s'en prendre eux-mêmes.

Il est à noter que les circonstances dans lesquelles Müller a déclaré faire opposition, au nom des plaignants, mandement poursuite n° 1822, ne peuvent présenter aucun intérêt dans ce débat, car les plaignants n'ont jamais allégué qu'ils auraient refusé de les recevoir, eux ou leur sieur Müller, au bureau, et les auraient ainsi contraints à formuler leur opposition dans un autre lieu; c'est aux plaignants eux-mêmes, exactement à leur sieur Müller, qu'il a convenu de s'adresser. Il est Préposé ailleurs qu'à son bureau, en sorte qu'ils ne sauraient maintenant un grief au Préposé de sa complaisance à leur égard.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des pour et des faillites, prononce : Le recours est déclaré fondé, et la décision est rendue le 1^{er} août 1906, par la Commission de surveillance des poursuites et de faillite du canton de Fribourg, au

lossiers ne renferment pas les renseignements nécessaires.

se faire, sur ce point, de simples réserves.

Cour... réforme et met à néant le dit jugement, leau, déboute Ahlen de sa fin de non-recevoir, Ribacher et Egli ne justifieraient pas de l'existence d'une association ;

toutes autres exceptions et fins de non-rece-

devant le Tribunal, pour être jugée à nouveau, indiquées plus haut...

BIBLIOGRAPHIE

DE BUNDESGESETZGEBUNG. *Nach Materien gegliedert nach der Gesetzgebung, Beschlüsse, Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, herausgegeben von Dr. Wolf. — Zweite ergänzte Auflage. — Basel, 1906-1907, Kreiss, éd.*

Les 7 et 8 de cet important ouvrage viennent de paraître déjà eu l'occasion de faire connaître au public la nouvelle codification de M. le Dr Wolf. Les livraisons 7 et 8, aujourd'hui, et qui font partie des volumes III et IV, contiennent : le Militaire, les Traités (conts), les Postes, Télégraphes, Chemins de fer, les Monnaies, la Pêche, la Santé publique,

ainsi l'avantage de trouver réunis en quelques volumes des matières sont fort bien classées, tout ce que la législation a produit sur un sujet donné, au lieu d'avoir à parcourir péniblement dans la bibliothèque considérable de la bibliothèque.

FAITS DIVERS

Le Grand Conseil a nommé Substitut de M. le Procureur général en remplacement de M. Werner, M. Ernest

2463
411107

cession a été accordée à une société de bitumes, par le Conseil fédéral, en vertu des dispositions fédérales sur la régie des postes donne à la concession doit être envisagée comme l'équivalent mentionné ci-dessus, et les règles qu'elle implique de la loi sur les entreprises de chemins de fer observées.

Le service de transports par voitures automobiles ayant pour but l'exploitation d'un service public obtenu, du Département fédéral des postes, par une concession pour le transport régulier de voyageurs entre Neuchâtel et Dombresson.

La loi, du 11 novembre 1904, stipule à l'art. 5 :
Le transport et son exploitation sont soumises à la réglementation des Chemins de fer pendant la durée de la législation en matière de chemins de fer existante, en tant que cette application a sa raison d'être.

Le demandeur, Henri Reymond, monta sur la voiture défenderesse, pour se rendre à Fenin. Il était conducteur, tandis qu'une dame s'installait à côté de lui. Arrivé à la carrière de Fenin, soit au point où la route descend dans la direction de Fenin. L'allure était de 30 kilomètres à l'heure, quand, subitement, à quelques mètres du village de Fenin, le conducteur de direction ne marchait plus. Il coupa le volant à gauche; mais, il était trop tard. Bien que l'allure fût considérablement réduite, celle-ci franchit le fossé et coucha sur le flanc; le conducteur et les passagers furent blessés.

Après avoir perçut que l'automobile allait verser, Henri Reymond sauta; mais, à cet instant même, la voiture n'eut pas le temps de se garer, son buste resta en l'air, tandis que ses cuisses et ses reins se trouvèrent entre la machine et le sol.

Le corps ne put être ni découvert, ni expliqué. Le blessé mourut mal et put revenir immédiatement à Neuchâtel, sans aucune complication. La direction, en particulier, fut très bien.

Le rapport du docteur de Quervain et un rapport

d'expertise médico-légale du docteur Matthey, rapports très complets, constatent qu'Henri Reymond a subi une lésion du bassin, une tuméfaction du testicule droit et une lésion de la moelle épinière. Le jugement dont est recours constate que les conséquences de l'accident sont les suivantes : *a*) une lésion du bassin, ayant occasionné une incapacité de travail totale de 44 jours, et une incapacité de travail partielle, soit, réduite de 50 %, de 25 jours, mais n'entraînant aucune infirmité permanente ; *b*) une recrudescence d'une ancienne affection tuberculeuse du testicule droit, recrudescence dont la responsabilité n'incombe pas entièrement à l'accident ; *c*) une hémorragie au niveau de la moelle épinière lombaire, dont les conséquences ont presque entièrement disparu, mais n'excluant pas la possibilité de complications ultérieures, de sorte qu'il y a lieu de formuler des réserves de ce chef.

L'accident du 20 juin 1905 a empêché H. Reymond d'être à la tête de son commerce pendant la saison de la moisson, soit pendant la saison la plus favorable de l'année pour la vente des vins. Il a, de la sorte, été privé d'un gain journalier qui n'est pas inférieur à 30 francs.

D. Par demande du 16 octobre 1905, H. Reymond a conclu à ce qu'il plaise aux tribunaux :

1. Condamner la société défenderesse à payer au demandeur la somme de 10,180 francs, à titre de dommages-intérêts.

2. Réserver, conformément à l'art. 6 de la loi sur la responsabilité des chemins de fer, du 1^{er} juillet 1875, une revision ultérieure du jugement, pour le cas d'aggravation de l'état du blessé.

3. Condamner la société défenderesse à payer au demandeur l'intérêt légal de toutes sommes dues par elle, et cela dès le jour de la signification de la demande.

4. Condamner la défenderesse à tous les frais et dépens du procès.

La société défenderesse a conclu à libération.

.

E. Par jugement du 7 mai 1906, le Tribunal cantonal de Neuchâtel a :

1. Condamné la Société de transports par voitures automobiles, à Neuchâtel, à payer à Henri Reymond la somme de 1895 francs, avec intérêts au 5 % l'an, dès le 16 octobre 1905.

2. Fait toutes réserves, en faveur d'Henri Reymond, des droits

pouvant lui compéter dans la suite contre la société défenderesse, pour le cas où des complications prévues résulteraient de la lésion de la moelle épinière, subie par lui dans l'accident du 20 juin 1905.

3. Condamné la société défenderesse aux frais et dépens, ceux du Tribunal cantonal étant liquidés à 128 francs.

.

F. C'est contre ce jugement, communiqué aux parties le 22 mai 1906, qu'elles ont déclaré recourir, l'une et l'autre, en réforme, au Tribunal fédéral.

.

(*Abrégé.*)

Arrêt.

En droit : I. L'argument essentiel sur lequel la société défenderesse a appuyé ses conclusions libératoires, et fondé son recours, est que la loi fédérale du 1^{er} juillet 1875, sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur, en cas d'accidents, invoquée par le demandeur et appliquée par le Tribunal de première instance, serait inapplicable en l'espèce, s'agissant de transport par automobile. La recourante estime que le Conseil fédéral ne pouvait pas déclarer la dite loi applicable à ce nouveau genre de transport et que, par conséquent, l'article 5 de la concession du 11 novembre 1904 ne saurait avoir produit l'effet qu'on prétend lui attribuer.

Il importe de remarquer, d'entrée de cause, que la question à juger n'est relative qu'à la responsabilité d'une société de transport, concessionnée en vertu d'un acte spécial, et qu'il ne s'agit, par conséquent, pas, en l'espèce, de la responsabilité ensuite d'accident d'automobile, en général. Le litige porte uniquement sur le point de savoir si l'on peut, en vertu de la concession du 11 novembre 1904, faire découler, de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1875, la responsabilité, ensuite d'accident, de la Société de transport par voitures automobiles, à Neuchâtel.

II. La loi fédérale du 1^{er} juillet 1875 ne concerne que les chemins de fer et les bateaux à vapeur ; cela résulte de son texte même et du fait qu'à l'époque où elle a été promulguée, l'automobilisme n'était pas encore usité, comme il l'est actuellement. Pour que les dispositions de cette loi spéciale puissent être invoquées contre une entreprise de transport par automobile, il faut que la sphère d'action de la loi ait été étendue par une autre loi, ou par un acte ayant la valeur d'un acte législatif et la même portée. Comme c'est

Postes et des Chemins de fer a accordé, à la s, la concession du 11 novembre 1904, « aux es ci-après, et sous la réserve d'observer strictement les conditions et toutes les autres prescriptions des lois fédérales et toutes les autres prescriptions des lois applicables aux entreprises de transport de cette

ant pas interjeté de recours auprès du Conseil fédéral. L'arrêté, pris à son égard par le Département des Chemins de fer, en ce qui concerne les conditions de la concession, il y a lieu de considérer cet acte comme un acte du Conseil fédéral et émanant de lui.

La concession ayant été accordée par l'autorité, investie d'un pouvoir à cet effet par l'art. 7 de la loi sur la régie des postes, on ne peut pas être envisagée comme l'équivalent d'un acte législatif. Les règles qu'elle pose doivent être considérées, par le Conseil fédéral, comme des dispositions légales, pour autant qu'elles ne sortent pas des compétences conférées à l'autorité qui les a prises.

La concession dispose que : « L'entreprise de transport et d'exploitation sont soumises à la surveillance du Département des Chemins de fer pendant la durée de la concession, en matière de chemins de fer, est applicable à l'entreprise, tant que cette application a sa raison d'être à son origine, la loi du 1^{er} juillet 1875, sur la responsabilité des accidents sur chemins de fer, fait incontestablement partie de la législation fédérale en matière de chemins de fer », et que son application est applicable à l'égard des accidents survenus en cours de l'exploitation de la société de transports par automobile, l'instance de la loi applicable en l'espèce. Cette solution est la seule.

En effet, contester au Conseil fédéral le droit de modifier la concession une clause analogue, et c'est à tort qu'on a prétendu que la compétence accordée au Conseil fédéral était purement administrative, et que l'arrêté du Conseil fédéral, du 14 octobre 1902, qui fixe la fixation de « conditions réglementaires », est contraire à la loi fédérale sur la régie des postes dit expressément, que le Conseil fédéral détermine les conditions de la concession est subordonnée, et c'est de cet article qu'il s'agit. L'arrêté du 14 octobre 1902

a, il est vrai, introduit les termes de « conditions plus détaillées » ; mais cette expression n'a aucune portée précise, le texte allemand parle de « näher » ; dire de « conditions plus détaillées » ; s'oppose à ce que l'autorité exécutive, agissant en vertu de ses pouvoirs, crée le droit par un article de loi (XXXII, 1, pages 107-108.)

Au reste, la condition en vertu de laquelle la loi fédérale, à la loi fédérale des chemins de fer s'imposait. En effet, la loi fédérale consacre un monopole en faveur des chemins de fer (art. 7 et 8 autorisent une dérogation, par la loi fédérale ; mais il est normal et rationnel que les concessions ne créent pas, en faveur des chemins de fer, une condition plus favorable que celle dans laquelle les chemins de fer eux-mêmes, pour leurs propres entreprises de transport, sont régis par la même loi. La loi fédérale des chemins de fer rend les chemins de fer responsables des dommages causés dans leur exploitation, mesure que les entreprises de transport (à vapeur) ». Il serait donc contraire à l'esprit de la loi de contester au Conseil fédéral le droit d'imposer des conditions aux entreprises de transport, les mêmes conditions qui régissent ses propres entreprises.

V. La loi fédérale du 1^{er} juillet 1875 étendant le droit de chemin de fer cantonal de Neuchâtel a déclaré la société de chemin de fer de plein droit, par le seul fait que l'accusé a été déclaré coupable de l'exploitation; ce point doit être considéré comme acquis, l'accusé n'ayant pas allégué d'exception. Le demandeur conclut, en revanche, à côté de la condamnation, à la peine, lui revenant à raison de l'art. 5 de la loi, à la peine, à la peine, en vertu de l'art. 7, l'entreprise de chemin de fer, coupable de dol ou de négligence.

Le jugement dont est recours constate que l'accusé est resté inexplicite jusqu'à ce jour, et que la négligence, n'ont été établis à la charge de l'accusé. Les constatations lient le Tribunal fédéral, pour les motifs qui ne sont pas contraires aux pièces du dossier. Pour le demandeur a allégué, en plaidoirie, une faute grave de l'accusé, il prétendrait déduire une faute grave de l'accusé, il serait rendue coupable. Mais ces allégations

l'instance cantonale, et qu'elles ont fait tradicatoire, ne sont nullement prouvées. Il est établi que les voitures automobiles ont subi de fréquentes réparations, c'est bien une preuve de négligence ; si, à l'origine, l'entretien a été peut-être insuffisant pour l'horaire, c'est à l'époque de l'accident. Il résulte des constatations que le conducteur qui conduisait la machine, bien que soumis à un examen spécial, était un conducteur expérimenté ; le demandeur lui-même a reconnu que l'accident s'est produit, l'allure n'était pas exorbitante, d'un excès de vitesse, d'une indisposition du conducteur, qu'il n'a parlé ou fumé, ce qui l'aurait distrait de sa conduite. Enfin, le fait que l'accident a été constaté par l'autorité compétente ne saurait être une preuve qui concerne les causes de l'accident.

En regard des dispositions des art. 5 et 6 de la loi, la quotité de l'indemnité à attribuer

le demandeur n'a pas attaqué le calcul, mis par le Tribunal, dans son jugement, pour justifier l'indemnité à la victime. Le demandeur conclut, soit « augmenté de 5000 francs, pour la localisation de la tuberculose sur le testicule droit » et fait « toutes réserves... pour le cas où il résulterait, non seulement de la constatation de la contusion testiculaire causée par la chute, mais aussi de la tuberculose ».

Enfin, en cas de lésions corporelles, l'indemnité comprend les frais de guérison et le préjudice pécuniaire, total ou partiel, durable ou temporaire, de la personne blessée. Or, le jugement dont il s'agit, que le demandeur a retrouvé sa pleine capacité de travail, lie le Tribunal fédéral pour contradiction avec les pièces du dossier. Les constatations médicales produites, datées des 4 et 7 mars 1905, et du rapport d'expertise du 14 mars 1905, admises par l'instance cantonale, établissent que le demandeur a repris son travail régulier ; il ne

*ce, constitue une erreur et une méconnaissance d'une
claire et formelle de la loi.*

*elle décision met celui qui en est victime dans une
ridique inférieure à celle dans laquelle tout débiteur,
dans les mêmes conditions vis-à-vis de son créancier,
de se trouver, et il doit être restitué contre les
es de ce prononcé.*

nal fédéral

ustave Crépin a fait notifier, le 2 octobre 1905, à Alexis
Bex, un commandement de payer la somme de 225 fr.,
impayée ;

bloz a fait opposition à ce commandement de payer,
lité du montant réclamé ;

audience du 20 novembre 1905, le Président du Tribu-
district d'Aigle, considérant que le débiteur devait
it cette somme, en vertu d'un billet de change, et qu'il
pas de sa libération, a prononcé la mainlevée définitive
ion, en application de l'art. 181 L. P. ;

que, par acte du 5 janvier 1906, Chabloz a interjeté,
ononcé, un recours de droit public au Tribunal fédéral ;
gue que le Président du Tribunal d'Aigle a commis
grossière en ordonnant, sur le vu d'un simple effet de
ontre un débiteur non inscrit au Registre du commerce,
e de l'opposition formulée par lui ;

me que cette erreur implique un déni de justice ;

clut, en conséquence, à ce qu'il plaise au Tribunal
arer nul et de nul effet le dit prononcé, mettre à néant
l'exécution faits ensuite de ce prononcé et condamner
e indemnité extrajudiciaire de 10 francs ;

int que la loi vaudoise d'introduction, du 16 mai 1891,
de recours à l'instance supérieure cantonale contre les
e mainlevée rendus à l'égard d'un débiteur soumis à la
dinaire (art. 29, lettre b) ;

ecours qu'elle admet contre les prononcés rendus à
débiteur soumis à la poursuite pour effets de change
en l'espèce, être interjeté en temps voulu par le recou-
n'ayant pas été informé que le prononcé du juge était
t. 181 L. P. ;

séquence, ce prononcé n'a pu être utilement porté en
int aucune instance cantonale, et qu'il est définitif ;

nt, d'autre part, que le dit prononcé repose sur une

erreur évidente et grossière du juge appelé à statuer sur la de
de mainlevée d'opposition de Crépin, et qu'il implique une n
naissance inexcusable d'une disposition formelle et claire de

Considérant que, en effet, le juge a prononcé la mainlevée
nitive de l'opposition, en vertu de l'art. 181 L. P., soit en
d'une disposition concernant la poursuite pour effets de char

Que l'art. 177 L. P. n'autorise la poursuite pour effets de c
que lorsque le débiteur est sujet à la poursuite par voie de fi

Qu'à teneur de l'art. 39 L. P., la poursuite se continue pa
de faillite, comme poursuite pour effets de change, « lors
débiteur est inscrit au Registre du commerce » ;

Considérant qu'il résulte d'une déclaration du Préposé a
gistre du commerce pour l'arrondissement d'Aigle que Cl
n'est pas inscrit au Registre du commerce ;

Que le Président du Tribunal d'Aigle avait, du reste, en r
le commandement de payer du 2 octobre 1905, rédigé sur f
laire ordinaire, et non pas sur formulaire spécial, à la pou
pour effets de change ; que le délai d'opposition y indiqué ét
dix jours, et non de cinq, et le délai de paiement de vingt
et non de cinq ; et, enfin, que la commination de l'art. 178,
n'y était pas mentionnée ;

Considérant que la loi a été violée d'une façon évidente
remède possible ; que c'est sans droit que le juge a fait appli
de l'art. 181 L. P., en lieu et place de l'art. 82, et qu'il a pro
la mainlevée définitive de l'opposition, alors que, d'après l'a
il n'aurait pu prononcer que la mainlevée provisoire ;

Que cet acte a mis le recourant dans une situation jur
inférieure à celle dans laquelle tout débiteur, se trouvant da
mêmes conditions vis-à-vis de son créancier, a le droit
trouver ;

Que c'est donc à bon droit que le recourant demande à être
titué contre les conséquences du prononcé du 20 novembre

Prononce :

Le recours est admis et, en conséquence, le Tribunal f
déclare nul et de nul effet le prononcé du Président du Tri
civil du district d'Aigle, du 20 novembre 1905, dans la cause C
contre Chabloz, met à néant tous actes d'exécution faits ensu
ce prononcé et condamne Crépin à payer à Chabloz une inde
extrajudiciaire de 10 francs. . .

tiers détenteur, à charge de les représenter en

fin, mieux que tout le reste, l'applicabilité de provisoire, c'est le premier alinéa de cet article office doit prendre sous sa garde « les espèces, titres au porteur », etc. En effet, si cette disposition n'est applicable à la saisie provisoire, celle-ci n'a d'effet que lorsqu'il s'agit d'objets facilement réalisables, douteuse. Or, rien ne permet de faire une distinction qui concerne l'applicabilité à la saisie provisoire, le troisième alinéa de l'art. 98.

Or, si le point de vue de l'Autorité cantonale n'était reconnu fondé, le débiteur sujet à la saisie se trouverait être traité beaucoup plus sévèrement que le débiteur soumis à la poursuite par voie de mesure prévue à l'art. 162, et correspondant à l'art. 163, ce qui implique pas le dessaisissement du débiteur. Or, il est clair que la différence entre les deux modes d'exécution (la saisie et la poursuite) ne réside pas dans l'intention de punir plus rigoureusement le débiteur soumis à la poursuite que le débiteur soumis à la saisie. La différence entre les deux modes d'exécution (la saisie) permet le plus vite, tandis que la poursuite tend à répartir le patrimoine du débiteur entre les créanciers. Cette différence de principe implique de nombreuses différences de détails, ce qui fait que l'un des deux modes d'exécution peut paraître plus sévère que l'autre.

Or, enfin, au point de vue du déplacement, il y a une distinction entre le cas où l'action en saisie a été intentée et celui où le débiteur y a renoncé. Or, sans fondement. Car, du moment que le délai de l'art. 83, al. 2, est expiré sans que le débiteur n'y ait plus de saisie provisoire, celle-ci étant éteinte (art. 83, al. 2). L'argumentation du recourant en substance, que ce n'est que la saisie définitive qui donne au créancier le droit de demander le déplacement. Or, ce moyen a déjà été réfuté.

Or, la conclusion subsidiaire du recourant, que la garde de l'office s'opère sans le déplacement

des objets saisis, il pourrait y avoir des doutes sur la recevabilité de cette partie du recours, puisqu'il ne paraît s'agir là que de la question de savoir si la mesure attaquée *est justifiée en fait*, et non plus de la question de savoir si elle est *conforme ou contraire à la loi*. Toutefois, il résulte de cette dernière que, si le créancier le demande, les objets saisis doivent être mis *à l'abri de toute influence du débiteur*. Les laisser dans un appartement que celui-ci continue à habiter, alors que le créancier en demande le déplacement, constituerait donc une violation de la loi. Or, c'est précisément à quoi tend la conclusion, soi-disant subsidiaire du recourant, laquelle n'est ainsi qu'une autre forme donnée à sa demande d'annulation de la mesure attaquée. Par conséquent, il y a lieu d'écarter aussi cette conclusion subsidiaire du recours.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, prononce : Le recours est écarté...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 23 FÉVRIER 1907.

Présidence de M. MORIAUD

Poursuites contre une société ; demande de faillite ; décès d'un associé ; suspension de la cause ; art. 308 pr. civ. ; art. 573 C. O. ; appel ; 1^o recevabilité ; art. 174 L. P. ; 2^o réforme ; prononcé de la faillite.

Seiclina contre Henny et Michot.

Alors même qu'une société peut être considérée comme dissoute par le décès d'un de ses membres, aux termes de l'art. 545 C. O., sa faillite peut être déclarée à teneur de l'art. 573 C. O. La société a, dans ce cas, un représentant légal en la personne de l'associé survivant (art. 580 C. O.).

Le 25 octobre 1906, Seiclina a fait commandement (n^o 13232) à Henny et Michot (société en nom collectif établie à Genève) de lui payer 5000 francs, montant d'une reconnaissance. Ceux-ci ont fait opposition. Le 13 novembre, le Tribunal en a prononcé mainlevée.

Le 27 novembre, une commination de faillite a été adressée à Henny et Michot.

Le 4 janvier 1907, une requête en faillite a été déposée au Tribunal ; les parties ont été convoquées pour le 9 janvier.

Michot, l'un des associés, est décédé le 5 janvier. La société a demandé au Tribunal de suspendre la cause.

été à requérir la faillite, en se basant sur

23 janvier, le Tribunal a suspendu l'instance, art. 308 pr. civ.

ien que la faillite d'une société en nom collectif ée après sa dissolution, d'après l'art 573 C. O., tant que, aucun liquidateur n'ayant été nommé, représentant ayant qualité pour répondre à la

de ce jugement; il demande sa réforme et la faillite de la société Henny et Michot, tous de celle-ci, et passés en frais privilégiés de

à la confirmation du jugement.

ans le délai prévu à l'art. 174 L. P., est rece-

ort que le Tribunal a suspendu la cause; Michot ellement en cause, son décès n'était pas un

ociété pouvait être considérée comme dissoute rmes de l'art. 545, 2°, sa faillite pouvait être e l'art. 573 C. O.

l'avis des premiers juges, la société avait un l'associé survivant, qui, d'après l'art. 580 C.O., résenter en qualité de liquidateur.

a Cour... Au fond, réforme le dit jugement, et,

le faillite, dès ce jour, à dix heures vingt-cinq Henny et Michot, éditeurs, rue Neuve-du-Tem-

FAITS DIVERS

ins sa dernière session le Grand Conseil, après législatif spécial motivé par le congé de deux motifs de santé, à M. le juge A. Mozer, a nom- au Tribunal de première instance, pour une is, M. Eugène H. Le Royer, avocat.

S. S. L. P
4 / 2 = 107

LA SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENEVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAU « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne de 36 caractères.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Jaquet c. Chemin de fer Saignelégier-Chaux-de-Fonds : chemin de fer ; passant tué en traversant une voie ; action du frère de la victime ; art. 2, 5, 7 de la loi du 1^{er} juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer ; admission seulement en ce qui concerne la demande basée sur l'art. 7 *leg. cit.* ; recours ; confirmation en ce qui concerne les textes applicables à la demande ; définition des « Angehörige » ; fautes graves de la Compagnie ; faute légère de la victime ; calcul de l'indemnité ; souffrances morales du parent ; réforme partielle ; augmentation de la quotité adjugée. — (*Chambre des poursuites et des faillites.*) Roux poursuites ; opposition non admise par l'Office ; avis de cette décision refusé par le débiteur ; saisie ; plainte du débiteur ; rejet ; recours au Tribunal fédéral ; tardiveté de la plainte ; confirmation. — *Cour de justice civile.* Dame Ducret c. Winkler femme mariée ; accident ; action en dommages-intérêts intentée par elle ; irrecevabilité ; appel : 1^{re} action de la femme ; loi du 7 novembre 1894 ; capitalisation de salaires futurs ; recevabilité ; 2^e rejet d'une exception de litispendance ; réforme ; renvoi devant les premiers juges.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 6 DÉCEMBRE 1906.

Présidence de M. MONNIER

Chemin de fer ; passant tué en traversant une voie ; action du frère de la victime ; art. 2, 5, 7 de la loi du 1^{er} juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer ; admission seulement en ce qui concerne la demande basée sur l'art. 7 *leg. cit.* ; recours ; confirmation en ce qui concerne les textes applicables à la demande ; définition des « Angehörige » ; fautes graves de la Compagnie ; faute légère de la victime ; calcul de l'indemnité ; souffrances morales du parent ; réforme partielle ; augmentation de la quotité adjugée.

Jaquet contre Chemin de fer Saignelégier-Chaux-de-Fonds.

I. La question de savoir si la victime d'un accident était légalement tenue d'entretenir une autre personne doit être résolue d'après la loi d'origine du défunt.

Cette question, en droit neuchâtelois, doit être résolue négativement en ce qui concerne deux frères.

II. La dénomination de parents (Angehörige) comprend tous les parents qui, en tant qu'appartenant à la même famille, et

du degré de parenté, se considèrent ou sont membres de cette famille.

ment dans le cas où la parenté entretient, en familial, que la dissolution de ce lien par la douloureusement ressentie, et que le fait du décès donner lieu à une action en indemnité, aux de la loi du 1^{er} juillet 1875.

abilité plus étendue, résultant de l'art. 7 de la pas encourue à la suite de toute irrégularité ivant dans un rapport de causalité avec l'acci-manquement à une prescription réglementaire, cas d'omission grave de l'attention ou des pré-dées par les circonstances.

5, le train 87 de la ligne Saignelégier-Chaux-de-Fonds à l'heure (5 h. 40 du soir) de Saignelégier et de retard à La Chaux-de-Fonds. Immédiatement du dit train de Saignelégier, le contrôleur-ph Maitre, fut appelé auprès de son père mou-gare Moor donna l'ordre à Fritz Gygax, commis lacer J. Maître comme chef de train.

du train 87 à La Chaux-de-Fonds, un wagon de .K. 23 dut être conduit en refoulement depuis de la voie Saignelégier-Chaux-de-Fonds, jus-marchandises de La Chaux-de-Fonds (petite vi-Saignelégier-Chaux-de-Fonds descend sur un avec une pente de 42 ‰ dans la direction de la qu'elle traverse ainsi que la place devant la gare immédiatement avant la rampe, c'est-à-dire à conduisant à la gare aux marchandises se bi-d'entrée dans la gare des voyageurs, se trouve vie d'habitude par un aiguilleur de la compa-elois.

la dite manœuvre, une locomotive poussait par 20 m. du soir, le wagon dans la direction de la ises; cette manœuvre était dirigée par Fritz-gier remplaçant le chef de train. Gygax pré-même l'aiguille, attendu qu'aucun aiguilleur ne qu'il en soit à cet égard, Gygax reconnaît posi-rouvait, avec sa lanterne, sur le marchepied de wagon, du côté de la machine, soit dans la di-a marche; ainsi, d'une part, il n'était pas placé, où il n'y avait pas de plate-forme, et d'autre

Le demandeur a recouru en réforme réclamant 5193 fr. 90.

(Abrégé)

En droit :

I. Comme la question de savoir si la victime tuée par un accident était légalement tenue d'entretenir une autre personne, doit être résolue d'après la loi d'origine de la défunte, et comme, d'autre part, il n'est point contesté qu'une pareille obligation d'entretien n'existe pas, entre frères et sœurs, dans le canton de Neuchâtel, d'où Léa Jaquet était originaire, il s'ensuit sans autre que le demandeur, en sa qualité de frère de la dite défunte, n'est pas en droit de réclamer des dommages-intérêts en vertu de l'art. 5 de la loi fédérale de 1875 sur la responsabilité des chemins de fer, applicable au cas actuel. Aussi bien, le dit demandeur ne s'est-il plus placé aujourd'hui sur ce terrain.

II. En revanche le demandeur fait partie des parents (*Angehörige*) de la défunte, auxquels il peut être alloué, dans le cas de dol ou de négligence grave établi contre l'entreprise de transport, une somme équitablement fixée, indépendamment de l'indemnité pour le préjudice pécuniaire démontré. Dans son arrêt en la cause *Bärtschi et Pouly c. les C.F.F.* (1), du 3 mai 1906, le Tribunal fédéral a admis que la dénomination d'« *Angehörige* » comprend tous les parents qui, comme appartenant à la même famille, et abstraction faite du degré de parenté, se considèrent, ou sont envisagés comme membres de la dite famille, mais que c'est seulement dans le cas où la parenté entretient en fait des rapports familiaux, que la dissolution de ce lien par la mort peut être douloureusement ressentie, et que le fait du décès d'un parent peut donner lieu à une action en indemnité aux termes de l'art. 7 de la loi de 1875 susvisée, sur la responsabilité des chemins de fer.

Or, de pareils rapports existaient incontestablement entre le demandeur et sa sœur décédée. Bien qu'ils n'habitassent pas ensemble, ils n'en entretenaient pas moins l'un avec l'autre des relations de parenté étroites, au cours desquelles Léa Jaquet contribuait, ainsi que le constate l'instance cantonale, à alléger les charges inséparables de la nombreuse famille de son frère. Ces secours, étant données les circonstances de fortune de la défunte,

¹ Voir *Semaine Judiciaire*, 1906, page 609.

ux-de-Fonds a déclaré inapte à diriger la manœuvre, la défenderesse doit répondre, comme personnalité responsable à l'ensemble de l'exploitation, des conséquences de son acte ou de l'impéritie d'un pareil remplaçant. (Voir la jurisprudence fédérale dans la cause *Epouse Sidler c. Seethal*, *Rec. Off.*, 30^e, page 42.) Il est indiscutable que la manœuvre dont il s'agit, dans les circonstances de l'accident, était contraire aux règlements, et exposait les voyageurs à un grand danger, surtout si l'on considère la circonscription de la défenderesse, qui doit également assumer la responsabilité du passage à niveau à l'endroit où s'est produit l'accident, qui était insuffisant. Cet état de chose exposait le voyageur à un danger d'autant plus considérable que la voie du Saignelégier-Chaux-de-Fonds traversait le passage à niveau avec une dénivellation. La négligence grave a donc été la cause de l'accident. Il est certain que celui-ci ne se fût pas produit sans la négligence grave, l'employé qui la dirigeait, ou l'aiguilleur, ou le conducteur muni d'une lanterne. (Voir *Rec. off. des Bundesbahnen c. Geiger*, page 37.)

En outre, il se justifie aussi d'admettre, avec l'instance de la défenderesse, que la victime elle-même a contribué à l'accident par sa faute, bien moins considérable il est vrai, mais qui a été levée à la charge de la victime elle-même. Fréde La Chaux-de-Fonds, demoiselle Léa Jaquet, qui connaissait que la voie Saignelégier-Chaux-de-Fonds traversait le passage à niveau, et cette connaissance des lieux lui imposait l'obligation de porter son attention sur cet endroit. Il est certain que le conducteur de la manœuvre a fait, pendant tout le trajet, l'usage du sifflet de la locomotive, et que toutes les personnes se trouvant dans le voisinage, hormis la victime, ont dû l'avoir entendu; il faut admettre, en effet, que si cette victime n'avait pas reçu ce signal, elle ne se fût pas dirigée contre le passage à niveau. L'accident est ainsi arrivé à la suite de deux fautes : d'une part, la négligence grave de la Compagnie et, d'autre part, la faute d'attention de la victime, ce dernier élément de responsabilité, atténué dans une forte mesure, ainsi que nous l'avons dit, par la circonstance que le froid et la neige qui régnaient au moment de l'accident rendaient difficiles les précautions à prendre par les passagers. Il ne concerne enfin le montant de l'indemnité à allouer

déral prononce :

ment, et le jugement rendu entre
de Neuchâtel le 6 juin/10 octobre
que l'indemnité à payer au deman-
min de fer régional Saignelégier-
200 fr., avec intérêt à 5 0/0 l'an,
lu dépôt de la demande...

suites et des faillites.)

1 DÉCEMBRE 1906.

le M. SOLDATI.

par l'Office; avis de cette décision
ainte du débiteur; rejet; recours au
plainte; confirmation.

oux.

*„ P., d'après laquelle la plainte
ours dès celui où le plaignant a
u'il attaque, ne signifie pas que le
ue du moment où l'intéressé a
de la mesure, mais qu'il part du
lacé en condition de pouvoir en
aurait dû le faire.*

*lique une présomption juris et de
l'objet est connue dès que cette
ne que l'intéressé aurait, par sa
issance, — en l'espèce, en le re-*

l'Office des poursuites de Morat,
d Renfer, à Fleurier, a notifié à
de payer 84 francs. Ce comman-
un jugement, rendu le 15 août
ge industriel de Fleurier, qui avait
nent de 60 francs, et sa femme au
ture de contrat de louage de ser-

er, Roux fit opposition, dans les
position à ce commandement de
rs sans travail, et que ma femme,
it être six semaines avant et six

semaines après ses couches sans travailler, et elle a accouché deux jours après mon départ. D'ailleurs, j'ai averti M. Renfard de remplacer un ouvrier pour deux ou trois jours, et, après cela, que je reste. »

B. Par lettre du 1^{er} septembre 1906, l'Office des poursuites de Morat avisa le débiteur que sa déclaration ne pouvait être admise comme une opposition.

Roux refusa de recevoir la lettre, à lui présentée par l'Office, et ne contenait cette communication.

L'Office continua alors la poursuite et procéda, le 2 novembre 1906, à la saisie, dont procès-verbal fut communiqué au débiteur ; celui-ci refusa, cette fois encore, de recevoir la lettre.

C. Le 10 novembre 1906, Roux porta plainte à l'Autorité de surveillance et demanda l'annulation de la saisie. Il prétendait que son opposition était régulière, qu'elle suspendait l'exécution de la saisie, d'après la disposition de l'art. 78 L. P., et que la saisie était en violation de la disposition de cet article, devait être annulée. L'Office ajoutait qu'ayant fait une opposition régulière, il était incompétent pour l'Office l'invitât à la préciser, et que c'était avec raison qu'il avait refusé la lettre que le préposé lui avait adressée à ce sujet.

D. Par décision du 24 novembre 1906, l'Autorité de surveillance rejeta la plainte. Ce prononcé est basé sur le motif que, par pli affranchi, à lui adressé le 1^{er} septembre, Roux avait obtenu le bénéfice du recours à l'Autorité de surveillance. L'Office décide que l'Office lui communiquait à cette date, et que, par conséquent, l'opposition n'était pas valable, puisque le débiteur n'avait pas la dette, mais expliquait simplement pour qu'il ne pouvait pas payer.

E. C'est contre cette décision que, par acte du 3 décembre 1906, le débiteur et plaignant a déclaré recourir au Tribunal fédéral.

.

Arrêt.

En droit : I. Bien que, formellement, le recours soit dirigé contre la saisie du 2 novembre 1906, son but est, en réalité, de faire annuler la décision par laquelle l'Office des poursuites de Morat a refusé d'admettre l'opposition du débiteur comme valable. L'Office l'a considérée comme nulle. En effet, le recourant

le en elle-même; s'il en réclame l'annulation qu'il soutient qu'il avait fait une mesure que l'on ne pouvait passer outre sans le 1^{er} septembre déjà que l'Office a décidé que la mesure ne constituait pas une opposition contre cette décision-là, que le recours est une mesure qui ne peut être qu'une conséquence de la décision portant sur la validité ou

non, dans ces conditions, l'instance cantonale est cause de tardiveté. La disposition de l'article 10 de la loi sur la plainte doit être déposée dans les délais. L'Office a eu connaissance de la mesure et que le délai ne commence à courir que lorsque l'Office a effectivement pris connaissance de la mesure. Cela signifie que le délai ne commence à courir lorsque l'intéressé a été placé en condition de connaissance, et où il aurait dû le faire. Il reste toujours réputée connue dès qu'elle est connue par l'intéressé n'en ait pas effectivement connaissance, soit involontairement, par exemple, soit volontairement, par exemple, par lettre. S'il en était autrement, il dépendrait de ne pas laisser courir le délai de connaissance de la mesure, ou en tout cas, ce qui est inadmissible.

Il est prouvé que la décision par laquelle l'Office a annulé la mesure est nulle comme nulle l'opposition du recourant. La lettre du 1^{er} septembre; il est aussi prouvé que la lettre lui a été présentée, mais qu'il a refusé de la recevoir. La notification implique une présentation, que la mesure qui en fait l'objet est connue par l'Office, lors même que l'intéressé n'en a pas pris connaissance, c'est donc que le recourant est censé avoir eu connaissance de la mesure par l'Office au sujet de son opposition. Le recours présenté par le débiteur, le 10 septembre, a été rejeté, et d'obtenir l'annulation de cette mesure,

il n'y a pas lieu d'examiner la question

me, et sur le fait que le mari n'était pas en

é suspendue à l'audience du 15 juin, ensuite
société Strauss et Winkler.

illet 1906, dame Ducret, autorisée à ester en
t du 26 juin 1906, a assigné sieur Winkler,
pris l'actif et le passif de la société dissoute
en paiement de :

légaux, dès le jour de l'accident, la somme

ès le 25 juillet 1905, à raison de 3 fr. 25 par
mutations ;

ement et de maladie, en tant qu'ils n'auraient

, dans lesquels seront compris ceux de l'ins-
juin 1906, par suite de la dissolution de la
nkler.

l'irrecevabilité de la demande, pour la raison
peut pas diriger contre la même personne
ar les mêmes motifs et ayant le même objet.
té les conséquences de l'accident.

écriture du 22 octobre 1906, déclaré que sa
ait être considérée comme une reprise de la
me offre de preuve.

15 novembre 1906, le Tribunal a déclaré la
renvoyé la demanderesse à mieux agir, et
pens.

idé sur les motifs suivants :

adue, mais non périmée, subsiste ; en consé-
est actuellement actionné pour le même objet
distinctes :

e 12 mars 1906, suspendue le 15 juin, non

par exploit du 2 juillet 1906. (C'est le 11 juillet

dès lors, irrecevable, le même objet ne pou-
parties, donner lieu qu'à une seule action.
ité ne saurait être couverte par le fait que la

demanderesse a, par conclusions du 22 octobre 1906, qu'elle entendait, par la présente instance, reprendre celle due le 15 juillet 1906. (C'est le 15 juin 1906.)

Aux termes de l'art. 310 de la loi de procédure, l'instance peut, sauf accord, inexistant en l'espèce, être reprise que par défaut d'ajournement. Enfin, pût-on passer outre à ce défaut, l'instance actuelle devrait être déclarée irrecevable pour motif.

En effet, il n'est point contesté que la demanderesse se trouve sous le régime de la communauté ; dès lors, la présente instance pouvait être intentée que par sieur Ducret personnellement, et non par arrêt de la Cour, du 12 mai 1906, mariés Köpfer contre C.

Par exploit du 27 novembre 1906, dame Ducret a appelé le jugement ; elle en demande la réforme et conclut au rejet de toutes exceptions admises par le Tribunal, à la recevabilité de sa demande, à la condamnation de Winkler aux dépens, et au renvoi de l'affaire devant les premiers juges, pour être statué sur le fond.

Elle soutient que l'exception de litispendance n'est pas recevable.

Qu'ayant déclaré formellement, devant les premiers juges, qu'elle entendait, au besoin, reprendre l'instance suspendue, l'exception de Winkler n'avait plus sa raison d'être ; que l'instance de Winkler n'est pas actionnée pour le même objet dans deux instances différentes.

En ce qui concerne l'exception relative au fait que son mari n'est pas personnellement en cause dans l'instance, l'appelant soutient qu'il s'agit, en l'espèce, d'une contestation relative à son patrimoine ; elle ;

Que l'indemnité qu'elle réclame correspond à l'incapacité de travail qui résultera pour elle de l'accident dont elle a été victime ;

Que la loi du 7 novembre 1894, modifiant le régime matrimonial, quant aux biens, lui accorde les mêmes droits qu'à une femme séparée de biens ;

Qu'à défaut de l'autorisation de son mari, elle s'est fait valablement habiliter par le Tribunal.

Winkler conclut à la confirmation du jugement.

Il soutient qu'aux termes des art. 1401 et 1421 du Code de procédure, le sieur Ducret peut seul agir ; que la loi du 7 novembre 1894 n'est pas applicable en l'espèce ;

Que l'exception de litispendance est justifiée, Winkler étant actionné pour le même objet dans deux instances distinctes.

civile stipule expressément que par acte d'ajournement, sauf ac-
ou en l'espèce.

ir sont les suivantes :

iellement une action à raison de
e et d'indemnité, pour la répara-
nt dont elle prétend avoir été
ur le compte de Winkler ?
est-elle fondée ?

contesté, que dame Ducret est
, aux Pâquis ; qu'elle travaillait
sserie de Strauss et Winkler,
s le canton de Genève, aux Aca-

dit lui être due pour salaire ;
accident qui lui serait survenu

xorde à la femme mariée, sur le
, pendant le mariage et sur les
is, les mêmes droits que ceux de
9 C. civ.) ; elle en a donc la libre
er et l'aliéner, elle peut exercer
ent du prix de son travail, avec
faut de celle-ci, avec l'autorisa-

ie Ducret n'est, en fait, que la
dont elle sera privée par le fait
ie.

personnelle à dame Ducret ; elle
ni saisie valablement (art. 7 de la
a responsabilité civile des fabri-

applicable à tous les époux do-
e soit l'époque de leur mariage.

extinction de l'action (art. 312 de la loi de procédure

le litispendance n'est pas fondée, et l'action est

ou de renvoyer la cause aux premiers juges pour
e fond.

me question :

ombe sur l'incident en première instance et sur ses
pel.

33 et 106 de la loi de procédure civile ;

1, la Cour :... Au fond, rétracte et met à néant le dit
are recevable la demande de dame Ducret...

arties devant les premiers juges pour faire statuer
au fond et sur le surplus des dépens ;

stat les parties de toutes autres ou contraires con-

BIBLIOGRAPHIE

ERISCHE JURISTENZEITUNG, REVUE SUISSE DE JURIS-
édigée par M. le Dr en droit Holliger, à Zurich,
althess et C^{ie}, éditeurs.

iblication a été choisie par la Société suisse des
organe officiel. Elle paraît tous les quinze jours,
traite des sujets juridiques d'actualité. Elle con-
un de ses numéros, un résumé de la jurisprudence
es journaux des différentes parties de notre pays
décisions du Tribunal Fédéral comme celles des
naux. Nous ne pouvons que la recommander à nos

AVIS

*avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés
et se procurer les numéros de la Semaine
tenant les arrêts ou jugements qu'ils vou-
dre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50
t de fr. 0.25 par 100, à la condition de les
'AVANCE.*

IMP. ATAR Corratier, 12, Genève.

188
20/07

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne ou son espace.

SOMMAIRE. — *Cour de cassation pénale.* Kaiser c. Union libre des fabricants de chocolat : plainte en vertu des art. 18, 24, 25, de la loi concernant la protection des marques de fabrique, etc., du 26 septembre 1890 ; chocolats ; emballages faisant croire à une fausse indication de provenance ; condamnation du prévenu ; recours en cassation ; 1° prétendue violation de l'art. 28 de la loi ; cumul de poursuites ; rejet ; 2° compétence du tribunal pénal ; art. 28, al. 1, première partie *leg. cit.* ; *forum delicti commissi* ; 3° éléments constitutifs du délit ; 4° dol du prévenu ; art. 18, 24, 25, de la loi ; rejet du recours. — *Cour de justice civile.* Mariés Trolliet-Roland c. Bonasso : incendie ; immeuble ; locataire ; réduction du loyer ; faute du bailleur ; retard dans les réparations ; art. 277, 278 C.O. ; travaux gênants ; allocation d'une indemnité. — Rochet c. veuve Hirschy : transport funéraire ; paiement ; action en restitution d'une partie du prix ; erreur ; art. 72 C.O. ; admission ; appel ; jugement rendu en dernier ressort ; absence de violation de la loi ; irrecevabilité.

COUR DE CASSATION PÉNALE

AUDIENCE DU 17 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Plainte en vertu des art. 18, 24, 25, de la loi concernant la protection des marques de fabrique, etc., du 26 septembre 1890 ; chocolats ; emballages faisant croire à une fausse indication de provenance ; condamnation du prévenu ; recours en cassation ; 1° prétendue violation de l'art. 28 de la loi ; cumul de poursuites : rejet ; 2° compétence du tribunal pénal ; art. 28, al. 1, première partie *leg. cit.* ; *forum delicti commissi* ; 3° éléments constitutifs du délit ; 4° dol du prévenu ; art. 18, 24, 25 de la loi ; rejet du recours.

Kaiser contre Union libre des fabricants de chocolat.

1. La disposition de l'art. 28, al. 1, deuxième partie, de la loi du 26 septembre 1890, concernant les marques de fabrique et de commerce, etc., ne résout nullement une question de compétence ; elle se borne à énoncer le principe que, en la matière, le même délit ne peut donner lieu à plusieurs poursuites pénales.

Au point de vue de la procédure, une exception de cette nature est soumise, à moins de dispositions formellement contraires dans la loi, aux mêmes règles que celles qui régissent les exceptions d'incompétence.

II. Constitue le délit prévu à l'art. 318, al. 3, de la loi déjà citée, non seulement le fait de munir un produit ou une marchandise d'une indication de provenance inexacte, mais aussi le fait de vendre, ou de mettre en vente ou en circulation, ce produit ou cette marchandise sous le couvert de cette fausse indication de provenance.

III. Pour résoudre la question de savoir si l'inscription du mot « Suisse » sur un emballage constitue ou non une indication de provenance, il faut se placer au point de vue du public acheteur ; ce qui est déterminant dans l'emballage examiné, ce n'est pas tel ou tel de ses détails, mais bien l'impression qu'il produit, dans son ensemble, sur la vue et l'esprit de tout acheteur, d'une manière générale.

*IV. Le dol, au sens de l'art. 25 de la loi susvisée, et par rapport au délit prévu aux art. 18 et 24, litt. *ibidem* n'est autre chose que le fait, pour l'inculpé, de savoir (comme aussi, le cas échéant, d'avoir voulu ignorer) que l'indication de provenance, dont il lui a convenu de munir un produit déterminé pour le vendre, le mettre en vente ou en circulation, ne correspond pas à la réalité ; il n'est point nécessaire, en revanche, que l'inculpé ait eu l'intention de porter préjudice à un tiers, fabricant, producteur ou acheteur.*

A. La société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) Kaiser's Kaffeegeschäft, à Viersen, près Düsseldorf (Allemagne), s'occupe essentiellement, comme son nom l'indique d'ailleurs, du commerce et de la vente au détail du café, et elle possède, suivant ce qu'elle prétend, pas moins de 1100 succursales, dont 40 en Suisse et les 1060 autres en Allemagne. Depuis 1899, elle exploite, en outre, à Viersen, une fabrique de chocolat dont elle répand les produits sous divers emballages, dont l'un, en particulier, utilisé depuis janvier 1904, présente les caractères ci-après : la face antérieure porte, en bordure, les écussons en couleur des vingt-deux cantons suisses, chacun de ces écussons étant accompagné de l'inscription, en français, du nom du canton auquel il se rapporte, et, dans le cadre ainsi formé, le paysage bien connu des bords du lac Léman dans sa partie supérieure, c'est-à-dire le château de Chillon et la rive opposée, avec, au fond, Villeneuve et la Dent du Midi ; mais, au centre, ce paysage est comme coupé, pour laisser place à un médaillon, de couleur rose à l'intérieur, duquel se détache l'écusson suisse, croix blanche (argent) sur fond rouge, dont, ici, l'éclat est rendu encore plus vif par une bordure or ; cet écusson, presque du double plus grand que les précédents, est surmonté de l'inscription, en lettres d'or et très visibles, du mot « Suisse » ; au-dessous de ce même écusson, également en lettres d'or, de dimensions toutefois légèrement supérieures à

bonne sa renommée aux produits chocolatiers ; constitue pour ces produits une indication de gé de ce nom appartient uniquement aux fabricants de la Suisse ».

te plainte, le Juge d'instruction de La Chaux-25 janvier 1906, une enquête pénale contre les Kaiser ; mais, ultérieurement, lorsqu'il eut été, le 12 juillet 1905, la dite société n'avait plus à érant » (Geschäftsführer) que le sieur Joseph ette enquête ne fut plus dirigée que contre ce a ainsi seul impliqué dans cette poursuite.

émoin, le 30 janvier 1906, le sieur Jâmes Perde la plaignante, déposa au dossier copie d'une dante avait portée, en date du 27 décembre cureur général près le Tribunal royal de Dûs-1 les gérants de la Société Kaiser, à Viersen, rt. 16 de la loi allemande, du 12 mai 1894 (zum bezeichnungen), ou, éventuellement aussi, à lemande sur la répression de la concurrence dossier, rien n'existe qui indique quelle suite cette plainte du 27 décembre 1905.

n, par voie rogatoire, le 22 février 1906, Joseph la Société Kaiser, dont il était le gérant, avait e partie de ses produits, l'emballage incriminé, les quarante succursales qu'elle possédait en r 1904, environ 20,000 plaques de chocolat du es à peu près chacune. Il rapporta que le cho-et emballage était désigné, par la Société m de « Schweizer Wappen-Chocolade », ou s suisses » (nom que la dite société avait d'ail-comme marque de fabrique, sous n° 16742, au a propriété intellectuelle, le 5 janvier 1904). Il ant d'avoir voulu induire le public en erreur du chocolat débité sous cet emballage. La ait-il, était, même en Suisse, suffisamment maison allemande, et la localité de Viersen ne être aussi complètement ignorée que le pré-e, puisque c'était là une ville d'environ 28,000 tre industriel assez important. L'emballage uivait le prévenu, — n'avait été imaginé que

d'une indication de provenance qui n'est pas réelle», admit que les faits déclarés constants par le jury constituaient, à la charge de l'accusé, l'infraction prévue aux art. 18, 24, litt. f, et 25 de la loi fédérale, souvent citée, du 26 septembre 1890, et condamna, en conséquence, Joseph Kaiser au paiement d'une amende, fixée à la somme de 600 francs (devant se convertir, à défaut de paiement, en cent vingt jours d'emprisonnement), et aux frais du procès liquidés à la somme de 89 fr. 85, frais ultérieurs réservés.

E. C'est contre ce jugement que, par acte déposé le 2/4 juin 1906, soit en temps utile, Joseph Kaiser a déclaré recourir en cassation auprès de la Cour de cassation pénale fédérale, conformément aux art. 160 et suiv. O. J. F.

Par mémoire, en date du 13/14 juin 1906, soit de nouveau en temps utile (art. 167 *ibid.*), le recourant a conclu à ce qu'il plût à la Cour :

« 1. Annuler le jugement rendu par le Tribunal correctionnel de La Chaux-de-Fonds, le 25 mai 1906, en la cause Union libre des fabricants suisses de chocolat contre Joseph Kaiser ;

« 2. Renvoyer l'affaire, pour nouveau jugement, au Tribunal correctionnel de La Chaux-de-Fonds, afin qu'il soit statué à nouveau selon les considérants de droit de l'arrêt de cassation ;

« 3. Mettre les frais et dépens à la charge de l'Union libre des fabricants suisses de chocolat ».....

Avec son mémoire, le recourant a produit copie d'une lettre adressée par lui à l'administration de la police, à Viersen, le 16 janvier 1906, dans laquelle il s'attache à réfuter l'accusation lancée contre lui par l'Union libre des fabricants suisses de chocolat, dans sa plainte, du 27 décembre 1905, au Procureur général près le Tribunal royal de Düsseldorf. Les moyens invoqués par le recourant dans cette lettre sont, à peu de chose près, les mêmes que ceux ultérieurement présentés par lui dans son interrogatoire du 22 février 1906, et qui ont été rapportés plus haut.

F. Par mémoire du 3 juillet 1906, l'Union libre des fabricants suisses de chocolat a conclu au rejet du recours comme mal fondé.....

G. Invité à s'expliquer s'il avait fait valoir devant le Président du Tribunal correctionnel de La Chaux-de-Fonds une exception basée sur l'art. 28 de la loi fédérale, le recourant a, dans un mémoire en

date du 31 août 1906, reconnu qu'il n'avait compétence, aucune exception quelconque..

Arrêt.

I. (Recevabilité du recours.)

I. Le premier moyen de recours se fonde sur la 2^e partie de la loi fédérale du 26 septembre 1906 sur la protection des marques de fabrique et des indications de provenance et des mentions commerciales, de la teneur suivante : « Les poursuites peuvent être cumulées pour le même délit. On ne peut prétendre que, puisque l'intimée avait été déclarée compétente par le tribunal de Dusseldorf, par son arrêt du 1905, adressé au Procureur général près la Cour d'appel de Dusseldorf, elle ne pouvait plus exercer son recours en Suisse.

Il est à remarquer que le recourant ne discute pas l'exception à laquelle il se réfère, mais qu'il rappelle que la compétence peut donner naissance, et que la compétence touchait à la compétence même des tribunaux. Il naitre de pareilles poursuites pénales. La disposition précitée ne résout nullement la question de compétence; elle se borne à énoncer ce principe que le même délit ne peut donner lieu à deux poursuites pénales, *non bis in idem*; en d'autres termes, elle règle l'une des conditions qui présupposent l'action pénale intentée en vertu de la loi fédérale du 26 septembre 1890, lorsque d'ailleurs aucune autre condition n'est en jeu, en décidant qu'il ne peut y avoir de poursuites pénales que sous cette condition que ce soient des poursuites pénales ayant été ou étant dirigées contre le même délit. D'ailleurs, au point de vue de la procédure, une exception de cette nature, visée par la loi, suppose des conditions que présuppose l'exercice d'une action pénale, et qui sont naturellement soumises, à moins de dispositions contraires dans la loi, aux mêmes règles que les exceptions d'incompétence...

II... Il n'est donc point établi que le tribunal de La Chaux-de-Fonds n'ait compétence. La disposition de l'art. 28, al. 1, 2^e partie de la loi fédérale du 26 septembre 1906 ne l'établit pas. Il est, au contraire, à présumer que ce mu-

handises revêtus d'une fausse indication de provenance, le législateur a entendu protéger ainsi le commerce et les consommateurs contre cette manœuvre à laquelle la concurrence déloyale se livre et qui consiste, pour mieux écouler un produit, de le munir d'une désignation destinée à tromper l'acheteur sur sa provenance. Constitue donc le délit prévu à l'art. 18,

non pas déjà le fait d'avoir muni un produit ou une marchandise d'une indication de provenance inexacte, mais bien le fait d'avoir vendu ou mis en vente ou en circulation ce produit ou cette marchandise sous le couvert de cette fausse indication de provenance. C'est bien d'ailleurs de cela que le recourant a été inculpé par l'arrêt de la Chambre d'accusation du 30 mars 1900. Il est bien là aussi la question qui fut posée au jury et résolue affirmativement, enfin c'est bien là ce que le Tribunal a retenu à la charge du recourant sans que celui-ci ait cherché à prétendre que l'arrêt de la Chambre d'accusation aurait mal formulé le chef de prévention sous lequel il était inculpé, ou que la question aurait été mal posée au jury ou mal résolue. Un tel argument dont est recours impliquerait une erreur quelconque sur un point. Dans ces conditions, il est évident que le fait d'avoir vendu ou mis en vente ou en circulation des produits munis d'une fausse indication de provenance.

En l'espèce, il n'a pas été contesté, et il est au surplus consacré par la jurisprudence, en sa qualité de gérant de la société Kaiser, le recourant a vendu ou mis en vente ou en circulation à La Chaux-de-Fonds, des plaques de chocolat revêtues de l'emballage inusité qui avait donc bien à la Chaux-de-Fonds un *forum delicti*, et c'est à bon droit que le Président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds s'est implicitement déclaré compétent pour juger la cause par son jugement au fond.

Quant au deuxième moyen de recours, de même encore que le recourant persiste à prétendre que les éléments objectifs nécessaires à la constitution du délit prévu à l'art. 18 de la loi ne se rencontrent pas en l'espèce.

Le Tribunal, en définissant « l'indication de provenance », dit qu'elle doit porter le nom de la ville, de la localité, de la région ou du pays d'où le produit est originaire. Le recourant soutient que la société Kaiser ne donne pas sa renommée aux chocolats qui sont fabriqués dans le pays, en sorte que l'on ne saurait voir dans

l'inscription de ce nom sur des paquets de chocolat de provenance au sens de la loi. Mais, cette question ou non, la Suisse donne sa renommée aux produits fabriqués dans le pays, c'est-à-dire, si ces produits ont une préférence par rapport à ceux qui sont fabriqués dans d'autres pays, n'est qu'une pure question de fait que les juges neuchâtelois ont implicitement résolue par leur décision. La Cour, dans la compétence de laquelle ne rentrent pas des questions de droit et de droit fédéral (art. 16 de la loi fédérale sur l'organisation du pouvoir judiciaire), n'aurait rien de mieux à dire. Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à l'aide desquelles le requérant s'est efforcé de combattre sur ce point le jugement qui l'a frappé (voir les arrêts sur les marques de fabrique et de commerce, etc., (1894) 447). La question aurait pu se poser, peut-être, devant les tribunaux judiciaires neuchâtelois, de savoir si, sur ce point, il n'aurait pas été préférable de prendre l'avis du jury, mais aussi de provoquer ensuite, de la part du jury, une réponse implicite; mais, ce sont là des questions de procédure cantonale et qui ne sauraient être portées devant la Cour de cassation pénale fédérale.

On peut d'ailleurs remarquer qu'en l'espèce, il n'y a pas eu en tout cas pas en présence de l'exception prévue à l'art. 2 de la loi, car il n'a même pas été, et il n'aurait pas dû être sérieusement allégué, que la Suisse fût une marque générique à l'égard des chocolats, indiquant d'une manière commerciale, la nature et non la provenance de ces produits.

Le requérant prétend encore que l'inscription sur l'emballage incriminé ne saurait être considérée comme une indication de provenance, cette indication n'étant, d'autre raison d'être, que d'accompagner l'écusson qui se trouve sur cet emballage avec les 22 autres écussons qui composent le blason de la Suisse, l'acheteur étant, par les autres indications figurées sur l'emballage, rendu attentif à la circonstance que le chocolat est fabriqué à Viersen. La question soulevée ici par le requérant est une question de droit puisque'il s'agit de savoir si les écussons sont eux-mêmes indiscutables, se caractérisent en tant que tels par le fait prévu à l'art. 18 de la loi. Pour résoudre la question, il faut évidemment se placer au point de vue du consommateur: ce qui est déterminant dans l'emballage incriminé, ce n'est pas tel ou tel de ces détails, mais bien l'impression

l'exposé des faits, le Tribunal a : 1° homologué le rapport des experts ; 2° vu l'art. 277, §§ 2 et 3, C. O., toutes compensations étant faites entre la somme de 3800 francs, allouée à Bonasso, et celle de 2212 francs par lui due aux mariés Trolliet, condamné Bonasso à payer, avec intérêts de droit, la somme de 1538 francs ; 3° débouté les parties de toutes conclusions contraires, tant principales que subsidiaires ; 4° condamné les mariés Trolliet aux dépens.

Les mariés Trolliet ont appelé de ce jugement ; ils concluent à sa réforme et à l'adjudication de leurs conclusions de première instance ; subsidiairement, ils font une offre de preuve.

Bonasso forme appel incident ; il demande que l'indemnité qui lui a été allouée soit portée de 3800 francs à 5000 francs ; subsidiairement, il fait aussi une offre de preuve. Le loyer dû par Bonasso a été arrêté à 2212 francs ; il n'y a pas appel sur ce point.

Les seules questions soumises à la Cour, par les conclusions d'appel, sont les suivantes ;

Bonasso a-t-il droit à une indemnité ; si oui, à laquelle ?

Sur le premier point : Il est incontestable qu'ensuite de l'incendie, survenu à l'immeuble le 14 novembre 1904, Bonasso a subi une diminution de jouissance ; il a donc, en tout cas, droit à une réduction de loyer ; le fait que la cause de cette diminution est un cas fortuit ne fait point disparaître l'action du locataire ; l'art. 277, § 2, prévoit précisément au contraire, ce cas fortuit.

Aux termes du § 3 du même article, le preneur a, en outre, droit à des dommages-intérêts, lorsque le bailleur est en faute. C'est avec raison que les premiers juges ont fait application de cet article.

Il résulte de la procédure, et notamment de l'expertise, que les travaux entrepris après l'incendie n'étaient pas terminés en juin 1905 ; ils ne l'étaient même pas au départ de Bonasso, en décembre 1905. S'il est constant qu'en janvier 1905, les travaux ont été momentanément suspendus d'un commun accord, il est établi qu'immédiatement après, Bonasso n'a cessé de réclamer la mise en état des locaux et la cessation du trouble.

Les autres circonstances invoquées par les appelants, pour exclure leur faute, décès de leur architecte et faillite de l'un de leurs entrepreneurs, ne sont pas opposables à l'intimé ; l'indivision d'une allée ne les dégage pas de leur responsabilité envers leur locataire en raison de l'encombrement de celle-ci. Les appelants reconnaissent qu'ils ont transformé leur immeuble, mais ils soutiennent que cette transformation n'a pas eu, pour le locataire, des

conséquences plus graves que celles d'une simple

Du moment qu'il est établi que les travaux ont été exécutés plus qu'il n'était nécessaire, peu importe la cause, l'offre de preuve des appelants n'a donc aucune portée.

Au surplus, une telle transformation ne rentre pas dans les travaux de réparations urgentes que le juge a ordonné de faire porter, aux termes de l'art. 278 C. O.

La faute des appelants est donc incontestable.

Sur le deuxième point : La somme fixée par le juge, sur les renseignements très complets fournis par l'expert, et qui comprend à la fois la réduction des dommages-intérêts, n'est pas exagérée, mais suffisante, dans les allégations de Bonasso, de fait de l'augmenter.

Sur les dépens : Bonasso succombant dans son appel, il y a lieu de laisser à sa charge une partie de ses dépens.

Par ces motifs, la Cour... Au fond, confirme l'arrêt de la Cour de cassation, en ce qu'il a statué sur les art. 106, 109 et 363 loi de procédure civile.

Condamne les appelants aux trois quarts des dépens, l'intimé, laisse à la charge de celui-ci le quart des dépens, et, à la charge des appelants, leurs propres dépens.

AUDIENCE DU 23 FÉVRIER 1907.

Présidence de M. MORIAUD.

Transport funéraire ; paiement ; action en restitution ; erreur ; art. 72 C. O. ; admission ; appel ; pourvoi en cassation ; dernier ressort ; absence de violation de la loi ; irrecevabilité.

Rochet contre veuve Hirschy.

La personne qui a payé, par erreur, des frais de transport funéraire est recevable à en réclamer la restitution, alors qu'aucun contrat n'était intervenu entre elle et le transporteur qu'elle avait mise en œuvre.

Le 6 septembre 1905, Rochet a transporté, de son domicile à celui de la veuve Hirschy, le corps de sieur Hirschy ; il a réclamé la somme de 100 francs, laquelle lui ont été payés par dame Hirschy.

Par exploit du 10 mai 1906, dame Hirschy a demandé le paiement de 100 francs, à titre de restitution de la somme payée en trop, sous réserve d'amplifier la demande par la suite de la demande.

Par ordonnance du 13 novembre 1906, le Tribunal a admis l'offre de preuve, formulée par dame Hirschy, et a statué, le 13 juin 1906, estimant que les faits offerts en preuve par elle étaient prouvés.

concluants, et tendent à établir que, c'est par erreur que dame Hirschy a payé une somme qu'elle ne devait pas. Des enquêtes ont eu lieu. Dame Hirschy a, sur le vu des enquêtes, amplifié sa demande et l'a portée à 165 francs.

Par jugement du 15 janvier 1907, le Tribunal a condamné Rochet à payer à dame Hirschy, à titre de restitution, la somme de 165 francs et les dépens. Ce jugement est fondé sur les motifs suivants :

Dame Hirschy a rapporté la preuve qu'elle avait offerte.

Le Tribunal admet, *en fait*, que c'est par erreur que veuve Hirschy a payé la somme de 375 francs. Les enquêtes ont établi, de façon péremptoire, que le prix du transport qu'a effectué Rochet peut être évalué de 185 francs à 210 francs. Il est inadmissible que Rochet puisse impunément réclamer, pour un travail qui vaut 210 francs, une somme de 375 francs, accusant un bénéfice illégitime de 165 francs. Les deux réquisits de l'art. 72 C. O. étant établis, la demande est fondée. Rochet a appelé, tant de l'ordonnance préparatoire du 13 novembre 1906, que du jugement du 15 janvier 1907. Il soutient que ces jugements consacrent une violation des art. 1 et 72 C. O.

Dame Hirschy conclut à l'irrecevabilité de l'appel et à la condamnation de l'appelant aux dépens d'appel. La question soumise à la Cour est la suivante : L'appel est-il recevable ?

Il n'est pas articulé que le jugement du 13 novembre 1906, qui a ordonné des enquêtes, consacre une contravention expresse au texte de la loi. Quant au jugement du 15 janvier 1907, il est établi qu'aucun contrat n'est intervenu entre les parties, qu'aucun prix n'a été convenu entre elles, qu'à aucun moment les parties n'ont manifesté, d'une manière concordante, leur volonté réciproque, ni expressément, ni tacitement, qu'elles ne se trouvent pas dans le cas de l'art. 1 C. O. Il est démontré que dame Hirschy s'est adressée à l'administration municipale de Genève, laquelle a mis Rochet en œuvre. Il est établi, en fait, comme le Tribunal l'a admis, que dame Hirschy a payé, par erreur, ignorant le prix normal du transport d'un corps de Genève à Rolle, une somme de 375 francs, alors que le prix est de 210 francs au maximum. Le Tribunal a fait une juste appréciation des faits et application de la loi. Le jugement dont est appel ne consacre aucune contravention expresse au texte des art. 1 et 72 C. O. Vu les art. 106, 362 et 501, § 4, loi de procédure civile; Par ces motifs, la Cour déclare irrecevable l'appel des jugements des 13 novembre 1906 et 15 janvier 1907...

« Renvoyer le demandeur à actionner le défendeur devant le tribunal de son domicile légal ;

« Condamner le demandeur aux frais. »

C. Par jugement issu de délibération en date du 4 mai déposé au greffe le 21 juillet suivant, le Tribunal de Neuchâtel a écarté comme mal fondée l'exception soulevée par Magron, s'est en conséquence déclaré compétent en la cause et a condamné Magron aux frais et dépens de l'incident.

D. C'est contre ce jugement que Magron a, par un acte en date du 25 août 1906, déclaré recourir au Tribunal fédéral par la voie du recours de droit public, concluant à l'annulation du jugement sous suite de tous frais et dépens...

E. Par mémoire du 18 septembre, l'intimé Alphonse Magron a conclu au rejet du recours, principalement comme il est mal fondé, subsidiairement, comme mal fondé.

F. Par ordonnance en date du 29 septembre et sur le recours, le Président du Tribunal fédéral a prononcé de mesures provisionnelles, la suspension du procès au même temps que la suspension des poursuites exercées par l'intimé contre le recourant pour obtenir paiement de la liste de frais relative à cet incident, le tout jusqu'à décision sur le présent recours.

Arrêt.

En droit : I. La première exception d'irrecevabilité, soulevée par le recours par l'intimé, consiste à prétendre que le délai prévu à l'art. 178, ch. 3, O. J. F., ne partant pas tout au plus de la communication même du jugement (ou de la décision, si l'arrêt est attaqué, et courant, au contraire, dès l'ouverture du jugement, lorsque cette ouverture ne se confond point avec la communication proprement dite du jugement (arrêt du Tribunal fédéral, du 25 septembre 1902, en la cause Corboz et Bolle et Cie, *Rec. off.*, XXVIII, 1, n° 60, consid. unique, le recours de Magron aurait dû, pour être exercé en temps utile, être interjeté dans les soixante jours dès le 4 juin 1906, laquelle le jugement, dont il s'agit en l'espèce, a été rendu par le Tribunal cantonal. Cette exception, toutefois, n'est pas fondée.

En effet, la jurisprudence résultant de l'arrêt sus-rapporté est précisée dans l'arrêt du Tribunal fédéral, du 18 mars 1907, en la cause Käsermann et consorts c. Cour d'appel et de cassation.

canton de Berne, *Rec. off.*, XXIX, 1, n° 8, consid. unique, page 34, en ce sens que le délai de recours de l'art. 178, ch. 3, O. J. F., commence à courir du jour où le jugement (la décision ou l'arrêté) attaqué a, par l'effet du droit cantonal, pris date à l'égard du recourant. Il y a lieu ainsi de rechercher, en l'espèce, et au regard du droit neuchâtelois, à partir de quel jour le jugement dont s'agit a pris date envers le recourant. Or, des art. 5, 6, 7 et 3, al. 3, de la loi cantonale du 23 novembre 1882, modifiant l'organisation judiciaire, 312 et suiv., 332 et suiv. (en partie, 334, 337, al. 2, 338, 339 et 341), 368 (bien qu'abrogé depuis l'entrée en vigueur de la loi sus-indiquée, du 23 novembre 1882, qui a supprimé, dans le canton de Neuchâtel, l'institution de la Cour d'appel), 394 et 408, al. 2, C. pr. civ. neuchâtelois, il résulte qu'un jugement rendu par le Tribunal cantonal ne prend date, à l'égard des parties, du jour même de l'audience, que si, à cette audience, et en présence des parties, il a été fait *lecture* de ce jugement *in extenso*, en son dispositif et en tous ses motifs, tandis que, si le jugement n'est pas *rédigé* séance tenante, pour être lu aux parties ainsi qu'il vient d'être dit, il ne prend date qu'à partir du septième jour dès l'audience, s'il a été déposé au greffe dans l'intervalle, ou si, exceptionnellement, ce dépôt ne peut avoir lieu, dans ce délai, qu'à partir du jour où les parties ont été avisées par le greffe que ce dépôt était opéré.

En l'espèce, le jugement attaqué n'a été arrêté, à l'audience du 4 juin 1906, qu'en son dispositif; il n'a été rédigé que beaucoup plus tard, et déposé que le 21 juillet; c'est donc à partir de ce moment-là seulement que le greffe a pu aviser les parties de ce dépôt, et le délai prévu à l'art 178, ch. 3, O. J. F. n'a pu commencer à courir, au plus tôt, que dès ce jour-là aussi, en sorte que le recours interjeté le 25 août a été formé en temps utile.

II. En second lieu, l'intimé a conclu au rejet du recours, comme irrecevable, parce que, à celui-ci, le recourant n'avait joint, ni expédition, ni copie digne de foi du jugement attaqué, contrairement à ce qu'il aurait dû faire pour se conformer à la jurisprudence du Tribunal fédéral en cette matière. L'intimé, toutefois, paraît ignorer que, dans sa jurisprudence la plus récente, le Tribunal fédéral n'exige plus la production du jugement (de la décision ou de l'arrêté) attaqué comme une condition de la validité même du recours, ne considérant plus cette production comme nécessaire à l'énoncé même des moyens du recourant (art. 178, 3, O. J. F.), et

AUDIENCE DU 30 JANVIER 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Ouvrier; accident professionnel; blessure à l'œil; action en dommages-intérêts; rejet; absence prétendue d'incapacité permanente; recours; art. 6 loi du 25 juin 1881; évaluation de l'indemnité; effets d'une diminution de la capacité visuelle; réforme; allocation d'une indemnité.

Maggi.

I. Pour déterminer l'indemnité à allouer pour diminution de la capacité de travail, il n'y a pas lieu de prendre uniquement en considération le fait que le lésé a gagné, postérieurement à l'accident, un salaire égal ou rapproché de celui qu'il touchait auparavant, il faut examiner, en outre, les modifications apportées à l'intégrité corporelle et fonctionnelle du blessé et l'influence défavorable que ce nouvel état de choses peut exercer sur la capacité de travail du lésé, ainsi que la valeur de cette capacité sur le marché.

II. L'ouvrier qui a subi une diminution sensible de l'acuité visuelle d'un de ses yeux subira, du même coup, une perte dans sa personnalité sur le marché de la concurrence du travail.

Mariano Maggi, né en 1871, marié, était occupé comme maçon par l'entrepreneur Binaghi, à Sainte-Croix, au commencement de mai 1905; il gagnait 45 centimes par heure de travail.

Le 2 mai 1905, Maggi a été victime, pendant qu'il travaillait pour le compte de Binaghi, d'un accident de travail, un éclat de la pierre qu'il façonnait l'ayant atteint à l'œil gauche, dont la cornée fut légèrement lésée, et portait, le 15 mai et le 19 juin, suivant la déclaration du docteur Verrey, une petite cicatrice.

Le 15 mai déjà, Maggi avait repris son travail, et, le 31 du même mois, il avait reçu de l'Assurance mutuelle vaudoise, pour le compte de Binaghi, la somme de 15 francs, à titre d'encouragement, « pour avoir recommencé à travailler, d'une façon complète, le 15 mai au matin ».

Le 2 juin suivant, Maggi quitta son patron Binaghi, ensuite de congé abrupt de la part de ce dernier, au dire du demandeur Maggi, et, suivant le défendeur, par le motif que le dit demandeur exigeant le paiement d'une indemnité, il ne pouvait plus être question de la reprise du contrat de louage de services. Aucun témoin n'a d'ailleurs été entendu sur ce point.

Trois expertises sont intervenues en la cause, savoir celles des docteurs Eperon, du 21 juillet 1905, et Gonin, du 31 mai de la même année, provoquées toutes deux par l'Assurance mutuelle

vaudoise, et le rapport du docteur Verrey de Maggi.

L'expertise du docteur Eperon est : « constate, à l'œil gauche de Maggi Maria cinq dixièmes environ, sans verre. Cinq dixièmes avec un léger verre de myope. dû à la petite opacité cornéenne paracornéenne (l'œil droit étant normal) à une vue incomplète, sans invalidité permanente. »

Dans son rapport du 16 mai 1905, le docteur le 11 du dit mois, Maggi était atteint d'une lésion de la cornée gauche ; qu'elle ne constituait un travail, réserve faite de la légère diminution de vue pour conséquence ; que l'acuité visuelle était de quatre dixièmes, et qu'il est à prévoir qu'elle sera remontée à cinq dixièmes ou à six dixièmes, l'œil droit étant resté tout à fait normal. Le docteur Gonin, à s'attacher à une invalidité temporaire, plus se justifie-t-il d'admettre une invalidité de 20 % pendant une quinzaine de jours.

Dans son rapport complémentaire du 19 mai, le docteur constate, après nouvel examen du blessé, que l'acuité visuelle de celui-ci est effectivement remontée, en ce qui concerne l'œil gauche, à cinq dixièmes de la normale. Le rapport conclut que, dans ces conditions, le travail peut être repris, à condition qu'il ne subsiste pas d'invalidité permanente.

Le docteur Verrey, dans sa déclaration du 19 mai, qu'il a examiné Maggi les 15 mai et 19 mai, déclare que, de ces dates, le blessé, dont l'acuité visuelle était normale à l'œil gauche, était porteur d'une lésion de la cornée de cet œil ; que, le 19 juin, l'acuité visuelle était de 0,4 et que le dit docteur avait conclu à une invalidité permanente de capacité de travail de 20 %.

A l'époque du jugement de la Cour civile, le blessé, en recourant Maggi travaillait de son métier de charpentier, à Yverdon, où il gagnait 1 franc 50 c. à l'heure.

Par exploit du 19 janvier 1906, Maggi Binaghi, devant la Cour civile du canton de Vaud, concluant à ce qu'il lui plaise condamner

et légal sur 2100 francs,
ants étant réclamés pour
ions faites à Lausanne et

de ces conclusions, et la
ent du 29 novembre/4 dé-

epoussées, sous la réserve
a somme de 38 francs, —
ndeur, — pour transports
y.

, admises.

tous frais et dépens du

ar les motifs suivants :

oute n'a été constatée, ni
mai 1905, a été indemnisé
il pouvait avoir subie, par
né quittance à l'assurance
permanente de travail, il
ttendu que le lésé percevait
er, un salaire de 43 centi-
e 40 centimes l'heure au
médicales au dossier, —
ur, — établissent que la
nature à porter atteinte à
u lésé. Rien, dès lors, ne
ion résultant de l'accident,
nt ainsi le placer, à aucun
sur le marché de la con-
ne pourrait avoir aucune
postérieurement dans les
mal. Maggi n'a pas prouvé
l'a congédié abruptement
mettre plutôt la version du
linaghi explique, en disant
ent d'une indemnité, il ne
le contrat de louage de
en droit de réclamer de sa
de 38 francs, pour trans-

ffert de ce chef par le lésé, toute perte subie
ent dans le capital, représenté par la valeur de
nt de vue économique, sont assimilables, dans
u moins considérable, à une diminution de sa
1 sens de la loi. Il y a lieu, dès lors, de se de-
cornéenne causée à M. Maggi, ensuite de l'ac-
ie diminution du capital représenté par le dit
e question doit, contrairement à la manière de
le jugement de la Cour cantonale, recevoir une
. Il convient d'observer d'abord qu'il rentrait
s experts médicaux d'examiner si une diminu-
ielle s'était produite chez le demandeur, et les
nt examiné Maggi se sont prononcés affirmati-
it ; ils ont admis que cette diminution s'élève,
moitié de la puissance visuelle normale ; ces
nt, en outre, unanimes à reconnaître que, si cet
'atténuer avec le temps, il ne disparaîtra jamais
lète. Toutefois, la majorité des mêmes experts,
gré la lésion signalée, à l'inexistence de toute
nte, — alors que leur collègue docteur Verrey
rd, une diminution de 2 0/0, — paraissent avoir
es de leur mission. En se livrant à cette appré-
effet, tranché une question présentant une face
dique. Il est, au contraire, indéniable qu'un
me diminution sensible de l'acuité visuelle d'un
du même coup une perte dans la valeur de sa
narché de la concurrence du travail. Il est clair
pourront éprouver du scrupule à occuper un
plus utiliser, même pour un travail peu délicat,
vision normale. A cette considération s'ajoute
ntestable que toute lésion ultérieure d'un des
, même si cette lésion n'a pas été causée par
uel constaté, sera de nature à porter à la capa-
ouvrier se trouvant dans ces conditions, une
plus considérable que ce n'aurait été le cas s'il
on, au moment du dit accident, d'une puissance

itonale, en ne tenant pas compte des éléments
de son appréciation de l'influence exercée par
ur la capacité de travail et le gain du deman-

17 août 1906, à la partie gagnante, la dame Gingen Aguet.

Cette expédition était nécessaire, parce que c'était portait condamnation des parties Brand, Bron et Brun dépens de première instance.

Les dépens faits devant la Cour ont été réglés.

Par exploit Pahud, huissier, du 12 septembre 1906 Gingen et l'avocat X, agissant conjointement, ont fait Brand, Bron et Brunschwig, distinctement, l'arrêt de 23 juin 1906, dont l'expédition du 17 août 1906 était mains, et ils ont fait sommation aux trois parties, ci-citées, d'avoir à se conformer à cet arrêt, et notamment payer immédiatement à madame Gingen, divorcée Aguet de 253 fr. 60, pour frais taxés de première instance, l'expédition d'arrêt de la Cour et frais de la présente signification.

La condamnation aux frais n'étant pas prononcée sur chacune des trois parties condamnées n'était tenue pour un tiers.

Le 24 septembre 1906, la dame Gingen a fait commandement sur Bron d'avoir à lui payer 84 fr. 50, pour un tiers des frais de première instance et un tiers des frais d'expédition et de signification de l'arrêt de la Cour (poursuite n° 9904).

Bron a fait opposition à ce commandement en temps utile.

La dame Gingen a demandé mainlevée de l'opposition. Par jugement du 30 novembre 1906, le Tribunal a repoussé la demande de mainlevée, par le motif que Bron justifiait, par titre créancier de la dame Gingen d'une somme supérieure à celle réclamée par celle-ci et que, par conséquent, la compensation était due par compensation, à due concurrence.

Il existe, en effet, au profit de Brand, Bron et Brunschwig la dame Gingen, une poursuite, n° 10865, avec commandement de payer, resté sans opposition, du 26 septembre 1906. et un verbal de saisie infructueuse, du 27 octobre 1906.

Le 7 décembre 1906, la dame Gingen et l'avocat X. ont fait à la Cour une requête exposant que la minute de l'arrêt du 23 juin 1906, n'était pas conforme, en ce qui concerne la répartition des dépens, à ce qui avait été prononcé en l'arrêt du 23 juin 1906, et demandant que la minute et l'expédition de cet arrêt soient rectifiées en ce sens que la distraction des dépens s'applique non aux dépens de première instance qu'à ceux d'appel.

la question, la Cour a constaté qu'en effet, la n'était pas, sur le point signalé, conforme à ce noncé en audience publique ; qu'elle limitait la épens aux dépens d'appel, tandis que cette distrac- onnée pour tous les dépens sur lesquels la Cour 'est-à-dire pour tous les dépens de première ins-

constatée n'était pas une erreur des juges, ire, une erreur de l'écrivain de la minute, qui crit exactement le prononcé des juges.

ic lieu ni à une instance en revision, ni même à de la nature de celles prévues par l'art. 322 pr. i lapsus d'écriture, à réparer par un renvoi en ue la Cour a admis, et c'est ce qui a eu lieu. C'est admis le Tribunal fédéral dans une affaire Belz e Caen, du 18 mars 1899, (Voir avis du Tribunal s 1899.)

à la date du 2 janvier 1907, M^e X., agissant, il, et en son nom personnel, a fait notifier à idement de payer 84 fr. 90, pour un tiers des instance, portés en l'arrêt de la Cour du 23 iers des frais d'expédition et de signification du e n^o 20975).

osition à ce commandement ; M^e X. en a demandé basant sur l'arrêt du 23 juin 1906 et sur les

sé à la mainlevée, en alléguant que les dépens de : n'avaient pas été distraits en faveur de M^e X. on dire, il produisait l'acte de signification de i le 12 septembre 1906.

it par la production de l'expédition, complétée marge, comme il a été dit plus haut.

alement une seconde notification de l'arrêt, faite Brunschwig, par acte Bertrand, huissier, du 19 la requête de : 1^o dame Gingen ; 2^o M^e X., avo- ntification portait sommation à Brand. Bron et ir à payer à M^e X., en faveur de qui ils avaient épens de première instance, ainsi que les frais ux d'une seule signification de l'arrêt.

n 25 janvier 1907, le Tribunal a refusé la main-

LA

SEMAINE JUI

JOURNAL DES TRIB
(JURISPRUDENCE SUISSE E

PARAISANT A GENÈVE TC

Adresser les lettres, communications et d
à M. Henry PATRY, Fronten

15 fr. par an pour toute l

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX

Les ANNONCES sont reçues chez MM.

Corraterie

10 millions la ligne en 100 caractères

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Compagnie La Na domestique blessé; action contre le patron en ve. suiv. C. O.; admission; recours du patron cor recours au Tribunal fédéral de l'assureur; déchéa dans la déclaration d'un accident; défaut d'excuse réforme; déboutement du demandeur. — *Kratz* passant sourd; accident mortel; action des hériti recours; art. 9, 11 Concordat concernant la circu cycles en Suisse, du 16 novembre 1906; absence d mation — *Cour de justice civile* Dussey c. Parer indemnité; art. 50, 53, 54 C. O.; refus; légitime déboutement; appel; nouvelles enquêtes; absence bilité de l'art. 53; réforme; admission de la dema quoti é adjugée. — *Francillon* c. Lachenal: p droit de rétention; déboutement; appel, 1^{er} violat du droit de rétention; marchandises; recevabilité pliciaire du demandeur; renvoi à l'instruction. —

TRIBUNAL FÉDÉL

AUDIENCE DU 25 JANVIE

Présidence de M. JÄGER

Cheval; domestique blessé; action contre le et suiv., 110 et suiv. C. O.; admission; son assureur; admission; recours au Tribu déchéance de l'assuré en cas de retard da cident; défaut d'excuse du demandeur] déboutement du demandeur.

Compagnie La Nationale Suisse

I. La clause de police d'assurance, q perd tout droit à une indemnité du chej ne l'a pas déclaré dans un certain déla d'illicite ou d'immoral et est parfaitem cipe. Une pareille clause doit, toutefois, e

foi, et la perte des droits résultant du retard ne doit être admise que si ce retard provient d'une faute ou d'une négligence.

II. L'assuré, signataire d'une police d'assurance collective pour ses ouvriers, n'est pas excusé par le fait seul que son employé, victime d'un accident, ne l'a pas informé de cet événement et qu'il n'en a pas eu connaissance par lui. L'absence de l'avis, de la part de l'employé, n'exclut pas la possibilité d'une faute de la part du maître.

III. C'est au demandeur assuré, qui n'a pas avisé la compagnie dans le délai contractuel, qu'il incombe de prouver qu'il n'y a pas eu faute de sa part dans cette omission.

En fait : A. Le 28 août 1903, un nommé Burri, domestique du demandeur Rueff, marchand de bestiaux, a été la victime d'un accident ; il conduisait le cheval de son maître lorsque, subitement effrayé par l'approche d'un train, cet animal, reconnu vicieux, s'est emporté. Burri a été malade plusieurs mois des suites de cet accident et a ouvert action à son patron à raison des art. 50 et suiv. et 110 et suiv. C. O.

Par jugement du 6 février 1906, Henri Rueff a été condamné à payer à son domestique une somme de 2000 francs, à titre d'indemnité.

B. Rueff était au bénéfice d'une assurance collective contre les accidents d'exploitation, conclue le 15 novembre 1903, par police n° 20131, auprès de la Compagnie d'assurances « Nationale Suisse », à Bâle. Cette police lui garantissait l'assurance de ses ouvriers, contremaîtres et surveillants employés à son commerce de chevaux ; elle s'étendait aux accidents survenus dans l'exploitation.

Rueff ayant, sans succès, dénoncé à la compagnie le litige pendant entre lui et son domestique Burri, à la réception de la demande, suivit lui-même au procès, sous réserve de tous ses droits ; puis, il réclama à la « Nationale Suisse », par demande du 18 mai 1906 :

a) L'indemnité payée à Burri.....	Fr. 2000 —
b) Le montant de la liste de frais.....	» 329 45
c) La note d'honoraires de son avocat.....	» 394 05
d) A titre de supplément de dommages-intérêts..	» 150 —
Total	Fr. 2873 50

C. La Compagnie conclut à libération, excipant de la déchéance, qu'aux termes de l'art. 14 de la police le demandeur aurait encourue. Cet article est ainsi conçu :

« § 14. *Déclaration de l'accident.* Lorsqu'il est constaté, par le médecin qui soigne le blessé, que l'accident est dû à une faute de la part de l'assuré, l'assuré doit le porter à la connaissance de la compagnie d'assurance immédiatement après l'événement qui l'a causé. La déclaration doit être exacte. La compagnie d'assurance est responsable des conséquences d'une déclaration fautive. Pour le cas où cette déclaration est faite dans les quatorze jours à partir de l'accident, la compagnie d'assurance est tenue à une indemnité, du chef de l'accident dont il s'agit ».

Le demandeur Rueff n'ayant informé la compagnie d'assurance qu'un accident survenu à son employé le 28 août 1903, le 19 mai 1904 serait, aux termes de cet article, déchiré la police.

D. Le demandeur a opposé à cette exception que par l'exploit du 24 janvier 1904, immédiatement communiqué à la compagnie d'assurance, il n'y a donc eu, conclut-il, pas faute de sa part.

E. Par jugement du 6 octobre 1906, le Tribunal de Neuchâtel a condamné la Compagnie d'assurance suisse à Bâle, à payer à Henri Rueff la somme de 100 francs, avec intérêt au 5 % dès le 19 mai 1906, et à la charge de la défenderesse.

.....
F. La Compagnie a recouru.

Arrêt.

En droit : I. Le demandeur n'a pas établi la validité, de la clause du contrat d'assurance « d'assuré », et qui l'oblige, comme tel, à déclarer l'accident, dans les quatorze jours, à la compagnie d'assurance, l'employé aurait été la victime. Il n'a pas prouvé que l'accident, à raison duquel le maître a été indemnié à son domestique, s'est produit le 28 août 1903. Il n'est que par lettre du 3 février 1904 que l'assuré a donné connaissance de la compagnie, soit plus de deux mois après cet événement.

Ainsi que le Tribunal fédéral l'a jugé, sous l'empire de la loi constante, une clause de police d'assurance perd tout droit à une indemnité du chef de l'accident, si l'assuré n'a pas déclaré dans un certain délai, n'a en

est admissible en principe. (*Rec. ; ibid.* XXII, page 860, et *ibid.* a, incontestablement, un intérêt tout possible d'un accident. Mais, le tribunal a constamment admis aussi que des faits de cette nature doivent être interprétés de bonne foi s'oppose à ce que l'on impute aux contractants, le seul fait du retard, d'un avis, ou d'une pièce, doive être attribué à des causes de ce retard. Le tribunal n'attribue cet effet au retard que dans le cas d'une négligence.

Le tribunal déclare expressément, qu'il a admis, en fait, que c'est par la décision du 24 janvier 1904 que le tribunal a déclaré que l'accident survenu à son domestique est dû à ce fait qu'il n'y a pas de preuve que, sitôt informé, a déclaré responsable.

La décision cantonale n'est pas concluante. Elle a déjà été jugée dans un cas analogue, d'assurance collective pour ses membres, le seul fait que son employé, victime de cet événement et qu'il n'en a pas été avisé. (*Rec. off.*, XXIII, page 1839). Cet avis, n'exclut pas la possibilité d'un retard. En s'engageant à porter à la connaissance de la compagnie tout accident, « immédiatement et en se rendant responsable de la décision tardive de l'accident », le contrat impose des obligations spéciales ; ainsi, la compagnie doit prendre des mesures spéciales pour prévenir les accidents qui surviendraient à son service ; elle doit, par exemple, avoir de l'avis de tout accident ; elle doit, en cas d'un accident survenu à l'un de ses membres, supposer l'existence d'un retard et prendre des mesures nécessaires pour avoir des renseignements et remplir ses obligations vis-à-

C'est au demandeur assuré, qui n'a pas le délai contractuel, qu'il incombait de prouver la faute de sa part dans cette omission. Or, ni même allégué, avoir pris une mesure même de remplir son obligation de déclarer à la compagnie ; il n'a pas prétendu avoir porté à sa connaissance les accidents et il n'a pas prouvé non plus que c'est sa part qu'il est demeuré dans l'ignorance de son domestique le 28 août 1903. Sa manière, une négligence caractérisée. Il résulte, après l'accident du 28 août 1903, le demandeur a été victime d'un second accident ; il a été blessé aux Eplatures. Il ressort des témoignages que ces accidents ont été connus par des tiers. Le témoin Brunner, domestique du demandeur, n'a pas été mise en doute, — a déclaré à son maître qu'il était arrivé un malheur à son domestique. Cette affirmation du fait que, dès le lendemain de l'accident, Burri a définitivement quitté le service du demandeur, s'explique comment il se fait que ce dernier, auprès de son domestique des suites de l'accident, de son incapacité de travail, incapacité de travailler du 1^{er} septembre au 31 octobre. Le fait, ayant eu connaissance de l'accident du demandeur, enquis de ses conséquences, prouve jusqu'à épuisement de ses devoirs à l'égard de ses domestiques.

Le procès de Burri contre son patron, ordinaire, a été précédé d'une première devant les conseils de prud'hommes. La demande au salaire, ascendait, au début de cette procédure, à 500 francs ; elle a été élevée en cours d'instance d'une demande d'indemnité, pour responsabilité des accidents des 28 et 31 août. La compétence limitée à 500 francs, la cause a été renvoyée devant les tribunaux ordinaires. Le Président du Tribunal des prud'hommes a déclaré qu'il est vrai, que cette amplification des demandes, sans que M. Rueff ait été nanti de la demande, n'est néanmoins établi par les pièces que, pour les salaires, les parties ont discuté de leur

ibunal des prud'hommes ; il paraît fort étrange
cette discussion, l'intimé n'ait pas cherché à
racterement sur les griefs de son ancien domes-

, faite que l'intimé n'a pas prouvé que c'est sans
e de sa part qu'il n'a pas été en état de déclarer
à son employé avant le 24 janvier 1904 ; il doit
séquence de déchéance prévue par l'art. 14 de la

le Tribunal fédéral prononce : Le recours en
uis, et ce jugement est réformé en ce sens que les
mandeur Rueff sont repoussées dans leur tota-

UDIENGE DU 23 NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. JÄGER

it sourd ; accident mortel ; action des héritiers ;
.; rejet ; recours ; art. 9, 11 Concordat concernant la
utomobiles et des cycles en Suisse, du 16 novembre
faute du conducteur ; confirmation.

Krattiger contre Schætzel.

*ont une personne a été victime de la part d'une
rait entraîner de responsabilité pour le conduc-
r, alors que, expérimenté et prudent, il était
se, qui était modérée, avait ralenti sa machine
aux réglementaires au moment où la victime,
irection parallèle à la sienne, a changé subite-
ur traverser devant la voiture.*

*personne se précipite immédiatement devant une
tant à huit ou neuf kilomètres à l'heure, il est
npossible d'arrêter le véhicule à temps, quelle
nce des freins dont on dispose et quel que soit le
ducteur.*

2 mai 1905, le docteur Schætzel, accompagné de
, en automobile, la rue de la Charrière, à La
A un moment donné, il croisa deux chars qui,
x du docteur, s'étaient rangés réglementairement
e et avaient pris la droite de la route.

dame Marianne Kurz, aide-ménagère, âgée de
ans et demi, dure d'oreille, marchant avec peine,

ayant voulu traverser la route, a été atteinte par les roues de l'automobile et jetée à terre. Elle mourut le lendemain.

B. Estimant que l'accident a été causé par le fait du docteur Schætzler, conducteur de l'automobile, Jean, gendre de la défunte, a intenté à celui-ci une action en intérêts, fondée sur les dispositions des art. 50 et suivantes de la loi cantonale d'adhésion au « Concordat de circulation des automobiles et des cycles en Suisse » du 15 novembre 1903, et a conclu à ce qu'il plaise aux tribunaux :

1° « Condamner le docteur Henri Schætzler à payer à la défunte la somme de 3000 francs, ou ce que justice connaîtra.

« 2° Condamner le docteur Henri Schætzler à tous dépens. »

Le défendeur a contesté l'applicabilité de l'art. 50 C. O. la faute ne lui étant imputable ; il a, subsidiairement, invoqué l'art. 2, C. O., en alléguant une faute de la victime et a conclu à libération, avec dépens.

C. Par le jugement du 8 mai 1906, dont est recouru, le tribunal cantonal de Neuchâtel a déclaré la demande mal fondée, considérant qu'il résultait d'une série de faits, qui seront rapportés autant que de besoin, dans la partie « droit » du présent arrêt, que le défendeur n'a pas contrevenu aux dispositions de l'art. 50 C. O. concernant la circulation des automobiles et des cycles, que le conducteur de l'automobile est resté constamment à une vitesse qui n'a, en tout cas, pas dépassé dix kilomètres à l'heure ; qu'il a ralenti le moteur et donné des signaux convenables dès qu'il a aperçu les chars qui s'avançaient de face ; qu'il les a croisés à droite ; qu'il n'est pas démontré que Schætzler ait vu dame Kurz à une distance suffisante pour lui permettre d'arrêter sa machine, et qu'il y avait, du reste, un espace suffisant entre les chars et l'automobile pour permettre de cheminer sans danger entre eux ; que l'accident doit être attribué au fait que dame Kurz, en entendant un coup de feu, s'est jetée devant l'automobile, au lieu de continuer sa route ; que le défendeur n'a commis ni négligence, ni imprudence, et qu'en conséquence l'art. 50 C. O. ne peut trouver application en la cause.

D. Le demandeur a recouru...

Arrêt.

En droit : I. Dans son recours, le demandeur relat

en reprenant les termes mêmes du jugement, qu'il déclare conformes au dossier ; il dit : « Dame Kurz arrivait face aux chevaux, dans le même sens que l'automobile, à laquelle elle tournait le dos. Ne pouvant passer plus à droite (des chars, soit à sa gauche), les voitures étant au bord de la route, et aucun trottoir n'existant en cet endroit-là, elle a passé devant la tête du premier cheval et s'est mise à traverser la route en biais. Pendant qu'elle exécutait cette manœuvre, elle fut atteinte par l'automobile, dont les roues de droite lui passèrent sur le corps, alors qu'elle avait déjà presque complètement traversé la route. »

Basé sur cet état de fait, le demandeur entend faire découler la faute, et par conséquent, la responsabilité du défendeur, de trois omissions dont celui-ci se serait rendu coupable ; il estime qu'en n'en tenant pas compte, l'instance cantonale a apprécié les points de fait d'une manière qui, juridiquement, est erronée. A son dire, le défendeur a commis une première faute, en n'arrêtant pas son moteur ; en second lieu, il a manqué d'attention suffisante ; et, enfin, il n'a pas dépassé dame Kurz à gauche, comme il aurait dû le faire, mais il a cherché à lui couper la ligne, en passant devant elle, alors qu'elle traversait la route. En agissant comme il l'a fait, le conducteur de l'automobile a, d'après le recourant, violé des dispositions expresses du concordat intercantonal concernant la circulation des automobiles et des cycles érigé en loi dans le canton de Neuchâtel.

La question à juger est donc celle de savoir si le défendeur s'est rendu coupable d'une de ces omissions-là, ou, d'une manière toute générale, s'il n'a pas pris les mesures de précaution qu'on est en droit d'exiger de tout conducteur d'automobile prudent.

II. L'art. 9 du concordat dit, il est vrai, que le conducteur doit ralentir, ou même arrêter le moteur, toutes les fois que le véhicule pourrait être une cause d'accident, et l'art. 11 dispose que le conducteur doit toujours tenir sa droite, croiser à droite, dépasser à gauche, et qu'en aucun cas, il ne doit couper la ligne, en passant devant une voiture ou un piéton traversant la route, mais qu'il doit passer derrière. Pour que le conducteur ait à ralentir ou arrêter son moteur, pour qu'il prenne la gauche d'une personne qui est devant lui, et qu'il évite de lui couper la ligne, il faut qu'il la voie, de manière à pouvoir régler sa marche d'après les faits et gestes de cette personne. S'il ne l'a pas vue, il ne peut être rendu responsable que pour avoir manqué d'une attention suffisante, en n'observant pas convenablement sa route et les obstacles qui

pouvaient s'y rencontrer (voir *Rec. off.* XXIX, II, page 282). Il importe donc d'examiner, en premier lieu, si l'intimé a déployé une attention suffisante et observé sa route comme tout conducteur d'automobile prudent doit le faire.

Au cours de l'enquête pénale, instruite de suite après l'accident, le défendeur a fait le récit suivant, qu'il a mis également à la base de sa réponse : « Arrivé à la hauteur de la forge Haag, j'ai aperçu, à une centaine de mètres en avant, venant en sens inverse, deux chars de pierres marchant parallèlement sur la route. J'ai alors fait marcher ma cornette, tout en ralentissant mon allure et, depuis ce moment, j'estime que je cheminais comme un cheval au petit trot, ce qui représenterait huit ou neuf kilomètres à l'heure. J'ai croisé le premier char de pierres, le second s'étant rangé réglementairement derrière le premier, sur le côté droit de la route, et j'avais dépassé le conducteur, qui se trouvait près du cheval, lorsque, tout d'un coup, je vois une femme, qui avait l'air de longer le char, marchant dans la même direction que nous et n'ayant pas l'air de se douter de notre approche. Je pouvais être à une distance de un mètre ou un mètre et demi d'elle et je fais remarquer que j'avais ma route complètement libre devant moi, n'ayant aucun motif de m'arrêter. J'ai donné alors de nouveaux signaux, qui ont fait se retourner la dame, qui m'a paru nous jeter un drôle de regard, comme si elle ne se rendait pas compte de ce qui se passait. Je lui ai fait signe de rester en place, étant déjà arrêtée, et ma femme, de son côté, lui a fait comprendre la même chose. Contre toute attente, cette femme a alors voulu finir de traverser la route, en s'élançant et en courant, comme pour venir se jeter sur l'automobile. Lorsque j'ai vu ce mouvement, j'ai immédiatement fait jouer mon frein, mais cette femme a été atteinte et renversée, et elle a passé sous ma première roue de droite. La seconde roue n'a fait que l'érafler par suite de la déviation de la voiture. Ce qui prouve, à l'évidence, la modération de notre allure, c'est que je n'ai ressenti aucune secousse brusque ; que ma femme, qui était levée, n'a pas été projetée en avant, et que la voiture s'est arrêtée, dépassant à peine le corps de la femme tombée ; et enfin, que cette voiture, qui est très légère, n'a reçu aucune détérioration. »

Ce récit de l'accident, qui a été confirmé, dans ses traits essentiels, par le jugement dont est recours, concorde, même dans ses détails, avec les pièces du dossier ; il est conforme aux dépositions testimoniales et, en outre, corroboré par les conclusions du rapport

rt qui a fait, sur la place même où l'accident s'est produit, avec l'automobile du défendeur. Il résulte du dossier ue le défendeur a vu dame Kurz et, qu'ensuite des signaux nnés, celle-ci s'est retournée, elle était au milieu de la .re la voie suivie par les chars et celle que suivait l'auto- t que ce véhicule n'était qu'à quelques mètres d'elle, mais ice entre les voies suivies par les chars à sa gauche, et ile à sa droite, était assez large pour qu'un piéton y n sécurité. Dame Kurz n'était donc pas sur le chemin du ; elle marchait parallèlement à sa direction de marche et is un obstacle pour lui. Comme il avait vu qu'elle s'était et l'avait vu, il n'avait pas à supposer, — il ne pouvait, ait présumer, — qu'elle franchirait la route au lieu de e sa direction de marche ou de rester sur place. Il importe peu de savoir si le défendeur aurait pu ou dû voir dame tôt; en effet, l'aurait-il même vue longtemps à l'avance, rait pas eu de motif de supposer qu'elle allait passer it devant sa voiture et qu'il devait arrêter le moteur, ou r, de manière à rester derrière ce piéton. On ne saurait reprocher de n'avoir pas suffisamment observé la route. il ressort des pièces du dossier que la voiture était en bon e défendeur est un conducteur d'automobile expérimenté et qu'il était maître de sa vitesse, qu'il avait ralenti sa marche es chars de pierres et donné les signaux réglementaires ; marchait qu'à huit ou neuf kilomètres à l'heure et que, dès dame Kurz, il a renouvelé ses coups de cornet, puis fait agir l résulte, en outre, des témoignages, que le conducteur du es chars de pierres avait averti dame Kurz de l'arrivée de ile, en lui criant « attention » ou « gare », et que la femme eur s'était levée dans la voiture et avait crié et fait des lame Kurz pour lui faire comprendre qu'elle devait rester . Enfin, il ressort de l'expertise que le défendeur, ne pou- ir que la victime était sourde, était parfaitement en droit, irconstances où il se trouvait et suivant les usages, de sa route, à allure modérée, comme il l'a fait, même après un piéton en dehors et à côté de la direction et de la voie nobile, et, d'autre part que, lorsqu'une personne se précé- diatement devant une automobile marchant à huit ou neuf s à l'heure, il est matériellement impossible d'arrêter le i temps, quelle que soit la puissance des freins dont on

dispose et quel que soit le sang-froid du résultat des essais faits sur place que n'avait pas été opéré avant la rencontre aurait dépassé celle-ci d'au moins qu'en réalité elle s'est arrêtée à côté d

Il importe peu qu'un témoin ait déclaré ment trouvé dans la situation de dame K route; en effet, le dit témoin est un homme dire dans la force de l'âge, et l'on ne peut estimer qu'il aurait personnellement pu devant une automobile marchant, dit-il en être de même pour une vieille dame de vingt ans, « un peu dure d'oreille », « âgée » et « portant un panier au bras », comme même.

L'absence de faute du défendeur raison des art. 50 et suiv. C. O.; il d'examiner s'il y a eu faute de la part comme l'a allégué l'intimé. Il n'y a pas à compléter la procédure par une vision l'a subsidiairement demandé; ce motif ne porte aucun élément nouveau au procès par l'expert, et le plan qu'il a joint à ses conclusions suffisants pour orienter le juge.

C'est à bon droit, dans ces circonstances, que le Tribunal a écarté la demande, et son jugement.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral a écarté...

COUR DE JUSTICE

AUDIENCE DU 9 MARS

Présidence de M. le Président

Rixe; œil perdu; action en indemnité; art. 56 *ejusdem legis*; d'absence de défense légitime; enquête; absence de défense légitime; réforme; admission de la demande; fin tité adjugée.

Dusseey contre P.

La légitime défense ne saurait être non-recevoir, à une demande d'indemnité.

*la blessure, au moment où il
e pour son intégrité corporelle.
encé la rixe peut, à défaut de
mme excusant, en une certaine
erse.*

essey, berger, a actionné Antoine
3 4000 francs, à titre de domma-
de ses conclusions, que Parenté
vait blessé à l'œil, dont il avait
3 art. 50, 53 et 54 C. O.

fense. Il a déclaré qu'au moment
ie en danger, en lui portant un
fait état de la procédure pénale,
outement du demandeur, avec

905, le Tribunal a acheminé les
urs allégations.

rté sa demande à la somme de
a requis une expertise pour fixer
vail.

persisté dans ses conclusions,
deur, avec dépens.

e Tribunal de première instance
et l'a condamné aux dépens.

notivé comme suit :

rixé, survenue le 25 mars 1904,
un fragment de bois qui lui a

itime défense ?

a première phase, Dussey, sans
et l'a renversé d'un violent coup
ixième phase, Dussey a frappé
ndant, vraisemblablement avec
dans la troisième phase, Parenté
is, alors que Dussey, qui venait
approchait de nouveau de lui.

oche ne peut être fait à Parenté,
offensif de Dussey, bien que ce

nt et repris ses conclusions de

l'ablation de l'œil gauche, alors que l'œil droit de Dussey n'avait pas sa pleine capacité visuelle.

Dussey gagnait, au moment de la rixe, une somme de 50 francs par mois; il était nourri et logé. On peut donc fixer son gain mensuel à 110 francs. Si, d'une part, étant donné l'état antérieur de l'œil droit, on peut estimer, comme l'ont dit les médecins, la diminution de capacité visuelle aux deux tiers de la capacité normale, il faut tenir compte, d'autre part, que, en fait, Dussey a pu continuer son métier, et qu'il gagnait encore, après son accident, 30 francs par mois, plus la nourriture et le logement.

Il y a lieu, dès lors, de fixer au tiers de la capacité normale l'incapacité, partielle et permanente, dont est atteint Dussey.

Il a donc droit à un capital représentant une rente de 450 francs par an. Dussey ayant quarante-quatre ans au moment de la rixe, ce capital est de 7000 francs environ.

Dussey justifie avoir payé 80 francs pour un œil artificiel. Il ne justifie pas d'autres frais médicaux.

En particulier, dans son calcul, il compte les frais d'entretien annuels de son œil artificiel. Or, depuis trois ans, il ne produit aucune note à ce sujet. Enfin, il n'y a pas lieu de faire application de l'art. 54 C. O.

En tenant compte de toutes les circonstances de la cause, et notamment de la faute grave de Dussey, qui a provoqué sans raison la rixe qui s'est terminée si malheureusement pour lui, la Cour arbitre à 2000 francs, outre les dépens de l'instance, les dommages-intérêts dus au demandeur.

Par ces motifs, la Cour... Au fond, réforme...

AUDIENCE DU 2 MARS 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Propriétaire; revendication d'un droit de rétention; déboutement; appel; 1^o violation de l'art. 294 C. O.; étendue du droit de rétention; marchandises; recevabilité; 2^o preuve de la qualité de propriétaire du demandeur; renvoi à l'instruction.

Francillon contre Lachenal.

Les marchandises qui se trouvent dans un magasin loué sont affectées, au même titre que le mobilier, au droit de rétention du bailleur.

Par jugement du 18 janvier 1907, le Tribunal a débouté Francillon, propriétaire à Carouge, de sa revendication d'un droit de rétention sur les objets saisis, mentionnés en un procès-verbal de saisie dressé contre sa locataire, dame Bushère, le 17 août 1906, n° 5696.

Ce jugement est fondé sur les motifs suivants :

Lachenal conteste que Francillon soit créancier du loyer pour lequel il entend exercer un droit de rétention.

Francillon se borne à produire :

1° Un commandement qu'il a fait notifier à dame Bushère, pour obtenir paiement de 60 francs, loyer à fin juillet 1906, et 2° un procès-verbal d'inventaire.

Ces deux pièces ne suffisent pas pour établir que Francillon soit créancier du loyer porté au commandement.

Au surplus, son droit de rétention ne pourrait s'exercer, à teneur de l'art. 294 C. O., que sur les meubles garnissant les lieux loués, et servant soit à l'aménagement, soit à l'usage de ces lieux. Or, tel n'est pas le cas pour les objets saisis, qui consistent en denrées coloniales.

Francillon a appelé de ce jugement, bien que rendu en dernier ressort; il soutient qu'il consacre une violation expresse de l'art. 294 C. O.; il reprend ses conclusions de première instance, conclut à la condamnation de Lachenal à 10 francs de dommages-intérêts et aux dépens d'appel.

Lachenal conclut à l'irrecevabilité de l'appel et à la condamnation de Francillon à 15 francs de dommages-intérêts et aux dépens d'appel.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1° L'appel est-il recevable ?

2° La cause est-elle en état d'être jugée au fond ?

Sur la première question :

L'art. 294 C. O. dispose que le bailleur d'un immeuble a, pour garantie du loyer de l'année écoulée et de l'année courante, un droit de rétention sur les meubles qui garnissent les lieux loués et qui servent, soit à l'arrangement, soit à l'usage de ces lieux.

La jurisprudence a admis que les marchandises qui se trouvent dans un magasin louésont affectées, au même titre que le mobilier, au droit de rétention du bailleur. (*R. J. F.*, II, page 35; *Rossel*, page 412.)

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(*JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE*)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne et son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Gibaud c. Guy: livraisons de viande; paiement à un prix supérieur à la convention; action en restitution de la différence; art. 70 C. O.; admission par la Cour d'appel; recours de droit public; absence de déni de justice; irrecevabilité. — *Cour de justice de Vevay.* Société de laiterie de Cointrin c. Naville: société de laiterie; marché de lait; non livraison; condamnation du débiteur par la société à une amende; action en paiement d'icelle; déboutement; appel; 1^{re} recevabilité; violation des art. 1, 4, 5, 6, 683 C. O.; 2^e évaluation par le juge de l'indemnité à payer; réforme; diminution de l'amende. — *Concordat.* Longet: propositions concordataires; art. 806 L. P.; art. 19 loi d'application; rejet; appel; caractère du concordat; propositions ne revêtant point ce caractère; inobservation de l'art. 806 L. P.; confirmation. — *Vogt et Gultion c. mariés Anderwerth-Bill:* dépens; opposition à taxe; contestation des frais d'enregistrement d'une convention; condamnation au paiement d'iceux; appel: 1^{re} absence de violation de l'art. 283 C. O.; 2^e contravention à l'art. 118 pr. civ.; recevabilité de l'appel; 3^e réforme; frais d'enregistrement distraits du bordereau des frais. — *Natural Lecoultré et Cie c. Compagnie P.-L.-M.:* chemins de fer; détaxes; revendication d'un tarif réduit; déboutement; appel; applicabilité du tarif spécial réclamé par les demandeurs; réforme; condamnation de la Compagnie au remboursement de taxes perçues en trop. — *Arts.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 1^{er} NOVEMBRE 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Livraisons de viande; paiement à un prix supérieur à la convention; action en restitution de la différence; art. 70 C.O.; admission par la Cour d'appel; recours de droit public; absence de déni de justice; irrecevabilité.

Gibaud c. Guy.

1. Celui qui paie des fournitures de viande sur le vu de bordereaux ne contenant pas les prix d'unité, et s'aperçoit ensuite qu'elles lui sont facturées à des prix supérieurs à ce qui avait été convenu, est en droit, aux termes de l'art. 70 C.O., de réclamer la restitution de ce qu'il a payé en trop par erreur. (Résolu par la Cour de Justice).

II. Une pareille décision que le Tribunal fédéral n'a pas à avoir à l'occasion d'un recours de droit public, ne présente oint le caractère d'un déni de justice, alors que le recourant 'a pu établir, par l'instruction de la cause, aucun arbitraire à la harge de l'instance cantonale.

A. Par exploit du 27 février 1905, J.-B. Guy a ouvert action devant le Tribunal de première instance de Genève contre Jean Gibaud, boucher en dite ville, en concluant à ce que le défendeur soit condamné à lui payer, avec intérêts de droit et sous suite de dépens, la somme de 1980 fr. 50, sous offre de compensation, jusqu'à due concurrence, avec une somme de 1000 fr. dont le demandeur était lui-même débiteur envers le défendeur.

A l'appui de ces conclusions, le demandeur prétendait en substance, qu'à son insu, le défendeur avait, dans ses factures ou ses bordereaux du 1^{er} juin 1901 au mois de février 1905, majoré de 10 à 20 cent. par kg le prix convenu entre eux pour deux catégories de viande de boucherie, et il invoquait les art. 70 et suivants C.O.

B. Gibaud répondit en concluant : *principalement* au rejet de la demande de Guy ; *subsidiairement* à ce qu'il fût acheminé à prouver : — « 1. que Guy recevait lui-même les livraisons de viande faites par Gibaud, qu'il les pesait à nouveau et vérifiait l'addition des bordereaux ; — 2. qu'à plusieurs reprises, Guy a signalé des erreurs et fait rectifier les dits bordereaux soit en ce qui concerne le poids, soit en ce qui concerne le prix ; — 3. que ce n'est qu'après cette vérification qu'il payait le montant arrêté par lui-même ; *reconventionnellement* à ce que Guy fût lui-même condamné à lui payer la somme de 1000 fr. ; le tout sous suite de tous dépens.

C. Par jugement du 26 janvier 1906, le Tribunal de première instance a déclaré mal fondées les conclusions du demandeur principal Guy, et bien fondées les conclusions reconventionnelles du défendeur Gibaud.

D-E...

F. Appel ayant été interjeté, par Guy, par arrêt du 31 mars 1906, la Cour de Genève a déclaré : rétracter et mettre à néant le jugement attaqué ; et, statuant à nouveau : condamner Gibaud à payer avec les intérêts de droit, à Guy, la somme de 1980 fr. 50, la somme devant se compenser d'ailleurs, à due concurrence

lui-même reconnu soit dans sa correspon-
procès (ainsi dans sa lettre du 10 février
ures en cours d'instance, que son offre
ptation de cette offre par l'intimé, consti-
ou, en d'autres termes, que lui-même, le
à effectuer ses livraisons aux prix qu'in-
i 1900 ; mais, il a soutenu, toutefois sans
ive positive et péremptoire, que cet en-
devait avoir d'autre durée qu'une « sai-

, de plus, admis que jamais ce contrat en particulier, que jamais le recourant qu'il devait apporter un changement quel-
is entre eux.

aucune trace de l'arbitraire dont l'ins-
le recourant, se serait rendu coupable. La
par laquelle le recourant, selon ce qu'il
l'intimé qu'il devait dorénavant élever ses
dable ; elle se borne à invoquer, en passant
mé qu'il fasse au recourant un règlement
ait, le fait que depuis trois mois environ,
usse ; mais, loin d'indiquer à l'intimé que
eux s'en trouveraient modifiés, le recourant
attendre que c'était lui-même qui, au moins
l'intimé, supporterait les conséquences de
bétail.

pu ainsi, toujours sans arbitraire, comme recourant s'était illégitimement enrichi en ayant fait payer à celui-ci, à son insu, que ceux qui avaient été fixés par leur

tout grief d'arbitraire à l'instance canton-
 admis quel'intimé avait rapporté la preuve
 d'ordres ayant accompagné chacune des
 et parce qu'il croyait que ces bordereaux,
 vérifier les additions en même temps qu'il
 l'archandise, avaient été établis sur la base
 parties ; en d'autres termes, le recourant
 l'instance cantonale, suivant laquelle cette
 et parce que, par erreur, Guy se croyait

*uite comme telle par l'assemblée
considérée comme liée par son
n'aurait pas encore acquitté le
signature sur les registres de*

*société prévoyant, en cas d'in-
ts, le paiement d'une indemnité
sociétaire en faute par l'assem-
tribunaux, est contraire aux
re considérée comme nulle.*

ré à la Société laitière de Coin-
eau, dès le 2 mars 1906.

ident de la laiterie de Cointrin

re, vous demander l'autorisation
iterie, dont je me conforme aux

mier chez M. Jaggi. »

a 31 mars 1906, la Société lai-
l'unanimité, à faire partie de la

avril 1906, Naville a été informé
droit d'entrée avait été fixé à
ent, d'ici au 31 décembre 1906,

lait à la société dès le 2 avril au

l demeure de se conformer aux
it, deux fois par jour, le lait de

. 7 avril 1906, la société, faisant
ts, a imposé à Naville une indem-

payer cette somme, la société l'a
, sous offre d'imputer la somme
rix de 410 litres de lait.

, de la société et à sa condamna-
30 fr. 60.

uve.

l, le Tribunal, jugeant en der-
aitière de sa demande et de son

e. et déclaré se conformer aux statuts, sans réserve au-

conformité de ses statuts, l'assemblée générale de la
admis Naville comme sociétaire ;

Naville a été aussitôt informé de son admission dans la

parties ont donc manifesté d'une manière concordante leur
réciproque, et ce expressément.

Il n'a mis aucune condition à son offre et n'a formulé aucune
quant à l'application des statuts, dont il a eu un exemplaire,
écrire : « Dont je me conforme aux statuts de votre société. »
Il n'a entendu pouvoir discuter le taux du droit d'entrée prévu
à l'art. 6 des statuts, rien ne l'empêchait de l'indiquer comme
condition, ou d'en faire la réserve, dans sa lettre du 26 mars 1906.
Le paiement du droit d'entrée est une condition que la
société peut invoquer contre le sociétaire qui n'exécute pas cette
condition.

Le sociétaire qui ne remplit pas son obligation ne peut pas
se plaindre de son inexécution pour soutenir qu'il ne fait pas
part de la société, et qu'il n'est point tenu, tant qu'il n'a pas
fait le paiement prévu à l'art. 6, lettres *d* et *e* des statuts.

Enfin, la formalité de l'inscription de la signature du socié-
taire sur les registres de l'association, n'a pas pour conséquence
de rendre au sociétaire de ne se tenir obligé qu'après l'inscrip-
tion de sa signature.

La société a rempli ses obligations vis-à-vis de Naville, en l'ad-
mettant et en l'avisant de son admission dans la société.

Il est évident que Naville n'a jamais eu la qualité de sociétaire, le
tribunal a consacré une violation expresse des art. 1, 4, 5, 6 C. O.
et 10 C. O.

La deuxième question :

D'après les termes de l'art. 8 des statuts, tout sociétaire prend l'en-
gagement de faire porter tout son lait, et sans interruption, à la

l'art. 10 prescrit que tout fermier qui viendrait à quitter et à
porter tout ou partie de l'apport de son lait, avant le terme d'une
année sera astreint à payer une indemnité qui sera fixée par
l'assemblée générale, sans recours aux tribunaux, et que tout
fermier qui voudrait se retirer de l'association sera tenu de

AUDIENCE DU 23 MARS 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Propositions concordataires ; art. 305 L. P. ; art. 19 loi d'application ; rejet ; appel ; caractère du concordat ; propositions ne revêtant point ce caractère ; inobservation de l'art. 306 L. P. ; confirmation.

Concordat Longet.

Un concordat est une convention par laquelle un débiteur s'engage à payer à ses créanciers tout ou partie de leur créance, dans des conditions et des termes stipulés, et par laquelle les créanciers s'engagent à donner quittance moyennant ce paiement.

Par jugement du 15 décembre 1906, le Tribunal de première instance a accordé un sursis concordataire de deux mois à Longet et Cie, négociants, rue de Chantepoulet, à Genève, et nommé M. Lecoultré, directeur de l'Office des faillites, commissaire au dit sursis.

Le 15 février 1907, M. Lecoultré a adressé au Tribunal un rapport dans lequel il constate que Longet et Cie ont présenté à leurs créanciers des propositions concordataires qui n'ont pas réuni les majorités légales, n'ayant été acceptées que par sept créanciers, représentant 17,568 fr. 80, tandis que le passif de cinquième classe comprend trente-six créanciers pour une somme de 45,663 fr. 09.

Par jugement du 20 février 1907, le Tribunal, constatant que le concordat présenté par Longet et Cie à leurs créanciers n'a pas réuni les majorités prévues par l'art. 305 L. P., et vu l'art. 19 loi d'application, a dit qu'il n'y avait pas lieu d'homologuer le dit concordat.

Par requête du 1^{er} mars, soit dans le délai fixé par l'art. 307 L. P., Longet et Cie ont recouru à la Cour. Ils lui demandent de déclarer leur recours recevable ; de réformer le jugement du 20 février ; d'homologuer le concordat intervenu entre eux et leurs créanciers, et de leur donner acte de ce qu'ils offrent de payer tous frais à ce jour, les frais ultérieurs étant à la charge de tout contestant.

Ils allèguent : 1^o Que les majorités légales sont maintenant acquises ; 2^o que leur actif commercial, supérieur au passif, garantit le paiement intégral de toutes les créances ; 3^o qu'aucun acte déloyal ou d'une grande légèreté n'a été relevé à leur charge.

Question :

Y a-t-il lieu d'homologuer le concordat présenté par Longet et Cie à leurs créanciers ?

Par arrêt du 15 avril 1905, le Tribunal fédéral a condamné Vogt et Guitton à payer à dame Anderwerth-Bill 2000 francs, à titre de dommages-intérêts, et a mis à la charge de ceux-ci « les frais des instances cantonales, fixés par les autorités compétentes ».

Le 5 avril 1906, M. le Juge taxateur du Tribunal de première instance a arrêté à 265 fr. 75 la note des frais de dame Anderwerth en première instance. Dans cette somme, est comprise celle de 126 francs, coût de l'enregistrement d'une convention, conclue entre Vogt et Guitton et dame Anderwerth, et produite par celle-ci en cours d'instance.

Par exploit du 6 septembre 1906, Vogt et Guitton ont fait opposition à cette taxe en ce qui concerne cette somme de 126 francs ; ils ont soutenu que c'était à tort que le juge taxateur l'avait passée en taxe, vu qu'elle ne faisait pas partie des dépens d'instance. Ils ont ajouté qu'aucun jugement ne les avait condamnés au paiement de cette somme. Ils ont demandé au Tribunal de débouter dame Anderwerth de sa demande de cette somme de 126 francs.

Dame Anderwerth a conclu au déboutement de Vogt et Guitton de leur opposition à taxe.

Par jugement du 25 janvier 1907, le Tribunal a débouté Vogt et Guitton de leurs conclusions et les a condamnés aux dépens.

Ce jugement est basé sur les motifs suivants :

L'art. 113, § 1, pr. civ. dispose que les dépens comprennent les droits du fisc ; les droits d'enregistrement d'une pièce produite en justice font évidemment partie des droits du fisc. En l'espèce, l'enregistrement de la convention a été nécessité par la résistance de Vogt et Guitton aux réclamations de dame Anderwerth.

Vogt et Guitton ont appelé de ce jugement, quoique rendu en dernier ressort ; ils soutiennent qu'il viole l'art. 113 pr. civ. et l'art. 232 C. O.

Dame Anderwerth conclut à l'irrecevabilité de l'appel.

Question :

L'appel est-il recevable ?

1^o Sur la violation de l'art. 232 C. O. :

Les frais d'acte mentionnés à cet article sont ceux nécessités par la conclusion du contrat de vente. Cet article ne peut être étendu à ceux nécessités, à une époque peut-être de beaucoup postérieure, par la production de cet acte dans un procès.

2^o Sur la violation de l'art. 113 pr. civ. :

Par les mots « droits du fisc » de l'art. 113 pr. civ., il faut en-

AUDIENCE DU 2 MARS 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Chemins de fer; détaxes; revendication d'un tarif réduit; déboutement; appel; applicabilité du tarif spécial réclamé par les demandeurs; réforme; condamnation de la Compagnie au remboursement de taxes perçues en trop.

Natural, Lecoultre et Cie contre Compagnie P.-L.-M.

Le tarif spécial commun (P. V.) n° 300 doit être appliqué, en cas de revendication d'un tarif réduit, aux marchandises expédiées de France sur Genève et réexpédiées à Erfurt, Leipzig et Plagwitz par Romanshorn-Constance.

Le 9 novembre 1905, Natural, Lecoultre et Cie ont assigné la Compagnie P.-L.-M. en paiement de 460 fr. 35, qu'elle leur doit pour détaxes sur trois expéditions de marchandises de Bretenoux sur Genève-Cornavin, et réexpédiées à Erfurt, Leipzig et Plagwitz.

Ces expéditions ont été faites via Romanshorn, Rorschach et Lindau.

Les demandeurs réclament l'application du Tarif spécial commun (P. V.) n° 300, contenant l'avis suivant : « Les expéditions des wagons complets composés de marchandises de même nature ou non, rangées dans les quatre premières séries du Tarif général, en provenance ou à destination des au delà du lac de Constance... par les points frontières suisses, seront taxées suivant un tarif réduit indiqué. »

La Compagnie P.-L.-M. a soutenu dans l'instance, comme elle l'avait soutenu dans la correspondance antérieure au litige, qu'il faut entendre par les « au delà du lac de Constance » les destinations pour lesquelles l'itinéraire *le plus court*, du point frontière suisse à destination, s'établit par le lac de Constance.

Les demandeurs ont répliqué que le Tarif 300 ne disait rien de semblable ; que les expéditions dont s'agit avaient passé par Rorschach-Lindau, et que, lors d'autres expéditions semblables, la détaxe avait été accordée.

La Compagnie a formé une demande reconventionnelle en 11 fr. 45 pour insuffisance de taxes.

Par jugement du 7 mai 1906, le Tribunal a renvoyé l'affaire à l'instruction pour que la Compagnie indiquât le but et les motifs de la disposition du tarif plus haut rappelée. Le Tribunal estimait

haut rappelé du Tarif n° 300, qui parle seulement des « au delà du lac de Constance ». Pour des expéditions de Genève dirigées sur Leipzig par Romanshorn-Rorschach et Lindau, Leipzig est un au delà du lac de Constance.

Pour interpréter le tarif comme le fait la Compagnie et, après elle, le Tribunal, il faut ajouter à l'avis en question les mots « pour lesquels l'itinéraire le plus court s'établit par le lac de Constance », qu'il eût été facile d'ajouter au texte en question, si telle était l'intention de la Compagnie, intention qu'elle n'a pas traduite dans l'avis en question, et dont elle ne peut se prévaloir.

C'est donc avec raison que Natural, Lecoultre et Cie réclament l'application du Tarif n° 300, appliqué par les agents de la Compagnie P.-L.-M. dans des cas identiques, et que les Chemins de fer fédéraux estimaient aussi applicable, puisqu'ils ont dirigé la marchandise sur Romanshorn, au lieu de Bâle, le tarif le plus réduit étant revendiqué par les expéditeurs.

Quant au montant des détaxes, le calcul en a été fait par la Compagnie P.-L.-M., qui arrive au chiffre de 410 fr. 90. Ce calcul et ce chiffre n'ont pas été contestés par Natural, Lecoultre et Cie ; ils doivent donc être admis.

Le Tarif 300 étant applicable, la demande de la Compagnie P.L.M. pour surtaxes, en vertu du tarif appliqué au début, tombe.

Par ces motifs, et vu les art. 106 et 363 pr. civ., la Cour reçoit l'appel à la forme ;

Au fond, réforme... Condamne la Compagnie P.-L.-M. à payer à Natural, Lecoultre et Cie, avec intérêts de droit, la somme de 410 fr. 90 ;

Déboute la Compagnie P.-L.-M. de sa demande reconventionnelle...

AVIS

MM. les avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine Judiciaire contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudraient répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander D'AVANCE.

Ext. P
5/27/07

conformée aux prescriptions réglementaires qu'elle avait à observer ; elle doit, en outre, prendre toutes les mesures de précautions que commandent les circonstances pour soustraire le public, souvent composé de personnes peu avisées ou imprudentes, aux dangers résultant de l'exploitation.

IV. Pour évaluer l'indemnité à laquelle a droit la veuve d'un voyageur tué accidentellement par un train, il faut prendre en considération, non l'âge de celle-ci, mais celui de la victime.

A. Le dimanche 8 mars 1903, à 4 heures 40 après-midi, tandis qu'il venait de franchir le quai des voyageurs en bordure de la gare et allait traverser les voies pour se rendre au train n° 372 stationné sur la voie IV et partant exactement à cette heure-là, Ernest Cornuz, négociant à Payerne, fut saisi et broyé par la machine du train n° 371, qui arrivait à ce même moment sur la voie I ; la mort fut instantanée.

B. Par exploit du 11 décembre 1903, suivi du dépôt de la demande, en date du 27 janvier 1904, la veuve de la victime, dame Marie-Bertha, née Brouty, et ses deux enfants, Bertha-Andrée, née le 10 avril 1902, et Ernest-Henri, né le 27 juillet 1903, — ces deux derniers agissant par leur tuteur, Jaques Bonny, coiffeur, à Payerne, dûment autorisé à plaider en leur nom par la Justice de paix du cercle de Payerne, — ont formé action devant la Cour civile du Tribunal cantonal vaudois :

1. Contre la Compagnie des chemins de fer du Jura-Simplon en liquidation.

2. Par surabondance de droit contre l'Administration des Chemins de fer fédéraux, comme successeur aux droits et obligations de la Compagnie du Jura-Simplon, — en concluant à ce qu'il soit prononcé :

« 1. Que les défenderesses sont responsables de l'accident qui a eu pour conséquence la mort d'Ernest Cornuz, à Payerne, le 8 mars 1903 ;

« 2. Qu'en conséquence, les défenderesses sont débitrices des instants et doivent leur faire immédiat paiement, avec intérêt au 5 %, dès la réclamation juridique, des valeurs suivantes :

« a) des frais funéraires d'Ernest Cornuz, dont la somme sera précisée en cours de procédure ;

« b) de la somme de 25,000 francs, à titre d'indemnité due à dame Cornuz ;

sier fut transmis au Tribunal fédéral par le civile du Tribunal cantonal vaudois, le 25

ence.

Il oppose à la demande une première exception passant par la salle des bagages, pour aller pour revenir à son train sur la voie IV, la prescription de police..... (*Rejetée.*)

Il a opposé à la demande une seconde exception que Cornuz aurait lui-même négligé d'observer qui lui incombait, et aurait ainsi commis l'erreur qui n'aurait pu être victime d'un accident. Cette exception fondée, sous réserve, toutefois, de la responsabilité de l'accident du 8 mars 1903 n'a pas eu d'autres effets. Cornuz, arrivé à la gare à la dernière minute, se précipita vers son train, sur la IV^e voie, pour prendre ses billets; puis, il voulut réparer cette négligence du départ de son train et de l'arrivée du train n° 371, sur la I^{re} voie; il se précipita, en traversant les voies, la foule sur le quai, et la salle d'attente, au guichet de distribution des billets; là, un agent de police, — le prévint, lui disant: « Tu es en retard », il répondit: « Donne toujours »; et alors, au moment de l'attention pour son retour, il s'élança de travers la salle aux risques de la foule, et vint se jeter ainsi contre le tender de la machine du train n° 371 qui entraînait la locomotive sur lui-même, tomba sur le rail sous la machine. Tous les témoins s'accordent à dire qu'il est passé sur le quai, avant de venir se jeter comme une « bombe », ou comme une « flèche », « jet de pierre », et, en tout cas, avec une telle force qu'il n'eût pu le retenir. Or, une pareille erreur de la part de celui qui sait que son train va s'ébranler d'une minute à l'autre, n'ignore pas non plus qu'avant de pouvoir traverser, non seulement le quai, mais les voies, à un moment où, sur celles-ci, les

de la passerelle établie au niveau même des voies, dans l'axe de la gare. Mais, il est hors de doute que c'est à tort que les demandeurs ont invoqué, à ce sujet, le règlement général pour la circulation des trains, du 1^{er} décembre 1895, car ce règlement ne renferme aucune disposition qui puisse trouver son application à cet égard.....

... VII. Toutefois, ainsi que le Tribunal fédéral l'a reconnu à maintes reprises déjà (voir, notamment, les arrêts *Salathe c. Waldenburger-Bahngesellschaft*, du 8 février 1899, *Rec. off.*, XXV, II, n° 2, consid. 2, page 13; et *Degrange c. Société genevoise des chemins de fer à voie étroite*¹, du 28 septembre 1899, *ibid.*, n° 70, consid. 2, page 564), l'hypothèse d'une faute à la charge d'une entreprise de transport n'est pas exclue par le fait que cette dernière s'est strictement conformée aux prescriptions réglementaires qu'elle avait à observer, car les entreprises de chemins de fer ne sont pas seulement tenues de prendre les mesures de sécurité prescrites par les concessions, les cahiers des charges, les lois ou règlements de police, ou encore leurs propres règlements; il leur incombe encore de prendre toutes les mesures de précautions que commandent les circonstances pour soustraire le public aux dangers résultant de l'exploitation des chemins de fer; et elles ne sont même pas déchargées de leur responsabilité par le fait que l'autorité de contrôle aurait toléré l'existence d'un état de choses ou d'un mode de faire dangereux; bien plus, elles doivent compter avec cette circonstance que le public avec lequel elles ont à entrer en rapports ne comprend pas que des gens avisés et prudents, et même que, chez les voyageurs les plus expérimentés, un moment d'oubli ou d'inattention peut survenir qui les exposerait aux pires dangers si, de leur côté, les entreprises de chemins de fer n'avaient pas à veiller elles-mêmes à la sécurité de leur public. C'est là, d'ailleurs, l'esprit qui a dicté la plupart des dispositions du règlement sus-indiqué, et qui se manifeste tout particulièrement aux art. 6, al. 11, 40, al. 4, 5 et 6, 48 et 52, qu'il n'est toutefois pas nécessaire de reproduire ici.

Le question qui se pose ainsi est celle de savoir si, dans les circonstances où devaient s'effectuer, dans la journée du dimanche 8 mars 1903, l'entrée en gare du train n° 371, la Compagnie du Jura-Simplon aurait pu et dû prendre d'autres mesures de précau-

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1900, page 81.

sens du dit article 7, en sorte que, de toute manière, aurait recevoir d'application en la cause.

Report de l'expert commercial, il résulte que, durant les années pendant lesquelles Cornuz a été établi comme négociant, son gain net annuel s'est élevé à la somme de 2500 fr.

de rien, il aurait réussi, pendant ces six ans, à faire son actif dépassât son passif d'une somme de 2400 fr.

Un tel renseignement ne peut avoir aucune pertinence en

Cornuz ne s'était marié que dix-neuf mois avant son décès (7 août 1901), et il est fort possible que les économies

arrivées à faire dataient encore d'avant son mariage,

Depuis lors, il aurait dû consacrer tout son gain à son

entretien, à supposer qu'après son mariage Cornuz eût

réalisé quelques économies, cette situation se serait

changée par la survenance du second enfant, né après l'ac-

cident du 7 juillet 1903. Il faut donc prendre pour base du calcul

subi par les demandeurs ensuite de l'accident du 8

le chiffre du gain net annuel auquel arrivait Cornuz,

c'est-à-dire de 2500 francs. Sur cette somme, l'on peut admettre

qu'il n'en prélevait, ou aurait continué à prélever, s'il eût vécu,

pour son propre entretien et qu'il consacrait ainsi, ou

qu'il eût consacré, 1500 francs pour subvenir à l'entretien

de sa femme et de ses deux enfants, soit 1000 francs

pour sa femme et 750 francs pour ses deux

enfants ne pouvant réclamer de la part de la

réparation que du tiers du dommage qui leur a été

causé par l'accident, ils n'ont droit qu'à une indemnité calculée

sur la base d'une perte annuelle de 250 francs pour la femme, et

de 125 francs pour les deux enfants ensemble, ou de 125 francs

d'entre eux deux.

Comme, il se justifie de lui allouer une indemnité en

raison de sa femme, comme elle est née le 6 août 1883 et était âgée

à l'accident, de dix-neuf ans et demi seulement, tandis

que son fils, né le 8 octobre 1883, était âgé de trente-neuf ans

à l'accident, en conséquence, suivant les tables de mortalité

(table de Söldan), une probabilité de vie de bien moindre durée

de son âge à lui, et non pas de son âge à elle, qu'il

doit être pris en compte ici. Capitalisée suivant la table III de Söldan,

la somme de 250 francs, pour un homme de trente-neuf

ans, représente une somme de 4072 fr. 25. Réduite du 20 %, en

raison des avantages que présente l'allocation d'une indemnité en

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 2 MARS 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Poursuite pour effet de change ; rejet de l'opposition ; défaut de dépôt du montant des effets ; art. 182 L. P. ; appel ; porté-fort de l'avocat de l'opposant accepté ; allégations d'icelui vraisemblables ; art. 811 C. O. ; réforme ; validité de l'opposition.

Druz contre Société « A la Semence d'Or ».

Lorsque le souscripteur d'un billet de change, poursuivi par la personne à l'ordre de laquelle il a signé le billet, produit des pièces démontrant qu'il existe entre elle et lui un compte courant et qu'il y a un compte à régler, ses dires concernant la non existence de la dette résultant des billets sont vraisemblables et son opposition doit être admise en vertu des art. 182 L. P. et 811 C. O.

La société coopérative suisse de graines, diligences de sieur Dunant, président de son conseil d'administration, a exercé la poursuite pour effets de change n° 25226, et fait commandement à Louis Druz de payer diverses sommes au montant total de 5000 francs, solde de quatre billets à ordre.

Druz a formé opposition au commandement.

Il a motivé son opposition sur ce que les titres mentionnés à l'acte de poursuite ne sont pas dûs ; ils ont été souscrits, conjointement avec Falquet, administrateur délégué de la « Semence d'Or », pour obtenir, à cette dernière, une ouverture de crédit. Ses fonctions, dans la société, ayant été résiliées le 30 juin 1906, les titres dont il s'agit ne sont pas dus par lui, mais par la poursuivante.

D'autre part, il a toujours existé, entre la « Semence d'Or » et lui, un compte courant ; il a versé diverses sommes, qu'il énumère ; il a signé, en trois ans, plus de 100,000 francs de billets pour faire obtenir de l'argent à la société ; celle-ci est sa débitrice ; il demande la vérification des livres de la société pour prouver sa libération ; la société ne peut pas diriger contre lui une poursuite pour effet de change, pour une somme qui n'est pas due par lui personnellement.

Il offre, en outre, le dépôt d'actions de la « Semence d'Or ».

L'Office des poursuites a transmis au Tribunal l'opposition de Druz, conformément à l'art. 181 L. P.

Par jugement du 8 février 1907, le Tribunal a déclaré non recevable l'opposition formée par Druz à un émolument de justice de 40 francs.

Ce jugement est basé sur les motifs suivants :

Druz n'invoque aucune des exceptions prévues §§ 1, 2 et 7.

Druz ne justifie pas que le porteur des effets consenti à la remise de la dette, ou eût accordé

Il n'allègue pas la fausseté des titres, et ne exceptions admissibles en droit de change. Il a sur la disposition contenue dans le § 4 de l'art. cas, l'opposant est tenu de déposer, au préalable l'effet en espèces ou autres valeurs.

Or, il est constant que Druz n'a pas déposé l'effet, ou en valeurs, des billets souscrits pour un

La remise qu'il a faite d'actions de la société de graines, ne peut tenir lieu du dépôt exigé par la loi, car ces actions ne sont pas cotées en bourse et ne représentent une valeur bien déterminée.

Ce jugement a été communiqué aux parties l'ayant demandé.

Druz a déclaré interjeter appel, par requête déposée au greffe le 14, soit dans le délai légal.

Il invoque les motifs de l'opposition qu'il a formée ; il ajoute que les billets produits sont de telle sorte qu'ils font double emploi, que leur montant dans son compte au 30 juin 1906, la « Semence d'indigo » ni le billet au 10 février, ni celui au 10 mai 1906 ne sont pas dus.

Que le compte produit prouve qu'il y a compensation entre les deux comptes, et que, conformément à la jurisprudence, le solde de ce compte qui seul doit être réclamé.

Il est créancier de la société, les livres en fond de compte courant et de compensation est admis par l'art. 811 C. O.

A l'audience du 23 février, le conseil de Druz a déclaré, personnellement, du montant des effets demandés, réclamés dans la poursuite 25226, soit au total autant que ces effets sont dus.

L'avocat de l'intimée a déclaré accepter ce jugement, et considérer comme un dépôt, au sens de l'art. 182, l'opposition formée par Druz est-elle recevable ?

La question soumise à la Cour est la suivante :

L'opposition formée par Druz est-elle recevable ?

L'art. 182, ch. 4, L. P. dispose que le juge d'appel

le débiteur allègue un autre moyen, admissible C. O., et que son dire paraît vraisemblable ; tant est tenu de déposer, au préalable, le espèces, ou autres valeurs.

. 811, en matière de lettre de change, chaque opposer que les exceptions spéciales à cette matière directement contre le créancier qui exerce

roduits ont été souscrits par Druz, à l'ordre de la « Semence d'Or ».

ont été endossés par la « Semence d'Or » et ses administrateurs.

crit par Druz, avalisé par Falquet, et endossé par Falquet, soit par l'un de ses administrateurs, en la même.

point vis-à-vis d'un tiers, mais vis-à-vis de la banque populaire genevoise, qui il a signé les billets ; il peut donc opposer les exceptions qu'un débiteur peut opposer à un

n qui doit être faite actuellement est celle des dires de Druz.

uits par la poursuivante sont accompagnés de la Banque populaire genevoise, du 13 août 1906, du 15 août 1906, produits par la société la « Semence d'Or » portent la mention renouvellement.

sa lettre du 14 février 1907, au conseil de la Banque populaire genevoise écrit que les fonds de l'escompte de 2000 francs, au 10 février 1906, ont été avalisés par Falquet, et que les trois billets subséquents ne sont que des renouvellements avec amortissement.

, l'intimée envoie le relevé de compte de Druz et son compte courant ne fait aucune mention des fonds qui sont réclamés, notamment de celui au 10

8 juin 1906, la société demandait à Druz de lui verser les dépenses et commandes qu'il a faites dans quel but elles ont été faites et prévues. En 1906 a trait à un renouvellement du billet de 2000 francs suite au billet de 2000 francs.

interpellation des demandeurs, le défendeur a reconnu travailler pour la maison M., recevoir un appointement fixe de 200 fr. par mois et, en outre, le bénéfice de ses commissions. Il a soutenu que ces faits ne constituaient pas le retour à meilleure fortune, à sa charge son épouse et un enfant.

Par jugement du 30 janvier 1907, le Tribunal de première instance a constaté que le gain mensuel de 200 francs du débiteur était supérieur à ce qui est nécessaire à l'entretien de trois personnes, et qu'il était possible d'en distraire une petite partie en faveur des créanciers de X.

En conséquence, le Tribunal a condamné X. à payer aux demandeurs la somme de 146 fr. 35 ; déclaré non fondée l'opposition au commandement de payer n° 9773 ; condamné X. aux dépens. Le Tribunal a repoussé la demande en paiement de 7 fr. 70, coût du séquestre.

Par exploit du 7 février, X. a fait appel du jugement rendu. Il soutient que ce dernier a été rendu en premier ressort, le Tribunal saisi devant lui à trancher une demande indéterminée, puisqu'il a résolu la question de retour à meilleure fortune. Il soutient que, en tout cas, le jugement viole l'art. 265 L. P. Il reprend ses conclusions et demande le déboutement des demandeurs et leur condamnation aux dépens.

Tobias et Schmidt soutiennent que le jugement est rendu en premier ressort et qu'il ne consacre aucune violation de la loi. Ils concluent à l'irrecevabilité de l'appel, avec dépens.

Question :

L'appel est-il recevable ?

La demande de Tobias et Schmidt, sur laquelle le Tribunal s'est prononcé, n'était nullement indéterminée ; elle tendait au paiement de 6 fr. 35 et 7 fr. 70.

En fait, cette demande, le défendeur a opposé une exception de non retour à meilleure fortune, que le Tribunal a écartée ; il n'en a pas autrement prononcé en dernier ressort. (Art. 34, 37 et 39 O. J. F. ; voir de la Cour, Roy c. Lachat¹, du 9 avril 1904.)

Le jugement ne consacre aucune violation de l'art. 265 L. P.

Le Tribunal a fait une saine appréciation des circonstances de la cause, et en admettant, en l'espèce, que le débiteur gagnant 200 francs par mois (plus une commission, aurait pu ajouter le

¹ *Le Semaine Judiciaire* 1904, page 329.

se trouvaient les enfants Quaglino, à l'égard de leur ent l'allocation d'une indemnité spéciale.

uaglino ont appelé de ce jugement. Ils reprennent ns tendant au paiement de la somme de 5000 francs, développés en première instance.

inclut à la confirmation du jugement, en soutenant l'elle n'a commis aucune faute, et à la condamnation appelants aux dépens d'appel, vu l'insolvabilité de tre eux.

le Vetterlé est-elle responsable de l'accident survenu e, et doit-elle des dommages-intérêts aux appelants? , dépens?

ière question :

saurait partager l'opinion des premiers juges, qui demoiselle Vetterlé avait commis une faute légère. i effet, des enquêtes, que demoiselle Vetterlé, qui a onduire, avait un cheval sage (témoin n° 6) ; qu'elle ure assez rapide, mais non excessive (témoin n° 5) ; conformément au règlement, la droite de la route et gnaux d'usage (témoins n° 1, 5, 10).

est dû à l'imprudence de Quaglino, homme âgé et descendu du trottoir pour s'engager sur la chaussée, ilbury conduit par la défenderesse était proche, et que la voie était libre.

esse, n'ayant commis aucune faute, n'est pas respon-ident.

ne faute quelconque fût-elle établie à la charge de la il faut reconnaître, avec le Tribunal, que les de- it justifié d'aucun préjudice matériel quelconque ; ils onnu que leur père était assisté par eux ; ils n'ont e note pour frais médicaux ou d'ensevelissement.

O. n'est pas applicable, la Cour écartant toute faute la défenderesse, *a fortiori* une faute lourde au sens que les premiers juges eux-mêmes n'ont pas admise.

xième question :

ité d'une des parties n'entraîne pas la condamnation ties aux dépens. Ceux-ci doivent se répartir par ément à l'art. 107 pr. civ.

ifs, la Cour... Au fond, confirme...

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

2° *Alors qu'une décision d'une autorité cantonale de surveillance n'a pas été communiquée par celle-ci à une personne intéressée, celle-ci est recevable à recourir contre elle dans les dix jours à partir de celui où il est établi qu'elle en a eu connaissance.*

3° *Lorsqu'un Office a procédé à la distribution des deniers et des actes de défaut, conformément à un état de collocation non contesté, les poursuites des créanciers sont clôturées, et ne peuvent plus donner lieu à plainte auprès des autorités de surveillance.*

4° *Un droit de gage spécial, découlant d'une saisie primitive, et frappant sans autre le produit de la réalisation d'une seconde saisie simplement parce qu'il affectait, à un moment donné, les frais ayant fait ensuite l'objet de cette réalisation, n'est point prévu par la loi sur la poursuite. Pretium non succedit in locum rei.*

A. Le 21 mars 1902, sur la réquisition de la Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts, à Genève, il a été notifié à dame Emma Nydegger, née Denkinger, rue du Rhône, 31, en dite ville, en sa qualité d'héritière de sa mère défunte, dame Claudine Denkinger, née Métral, un commandement, poursuite n° 50219, portant sommation de payer, avec intérêts au 6 %, du 20 mars 1902, la somme de 5190 fr. 45, comme solde, au 20 mars 1902, en capital et intérêts, d'une reconnaissance souscrite par veuve Denkinger, le 27 novembre 1899.

En vertu d'une réquisition de continuer, du 6 mai 1902, la créancière fut admise, le 10 du même mois, à une saisie pratiquée le 3 dit sur les marchandises et le mobilier composant le fonds de commerce de tabacs et cigares de la débitrice, marchandises et mobilier d'une valeur estimative de 5469 fr. 50 ; et elle forma ainsi, avec divers autres créanciers, la saisie n° 2342.

Par deux fois, la Caisse mutuelle requit la vente des biens saisis, — les 11 juin et 7 juillet 1902 ; — la première fois, la vente fut fixée au 16 juin, mais n'eut pas lieu, pour une raison que le dossier ne permet pas de déterminer ; la seconde fois, elle fut fixée au 12 juillet, mais elle ne put avoir lieu, parce que, dès le 10 juillet, la poursuite se trouva suspendue par l'effet de l'octroi d'un sursis concordataire à la débitrice.

B. Le 10 juillet 1902, en effet, dame Nydegger obtenait un sursis concordataire, aux opérations duquel était chargé de veiller, en qualité de commissaire, le préposé à l'Office des faillites de Genève. A ce sursis, la Caisse mutuelle se fit inscrire et fut admise aussi comme créancière d'une somme totale de 8662 fr. 85 (comprendant donc celle de 5190 fr. 40, faisant l'objet de la poursuite sus-rappelée n° 50219).

Le 27 août 1902, avec l'autorisation du commissaire au sursis, la débitrice, dame Nydegger, convint avec dame veuve Marie Guillermin, à Genève, de vendre à cette dernière son fonds de commerce, tel que celui-ci existerait le 14 septembre suivant, date à laquelle il en serait dressé inventaire, la prise de possession devant en avoir lieu le jour après, et le prix étant payable en mains de l'Office des faillites : le 28 août, par 2500 francs, pour le matériel du magasin, la patente et le droit au bail, et, le 15 septembre, pour les marchandises, par une somme à déterminer encore sur la base de l'inventaire à intervenir et des différentes clauses de la convention.

Le 28 août 1902, dame Guillermin versa la somme de 2500 fr. en mains du sieur E. Barrès, arbitre de commerce, à Genève, qui, le même jour, la remit à l'Office des faillites.

Le même jour encore, 28 août 1902, dame Nydegger formula ses propositions concordataires définitives consistant dans l'abandon complet, en faveur de ses créanciers et ceux de sa mère, dame Denkinger, dont elle avait accepté la succession, de son actif, « représenté par la remise de son commerce de tabacs et cigares, sur la base de 5500 francs, — suivant promesse de vente, du 27 août 1902, signée par dame Marie Guillermin », — la répartition des fonds devant avoir lieu par les soins du sieur E. Barrès, sur la base du « cahier des productions établi par l'Office des faillites ».

La Caisse mutuelle déclare adhérer à ces propositions concordataires.

Le 13 septembre 1902, le commissaire transmet au Tribunal de première instance de Genève toutes les pièces relatives à ce concordat, avec son avis concluant à homologation.

Le 16 dit, dame Guillermin, étant entrée en possession du magasin, paya en mains de sieur Barrès la somme de 3500 francs, — à laquelle avait été fixé, après inventaire, le prix des marchandises.

Sur ces entrefaites se produisit l'intervention d'un sieur Hoffmann, créancier de feu dame Denkinger et, conséquemment, de son héritière, dame Nydegger. Après avoir introduit l'action, dont il sera question plus bas, sous lettre C, le sieur Hoffmann intervint, le 25 septembre 1902, au concordat de dame Nydegger, en qualité d'opposant, ce qui eut pour effet d'amener le Tribunal de première instance à décider, le 30 octobre 1902, de renvoyer à statuer sur l'homologation de ce concordat jusqu'après solution du procès alors pendant.

Lorsque ce procès eut abouti, le 25 mars 1903, au jugement du Tribunal de première instance, dont on trouvera le dispositif résumé ci-dessous, le commissaire au sursis de dame Nydegger présenta un rapport constatant que les propositions concordataires de cette dernière avaient perdu toute valeur, sinon même tout objet. Et, par jugement du Tribunal de première instance du 9 avril, confirmé par arrêt de la Cour de Justice civile du 21 novembre 1903, l'homologation de ce concordat fut refusée.

C. Le procès auquel il vient d'être fait allusion, et ensuite de l'ouverture duquel le sieur Hoffmann était intervenu dans le concordat de dame Nydegger pour le faire échouer, en définitive, avait été introduit par demande du dit Hoffmann, formée contre : 1. dame Guillermin ; 2. la Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts ; 3. un sieur Schoop, créancier de dame Nydegger. Cette dernière fut, ultérieurement, admise à intervenir au procès.

Le demandeur concluait tout d'abord : *a)* à la séparation des deux patrimoines, de dame Denkinger, décédée le 10 octobre 1901, et de son héritière, dame Nydegger, en vertu de l'art. 878 C. civ. genevois ; *b)* à l'annulation, à son égard, de la vente consentie le 27 août 1902, par dame Nydegger en faveur de dame Guillermin ; à la reconnaissance de l'obligation pour cette dernière de ne se dessaisir en mains de personne, sinon en celles du demandeur, des meubles, marchandises, sommes ou valeurs qu'elle détenait, appartenant à la succession de dame Denkinger, ou en provenant ; — puis, plus tard encore, *d)* à l'annulation, prononcée, au besoin, en vertu des art. 286 et 288 L. P., de la vente que dame Denkinger avait elle-même consentie en faveur de sa fille, dame Nydegger, par acte du 10 septembre 1901, enregistrée le 16 dit, vente dont l'objet était toujours le même fonds de commerce que celui ultérieurement saisi au préjudice de dame Nydegger, puis vendu par cette dernière à dame Guillermin.

Dans les conclusions prises par elle dans ce procès, — et desquelles il résulte qu'en tout cas elle avait été d'accord à ce que dame Nydegger vendît le fonds de commerce dont s'agit à dame Guillermin, pour le produit de cette vente être réparti entre les créanciers concordataires de la venderesse, — la Caisse mutuelle déclara simplement s'en rapporter à justice.

Par jugement du 25 mars 1903, le Tribunal de première instance prononça la séparation des patrimoines réclamée ; — déclara fondée l'action révocatoire exercée par le demandeur contre la

de l'Office des faillites et du sieur Barrès », saisie qui fut opérée le 27 mai 1905, et dont procès-verbal, portant cette mention « saisies antérieures », fut remise à la créancière, le 14 juin 1905.

F. L'Office des poursuites, ayant reçu de l'Office des faillites et du sieur Barrès les sommes ou valeurs saisies en leurs mains au préjudice de dame Nydegger, établit un état de collocation combiné avec le tableau de distribution des deniers pour toutes les poursuites pendantes contre la débitrice. A teneur de cet état et de ce tableau, venaient, en premier lieu, un certain nombre de créanciers dont les saisies étaient encore antérieures à celles du 25 mars 1905, au profit de la série n° 2135, et qui, conséquemment, étaient payés intégralement ; puis les créanciers de la série n° 2135, qui recevaient chacun le 90 % de leur créance et demeuraient ainsi à découvert du 10 % de cette dernière ; enfin, différents autres créanciers, dont la Caisse mutuelle, lesquels, postérieurs en rang, ne recevaient même plus aucun dividende quelconque.

Lachenal et Hudry, dont la créance en capital, intérêts et frais, avait été arrêtée à la somme de 1982 fr. 50, étaient donc appelés à recevoir un dividende de 1784 fr. 50, ne demeurant à découvert que d'une somme de 198 francs.

Le 12 mars 1906, l'Office des poursuites déposa cet état de collocation et, le 13, en délivra un extrait à chacun des intéressés, conformément à l'art. 147 L. P.

Le 24 mars, le greffe du Tribunal de première instance de Genève délivra une déclaration constatant qu'aucune action en opposition à cet état de collocation n'avait été introduite dans le délai de l'art. 148 L. P., sur quoi l'Office des poursuites procéda, le 26 mars, à la distribution des deniers et à la remise, à ceux des créanciers restant à découvert de tout ou partie de leurs créances, d'actes de défaut de biens.

G. Cependant, le 23 mars 1906, mais sans avoir pris la précaution de requérir, par voie de mesures provisionnelles, en vertu de l'art. 36 L. P., la suspension des opérations de l'Office consécutives au dépôt de l'état de collocation, la Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts avait porté plainte, au sujet de ce dernier, contre l'Office des poursuites auprès de l'Autorité cantonale de surveillance, en soutenant, en résumé : que sa première poursuite, n° 50219 n'avait jamais cessé de déployer ses effets, n'ayant jamais été atteinte par aucune péremption ; — que, si la vente consentie par dame Nydegger en faveur de dame Guillermin, le 27 août 1902, avait été reconnue

biens compris dans la saisie du 3 mai 1902, — que peu importait l'époque à laquelle la réalisation des objets saisis avait eu lieu, l'art. 116 L. P. étant muet sur ce point, — a « déclaré fondée la plainte de la Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts contre la décision de l'Office des poursuites du canton de Genève, du 12 mars 1906 visée, l'a annulée et a ordonné à l'Office de colloquer la Caisse au premier rang de créancière sur l'état de collocation du 12 mars de la même année ».

Cette décision, du 25 mai 1906, ne fut communiquée, en date du même jour, qu'à la plaignante, la Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts, et à l'Office des poursuites.

Le 20 septembre 1906, l'Office des poursuites adressa à Lachenal et Hudry, en même temps qu'aux autres créanciers, utilement colloqués dans l'état du 12/13 mars 1906, une circulaire les informant de cette décision de l'Autorité cantonale de surveillance, du 25 mai, et leur disant, en outre : « Si cette décision devait être maintenue, la Caisse mutuelle ayant annoncé son intention de s'en prévaloir, nous serions contraints de vous demander le *remboursement* intégral de ce que nous vous avons versé. En effet, la collocation de la Caisse mutuelle absorberait la totalité des sommes disponibles. »

7. Par mémoire daté du 29 septembre, mais remis à la poste le 10 octobre 1906, Lachenal et Hudry ont déclaré recourir auprès du Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, contre cette décision de l'Autorité cantonale de surveillance, du 25 mai précédent, en concluant à l'annulation de dite décision et au maintien pur et simple de l'état de collocation dressé par l'Office le 12 mars 1906.

Par office du 13 octobre 1906, l'Autorité cantonale a déclaré n'avoir rien à ajouter aux motifs de sa décision, laquelle n'avait jamais été communiquée aux recourants Lachenal et Hudry ».

Par mémoire du 15 dit, la Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts a conclu au rejet du recours, tant, principalement, comme irrecevable, que, subsidiairement, comme mal fondé.

Arrêt.

En droit : 1. La première exception opposée par la Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts au recours de Lachenal et Hudry consiste à prétendre que, puisque les recourants n'avaient pas été

bre 1906, car il n'a même pas été allégué qu'avant cette date les recourants auraient eu néanmoins effectivement connaissance de la décision dont s'agit. — Le recours, remis, à la poste le 1^{er} octobre (le 30 septembre tombait sur un dimanche) a donc été interjeté en temps utile.

III. La Caisse mutuelle de Crédits et de Dépôts soutient, en troisième lieu, que le recours est irrecevable parce que la décision attaquée n'aurait pas été « rendue contrairement à la loi », c'est-à-dire n'impliquerait aucune violation de la loi. Mais, c'est là une question de fond qui ne peut donc être abordée sans qu'il soit entré en matière sur le recours.

IV. Au fond, le recours doit être accueilli et la décision de l'autorité cantonale annulée déjà pour cette raison, bien que les recourants ne l'aient pas invoquée, qu'à la date où dite décision a été rendue, le 25 mai 1906, l'intervention des Autorités de surveillance ne pouvait plus se justifier dans les poursuites de la plaignante et des recourants contre dame Nydegger. En effet, ainsi qu'on l'a vu plus haut, la plaignante ayant négligé de demander par voie de mesures provisionnelles et conformément à l'art. 36 L.P. la suspension des opérations consécutives au dépôt de l'état de collocation, l'office avait, dès le 26 mars 1906, procédé à la distribution des deniers à tous ceux des créanciers de dame Nydegger qui, aux termes de l'état de collocation, avaient à en recevoir; et il avait délivré à tous les créanciers demeurant à découvert de tout ou partie de leurs créances les actes de défaut de biens prévus par la loi. Dès ce moment, les poursuites de ces différents créanciers, au nombre desquels se trouvaient la plaignante et les recourants, étaient terminées, clôturées et ne pouvaient plus donner lieu à plainte auprès des Autorités de surveillance. Il suffit à cet égard de se référer à l'arrêt du Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, du 18 septembre 1906, en la cause Barraud et Monthoux *Rec. off. édit. spéciale*. Vol. IX, n° 42, consid. unique, page 251. — L'Autorité cantonale aurait donc dû refuser d'entrer en matière sur la plainte du 23 mars 1906, puisque celle-ci lui demandait d'intervenir dans toute une série de poursuites qui n'étaient plus soumises au contrôle des Autorités de surveillance comme autorités en matière de plaintes ou recours.

V. Mais, même à défaut de cette première considération, le recours n'en devrait pas moins être déclaré fondé. La décision

déjà dans la première poursuite, les frais que celle-ci avait occasionnés, tandis que, si elle avait considéré cette première poursuite comme étant encore en vigueur, elle aurait évidemment attendu de la liquidation de celle-ci le règlement des frais qui en étaient résultés.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, prononce : En tant que concluant à l'annulation de la décision de l'Autorité de surveillance des offices de poursuites et de faillites du canton de Genève, du 25 mai 1906, le recours est déclaré fondé, et dite décision conséquemment annulée. Pour le surplus, le recours est écarté comme sans objet...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 16 MARS 1907.

Présidence de M. GRAZ

Action introduite au nom du Département fédéral des Postes et Chemins de fer; admission à la forme; appel; art. 36, 103 Const. féd.; irrecevabilité de l'action pour défaut de personnalité juridique; réforme.

Compagnie P.-L.-M. contre Département fédéral des Postes et des Chemins de fer.¹

La Confédération peut, en vertu des principes du droit public fédéral, conférer la personnalité juridique, soit à des établissements, soit à des services publics, mais elle ne peut le faire qu'au moyen d'une loi établissant expressément cette qualité, en attribuant à l'établissement ou à l'administration dont s'agit tous les caractères constituant la personnalité juridique propre. (Ex. : La Régie des alcools.)

Aucune disposition semblable n'existant en ce qui concerne l'Administration des Postes, celle-ci est irrecevable à intenter action en son nom.

Le Département fédéral des Postes et Chemins de fer, à Berne, poursuites et diligences de M. le conseiller fédéral Zemp, son président, a assigné la Compagnie P.-L.-M., pour le relever et garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui, à la requête d'un sieur Guibentif, employé postal, victime d'un accident survenu dans la gare de Genève.

La Compagnie P.-L.-M. a excipé d'irrecevabilité de la demande, alléguant que le Département fédéral des Postes et Chemins de

¹ Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le Tribunal a admis la recevabilité à la forme de l'action de la Cie P. L. M. Nous publierons prochainement cette décision.

A teneur des dispositions de l'art. 103, les affaires du Conseil fédéral sont réparties par département entre ses membres, mais, ajoute cet article, *cette répartition a uniquement pour but de faciliter l'examen et l'expédition des affaires, les décisions émanant du Conseil fédéral, comme autorité.*

Il résulte très clairement de cette réserve qu'en prévoyant la création de départements, le législateur n'a entendu leur conférer aucun droit, aucune autorité personnelle distincte.

Cette interprétation est confirmée, en ce qui concerne les postes, par le second alinéa de l'art. 36 susvisé, qui attribue à la Caisse fédérale tout le produit des postes.

Elle l'est aussi par les dispositions de l'art. 2 de l'arrêté du 22 mars 1892, modifiant l'ordonnance du 26 novembre 1878, sur *le mode de procéder pour l'Administration des Postes*, qui réserve au Conseil fédéral toute décision sur la responsabilité de cette administration, en cas d'accident.

L'Administration fédérale des Postes n'a pas la personnalité juridique ; elle n'en existe pas moins de fait et peut être la cause de réclamations, de litiges qu'il fallait bien prévoir et désigner dans les lois qui règlent la matière ; on ne peut, par conséquent, voir, dans la terminologie de ces lois et règlements, une reconnaissance de la capacité juridique de cette administration.

Le fait même qu'elle serait chargée, par eux, de la direction des procès auxquels elle peut donner lieu, ne lui confère nullement le droit de les soutenir en son propre nom.

Quant à la jurisprudence invoquée, elle n'existe, en réalité, pas.

Aucun des arrêts cités par le jugement du 18 décembre 1906 n'a statué sur la recevabilité, à la forme, d'une instance introduite à la requête d'un des départements du Conseil fédéral.

En revanche, par arrêt du 3 juin 1903, le Tribunal fédéral a déclaré que l'Administration des Chemins de fer fédéraux n'était pas un sujet de droit propre.

La loi l'a cependant séparée de l'administration fédérale d'une manière bien plus catégorique qu'elle ne l'a fait pour la poste. (Voir *Journal des Tribunaux*, 1905, page 601, C.F.F. c. Conseil d'État de Lucerne.)

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à la prétention du Département des Postes et Télégraphes, d'être un *organe spécial* du Conseil fédéral, ayant qualité pour le représenter dans les affaires spéciales à la poste.

naissances de dettes sans l'autorisation de son mari, chef de la communauté légale, à défaut de contrat.

L'examen de ces questions appartient au juge, de sorte que le recours de sieur Sage-Vallier, tant pour défaut de qualité que pour cause d'incompétence, n'est point fondé.

Par ces motifs, le recours est écarté.

BIBLIOGRAPHIE

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

L'*Annuaire de législation étrangère* de 1905 (lois de 1904) est le trente-quatrième volume de cette si utile collection. Presque tous les pays y sont représentés, comme dans ses devanciers, et il renferme des documents appartenant aux divers domaines du droit. Le Vénézuéla s'est donné cinq codes complets et une constitution, Monaco un code de procédure pénale, l'Égypte a promulgué un code pénal pour la province du Soudan. Divers codes ont subi des modifications plus ou moins importantes. Signalons, parmi les lois spéciales, celles relatives aux débits de boissons (Grande-Bretagne, Norvège, Glaris); au repos hebdomadaire (Espagne et Danemark); aux automobiles (Hesse et Fribourg); à la protection de l'enfance (Grande-Bretagne, Espagne); au régime des aliénés (Italie); une loi allemande a alloué une indemnité aux inculpés injustement détenus et une loi italienne a introduit le principe de la peine conditionnelle. On voit par ces quelques exemples la diversité et l'intérêt que présentent les documents législatifs contenus dans ce volume et quelle utilité il a pour tous ceux qui ont à faire des recherches de législation comparée.

L'*Annuaire de législation française* de 1906 (lois de 1905) vingt-cinquième année de cette publication, renferme de nombreuses et intéressantes lois; la plus importante est, sans contredit, celle qui a réalisé la séparation de l'Eglise et de l'Etat; elle est accompagnée des décrets relatifs à son exécution et précédée d'une notice très complète et très claire.

Ces deux volumes contiennent une table analytique très détaillée, facilitant beaucoup les recherches.

H. L.

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à **M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE**

15 fr. par an pour toute la Suisse

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les **ANNONCES** sont reçues chez **MM. HAASENSTEIN & VOGLER**
Corraterie

30 centimes la ligne et ses espaces.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral* Société des excursions suisses c. Société suisse pour l'exploitation des hôtels: jugement par défaut rendu dans un canton; prorogation de for; poursuites pour des frais dans un autre canton; opposition; refus de mainlevée; art. 81 L. P.; recours de droit public; 1^o absence de déni de justice; art. 4 Const. féd.; 2^o absence de violation de l'art. 61 Const. féd.; formes des citations devant des tribunaux d'autres cantons: *lex fori et lex loci*; jugement à la base de la poursuite rendu sur citation irrégulière; rejet du recours. — Dame Berberat c. faillite Schmitter; état de collocation; opposition; art. 250 L. P.; déboulement; recours au Tribunal fédéral; défaut d'observation de l'art. 65, al. 2, Org. jud. féd.; délai de cinq jours; tardiveté. — *Cour de justice* civile. Dame Monnier c. Monnier; instance en séparation de biens; rejet; appel de la femme; inapplicabilité de l'art. 1448 C. civ.; mari ne subvenant pas aux besoins du ménage par son travail; art. 61 et 72 loi du 20 mars 1890; art. 5, loi du 7 novembre 1894; réforme; admission de la demande. — (*Autorité de surveillance*.) Brasserie du Lion; saisie; revendication d'un droit de bail à loyer; refus de l'Office d'inscrire cette mention au procès-verbal; fixation des délais de l'art. 106 L. P. pour la revendication d'un droit de gage; recours; 1^o droit de bail non prévu par les art. 106-109 L. P.; revendication ne devant pas être mentionnée dans la saisie; 2^o fixation des art. 106, 107 L. P.; rejet du recours.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 17 OCTOBRE 1906.

Présidence de M. MONNIER.

Jugement par défaut rendu dans un canton; prorogation de for; poursuites pour des frais dans un autre canton; opposition; refus de mainlevée; art. 81 L. P.; recours de droit public; 1^o absence de déni de justice; art. 4 Const. féd.; 2^o absence de violation de l'art. 61 Const. féd.; formes des citations devant des tribunaux d'autres cantons; *lex fori et lex loci*; jugement à la base de la poursuite rendu sur citation irrégulière; rejet du recours.

Société des excursions suisses *contre* Société suisse pour
l'exploitation des hôtels.

1. Le Tribunal fédéral ne peut être saisi, comme Cour de droit public, d'un recours pour violation de l'art. 4 Const. féd. et déni de justice, que lorsque les instances cantonales ont été préalablement épuisées.

II. Lorsqu'il s'agit, en revanche, d'un recours de droit public prétendant se fonder sur une violation de l'art. 61 Const. féd., cette condition n'est point nécessaire.

III. En tant qu'il s'agit d'un jugement à rendre par les tribunaux d'un autre canton que celui du défendeur, la signification à faire à ce dernier, et l'attestation de ces significations, sont soumises aux règles et prescriptions en vigueur au lieu où elles doivent se faire. C'est donc la lex fori qui déterminera la forme et l'objet de la citation, et c'est la loi du lieu où cette citation devra être signifiée qui fixera la manière d'y procéder.

IV. La signification juridique d'un exploit, portant ou non assignation, ne consiste pas seulement dans la remise de cet exploit à son destinataire en une forme quelconque, cette signification doit se faire par le ministère du ou des fonctionnaires spécialement chargés de ce soin par la loi, et en la forme aussi spécialement déterminée par elle.

V. Le défaut de suivre à une citation irrégulière, en matière de relations intercantionales, n'implique nullement, de la part du cité, la reconnaissance de la validité de cette citation; il n'est pas nécessaire pour pouvoir se prévaloir ultérieurement de cette irrégularité, de s'engager dans le procès sur cette question préjudicielle.

A. La Société des excursions suisses, à Genève, recourante, a, le 7 avril 1906, fait notifier à la Société suisse pour l'exploitation d'hôtels, ayant son siège à La Chaux-de-Fonds, intimée, un commandement (poursuite n° 5456) de payer, par 7 fr. 45, le montant des frais mis à la charge de dite intimée, par jugement rendu par défaut, le 26 mars 1906, par le Tribunal de première instance de Genève, statuant, au principal, sur une demande au montant de 50 francs, formée par la recourante contre l'intimée, ensuite d'un contrat, ou d'un prétendu contrat de publicité intervenu entre parties, et dont l'une des clauses aurait renfermé prorogation de for en faveur des tribunaux genevois.

L'intimée fit opposition à ce commandement de payer.

La recourante requit alors du Président du Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds mainlevée définitive de cette opposition, en se fondant sur le jugement sus-rappelé du 26 mars 1906.

A l'audience de main levée, l'intimée invoqua l'art. 81, al. 2 L. P., en soutenant qu'elle n'avait pas été régulièrement citée dans le procès ayant abouti au jugement du 26 mars 1906, et que, au surplus, ce dernier avait été rendu en violation de l'art. 59 de la Constitution fédérale, l'intimée n'ayant jamais souscrit au contrat dont la recourante affirmait l'existence, et devant ainsi être recherchée devant ses juges naturels, au for de son domicile, c'est-à-dire au lieu où elle avait son siège social, à La Chaux-de-Fonds.

B. Par jugement du 12 mai 1906, communiqué le 14, le président du Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds a refusé de prononcer la main levée requise, en déclarant fondée la première exception opposée par l'intimée, c'est-à-dire en admettant que cette dernière n'avait pas été régulièrement citée devant les tribunaux genevois, et en se dispensant en conséquence d'examiner la seconde exception basée sur l'art. 59 de la Constitution fédérale.

C. C'est contre ce jugement du 12/14 mai 1906 que, par mémoire du 7/9 juillet, soit en temps utile, la Société des Excursions suisses a déclaré recourir au Tribunal fédéral comme Cour de droit public pour déni de justice et violation de l'art. 61 de la Constitution fédérale, en concluant à ce qu'il plût au Tribunal fédéral;

Annuler le jugement dont recours; donner main levée de l'opposition faite par l'intimée au commandement de payer n° 5456, et dire que la poursuite irait sa voie; condamner l'intimée à tous les dépens.

Par mémoire du 24 juillet, le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds a conclu au rejet du recours, partie comme irrecevable, partie comme mal fondé.

De son côté, par acte du 26 dit, l'intimée a présenté, en réponse au recours, de sommaires explications tendant également au rejet du recours.

La recourante, par réplique du 11 août, et le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds et l'intimée, par dupliques des 15 et 18 septembre, ont déclaré persister dans leurs premières conclusions.

Arrêt.

En droit: I. Dans son jugement du 12 mai, le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds, examinant la manière en laquelle l'intimée a été citée devant l'un des Juges de Paix de Genève pour la tentative de conciliation qui, suivant la procédure genevoise, devait précéder l'introduction de la cause devant le Tribunal de première instance, a admis: « *qu'il paraît résulter* des pièces produites par le mandataire de la Société créancière qu'à la date du 12 février 1906 la Société suisse pour l'exploitation d'hôtels aurait été sommée simplement par lettre recommandée à elle adressée par le greffier de la Justice de Paix de Genève, d'avoir à se rencontrer à ce greffe le lundi 26 du dit mois, à 11 h. du matin, pour

. etc. Et pour expliquer — dit-il — la raison de cet emploi, au début de la phrase qui précède, « il résulte » au lieu de ceux-ci « il résulte », le Tribunal de La Chaux-de-Fonds, dans l'un des arrêts, fait cette remarque « que rien ne prouve qu'une lettre mandée a été expédiée de Genève et reçue ailleurs. »

la recourante — l'intimée n'avait pas contesté que la lettre avait été réellement expédiée de Genève et parvenue à sa destinataire; le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds a donc retenu un moyen que l'intimée n'a pas soulevé; et, ce faisant, il a fait preuve de partialité envers l'intimée, d'arbitraire, et son jugement constitue une violation de l'art. 4 de la Constitution.

Il a fait observer avec raison le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds dans sa réponse au recours, le Tribunal de La Chaux-de-Fonds, comme Cour de droit public, et suivant son caractère, être saisi d'un recours pour déni de justice lorsque les instances cantonales ont été préalablement épuisées, et non de rechercher si tel est le cas en l'espèce.

Le jugement rendu par le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds en application des art. 11. litt b, de la Loi neuchâtoise pour l'exécution de la L. P. du 21 mai 1882, art. 28 *leg. cit.* (réservant en cette matière les dispositions du C. P. C. pour autant que celles-ci ne sont en contradiction ni avec les autres prescriptions de dite Loi neuchâtoise), 392 et suiv. C. P. C. neuchâtois,

modifiant l'organisation judiciaire neuchâtoise du 15 août 1882, ce jugement était incontestablement susceptible d'être attaqué d'ailleurs d'accord sur ce point — susceptible d'être attaqué au recours auprès de la Cour de cassation can-

la recourante dans sa réplique — les instances épuisées toutes les fois que la décision ou le jugement peut être attaqué n'est plus susceptible d'être porté devant le Tribunal cantonal par la voie du recours en réforme mais peut plus faire l'objet que d'un simple recours en nullité. Cette argumentation toutefois n'est pas décisive, en effet, pour laquelle le Tribunal fédéral

En effet, le reproche de déni de justice formulé à l'égard du président du Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds se résume en somme en ce grief, que ce magistrat aurait violé l'une des règles du droit de procédure cantonale, celle inscrite à l'art. 88, al. 1, 2^{me} partie C. pr. civ. neuchâtelois en ces termes : « Le juge ne peut, ni suppléer, ni suggérer des faits ou des moyens qu'une partie n'alléguerait pas spontanément. » Et il est hors de doute que ce grief est de ceux qui, en vertu de l'art. 392, *ibid.*, peuvent motiver un recours auprès de la Cour de cassation cantonale, de sorte que le recourant aurait eu la possibilité d'appeler encore la dite Cour à connaître de ce grief, ou, autrement dit, qu'il n'a pas complètement épuisé les instances cantonales — ce qui, en conséquence, fait apparaître comme irrecevable son recours au Tribunal fédéral en tant que ce recours prétendait se fonder sur un déni de justice comme sur un moyen de recours spécial et distinct.

L'on peut d'ailleurs remarquer que, des explications mêmes qui figurent en tête de ce considérant, il ressort que c'est bien à tort que le recourant a jamais parlé de déni de justice en cette affaire, car il est évident que le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds, admettant en fait, dans son jugement du 12 mai 1906, qu'il lui *paraissait* résulter des pièces produites par le mandataire de la recourante que l'intimée aurait été sommée, de telle manière déterminée, de se rencontrer au Greffe de la Justice de Paix de Genève pour tenter de s'y concilier — pouvait, sans se rendre coupable de déni de justice, indiquer pour quelle raison il s'était arrêté à cette formule : « il *paraît* résulter », plutôt qu'à cette autre plus positive et plus affirmative : « il résulte ».

II. Lorsqu'il s'agit, en revanche, d'un recours de droit public prétendant se fonder sur une violation de l'art. 61 de la Constitution fédérale, il n'est, suivant une jurisprudence également constante, pas nécessaire que les instances cantonales aient été préalablement épuisées. Il peut suffire à cet égard de se référer à l'arrêt du Tribunal fédéral du 23 décembre 1903, en la cause Rothschild c. Gelpke,¹ *Rec. off.*, XXIX 1, n° 92, consid. I, page 443. — Il y a donc lieu, sur ce terrain-là, de l'art. 61 de la Constitution fédérale, d'aborder l'examen du recours au fond.

III. Il n'y a pas été contesté qu'en lui-même, et au regard du droit de procédure genevois sous l'empire duquel il a été rendu, le ju-

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1904, page 673.

gement du 26 mars 1906 ait bien acquis force exécutoire. D'autre part, il est indifférent que la partie de ce jugement, dont la recourante cherche à poursuivre l'exécution, soit celle ayant trait seulement aux frais du procès ; cette partie-là du jugement n'en participe pas moins, ainsi que le Tribunal fédéral l'a reconnu à maintes reprises déjà (voir en particulier les arrêts des 14 septembre 1903 en la cause Heinzer c. Weber, *Rec. off.*, XXIX, 1, n° 64, consid. unique page 310, et 23 décembre 1903, en la cause Rothschild c. Gelpke, *ibid.* n° 92, consid. 2, page 446), de la nature du jugement lui-même dont elle n'est que l'accessoire et au sort duquel elle se trouve liée.

Des deux exceptions opposées par l'intimée à la demande de main levée de la recourante, et prévues toutes deux par l'art. 81, al. 2, L. P., le président du Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds n'a examiné — pour la déclarer fondée — que celle consistant à dire que l'intimée n'aurait pas été citée régulièrement devant les tribunaux genevois dans le procès ayant abouti au jugement du 26 mars 1906. C'est donc à l'examen de cette même exception qu'il convient de se livrer d'abord, ici aussi, puisque, si elle doit être reconnue fondée, elle suffit à faire écarter le recours.

A ce sujet l'on peut remarquer, en premier lieu, que c'est avec raison que le président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds est parti, dans son jugement dont recours, de ce principe que, en tant qu'il s'agit d'un jugement à rendre par les tribunaux d'un autre canton que celui du défendeur, les *significations*, à faire à ce dernier, comme aussi *l'attestation de ces significations*, sont soumises aux règles et prescriptions en vigueur au lieu où elles doivent se faire — la *lex fori*, c'est-à-dire la loi du lieu devant les tribunaux duquel le procès doit être ou a été introduit, ne pouvant régir, relativement à ces significations, que les conditions à remplir, pour sa validité au point de vue de la forme ou du fond, par l'exploit ou l'acte même à signifier. En ce qui concerne une citation, c'est donc la *lex fori* qui déterminera sa forme et son objet ; en revanche, c'est la loi du lieu où cette citation devra être signifiée, qui fixera la manière en laquelle la signification même, comme aussi son attestation, devra se faire pour être régulière (voir l'arrêt du Tribunal fédéral du 11 mai 1905, en la cause Société générale suisse de publicité c. Mettetal, Junker, fils & Cie, *Rec. off.* XXXI, 1, n° 48, consid. 3, page 271.)

Or, l'intimée a été citée, à la requête de la recourante, à deux

t les autorités judiciaires genevoises dans le procès jugement du 26 mars 1906 : la première fois, au titre recommandée, qui lui a été adressée le 12 février par le greffier de la Justice de Paix de Genève ; elle a été sommée de se présenter au dit greffe le 26 du même mois pour, soit, se concilier avec la recourante ; — la seconde assignée à comparaître le 26 mars devant le Tribunal de première instance de Genève, pour y voir statuer sur les conclusions prises par la recourante comme demanderesse — un exploit portant autorisation de citer de la part du Juge de Paix de Genève du 26 février, fixation de date par le président du Tribunal de première instance de Genève, le 1^{er} mars, et notifié, avec remise de copie, par le ministère public à Genève, au Parquet du Tribunal de Genève, le 1^{er} mars ; copie de cet exploit a été remise le 2 mars à un sieur Schmid, Directeur de l'Hôtel de la Chaux-de-Fonds (l'un des hôtels qu'exploite l'intimée), par la Chancellerie d'Etat du canton de Genève et, en outre, par l'intermédiaire de la Préfecture du district de La Chaux-de-Fonds.

Le Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds a, sur le pourvoi dont recours, admis qu'à l'égard de ces deux conclusions les formalités prescrites par la loi neuchâteloise ont été remplies, et cela avec raison. Sans doute, c'est le Tribunal qui cite, dans son jugement, l'art. 434 C. P. C. qui n'a plus été complètement abrogé par l'art. 44 de la loi du 25 novembre 1892 concernant le tarif des frais de justice, mais il est également à tort qu'il s'appuie sur l'art. 161 du même Code de procédure, qui n'a plus non plus d'application d'un autre objet, à savoir de la manière en laquelle les conclusions sont introduites devant les tribunaux neuchâtelois ; le Tribunal a, en outre, commis une erreur aussi que, dans sa réponse au pourvoi, il a cité l'art. 124 *ibid.*, qui prévoit que, « toute signification, doit être faite par l'huissier du tribunal dans lequel la signification a lieu, » cet article, se trouvant être impliqué par le décret du 25 novembre 1901 supprimant les huissiers. Néanmoins, il est hors de doute que les conclusions dont s'agit n'ont, ainsi que l'a admis le Tribunal de La Chaux-de-Fonds, pas été faites en contravention des dispositions légales neuchâteloises sur la matière.

faire. L'intimée était donc bien fondée à prétendre, ainsi que le président du Tribunal de la Chaux-de-Fonds l'a admis dans son jugement dont recours, qu'elle n'avait pas été « régulièrement citée » devant les Tribunaux genevois ; et, conséquemment, le jugement du 26 mars 1906 n'était effectivement pas de ceux qui, aux termes de l'art 81 L. P., doivent entraîner l'octroi d'une mainlevée d'opposition à un commandement de payer.

Il est indifférent à cet égard, contrairement à ce qu'a soutenu la recourante, que l'intimée ait eu néanmoins en mains la lettre recommandée du Greffe de la Justice de Paix de Genève, du 12 février 1906 et la copie de l'exploit portant assignation sur le 26 mars, car précisément, d'une manière générale, comme en droit neuchâtelois aussi, la signification juridique d'un exploit portant ou non assignation ne consiste pas que dans la remise de cet exploit à son destinataire en une forme quelconque, cette signification doit se faire par le ministère du ou des fonctionnaires spécialement chargés de ce soin par la loi, et en la forme aussi spécialement déterminée par la loi (mode de notification, attestations, etc.).

Quant à l'argument de la recourante, consistant à dire que l'intimée ne pouvait exciper de la nullité des citations à elle adressées que devant le Tribunal de première instance de Genève nanti de la cause au fond — pour le réfuter, il suffit de se référer à l'arrêt du 16 septembre 1892, en la cause Keller, *Rec. off.* XVIII, n° 77, consid. 2, page 451 *in fine*, dans lequel le Tribunal fédéral a reconnu déjà que le défaut de suivre à une citation irrégulière, en matière de relations intercantionales, n'impliquait nullement, de la part du cité, la reconnaissance de la validité de dite citation, ou, en d'autres termes, que, pour que l'on pût ultérieurement se prévaloir de l'irrégularité et de la nullité d'une citation, il n'était pas nécessaire que l'on déférât d'abord à cette citation et que l'on s'engageât dans le procès sur cette question préjudicielle.

IV. Le recours doit ainsi être écarté en raison des considérations qui précèdent, en sorte que point n'est besoin d'examiner encore si c'était à bon droit que l'intimée opposait à la demande de mainlevée de la recourante une seconde exception tirée, celle-ci, du fait que le jugement du 26 mars 1906 aurait été rendu par un tribunal incompétent, en violation de l'art. 59 de la Constitution fédérale.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est écarté.

dispose que, dans les causes de ce genre, le délai de recours est réduit à cinq jours. Par conséquent, il ne peut être entré en matière, pour cause de tardiveté, sur le présent recours, lequel n'a été déposé que le quinzième jour à partir de la communication de l'arrêt attaqué.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Il n'est pas entré en matière sur le recours en réforme interjeté par dame Joséphine Schmider, née Berberat...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 13 AVRIL 1907.

Présidence de M. BURGUY.

Instance en séparation de biens ; rejet ; appel de la femme ; inapplicabilité de l'art. 1443 C. civ. ; mari ne subvenant pas aux besoins du ménage par son travail ; art. 61 et 72 loi du 20 mars 1880 ; art. 5, loi du 7 novembre 1894 ; réforme ; admission de la demande.

Dame Monnier contre Monnier.

Un homme marié et père de famille qui ne se livre à aucun travail et ne fournit rien pour l'entretien du ménage, auquel la femme subvient seule par son propre travail, ne remplit pas les obligations qui lui incombent, à teneur des art. 61 et 72 de la loi cantonale du 20 mars 1880 ; il se trouve dans le cas prévu par l'art. 5 de la loi genevoise du 1^{er} novembre 1894. Sa femme peut donc demander et obtenir sa séparation de biens.

Dame Monnier a, par exploit en date du 25 octobre 1906, demandé sa séparation de biens, articulant que son mari ne travaillait pas, qu'il s'enivrait très souvent, ne donnait rien pour le ménage, qu'enfin, il empruntait pour boire. Sieur Monnier a protesté contre ces accusations, et déclaré qu'outre la culture de son jardin et l'exploitation d'une gravière, qui l'occupaient chaque jour, il faisait aussi de la représentation pour des maisons d'horlogerie ; que le revenu d'une maison locative, dont il est propriétaire, lui permettait de se contenter d'un salaire modeste.

Après enquêtes, le Tribunal a rejeté la demande.

Les motifs de son jugement du 28 janvier 1907 sont que dame Monnier n'avait pas rapporté la preuve des faits allégués par elle ; qu'au contraire, son mari avait justifié vivre du produit de son immeuble ; que le fait de se contenter d'une situation médiocre et de ne pas se livrer à un travail régulier était insuffisant pour

depuis 1904, augmenté sa dette hypothécaire de 8500 francs, de l'emploi desquels il ne fait, ni n'essaie aucune justification. C'est incontestablement à tort que le Tribunal a estimé que, dans des conditions financières semblables, un homme marié et père de famille pouvait se dispenser de se livrer à un travail régulier. Monnier n'a, du reste, pas méconnu l'allégation de l'appelante, qu'il ne fournissait rien pour l'entretien du ménage, dont le travail de dame Monnier paraît être la principale ressource.

En résumé, il résulte des faits de la cause que Monnier ne remplit pas les obligations qui lui incombent à teneur des art. 61, 70 et 72 de la loi cantonale du 20 mars 1880, et qu'il se trouve dans le cas prévu par l'art. 5 de la loi genevoise du 7 novembre 1894.

Par ces motifs, la Cour admet, à la forme, l'appel interjeté du jugement du 28 janvier 1907.

Au fond, réforme le dit jugement ;

Dit et prononce que dame Monnier est et demeurera séparée de son mari, quant à ses biens...

(Autorité de surveillance.)

SÉANCE DU 28 JANVIER 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Saisie ; revendication d'un droit de bail à loyer ; refus de l'Office d'inscrire cette mention au procès-verbal ; fixation des délais de l'art. 106 L. P. pour la revendication d'un droit de gage ; recours ; 1^o droit de bail non prévu par les art. 106-109 L. P. ; revendication ne devant pas être mentionnée dans la saisie ; 2^o fixation des art. 106, 107 L.P. : rejet du recours.

Brasserie du Lion.

Les droits d'une nature spéciale (en l'espèce un droit de location), non prévus par les art. 106-109 de la loi fédérale sur la poursuite, que des tiers peuvent revendiquer sur des objets saisis, n'ont pas à être mentionnés sur les procès-verbaux de saisie, l'Office n'ayant pas à en tenir compte.

Par recours du 22 janvier 1907, la société anonyme la Brasserie du Lion, ayant son siège à Bâle, a demandé à l'Autorité de surveillance :

1^o De dire et prononcer que c'est mal à propos que, par sa lettre du 14 janvier 1907, l'Office des poursuites a décidé de ne pas tenir compte de sa réclamation concernant le droit de bail à loyer qu'elle revendique sur les objets saisis, avenue du Mail, et de dire et ordonner que le dit droit sera mentionné au procès-verbal de saisie,

et que la réalisation des objets saisis ne pourra avoir lieu qu'à charge, par l'acquéreur, de respecter le droit dont il s'agit ;

2° D'annuler la décision de l'Office des poursuites, résultant de sa lettre du 17 janvier 1907, et de dire et ordonner que le délai légal de dix jours sera imparti, non pas à la Basler-Löwenbrauerei, mais à la créancière poursuivante, l'Actienbrauerei zum Eberl-Faber. L'office des poursuites a conclu au rejet du recours.

1. Sur le premier point : Suivant procès-verbal du 8 décembre 1906, Guillermin, huissier, poursuite n° 10496, il a été procédé à la saisie de tous les objets mobiliers garnissant les brasseries sises avenue du Mail, 4, et rue du Rhône, 5.

Jean-Charles Handwerck, débiteur saisi, a déclaré à l'huissier : 1° que les canettes à couvercles, saisies sous le n° 336, étaient la propriété de la brasserie Eberbrau ; 2° que le billard, avec accessoires, saisi sous le n° 347, était la propriété du cercle indépendant de Genève, et que tous les autres objets mobiliers et marchandises figurant au procès-verbal étaient la propriété de la Brasserie du Lion de Bâle, ayant son siège à Bâle, et dont il était le gérant à Genève.

Par lettre du 14 janvier 1907, adressée à l'Office des poursuites, la Brasserie Löwenbrau a revendiqué un droit de gage sur les objets saisis au préjudice du sieur Handwerck, suivant procès-verbal du 8 décembre 1906, à l'exception des canettes saisies sous n° 336 et du billard avec accessoires, sous le n° 347 ; ce droit de gage fut contesté par la créancière saisissante. Outre ce droit de gage revendiqué, la Brasserie du Lion a, par la même lettre, revendiqué le droit de bail à loyer, qui lui a été consenti par Handwerck, sur le matériel et le mobilier servant à l'exploitation de l'établissement de l'avenue du Mail, n° 4, suivant acte Gampert, notaire, du 19 mai 1903.

D'après cet acte notarié, Handwerck serait propriétaire du matériel et du mobilier loué par lui à la Brasserie du Lion, pour une durée de dix-huit ans.

Les art. 106 et 109 de la loi fédérale sur la poursuite ne concernent que les revendications de droits de propriété et de gage ; mais l'art. 37 de la même loi dispose que l'expression gage mobilier comprend aussi le droit de rétention.

Si la Brasserie du Lion estime qu'en vertu de ce bail notarié, elle peut avoir seule la jouissance de ce mobilier, jusqu'en mai

1921, et le retenir, pour exercer ce droit de jouissance, et l'opposer aux tiers, jusqu'à l'expiration du bail, — ou bien il s'agit d'un droit de rétention qui se trouve compris, de par la loi, dans le droit de gage qu'elle a revendiqué sur tous les objet mobiliers saisis, et situés avenue du Mail, 4, et rue du Rhône, 5, à l'exception des nos 336 et 347 du procès-verbal de saisie ; — ou bien il s'agit d'un droit d'une nature spéciale, non prévu par les art. 106 à 109 de la loi fédérale, et l'Office a eu raison de ne pas le mentionner dans le procès-verbal. Ce premier chef de demande n'est donc point fondé.

II. Sur le second point: Il résulte du procès-verbal de saisie, qu'Handwerck, propriétaire du matériel et du mobilier, loués par lui depuis mai 1903 jusqu'en mai 1921, à la Brasserie du Lion, ayant son siège à Bâle, est resté, à Genève, le détenteur de ce même matériel et de ce même mobilier. L'huissier Guillermin a, en effet, parlé au sieur Handwerck, qui lui a fait les déclarations qui figurent sur le procès-verbal de saisie et qui ne concordent pas avec la revendication d'un droit de gage de la recourante.

Celle-ci, dont le siège est à Bâle, ne peut donc pas être considérée comme ayant la possession matérielle, à Genève, du mobilier saisi avenue du Mail, 4, et rue du Rhône, 5.

C'est, dès lors, avec raison que l'Office des poursuites a appliqué, en l'espèce, les art. 106 et 107 de la loi fédérale qui disposent que, lorsqu'un tiers revendique un droit de gage sur un objet mobilier trouvé en la possession du débiteur, l'Office invite le tiers à faire valoir son droit en justice, dans les dix jours, si le créancier saisissant conteste cette revendication.

Or, tel est le cas, car l'Actienbrauerei zum Eberl-Faber, créancière poursuivante, a contesté la revendication de la recourante.

Ce second chef de demande n'est donc point fondé.

Par ces motifs: 1° L'ordonnance provisionnelle du 22 janvier courant, de suspension de la décision de l'Office des poursuites, est rapportée ; — 2° Le recours de la société anonyme de la Brasserie du Lion, dont le siège est à Bâle, est écarté.

Ex. N. 12
6/1/21

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à **M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE**

15 fr. par an pour toute la Suisse

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les **ANNONCES** sont reçues chez **MM. HAASENSTEIN & VOGLER**

Corraterie

30 centimes la ligne en ses espaces.

SOMMAIRE — *Tribunal fédéral*. Perrin et Cie c. Bovey: patron, ouvrier, retenues d'amendes encourues par ce dernier pour contraventions; règlement pour solde; action de l'ouvrier en restitution des retenues; admission; recours pour déni de justice; art. 4 Const. féd.; admission. — (*Chambre des poursuites et des faillites*) Dame Isaac et autres: poursuites immobilières; encaissement par l'Office des loyers; faillite du débiteur; réclamation par la masse des loyers perçus; refus de l'Office; décision rapportée par l'Autorité de surveillance; recours de créanciers poursuivants au Tribunal fédéral, conditions d'application de l'art. 199 L. P. réalisées; réforme; rejet des prétentions de la faillite. — *Cour de justice civile*. Tagini et Marmier c. Egger: poursuite pour effets de change; opposition; mainlevée; appel; recevabilité; art. 182, 183 L. P.; art. 735, 754, 766 C. O.; poursuivant non porteur régulier des effets; réforme; recevabilité de l'opposition. — Scherff c. Aigroz: billets de change; poursuites; mainlevée de l'opposition; art. 82 L. P.; appel; jugement rendu en dernier ressort; art. 23 loi d'application; 1^{re} recevabilité de l'appel; violation des art. 81 L. P. 813, 827, 829 C. O.; 2^e réforme; déboute-ment du demandeur. — (*Autorité de surveillance*) Société immobilière l'Ogive: société; poursuite pour effet de change; demande d'annulation; traite acceptée; débitrice inscrite au Registre du commerce; prétendu défaut d'engagement d'icelle; rejet de la plainte. — *Faits divers*.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 27 MARS 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Patron; ouvrier; retenues d'amendes encourues par ce dernier pour contraventions; règlement pour solde; action de l'ouvrier en restitution des retenues; admission; recours pour déni de justice; art. 4 Const. féd.; admission.

Perrin et Cie contre Bovey.

L'indication, par le juge, des motifs de sa décision est une forme essentielle et d'ordre public de tout jugement.

L'inobservation de cette forme constitue, de la part du Tribunal, un déni de justice.

Le jugement dans lequel il n'existe aucune liaison logique entre les motifs allégués et le dispositif doit être assimilé à un jugement non motivé.

A. Constant Bovey a été engagé, le 23 avril 1906, en qualité de piqueur, par la maison Perrin et Cie. Son salaire, de 5 francs par jour, lui était payé à la fin de chaque semaine. A plusieurs reprises, sur la paie hebdomadaire de Bovey, Perrin et Cie ont retenu des sommes variant de 1 à 4 francs comme contribution de Bovey aux amendes payées par eux et occasionnées par sa faute. Dans chacun de ces cas, Perrin et Cie ont avisé Bovey, par lettre, qu'ils débitaient son compte de ces sommes. Et, chaque fois, Bovey a signé une quittance « pour solde de tout compte, sans réclamation ni réserve ». Bovey a quitté le service de Perrin et Cie le 29 septembre 1906, et il a reçu à cette date la somme de 31 fr. 95, pour laquelle il a également donné quittance « pour solde de tout compte, sans réclamation, ni réserve ».

B. En octobre 1906, il a cité Perrin et Cie devant le Tribunal du groupe III du Conseil des prud'hommes de Lausanne, concluant à la restitution de 12 francs, pour amendes indûment retenues au débit de son compte.

Après avoir entendu Bovey et un employé, muni de procuration, de Perrin et Cie, le Tribunal des prud'hommes a, en date du 8 octobre 1906, rendu le jugement suivant qu'on cite in extenso :

« Le Tribunal, après discussion, admet la réclamation du piqueur Bovey et condamne la maison Perrin et Cie à lui restituer la somme de 12 francs, amendes qui ont été retenues sur son salaire. Le Tribunal, estimant que la charge qui était confiée au piqueur Bovey n'était pas en rapport avec le salaire qui lui était payé par Perrin et Cie, inflige à cette maison une amende de 10 francs et les frais pour avoir poursuivi une cause dont Perrin et Cie étaient en défaut. »

C. C'est contre ce jugement que Perrin et Cie ont, en temps utile, recouru au Tribunal fédéral, concluant à ce que celui-ci en prononce la nullité. Dans leur acte de recours, ils exposent que ce jugement constitue une violation de l'art. 4 Const. féd., d'abord parce qu'il est entaché d'arbitraire et d'évidente partialité; ensuite, parce qu'il n'est aucunement motivé; enfin, parce qu'il fait de la loi une application non seulement fautive, mais entièrement inadmissible.

Bovey et le Tribunal des prud'hommes n'ont présenté aucune observation en réponse au recours de Perrin et Cie.

Arrêt. En droit : I. Le jugement du Tribunal des prud'hommes condamne les recourants à restituer à leur ancien employé Bovey le

créanciers dans toutes les contestations de droit est recevable à interjeter recours contre les décisions d'un office des poursuites concernant le failli.

II. Pour que des créanciers saisissants puissent prétendre à une somme d'argent, comme produit de biens réalisés (au sens de l'art. 199 L. P.) avant la faillite de leur débiteur, il faut deux conditions :

a) L'argent doit avoir été encaissé pour leur compte avant l'ouverture de la faillite ;

b) Il faut, en outre, que cet argent provienne d'une réalisation opérée dans les délais légaux, ou que, s'il a été perçu par l'Office sans autre procédure, il l'ait été à un moment où l'objet de la saisie aurait pu être réalisé lors de la déclaration de faillite (ou de la décision accordant un sursis, dans le sens de l'art. 295 L. P.), si l'y avait lieu d'appliquer la procédure ordinaire de réalisation.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu une réquisition de vente.

A. Eugène Isaac, à Genève, a été l'objet de poursuites de la part de nombreux créanciers formant la série n° 3127. A cette série, participent, entre autres, les recourants Ruppert, Singer et Cie et consorts (neuf créanciers), et la recourante, dame Amélie Isaac-Faillettaz, femme du poursuivi. Une première saisie avait eu lieu, à Genève, le 23 octobre 1905 (ensuite de réquisition du 18 octobre). Plus tard, les Offices de Berne et de Zurich, agissant par délégation de celui de Genève, ont saisi pour la dite série, le premier, en date du 5 décembre, le second, en date des 21 et 27 novembre 1905, plusieurs immeubles du débiteur. Ils les ont ensuite gérés, en conformité de l'art. 102, al. 2, L. P.

Le 9 février 1906, Eugène Isaac obtint un sursis concordataire, prolongé plus tard jusqu'au 9 juin. Par jugement du 20 juin, le Tribunal a refusé l'homologation de ce concordat, et le débiteur fut déclaré en faillite le 3 juillet 1906.

B. Entre temps, le 8 mars 1906, l'Office de Genève avait reçu de celui de Berne un premier versement de 3310 fr. 56, provenant de loyers perçus. Cette somme (dont l'emploi n'est plus en question actuellement) fut distribuée entre les créanciers saisissants, conformément aux art. 144 et suiv. L. P.

Plus tard, l'Office de Berne encaissa encore d'autres loyers, en particulier une somme de 838 fr. 30, le 4 juillet, soit après la déclaration de faillite. Le 20 août, l'Office de Berne versa à celui de Genève une seconde somme de 2127 fr. 28, qui provient, à ce qu'il paraît, de ces nouveaux encaissements.

L'Office de Zurich, de son côté, a soumis, le 14/17 septembre 1906, à celui de Genève, un compte de gestion, d'après lequel il

avait encaissé des loyers pour un total de 50,323 fr. 75, y compris les intérêts courus des sommes perçues. Ces loyers étaient, semble-t-il, déjà rentrés lors du prononcé de la faillite, à l'exception cependant d'une somme de 200 francs, que le préposé de Zurich ne paraît avoir touchée que le 3 août 1906. Dans son compte, l'Office déduit de la dite somme de 50.323 fr. 75 un montant de 12,824 fr. 05, comme total des dépenses résultant de la gestion des immeubles saisis. La différence de 37,499 fr. 70 a été versée par lui à l'Office de Genève le 17 septembre 1906.

C. Le 27 août 1906, ce dernier Office informa les sieurs Gottfried Kuenzi et Rudolf Weiss, à Berne, qui s'étaient adressés à lui en leur qualité de créanciers ayant produit dans la faillite Isaac, que la somme de 2127 fr. 28, reçue le 20 août, serait répartie, selon l'art. 199 L.P., aux créanciers poursuivants (série n° 3127), ainsi que cela avait été fait pour celle reçue, le 8 mars, de 3310 fr. 56.

Le 24 octobre 1906, l'Office de Genève refusa, en outre, à l'Administration de la faillite d'Isaac, de lui remettre la somme de 37,499 fr. 70 versée par l'Office de Zurich, et cela par le même motif que cette somme appartiendrait aux créanciers saisissants.

D. Ces deux mesures de l'Office ont été attaquées par deux plaintes portées devant l'Autorité cantonale de surveillance, le 6 septembre et le 29 octobre 1906. Par la première, Gottfried Kuenzi et Rudolf Weiss, auxquels s'est jointe l'Administration de la faillite Isaac, ont demandé que l'Office fût tenu de remettre à l'Administration les 2127 fr. 28 versés par l'Office de Berne, cette somme étant un bien non encore réalisé, au sens de l'art. 199. Par la seconde, l'Administration de la faillite a formulé la même conclusion au sujet de la somme de 37,499 fr. 70 versée par l'Office de Zurich. D'autres conclusions, que les plaignants avaient prises (et qui concernent la somme de 3310 fr. 56, la responsabilité du commissaire au sursis, etc.), ne sont plus discutées, l'instance cantonale les ayant rejetées, sans que ce rejet fasse l'objet d'un recours.

L'Office de Genève a demandé d'écarter les plaintes, comme irrecevables et, en tout cas, mal fondées, et à être autorisé à répartir immédiatement les sommes en question. Par conclusions du 27 septembre, dame Isaac-Faillettaz a déclaré intervenir dans la procédure et s'est jointe aux conclusions prises par l'Office.

E. Le 28 novembre 1906, l'Autorité cantonale de surveillance de Genève a rendu sa décision, laquelle — pour autant qu'elle est déferée au Tribunal fédéral — porte que l'Office de Genève est tenu

de verser à l'Administration de la faillite Isaac les deux sommes de 2127 fr. 28 et 37,499 fr. 70. Dans les motifs, cette décision, en invoquant la jurisprudence fédérale (*Rec. off.*, édit. spéciale, I, n° 54, Schmidt, et VII, n° 55, Jeremias), fait valoir que les loyers d'un immeuble ne sauraient être considérés comme réalisés, dans le sens donné à ce mot par l'art. 199, tant que le créancier n'en a pas requis la réalisation. L'instance cantonale expose ensuite que des demandes de répartition ont bien été présentées par deux créanciers saisissants, mais pendant le sursis concordataire, le 30 avril 1906, à un moment où une distribution était légalement inadmissible (art. 297 L. P.); que ces demandes étaient ainsi sans valeur juridique; et, enfin, qu'après le 20 juin, date où le sursis avait cessé, aucune réquisition régulière en distribution des sommes litigieuses n'avait été formulée.

F. Dame Isaac-Faillettaz, à laquelle cette décision fut communiquée, a recouru, en temps utile (par mémoire du 12 décembre 1906), au Tribunal fédéral. Elle demande principalement le maintien des mesures de l'Office et, par conséquent, la répartition des sommes de 2127 fr. 28 et 37,499 fr. 70 entre les créanciers de la série n° 3127. Eventuellement, elle conclut à ce que l'affaire soit renvoyée à l'instance cantonale pour être statué à nouveau.

L'Administration de la faillite Isaac, comme partie opposante au recours, conclut au rejet de ce dernier et à la confirmation de la décision attaquée.

Les plaignants, Gottfried Küenzi et Rudolf Weiss, n'ont pas produit d'observations sur le recours. L'Autorité cantonale a fait savoir qu'elle se référait aux motifs exposés dans sa décision.

G. En date du 13 février 1907, neuf autres créanciers de la série n° 3127, à savoir Ruppert, Singer et Cie, F. Gauger, Büchler et Pascal, Brombeiss et Werner, Baur et Cie, M. Poser, tous à Zurich; Ciocarelli et Link, à Baden; G. Helbling et Cie, à Küssnacht, et Jacob Leuzinger, à Meilen, ont, de leur côté, interjeté recours auprès du Tribunal fédéral contre la dite décision, dont, à leur dire, ils avaient eu par hasard connaissance. Ainsi que dame Isaac, ils demandent la répartition des deux sommes litigieuses entre les créanciers saisissants.

Arrêt.

En droit : I. C'est à tort que la recourante, dame Isaac-Faillettaz, conteste que l'Administration de la faillite ait eu le droit de recourir contre le refus de l'Office des poursuites de verser dans la masse

contre une décision faisant le départ entre les droits des différents créanciers poursuivants, mais contre le refus général de l'Office des poursuites de verser à l'Administration de la faillite les sommes encaissées par lui. En conséquence, si le recours de l'Administration de la faillite est écarté, tous les créanciers poursuivants en bénéficient.

II. Quant au fond, il s'agit de savoir si les deux sommes litigieuses, de 2127 fr. 28 et 37499 fr. 70, réclamées, d'une part, en faveur de la masse, de l'autre, en faveur de la série n° 3127, sont, ou non, et, le cas échéant, dans quelles proportions, des « biens saisis, non réalisés au moment de l'ouverture de la faillite », au sens du premier alinéa de l'art. 199 L. P. Pour résoudre cette question, il faut se baser sur les principes que le Tribunal fédéral a développés à cet égard dans son arrêt du 2 avril 1906, en la cause Wettstein-Bebié et consorts (édit. spéciale, IX, n° 20), en reprenant en partie des considérations contenues déjà dans des arrêts antérieurs, surtout dans l'arrêt Jeremias (édit. spéciale, VII, n° 55). Or, d'après cette jurisprudence, deux conditions sont requises pour que les créanciers saisissants puissent prétendre à une somme d'argent comme « produits de biens réalisés », au sens de l'art. 199.

A. L'argent doit avoir été encaissé pour le compte des créanciers poursuivants avant l'ouverture de la faillite.

B. En outre, il faut, ou bien *a*) que l'argent encaissé provienne d'une réalisation ayant eu lieu à la suite de la procédure ordinaire de réalisation, les délais légaux ayant été observés; ou bien *b*) si l'argent est rentré sans qu'il y ait eu de réalisation dans ce sens (par exemple, dans les cas prévus aux art. 102 et 124 L. P., ou lorsque la saisie portait sur des espèces), il faut, comme il a été reconnu dans l'arrêt Wettstein-Bebié et consorts, que l'on puisse dire que l'objet saisi dont il s'agit aurait pu être réalisé au moment de la déclaration de faillite (ou de la décision accordant un sursis dans le sens de l'art. 295), s'il y avait eu lieu d'appliquer la procédure ordinaire de réalisation. Aux termes du même arrêt, il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu une réquisition de vente; c'est pourquoi l'on peut faire abstraction de la question de savoir si, dans l'espèce, l'Office a été nanti d'une pareille réquisition.

III. En appliquant ces principes au litige actuel, on arrive aux résultats suivants :

A. Au moment où Isaac fut déclaré en faillite, soit le 3 juillet 1906, les Offices des poursuites de Berne et de Zurich, qui avaient été chargés par celui de Genève de l'administration d'immeubles saisis au préjudice d'Isaac, avaient encaissé diverses sommes représentant des loyers. La condition indiquée au considérant II, sous A, ci-dessus, était donc remplie. Déduction faite des frais d'administration, ces rentrées paraissent, d'après les pièces du dossier, s'être élevées aux sommes suivantes :

En ce qui concerne les immeubles administrés par l'Office de Berne : 2127 fr. 28 — 838 fr. 30 = 1288 fr. 98.

En ce qui concerne ceux administrés par l'Office de Zurich : 37499 fr. 70 — 200 fr. = 37,299 fr. 70.

Toutefois, il y a lieu de réserver l'établissement exact du montant de ces rentrées, vu que la répartition des frais d'administration, suivant qu'ils concernent une époque antérieure ou postérieure au 3 juillet 1906, pourrait encore donner d'autres chiffres.

B. Il ne s'agit pas, en l'espèce, de rentrées ensuite de la procédure ordinaire de réalisation, mais de loyers provenant de l'administration d'immeubles saisis et étant rentrés sans que l'Office ait eu besoin de vendre aux enchères la créance ayant pour objet le paiement de ces loyers.

Il y a donc lieu de rechercher si, en admettant que la procédure ordinaire de réalisation eût été nécessaire, cette réalisation aurait pu être terminée le 3 juillet 1906.

a) Comme il s'agissait d'une saisie d'immeubles, la réquisition de vente aurait été admissible six mois après la saisie (voir art. 116 L.P.). En effet, ce délai n'est pas seulement applicable à la réquisition de vente concernant les immeubles mêmes (voir Jæger, art. 116, note 7), mais aussi à celle concernant les accessoires de ces immeubles. Or, la dernière saisie, en faveur de la série 3127, avait eu lieu le 5 décembre 1905. La réquisition de vente aurait donc pu être formée à partir du 6 juin 1906 ;

b) Toutefois, à ce moment, le débiteur était au bénéfice d'un sursis, dans le sens de l'art. 295 L. P. (le sursis accordé le 9 février ayant été prolongé jusqu'au 9 juin). En outre, l'autorité compétente ne statua que le 20 juin sur l'homologation du concordat. C'est donc à partir de cette dernière date que les poursuites auraient pu recommencer. S'il est vrai que, dans la règle, le sursis ne cesse de produire ses effets qu'avec la publication du jugement concernant l'homologation du concordat, cette publication n'est cependant pas

nécessaire là où le délai, pour lequel le sursis avait été accordé, a expiré avant le jour où il fut statué sur l'homologation du concordat. Or, si, en l'espèce, les poursuites n'ont pu recommencer avant le 10 juin, c'est uniquement parce que le jugement concernant l'homologation du concordat n'avait pas encore été rendu. Donc, dès l'instant où ce jugement fut rendu, c'est-à-dire à partir du 21 juin, les poursuites pouvaient recommencer ;

c) La réquisition de vente ayant ainsi pu être formée le 21 juin, la réalisation aurait pu avoir lieu dix jours après, soit à partir du lundi 2 juillet. Car ce n'est pas le délai de l'art. 133, mais bien celui de l'art. 122 qu'il y a lieu d'appliquer. En effet, en fixant ces délais, le législateur a tenu compte du temps requis pour l'accomplissement des actes préparatoires qui doivent précéder la vente et qui prennent sensiblement plus de temps, quand il s'agit de vendre des immeubles que lorsque la vente ne porte que sur des objets mobiliers ou des créances. Or les actes préparatoires n'exigent pas plus de temps quand il s'agit de la vente d'objets mobiliers ou de créances constituant des accessoires d'un immeuble que lorsque la vente porte sur d'autres objets mobiliers ou d'autres créances.

La date à laquelle la réalisation des loyers en question aurait pu avoir lieu étant ainsi le 2 juillet, et la faillite n'ayant été déclarée que le 3 juillet, il s'ensuit que les loyers rentrés avant le 3 juillet doivent être attribués aux créanciers poursuivants.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites, prononce : Les deux recours sont déclarés fondés ; par conséquent, le produit net des loyers perçus avant le prononcé de faillite du 3 juillet 1906 doit être distribué entre les créanciers de la série n° 3127, conformément aux art. 144-150 L. P.

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 6 AVRIL 1907.

Présidence de M. BURGUY.

Poursuite pour effets de change ; opposition ; mainlevée ; appel ; recevabilité ; art. 182, 185 L. P. ; art. 755, 758, 766 C. O. ; poursuivant non porteur régulier des effets ; réforme ; recevabilité de l'opposition.

Tagini et Marmier contre Egger.

Le porteur d'une lettre de change qui exerce son recours doit justifier de la propriété de cette lettre ; cette propriété doit être absolue et sans réserve, puisqu'il est tenu de restituer le titre en cas de paiement.

Tagini et Marmier soutiennent, en premier lieu, que le mode de poursuite, pour effets de change, n'aurait pas dû être employé. Ils auraient dû faire valoir cette objection devant l'Autorité de surveillance, compétente pour annuler un commandement, si le mode de poursuite adopté par l'Office n'est pas conforme à la loi.

Actuellement, la poursuite ayant eu lieu pour effets de change, sans contestation du débiteur sur le mode de poursuite, son opposition doit, pour pouvoir être admise, rentrer dans un des cas prévus à l'art. 182 L. P.

Le premier cas n'est pas applicable.

Egger n'a pas été désintéressé et n'a pas renoncé à son recours contre Tagini et Marmier, pour la part payée par lui du montant des billets.

Le numéro 2 n'est pas invoqué.

Tagini et Marmier sont-ils dans le cas prévu au numéro 3 ; soulèvent-ils une exception admissible en matière de lettre de change ?

Le porteur d'une lettre de change, qui exerce son recours, doit justifier de sa propriété de la dite lettre ; cette propriété doit être absolue et sans réserve, puisqu'il est tenu de restituer la lettre en cas de paiement (art. 755, 758, 766 C. O. ; 177 L. P. ; Jäger *sur art. 177*, note 7).

Or, il est établi par les pièces de la procédure, et non contesté par Egger, que les deux effets, en vertu desquels il poursuit Tagini et Marmier, ne sont pas sa propriété, mais celle de la Banque populaire suisse, à Fribourg, qui est encore créancière de 5 % exigibles en septembre 1907, ensuite d'arrangement intervenu entre elle et Tagini et Marmier, et qui a prêté les dits billets à Egger en vue de la présente poursuite.

Egger n'est donc pas porteur régulier des deux effets. L'indication donnée par lui, dans sa poursuite, qu'il réclamait le solde de ces billets, était inexacte. En réalité, il poursuit le recouvrement de 30 % payé par lui ensuite d'arrangement avec la Banque ; c'est en vertu de cette convention qu'il poursuit réellement, et non en vertu de billets qui ne sont pas sa propriété, et qui ne peuvent servir à des poursuites successives au profit de divers créanciers.

L'opposition de Tagini et Marmier est donc fondée, aux termes de l'art. 182, ch. 3, L. P.

Par ces motifs, la Cour :

Vu les art. 185, 182 L. P., 58 du Tarif fédéral... Au fond, réforme le jugement dont appel, et, statuant à nouveau, déclare recevable l'opposition de Tagini et Marmier...

AUDIENCE DU 20 AVRIL 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Billets de change ; poursuites ; mainlevée de l'opposition ; art. 82 L. P. ; appel ; jugement rendu en dernier ressort ; art. 23 loi d'application ; 1^{re} recevabilité de l'appel ; violation des art. 82 L. P., 813, 827, 829 C. O. ; 2^o réforme ; déboutement du demandeur.

Scherff contre Aigroz.

Des effets de change prescrits ne peuvent plus déployer aucun effet juridique comme effets de change. Ils ne constituent donc plus une reconnaissance de dette régulière opposable au débiteur et justifiant l'application de l'art. 82 L. P.

Le montant n'en saurait donc être recouvré que par la voie ordinaire, en conformité de l'art. 813 C. O., et en justifiant que le souscripteur des billets a fait un bénéfice aux dépens du demandeur.

Suivant commandement de payer, notifié le 11 février 1907, poursuite n° 26142, Fernand Aigroz a réclamé à Théodore Scherff le paiement de la somme de :

1. 500 francs, pour capital à un billet de change, échu le 15 juin 1897 ;

2. 164 fr. 70, pour capital à un billet de change, échu le 5 juin 1897 ;

3. 278 francs, pour capital à un billet de change, échu le 1^{er} août 1897 ; — 200 francs pour capital à un billet de change échu le 1^{er} novembre 1897 ; et c'est avec intérêts à 5 %₀, dès la date de l'échéance de chaque billet.

Scherff forma opposition au commandement de payer.

Aigroz demande la mainlevée provisoire de cette opposition. laquelle fut prononcée par jugement par défaut, rendu contre Scherff, le 28 février.

Celui-ci forma opposition au dit jugement par requête du 5 mars, et a conclu au déboutement d'Aigroz de sa demande de mainlevée, en soutenant que les titres invoqués contre lui étaient prescrits, et que les obligations dérivant des dits billets de change étaient éteintes par la prescription.

Aigroz répondit que les billets produits avaient été souscrits par Scherff, en paiement de fournitures et d'argent prêté ; qu'il renonçait au troisième chef de demande concernant le billet de 278 francs, à l'échéance du 1^{er} août 1897, mais qu'il persistait, pour le surplus, dans sa demande de mainlevée provisoire de l'opposi-

tion de Scherff, en vertu de l'art. 82 de la loi fédérale, vu les titres produits.

Par jugement du 15 mars, le Tribunal a prononcé la mainlevée de l'opposition, à concurrence de la somme de 864 fr. 40, pour montant des trois billets de change échus les 5 et 15 juin et 1^{er} novembre 1897, avec intérêts à 5 % dès leur échéance.

Le Tribunal a estimé que ces trois billets constituaient, de la part de Scherff, la reconnaissance prévue à l'art. 82 de la loi fédérale, ce qui permettait de prononcer la mainlevée de son opposition, puisqu'il ne justifiait pas de sa libération.

Le dispositif du jugement fut notifié le 16 mars, et par requête du 20 mars, soit dans le délai prévu par l'art. 423 pr. civ., Scherff a interjeté appel de ce jugement; il en demande la réforme et reprend ses conclusions de première instance.

Aigroz conclut à l'irrecevabilité de l'appel et à la condamnation de l'appelant à un émolument de justice, à titre de dépens.

Aux termes de l'art. 23 de la loi genevoise d'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes, le jugement dont est appel est rendu en dernier ressort; l'appel n'en est recevable que s'il consacre une contravention expresse au texte de la loi (art. 339, n° 3, pr. civ.).

La question soumise à la Cour est la suivante :

L'appel du jugement du 15 mars est-il recevable et fondé, pour violation de la loi ?

La poursuite n° 26142 se fonde sur trois billets de change souscrits par Scherff à l'ordre d'Aigroz, et impayés à leur échéance des 5 et 15 juin et 1^{er} novembre 1897.

L'art. 829 C. O. dispose que les actions contre le souscripteur d'un billet de change, qui découlent du titre, à raison de sa nature spéciale, se prescrivent par trois ans, à compter du jour de l'échéance.

L'art. 827, n° 12, prévoit que les dispositions relatives à la lettre de change s'appliquent également au billet de change et notamment l'art. 813 C. O. qui dispose que les obligations dérivant de la lettre de change s'éteignent par la prescription.

Il en résulte que les titres produits par Aigroz, à l'appui de sa demande de mainlevée provisoire de l'opposition de Scherff, ne peuvent plus déployer aucun effet juridique, comme effets de change, puisqu'ils sont prescrits depuis 1900; ils ne constituent plus une reconnaissance de dette régulière opposable à Scherff, et l'art. 82

de la loi fédérale, invoqué par les premiers juges, n'était pas applicable en l'espèce. (Voir arrêt de la Cour, *Pyrathon c. Domenget*,¹ du 23 février 1903.)

Aigroz ne peut agir contre Scherff que par la voie ordinaire, en conformité de l'art. 813 C. O., applicable au billet de change (art. 827, n° 12), et en justifiant que le souscripteur des billets a fait un bénéfice à ses dépens.

C'est donc en violation de l'art. 82 L. P. et des art. 813, 827 et 829 C. O. que le Tribunal a prononcé la mainlevée de l'opposition de Scherff; l'appel du jugement du 15 mars 1907 est, dès lors, recevable et fondé.

Sur les dépens : Vu l'art. 58 du Tarif fédéral.

Par ces motifs, la Cour : A la forme, déclare recevable l'appel interjeté du jugement rendu dans la cause par le Tribunal de première instance, le 15 mars 1907;

Au fond, réforme le dit jugement...

(Autorité de surveillance.)

SÉANCE DU 16 MARS 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Société ; poursuite pour effet de change ; demande d'annulation ; traite acceptée ; débitrice inscrite au Registre du commerce ; prétendu défaut d'engagement d'icelle ; rejet de la plainte.

Société immobilière l'Ogive.

Dans la poursuite pour effet de change, l'Office, avant la notification du commandement, doit seulement constater que le créancier agit en vertu d'un effet de change, et que le débiteur est inscrit au Registre du commerce et sujet à la poursuite par voie de faillite ; il n'a pas qualité pour examiner si la société souscripteur d'un billet est ou non valablement engagée par la signature d'un seul de ses administrateurs.

Par recours du 13 mars 1907, la Société immobilière l'Ogive a demandé à l'Autorité de surveillance de prononcer l'annulation de la poursuite n° 30215, pour effets de change, notifiée le 8 mars 1907, à la requête de Joseph Willi, fils, à Coire.

L'Office des poursuites a conclu au rejet du recours.

La Société immobilière l'Ogive a été constituée par acte Rivoire, notaire, du 13 janvier 1905, et inscrite au Registre du commerce (*Feuille officielle suisse du Commerce*, 1905, page 114).

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1903 page 219

La poursuite n° 30215 se fonde sur une traite acceptée, et impayée à son échéance, du 12 décembre 1906 ; elle porte la signature de sieur Bizot, architecte, lequel est membre du conseil d'administration de la Société immobilière l'Ogive, suivant l'inscription au Registre du commerce.

Les conditions requises par l'art. 177 de la loi fédérale se trouvent ainsi réalisées dans l'espèce, et c'est avec raison que l'Office a notifié la poursuite pour effets de change n° 30215.

La question de savoir si sieur Bizot, membre du conseil d'administration de la Société immobilière l'Ogive, avait qualité pour accepter la lettre de change dont s'agit, est de la compétence de l'autorité judiciaire, qui prononcera conformément aux statuts de la société, lesquels, suivant l'inscription au Registre du commerce, prévoient que la société est valablement engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature collective de deux des membres du conseil d'administration, ou par celle de l'un d'eux, spécialement désigné.

L'Office des poursuites n'a aucune compétence pour examiner si le conseil d'administration d'une société anonyme s'est conformé aux statuts pour s'engager vis-à-vis des tiers ; l'Office n'a qu'une seule obligation avant la notification de la poursuite, c'est de s'assurer si le créancier agit en vertu d'un effet de change, et si le débiteur est inscrit au Registre du commerce et sujet à la poursuite par voie de faillite (art. 39 et 177 loi fédérale) ; or, dans l'espèce, ces deux conditions étant réalisées, il n'y a pas lieu de prononcer l'annulation de la poursuite n° 30215, puisqu'elle n'est pas contraire à la loi.

Du reste, la Société immobilière a formé opposition à cette poursuite ; elle peut donc soumettre son exception à l'autorité judiciaire, seule compétente pour l'examiner.

Par ces motifs, le recours de la Société immobilière l'Ogive est écarté...

FAITS DIVERS

FÉRIES. — Le Conseil d'Etat a fixé les vacances des Tribunaux du 15 juillet, au 21 septembre inclusivement.

Ex. J. C. L.
06/25/07

LA
SEMAINE JU

JOURNAL DES TR
(JURISPRUDENCE SUISSE
PARAISANT A GENÈVE

Adresser les lettres, communications e
à M. Henry PATRY, Fronte

15 fr. par an pour tout

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAU

Les ANNONCES sont reçues chez M

Corraterie

10 centimes la ligne en sus

SOMMAIRE - *Tribunal fédéral*. Simonin et con
électricité; ouvrier; accident professionnel, s
et frères de la victime; admission partielle;
25 juin 1881 et 26 avril 1887; art. 40, loi conce
du 24 juin 1902; faute de l'employeur; absenc
des demandeurs; obligations alimentaires. —
Etat de Genève: poursuite pénale; mise en l
défaut relevé; action en remboursement de
436 C. inst. pén., refus; appel; définition des
jugement par défaut non définitif; réforme:
Boissonnet c. veuve Plüss-Berthoud: séquest
indemnité; demande reconventionnelle en pa
du séquestre; allocation d'une indemnité; reje
comme irrecevable; appel, 1^{re} admission d'un
questre, 2^e recevabilité à la forme de la dema
ordonnance d'enquêtes; renvoi aux premiers j
Bouchut q. q. a : poursuites contre des francs
1^{re} tardiveté; art. 17 L. P.; 2^e incompétence;
Traité franco-suisse du 15 juin 1869, art. 279]

TRIBUNAL FED

AUDIENCE DU 23 JANV

Présidence de M. PE

Electricité; ouvrier: accident professionn
père, mère et frères de la victime; adm
plication des lois des 25 juin 1881 et 26
cernant les installations électriques, du
poyeur; absence de faute de la victir
obligations alimentaires.

Simonin et consorts contre Comm

*I. En matière d'accident de fabrique
exclut toute hypothèse de cas fortuit.*

*III. Dans la détermination de l'ind
rents d'un ouvrier décédé par suite d
l'application des lois sur la responsabi
faut tenir compte, non pas de ce que
à ses parents, à titre de secours, mais*

payer, de ce à quoi il était légalement tenu envers eux (obligation alimentaire).

III. L'obligation alimentaire prévue à l'art. 6, litt. a, de la loi de 1881, comme l'une des conditions du droit d'agir, en vertu de cette loi, peut n'exister encore, au moment de l'accident, qu'à l'état virtuel, pourvu que l'on puisse, avec quelque vraisemblance, présumer que cette obligation alimentaire aurait, tôt ou tard, perdu son caractère d'obligation virtuelle pour revêtir celui d'une obligation existant bien réellement et susceptible de donner utilement lieu à des poursuites juridiques.

A. Le 15 septembre 1905, à l'usine de « Derrière le moulin », exploitée par la commune municipale de Saignelégier, l'employé de cette dernière, Albert-Joseph-Stanislas Simonin, a été victime d'un accident par électrocution, auquel il succomba immédiatement.

B. Les père et mère de la victime, Henri Joseph Simonin, guet de nuit et bedeau, et Hortense, née Chapatte, à Saignelégier, et ses deux frères, Charles-Henri-Joseph, facteur postal à Saint-Imier, et Marc-Joseph-Alfred, ouvrier électricien, à Lausanne, ont, par exploit du 3 novembre 1905, ouvert action contre la commune municipale de Saignelégier, devant le Tribunal civil du district des Franches-Montagnes, en concluant à ce qu'il plût au Tribunal, condamner la défenderesse à leur payer, sous suite de tous frais, à titre de dommages-intérêts, du chef de l'accident sus-indiqué, telle somme à déterminer, mais en tout cas supérieure à 4000 francs, avec intérêts au 5 % dès le 15 septembre 1905.

C. En réponse, la défenderesse offrit de payer une indemnité de 1000 fr., et, au bénéfice de cette offre, elle conclut au rejet de la demande comme mal fondée.

D. Par jugement du 24 avril 1906, le Tribunal civil du district des Franches-Montagnes a adjugé aux demandeurs leurs conclusions jusqu'à concurrence de la somme de 4000 fr., avec intérêts au 5 % du 15 septembre 1905, et a condamné, en outre, la défenderesse à leur payer leurs frais de procès liquidés à la somme de 1000 fr.

E. Sur appel de la défenderesse, la Cour d'appel et de cassation du canton de Berne a, par arrêt du 26 octobre 1906, réformé ce jugement et réduit à la somme de 1800 fr. l'indemnité à payer par la défenderesse aux demandeurs (soit aux quatre demandeurs conjointement, pour frais funéraires, 80 fr. ; aux époux Simonin 1700 fr. ; et à leurs deux fils, 20 fr.), les intérêts demeurant fixés

au 5 % dès le 15 septembre 1905, la défenderesse demeurant aussi chargée des frais de première instance des demandeurs par 1000 fr. et les frais d'appel étant compensés entre parties...

F.-G. Les parties ont recouru.

(*Abrégé*)

Arrêt.

En droit : I. La défenderesse ne conteste pas, ni n'a jamais contesté d'ailleurs le principe de sa responsabilité, en l'espèce, non plus que l'applicabilité des lois sur la responsabilité civile des fabricants des 25 juin 1881 et 26 avril 1887, réservée par l'art. 40 de la loi fédérale concernant les installations électriques à faible et à fort courant, du 24 juin 1902. Elle ne conteste plus également devant le Tribunal fédéral — et cela avec raison — que l'accident du 15 septembre 1905 soit bien dû à une faute de sa part, ainsi que l'ont admis les deux instances cantonales — ce qui, selon la jurisprudence constante du Tribunal fédéral, exclut toute hypothèse de cas fortuit. Mais, elle soutient, et c'est là le seul point de fait sur lequel, au fond, porte encore le litige, que le dit accident a sa cause aussi dans la propre faute de la victime qui aurait négligé, dans la manipulation d'appareils électriques, de se servir des moyens à sa disposition pour écarter tous dangers dans cette opération. Mais, à cet égard, l'on peut se borner à se référer à l'arrêt de la Cour dont les constatations n'ont même pas été, ni n'auraient pu d'ailleurs être attaquées par la défenderesse comme étant en contradiction avec les pièces du procès ou comme reposant sur une appréciation des preuves contraire aux dispositions légales fédérales. Ces constatations réfutent par elles seules déjà tous les reproches que la défenderesse a articulés, dans ce procès, à l'adresse de la victime, même celui consistant à dire que le défunt, puisqu'il était le seul ouvrier de l'usine, aurait dû signaler à la défenderesse les défauts que présentaient les installations électriques de « Derrière le moulin » ; il résulte, en effet, des constatations de l'instance cantonale, comme aussi des propres explications de la défenderesse, que cette dernière connaissait, déjà avant l'accident, les diverses défauts qui existaient dans l'usine dont s'agit, en sorte que son ouvrier Simonin n'avait aucune raison de les lui signaler à nouveau.

II. Il n'y a plus ainsi à examiner que la question de savoir s'il se justifie de modifier le chiffre de l'indemnité allouée aux demandeurs par l'instance cantonale.

Le montant des frais funéraires (80 fr.) ne donne plus lieu à aucune discussion ; l'on n'a donc plus à s'y arrêter.

Quant à l'indemnité revenant aux père et mère de la victime, n'est pas contesté que ces derniers aient bien qualité pour agir en vertu de l'art 6, litt. a, de la loi de 1881. D'autre part, et sans que cette constatation soit en contradiction avec les pièces du procès ou repose sur une appréciation de preuves contraire aux dispositions légales fédérales, l'instance cantonale a admis en fait que Henri-Joseph Simonin ne gagnait plus, en moyenne, que 800 fr. par an, tandis qu'il lui fallait, pour subvenir à son entretien et à celui de sa femme, une somme de 1000 fr. au moins par année, d'où il résulte, que les époux Simonin se trouvent dans cette situation de devoir réclamer de leurs enfants, pour assurer leur subsistance, une somme de 500 fr. par année. Or, soutiennent les demandeurs, c'est le défunt qui, *en fait*, fournissait presque exclusivement cette somme à ses parents à qui il ne payait en tout cas, pas moins de 400 fr. ; aussi, attaquent-ils spécialement cette partie de l'arrêt du 26 octobre 1906 dans laquelle la Cour dit que l'on peut admettre que les trois fils Simonin *contribuaient* par parts égales à l'entretien de leurs parents. » Mais, ce n'est qu'en apparence que l'instance cantonale a donné pour base à son calcul cette circonstance *de fait* que les trois fils Simonin contribuaient chacun d'une manière égale, à l'entretien de leurs parents, car, après s'être livrée à cette remarque *de fait* d'où ne pouvait dépendre le sort de la cause, l'instance cantonale a elle-même placé le débat sur son véritable terrain en s'inspirant de la jurisprudence du Tribunal fédéral et en reconnaissant, avec celui-ci, que, ce qu'il fallait tenir compte dans la détermination de l'indemnité allouer aux parents d'un ouvrier décédé par suite d'un accident imputable sous l'application des lois sur la responsabilité civile des fabricants, c'était non pas ce que cet ouvrier payait, *en fait*, à ses parents à titre de secours, mais bien ce qu'il devait leur payer à ce titre, c'est-à-dire ce au paiement de quoi il était *légalement tenu* envers eux, les parents n'ayant droit ainsi à d'autre indemnité que celle représentant la valeur de l'*obligation alimentaire* qu'avait la victime à leur égard. Or, des termes mêmes de l'arrêt en recours, il résulte bien que c'est cette valeur que l'instance cantonale a recherchée, en l'espèce, et a fixée, en définitive, à la somme de 200 fr. par an, en tenant compte de ce que, si, en principe, les trois fils Simonin avaient à intervenir chacun pour une

Quant aux avantages qui, d'une manière générale, résultent de l'allocation d'une indemnité en capital en lieu et place d'une rente, c'est à bon droit que l'instance cantonale en a fait abstraction.

L'espèce, ces avantages ne se présentant point ici réellement, soit en raison du chiffre minime de l'indemnité accordée, soit en raison de la situation spéciale des ayants droit à dite indemnité.

III. Des divers griefs formulés par les recourants devant le Tribunal fédéral, il ne subsiste plus ainsi que celui au moyen duquel la défenderesse prétend que c'est à tort que l'instance cantonale a reconnu aux deux frères de la victime la qualité nécessaire pour être porteurs de la demande dans ce procès et leur a alloué à chacun une indemnité de 10 fr. Mais, ce dernier grief doit être, lui aussi, rejeté, car l'instance cantonale s'est, sur ce point encore, inspirée de la jurisprudence du Tribunal fédéral, suivant laquelle l'obligation alimentaire prévue à l'art. 6, litt. a, de la loi de 1881 constitue l'une des conditions du droit d'agir en vertu de dite loi peut exister encore, au moment de l'accident, qu'à l'état virtuel pourvu que l'on puisse, avec quelque vraisemblance, présumer que cette obligation alimentaire aurait, tôt ou tard, perdu son caractère d'obligation virtuelle pour revêtir celui d'une obligation existant en réellement et susceptible de donner utilement lieu à des poursuites juridiques. L'instance cantonale est toutefois allée un peu loin en disant, qu'à ce sujet il suffit d'une possibilité, si minime soit-elle ; l'on peut, à cet égard, se référer par comparaison, à l'arrêt du Tribunal fédéral du 17 mars 1904, en la cause Tradella-Calpini (¹), consid. 4. Journal des Tribunaux, 1904, pages 383-384. Toutefois, les suppositions à l'aide desquelles l'instance cantonale est arrivée à attribuer, à la créance alimentaire que les deux frères de la victime pouvaient posséder contre cette dernière d'une manière virtuelle, une valeur actuelle de 20 fr., ne sont pas tellement hypothétiques et leur réalisation n'apparaît pas comme tellement incertaine que l'on puisse faire à l'instance cantonale un sérieux grief de les avoir retenues. Il s'agit, d'ailleurs, d'une somme si insignifiante, qu'il ne se justifierait vraiment point de former, uniquement pour cela, l'arrêt dont recours, d'autant moins qu'il n'apparaît pas, ou qu'en tout cas la défenderesse a négligé de démontrer que l'intervention des frères Simonin dans ce procès ait occasionné un surcroît de frais ou de dépens.

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1905, page 61.

si être écartés au fond, le Tribunal fédéral ne peut, suivant sa jurisprudence constante, revoir la manière en laquelle l'instance cantonale a réglé la question des frais de première instance et d'appel.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Les deux recours sont écartés.

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 6 AVRIL 1907.

Présidence de M. BURG

Poursuites pénales ; mise en liberté sous caution ; jugement par défaut relevé ; action en remboursement de la caution ; art. 153, 156, 166, 167, 436 C. inst. pén. ; refus ; appel ; définition des droits de l'Etat sur la caution ; jugement par défaut non définitif ; réforme ; remboursement de la caution.

Rouiller contre Etat de Genève.

Les droits de l'Etat sur la caution déposée par un prévenu sont subordonnés à l'existence d'un jugement par défaut définitif ou à la fuite du dit prévenu. Ils ne sauraient se baser sur un jugement par défaut relevé et mis à néant par un jugement rendu contradictoirement contre le condamné.

Louis Rouiller, arrêté sous l'inculpation d'attentats à la pudeur, a obtenu, le 2 mai 1906, sa mise en liberté provisoire, moyennant le dépôt effectif d'une caution de 2000 francs. Cité par devant la Cour correctionnelle pour le 22 mai suivant, il ne se présenta pas et fut condamné par défaut. Il fit régulièrement opposition à ce jugement et comparut, le 13 juin suivant, devant le jury, qui lui infligea deux ans d'emprisonnement, avec sursis de cinq ans. Ayant ainsi régularisé sa situation, il voulut retirer la somme versée par lui à la Caisse de l'Etat, mais la restitution lui en fut refusée ; c'est alors qu'il assigna l'Etat en remboursement des 2000 francs déposés.

Rouiller exposait que, puisqu'il avait été jugé contradictoirement, la cause pour laquelle il avait fait le dépôt avait cessé d'exister ; que l'art. 167 du Code d'instruction exigeait expressément, pour l'intentat des diverses actions auxquelles la contrainte de la caution pouvait donner lieu, la signification d'un jugement par défaut qui, en l'espèce, n'existait pas, puisque l'admission de son opposition avait, en application des dispositions de l'art. 436 du Code d'ins-

, entraîné la mise à néant de la condamnation du

nève persista dans sa résistance, se fondant sur les 36 du Code d'instruction pénale et sur l'art. 10, § 2, avril 1849, sur la liberté individuelle, qui déclarent l'assignation de la caution a pour but d'assurer la présence sous les actes de la procédure, d'où il concluait que l'assignation à l'un quelconque de ces actes entraînait, de la contrainte de la caution; il articulait que la signification par défaut n'était nécessaire qu'autant que la caution exigeait l'intentat d'une action; que tel n'était pas le cas pour le simple dépôt d'espèces; que, par conséquent, l'assignation par défaut ne lui était pas opposable.

En 1907, le Tribunal repoussa la demande de Rouiller et fut motivé, en substance, comme suit: Le Code pénal fait à l'inculpé, libéré sous caution, une obligation de se présenter à tous les actes de la procédure. Une telle obligation entraîne, de plein droit, la contrainte.

Les premiers juges invoquaient, enfin, l'usage et la promulgation du Code d'instruction pénale, et, la jurisprudence française; ils écartaient, enfin, les dispositions du Code de procédure pénale, ne contenant des dispositions obscures et contrairement au principe consacrant un traitement différent, suivant le cas.

Appelé de ce jugement, dont il demande la mise à néant sur les mêmes moyens qu'en première ins-

née conclut à la confirmation.

Il a statué sur la demande ?

Les dispositions du Code d'instruction pénale genevois, relatives à la caution, sont, il faut le reconnaître avec les précédentes, précises et souvent contradictoires; il paraît difficile de concilier celles de l'art. 167, sur lequel se fonde l'appelant, avec les arts. 3, 155, 166 et avec l'art. 10, § 2, de la loi sur la liberté individuelle invoqués par l'intimé. Il convient de rechercher, avec exactitude, quelle a pu être l'intention du législateur.

La caution, fournie pour obtenir la liberté provisoire, n'est pas, en substituant de nouvelles entraves aux liens de la justice, l'action de la justice. Ce but est certainement atteint, si elle se trouve en présence d'un jugement définitif,

rendu contradictoirement. Il importe peu que, malgré l'engagement qu'il en a pris, l'inculpé ne se soit pas présenté à l'un ou l'autre des actes de la procédure, si son absence n'a eu pour conséquence de compromettre ou léser aucun des intérêts que la caution avait pour but de garantir, surtout lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, il a pris lui-même l'initiative de faire réformer et mettre à néant l'opération ou l'acte de procédure vicié par son absence.

Admettre que la non comparution à un acte quelconque de la procédure puisse avoir, de plein droit, pour résultat, la contrainte de la caution, quelle que soit, du reste, la suite du procès, serait admettre qu'un inculpé, qui serait en définitive acquitté, pourrait se voir obligé d'abandonner une somme qu'on lui a fait déposer à tort. L'équité se refuse à accepter une semblable solution.

Le manque de précision des art. 153, 165, 166 du Code d'instruction pénale et de l'art. 10 de la loi sur la liberté prête à l'interprétation de l'Etat, mais les dispositions très précises de l'art. 167 du code précité démontrent clairement que telle n'a pas été l'intention du législateur.

Cet article exige, en effet, pour l'intentat des actions en réalisation de la caution, ou un contrat établissant la fuite de l'inculpé, ou un jugement par défaut, signifié et définitif.

La Cour ne saurait accepter l'interprétation qu'a donnée de cette disposition le Tribunal, en déclarant que le législateur n'avait pu exiger l'existence d'un jugement par défaut définitif, sans créer une différence entre les divers genres de cautions, et qu'il fallait, par conséquent, admettre comme suffisant un document quelconque établissant la non comparution, voire même un jugement par défaut, déclaré non avenue à la suite d'une opposition régulière. Outre que les termes très précis de l'article dont s'agit condamnent cette manière de voir, il paraît certain que les premiers juges sont partis du point de vue, erroné, que, dans le cas de la caution par dépôt, l'Etat ayant les espèces en mains, peut se les approprier sans autre formalité, et n'a besoin pour le faire d'aucune légitimation. Si, pratiquement, la chose est peut-être possible et courante, juridiquement elle est impossible. En déposant la caution, l'inculpé ne fait pas un paiement à l'Etat; celui-ci ne peut prétendre à aucun droit de propriété sur les espèces, qui ne cessent d'appartenir au déposant, au crédit duquel elles sont inscrites. Pour modifier cette situation et acquérir la propriété de la somme dont il est nanti,

l'Etat a besoin des mêmes justifications que pour poursuivre les droits qui lui compètent, dans les mêmes circonstances, sur les cautions qu'il n'a pas entre ses mains. L'art. 167 ne consacre, par conséquent, pas une différence de traitement entre les trois genres de cautions et doit être interprété dans sa lettre, dont il résulte clairement que les droits de l'Etat sur la caution sont subordonnés à l'existence d'un jugement par défaut définitif, ou à la constatation de la fuite de l'inculpé, circonstance qui existe en l'espèce.

La question n'ayant jamais été soulevée, l'usage qui a pu être suivi depuis 1885 est sans aucune importance ; quant à la jurisprudence citée par le Tribunal, elle se réfère à des textes complètement différents de ceux qui règlent la matière à Genève.

Par ces motifs, la Cour... Au fond, réforme le dit jugement et condamne l'Etat de Genève à restituer à Rouiller la somme de 2000 francs déposée par lui à titre de caution...

AUDIENCE DU 13 AVRIL 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Séquestre ; action en contestation et en indemnité ; demande reconventionnelle en paiement d'une somme ; annulation du séquestre ; allocation d'une indemnité ; rejet de la demande reconventionnelle comme irrecevable ; appel ; 1^o admission d'une offre de preuve justifiant le séquestre ; 2^o recevabilité à la forme de la demande reconventionnelle ; 3^o réforme ; ordonnance d'enquêtes ; renvoi aux premiers juges.

Boissonnet contre veuve Plüss-Berthoud.

I. Pour l'application de l'art. 271, § 2, L. P. (séquestre), il n'est pas nécessaire que le débiteur ait commis des actes de dissimulation ou qu'il ait fait disparaître tout ou partie de son actif ; il suffit qu'il ait clairement manifesté son intention de se soustraire à ses engagements et de mettre tout ou partie de son actif hors d'atteinte.

II. On ne peut soutenir que la recevabilité de toute demande reconventionnelle soit subordonnée au consentement de la partie contre laquelle elle est formée. Les dispositions de l'art. 500 pr. civ. et celles sur la compensation s'opposent à l'admission de ce principe.

III. Si dans une instance en contestation de cas de séquestre, qui doit être instruite suivant la voie de la procédure accélérée, une des parties présente une demande soumise à la procédure ordinaire, le tribunal devra liquider séparément les différentes questions qui lui sont soumises, en appliquant à chacune le genre de procédure prévu par la loi.

Le 5 septembre 1906, à trois heures après-midi, Jean Boissonnet, coiffeur à Genève, se disant créancier d'une somme de 4550 francs, a fait procéder, au préjudice de sa débitrice, dame Jenny Plüss-Berthoud, au séquestre d'une somme de 1000 francs, en mains de la Banque fédérale. Sieur Plüss n'était mis en cause que pour autoriser son épouse ; il était, du reste, décédé au moment où le séquestre était pratiqué.

La copie du procès-verbal a été expédiée à dame Plüss, le 7 septembre 1906.

Le 11 septembre, soit en temps utile, dame veuve Plüss-Berthoud a assigné Boissonnet devant le Tribunal, pour ouïr dire que c'est sans droit que le séquestre n° 272 a été pratiqué ; ouïr déclarer nul et de nul effet le dit séquestre ; s'ouïr, le cité, condamner à 250 francs de dommages-intérêts et aux dépens.

La veuve Plüss a soutenu que le cas de séquestre invoqué, à savoir « qu'elle cérait ses biens et préparait sa fuite », n'était pas justifié, et que le dit séquestre lui avait causé un préjudice matériel et moral important. Boissonnet a allégué et offert de prouver que, créancier de dame Plüss, du prix de remise de son commerce et de marchandises, dame Plüss, le 4 septembre, déclara ne pouvoir tenir ses engagements, et abandonna le commerce dont elle avait pris possession ; qu'elle fit des démarches à la Banque fédérale pour toucher la somme de 1000 francs séquestrée et destinée à assurer le dédit prévu à la convention de remise.

Le défendeur a formé une demande reconventionnelle en 4751 fr. 40, prix d'acquisition du commerce, prix de marchandises, et remboursement de loyer et assurance.

En ce qui concerne cette demande reconventionnelle, la demanderesse a soutenu qu'elle était irrecevable, le défendeur ne pouvant greffer, sur une action en contestation de cas de séquestre, s'instruisant en procédure accélérée, une action en reconnaissance de dette, s'instruisant en procédure ordinaire. Elle a cependant donné ses explications au fond, et conclu, au cas où la demande reconventionnelle serait déclarée recevable, au déboutement de Boissonnet.

Par jugement du 19 décembre 1906, le Tribunal de première instance a : déclaré non fondé le cas invoqué à l'appui du séquestre n° 272, du 5 septembre 1906 ; en conséquence, déclaré celui-ci nul et de nul effet ; condamné Boissonnet à payer à la veuve Plüss 100 francs à titre de dommages-intérêts ; déclaré la demande de

Boissonnet irrecevable en l'état; renvoyé celui-ci à mieux agir ; condamné Boissonnet aux dépens.

Ce jugement est, en substance, motivé comme suit :

Sieur Plüss n'est en cause que pour autoriser son épouse ; le séquestre a été requis contre dame Plüss ; Boissonnet n'a ni démontré, ni offert de démontrer, que cette dernière ait eu l'intention de quitter Genève, ou ait cédé ses biens. L'offre de preuve formulée par Boissonnet tend bien à établir des procédés incorrects des mariés Plüss, mais non le fait précis prévu par le § 2 de l'art. 271 L. P.

Il est incontestable que la mesure prise par Boissonnet a causé un préjudice à dame Plüss, mais il y a lieu de tenir compte que la somme séquestrée n'était pas à la disposition immédiate de dame Plüss. La loi de procédure civile ne prévoit pas la demande reconventionnelle. La recevabilité d'une telle demande est subordonnée, à teneur de l'art. 5 L. P., au consentement de la partie contre laquelle elle est formée.

Boissonnet a appelé, en temps utile, du jugement rendu par le Tribunal. Il reprend ses conclusions de première instance, tendant au déboutement des conclusions de la demanderesse relatives au cas de séquestre et aux dommages-intérêts. Il conclut reconventionnellement, au paiement de la somme de 4751 fr. 40. Subsidiairement, il reprend l'offre de preuve faite en première instance, en la précisant toutefois.

L'intimée conclut à la confirmation du jugement. Au cas où la Cour admettrait la recevabilité de la demande reconventionnelle, elle demande le renvoi de la cause aux premiers juges, subsidiairement, le déboutement de Boissonnet ; plus subsidiairement elle fait une offre de preuve. Dans tous les cas, elle conclut à la condamnation de Boissonnet aux dépens d'appel.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1° Le séquestre contre dame Plüss était-il justifié, et la preuve offerte par Boissonnet est-elle pertinente et admissible ?

2° La demande reconventionnelle de Boissonnet est-elle recevable ?

3° *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Ainsi que la doctrine et la jurisprudence l'ont admis, pour l'application de l'art. 271, 2°, il n'est pas nécessaire que le débiteur

ait commis des actes de dissimulation, ou qu'il ait fait disparaître tout, ou partie, de son actif ; il suffit qu'il ait clairement manifesté son intention de se soustraire à ses engagements, et de mettre tout, ou partie, de son actif hors d'atteinte. (Voir arrêt mariés Tocheff c. B.,¹ du 25 mars 1899.)

En l'espèce, les faits offerts en preuve, sous numéros 4-7 des conclusions d'appel, sont de nature à démontrer cette intention et à justifier le séquestre, s'ils sont établis. Il y a donc lieu d'admettre la preuve offerte à cet égard. Les numéros 1, 2, 3, 8, 9, 10 sont sans pertinence dans l'action en contestation du cas de séquestre.

Sur la deuxième question :

Le Tribunal a admis, d'une manière générale, que la recevabilité de toute demande reconventionnelle était subordonnée au consentement de la partie contre laquelle elle est formée.

La Cour ne saurait partager cette opinion.

L'art. 500 pr. civ. prévoit implicitement les demandes additionnelles et incidentes, en frappant d'une peine celui qui dirigerait plusieurs instances, dans le cas où une seule aurait suffi. Lorsqu'il s'agit de deux demandes de sommes d'argent, le défendeur à la demande principale a le droit d'invoquer la compensation et de faire valoir, par voie d'exception, sa propre créance ; exiger, pour ce faire, une instance nouvelle, serait d'un pur formalisme.

En l'espèce, la demanderesse s'est opposée à l'admission de la demande reconventionnelle, pour le motif qu'il s'agit de la contestation d'un cas de séquestre, et que la procédure applicable, à teneur de l'art. 279 L. P., est la procédure accélérée, tandis que, pour la demande reconventionnelle, il s'agit de la procédure ordinaire.

Mais, la demanderesse ne s'est pas bornée à intenter l'action en contestation du cas de séquestre, elle y a joint une action en dommages-intérêts. Dès lors, le défendeur, s'estimant créancier de la demanderesse, avait le droit, tout en contestant la demande principale, d'opposer, le cas échéant, la compensation, et de faire valoir, par voie d'exception, sa propre créance.

Quant à la procédure à suivre, rien n'empêche le Tribunal de liquider, par voie de procédure accélérée, la contestation du cas de

¹ Voir *Semaine Judiciaire*, 1899, page 446.

séquestre seule, et d'instruire les demandes accessoire et reconventionnelle, suivant les formes de la procédure ordinaire.

En l'espèce, la demande reconventionnelle était donc recevable, et il y a lieu, pour le Tribunal, de l'examiner au fond. Il convient de remarquer que, tout en excipant de l'irrecevabilité de la demande reconventionnelle, la demanderesse l'a instruite complètement, et que le Tribunal avait tous les éléments pour la trancher.

Sur la troisième question :

En ce qui concerne les dépens d'appel ; vu l'art. 106 L. P. ;

Les dépens de première instance doivent être laissés à l'appréciation des juges de première instance, qui jugeront l'affaire dans son ensemble.

Par ces motifs, la Cour reçoit l'appel à la forme ;

Au fond, réforme et met à néant le jugement rendu en la cause par le Tribunal de première instance, le 19 décembre 1906, et, statuant à nouveau, préparatoirement, achemine Boissonnet à prouver par témoins...

Déclare recevable la demande reconventionnelle de Boissonnet,

Renvoie la cause aux premiers juges pour procéder aux enquêtes et statuer à nouveau sur la demande principale, la demande reconventionnelle et sur les dépens de première instance...

(Autorité de surveillance.)

AUDIENCE DU 30 AVRIL 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Poursuites contre des Français ; séquestres et saisies ; plaintes ; 1^o tardiveté ; art. 17 L. P. ; 2^o incompétence ; contestation sur l'application du Traité franco-suisse du 15 juin 1869 ; art. 279 L. P. ; rejet.

Bouchut q. q. a.

Une Autorité de surveillance n'a aucune compétence pour examiner si le cas de séquestre invoqué par le créancier saisissant est ou non contraire à l'art. 1 du Traité franco-suisse du 15 juin 1869.

Elle ne peut davantage statuer sur la question de savoir si une liquidation judiciaire ordonnée en France a pour effet de suspendre toutes les poursuites antérieures en cours en Suisse.

Ces questions sont du ressort des tribunaux.

Par recours du 22 mars 1907, Jean Bouchut, arbitre de commerce, en sa qualité de liquidateur judiciaire des sieurs Fontès et Espinasse, négociants en prunes, à Sainte-Livrade (France), suivant jugement du Tribunal de commerce de Villeneuve-sur-Lot, du 27 novembre 1906, a demandé à l'Autorité de surveillance de prononcer la nullité des poursuites 13680 et 20797, ainsi que de tous actes, tant antérieurs que postérieurs, soit séquestres, saisies et attributions de créances, à la requête de sieur Fontannaz et du Comptoir National d'Escompte de Paris, au préjudice de Fontès et Espinasse, actuellement en état de liquidation judiciaire.

Par acte écrit du 11 avril courant, adressé à l'Autorité de surveillance, sieur Bouchut q. q. a. déclare que sa plainte a uniquement pour objet la créance et les poursuites contre le sieur Trefzer, et nullement les poursuites contre sieur Dupont-Lachenal.

Il y a lieu d'en donner acte au sieur Fontannaz et au Comptoir National d'Escompte de Paris, qui participent à la saisie des sommes en mains de sieur Dupont-Lachenal (séquestres numéros 362 et 440,) suivis de saisies en mains du dit Dupont-Lachenal, en date des 12 décembre 1906 et 2 février 1907.

Sieur Fontannaz conclut au rejet du recours de Bouchut q. q. a.

Le Comptoir National d'Escompte de Paris, par lettre du 9 avril 1907, adressée à l'Autorité de surveillance, déclare renoncer à toute contestation sur le recours présenté par Bouchut q. q. a., en tant qu'il porte sur les sommes saisies en mains de sieur Trefzer, et se déclare d'accord avec sieur Bouchut q. q. a. pour que la somme saisie entre les mains de sieur Dupont-Lachenal soit distribuée entre lui, saisissant, et sieur Fontannaz, créancier participant. L'Office des poursuites conclut au rejet du recours de Bouchut q. q. a.

Question :

La poursuite n° 13680, à la requête de sieur Fontannaz, et tous les actes postérieurs doivent-ils être mis à néant ?

Le commandement de payer n° 13680, notifié à la requête de sieur Fontannaz, a été reçu par sieurs Fontès et Espinasse, suivant récépissé du 7 novembre 1906, communiqué par M. le Procureur général à l'Autorité de surveillance.

Le procès-verbal de séquestre du 23 octobre 1906, sur les sommes dues aux débiteurs saisis par sieur Hugo Trefzer, a été reçu par ceux-ci, le 31 octobre, suivant récépissé postal de Sainte-Livrade, communiqué à l'Autorité de surveillance par l'Office des poursuites.

Enfin, le procès-verbal de saisie du 12 décembre a été expédié, le 21 décembre 1906, aux débiteurs saisis.

Si sieurs Fontès et Espinasse estimaient que ces actes de poursuite étaient contraires à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes, ils devaient, dans le délai de dix jours dès la réception de ces actes, recourir à l'Autorité de surveillance, en conformité de l'art. 17 de la dite loi.

Or, le recours de sieur Bouchut, en sa qualité, est daté de Genève, du 22 mars 1907; il est donc tardif et irrecevable. En outre, l'Autorité de surveillance n'a aucune compétence pour examiner si, d'une part, le cas de séquestre invoqué par le créancier saisissant est contraire à l'article premier du traité franco-suisse (art. 279 loi fédérale), et si, d'autre part, la liquidation judiciaire des sieurs Fontès et Espinasse, ordonnée en France, en novembre 1906, a pour effet de suspendre toutes les poursuites antérieures en cours en Suisse; les contestations qui peuvent s'élever entre les créanciers et les débiteurs de cette liquidation, au sujet de l'application des art. 6, 7, 8 et 9 du traité franco-suisse de 1869 sont de la compétence des tribunaux ordinaires.

Enfin, en mars 1907, aucune attribution de créance n'a été faite par l'Office des poursuites, ni en faveur de sieur Fontannaz, ni en faveur du Comptoir National d'Escompte de Paris, de sorte qu'aucun recours de Bouchut q. q. a. ne peut être dirigé actuellement contre une mesure de l'Office qui n'existe pas.

Par ces motifs : *a*) Le recours de sieur Bouchut q. q. a. est déclaré irrecevable, pour cause de tardiveté; *b*) l'ordonnance provisionnelle du 23 mars 1907, de suspension des poursuites nos 13680 et 20797, est rapportée.

AVIS

MM. les, avocats agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine Judiciaire contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudraient répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander D'AVANCE.

13680
7/2/07

pement particulier de droits et d'obligations, une unité de biens distincte, laissant subsister, à côté ou en dehors d'elle, les biens personnels des associés et la faculté pour ceux-ci de contracter, pour leur compte particulier, sans engager du même coup cette unité.

La société en commandite constitue une sorte de masse, à laquelle incombe d'abord la responsabilité des engagements contractés en son nom, et ne laissant à la charge des personnes qui la constituent qu'une responsabilité subsidiaire. Elle est l'un des sujets passifs possibles du droit de poursuite, soit un débiteur susceptible de poursuites, directement et comme tel.

II. Une société en commandite peut donc elle-même obtenir le bénéfice d'un concordat; il en résulte la réduction, dans la mesure déterminée par celui-ci, non seulement de la responsabilité primaire de la société, mais aussi de la responsabilité subsidiaire des associés. Si le concordat est exécuté, ceux-ci sont libérés envers les tiers ayant contracté avec la société, aussi bien que la société elle-même.

III. Le jugement de révocation d'un concordat n'a pas le caractère d'un jugement proprement dit, soit d'une décision judiciaire intervenant dans une affaire contentieuse et pour l'obtention de laquelle la procédure contradictoire — les cas de défaut réservés — soit de rigueur; ce jugement, de même que la procédure de révocation de concordat, apparaît comme l'une des phases de la procédure de poursuite ou d'exécution forcée à laquelle il peut être suivi parfois, sans même que le débiteur puisse exiger d'être préalablement entendu.

A. Le 5 décembre 1899, a été inscrite au Registre du commerce, à La Chaux-de-Fonds, la société en commandite constituée sous la raison sociale Paul Sandoz et Cie par les sieurs Paul Sandoz, en qualité d'associé indéfiniment responsable, et Léon Lugeon, comme commanditaire, pour une somme de 5000 francs.

Cette société obtint, le 4 mars 1903, un sursis concordataire qui, après prolongation, aboutit, le 14 juillet 1903, à l'homologation, par le Tribunal cantonal de Neuchâtel, d'un concordat, aux termes duquel la débitrice s'engageait — sans avoir eu d'ailleurs à fournir aucunes sûretés à cet effet, pour en avoir été dispensée successivement par ceux de ses créanciers ayant adhéré à ses propositions et par le Tribunal — à désintéresser tous ses créanciers au moyen de sept versements échelonnés de six en six mois, à partir de l'homologation, le premier de ces versements devant être du 10 %, et chacun des six autres du 15 %, et la débitrice ayant, en outre, à bonifier à ses créanciers l'intérêt au 3 % de leurs créances à chacun de ces versements, à prorata de temps et de sommes.

A ce sursis, la Banque populaire suisse, à Saint-Imier, s'était

fait inscrire comme créancière de la Société Paul Sandoz et Cie, entre autres choses, et sous numéros 66-71, pour le montant de six billets de change que dite société avait souscrits à l'ordre de Rickli-Houriet et Cie, à Saint-Imier, et que cette dernière maison avait transmis à l'inscrivante, par voie d'endossement...

Peu après l'homologation de ce concordat, soit le 22 août 1903, la Société sus indiquée, Paul Sandoz et Cie, se fit radier du Registre du Commerce, comme étant dissoute, et, le même jour, fut inscrite au dit Registre une nouvelle Société en commandite, constituée sous la même raison sociale, Paul Sandoz et Cie, par les sieurs Paul Sandoz, en qualité toujours de seul associé indéfiniment responsable, et Charles Joseph, comme commanditaire pour une somme de 5000 francs. Dans ces deux inscriptions concernant, l'une la radiation de l'ancienne société, l'autre la constitution de la nouvelle société, il était fait mention du fait que la nouvelle société reprenait l'actif et le passif de l'ancienne.

Le 20 janvier 1904, et bien qu'à ce moment-là son compte, en vertu des six billets sus rappelés et de tous frais de protêt et de retour, s'élevât à la somme de 35,298 fr. 80, la Banque populaire suisse ne reçut de la nouvelle Société Paul Sandoz et Cie, en exécution du concordat obtenu par l'ancienne société du même nom, qu'un dividende de 3526, 75, correspondant au 10 % d'un capital de 35,267 fr. 50, et qu'un prorata d'intérêts de 529 francs, correspondant à l'intérêt, au 3 %, durant six mois, d'un capital de 35, 266 fr. 67.

Le second dividende du 15 %, à l'échéance du 14 juillet 1904, ne fut, en revanche, point payé, non plus que le prorata d'intérêts dû à cette date, ce dont la Banque populaire suisse se prévalut pour déposer le 12/17 août 1904 contre la nouvelle Société Paul Sandoz et Cie, la seule dont alors le Registre du commerce constatât encore l'existence, une demande tendant à obtenir la révocation, en ce qui la concernait, du concordat homologué en faveur de l'ancienne société, le 14 juillet 1903.

Avant que cette demande de révocation arrivât devant le Tribunal cantonal, la nouvelle Société Paul Sandoz et Cie sollicita, à son tour, l'octroi d'un sursis concordataire, qui lui fut accordé le 30 septembre 1904, et qu'elle opposa alors, le 5 octobre 1904, devant le Tribunal cantonal, à la demande de révocation de concordat présentée par la Banque. Toutefois, par jugement du même jour, 5 octobre 1904, le Tribunal cantonal écarta ce moyen d'op-

position, en disant n'avoir pas à « discuter les effets que peuvent avoir ou ne pas avoir, vis-à-vis des créanciers du premier concordat, un nouveau sursis, et, cas échéant, un nouveau concordat », et il prononça, en conséquence, « la révocation du concordat de Paul Sandoz et Cie, homologué le 14 juillet 1903, en ce qui concerne la Banque populaire suisse à Saint-Imier ». Il est à remarquer que ce jugement a été rendu contradictoirement entre la Banque, comme demanderesse, et la *nouvelle* Société Paul Sandoz et Cie, comme opposante, aucune des deux parties ne semblant même avoir, à ce moment-là, songé à exposer au Tribunal les faits se rapportant à la dissolution de la première société, à la constitution de la seconde, et à la reprise par celle-ci de l'actif et du passif de celle-là, et le raisonnement du Tribunal n'étant pas différent de celui qui eût été tenu si le concordat du 14 juillet 1903 avait été homologué en faveur de l'opposante elle-même.

Dans ce nouveau sursis, la Banque populaire suisse se fit inscrire, sous numéro 45, comme créancière d'une somme de 33,483 fr. 30, tant en raison du solde à elle redû sur les six billets de change plus haut rappelés que, semble-t-il, en vertu d'une autre cause, que le dossier ne permet toutefois pas de déterminer.

Le 3 décembre 1904, la Banque avisa le commissaire à ce sursis que Julien Weibel père, à Saint-Imier, l'avait « désintéressée » de ce dont elle était jusqu'alors demeurée créancière en vertu des billets de Paul Sandoz et Cie, à l'ordre de Rickli-Houriet et Cie, dont il a été question plus haut, et que, par ce fait, Weibel se trouvait « subrogé à tous ses droits, à elle, sur ces billets ».

Dès lors, Weibel intervint dans la suite de cette affaire, en lieu et place de la Banque populaire suisse, et comme « subrogé aux droits de cette dernière ». En cette qualité, il fit opposition, et réussit aussi effectivement à faire échec au concordat proposé à ses créanciers par la nouvelle Société Paul Sandoz et Cie et aux termes duquel celle-ci eût payé à ceux-là le 25 % de leurs créances. Par jugement du 19 décembre 1904, le Tribunal cantonal refusa, en effet, d'homologuer ce concordat, en considérant, en particulier, « que la Banque populaire suisse, aux droits de laquelle est actuellement Julien Weibel, a obtenu, le 5 octobre 1904, et pour ce qui la concerne, un jugement de révocation du concordat homologué le 14 juillet 1903, et que, ce créancier ayant refusé son adhésion au nouveau concordat, et faisant opposition au concordat actuel, il ne paraît pas possible de le priver des droits résultant pour lui de ce

Dans l'intervalle, toutefois, soit le 15 avril 1905, Weibel avait fait notifier à Paul Sandoz personnellement, celui-ci étant pris en sa qualité d'associé indéfiniment responsable de la Société en commandite Paul Sandoz et Cie *en faillite*, un commandement de payer la somme de 31,622 fr. 70, avec intérêts au 5 % dès le dit jour, poursuite n° 8369. Comme « cause de l'obligation », ce commandement indiquait: « montant de la production de Julien Weibel père, admise à l'état de collocation de la faillite de la Société Paul Sandoz et Cie (art. 564 et 572 C. O.) ». Et Sandoz avait frappé ce commandement d'opposition pour la somme totale.

Le 1^{er} mai 1905, Weibel avait, en outre, requis de la part du Préposé au Registre du commerce, à La Chaux-de-Fonds, la réinscription d'office au dit Registre de la première Société Paul Sandoz et Cie, radiée le 22 août 1903, afin qu'il pût faire valoir contre elle et les deux associés dont elle se composait, Sandoz et Lugeon, ses prétentions dans leur intégralité, soit pour la somme de 31,622 fr. 70 en capital. Sandoz ayant fait opposition à cette demande de Weibel, celle-ci fut transmise à l'autorité cantonale de surveillance du Registre du commerce, soit au Département de Justice cantonal, lequel, par arrêté du 9 août 1905, la déclara fondée et ordonna, en conséquence, la réinscription de la dite société, dont il n'admettait pas que la liquidation pût être, au regard des prétentions de Weibel, considérée comme terminée. Sur recours de Sandoz, cette décision fut confirmée par le Conseil fédéral, suivant arrêté du 1^{er} décembre 1905. (*Feuille fédérale*, 1905, VI, page 583.)

B. Dans l'intervalle, encore, soit à la date du 5 mai 1905, Weibel avait introduit contre Paul Sandoz personnellement, devant le Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds comme tribunal d'instruction et le Tribunal cantonal de Neuchâtel comme tribunal de jugement, une action concluant, sous suite de tous frais et dépens, à ce qu'il plût au tribunal condamner Paul Sandoz, en sa qualité d'associé indéfiniment responsable de la société en commandite Paul Sandoz et Cie, à payer à Julien Weibel père, la somme de 31,622 fr. 70, avec l'intérêt à 5 % du commandement de payer.

Dans sa réponse du 25 mai 1905, Sandoz conclut au rejet de cette demande comme mal fondée, sous suite des frais et dépens, sans contester aucun des allégués de faits du demandeur, et en se bornant à invoquer, à son tour, en fait, le concordat obtenu par

la société Paul Sandoz et Cie, en faillite, les art. 590 et suiv. C. O. et 293.

Mais devant le Tribunal d'instruction, le 13 juin 1905, Weibel articule de nouveaux faits à l'appui de sa demande, et, pour la constitution de la première société Paul Sandoz et Cie, il produit un concordat obtenu par celle-ci le 14 juillet 1904 et sa radiation au Registre du commerce le 15 août 1904. — Pour la constitution de la seconde société, il produit la reprise par cette seconde société de la première, — les jugements des 5 octobre 1904 et 12 novembre 1904, — la faillite de la seconde société, — le jugement du 12 novembre 1904, et, enfin, les démarches faites entre autres pour la radiation de la première société au Registre du commerce et pour justifier qu'il se trouvait bien au concordat suisse, Weibel expliquait avoir, en sa qualité de créancier de la société dissoute Rickli-Houriet et Cie, un solde qui lui était resté sur les six billets de banque qu'il présente comme à son crédit. Cette affaire remonte comme à son début à la faillite de la société Rickli-Houriet et Cie, et, d'autre part, sur les droits de la société dissoute il avait fait partie, et, d'autre part, sur les droits de la société Rickli-Houriet et Cie, elle-même, cette « subrogation » ayant été faite à la société Rickli-Houriet et Cie, créancier d'une somme de 31,622 fr. sur les six billets de change susrappelés des comptes entre Rickli-Houriet et Cie et Paul Sandoz et Cie ». Enfin, il soutenait avoir une créance, tant contre la seconde société que contre la première, celle-ci toutefois jusqu'à concurrence de sa créance, car la créance se trouvait réduite envers dite société par le concordat du 22 mai 1905, que contre la première société pour l'intégralité de sa créance en raison du concordat du 22 mai 1905; et il posait en fait que, par sa dette envers Paul Sandoz personnellement, il entendait également en sa qualité d'associé indéfini de la première société Paul Sandoz et Cie...

C. Après instruction du procès, par le Tribunal, et par des considérations qu'il serait superflu de résumer ici, car elles apparaîtront, pour la partie de droit de cet arrêt, le Tribu

larné Paul Sandoz, en sa qualité
able de la société en commandite
Registre du commerce le 5 décem-
réinscrite conformément aux déci-
fédérale des 9 août et 1^{er} décembre
somme de 31,622 fr. 70 avec inté-
15 avril 1905, date du commande-
ur étant en outre condamné à tous

Tribunal fédéral.

(Abrégé.)

oint posé, et le demandeur devant
ellement pris la place de la Banque
ts qui découlaient pour celle-ci de
s de change susrappelés, il y a lieu
telle qu'elle avait été introduite
.905, n'était, ainsi que cela résulte
, dirigée contre Paul Sandoz qu'en
ent responsable dans la *seconde*
dis que, dans la suite, à l'audience
t au moyen de l'articulation de faits
ifié le caractère et la nature de son
Paul Sandoz, non plus seulement
sponsable dans la seconde société
aussi, et également, en sa qualité
ble dans la *première* société ayant
iale.

'il était loisible au demandeur de
. nature de son action, en même
onclusions, lesquelles ne visaient
reconnaissance de la responsabilité
de la *seconde* société alors en état
océdure, du droit *cantonal*, et elle
naissance du Tribunal fédéral. Dès
nt, se borner à constater que, tout
ce cantonale a tranché cette ques-
, puisqu'elle est entrée dans l'exa-
non pas telle que celle-ci avait été

du même coup cette unité, — en un mot, une sorte de masse à laquelle incombe en premier lieu la responsabilité des engagements contractés en son nom (art. 597 C. O.) et qui ne fait tomber à la charge des personnes à la réunion ou à la volonté desquelles elle doit son existence, qu'une responsabilité subsidiaire (art. 601, 609, 603, *ibid.*), — enfin l'un des sujets passifs possibles du droit de poursuite, c'est-à-dire un débiteur susceptible de poursuites directement et comme tel (art. 46 al. 2 ; 65 al. 1 et chiff. 4 ; 39, al. 1 et chiff. 6 L. P.).

De ce qui précède, il résulte déjà qu'une société en commandite peut *elle-même* obtenir le bénéfice d'un concordat et que, en pareil cas, c'est aussi la société *elle-même* qui apparaît comme la débitrice concordataire, tandis que le recourant part de cette idée erronée que ce seraient les associés personnellement qui revêtraient, eux-même et eux seuls, cette qualité de débiteurs concordataires. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le concordat obtenu par une société en commandite a pour effet de réduire, dans la mesure qu'il détermine, non seulement la responsabilité primaire de la société, mais encore la responsabilité subsidiaire des associés, et que, s'il est exécuté, il libère de leurs engagements envers les tiers ayant contracté avec la société aussi bien celle-ci que les associés eux-mêmes (voir Jæger, Kommentar, note 1 ad art. 293 et note 3 ad art. 303 ; Reichel, — Weber und Bräustlein, — note 12 ad art. 293, p. 434 ; comp. arrêt du Tribunal fédéral du 19 décembre 1901 en la cause Caisse d'Épargne de Zofingue contre Haab,¹ consid. 3, Journal des Trib. et Revue jud., 1902. p. 332).

IV. Faisant application de ces principes en l'espèce, et puisque la créance dont se prévaut l'intimé résulte de billets de change qui, incontestablement, ont été souscrits par la première société en commandite Paul Sandoz et Cie ou, en son nom, par ceux qui avaient qualité pour agir pour elle, l'on doit reconnaître tout d'abord que c'est bien la dite société qui était elle-même, et en premier lieu, la débitrice des sommes portées dans ces billets et de tous accessoires légitimes, et que Paul Sandoz, en sa qualité d'associé indéfiniment responsable dans cette société, n'était le débiteur de ces mêmes sommes qu'à titre subsidiaire et sous les conditions établies aux art. 601 et 609 C. O. L'on doit reconnaître

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1902, page 433.

ociés Sandoz et Lugeon, composant la première société, de *dis-*
dre celle-ci, et à Sandoz de constituer avec l'aide de Joseph
nouvelle société en commandite sous la même raison que la
cédente. Le résultat, au point de vue juridique, de cette com-
raison, est que l'on se trouve avoir affaire avec deux sociétés en
commandite *distinctes*, avec deux unités ou deux masses différen-
tes, quand bien même dans l'une et l'autre de ces deux sociétés
on retrouve le même seul associé indéfiniment responsable,
Sandoz, et la même raison sociale, Paul Sandoz et Cie. Dès lors,
fait que la première de ces sociétés faisait reprendre son actif
son passif par la seconde, ne pouvait évidemment la libé-
rer elle-même envers ses créanciers que si, à l'égard de ceux-ci,
la reprise d'actif et de passif pouvait être considérée comme
valant, pour une raison ou pour une autre, par exemple
à la suite de leur consentement exprès ou tacite, la novation de leurs
obligations au sens de l'art. 142 chiffre 2 C. O. (comp. arrêt du Tri-
bunal fédéral, du 14 janvier 1893, en la cause Labhardt et Cie
contre Resch et Knopp,¹ *Rec. off.*, vol. XIX, n° 43, cons. 5 p. 262).
Or, ainsi que cela ressort du jugement dont recours, le défen-
deur a formellement déclaré, au cours des plaidoiries devant l'ins-
tance cantonale, ne pas invoquer la novation, et le demandeur a
ratifié cet acte de cette déclaration. Dans ces conditions, l'on ne saurait
même examiner cette question de novation, et l'on doit, consé-
quemment, admettre que, par cette reprise d'actif et de passif, la
seconde société ne s'est pas *substituée* à la première envers les
créanciers de celle-ci, ou du moins, et en tout cas, pas envers la
Banque populaire suisse aux droits de laquelle se trouve actuelle-
ment le demandeur, et qu'elle n'a fait bien plutôt que se consti-
tuer, aux côtés de sa devancière, la *codébitrice* de cette dernière, soit
envers tous ses créanciers, soit, tout au moins, envers le deman-
deur ou son prédécesseur en droit, la Banque populaire. De ce qui
précède, il résulte ainsi qu'en sa qualité d'associé indéfiniment
responsable dans l'une comme dans l'autre de ces deux sociétés,
Sandoz assumait, à l'égard de la créance dérivant des billets de
banque susrappelés, et à titre subsidiaire, une double responsabi-
lité, et qu'il pouvait, dès lors, être recherché tant à raison du nou-
vel engagement contracté par la seconde société qu'à raison de
l'engagement qu'avait contracté la première société et qui conti-

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1893, page 281

tant ce jugement de révocation, au bénéfice du sursis que constituait en quelque sorte le concordat du 14 juillet 1903, ni à n'être condamné au paiement d'intérêts qu'au taux du 3 % fixé par ce concordat. Dans ces conditions, l'on pourrait même se dispenser de discuter ce point davantage, puisque le recourant n'a lui-même jamais invoqué ce moyen à l'encontre de la demande et que, ce jour encore, à la barre, il n'en a pas dit mot. Cependant, l'on peut remarquer que, ce moyen eût-il été soulevé devant l'instance cantonale et maintenu encore devant le Tribunal fédéral, il n'en aurait pas moins dû être écarté au fond. Sans doute et à vrai dire, pour procéder d'une manière absolument correcte, le demandeur aurait dû requérir, à cette époque déjà, la réinscription de la première société Paul Sandoz et Cie au Registre du commerce pour que la demande de révocation du concordat du 14 juillet 1903 pût être instruite et poursuivie contre elle contradictoirement, suivant la règle en pareil cas. Toutefois, *en l'espèce*, le demandeur pouvait procéder aussi plus simplement en raison, tant de la nature particulière du jugement de révocation d'un concordat que des circonstances tout exceptionnelles dans lesquelles se présentait cette affaire lors de la demande de révocation du 12-17 août 1904. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à cette époque la première société Paul Sandoz et Cie se trouvait, depuis un an environ, complètement radiée du Registre du commerce comme si la liquidation en avait été régulièrement opérée, et que, avant que le demandeur pût obtenir la réinscription d'office de cette société au dit registre, il pouvait s'écouler un temps assez long, ainsi que le démontre le fait que la demande de réinscription, du 1^{er} mai 1905 n'a pu atteindre son but que par l'arrêté du Conseil fédéral du 1^{er} décembre 1905, soit au bout de sept mois seulement. Or, si cette première société a été dissoute et radiée du Registre du commerce sans qu'il ait été même allégué que la liquidation en aurait été confiée au recourant lui-même, ainsi que cela eût été possible aux termes des art. 611 et 580 C. O., et sans que d'autre part, soit intervenue et ait été rendu publique, conformément aux mêmes articles, la nomination d'autres liquidateurs, le fait que cette société se trouvait ainsi, quoique en état de liquidation, momentanément sans représentant, ne pouvait préjudicier aux droits du demandeur qui, en vertu de l'art. 315 L. P., avait la faculté de faire prononcer, en ce qui le concernait, la révocation du concordat du 14 juillet 1903 dès que celui-ci demeurerait inexé-

cuté envers lui. D'un autre côté, l'on doit ra de révocation d'un concordat n'a pas le ca proprement dit, c'est-à-dire d'une décision dans une affaire *contentieuse* (comp. Jæg et 3 ad art. 293) et pour l'obtention de laq *tradictoire*, les cas de défaut réservés, soit e La procédure de révocation de concordat noncé auquel elle aboutit, apparaît bien pl phases de la procédure de poursuite ou laquelle il peut être suivi parfois sans même se exiger d'être préalablement entendu (l'art. 189 L. P.), comme aussi dans celui D'ailleurs, il est admis que, partout où i toute partie d'être préalablement entend que soit l'ordre auquel ce dernier appart catégorie des droits constitutionnels prév O. J. F.; si donc le recourant avait voulu p avait été violé, à son préjudice ou à celui de et Cie en liquidation, par le jugement du 5 pu attaquer en son nom ou en celui de la soc faire attaquer éventuellement par tel autre r la société, par la voie du recours de droit pr jours dès celui où il en a eu connaissance; n pas y avoir songé.

Des considérations qui précèdent, il résu cause l'on doit admettre que le concordat e valablement révoqué à l'égard du demandeur être opposé à ce dernier, même par le recours de même que l'homologation du concordat mandite profite, en même temps qu'à cette personnellement, la révocation de ce concor effets aussi bien envers les associés person société elle-même.

IX. De tout ce que dessus, l'on doit conc la première société Paul Sandoz et Cie ét soute, quoique encore en état de liquidatio l'art. 601 C. O., à bon droit, que l'intimé po paiement immédiat et intégral de sa créa continué à subsister entière tant contre la le recourant personnellement et qu'elle ne

en quoi que ce soit par le concordat du 14 juillet 1903 ; d'autre part, que le recourant est tenu encore au paiement de cette même créance, mais ici jusqu'à concurrence du 10 % seulement, en vertu du concordat du 22 mai 1905, en sa qualité d'associé indéfiniment responsable dans la seconde société Paul Sandoz et Cie. En d'autres termes, au paiement du 10 % de cette créance, le recourant est tenu en une double qualité, à savoir comme associé indéfiniment responsable tant de la seconde que de la première société Paul Sandoz et Cie ; il n'est plus tenu au paiement du solde qu'en sa qualité d'associé indéfiniment responsable de la première de ces sociétés.

En principe donc, le jugement de l'instance cantonale doit être confirmé.

X. Sur la question de chiffre, et bien qu'aucun compte n'ait été produit dont le solde corresponde exactement à la somme réclamée, l'instance cantonale a constaté en fait, — sans que cette constatation ait été attaquée comme étant en contradiction avec les pièces du dossier ou comme reposant sur une appréciation des preuves intervenues contraires aux dispositions légales fédérales, — qu'aucune discussion n'avait surgi entre parties, ni en cours de procédure, ni même lors des plaidoieries au fond. Il n'y a donc aucune raison pour le Tribunal fédéral de revoir cette question-là. Sans doute, le représentant du recourant a, ce jour, à la barre, mais incidemment seulement, allégué que le concordat du 22 mai 1905 aurait été immédiatement suivi d'exécution, d'où l'on pourrait déduire que l'intimé aurait déjà reçu le 10 % de la somme au paiement de laquelle le recourant a été condamné envers lui ; mais, c'est là un *fait nouveau* qui n'a pas été allégué devant l'instance cantonale et dont, conséquemment, le Tribunal fédéral, au regard de l'art. 80 O. J. F., ne saurait tenir compte. Au surplus, aucune pièce du dossier n'est de nature à établir l'exactitude de ce nouvel allégué du recourant.

XI. Enfin, l'instance cantonale a déclaré la somme capitale de 31,622 fr. 70 susceptible d'intérêts, au taux légal ordinaire du 5 % dès le 15 avril 1905, soit dès le jour de la notification du commandement de payer, poursuite n° 8369, ce conformément aux conclusions mêmes du demandeur lequel, apparemment, entendait invoquer ainsi à ce sujet les art. 117 al. 1 et 119 al. 1 C. O. Sur ce terrain des art. 117 al. 1 et 119 al. 1 C. O., il pourrait cependant s'élever des doutes sur la question de savoir si l'interpellation

(Chambre des poursuites et des faillites.)

SÉANCE DU 3 JUILLET 1906.

Présidence de M. SOLDATI.

lété ; poursuites ; demande d'annulation à l'Office ; refus ; recours ;
simple changement de nom de la société créancière ; rejet ; confir-
ation.

Pfister.

*La poursuite que l'on prétend être exercée au nom d'une per-
ne, physique ou juridique, inexistante, ou contre une telle
sonne, est nulle, d'une nullité absolue, qui doit être relevée
Office, en tout état de cause, et indépendamment de toute plainte.*

. Le 24 février 1906, sur réquisition de l'huissier Louis Métral, à
ève, comme représentant de la C^{ie} Parisienne de matériel
iénique à eaux gazeuses », 52, Avenue Daumesnil, à Paris,
ice des poursuites de Genève a notifié à Edouard Pfister,
icant d'eaux gazeuses, Chemin Neuf n° 4, aux Eaux-Vives
ève), un commandement de payer la somme de fr. 1263.80,
intérêts au 5 % du 8 février 1901 et frais s'élevant à fr 22.95,
e créance étant indiquée comme résultant d'un jugement du
unal de 1^{re} instance de Genève du 19 février 1906, poursuite
0498.

e débiteur n'ayant point fait opposition à ce commandement,
poursuite suivit son cours, conformément aux réquisitions de la
ncière, d'abord par l'exécution de la saisie à la date du 30
1906, puis, ce dont le débiteur fut informé par avis du 9 mai,
la fixation de la vente au 16 dit.

reçu de cet avis de vente, le débiteur tenta d'obtenir du pré-
aux poursuites de Genève l'annulation de cette poursuite
498, en faisant valoir que la société indiquée comme créan-
poursuivante dans les divers actes de cette poursuite n'aurait
d'existence juridique depuis le 28 avril 1902, pour avoir à
date substitué à son ancienne dénomination de « C^{ie} Pari-
e de matériel hygiénique à eaux gazeuses » celle de C^{ie} Pari-
e des Applications Industrielles du gaz carbonique liquéfié.
2 mai, le préposé déclara ne pouvoir faire droit à cette de-
le.

B. C'est en raison de cette décision de l'Office du 12 mai, en même temps qu'en raison de l'avis de vente du 9 mai, de la saisie du 30 mars, et de la notification du commandement de payer du 24 février, que par acte en date du 12/14 mai, Pfister a porté plainte contre l'Office auprès de l'Autorité cantonale de surveillance, en concluant à ce qu'il plût à celle-ci annuler la décision et les actes de poursuite sus-rappelés, et dire que la compagnie poursuivante n'a pas la capacité civile pour exercer les dites poursuites et la renvoyer à mieux agir.

En substance, le plaignant invoquait la copie qu'il avait pu se procurer au Greffe du Tribunal de commerce du département de la Seine, du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qu'avaient tenue le 28 avril 1902, les actionnaires de la Compagnie Parisienne de matériel hygiénique à eaux gazeuses, procès-verbal qui, disait le plaignant, constate que, dès cette date, la raison sociale de cette société anonyme s'est transformée et qu'elle est actuellement Compagnie Parisienne des Applications Industrielles du gaz carbonique liquéfié. Le plaignant, en déduisait que « dès la date du 28 avril 1902, tous les actes de la dite Compagnie devaient être faits et se poursuivre avec l'indication de la nouvelle raison sociale. » Et il en concluait que c'était à tort et sans droit que la poursuite n° 90498 avait été exercée au nom de la Compagnie Parisienne de matériel hygiénique à eaux gazeuses, qui, ajoutait-il, n'existe pas ou qui, disait-il plus loin, n'a pas la capacité civile exigée par la loi pour le poursuivre légalement.

C. Par mémoire en date du 15 mai, l'Office conclut au rejet de la plainte comme mal fondée, en résumé pour cette première raison que la question de savoir si une société française existait ou non, était du ressort des tribunaux et non de celui de l'Office des poursuites ou de celui des Autorités de surveillance, ensuite, pour cette seconde raison que la copie produite du procès-verbal du 28 avril 1902 ne revêtait point le caractère d'une pièce authentique, les signatures qu'elle portait n'ayant pas été l'objet des légalisations nécessaires. Conformément à une ordonnance spéciale, rendue par l'Autorité cantonale en application de l'art. 36 L. P., l'Office avait d'ailleurs suspendu l'exécution de la réquisition de vente présentée par la créancière, jusqu'à droit connu sur la plainte du débiteur.

D. Par décision du 25 mai, communiquée aux parties le

1^{er} juin, l'Autorité cantonale de surveillance a écarté la plainte comme mal fondée, en se bornant à ces considérations que, d'une part, le débiteur n'avait pas fait opposition au commandement du 24 février ni porté, en raison de ce commandement, de plainte contre l'Office, dans les dix jours dès sa notification et que, d'autre part, la copie produite du procès-verbal du 28 avril 1902 n'avait, ainsi que le soutenait l'Office, aucun caractère d'authenticité.

Le débiteur a recouru.

Arrêt.

(*Abrégé.*)

En droit. I. Ainsi que le Tribunal fédéral, Chambre des Poursuites et des Faillites, l'a donné à entendre ou l'a expressément énoncé en maints arrêts déjà (comp. les arrêts suivants : 23 septembre 1902, Silva et consorts contre Uri, *Rec. off.*, édit. spéciale, V, n° 19, consid. unique, page 192 ; 14 septembre 1905, Gas- und Wasserwerke der Stadt St. Gallen, *ibid.*, VIII, n° 55, pages 235 et suiv. ; Archiv für Schuldbetreibung und Konkurs, X, n° 4, pages 12 et suiv. ; 10 octobre 1905, Ernest Kaiser contre Fribourg, consid. 3, non publié ; 30 décembre 1905, Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk C^o contre Zug, *Archiv*, X n° 25, pages 74 et suiv.), la poursuite prétendument exercée au nom d'une personne, physique ou juridique, inexistante, ou contre une telle personne, est nulle, d'une nullité absolue, qui doit être relevée d'office, en tout état de cause, et indépendamment de toute plainte. Plutôt encore que d'une déclaration de nullité proprement dite, il ne s'agit en somme, dans un cas de cette nature, que de la constatation de l'inexistence d'une poursuite en droit, puisque l'on ne saurait annuler ce qui n'existe pas et ne peut même être logiquement conçu comme existant : une poursuite destinée à obtenir l'exécution forcée d'une obligation dont l'un ou l'autre sujet (actif ou passif) serait inexistant.

II. En l'espèce, le recours devrait donc être déclaré fondé si, du dossier, il résultait que l'on dût considérer comme une personne juridique inexistante la Compagnie Parisienne de matériel hygiénique à eaux gazeuses, indiquée dans les actes de la poursuite, comme la créancière poursuivante. Mais, tel n'est pas le cas. Il ressort, en effet, du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire de la Compagnie Parisienne de matériel hygiénique à eaux gazeuses du 28 avril 1902 que, dans cette assemblée, cette société

anonyme n'a pas fait autre chose que décider d'élever son capital-actions de la somme de fr. 800,000 à celle de fr. 2,000,000, et de substituer à la dénomination qui précède, celle de Compagnie Parisienne des Applications Industrielles du Gaz carbonique liquéfié. Cette société n'a donc jamais cessé d'exister; elle ne s'est dissoute à aucun moment, pour se reconstituer ultérieurement sur d'autres bases ou sous une autre forme, ou pour être absorbée, avec son actif et son passif, par une autre société; elle n'a fait qu'apporter à ses statuts des changements sans influence sur son existence même, et qui n'ont eu d'autre effet que de modifier le montant de son capital-actions et que de transformer son nom ou sa raison sociale.

III. La poursuite n° 90498, ainsi, est bien exercée, contrairement aux dires du recourant qui confond cette question de dénomination avec la question d'existence même, par une personne juridique existante; et tout ce qui peut être reproché aux actes de cette poursuite, c'est d'avoir désigné la créancière poursuivante d'une manière actuellement inexacte, en s'étant servi pour cela d'une ancienne dénomination au lieu de la nouvelle, ce qui, en fait, s'explique par cette circonstance que les livraisons, dont la créancière réclame le paiement, ont été faites antérieurement à l'époque où la dite créancière a jugé bon de modifier ses statuts par rapport notamment à sa raison sociale. La seule question qui, dans ces conditions, puisse se poser, à teneur des principes consacrés déjà par les arrêts sus-rappelés, Gas- und Wasserwerke der Stadt St. Gallen, et Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk Company, est celle de savoir si cette inexactitude dans la désignation de la créancière poursuivante a pu ou peut encore léser ou compromettre les droits ou les intérêts du débiteur poursuivi, auquel cas il y aurait lieu d'examiner quelles seraient les conséquences à en tirer relativement à la validité ou à la nullité de la poursuite, et, éventuellement, au caractère de cette nullité. Mais cette question doit, elle aussi, être résolue négativement. Il est certain, en effet, puisque l'on a sous la dénomination de Compagnie Parisienne de matériel hygiénique à eaux gazeuses comme sous celle de Compagnie Parisienne des Applications Industrielles du Gaz carbonique liquéfié une seule et même personne juridique, que celle-ci ne saurait contester sous l'une de ces dénominations les paiement reçus par elle sous l'autre, ni réclamer sous l'un de ces deux noms un paiement déjà reçu par elle sous l'autre. En

cite, les délais de dénonciation et de congé observés. (Résolu par la première instance.)

II. Une pareille décision ne viole point les , l'art. 17 C. O.

Par exploit du 9 juin 1906, l'Union des ouvriers Genève, poursuites et diligences de sieur Hubacher, avenue du Mail, 4, a assigné Parravicini en paiement pour remboursement de subsides à lui accordés à titre de dommages-intérêts, pour inexécution de son engagement.

A l'appui de sa demande, l'Union des ouvriers a produit : 1° un engagement, du 18 février 1906, par lequel Parravicini s'est engagé à ne pas travailler pendant la durée de la grève ; 2° un compte détaillé de la somme de 100 francs, qu'il a reçue, à titre de secours pendant la grève ; 3° un certificat de la majorité des ouvriers grévistes, par lequel ils déclarent que Parravicini a recommencé à travailler avant qu'ils aient obtenu la satisfaction de leurs revendications ; 4° un certificat de la majorité des ouvriers grévistes, par lequel ils déclarent que Parravicini a reçu, à titre de secours pendant la grève, une somme de 5 francs, dont il doit la restitution, sans préjudice de 100 francs qu'il doit pour rupture d'engagement.

Parravicini a excipé de la nullité de l'exploit et de la demande, du fait qu'Hubacher n'était pas un commerçant, comme représentant de l'Union des métaux.

Au fond, il a objecté que son engagement était nul et doit être déclaré de nul effet et de non valeur.

1° Parce qu'aux termes de l'art. 17 C. O., un engagement doit avoir pour objet une chose licite ;

2° Parce qu'aux termes de l'art. 26 C. O., nul ne peut être contraint de conclure le contrat sous l'empire d'une crainte fondée, inspirée sans droit l'autre partie, ou un tiers, ou obligée ;

3° Parce qu'aux termes de l'art. 27 C. O., nul ne peut être contraint de conclure le contrat sous l'empire d'une crainte fondée, lorsque la partie menacée devait croire, à raison de circonstances graves et imminentes, qu'un danger grave et imminent la menaçait dans sa vie, sa personne, son honneur ou ses biens.

Parravicini a soutenu que l'engagement de ne pas travailler, à peine de dommages-intérêts, jusqu'à ce que la majorité des grévistes ait pris une décision dans ce sens, est une violation de la liberté du travail, qui est elle-même

ation de la liberté individuelle garantie par la Constitution
e.

cause contractuelle est donc illicite, comme restreignant,
e mesure excessive, la liberté individuelle de l'obligé ;
idence du Tribunal fédéral, arrêt du 8 mai 1891, Swift c.
re.)¹

il est loisible d'exiger d'un employé de ne pas s'engager
maison concurrente, dans certaines limites, il ne faut pas
possibilité lui soit enlevée de trouver à utiliser son activité ;
i cette possibilité lui est ôtée, comme dans le contrat atta-
romesse est inadmissible, en tant que contraire à la liberté
elle ; (Schneider et Fick, *Obligations*, art. 181.)

e contrat est illicite, comme directement contraire aux
ons et aux prescriptions de la loi sur les conflits collectifs,
ars 1904 ;

art. 17 interdit expressément, sous peine de poursuites
toute suspension générale de travail par des ouvriers,
but de modifier un tarif en vigueur ;

le caractère illicite d'une convention tendant à assurer,
menace d'une sanction pénale, la suspension du travail des
, est indiscutablement démontrée ;

x termes de l'art. 181 C. O., la peine ne peut être exigée,
lle a pour but de sanctionner une obligation illicite, et que
2 donne même au juge le droit de mitiger les peines
es, ce qui est le cas dans l'espèce, quel que soit le carac-
la dite pénalité.

vicini soutient qu'il suffit de rappeler les conditions dans
es l'engagement a été signé, pendant une période de grève,
é accompagnée de voies de fait et de pressions notoires,
stifier qu'il n'a signé le contrat que par la crainte d'être en
ix violences des ouvriers grévistes et d'être atteint dans
neur et ses intérêts.

cette affirmation est corroborée par la circonstance qu'il
un contrat collectif, signé dans une assemblée publique
sous la pression des instigateurs et des chefs d'une grève,
anité a été promptement constatée.

emanderesse a méconnu le bien-fondé des objections de
cini.

Semaine Judiciaire, 1891, page 337.

Elle a constaté que Parravicini ne méconnaît pas avoir repris le travail au mépris des engagements qu'il avait contractés, ni avoir reçu un secours de 5 francs.

Elle a soutenu que le fait, par des ouvriers qui se groupent, de s'engager à ne pas reprendre le travail avant d'avoir obtenu des patrons certaines conditions, soit un résultat déterminé, n'a rien d'illicite, ni de contraire à l'ordre public, le droit de grève étant incontestable en Suisse. D'ailleurs, l'engagement de ne pas reprendre le travail avant la décision de la majorité était limité au canton de Genève. Ce n'était donc pas une abdication de la liberté individuelle, puisqu'il restait à Parravicini la faculté, même pendant la grève, de travailler de son métier dans un autre canton qu'à Genève.

La grève décrétée n'était nullement contraire à la loi genevoise, la signature de Parravicini ne lui a pas été arrachée par menaces ou violences. Au contraire, il l'a donnée en toute liberté.

Il n'a donc pas agi sous l'empire de la crainte, telle qu'elle est prévue et déterminée par l'art. 26 C. O.

En conséquence, l'engagement que Parravicini a signé est absolument licite et régulier.

Par jugement du 30 octobre 1906, le Tribunal a débouté Parravicini de son exception d'irrecevabilité, déclaré la demande recevable, réservé le fond et les dépens, ajourné la cause au 6 novembre 1906.

Les motifs du jugement sont les suivants :

Il résulte d'un extrait du Registre du commerce, délivré le 4 juillet 1906, que la société, dite Union des ouvriers sur métaux, est inscrite au Registre du commerce. La demanderesse a donc acquis, par son inscription au Registre du commerce, la personnalité civile et peut, comme telle, ester en justice.

L'exception soulevée n'a donc aucun fondement, pas plus que l'objection tirée du fait que la société agit, poursuites et diligences d'un sieur Hubacher.

L'exploit contient la désignation exacte du nom et de l'adresse de la société ; peu importe que la mention du président, qui n'est pas nécessaire, soit exacte ou non. (Voir arrêt du 2 novembre 1901, *Compagnie de Navigation contre Procureur général*.)¹

Au fond, l'affaire n'est pas suffisamment instruite.

¹ Voir *Semaine Judiciaire*, 1902, page 72

Le jugement du 5 février 1907, le Tribunal, jugeant en dernier ressort, a déclaré la demande recevable, condamné Parravicini à verser à l'Union demanderesse la somme de 105 francs, avec intérêts légaux et les dépens.

Les motifs de ce jugement sont les suivants :

Par le jugement, rendu ce jour, dans la cause Union des ouvriers métaux contre Marti (nos 532-603), auquel le Tribunal se réfère ; par déclaration en date du 18 février 1906, Parravicini s'est engagé à payer à la demanderesse la somme de 100 francs et à rembourser les secours qu'il a reçus, au cas où il reprendrait le travail sans la liquidation du conflit.

Il est constant que Parravicini a repris le travail avant qu'une conciliation fût intervenue.

Parravicini a donc violé le contrat qui le liait à l'Union demanderesse ; ce contrat doit ressortir tous ses effets, et le Tribunal ne peut le considérer comme nul et de nul effet.

Parravicini doit être condamné à payer la somme de 100 francs, en vertu de la clause pénale, et celle de 5 francs, montant des secours reçus.

Le dispositif de ce jugement a été communiqué aux parties le 5 février 1907. Par exploit du 11 février 1907, Parravicini a appelé, contre le jugement du 30 octobre 1906, que du jugement du 5 février

Les jugements sont rendus en dernier ressort. Parravicini n'invoque pas quel article de loi le jugement du 30 octobre 1906 aurait violé ; il se borne à dire qu'il consacre une violation, soit de la loi sur la procédure, soit des principes généraux du droit, en matière de conflits de travail.

Quant au jugement du 5 février 1907, Parravicini soutient que cette décision viole les art. 17, 26, 27, 181, 182 C. O. et constitue une violation flagrante des constitutions cantonale et fédérale (*sic*) l'art. 17 de la loi sur les conflits collectifs du 26 mars 1904. Il conclut à la mise à néant des jugements des 30 octobre 1906 et 5 février 1907 ; à l'irrecevabilité de la demande à la forme ; au déboutelement, tant de sieur Hubacher q. q. a. que de l'Union des métaux sur métaux.

La dernière conclut à l'irrecevabilité de l'appel ; à la confirmation des jugements ; au déboutelement de Parravicini ; à la condamnation de celui-ci aux dépens.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1° L'appel du jugement du 30 octobre 1906 est-il recevable ?

2° L'appel du jugement du 5 février 1907 est-il recevable ?

3° *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Aux termes de l'art. 34 de la loi sur l'organisation judiciaire, le Tribunal de première instance connaît, en dernier ressort, de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à concurrence de 250 fr., en principal.

L'art. 339, § 3, dispose qu'on pourra appeler à la Cour de Justice des jugements rendus par le Tribunal, dans les causes et sur les incidents dont il peut connaître en dernier ressort, si le jugement consacre une contravention expresse de la loi.

Parravicini n'indique pas la disposition précise que le jugement du 30 octobre 1906 aurait violée ; il se borne à invoquer une violation de la loi de procédure et des principes généraux du droit en matière de demande.

C'est là une allégation par trop vague pour qu'elle puisse être admise.

Au surplus, le jugement du 30 octobre 1907 a fait une saine application des art. 5 et 29 de la loi de procédure civile et est conforme à la jurisprudence constante des tribunaux.

Sur la deuxième question :

Il y a lieu d'observer tout d'abord que l'instruction de la cause ne fournit aucun renseignement sur les points suivants, qui cependant auraient été utiles pour l'appréciation exacte des conditions dans lesquelles le contrat est intervenu et a été rompu.

1° Les motifs de la grève des ouvriers sur métaux ne sont pas indiqués ;

2° La date de la déclaration de grève n'est pas précisée ;

3° La date de la cessation du travail par Parravicini n'est pas fournie ;

4° La date de la reprise du travail par Parravicini ne se trouve nulle part ;

5° La date de la reprise du travail par les ouvriers sur métaux n'est pas indiquée ;

6° Les motifs pour lesquels Parravicini a repris le travail ne sont pas donnés.

L'appréciation des circonstances et des faits de la cause est donc limitée aux faits qui résultent des quelques pièces et des déclarations des parties en première instance, et, le jugement étant rendu en dernier ressort, l'examen de la Cour doit se borner aux prétendues violations de la loi invoquées par Parravicini ; il y a lieu de les examiner dans l'ordre où elles sont invoquées par l'appelant.

1. Violation de l'art. 17 C. O. :

Le jugement a admis que l'engagement signé, le 18 février 1906, par Parravicini, était licite et devait ressortir ses effets, comme ayant pour objet une chose possible, licite et conforme aux bonnes mœurs.

En statuant comme il l'a fait, sur le vu des faits qu'il a retenus comme constants, le Tribunal n'a pas violé l'art. 17 C. O.

2. Violation des art. 26 et 27 C. O. :

Parravicini n'a ni offert de prouver, ni prouvé, qu'il a conclu l'engagement du 18 février 1906 sous l'empire d'une crainte fondée que lui aurait inspirée, sans droit, l'Union des ouvriers sur métaux ; il s'est borné à alléguer des faits vagues, qui ne rentrent pas même sous l'application des art. 26 et 27 C. O. De plus, comme l'a constaté le Tribunal, il a sanctionné et exécuté son engagement en recevant les secours que lui a, par la suite, alloués l'Union des ouvriers sur métaux.

3. Violation de l'art. 181 C. O. :

L'obligation contractée par Parravicini, étant reconnue licite, ne rentre pas sous l'application de l'art. 181 C. O.

4. Violation de l'art. 182 C. O. :

L'art. 182 dispose que les parties sont libres de stipuler telle peine que bon leur semble ; le juge a néanmoins le droit de mitiger les peines qu'ils trouveraient excessives.

Il ne s'agit point là d'une obligation pour le juge, mais d'une faculté qui lui est accordée ; en l'espèce, le Tribunal a jugé, en fait, qu'il n'y avait pas lieu de faire application de cette disposition légale.

La Cour ne peut revenir sur cette appréciation de fait.

5. Violation de l'art. 17 de la loi du 26 mars 1904 :

Aux termes de cet article, aucune suspension générale de travail ne pourra être décrétée, ni par les patrons, ni par les ouvriers, dans le but de modifier un tarif en vigueur ou de violer des décisions rendues en application de l'art. 16.

Parravicini n'a fourni aucun renseignement, n'a rapporté la preuve d'aucun fait qui puisse être considéré comme rentrant dans ceux visés par l'art. 17 précité et sus-transcrit.

L'engagement produit ne vise que la non reprise du travail par Parravicini, une fois ce travail volontairement abandonné par lui.

Le jugement dont est appel n'a donc pas consacré une convention expresse à cette disposition légale.

Sur la troisième question :

Vu les art. 363 et 106 pr. civ ;

Par ces motifs, la Cour déclare irrecevable l'appel des jugements des 30 octobre 1906 et 5 février 1907...

(Autorité de surveillance.)

SÉANCE DU 15 MARS 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Poursuites; saisie; paiement de la créance par une caution; subrogation d'icelle aux droits du créancier en cours de poursuite; plainte du débiteur; demande d'annulation d'une réquisition de vente; art. 185, 190, 507, 604 C. O.

Dame Favre.

La caution qui a payé est subrogée aux droits que le créancier possédait lors du paiement contre le débiteur. Si le paiement est effectué au cours d'une poursuite, la caution pourra donc la continuer, à la place où elle se trouve, en lieu et place du créancier primitif.

Suivant poursuite n° 9150, notifiée le 5 septembre 1906, la Banque populaire suisse a réclamé à dame veuve Louise Favre-Couturier le paiement de la somme de 10.238 francs, avec intérêts à 5 %, dès le 30 juin 1906, pour solde de compte courant, en vertu d'une ouverture de crédit des 22 et 23 septembre 1904.

Ce crédit a été garanti par le cautionnement solidaire de demoiselle Alice Favre.

La Banque populaire fit pratiquer, les 2 et 15 octobre 1906, une saisie sur les meubles et immeubles appartenant à sa débitrice.

Le 21 janv'ér 1907, la Banque populaire suisse subrogea demoiselle Alice Favre dans tous ses droits contre la débitrice principale, dame Louise Favre-Couturier, à concurrence de la somme

de 10,540 fr. 55, payée par la dite demoiselle Alice Favre, en vertu de son cautionnement solidaire.

Le 20 février 1907, demoiselle Alice Favre a requis la vente des biens mobiliers saisis, et le 21 février, un avis de réception de la réquisition de vente fut adressé par l'Office à dame veuve Louise Favre.

Par recours du 25 février, celle-ci a demandé à l'Autorité de surveillance de prononcer l'annulation de la réquisition de vente du 20 février, et de l'avis de réception de réquisition de vente du 21 du même mois.

La recourante soutient que demoiselle Alice Favre, qui a désintéressé la Banque populaire suisse, doit, pour le recouvrement de sa créance, agir en conformité de l'art. 38 de la loi fédérale, c'est-à-dire lui notifier un commandement de payer, auquel dame veuve Louise Favre pourra former opposition, afin de lui opposer toutes les exceptions que le débiteur principal peut opposer à la caution qui a payé, et cela en conformité de l'art. 504 du C. O.

Demoiselle Alice Favre conclut au rejet du recours, en soutenant que, par suite de la subrogation du 21 janvier 1907, elle a le droit de prendre, purement et simplement, la place de la Banque populaire suisse dans les poursuites en cours.

L'Office des poursuites conclut au rejet du recours, en faisant observer qu'en l'absence d'une jurisprudence ou d'une doctrine contraires, la subrogation, en cours de poursuites, a été la règle suivie jusqu'à ce jour, puisque la situation du débiteur principal reste la même.

Par ordonnance du 25 février, la suspension de la poursuite a été ordonnée provisionnellement.

L'art. 604 C. O. dispose que la caution qui a payé est subrogée aux droits du créancier jusqu'à concurrence de ce qu'elle lui a payé.

Il s'agit, dès lors, d'un transfert résultant de la loi, et qui est prévu par l'art. 185 C. O. et opposable aux tiers sans aucune formalité.

L'art. 190 C. O. dispose que ce transport de créance comprend les privilèges et autres droits accessoires.

L'art. 507 C. O. prévoit, en outre, que le créancier doit remettre à la caution qui le désintéresse, les titres et actes qui peuvent l'aider à exercer son recours, ainsi que les gages dont il est nanti.

Il résulte de ces dispositions légales que demoiselle Alice Favre,

subrogée dans tous les droits de la Banque populaire suisse, en vertu de la loi, peut exercer tous les droits de la dite banque, lors de cette subrogation du 21 janvier 1907.

A cette date, la Banque populaire était au bénéfice d'une saisie pratiquée antérieurement, soit en octobre 1906, et elle pouvait requérir la vente des biens saisis.

Demoiselle Favre, qui possède actuellement les actes de poursuite commencés par la banque, peut donc continuer ces mêmes poursuites par la vente des biens saisis, au même titre que la créancière primitive qui l'a subrogée dans tous ses droits existants, le 21 janvier 1907 (art. 504 C. O.).

Cette subrogation est générale et ne comporte aucune restriction, ni réserve; si l'on admettait le système de dame veuve Louise Favre, il se pourrait que, dans les nouvelles poursuites que la caution devrait introduire contre le débiteur principal, celle-ci se trouvât en concours avec d'autres créanciers qui ne participaient pas à la première poursuite intentée par le créancier principal, ou même, que l'on ne retrouvât pas, en possession du débiteur, les mêmes biens précédemment saisis; dans ces circonstances, cette subrogation risquerait de ne déployer aucun effet, ce qui n'est pas le vœu de la loi, qui dispose que la caution qui a payé est subrogée aux droits du créancier, c'est-à-dire aux droits que ce créancier possédait lors de ce paiement (art. 504 C. O.). Il en résulte que demoiselle Favre est en droit de prendre, purement et simplement, la place de la Banque populaire dans les poursuites en cours, lors du paiement du 21 janvier 1907 (voir Hafner, sous art. 508 C. O., n° 5).

Le second alinéa de l'art. 504 C. O. permet au débiteur principal d'opposer toutes les exceptions et actions dérivant des rapports de droit pouvant exister entre lui et la caution; si dame veuve Louise Favre veut invoquer cette disposition légale, elle doit intenter l'action prévue par l'art. 85 de la loi fédérale sur la poursuite qui permet au débiteur de requérir du juge l'annulation ou la suspension de la poursuite, s'il prouve sa libération, ou qu'il a obtenu un sursis.

C'est dans cette instance que dame veuve Louise Favre devra justifier de l'extinction de sa dette, vis-à-vis de la caution, par compensation, ainsi qu'elle le soutient dans son recours.

Actuellement, dame veuve Louise Favre ne se trouve pas dans une situation plus défavorable que lors des poursuites dirigées

elle par la Banque populaire suisse, puisqu'elle peut, au cas contraire, opposer, à la caution subrogée aux droits de celle-ci, des droits qu'elle n'aurait pas pu opposer à la banque. En outre, la dame Louise Favre ne pouvait ignorer que, si sa caution avait payé la dette, celle-ci serait subrogée à tous les droits existant au profit de la banque contre elle, par le seul fait du paiement.

Des motifs :

l'ordonnance provisionnelle de suspension, du 25 février 1907, est rapportée ;

le recours de dame veuve Louise Favre-Couturier est écarté.

BIBLIOGRAPHIE

LESSER DE L'ÉTAT, *conférence contre la séparation de l'Eglise et de l'Etat*, par F.-H. Mentha, professeur. — Neuchâtel, Imp. Borel.

L'auteur démontre dans cette brochure que, au point de vue des Eglises nationales, telles qu'elles existent en Suisse, ne se trouvant ni à l'art. 49 de la Constitution fédérale, comme les autres en ont accusées, ni à l'idée de *Justice*.

L'auteur examine en examinant si l'Etat sort de son rôle et de sa compétence, en conservant l'Eglise nationale.

Les arguments, toutes d'actualité, du distingué professeur neuchâtelois sont présentés avec un réel intérêt.

H. P.

AVIS

Le prochain numéro (26) ne paraîtra que 1^{er} juillet.

Les avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés qu'ils pourront se procurer les numéros de la Semaine juridique contenant les arrêts ou jugements qu'ils voudront répandre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50 exemplaires et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les commander D'AVANCE.

246 P.
7/0/07

JUL 19 1907

29^{me} Année

N° 26

1 Juillet 1907

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à **M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE**

15 fr. par an pour toute la Suisse

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les **ANNONCES** sont reçues chez **MM. HAASENSTEIN & VOGLER**
Corraterie

30 centimes la ligne ou son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Walder c. Knecht: brevets d'invention; demande de transmission et de cession de brevets par un tiers se déclarant le véritable auteur de l'invention; irrecevabilité; art 10, ch. 2, loi sur les brevets du 29 juin 1888; recours de droit civil en vertu de l'art. 30 même loi, recours écarté. — (*Chambre des poursuites et des faillites.*) Basler Löwenbräu: saisie; revendication d'un droit de bail à loyer; refus de l'Office d'inscrire cette mention au procès-verbal; fixation des délais de l'art. 106 L. P. pour la revendication d'un droit de gage; plainte; 1^o droit de bail non prévu par les art. 106-109 L. P.; 2^o fixation de délais justifiée; rejet; recours au Tribunal fédéral; décision confirmée. — *Cour de justice civile.* Delieutraz c. Séchaud: vol; poursuites pénales; classement; action en dommages-intérêts pour plainte calomnieuse; admission; appel; responsabilité du défendeur; acte illicite; diminution de la quotité adjugée. — Dame Panetti c. Buffet: jugement de divorce; signification au parquet; poursuites en paiement de pension; opposition; refus de mainlevée; jugement au fond non parvenu au débiteur; appel; art. 476, 477 pr. civ.; art. 80 L. P.; irrecevabilité. — *Bibliographie.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 25 JANVIER 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Brevets d'invention; demande de transmission et de cession de brevet par un tiers se déclarant le véritable auteur de l'invention; irrecevabilité; art. 10, ch. 2, loi sur les brevets du 29 juin 1888; recours de droit civil en vertu de l'art. 30 même loi; recours écarté.

Walder contre Knecht.

I. Celui qui se prétend le véritable auteur d'une invention ne peut intenter contre le propriétaire d'un brevet une action en cession ou transmission de brevet, mais seulement une action en nullité, conformément à l'art. 10, ch. 2, de la loi du 29 juin 1888. Le véritable inventeur peut donc obtenir la suppression du monopole dont profitait le détenteur du brevet, mais il ne peut être mis en lieu et place de ce détenteur.

II. Le nouveau projet de loi sur les brevets qu'étudie le Conseil fédéral prévoit que l'on pourra demander la cession d'un

*rait été pris par un concurrent qui ne
vention, ni son ayant cause. Mais,
isolation, le véritable inventeur en est
commun et à intenter une action en
isolation d'un contrat ou acte illicite.*

*une invention n'est pas brevetée, celle-
ridique, soumise aux règles du droit
breveter l'invention pour son propre
tiennent les droits visés dans la loi sur
jusqu'à preuve du contraire, l'auteur*

septembre 1906, le Tribunal du district
questions suivantes :

1, le 31 octobre 1905, sous n° 33481, une
1, et le 15 avril 1904, sous n° 28740, un
n en fer forgé. Est-il obligé de recon-
le seul inventeur de ces objets ?

naître au demandeur la propriété ex-
lui abandonner les deux certificats de

gativement à la demande et condamné le
défendeur un émolument de justice de

pouru contre ce jugement au Tribunal
ns de recours, il reprend les conclu-
de et conclut, subsidiairement, à la ré-
nière instance et au renvoi de l'affaire
Zurich pour une nouvelle décision. En
quête pour la suspension provisoire de
décision de l'appel pendant devant la
de Zurich.

décidé, en date du 17 novembre, d'en-
ours sans suspendre la procédure, con-
loi sur les brevets.

tance, le demandeur a renouvelé ses
plaidé, d'autre part, exclusivement, la
sa demande.

la confirmation du jugement de pre-

compte, c'est à lui que passent les droits visés dans la loi sur les brevets ; il demeure, en particulier, conformément à l'art. 10, chiffre 2, et jusqu'à preuve du contraire, l'auteur de l'invention.

Mais, depuis la délivrance du brevet dans ces conditions, quels sont les droits du véritable inventeur ? C'est dans la loi sur les brevets qu'il faut les chercher, car à partir de ce moment-là, il ne s'agit plus seulement du simple droit de l'inventeur, mais du droit sur les brevets (du détenteur de brevet) : or, le brevet et les droits qui s'y rattachent sont réglés par la loi sur les brevets et même exclusivement par elle. La loi sur les brevets prévoit le cas où le titulaire du brevet n'est, ni l'auteur de l'invention, ni son ayant cause ; elle confère, dans ce cas, au véritable inventeur l'action, en annulation du brevet (art. 10, chiffre 2). Cette action en annulation qui appartient donc, sans contestation possible, au véritable inventeur, et qui a sa cause dans son droit d'inventeur, ne suffit pas pour protéger l'inventeur autant qu'il serait désirable. Car, par la délivrance du brevet, l'invention se trouve être connue et il lui manque dorénavant la condition de la nouveauté qui est nécessaire pour obtenir la protection du brevet.

Le véritable inventeur peut donc obtenir seulement la cessation de la protection et du monopole dont profitait le détenteur du brevet. Par contre, il est, lui-même, dans la situation d'un tiers qui peut placer et vendre l'objet breveté jusque là, mais n'est pas dans la situation du titulaire d'un brevet. Une action en cession ou transmission pourrait sans doute remédier à cet inconvénient ; mais, il n'est fait aucune allusion à une action semblable dans la loi en vigueur. La loi sur les brevets règle suffisamment les actions relatives aux brevets et tous les cas qui peuvent se présenter à leur sujet ; elle parle, en particulier, à l'art. 19, al. 2, des jugements passés en force de loi par déchéance, nullité, expropriation, octroi de licences, jugements dont l'Administration fédérale pour la propriété intellectuelle doit tenir un registre. Mais, la cession ou la transmission des brevets n'y sont pas mentionnées, pas plus qu'elles ne le sont dans les dispositions dont nous venons de parler sur les actions en justice prévues par cette loi. La doctrine du droit suisse sur les brevets est unanime sur ce point ; (voir Meili, principes, page 75, Simon, protection légale, art. 10, note 32 ; Schanze, législation sur les brevets, page 25). Et le Conseil fédéral a jugé nécessaire de prévoir, dans son nouveau projet de loi sur les brevets, le cas où le brevet serait accordé à un concurrent qui

ne pourrait être considéré, ni comme l'auteur de l'invention, ni comme son ayant cause ; il a spécifié que lors même que l'auteur ou son ayant cause pourrait demander la cession du brevet à la place de la déclaration de nullité, une pareille demande serait actuellement irrecevable d'après la loi en vigueur.

D'autre part, le nouveau projet a réglé la situation du tiers de bonne foi auquel des licences sont remises par des détenteurs illégaux et a introduit un délai de prescription pour l'introduction d'une demande de cession (3 ans pour un brevet en cours) ; cela prouve qu'une semblable demande entraîne avec elle des conséquences juridiques qui ne peuvent être réglées que dans une loi spéciale sur les brevets. Quant au droit commun, et dans l'état actuel de la législation suisse, le véritable inventeur en est réduit à une action en dommages-intérêts pour violation d'un contrat ou acte illicite (voir notamment Schanze, page 26). Mais, considérer la demande en reconnaissance de brevet, et la demande de cession comme une demande d'indemnité, cela serait émettre d'autres prétentions que celles qui ont été élevées ; le demandeur lui-même n'a jamais basé son action sur cette réclamation d'indemnité pour violation de contrat ou acte illicite. Le fait que la doctrine et la jurisprudence allemandes reposent en grande partie sur d'autres bases (comparer Geroke, droit privé, I, page 874, note 69 ; Seligsohn, commerce, 3^e édit., pages 74 et 96 et celles citées dans ces pages) ne suffit pas pour servir de règle au droit suisse. Il résulte de ces considérations que le Tribunal de première instance a bien jugé en déclarant non recevable la demande présentée.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce :

Le recours est écarté et le jugement du Tribunal d'arrondissement de Zurich (première section), du 15 septembre 1906, est confirmé sur tous les points..... (Traduit par P. V.)

(Chambre des poursuites et des faillites.)

AUDIENCE DU 19 MARS 1907.

Présidence de M. REICHEL.

Saisie ; revendication d'un droit de bail à loyer ; refus de l'Office d'inscrire cette mention au procès-verbal ; fixation des délais de l'art. 106 L. P. pour la revendication d'un droit de gage ; plainte ; 1^o droit de bail non prévu par les art. 106-109 L. P. ; 2^o fixation de délais justifiée ; rejet ; recours au Tribunal fédéral ; décision confirmée.

Basler Löwenbräu.

Le droit d'intervention dans une saisie doit être refusé à celui

ut en prétendant être au bénéfice d'un droit personnel, lui tant de réclamer du débiteur la remise de l'objet saisi, rest cependant que le débiteur en est le propriétaire. Le titulaire ce droit ne saurait réclamer l'application des art. 106 à . P.

Le 8 mars 1906, l'Office des poursuites de Genève a saisi, en de la « Aktienbrauerei zum Eberl-Faber », à Munich, et au ice de Jean-Charles Handwerck, cafetier à Genève, tous les mobiliers formant l'inventaire de la Brasserie Handwerck e du Mail) et de la Brasserie de l'Univers (rue du Rhône). e la saisie, le débiteur déclara :

que les canettes à couvercle étaient la propriété de la saisis-

que le billard saisi à la Brasserie de l'Univers était la pro- du Cercle indépendant de Genève ;

que tous les autres objets saisis étaient la propriété de la er Löwenbräu », à Bâle, dont il n'était que le gérant.

élai de dix jours lui ayant été assigné pour faire valoir son le propriété, la « Basler Löwenbräu » laissa expirer ce délai ntenter action. Par contre, elle revendiqua :

n droit de gage sur tous les objets saisis, à l'exception du et des canettes à couvercle ;

n « droit de bail à loyer » sur les objets saisis dans l'établis- t de l'avenue du Mail.

nême temps, le représentant de la « Basler Löwenbräu » fit er à l'Office des poursuites qu'à son avis il y avait lieu de er d'après l'art. 109, vu que les objets saisis se trouvaient ossession de la « Basler Löwenbräu », et non de Handwerck, n'était que le gérant de celle-ci.

ppui de ses revendications et de sa manière de voir, au sujet rocedure applicable, la « Basler Löwenbräu » produisit :

n acte, en date du 19 mai 1903, aux termes duquel Hand- donnait à loyer à la « Basler Löwenbräu » l'établissement de asserie installé dans l'immeuble qu'il possédait à l'avenue du r compris le matériel et le mobilier industriel servant à l'ex- ion de l'établissement ;

n acte, en date du 22 avril 1903, aux termes duquel ctet-de Rochemont remettait en location à la « Basler

de respecter le droit dont il s'agit ». En effet, une pareille décision supposerait que l'existence du « droit de bail à loyer » revendiqué fut établie à la suite d'une procédure analogue à celle prescrite aux art. 106-109 L. P. ; elle ne pourrait, par conséquent, émaner que d'une autorité judiciaire proprement dite.

En revanche, la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral est compétente pour trancher la question de savoir s'il y a lieu de suivre, en l'espèce, à la procédure prévue aux art. 106-109.

Il est certain que si l'on s'en tient au texte de la loi, cette question doit être résolue négativement. En effet, aussi bien à l'art. 106 qu'à l'art. 109, il n'est fait mention que du cas où un tiers revendique sur l'objet saisi un droit de propriété ou de gage.

Toutefois, la doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour admettre que les articles susmentionnés doivent également être appliqués au cas où le tiers revendique sur l'objet saisi un autre droit réel, par exemple un droit d'usufruit. (Voir *Archives*, III, n° 83 ; IV, n° 39.)

Quant à savoir s'il existe aussi des droits personnels, dont la revendication doive être assimilée à celle d'un droit de propriété ou de gage, les avis sont partagés. Certains auteurs et certains tribunaux ont résolu cette question par un non catégorique. (Voir, par exemple, pour le droit allemand, *Frommhold, Widerspruchsklage*, page 247 ; pour le droit suisse, *Weber-Brustlein-Reichel, Commentaire*, art. 106, note 4 ; Peter, *Zeitschrift für schweizerisches Recht*, XXXIX, page 379 ; Pedrazzini, *Widerspruchsklage*, page 28.)

D'autres distinguent entre le cas où, au dire du tiers, le débiteur n'est lui-même qu'au bénéfice d'un droit personnel (par exemple, lorsque, au dire du tiers, le débiteur n'est que preneur ou dépositaire), d'une part, et le cas où le tiers reconnaît au débiteur un droit réel, d'autre part. Dans la première de ces alternatives, ils accordent au tiers le droit d'intervenir ; dans la seconde, ils le lui refusent. (Voir, par exemple, pour le droit allemand, *Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen*, XVIII, page 366 ; v. *Schrutka - Rechtenstamm, Freigebung fremder Sachen, dogmatischer Teil*, pages 116 ss. ; pour le droit suisse, Jæger, *Commentaire*, art. 106, note 5.)

Il n'y a pas lieu de se déterminer ici au sujet de ces deux opinions. Il suffit de constater qu'à quelques exceptions près (voir, par

exemple, Garsonnet, *Traité de procédure*, pages 653 ss.), tous les auteurs et tous les tribunaux sont d'accord pour refuser le droit d'intervention à celui qui, tout en prétendant être au bénéfice d'un droit personnel lui permettant de réclamer du débiteur la remise de l'objet saisi, reconnaît cependant que le débiteur en est le propriétaire. Or, tel est précisément le cas de la recourante qui, tout en prétendant avoir un « droit de bail à loyer » sur le mobilier saisi, reconnaît cependant qu'Handwerck en est le propriétaire. Il en résulte que la prétention émise par elle ne peut donner lieu à la procédure prévue aux art. 106-109, et que c'est donc à bon droit que l'Office des poursuites a refusé d'en tenir compte.

D'ailleurs, il est évident que la L. P. ne peut avoir voulu introduire une procédure permettant au preneur de faire valoir ses droits au détriment des créanciers saisissants, alors que le C. O. lui-même déclare, à l'art. 281, que le droit du créancier saisissant (comme d'ailleurs aussi celui de l'acquéreur ensuite de vente) prime celui du preneur. En sa qualité de loi de procédure, la L. P. ne peut avoir eu pour but que la réalisation des droits découlant du C. O., ou de telle autre loi civile; donc, si la loi civile ne reconnaît pas au preneur un droit qu'il puisse opposer au créancier saisissant, il est bien naturel que l'on ne puisse trouver dans la loi de procédure une voie à suivre par le preneur, en vue de faire valoir ses droits vis-à-vis du créancier saisissant.

II. L'autre question soulevée par le présent recours est celle de savoir si c'est à la recourante, ou au créancier saisissant, que devait être assigné le délai de dix jours pour intenter action au sujet du droit de gage revendiqué par la recourante; en d'autres termes, si c'est en la possession du débiteur ou de la recourante que le mobilier saisi s'est trouvé au moment de la saisie.

Cette question doit également être résolue dans le sens de l'Office. En effet, il est incontestable que les objets saisis ont été trouvés en la possession du débiteur Handwerck. C'est lui seul qui avait le pouvoir d'en disposer effectivement, puisque c'est lui qui dirigeait les deux cafés-brasseries à l'usage desquels les objets saisis étaient affectés; que, d'ailleurs, l'un de ces établissements portait, et porte encore, son nom à lui, et que la recourante, elle, ne possède à Genève, ni succursale, ni représentant attitré quelconque. La recourante prétend, il est vrai, que Handwerck n'était que le gérant des deux établissements ci-dessus, et que c'est pour son compte à elle qu'il les gérait. Mais, outre que ce fait n'est pas dûment établi,

orts personnels, pouvant avoir existé
nte, ne changent rien à la situation
e doit seule être envisagée lorsqu'il
ès l'art. 106, ou d'après l'art. 109,

fédéral, Chambre des poursuites et
ours est écarté...

JUSTICE CIVILE

27 AVRIL 1907.

nee de M. GRAZ.

ent; action en dommages-intérêts pour
a; appel; responsabilité du défendeur;
quotité adjugée.

contre Séchaud.

*tre un tiers une plainte, reconnue
is un acte illicite, alors qu'il n'y a
prudence.*

*ser formellement, et en public, un
ntinuer ces accusations publiques
in constitue un acte illicite dont il*

raz, Joseph, cultivateur à Confignon,
francs environ.

de gendarmerie, qui a procédé à
enquête, Delieutraz a fait part des
portaient sur un sieur Séchaud, au-
jours auparavant le coffret conte-
souvent dans son domicile.

u Directeur de la police centrale, le
onnus. Une instruction fut ouverte
sans porter plainte contre Séchaud,
fortement ce dernier, pour les motifs
brigadier.

u vol et demanda lui-même qu'on
nicile, perquisition qui resta sans
sée le 3 mars 1906.

assigné Joseph Delieutraz en paie-
nces, à titre de dommages-intérêts.
conclusions, que Delieutraz avait

porté une plainte calomnieuse contre lui ; qu'il l'avait, en outre, accusé de vol en public, notamment au café ; que ces faits lui avaient causé un grave préjudice.

Le 19 juin 1906, le Tribunal a ordonné des enquêtes. Après celles-ci, le demandeur a persisté dans ses conclusions introductives d'instance.

Le défendeur a soutenu qu'il n'avait commis aucun acte illicite en portant plainte ; qu'il n'avait pas accusé Séchaud de vol, mais l'avait soupçonné au début, et ce pour des motifs sérieux ; que les propos tenus par lui à des tiers n'avaient pas la portée que Séchaud leur donnait. Il a conclu au déboutement du demandeur, avec dépens.

Par jugement du 22 janvier 1907, le Tribunal de première instance a condamné Delieutraz à payer à Séchaud, à titre de dommages-intérêts, la somme de 500 francs, avec dépens.

Ce jugement est, en substance, motivé comme suit :

Le fait de porter une plainte, reconnue plus tard non fondée, ne constitue pas à lui seul un acte illicite ; il faut que le plaignant ait agi avec dol ou négligence.

Delieutraz, en dénonçant à l'autorité judiciaire le vol dont il avait été victime, n'a commis aucune imprudence. Au cours de l'instruction, il a fait part de ses soupçons et donné toutes les indications qu'il possédait. La perquisition opérée chez Séchaud l'a été à sa demande. Delieutraz a bien réellement été victime d'un vol, dont l'auteur n'est pas Séchaud.

Mais, Delieutraz, au lieu de reconnaître que ses premiers soupçons n'étaient pas fondés, a traité Séchaud de voleur à diverses reprises. En agissant ainsi, Delieutraz a commis une faute qui engage sa responsabilité, à teneur des art. 50 et suiv. C. O.

Il a commis une imprudence d'autant plus grande qu'il devait faire cesser les bruits qui couraient sur le compte de Séchaud, ensuite des soupçons qu'il avait émis au cours de l'information pénale. La situation personnelle de Séchaud a subi une grave atteinte ensuite de l'accusation persistante de Delieutraz, et il se justifie, en application de l'art. 50 C. O., d'allouer à Séchaud une somme de 500 francs, à titre de dommages-intérêts.

Delieutraz a appelé du jugement rendu par le Tribunal. Pour les motifs par lui donnés en première instance, il conclut à la réforme du jugement et au déboutement du demandeur, avec dépens.

Séchaud conclut à la confirmation du dispositif du jugement

Il n'admet pas, toutefois, les motifs invoqués par le Tribunal au sujet de son jugement. Il conteste la réalité du vol ; il soutient que Delieutraz, en déposant sa plainte, a commis une faute ; que Delieutraz a cherché à le compromettre en affirmant l'avoir vu au-dessus de la maison le jour du vol. Pour le surplus, il admet les conclusions du jugement dont est appel.

La question soumise à la Cour est la suivante :

La demande de dommages-intérêts, dirigée par Séchaud contre Delieutraz, est-elle fondée, et si oui, quel doit en être le montant ?
Répondre, avec raison, et en conformité d'une jurisprudence constante, que le Tribunal de première instance a estimé que le fait seul de porter une plainte contre un tiers une plainte, reconnue plus tard non fondée, constitue un acte illicite alors qu'il n'y a pas eu volonté de nuire ou d'offenser.

Dans l'espèce, il faut reconnaître, avec le Tribunal, que si Delieutraz n'était borné à aviser l'autorité judiciaire du vol, à indiquer la maison sur laquelle se portaient ses soupçons, il n'y aurait eu de sa part aucun acte illicite.

La Cour peut admettre, — il n'y a aucun motif pour cela, — que Delieutraz, — qui était en bonnes relations avec Séchaud, — ait porté un prétendu vol pour accuser Séchaud. Le vol est, du reste, suffisamment établi par l'information pénale.

En faisant part à l'autorité judiciaire de ses soupçons à l'égard de Séchaud, Delieutraz n'a pas non plus agi avec imprudence ; il a exposé ses motifs à l'appui : Séchaud avait ses entrées dans la maison, et Delieutraz avait montré à celui-ci, quelques jours auparavant, le coffret où était contenu l'argent volé.

Les faits ont été établis par l'enquête pénale, et le dernier, en particulier, — méconnu par Séchaud, — résulte des aveux faits au gendarme de gendarmerie Billieux, et à l'inspecteur des gardes mobiles (voir dépositions du brigadier et de l'inspecteur dans l'enquête civile).

Delieutraz a été plus loin ; tout d'abord, il a indiqué à l'autorité judiciaire un fait inexact, à savoir qu'il aurait vu, le jour du vol, Séchaud sortir de son domicile.

Enfin, et surtout, au lieu de se borner à avertir l'autorité judiciaire de ses soupçons, il a raconté les faits en accusant nettement et formellement Séchaud d'être le voleur. Une fois même que l'information pénale eût été close et que Delieutraz se fût justifié, en établissant l'emploi de son temps ce

jour-là, Delieutraz a persisté à tenir des propos outrageants à l'adresse de Séchaud.

Ces faits, — établis par les enquêtes, — constituent des actes illicites et engagent la responsabilité de Delieutraz.

Toutefois, la somme de 500 francs, fixée par le Tribunal, apparaît comme trop élevée. Tout d'abord, Séchaud n'a justifié d'aucun préjudice matériel; les accusations formelles de Delieutraz, en dehors de l'enquête pénale, ont apporté cependant une grave atteinte à son honneur; mais il y a lieu de considérer que cette atteinte, — résultant de l'enquête pénale ouverte ensuite de la plainte de Delieutraz, qui n'a commis, en cette circonstance, aucun acte illicite, — eût été sensiblement la même si Delieutraz n'avait pas tenu les propos qui lui sont reprochés.

En tenant compte de toutes les circonstances, il y a lieu d'arbitrer, *ex æquo et bono*, à 200 francs, outre tous les dépens de l'instance, l'indemnité due à Séchaud.

Par ces motifs, et vu l'art. 55 C. O., la Cour... Au fond, confirme...

AUDIENCE DU 11 MAI 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Jugement de divorce; signification au parquet; poursuites en paiement de pension; opposition; refus de mainlevée; jugement au fond non parvenu au débiteur; appel; art. 476, 477 pr. civ.; art. 80 L. P.; irrecevabilité.

Dame Panetti contre Buffet.

Lorsqu'un acte de signification de jugement est adressé à une partie habitant hors du canton, la simple remise au Procureur général ne constitue pas à elle seule la signification. Cette signification n'est réputée faite qu'à partir du moment où la partie a été mise à même d'entrer en possession de la copie à elle destinée¹.

Par jugement du 1^{er} novembre 1906, le Tribunal, statuant par défaut à l'égard du sieur Buffet, a prononcé le divorce entre les époux Buffet-Panetti; il a confié à la dame Angèle-Pierrette Panetti la garde de la mineure Yvonne-Germaine Buffet, issue du mariage; a condamné le sieur Emile Buffet aux frais, et l'a condamné, en outre, à payer à la dame Panetti, à titre de contribution

¹ Voir, en sens contraire, arrêt Cocquilo c. dame Cocquilo, du 12 octobre 1901, *Semaine Judiciaire*, 1901, page 703.

à l'entretien et à l'éducation de la mineure Buffet, la somme de 40 francs par mois.

Ce jugement a été signifié à la requête de la dame Panetti, suivant exploit Chaffard, huissier, du 26 janvier 1907; dans cet exploit, le domicile de sieur Buffet est indiqué comme étant, à ce moment-là, à Paris, rue Corbeau, n° 5, et la copie destinée à cette partie a été remise au parquet de M. le Procureur général, à Genève, conformément à l'art. 37 de la loi cantonale de procédure civile.

Le 14 mars 1907, la dame Panetti a fait notifier au sieur Buffet, qualifié comme domicilié à Genève, rue Thalberg, un commandement n° 30756, pour les sommes suivantes :

1. 200 francs pour cinq mois de la pension portée dans le jugement du 1^{er} novembre 1906;

2. 141 fr. 70, pour frais résultant du dit jugement.

Ce commandement a été notifié à la personne même d'Emile Buffet, qui a fait opposition dans le délai utile.

La dame Panetti a demandé mainlevée de cette opposition, déclarant se prévaloir de l'art. 80 de la loi fédérale sur la poursuite.

Buffet a résisté à cette demande et a articulé, en fait, qu'il n'avait jamais reçu la signification du jugement, d'où la conséquence que ce jugement ne serait pas actuellement exécutoire.

Par jugement du 25 avril 1907, le Tribunal a débouté la dame Panetti de sa demande de mainlevée.

Ce jugement est motivé, en substance, comme suit:

Il résulte des renseignements pris par le Tribunal que le sieur Buffet, étant qualifié domicilié à Paris, rue Corbeau, n° 5, la signification du jugement a été faite conformément à l'art. 37 de la loi cantonale de procédure civile, c'est-à-dire que la copie destinée à Buffet a été remise au parquet de M. le Procureur général, à Genève, ce magistrat étant chargé de la faire parvenir à la partie intéressée (art. 40 de la loi).

La copie fut envoyée à Paris par les voies légales; elle fut présentée au domicile indiqué le 12 février 1907, mais elle ne put pas être remise à Buffet, qui avait quitté ce domicile dès le 2, même mois. La copie revint donc à Genève, au Parquet de M. le Procureur général, ainsi que cela résulte d'un avis de la Légation suisse en France, n° 530, année 1906, avis conservé au Parquet.

En fait, la copie du jugement et d'acte de notification destinée à Buffet ne lui a jamais été remise.

Le Tribunal en tire cette conséquence que les délais d'opposition et d'appel n'ont jamais couru contre Buffet, et le jugement du 1^{er} novembre 1906 n'est pas actuellement exécutoire contre lui.

Le Tribunal rappelle à ce sujet la jurisprudence du Tribunal fédéral, arrêt Blum, du 4 juin 1904, et celle de la Cour de cassation, arrêt Araucaire contre Demarti, du 30 janvier 1905 ; ces deux arrêts, rendus en matière de poursuite pour dettes, ont appliqué le principe de l'art. 64 de la loi fédérale sur la poursuite, principe identique à celui qui résulte des art. 37 et 40 combinés de la loi genevoise de procédure civile : le magistrat ou le fonctionnaire à qui la copie est remise pour une partie domiciliée à l'étranger n'est qu'un mandataire chargé de faire parvenir cette copie à son destinataire.

Si, en fait, comme dans l'espèce, la copie ne lui parvient pas, la signification du jugement n'est pas faite à cette partie ; les délais que cette signification doit faire courir contre elle ne courent pas et le jugement n'acquiert pas, à son égard, la force de chose jugée.

La dame Panetti a interjeté appel de ce jugement, bien qu'il soit rendu en dernier ressort. Elle soutient qu'il viole les art. 476 et 477 de la loi cantonale de procédure civile, et l'art. 80 de la loi fédérale sur la poursuite. Buffet ne comparait pas, ni personne pour lui.

Question :

Le jugement attaqué viole-t-il les textes de lois indiqués par la partie appelante ?

L'art. 80 de la loi sur la poursuite suppose un jugement exécutoire. L'art. 475 de la loi cantonale de procédure civile porte que les jugements exécutoires, au sens de l'art. 80 de la loi fédérale, sont dans le canton de Genève, les jugements passés en force de chose jugée. L'art. 477 de la même loi dispose que :

« Sera passé en force de chose jugée tout jugement par défaut si le défaillant n'y a pas formé opposition dans le délai utile. »

Or, aux termes de l'art. 128, même loi, le délai d'opposition ne court qu'à partir de la signification du jugement.

Le Tribunal a donc dû se poser la question suivante :

Lorsqu'un acte de signification de jugement est adressé à une partie habitant hors du canton, la simple remise de la copie au Procureur général constitue-t-elle, à elle seule, une signification à cette partie et fait-elle courir contre elle les délais de recours ? ou au contraire, la signification n'est-elle réputée faite qu'à partir du moment où la partie a été mise à même d'entrer en possession de la copie à elle destinée ?

Le Tribunal a admis, avec raison, cette dernière solution, et les motifs qu'il en donne sont justes.

En fait, la copie de jugement et d'acte de signification destinée au sieur Buffet ne lui est jamais parvenue; elle est revenue au Parquet de M. le Procureur général à Genève, et les mentions qui accompagnent ce retour établissent officiellement que la signification du jugement à la partie n'a pas eu lieu.

Dans ces conditions, les délais d'opposition et d'appel n'ont pas couru, et le jugement n'a pas acquis, à l'égard du sieur Buffet, la force de chose jugée.

La mainlevée d'opposition ne pouvait donc pas être prononcée.

En la refusant, le jugement attaqué, du 25 avril 1907, n'a pas violé la loi, et l'appel doit en être déclaré non recevable.

Vu les textes de lois susvisés et, en outre, l'art. 23 de la loi cantonale d'application de la poursuite pour dettes, et l'art. 124 de la loi de procédure civile.

Par ces motifs, la Cour prononce défaut contre Buffet;

Déclare non recevable l'appel interjeté...

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE NATIONALE SUISSE. INDUSTRIE ET MÉTIER. Elaboré par M. Boos-Jegher secrétaire de l'Union Suisse des arts et métiers. 2^e cahier. Berne 1907, Wyss, Edit.

La commission centrale pour la Bibliographie Suisse publie, avec le concours des autorités fédérales et cantonales et celui de nombreux spécialistes, un répertoire méthodique de ce qui a été publié sur la Suisse et ses habitants, dans les différents domaines.

M. Boos a été chargé de la partie concernant les industries et métiers et a déjà fait paraître, en 1905, un premier cahier.

Le deuxième que nous annonçons aujourd'hui contient la liste des travaux (arrêtée en 1900) traitant : L'économie sociale, le socialisme, l'histoire de l'industrie; les rapports et catalogues industriels; le développement des arts et métiers et de l'industrie; les expositions; les questions ouvrières spéciales; l'industrie à domicile; l'industrie féminine; les abbayes et sociétés.

Nous ne pouvons que recommander cet ouvrage à ceux qui s'occupent des questions relatives à notre industrie suisse et aux métiers. Ils y trouveront l'indication de nombreuses publications sur les matières qui les intéressent.

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX «ATAR» CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne en son espace.

SOMMAIRE. — Tribunal fédéral. Cordey c. Boillot: automobile; enfant tué sur la route; action du père contre le propriétaire; admission partielle; recours des deux parties; 1^{re} recevabilité; mémoire; 2^o faute du conducteur; art. 50 et suiv. C. O.; 3^o faute de la victime non établie; 4^o évaluation de l'indemnité; art. 52, 54 C. O. — Losio c. Fiaux: vente d'immeubles; action d'un courtier en paiement de commission; absence de mandat d'icelui; déboulement; recours; courtage soumis aux dispositions du mandat; art. 392, 405 C. O.; absence de convention entre les parties; rejet du recours. — *Folle dévotion*. — *Avie*.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 8 FÉVRIER 1907.

Présidence de M. URSPRUNG.

Automobile; enfant tué sur la route; action du père contre le propriétaire; admission partielle; recours des deux parties; 1^{re} recevabilité; mémoire; 2^o faute du conducteur; art. 50 et suiv. C. O.; 3^o faute de la victime non établie; 4^o évaluation de l'indemnité; art. 52, 54 C. O.

Cordey contre Boillot.

I. Lorsque la valeur du litige n'atteint pas 4000 francs, la déclaration de recours doit être accompagnée d'un mémoire motivant le recours; il n'est pas nécessaire que le recours et les motifs soient consignés dans deux pièces séparées; ce qui importe, c'est qu'à côté de la déclaration de recours, le Tribunal fédéral puisse trouver quels sont les motifs du pourvoi et les points du jugement qui sont incriminés.

II. Le concordat concernant la circulation des automobiles et des cycles en Suisse a été sanctionné dans le canton de Vaud. (Résolu par l'instance cantonale¹.)

¹ Il en est de même en ce qui concerne le canton de Genève. (Réd.)

III. Le fait, pour un chauffeur d'automobile, de s'avancer à une vitesse trop grande au moment où s'est produit un accident dans un endroit habité et sur une route peu large, constitue une faute à sa charge.

IV. L'art. 54 C. O. permet au juge, en tenant compte des circonstances particulières, d'allouer une somme équitable à la famille de la victime d'un accident, indépendamment de la réparation du dommage constaté, « notamment s'il y a eu dol ou faute grave ». Ces cas ne sont cités qu'à titre d'exemple, et rien ne s'oppose à ce que le juge, comme en l'espèce, tienne compte du dommage moral subi par le demandeur, ensuite du chagrin que lui a causé la perte de la victime.

V. L'art. 52 C. O. doit être interprété en ce sens qu'il n'est pas nécessaire, lorsqu'il s'agit d'un enfant, que celui-ci fût effectivement le soutien de ses parents au moment de sa mort, mais que ceux-ci ont le droit de réclamer un dédommagement pour l'espoir qu'ils avaient, et dont ils sont frustrés, de recevoir, plus tard, de leur enfant, des secours en cas de nécessité.

En fait : A. Le dimanche 4 juin 1905, à quatre heures de l'après-midi, Léon Boillot venait en automobile, avec six compagnons, de Lutry à Lausanne. A Paudex, devant le café Chollet, se trouvait, sur le côté droit de la route, une fillette âgée de dix ans, Berthe Cordey, fille du demandeur. Cette enfant fut atteinte par l'automobile et tuée net.

Ensuite de ce fait, Boillot fut condamné par le Tribunal de police de Lausanne à trois jours d'emprisonnement et 500 francs d'amende, pour homicide par imprudence (art. 217 C. pén. vaudois).

B. Elie Cordey a ouvert action à Léon Boillot devant les tribunaux civils neuchâtelois et conclu, par demande du 6 janvier 1906, à ce qu'il plaise au tribunal :

« I. Déclarer la demande bien fondée.

« II. Condamner le défendeur à payer au demandeur la somme de 4000 francs, ou ce que justice connaîtra, à titre d'indemnité.

« III. Mettre à la charge du défendeur tous les frais et dépens du procès. »

Par réponse du 3 février 1906, le défendeur a conclu à ce qu'il plaise au Tribunal :

« I. Déclarer la demande mal fondée.

« II. Donner acte à Elie Cordey que Léon Boillot est prêt à lui verser 600 francs, à titre d'indemnité.

« III. Condamner Cordey aux frais du procès. »

Dans sa demande, Elie Cordey reproche à Boillot d'avoir commis une faute grave résultant de la vitesse exagérée de l'allure de son automobile ; le défendeur conteste l'existence de toute faute de sa part, l'allure de son automobile n'étant ni anti-réglementaire, ni exagérée. Il allègue que l'accident est dû à l'imprudence de la victime elle-même qui, par bravade, s'est avancée au milieu de la route et s'est jetée sous les roues de l'automobile.

C. Par jugement du 5 novembre 1906, le Tribunal cantonal de Neuchâtel a :

« Condamné Léon Boillot à payer à Elie Cordey la somme de 1500 francs, à titre d'indemnité, et mis à la charge du défendeur les frais et dépens de l'action, ceux du Tribunal cantonal étant fixés à 255 fr. 20. »

Le Tribunal cantonal de Neuchâtel a basé son prononcé, en résumé, sur les considérations de fait et de droit qui suivent ; tous les témoins sont d'accord avec le demandeur sur le point que l'automobile avançait à une allure exagérée ; Boillot lui-même reconnaît qu'il marchait à vingt-huit kilomètres à l'heure environ avant l'accident et que, devant le café Chollet, sa vitesse était encore de vingt kilomètres au moins. Or, il y a, à cet endroit, d'un côté de la route, cinq maisons, parmi lesquelles le café et le collège, et, de l'autre, une maison, et un immeuble qui était en construction le 4 juin 1905. A une cinquantaine de mètres, au moins, du lieu de l'accident, Boillot a pu se rendre compte qu'il allait traverser un petit hameau. Il a donné des signaux d'avertissement, mais il n'a pas réduit sa vitesse à dix kilomètres au maximum. — Le café Chollet se trouve au bord de la route, il est suivi d'un jardin en terrasse ; un peu avant d'y arriver, la route venant de Lutry monte et décrit une légère courbe. — A cinquante ou soixante mètres du café Chollet, Boillot et ses invités aperçurent deux enfants, Berthe Cordey et Marguerite Guex, qui étaient au pied du mur du jardin ; averties par le bruit des signaux, ces deux enfants, se tenant par la main, vinrent d'abord se placer au milieu de la route, d'où elles regardèrent venir l'automobile, puis immédiatement s'en retournèrent près du mur du jardin. L'automobile se trouvait alors à vingt-cinq mètres. Lorsque le véhicule ne fut plus qu'à quelques mètres des deux enfants, Berthe Cordey, qui était à un mètre vingt du bord de la route, se lança soudain, de nouveau, en avant comme pour traverser la chaussée. Ce fait a été constaté et attesté par dame Détraz, à la déposition de laquelle le Tribunal dit attacher une

immédiatement le frein de sa voiture il était trop tard, la jeune Cordey, e, fut précipitée à terre; les deux lui passèrent sur le corps, et lors- de vivre.

procédure ne permet pas de déterminer si Berthe Cordey a voulu traverser; le défendeur déclare que c'est la jeune Cordey avait coutume de fuir de ce fait n'est pas au dossier; aurait réprimandé la fillette n'a pu la dame Voutaz est sujette à caution. La jeune Cordey ait pris peur en voyant l'automobile à toute vitesse et qu'elle n'ait pu traverser. Les deux supposés et il n'y a pas de raison d'ad-

été qu'en circulant dans le hameau plus de 20 kilomètres à l'heure, l'automobile formelle avec l'art. 9 du concordat des automobiles et des cycles en violation d'après laquelle le concordat est de l'accident, dans les cantons pas soutenable; — que cette conclusion déterminante de l'accident; car, l'allure concordataire, le conducteur, stopper en temps utile; — qu'il n'y — qu'on ne peut admettre qu'il y car le Tribunal se trouve en fait Berthe Cordey a voulu traverser la route, agi sous l'empire de la frayeur et l'automobile arriver vertigineusement, la responsabilité du défendeur l'attitude de la fillette qui est venue, est constaté ci-dessus, se jeter sous l'automobile, enfin, que Cordey a eu à sa charge de courses, de représentation de temps, et qu'exceptionnellement la procédure neuchâteloise, le plaideur payer une partie des honoraires de

son avocat, la répétition ne comprenant que les travaux faits devant les tribunaux et non les consultations, conférences, enquêtes, etc. — Le Tribunal a déclaré faire application des art. 50, 51, al. 1, et 52, C. O. ; il a évalué l'indemnité à 1500 fr. *ex æquo et bono*.

Les parties ont recouru.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. Les deux recours ont été interjetés dans les délais légaux et sont réguliers en la forme. C'est à tort que le défendeur a prétendu, dans la réponse qu'il a présentée au recours par voie de jonction, que ce recours serait nul parce que l'acte de déclaration n'était pas accompagné d'un mémoire, comme le prévoit l'art. 67, al. 4, O. J. F. — Le Tribunal fédéral a jugé, il est vrai, que lorsque la valeur du litige n'atteint pas 4000 fr., la déclaration de recours doit être accompagnée d'un mémoire motivant le recours, mais il n'a pas dit que le recours, et les motifs qui doivent l'accompagner dans ce cas spécial, ne puissent être réunis matériellement en une seule et même pièce. Or, il ressort clairement de l'acte de recours déposé par le demandeur et contenant entre autres sa déclaration de recours, quels sont les motifs de ce pourvoi et les points du jugement qu'il attaque ; la condition posée par l'art. 67, al. 4, O. J. F. est donc remplie.

II. C'est une question de droit cantonal et de droit public, qui ne relève pas du Tribunal fédéral statuant sur un recours de droit civil, que de savoir si le concordat concernant la circulation des automobiles et des cycles en Suisse a été régulièrement sanctionné dans le canton de Vaud. Le Conseil d'Etat, muni de pleins pouvoirs par le décret du Grand Conseil du 7 mai 1903, a élaboré un règlement d'exécution, qu'il a inséré, avec le concordat, dans le *Recueil officiel des lois*, pour déployer leurs effets dès le 1^{er} novembre 1904. L'élaboration d'un règlement et la publication du concordat dans le recueil officiel font nécessairement présumer que ce dernier acte a été sanctionné. Par conséquent, ces instruments législatifs lient le juge civil, tant que les autorités compétentes ne les ont pas annulés. Du reste, ces dispositions réglementaires n'ont qu'un caractère de police qui n'est nullement déterminant pour le juge civil.

III. La demande de Cordey et le jugement du Tribunal cantonal de Neuchâtel, faisant partiellement droit à cette demande, re-

le l'automobile du défendeur s'avancait à une vitesse excessive au moment où l'accident s'est produit et que c'est une faute à la charge de son conducteur. C'est sur ce point qu'il s'est uniquement fondé sur le concordat, et sur l'existence d'une réclamation civile pour acte illicite, art. 50 qu'il faut juger de la responsabilité du

de fait admis par l'instance cantonale, — état du Tribunal fédéral pour autant qu'il n'est pas en contradiction avec les pièces du dossier — qu'au moment où l'accident s'est produit l'automobile avançait à une vitesse excessive, comme l'ont déclaré par tous les témoins ; le défendeur lui-même reconnaît qu'il allait à environ 20 km à l'heure.

Marcher à 20 km à l'heure ne peut être considéré comme une faute en lui-même ; c'est en regard des circonstances de l'accident qu'il faut juger s'il implique une négligence ou une imprudence. L'appréciation des circonstances spéciales faite par le Tribunal cantonal ne paraît pas être erronée. Il résulte du dossier que l'endroit où l'accident est arrivé la route traverse un hameau, — qu'elle n'a que 6 m 40 de largeur, — qu'elle est une voie de tramway — qu'elle est resserrée, qu'elle n'a pas de trottoirs ; avant d'arriver à l'endroit où l'accident est arrivé la route venant de Lutry monte et décrit une légère courbe faiblement après. Le jour de l'accident la route était très fréquentée et l'automobile soulevait beaucoup de poussière. Marcher dans ces circonstances à une allure, que les témoins ont qualifiée de « forte » — « désordonnée » — « excessive » — « forte » — « deux fois plus forte que celle d'une voiture normale », etc., est incontestablement une faute.

Le Tribunal de Lausanne a jugé, lui aussi, que l'imprudence a consisté à circuler sur la route cantonale, à travers le hameau de Paudex et de suite après un brusque virage, qui, ce jour-là, était très fréquentée, à une allure excessive, à l'heure, allure très supérieure à celle autorisée par l'art. 2 du concordat intercantonal du 13 juin

du Tribunal cantonal de Neuchâtel et du Tribunal de Lausanne sur la trop grande rapidité de mar-

che de l'automobile que conduisait le défendeur et l'imprudence qu'il a ainsi commise sont corroborées en effet par la disposition de police de l'art. 9 du concordat, qui prescrit que dans la traversée des villes, villages ou hameaux, la vitesse ne doit, en aucun cas, dépasser 10 kilomètres à l'heure, soit l'allure d'un cheval au trot.

IV. Pour que la faute de la victime, qu'allègue le défendeur et recourant principal, pût être admise, il faudrait qu'il fût établi que, comme on le prétend, c'est par bravade que Berthe Cordey s'est portée devant l'automobile. Or, l'instance cantonale déclare que ce fait n'a pas été établi, et cette constatation lie le Tribunal fédéral pour autant qu'elle n'est pas en contradiction avec les pièces du dossier. Les dépositions des témoins varient quelque peu, il est vrai, sur cette question ; mais, dans l'appréciation qu'il a faite de ces divers témoignages, le Tribunal cantonal n'a pas excédé les limites de la liberté dont tout juge doit disposer dans l'appréciation des faits. Du reste, sa manière de voir concorde entièrement avec celle du Tribunal de police de Lausanne, qui, appelé à se prononcer sur ces faits à une époque plus rapprochée de l'accident, et après avoir entendu les dépositions testimoniales sur place, a pu apprécier les dires des divers témoins dans des conditions particulièrement favorables. Il n'y a pas lieu, dans ces circonstances, de faire intervenir l'art. 51, al. 2 C. O. dans l'évaluation de l'indemnité.

V. Le jugement dont est recours constate que la contravention formelle commise par le défendeur « est la cause déterminante de l'accident, car si l'automobile avait marché à l'allure concordataire le conducteur aurait pu éviter l'enfant ou stopper en temps utile ». Le jugement de police établit de la même manière le rapport de causalité en disant « qu'il est même certain que si l'automobile eût marché à l'allure réglementaire, l'accident n'eût pas eu lieu, car la fillette n'aurait pas été surprise aussi à l'improviste, ou bien Boillot, à une allure modérée, aurait eu la possibilité d'arrêter sa machine à temps ».

C'est bien, en effet, dans la trop grande rapidité de l'allure de l'automobile qu'il faut chercher la cause de l'accident. Quel que soit le motif qui ait provoqué le mouvement en avant de la jeune Cordey — si celui-ci a été conscient — qu'elle ait voulu traverser la route par bravade, qu'elle se soit figuré que l'automobile allait s'arrêter devant le café à l'endroit où elle stationnait, ou qu'elle

ait cru que l'automobile, marchant à droite de la route, elle serait plus en sécurité à gauche, il est évident que ce qu'elle avait juste le temps de faire devant un véhicule s'avancant à l'allure d'un cheval au trot, devenait impossible alors que cette vitesse était double ; or, elle était en droit de s'attendre à ce que l'automobile ne dépasserait pas cette vitesse maximale habituelle. Si, au contraire, l'on admet que la jeune Cordey a agi inconsciemment, sous l'influence de la peur, on ne peut nier que ce soit la rapidité de marche de l'automobile — s'avancant à une allure, qui a paru aux témoins désordonnée et épouvantable, au milieu d'un tourbillon de poussière, dans un endroit resserré — qui ait été la cause directe de cette frayeur ; celle-ci se justifie parfaitement vu la soudaineté de l'apparition de la voiture à quelques mètres.

D'autre part, il n'est pas moins vrai que le conducteur, marchant à une allure de moins de 10 km à l'heure, est plus maître de sa machine et peut plus rapidement l'arrêter ou la faire dévier que s'il avance à une vitesse de 20 km. Bien que le défendeur ait serré les freins et que la machine ait passé sur le corps de la victime ce n'est qu'une vingtaine de mètres plus loin qu'elle s'est arrêtée.

Le rapport de causalité est ainsi établi.

VI. C'est à tort, que le recourant principal prétend que, la faute grave n'ayant pas été admise, l'art. 54 C. O. ne peut pas être appliqué et qu'il ne peut être accordé au demandeur qu'une indemnité représentant le dommage matériel qu'il a subi, soit au maximum 1000 fr., chiffre qu'il a indiqué lui-même en demande. L'art. 54 permet au juge, en tenant compte des circonstances particulières, d'allouer une somme équitable à la famille de la victime, indépendamment de la réparation du dommage constaté. Le cas de la faute grave n'est cité qu'à titre d'exemple, ainsi que le prouve le mot « notamment », qui le précède. Rien ne s'oppose donc à ce que, en l'espèce, le juge tienne compte du dommage moral subi par le demandeur ensuite du chagrin que lui a causé la perte de son enfant et qu'il cherche, par une indemnité pécuniaire, à réparer dans une certaine mesure et dans les limites du possible, le préjudice moral causé à un père frappé dans ses affections et dans ses espérances de famille.

Dans son évaluation du dommage matériel, l'instance cantonale a tenu compte, à côté des frais d'enterrement, d'un élément que le Tribunal fédéral est incompétent à revoir, parce qu'il relève du droit cantonal, savoir les frais de courses, de représentation devant

les tribunaux, des pertes de temps et des hon

élément doit donc aussi être pris en considér

Enfin, l'art. 52 *in fine* C. O. dispose, que la mort d'une personne d'autres personnes sont tien, il y a lieu de les indemniser de cette per toujours été interprété en ce sens qu'il n'est qu'il s'agit d'un enfant, que celui-ci fût effe de ses parents au moment de sa mort, mais droit de réclamer un dédommagement pour l et dont ils sont frustrés, de recevoir, plus tar secours, en cas de nécessité. Ce devoir d'ass absolu à mesure que les parents se trouvent l'indigence (Trib. fédéral XVI, page 816, c vembre 1904, dame Bordet c. C. F. F., *Jou.* 1905, I, page 470). Il ressort du dossier, en l est marié, âgé de 42 ans et qu'il est sans fort tenu l'assistance judiciaire gratuite, il pe compter sur l'appui futur de sa fille.

VII. L'instance cantonale a fixé le chiffre de au demandeur à 1500 fr. *ex æquo et bono*. Ce en disproportion avec les indemnités accordée blables par le Tribunal fédéral (*Rec. Off.*, sid. 5 ; *ibid.* IX, page 272, consid. 3 ; *ibid.* 2 Aff. Bordet ci-dessus citée), doit, vu les circo des éléments énumérés au considérant qui pr Il paraît préférable également de fixer ainsi u plutôt que de détailler les divers éléments ce cela conformément à l'usage établi dans des c

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononc

Tant le recours principal que le recours p sont écartés et par conséquent le jugement du Neuchâtel du 5 novembre 1906 est confirmé da

AUDIENCE DU 22 FÉVRIER 19

Présidence de M. HONZOGER.

Vente d'immeubles; action d'un courtier en pal absence de mandat d'icelui; déboutement; rec aux dispositions du mandat; art. 392, 405 C. tion entre les parties; rejet du recours.

Losio contre Fiaux.

1. Les rapports de courtage d'immeubles

dispositions de droit cantonal régissant la matière, soumis aux principes du droit fédéral concernant le mandat.

Pour que ce contrat existe, il faut que le mandant ait, expressément ou tacitement, chargé le mandataire d'une affaire à gérer selon la volonté du dit mandant.

11. Il ne suffit pas de constater qu'un individu s'est obligé, ou s'est cru obligé, à faire quelque chose pour autrui, pour qu'un contrat de louage de services soit conclu. Pour que ce contrat existe, il faut que le maître se soit fait promettre ses services.

A. A fin 1904, Losio, qui depuis quelques années s'occupe de courtage d'immeubles, s'est présenté au bureau de Jules Fiaux, gérant d'immeubles et propriétaire, à Lausanne, et lui a demandé si ses immeubles du « Cygne », au Maupas, étaient à vendre ; sur quoi, le défendeur a répondu à Losio que, s'il lui trouvait un amateur, il verrait à examiner les offres qui pourraient lui être faites.

Peu après, Losio est allé voir un sieur Mazière, à Lausanne ; il a laissé supposer à celui-ci qu'il était chargé, par le propriétaire, de la vente du « Cygne » ; ils ont visité ensemble les immeubles. Après cette visite, Mazière a dit à Losio qu'il serait disposé à offrir 200,000 francs de ces bâtiments.

Le 29 décembre 1904, Losio a écrit à Fiaux ce qui suit : « Il y a quelque temps déjà, je m'étais présenté à votre domicile pour vous demander si vous étiez disposé à vendre vos immeubles du « Cygne » et, cas échéant, me faire un prix ; vous m'avez prié de vous présenter une offre. Ensuite d'examen sérieux des lieux, je suis chargé de vous faire l'offre d'achat des immeubles ci-dessus pour le prix de 200,000 francs. Vous voudrez bien examiner ma proposition et communiquer votre détermination le plus tôt qu'il vous sera possible, attendu que l'intéressé a d'autres immeubles en vue et tiendrait à être fixé en premier lieu de vos intentions. »

Le lendemain, Fiaux répondit : « Je suis disposé à examiner soigneusement l'offre que me présente votre lettre d'hier pour l'acquisition de mes immeubles formant l'ancien Hôtel du Cygne. Pour prendre une détermination, je suis obligé de consulter mes créanciers hypothécaires et d'étudier l'utilisation des fonds qui deviendraient disponibles, ce qui prendra un certain temps. Je m'efforcerai de le réduire le plus possible. En attendant, il me serait agréable de connaître le nom de celui qui fait l'offre que vous me transmettez, afin que je sois fixé sur le degré de sérieux qu'elle présente. »

Après un échange de correspondance dans le détail duquel il

est inutile d'entrer, parties eurent un entretien chez Fiaux et cela sans témoins ; puis, le 7 février, le défendeur écrivit à Losio : « Je viens répondre à vos lettres, que je ne puis accepter de vendre mes immeubles du Cygne pour le prix de 200,000 fr. que vous êtes chargé de m'offrir. Ayant examiné soigneusement la valeur de cet immeuble, qui me rapporte annuellement 12,750 fr. et qui bénéficiera d'une plus-value notable par suite de la construction du pont Montbenon-Chauderon et de celle du nouveau Crédit foncier, je pourrais accepter une offre de 210,000 fr. A ce prix et sans compter les plus values indiquées il rapporterait encore du 6 % à peu près. »

Losio communiqua cette détermination aux futurs acquéreurs MM. Jaccard, Couchoud et Mazière ; il leur remit, en outre, une déclaration écrite de Fiaux, par laquelle ce dernier restait lié pendant un certain nombre de jours. Puis, le 24 février, il écrivit à Fiaux : « Par mon intermédiaire, vous avez eu l'occasion d'entrer en pourparlers et de vendre par promesse de vente à passer à bref délai votre immeuble du Cygne. La promesse de vente doit se passer sauf erreur demain ou après-demain. Le 7 février, vous m'écriviez pour me dire que vous demandiez le prix de 215,000 francs. Dès lors, je me suis beaucoup occupé de cet immeuble et comme vous savez que je m'occupe particulièrement et spécialement du courtage d'immeubles à Lausanne, je tiens à vous aviser avant la passation de la promesse de vente que je demanderai la commission d'usage. Vous voudrez bien me faire savoir si vous êtes d'accord, car je ne voudrais pas qu'après le travail que j'ai fait, vous veniez contester ce qui m'est légitimement dû. Si vous n'étiez pas d'accord, je ferai naturellement valoir mes droits ; mais je ne doute pas que sur ce point tout sera en ordre. »

Fiaux répondit le 24 février, soit le même jour, par une fin de non recevoir, en ajoutant : « Vu la position que vous prenez dans cette affaire, je vous prie de ne plus vous occuper d'aucune manière d'affaires immobilières pour mon compte. »

B. Une première promesse de vente des immeubles du Cygne a été passée le 25 février 1905, entre Fiaux d'une part et MM. Jaccard, Couchoud et Mazière, d'autre part, pour le prix de 215,000 francs. Cette promesse de vente a été renouvelée le 25 août de la même année. L'acte définitif de vente a été stipulé le 9 janvier 1906.

Losio a reçu de MM. Mazière et Couchoud la somme de 1000 fr.

à titre de gratification pour les services qu'il leur avait rendus à l'occasion de l'acquisition des immeubles du Cygne.

C. Par demande du 21 mars 1906, Losio a conclu à ce qu'il soit prononcé avec dépens :

Que le défendeur Jules Fiaux est son débiteur et doit lui faire immédiat paiement de la somme de 2500 fr., modération de justice réservée, avec intérêts à 5 % l'an dès le 9 janvier 1906.

Par réponse du 5 mai 1906, Fiaux a conclu à libération des fins de la demande.

Le demandeur invoque « les principes du droit et de la loyauté en affaires. » Il allègue principalement l'existence d'un contrat de courtage ou mandat, subsidiairement un louage de services et plus subsidiairement encore la *negotiorum gestio*.

D. Par arrêt du 24 décembre 1906, la Cour civile vaudoise a débouté le demandeur des fins de sa demande et l'a condamné aux frais et dépens de la cause.

L'arrêt déclare qu'il n'a pas été établi que Fiaux ait donné un ordre à Losio de lui trouver des acquéreurs pour son immeuble du « Cygne », ni qu'il lui ait demandé de lui prêter ses services; il constate qu'il résulte, au contraire, de la correspondance que Fiaux a toujours envisagé Losio comme le mandataire des acquéreurs. Il ne saurait donc y avoir ni mandat, ce contrat présupposant un ordre — qui peut être même tacite — du mandant, ni louage de services, aucune convention n'étant intervenue entre parties. Enfin, la Cour déclare qu'il ne saurait pas davantage être question d'une *negotiorum gestio*, Losio ayant agi dans son propre intérêt, soit en vue d'obtenir une commission, et non dans celui du défendeur.

E. C'est contre ce prononcé que, par acte du 8 janvier 1907, le demandeur a déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral en reprenant ses conclusions originales.

Arrêt.

En droit: 1. Le demandeur a fondé principalement ses conclusions de demande sur le fait qu'il se serait présenté au défendeur comme courtier lui demandant si ses immeubles étaient à vendre qu'il aurait réservé sa commission, et que le défendeur l'aurait chargé de lui trouver un acheteur. L'instance cantonale n'a pas admis que ces faits aient été prouvés; cette constatation lie le

acement éventuel du prix à toucher pour la vente du « Cygne, »
comme du reste tous ses autres faits et gestes, que comme des démarches entreprises dans le but de faciliter l'opération qu'il cherchait à faire pour ses mandants. La manière d'envisager les choses du défendeur était du reste parfaitement conforme aux termes mêmes employés par le demandeur dans sa correspondance. Le 29 décembre 1904, celui-ci écrivait : « *Je suis chargé de vous faire offre d'achat des immeubles ci-dessus pour le prix de 200,000 francs.* Dans ses lettres des 31 décembre 1904 et 1^{er} janvier 1905, employait à diverses reprises les termes *mes clients* en parlant des acheteurs. Enfin, il ressort de la manière même dont le demandeur a réclamé au défendeur le paiement d'une commission, par lettre du 24 février 1905, qu'il n'en avait jamais été question paravant ; il dit en effet : « Je tiens à vous aviser avant la passation de la promesse de vente que je demanderai la commission usagée. » — On ne peut pas, dans ces circonstances, admettre que le demandeur ait été chargé, même tacitement, par le défendeur, de lui vendre ses immeubles, alors que celui-ci estimait avoir face de lui le mandataire de ses acheteurs éventuels.

III. Il résulte de ce qui précède qu'il n'y a pas eu, non plus, de contrat de louage de services conclu entre parties. Il ne suffit pas de constater, comme le fait le recourant, qu'un individu s'est obligé ou s'est cru obligé à faire quelque chose pour autrui, pour qu'un contrat de louage de services soit conclu. Il s'agit là d'un contrat bilatéral pour la conclusion duquel il faut la volonté concordante des deux parties contractantes. L'art. 338, al. 2, C. O., prévoit expressément qu'en cas de louage de services, une rémunération est due, même à défaut de stipulation expresse, par celui *qui s'est fait promettre les services*. Il faut donc, pour qu'il y ait un louage de services, que le maître se soit fait promettre des services, ce qui n'a pas été établi en l'espèce.

IV. Enfin, la *negotiorum gestio* suppose la gestion faite dans l'intérêt d'autrui, selon ses intentions probables et sans que celui-ci en ait connaissance ; or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Le demandeur a agi dans son intérêt exclusif, pour chercher à obtenir une commission des uns ou des autres ; aucune circonstance n'exigeait que l'affaire fût entreprise et gérée pour le compte du défendeur et sans mandat de sa part.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce :

Le recours est écarté.....

FAITS DIVERS

NÉCROLOGIE. — La Cour de Justice, récemment éprouvée par la mort de M. le juge Binder, vient de perdre un de ses membres qui y siégeait depuis le plus longtemps, et qui l'avait le plus souvent présidée ces dernières années, M. le juge Alfred Burgy, décédé le 3 juillet 1907. Depuis un certain temps, sa santé inquiétait les siens, et, malgré sa vaillance à supporter la douleur, il avait dû, par moments, interrompre son travail ; mais, ces derniers temps il se sentait mieux ; mardi après-midi, il discutait des questions de droit, en compagnie de ses collègues, avec une lucidité et un entrain admirables. Dans la nuit une suffocation le prit et, peu après, il expirait sans agonie et sans lutte.

Né à Lancy en 1847, d'une famille originaire d'Allemagne établie dans cette localité dans le courant du dix-huitième siècle, Burgy n'a guère quitté son village natal, où il jouissait de la considération générale, et dans les autorités municipales duquel il a longtemps siégé.

Après avoir fait à Genève ses études de droit, il prêta le serment d'avocat le 29 juillet 1870, fit son stage chez M^e Serment, puis s'établit comme avocat. Le 2 octobre 1878, il entra dans la magistrature, qu'il ne devait plus quitter, appelé à remplacer au Tribunal civil M. le juge Dufernex, décédé.

Le 12 décembre 1883, il prenait, à la Cour de Justice, la place laissée vacante par M. Dufernex, nommé procureur général, et, le 9 janvier 1886, il remplaçait celui-ci, subitement décédé.

Après avoir rempli pendant plus de dix ans ces importantes fonctions, il demanda à rentrer à la Cour, où la démission de M. Ritzchel venait de faire une place, en janvier 1897. Depuis dix ans il appartenait à cette Cour, à la présidence de laquelle il a été appelé à diverses reprises ; il avait quitté, en mai 1906, ce poste auquel il n'était pas immédiatement rééligible, d'après la nouvelle loi d'organisation judiciaire.

C'est donc une longue carrière judiciaire qui vient de se terminer brusquement, et c'est une belle figure de magistrat qui vient de disparaître. A une impartialité que rien ne pouvait ébranler, à une haute compréhension des devoirs du juge, Burgy joignait un sens juridique affiné, une facilité de saisir le nœud des questions les

able dans l'exposition du problème
re remarquables dans la rédaction
i avait donné l'occasion de se for-
ions des opinions raisonnées qui
dans les délibérations de la Cour.
rs dans ses relations avec tous,
ocats et plaideurs, une urbanité et
ntaient jamais.

est donc une immense perte pour
our le pays tout entier ; tous ceux
cher garderont de lui le meilleur

Tribunal de première instance,
r a exprimé les regrets du corps
deuil qui venait de le frapper et
t M. le Procureur Général Navazza
famille du défunt les souvenirs
et la profonde sympathie dont elle

se également à cette famille l'ex-
ts.

ibunal Fédéral en 1907 auront lieu

AVIS

*d'affaires, etc., sont avisés
les numéros de la Semaine
rêts ou jugements qu'ils vou-
x réduits de fr. 0.30 par 50
ar 100, à la condition de les*

sterie. 12. Gaxiwa



LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX**(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)**

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à **M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE**

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les **ANNONCES** sont reçues chez **MM. HAASENSTEIN & VOGLER***Corraterie*

30 centimes la ligne ou son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Lienhard : contravention de police; jugement par défaut; recours de droit public; déni de justice; prévenu cité en dehors des délais; art. 336 pr. pén. neuch. ; art. 4 Const. féd.; admission; mise à néant du jugement. — *Conseil administratif de la Ville de Genève:* arrêt cantonal ordonnant la suppression d'une maison de garde-voie; annulation de l'arrêt par le Conseil fédéral; procédure en expropriation; recours de droit public du Conseil administratif contre cet arrêté; art. 175 Org. jud. féd.; incompétence. — (*Chambre des poursuites et des faillites.*) Perrod: saisie de salaire; plainte du débiteur; admission malgré la tardiveté; décision réformée par l'Autorité supérieure de surveillance; recours au Tribunal fédéral; art. 18 L. P.; admission; maintien de la première décision. — *Cour de justice civile.* Henneberg et Allemand c. faillite Société du Village suisse; appel; expédition de l'appelant retenue par l'Enregistrement; art. 347 pr. civ. convention mentionnée au jugement mais non enregistrée; obligation de l'appelant de produire l'exploit d'appel; condamnation d'icelui aux frais de l'incident. — *Compagnie P.-L.-M. c. Strasse et Cie:* chemin de fer; marchandises; retard; encombrement de gare; action en indemnité; admission à la forme; appel; 1^{re} recevabilité; art. 888 pr. civ. 2^o législation applicable; art. 104 C. com.; 3^o encombrement de la gare ne constituant pas un cas de force majeure; confirmation.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 6 MARS 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Contravention de police; jugement par défaut; recours de droit public; déni de justice; prévenu cité en dehors des délais; art. 336 pr. pén. neuch. ; art. 4 Const. féd. ; admission; mise à néant du jugement.

Lienhard.

Une poursuite pénale et un jugement pénal, dirigés contre un prévenu qui n'a pas été régulièrement assigné aux débats, constituent une violation du droit d'être entendu et, par conséquent, un déni de justice et une infraction au principe de l'égalité devant la loi.

Par jugement du 5 décembre 1906, le Tribunal de police correctionnelle de Neuchâtel a condamné, par défaut, W. Lienhard, représentant, à Genève, pour contravention prévue à l'art. 432 du

it auparavant soumis au Département fédéral des
an plan muni d'un préavis favorable du Conseil
e, et ce plan avait été approuvé par le Département

a 20 janvier 1902, la Ville de Genève a ouvert à la
ura-Simplon une action tendant :

oncer que la dite parcelle n° 1178 est la propriété
enève.

onner la suppression immédiate des ouvrages et
i peuvent avoir été établis par la Compagnie sur

de première instance ayant débouté la Ville de
is ses conclusions, celle-ci a interjeté appel.

t appel, et par arrêt du 12 novembre 1904, la Cour
du canton de Genève a reconnu que la Compagnie
n était propriétaire de la parcelle 1178, mais qu'il
s parcelle un droit de passage en faveur de la Ville
conséquence, la Cour de Justice a débouté la Ville
a conclusion tendant à revendiquer un droit de
parcelle 1178 et a ordonné à la Compagnie du
e supprimer, dans le délai de six mois, toutes
evées par elle sur cette parcelle.

le du 9 février 1905, la Direction des chemins de
successeurs de la Compagnie du Jura-Simplon —
seil fédéral l'autorisation d'user du mode extra-
ropriation (art. 17 et suiv. de la loi fédérale du
ur acquérir la servitude de passage grevant la par-

i 11 avril 1905, le Conseil fédéral a autorisé les
fédéraux à suivre la procédure extraordinaire

u Conseil fédéral du 2 mai 1905, le Conseil admi-
lle de Genève a formé opposition contre l'expro-
e, estimant que celle-ci n'était qu'un moyen dé-
er à l'exécution du jugement qui ordonne la sup-
onstruction élevée au mépris du droit de la Ville.
outre, que l'expropriation ne se justifiait par au-
ic, les Chemins de fer fédéraux pouvant facilement
in équivalent pour élever la maison de garde.

Statuant sur cette requête, le Conseil fédéral a du 3 décembre 1906 :

1^o Les chemins de fer fédéraux sont autorisés à faire une maison de garde construite, conformément au plan du 29 juin 1901 par le Département des chemins de fer, leur appartenant, n^o 1178, de la feuille 3 du cadastre communal du Petit-Saconnex. L'arrêt de la Cour de Justice de Genève, du 12 novembre 1904, ordonnant la suspension de cette construction etc., est annulé comme contraire aux dispositions du droit fédéral.

2. L'opposition soulevée, suivant recours du 2 mai 1905 au Conseil fédéral par le Conseil administratif de Genève, au nom de cette dernière, contre l'expropriation des Chemins de fer fédéraux, de la servitude de passage en faveur de la Ville de Genève sur la parcelle susdite, est déclarée comme non fondée, sauf à être soumise par la Commission fédérale d'estimation qui statuera sur la demande d'indemnité.

C. C'est contre cette décision que le Conseil administratif de Genève, en temps utile, un recours de droit public devant le Conseil fédéral, tendant à ce que celui-ci annule l'arrêt du 12 novembre 1904, soit en ce sens qu'il a annulé l'arrêt de la Cour de Justice du canton de Genève du 12 novembre 1904, soit en ce sens qu'il a écarté, comme non fondée, l'opposition soulevée par le Conseil administratif contre l'expropriation de la servitude grevant la parcelle 1178 ».

Le Conseil administratif déclare fonder son recours sur l'art. 175 O.J.F. A l'appui de son recours il reprend les arguments qués par lui dans son mémoire du 2 mai 1905, adressé au Conseil fédéral, et fait en outre valoir les arguments suivants :

La Compagnie du Jura-Simplon n'avait point intenté de procès civil que l'autorité judiciaire cantonale ne l'eût tenté pour ordonner la suppression d'ouvrages autorisés par l'autorité exécutive fédérale ; elle n'avait pas non plus demandé la réforme au Tribunal fédéral contre l'arrêt de la Cour de Justice civile de Genève pour prétendue violation du droit fédéral. Elle avait même exécuté partiellement cet arrêt en payant la condamnation pécuniaire prononcée contre elle par l'arrêt de la Cour, passé en force de chose jugée et en vue de la procédure civile genevoise (art. 476, 2.) q

sont exercés simultanément le pouvoir fédéral et le pouvoir cantonal ; il faut ensuite que ce conflit surgisse entre autorités fédérales et cantonales. En l'espèce, l'élément matériel du conflit n'est contestable, puisque la même question de droit, celle de savoir si la construction élevée par les Chemins de fer fédéraux doit être maintenue ou supprimée, a été décidée en même temps par les autorités fédérales, le Conseil fédéral appliquant le droit fédéral, et le Tribunal de Justice civile appliquant le droit cantonal. Les deux autorités de l'autorité fédérale et de l'autorité cantonale sont donc en conflit et exclusives l'une de l'autre ; il y a collision entre les compétences.

Cette collision, qui existe au point de vue matériel, ne constitue pas le conflit de compétence visé par l'art. 175, § 1, O.J.F., si l'élément personnel fait défaut, c'est-à-dire parce que la Constitution n'existe pas entre les deux autorités qui se trouvent en conflit sur la délimitation de leurs souverainetés respectives. Jusque sous l'empire de la Constitution de 1848, qui attribuait à l'autorité fédérale la connaissance des conflits de compétence (art. 17 et art. 80 Const. féd. de 1848), il avait été décidé que le conflit de compétence n'existait que lorsqu'il était soulevé soit par un canton contre l'autorité fédérale ou par l'autorité fédérale contre un canton. (Voir, en ce sens, Blumer-Morel, *op. cit.* 80 ; *Bundesblatt*, 1851, III, pages 89-99, 103, 117.)

Après que, par la Constitution de 1874, la juridiction sur les conflits de compétence a passé au Tribunal fédéral, cette jurisprudence a été maintenue. Le Tribunal fédéral l'a reconnue principalement dans l'arrêt *Luzern c. Bundesrat*, du 30 mars 1898 (*Rec. Trib. féd.*, I, 1, page 91, consid. 2), et la doctrine unanime est dans le même sens. (Voir, notamment, Affolter, *Grundzüge des schw. Verfassungsrechts*, page 174 ; Schollenberger, *Bundesverfassung*, page 174 ; Burckhardt, *Kommentar zur Bundesverfassung*, page 174.)

Il n'y a pas lieu de revenir sur cette jurisprudence, qui est en parfaite harmonie avec le texte de l'art. 175, § 1, et qui s'inspire avec raison de l'objet du conflit de compétence, c'est le droit de juridiction sur la souveraineté, lequel n'appartient qu'aux pouvoirs fédéraux et cantonaux ; il ne saurait être revendiqué que par eux ; un tiers n'a pas la qualité pour prendre la défense des droits de souveraineté en conflit.

Il résulte de ce qui précède que, en l'espèce, le conflit de com-

pétence ne pourrait valablement être soulevé et porté devant le Tribunal fédéral que par l'une des parties en conflit, soit par l'autorité représentant le canton de Genève, ou par le Conseil fédéral. — Le Conseil administratif ne représentant pas l'autorité cantonale genevoise n'est pas partie au conflit et n'a pas qualité pour le soulever. Le Tribunal fédéral doit donc se déclarer incompétent, pour autant que le recours se fonde sur l'art. 175, § 1, O. J. F.

III. Mais, le premier chef du recours est fondé, en outre, sur une prétendue violation de droits constitutionnels par le Conseil fédéral. Cette violation consisterait en ce que le Conseil fédéral, en annulant un arrêt civil définitif, et exécutoire dans toute la Suisse, serait sorti de ses attributions de pouvoir exécutif (art. 95 Const. féd.), aurait mal interprété les dispositions de l'art. 102, ch. 2, Const. féd., se serait faussement attribué une compétence judiciaire, qui n'appartient qu'au Tribunal fédéral (art. 106, 110, Const. féd. ; art. 56 et suiv. O. J. F.), et aurait violé l'art. 61 de la Constitution fédérale.

Le recours est également irrecevable à ce second point de vue. En effet, le recours de droit public au Tribunal fédéral, pour violation de droits constitutionnels, institué par l'art. 113, ch. 3, Const. féd., et par les art. 175, ch. 3, et 178 O. J. F., n'est pas ouvert contre les décisions du Conseil fédéral. Cela résulte de l'absence de toute disposition constitutionnelle ou légale prévoyant d'une manière générale — et à part le cas examiné plus haut de l'art. 175, § 1, O. J. F., — un recours au Tribunal fédéral contre les décisions du Conseil fédéral pour violation de droits constitutionnels. Cela résulte encore plus nettement de l'art. 178, ch. 2, O. J. F., aux termes duquel le recours pour violation de droits constitutionnels n'existe que contre les décisions *cantonaux*. (Voir, à ce sujet, le *Message* du Conseil fédéral sur le projet de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, du 5 avril 1892, page 97 ; dans le même sens, Affolter, page 175 ; Blumer-Morel, III, page 178 ; Soldan, *Recours de droit public*, page 56 ; Salis, I, page 746 ; Burckhardt, page 800, note 1.) Le Tribunal fédéral lui-même a reconnu, dès après l'entrée en vigueur de la loi sur l'organisation judiciaire de 1874, qu'il ne pouvait se nantir de réclamations dirigées contre des décisions de l'autorité exécutive fédérale, en dehors des cas expressément prévus par la loi. (*Rec. off.*, I, page 283 ; *ibid.*, 5, page 530 : *ibid.* V, pag. 604, etc.)

IV. En ce qui concerne le second chef du recours, relatif au

s, le recours de Perrod doit être déclaré fondé, décision de l'Autorité inférieure a été réformée débiteur par l'Autorité cantonale. En revanche, le arté pour autant que Perrod demande davantage t été accordé par l'Autorité inférieure ; en effet, recourir, en temps utile, contre la décision de e, Perrod s'est privé une fois pour toutes du te décision.

ux termes de l'art. 19 L. P., comparés à ceux le Tribunal fédéral ne saurait être nanti de la quelle était, en l'espèce, la retenue *justifiée en* i débiteur ne peut donc être admis que pour ion de l'Autorité cantonale est *contraire à la* e de droit universellement reconnu. Or, tel n'est e la décision de l'Autorité inférieure a été ré- it du recourant.

e Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et nce : Le recours est déclaré partiellement fondé, etendue est fixée à 10 fr. par mois...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENGE DU 4 MAI 1907.

Présidence de M. GRAZ.

l'appelant retenue par l'Enregistrement ; art. 347 n mentionnée au jugement, mais non enregistrée ; elant de produire l'exploit d'appel ; condamnation le l'incident.

mand contre faillite Société du Village suisse.

qui veut obtenir l'expédition d'un jugement iire l'avance des frais d'enregistrement d'une nnée dans ce jugement, sauf à elle à exercer recours que de droit contre la personne à la la convention ou le jugement mettrait tout ou

avril 1906, Henneberg et Allemand ont formé e la Société du Village suisse, une demande e droit sur leur admission au passif de la dite de la créance étant contesté, la faillite, se fon- le du contrat qui lie les parties, a décliné la bunal pour fixer le chiffre de la créance contes- se que Henneberg et Allemand fussent renvoyés e pourvoir en nomination d'arbitres.

Par jugement du 28 novembre 1898, le Tribunal a fait lieu de distinguer entre l'admission de la faillite, qui est une forme, et la créance, qui est une contestation. Passif de la faillite, le juge seul est compétent pour la fixation du chiffre de la créance. La compétence appartient au contrat, qui est la loi des parties, la loi.

En conséquence, le Tribunal s'est déclaré incompétent pour statuer sur la mission énoncée par Henneberg et Allemand, et a réservé le débat.

La faillite a visé expressément Henneberg et Allemand, d'une part, et, d'autre part, le 10 août 1898 ; elle a été ainsi conçue :

« Toutes les contestations qui pourront être élevées par les entrepreneurs seront tranchées en appel, par trois arbitres, nommés par le Tribunal fédéral. »

Le Tribunal de première instance a déclaré la convention, dont l'original n'est pas produit, n'est pas produite, non contestée.

Henneberg et Allemand ont interjeté appel.

Pour se conformer à l'art. 347, al. 1, de la loi sur les contributions, une expédition authentique pour l'expédition, envoyée par le greffier, est retenue par cette loi, en vertu de la loi sur les contributions, relatifs à la convention.

C'est le paiement de ces droits qui est actuellement soumis à la Cour.

Henneberg et Allemand soutiennent qu'il faut faire l'avance de ces frais, parce que le contrat dont il s'agit ; la faillite étant astreinte, par la loi, à produire un jugement dont elle appelle, c'est à payer les frais nécessaires pour obtenir le jugement.

La faillite conclut principalement que la demande est non recevable pour défaut de production.

navin à la fin de 1905, à raison de l'échéance du Traité franco-suisse de commerce ne peut être considéré comme un cas de force majeure exonérant la Compagnie P.-L.-M. de sa responsabilité en cas de retard dans la livraison de marchandises.

Strasse et Cie réclament à la Compagnie P.-L.-M. 3029 fr. 80, pour préjudice résultant du retard dans la livraison de quatre expéditions de céréales.

La Compagnie a reconnu que des retards, de trois à dix jours, se sont effectivement produits ; elle explique que ces marchandises étaient bien arrivées à temps en gare, mais n'ont pu être livrées de suite, ensuite de l'encombrement de la gare de Cornavin, fin décembre 1905 et janvier 1906, occasionné par l'échéance du traité de commerce franco-suisse ; elle soutient que cette circonstance constitue un cas de force majeure, ou un fait qu'elle ne pouvait éviter, qui l'exonère de toute responsabilité.

Par jugement du 28 novembre 1906, le Tribunal a débouté la Compagnie de ses conclusions, en tant qu'elles invoquent le cas de force majeure, et renvoyé la cause à l'instruction, fond et dépens réservés. La Compagnie P.-L.-M. a appelé de ce jugement ; elle demande sa réforme et le déboutement de Strasse et Cie de toutes leurs conclusions. Strasse et Cie concluent : 1. A l'irrecevabilité de l'appel ; 2. A la confirmation du jugement.

Questions : 1. L'appel est-il recevable ? 2. L'exception opposée par le P.-L.-M. est-elle fondée ? 3. *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Le jugement dont appel déboute le P.-L.-M. de ses conclusions, en tant que basées sur le cas de force majeure, c'est-à-dire de la fin de non-recevoir qu'il opposait à la demande ; il a tranché un incident dans une cause dont le Tribunal ne peut connaître qu'en premier ressort ; l'appel est donc recevable (art. 338 pr. civ.).

Sur la deuxième question :

Les expéditions dont s'agit ont eu lieu de Marseille à Genève, sur le réseau du P.-L.-M. seul ; la convention internationale du 14 octobre 1890, et le règlement de transport des entreprises de chemins de fer et bateaux à vapeur suisses, du 11 décembre 1893 ne leur sont pas applicables (voir protocole annexé à la convention, § 1). Elles sont régies uniquement par le droit français.

La Compagnie invoque l'art. 104 du Code de commerce français, ainsi conçu : « Si, par l'effet de la force majeure, le transport n'est pas effectué dans le délai convenu, il n'y a pas lieu à indemnité contre le voiturier, pour cause de retard. »

ne peut soutenir que l'expiration du traité consenti imprévu contre les conséquences duquel prémunir. Le traité avait été dénoncé longtemps à l'avance. Les négociations se sont poursuivies pendant plusieurs années et ne pouvaient être ignorées du P.-L.-M. Mais il est évident qu'il n'a pu prévoir, ce sont les conséquences qu'a entraînées l'expiration du traité, et que, malgré toutes les diligences prises par lui, il s'est trouvé dans l'impossibilité d'opérer dans les délais prévus. Il indique les diverses mesures prises pour satisfaire aux exigences de la situation.

Le fait de la Compagnie ne saurait être admis. Il ne s'agit pas, de savoir si, d'une manière générale, le P.-L.-M. est possible pour faire bénéficier, dans la plus large mesure, les habitants genevois, de tarifs en vigueur jusqu'au 31 décembre 1884, mais s'il est établi que le retard, dans les livraisons destinées à Strasse et Cie, retard dont la Compagnie est responsable, a été effectivement causé par une mesure prise par elle. Or, il ne l'est point. Il était au pouvoir du P.-L.-M. de ne pas recevoir une quantité de wagons telle qu'il ne pût effectuer le déchargement et la livraison. La Compagnie déclare, entre autres, qu'elle a pu louer sur territoire suisse six cent onze wagons qu'elle aurait employés sur territoire français. L'admission de ces wagons, qu'ils occupaient et le personnel qu'ils employaient, n'a pu empêcher le déchargement d'autres trains; en fait, le P.-L.-M. n'a agi, en ce faisant non dans son intérêt, mais dans celui de nombreux négociants, il ne peut se dispenser de repousser les réclamations des commerçants. Les plaintes de ces mesures, en ont, au contraire, souffert. En fait, de vue, les circonstances qui ont causé le retard ne constituent pas une force majeure; en outre, les motifs des premiers juges; la question: l'art. 363 de la loi de procédure civile; la Cour:... Confirme...

le 27, page 431, ligne 21 de la *Nécrologie*, au lieu de Fernex... lire M. le juge de Fernex.....

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENEVE

15 fr. par an pour toute la Suisse

. VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne ou son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Welbers c. Schirmer : faillite ; état de collocation ; admission d'un créancier en vertu de l'exequatur accordé à un jugement allemand ; art. 328 et 723 pr. civ. allem. ; réforme ; rejet de l'exequatur et de l'admission de l'intimé ; recours au Tribunal fédéral ; question réglée par la procédure cantonale ; art. 56 Org. jud. féd. ; incompétence. — *Administration des C. F. F. c. Chuit, Næf et Cie.* : transport international ; bonbonne brisée ; action contre le dernier transporteur : exception ; art. 31 de la Convention internat. de Berne ; admission de la demande ; jugement rendu en premier ressort ; appel déclaré irrecevable ; recours de droit public ; prétendu déni de justice ; absence de violation des art. 25 et 31 de la Convention ; rejet. — *Rosier* : contravention de pêche ; art. 8 Traité franco-suisse du 15 juin 1869 ; art. 32 loi féd. sur la pêche ; condamnation à l'amende convertible en prison ; appel basé sur l'art. 408 inst. pén. irrecevabilité ; recours de droit public ; rejet. — *Cour de justice civile.* Courvoisier c. Dégallier ; élections communales ; affiche injurieuse et diffamatoire contre un candidat ; réclamation de dommages-intérêts à la personne ayant déclaré prendre la responsabilité de cette affiche ; déboutement ; appel : art. 50, 51, 65 C. O. ; réforme ; quotité adjudgée. — *Bibliographie.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 11 JANVIER 1907.

Présidence de M. JÆGER.

Faillite ; état de collocation ; admission d'un créancier en vertu de l'exequatur accordé à un jugement allemand ; art. 328 et 723 pr. civ. allem. ; réforme ; rejet de l'exequatur et de l'admission de l'intimé ; recours au Tribunal fédéral ; question réglée par la procédure cantonale ; art. 56 Org. jud. féd. ; incompétence.

Welbers contre Schirmer.

1. Les actions en opposition à un état de collocation, en matière de faillite, intentées en vertu de l'art. 250 L. P., ne peuvent être portées devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en réforme que pour autant qu'elles se basent, au fond, sur les dispositions de lois fédérales ou, aux termes de l'art. 56 Org. jud. féd., s'il s'agit de causes civiles jugées par les tribunaux cantonaux, en application de lois fédérales, ou qui appellent l'application de ces lois.

« savoir si — en l'absence d'un traité international étranger peut ou doit être reconnu comme titre dans un canton, n'est réglée que par la matière de procédure. Elle échappe donc à la compétence du Tribunal fédéral. »

Le demandeur, le sieur Frédéric-Guillaume-Robert-Jean-Ouvette, à Genève, le 14 juillet 1905, Henri Schirmer, chemin de fer, à Düsseldorf, a demandé son inscription en tant que créancier du failli, pour une somme de 100 000 francs, d'un jugement par défaut, obtenu par lui devant le « 1. Landgericht », de Duisburg (Prusse), à la suite d'un prétendu acte illicite remontant

à la masse. La masse a refusé toutefois d'admettre cette inscription et de colloquer, pour cette raison que le jugement par défaut cherchait à se prévaloir n'était pas exécutoire dans le canton de Genève. Cet état de colloquer fut publié le 13 septembre 1905. L'inscrivant fut, en outre, directement informé par l'administration de la masse, conformément à la

de dix jours prévu à l'art. 250, al. 1, L. P., de l'action devant le Tribunal de première instance (commerce) contre l'administration de la masse basant exclusivement sur le jugement par défaut de Duisburg, et en concluant à ce qu'il plût

ordonner que le demandeur sera admis au passif de la masse Schirmer, en cinquième classe, pour la somme de 100 000 francs, conformément à sa production ;
la confirmation conforme de l'état de colloquer de la masse du 13 septembre 1905. »

Le 13 septembre 1905, le demandeur, considérant que son inscription au passif de la masse Schirmer n'avait été écartée par le Tribunal de Duisburg n'était pas exécutoire dans le canton de Genève, conclut, en outre à ce qu'il

ordonne l'exécution dans le canton. »
En conséquence, l'administration de la masse a conclu que Welbers fût débouté des fins de sa demande et a conclu que le Tribunal de Duisburg était incompétent pour statuer sur la demande formée devant le dit

tribunal par Welbers contre Schirmer, en 1902; à ce que l'exequatur fût refusé au jugement du Tribunal de Duisburg et, enfin, subsidiairement, à ce qu'elle-même, la défenderesse, fût acheminée à rapporter la preuve de ses différents allégués tendant, en résumé, à démontrer que l'exequatur ne pouvait être accordé au dit jugement du Tribunal de Duisburg: *a)* parce que ce tribunal était incompétent et que le demandeur aurait dû actionner Schirmer devant son juge naturel, au for de son domicile, en Suisse, conformément à l'art. 59 de la Constitution fédérale; *b)* parce que la citation de Schirmer, devant le Tribunal de Duisburg aurait été, d'ailleurs, irrégulière; *c)* parce que, en l'espèce, l'exequatur ne pourrait, au surplus, être accordé qu'en violation du droit public suisse, les faits à la base du jugement du Tribunal de Duisburg étant couverts par la prescription, et la prescription étant d'ordre public; *d)* parce que le dit jugement n'avait pas fait l'objet d'une notification régulière au défendeur et conforme à l'art. 339 C. pr. civ. all.; *e)* enfin, parce qu'il était de règle, dans le canton de Genève, de n'accorder l'exequatur aux jugements émanant de tribunaux étrangers, en l'absence de traités, que lorsque, entre les Etats auxquels appartenaient ces tribunaux et le canton, il y avait réciprocité assurée, ce qui n'était pas le cas en l'espèce.

Tout le litige, devant le Tribunal de première instance, porta sur cette unique question de l'exequatur à accorder, ou à refuser, au jugement dont le demandeur avait fait état pour chercher à justifier sa production au passif de la masse Schirmer.

C. Par jugement du 19 mars 1906, le Tribunal de première instance admit que le jugement du Tribunal de Duisburg, du 7 juillet 1902, se trouvait réaliser toutes les conditions requises pour son exequatur, et, conséquemment :

« Déclara exécutoire, dans le canton de Genève, le dit jugement du 7 juillet 1902, en tant que de besoin ;

« Ordonna à l'administration de la faillite Schirmer de colloquer le demandeur en cinquième classe au passif de la masse pour la somme portée au dit jugement du 7 juillet 1902 ;

« Débouta la masse de toutes conclusions contraires, et la condamna aux dépens. »

D. Sur appel de l'Administration de la masse Schirmer, la Cour de Justice civile de Genève, — devant laquelle les parties avaient repris leurs conclusions de première instance et n'avaient de nouveau discuté que de la question de savoir s'il y avait lieu, en l'es-

pèce, à exequatur, — réforma, par arrêt du 15 décembre 1906,¹ le jugement de première instance et débouta le demandeur Welbers de toutes ses conclusions, en le condamnant aux dépens de première instance et d'appel.

.....

E. Welbers a recouru.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit: I. Aux termes de l'art. 71, al. 1 et 2, O. J. F., le Tribunal fédéral doit, d'office, examiner préliminairement la recevabilité du recours. Or, en l'espèce, à ce sujet, il y a lieu de remarquer ce qui suit:

L'action du recourant contre l'intimée se caractérise en premier lieu comme une action en opposition à un état de collocation en matière de faillite, intentée en vertu de l'art. 250 L. P. Mais, les actions de cette nature ne peuvent être portées devant le Tribunal fédéral, par la voie du recours en réforme, que pour autant qu'elles se basent, *au fond*, sur les dispositions de lois fédérales, ou, pour reprendre les termes de l'art. 56 O. J. F., que pour autant qu'il s'agit là de causes civiles jugées par les tribunaux cantonaux en application de lois fédérales, ou qui appellent l'application de ces lois. (Comparer arrêt du Tribunal fédéral, du 30 octobre 1901, en la cause Kaspar, *Rec. off.*, XXVII, II, n° 72, consid. 1 et suiv., pages 664 et suiv. ; Jæger, *das Bundesgesetz betreffend Schuld-betreibung und Konkurs*, note 4 *ad* art. 250 ; Reichel, Weber und Brüstlein, note 7 *ad* art. 250.) En l'espèce, le recourant n'a invoqué, à l'appui de sa demande devant les tribunaux genevois, comme déjà à l'appui de sa production dans la masse Schirmer, que le jugement par défaut, qu'à la date du 7 juillet 1902 il avait obtenu contre le failli du Tribunal de Duisburg (Prusse). Aussi cela l'a-t-il conduit à amplifier les conclusions premières de sa demande et à modifier ainsi le caractère de celle-ci jusqu'à en faire essentiellement une demande d'exequatur en faveur du dit jugement du Tribunal de Duisburg. Dans tous les cas, le sort de la demande première, en rectification de l'état de collocation dans la faillite Schirmer, ne dépendait plus que de celui de la demande d'exequatur qui était venue se greffer sur la première. Dans ces conditions, le Tribunal fédéral est évidemment incompétent en la cause, puisque le litige entre parties se résume ainsi, à savoir si le jugement

¹ Voir page 74 de ce volume.

du Tribunal de Duisburg, du 7 juillet 1902, peut ou doit être reconnu comme ayant force exécutoire dans le canton de Genève. Cette question, en effet, ne trouve point sa solution dans les dispositions du droit civil fédéral, et elle n'est réglée, — à défaut de traités internationaux, comme c'est le cas en l'espèce, — que par le droit cantonal en matière de procédure. (*Rec. off.*, XI, n° 55, consid. 3, page 361.)

Conséquemment, la cause n'est point de celles prévues aux art. 56 et suiv. O. J. F. comme pouvant être déférées au Tribunal fédéral au moyen du recours en réforme, et le recours interjeté par le demandeur Welbers doit être écarté préjudiciellement, comme irrecevable.

II. Il ne se justifie pas, dans ces circonstances, d'accorder au recourant le bénéfice du pauvre, qu'il a sollicité, son recours apparaissant de prime abord comme irrecevable.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Il n'est pas entré en matière sur le recours...

AUDIENCE DU 7 FÉVRIER 1907.

Présidence de M. MONNIER

Transport international; bonbonne brisée; action contre le dernier transporteur; exception; art. 31 de la Convention internat. de Berne; admission de la demande; jugement rendu en premier ressort, appel déclaré irrecevable; recours de droit public; prétendu déni de justice; absence de violation des art. 25 et 31 de la Convention; rejet.

Administration des C. F. F. contre Chuit, Næf et Cie.

I. Aux termes de l'art. 31, al. 4, de la Convention internationale pour le transport des marchandises par chemins de fer, le transporteur ne répond pas des pertes ou avaries des objets qui, par leur nature, sont exposés au danger de se perdre ou d'être avariés.

Si, eu égard aux circonstances de fait, l'avarie a pu résulter de l'une des causes susmentionnées, il y aura présomption que l'avarie résulte de l'une de ces causes, à moins que l'ayant droit n'établisse le contraire. Cette présomption n'existe que lorsque l'on peut admettre que, dans tel cas concret, et eu égard aux diverses circonstances de fait de la cause, la perte ou l'avarie a pu effectivement résulter de l'un des dangers particuliers énumérés à l'article cité plus haut.

II. L'art. 25 de la convention susvisée ne déterminant pas la valeur probatoire d'un procès-verbal dressé par les organes ou agents de l'administration, c'est au juge qu'il appartient d'apprécier, dans chaque cas particulier, la valeur probante qu'il peut lui attribuer, soit au regard des règles spéciales du droit de

procédure du pays où se plaide le procès, soit au regard de toutes les autres circonstances de la cause.

A. Des huit bonbonnes d'alcool amylique expédiées de Seelze, près Hanovre, le 20 juin 1904, par la maison E. de Haën, aux sieurs Chuit, Næf et Cie, fabricants de produits chimiques, à Genève, ceux-ci n'en reçurent, le 21 juillet 1904, que sept seulement ; la huitième avait été brisée au cours du transport, apparemment entre les stations de Mulhouse et de Bâle, et tout le contenu s'en était perdu. La lettre de voiture (internationale) porte, datée de Bâle le 12 juillet 1904, et signée d'un agent des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine, cette mention : « 1 Korbflasche zerbrochen, 13 kg. » Le 13 juillet 1904, le même agent des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine procéda à la confection d'un procès-verbal destiné à constater cette perte ou cette avarie ; aux termes de ce verbal, signé par le dit agent en même temps que par un témoin. « Weiss », les huit bonbonnes étaient arrivées à Bâle, rangées deux par deux le long d'un wagon découvert, à l'une des parois duquel elles avaient été attachées au moyen de fortes cordes ; les bonbonnes étaient enfermées chacune dans un panier d'osier en bon état, et dont les parois intérieures étaient séparées du verre de la bonbonne par une couche de paille ; les débris de la bonbonne cassée démontraient que le verre de celle-ci était, par places, si mince qu'il devait fatalement se briser à la moindre secousse au cours du transport ; enfin, disait ce procès-verbal, le fait que la bonbonne avait été trouvée brisée, était apparemment (auscheinend) imputable aux légères secousses qu'il n'était pas possible d'éviter durant le transport ; le contenu de la bonbonne s'était écoulé, et le plancher du wagon avait été trouvé humide à l'endroit que la bonbonne avait occupé ; la bonbonne vide pesait encore 13 kg.

B. L'Administration des Chemins de fer fédéraux ayant, par lettres des 10 novembre et 12 et 21 décembre 1904, repoussé la réclamation que lui avaient adressée, à ce sujet, dès le 22 août 1904, les sieurs Chuit, Næf et Cie, ceux-ci introduisirent action contre dite administration devant le Tribunal de première instance de Genève, par exploit du 26 janvier 1905, en concluant à ce que la défenderesse fût condamnée à leur payer, avec intérêts de droit et sous suite de dépens, la valeur de la bonbonne dont s'agit, par 134 fr. 80.

Puis, par écriture du 26 juin 1905, les demandeurs conclurent

encore, mais à titre subsidiaire seulement, à ce qu'il lui fallait les acheminer à prouver par témoins :

« 1. Que la bonbonne cassée dont s'agit était en bien conditionnée lors de son expédition de Seelz à Genève ;

« 2. Que toutes les bonbonnes faisant partie de l'envoi ont été soigneusement vérifiées, éprouvées, et conformes à l'usage ;

« 3. Que le verre était d'une épaisseur normale pour résister aux trépidations et secousses de la route de Seelz à Genève ;

« 4. Que le bris de la bonbonne ne peut s'expliquer par un choc violent et une manutention défectueuse. »

La défenderesse conclut à ce que les demandeurs fussent condamnés, sous suite de dépens, de toutes leurs conclusions principales que subsidiaires, invoquant, à cet effet, l'arrêté du Tribunal de commerce de Bâle, le 13 juillet 1904, et l'arrêté de la Commission internationale, du 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemins de fer (telle que cette dernière a été modifiée par les arrangements ultérieurs).

C. Par jugement du 6 novembre 1905, le Tribunal de commerce de Bâle a déclaré la demande fondée et condamné les Chemins de fer fédéraux à payer aux demandeurs la somme de 134 fr. 80 réclamée par eux, avec intérêts de

D. L'Administration des Chemins de fer fédéraux a interjeté appel de ce jugement, en vertu de l'art. 339, ch. 3, du Code de procédure civile, qui déclare susceptible d'appel les jugements du Tribunal de première instance en dernier ressort lorsque la loi consacre une contravention expresse au texte de

E. Par arrêt du 23 décembre 1905, la Cour de cassation a écarté cet appel comme irrecevable et a rejeté la demande de l'Administration des C. F. F. aux dépens¹...

F. C'est contre cet arrêt que, par mémoire en

¹ Voir *Semaine Judiciaire*, 1906, page 187.

vrier 1906, soit en temps utile, l'Administration des Chemins de fer fédéraux a déclaré recourir au Tribunal fédéral comme Cour de droit public, alléguant que le dit arrêt constituait un déni de justice et violait ainsi l'art. 4 de la Constitution fédérale...

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. La question que soulève le présent recours de droit public, pour déni de justice, est celle de savoir si c'est, comme le prétend la recourante, arbitrairement ou par une interprétation de la loi (en l'espèce, des dispositions de la Convention internationale sus-indiquée) absolument inconciliable avec le seul sens possible de cette loi, que la Cour de Justice civile de Genève a refusé de voir dans le jugement du Tribunal de première instance, du 6 novembre 1905, « la contravention expresse au texte de la loi », dont l'art. 339, ch. 3, pr. civ. genev. a fait un cas d'appel à l'égard de jugements rendus, comme celui du 6 novembre 1905, par le Tribunal de première instance, statuant en dernier ressort. Dans le but de démontrer que l'arrêt de la Cour est bien réellement entaché d'un vice qui en fait un véritable déni de justice, la recourante a formulé trois griefs distincts, dont le premier se rapporte à l'interprétation de l'art. 31, ch. 4 et dernier alinéa, de la Convention. Or, sur ce premier grief, il y a lieu de remarquer ce qui suit :

L'art. 31 précité se rattache à celui qui le précède, et qui dispose : « Le chemin de fer est responsable, sauf les dispositions contenues dans les articles ci-après, du dommage résultant de la perte (totale ou partielle) ou de l'avarie de la marchandise, à partir de l'acceptation au transport. Il sera déchargé de cette responsabilité, *s'il prouve* que le dommage a eu pour cause..... *un vice propre de la marchandise* » (suivant le texte allemand : « die natürliche Beschaffenheit des Gutes »), à la suite de quoi, l'art. 30 ajoute cette parenthèse : « détérioration intérieure, déchet, coulage ordinaire, etc. ». L'art. 31 stipule, par contre, que « le chemin de fer n'est pas responsable : 4. de l'avarie survenue aux marchandises qui, *pour des causes inhérentes à leur nature* » (ou, selon le texte allemand : « vermöge ihrer eigentümlichen natürlichen Beschaffenheit »), « sont exposées *au danger particulier* de se perdre, en tout ou en partie, ou d'être avariées, notamment à la suite de *bris*..... *en tant que l'avarie est résultée de ce danger* ». Et, ajoute le dernier alinéa de cet article, « si, *eu égard aux circonstances de fait*, l'avarie a pu résulter de l'une des causes sus-

mentionnées, il y aura présomption que l'avarie résulte de l'une de ces causes, à moins que l'ayant droit n'établisse le contraire ».

Or, ces dispositions peuvent parfaitement s'interpréter en ce sens que la présomption, dont question au dernier alinéa de l'art. 31, n'existe que lorsqu'on peut admettre que, *dans tel cas concret et eu égard aux diverses circonstances de fait de la cause*, la perte ou l'avarie a pu *effectivement* résulter de l'un des dangers particuliers énumérés au dit article. Comp. Th. Gerstner, *internat. Eisenbahn-Frachtrecht*, Berlin, 1893, page 347, litt. *b* ; et G. Eger *das internat. Uebereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr*, Berlin, 1894, pages 575, 576.) Et cette interprétation, à laquelle l'arrêt dont recours s'est rangé, n'a, dans tous les cas, rien d'arbitraire, en sorte que le Tribunal fédéral, comme Cour de droit public, n'ayant pas ici à pousser plus loin son examen et n'ayant pas à se prononcer sur la question au fond, le premier grief formulé par la recourante doit être écarté.

II. En second lieu, la recourante reproche tant à la Cour qu'au Tribunal de première instance de s'être refusés à reconnaître comme probant le procès-verbal dressé par les organes ou les agents des chemins de fer d'Alsace-Lorraine le 13 juillet 1904. Mais, à ce sujet, il suffit de remarquer que l'art. 25 de la Convention internationale de la violation duquel la recourante se dit victime, ne détermine pas quelle est la valeur probatoire de tels procès-verbaux, d'où il résulte que c'est au juge qu'il appartient d'apprécier, dans chaque cas particulier, la valeur probante qu'il peut attribuer à un pareil procès-verbal, soit au regard des règles spéciales du droit de procédure du pays (ou canton) où se plaide le procès, soit au regard de toutes les autres circonstances de la cause (voir Gerstner, *op. cit.*, page 304 *suprà*, et page 348 ; et Eger, *op. cit.*, pages 459/460). Ni la Cour, ni la Tribunal de première instance, n'ont pu ainsi commettre la violation de l'art. 25 de la Convention, que leur reproche la recourante. — Et quant à l'arbitraire auquel, suivant la recourante, les Tribunaux genevois se seraient livrés en retenant une partie seulement des constatations ou des appréciations contenues dans le verbal sus-rappelé du 13 juillet 1904, l'on n'a que cette allégation ou cette affirmation de la recourante, que rien au dossier ne saurait corroborer, car il paraît, au contraire, que les Tribunaux genevois ont recherché, d'une manière toute objective, et sans aucune acception de

personne, ce qui, dans le dit verbal, pouvait être considéré comme probant.

III. Enfin, la recourante fait grief à la Cour d'avoir dit que « les C.F.F. *auraient dû* conserver ces fragments de verre afin que... » Mais il n'y a là qu'une affaire de rédaction ou de formule. La Cour n'a évidemment pas entendu dire, ainsi que le prétend la recourante, que celle-ci, afin de pouvoir se mettre au bénéfice de la présomption prévue à l'art. 31, dernier alinéa, Convention internationale, avait *l'obligation juridique* de conserver les débris de verre dont s'agit. La Cour a bien, plutôt, et manifestement, voulu énoncer cette considération, fort juste, ou du moins très plausible, que les demandeurs auraient pu, si ces tessons avaient encore été là, prouver que le bris de la bonbonne en question n'était effectivement pas dû à la nature particulière de la marchandise, tandis que, par la disparition de ces tessons, cette preuve matérielle et absolue avait été rendue impossible. En d'autres termes, au nombre des arguments dont elle a jugé qu'il y avait lieu de faire état dans cette affaire, la Cour de justice civile, comme déjà le Tribunal de première instance, a tenu à indiquer celui-ci, c'est que l'Administration des C. F. F. aurait pu conserver ces débris de verre tout au moins jusqu'à ce que les intimés fussent en mesure de faire intervenir les constatations judiciaires réservées à l'art. 25, al. 4, Convention internationale (voir Gerstner, *op. cit.*, page 309, chiffre 3). Dans cette argumentation de la Cour, il n'y a rien d'un déni de justice, et, conséquemment, ce troisième grief de la recourante doit être, lui aussi, écarté.

IV. Le recours devant ainsi être rejeté, il serait superflu de vouloir faire remarquer que le Tribunal fédéral n'aurait pu, en aucun cas, adjuger à la recourante ses conclusions en leur forme et teneur, ces conclusions ayant été formulées (voir celle sous n° 2, litt. F.) comme s'il s'agissait ici d'un recours en réforme au lieu qu'il s'agit, en réalité, d'un recours de droit public.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce ; I. Le recours est écarté.

Des art. 12, 15 et 23 du Règlement de police genevoise sur la pêche du 16 décembre 1905 ;

Des art. 4 et 15 de la loi fédérale sur la pêche du 21 décembre 1888.

Par des motifs qui seront examinés dans les considérants de droit du présent arrêt, pour autant que cela paraîtra nécessaire, Rosier a conclu dans son recours à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral :

Casser et mettre à néant l'arrêt de la Cour de Justice de Genève du 9 février 1907 et le jugement du Tribunal de police du 7 janvier 1907 ;

Dire que c'est à tort que la Cour a déclaré l'appel de Rosier irrecevable, puisqu'il pouvait être astreint à faire dix jours de prison ;

Dire que c'est à tort qu'il a été condamné, les faits établis ne constituant pas une contravention d'après les lois et règlements sur la pêche.

Arrêt.

En droit : I. Le Tribunal fédéral est compétent pour connaître du recours, en tant qu'il est dirigé contre l'arrêt de la Cour de Justice. Le recourant prétend que l'interprétation donnée par cet arrêt à l'art. 403 du Code d'instruction pénale implique un déni de justice. Ce reproche est sans fondement, la Cour de Justice n'ayant pas fait de la loi une application arbitraire, en déclarant qu'aucun appel n'est recevable contre un jugement de police qui ne prononce pas directement un emprisonnement, mais une simple amende, qui sera convertie en emprisonnement en cas de non paiement. Cette manière de voir n'est pas en contradiction avec le texte de la loi, et elle est d'ailleurs conforme à la jurisprudence de la Cour de Justice.

II. Le recourant attaque le jugement du Tribunal de police de Genève, pour violation de la Convention franco-suisse sur la pêche, de la loi fédérale du 21 décembre 1888 et des art. 12, 15 et 23 du Règlement de police genevois sur la pêche. En ce qui concerne les art. 12, 15 et 23 du Règlement de police, on ne saurait apercevoir en quoi ils auraient été violés par le jugement attaqué, qui ne se fonde nullement sur ces articles. En ce qui concerne la prétendue violation de la loi fédérale, et de la Convention franco-suisse, il était loisible au recourant d'introduire, auprès du Tribunal fédéral, un recours en cassation, aux termes des art. 160 et suiv. O.J.F. ;

les dispositions contenues dans un traité concl un Etat étranger font, en effet, partie intégrale, et à teneur des dispositions mentionné cassation qui est compétente pour revoir les jug les tribunaux cantonaux en application des lois Le Tribunal fédéral, en tant que Cour de drc incompetent, et il n'y a pas lieu d'entrer en ma dirigé contre le jugement du Tribunal de polic art. 182, al. 2, O. J. F. et arrêt du Tribunal féd 1906, Tissot c. Vaud.)

Par ces motifs, le Tribunal fédéral pronon écarté, en tant qu'il est dirigé contre l'arrêt de de Genève du 9 février 1907...

COUR DE JUSTICE CIVIL

AUDIENCE DU 25 MAI 1906

Présidence de M. GRAZ.

Elections communales ; affiche injurieuse et dif candidat ; réclamation de dommages-intérêts à l claré prendre la responsabilité de cette affiche ; art. 50, 51, 65 C. O. ; réforme ; quotité adjugée.

Courvoisier contre Dégallie

La personne qui a déclaré assumer toute la coulant de la confection et de l'apposition d'ur des allégations diffamatoires envers un tiers mer des dommages-intérêts par ce tiers, alors pas été établi qu'elle a été l'auteur ou le co-aution incriminée.

Lors des élections municipales de la comm mai 1906, l'affiche suivante fut apposée dans de de Versoix :

« Citoyens !

« Quel que soit votre parti, quelles que puisse politiques ou confessionnelles, vous désirez é municipaux ayant conscience de la dignité de c pourquoi vous ne voudrez pas d'un espion et d

« Biffez tous César Courvoisier. »

Cette affiche ne porte aucune signature et n de l'imprimeur.

Par exploit du 31 mai 1906, César Courvoisie Dégallier, domicilié à Versoix, la somme de

de dommages-intérêts, avec l'insertion du jugement à intervenir dans un journal, aux frais du défendeur, pour la réparation du préjudice causé par cette affiche injurieuse et diffamatoire.

Courvoisier a soutenu que Dégallier était l'auteur de cette affiche, apposée de nuit, sans l'autorisation de l'autorité compétente ; il a offert de prouver qu'à trois reprises différentes, alors que la police procédait à une enquête pour découvrir le ou les auteurs de l'affiche, Dégallier a expressément déclaré qu'il était inutile de poursuivre les recherches, et qu'il prenait, lui, l'entière responsabilité de la dite affiche ; que Dégallier a téléphoné à l'imprimeur chargé de l'impression de celle-ci, par lui commandée.

Dégallier a contesté les faits articulés par Courvoisier et a conclu au déboutement de celui-ci.

Par jugement préparatoire du 11 décembre 1906, le Tribunal a ordonné la comparution personnelle des parties, qui eut lieu le 18 même mois.

Dégallier déclara qu'il ne méconnaissait pas s'être servi des termes mentionnés dans le rapport de police du 21 mai 1906, du sous-inspecteur Burdet, mais méconnut être l'auteur de l'affiche incriminée, ajoutant que s'il avait employé le terme de *responsabilité*, il s'était trompé et qu'il n'entendait prendre aucune responsabilité civile du contenu de cette affiche.

Le rapport de police de Burdet est ainsi conçu :

« M. Jules Dégallier vers qui je me suis présenté pour voir le nommé Briffaud, incriminé dans cette affaire et qui travaille dans cette maison, m'a déclaré qu'il n'était pas nécessaire de poursuivre mon enquête, attendu qu'il assumait toute la responsabilité concernant les affiches dans lesquelles César Courvoisier est visé d'une manière diffamatoire. »

(Voir procédure pénale n° 582 de l'année 1907.)

Par jugement du 12 février 1907, le Tribunal de première instance a débouté Courvoisier de ses conclusions, et l'a condamné aux dépens.

Ce jugement est basé, en résumé, sur les motifs suivants :

Courvoisier n'a pas établi l'exactitude de ses allégations, il n'est pas prouvé que Dégallier soit l'auteur ou le co-auteur de l'affiche incriminée ; cette preuve ne résulte pas du rapport de police, du 21 mai 1906, et la preuve offerte manque de pertinence, comme n'étant pas de nature à établir la coopération effective de Dégallier à la confection de cette affiche.

Par exploit du 19 février 1907, Courvoisier a demandé ce jugement ; il en demande la réforme et repousse la demande de première instance, tant principales que subsidiaires.

Dégallier conclut à la confirmation du jugement de première instance et à la condamnation de l'appelant aux dépens.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1^o La demande de dommages-intérêts de Courvoisier, fondée sur les art. 50 et suiv. C. O., est-elle fondée ?

2^o *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Dégallier a reconnu, en comparution personnelle, les termes du rapport de police, du 21 mai 1906, et la déclaration à l'agent Burdet, et de laquelle il résulte que toute la responsabilité concernant les affiches de César Courvoisier est visé d'une manière diffamatoire.

Cette déclaration, sans aucune restriction, était donc faite à Courvoisier d'introduire sa demande en dommages-intérêts seul, sans qu'il soit nécessaire de rechercher si la responsabilité de cette affiche ; du reste, l'offre de preuve faite par Courvoisier, était pertinente, puisqu'elle tendait à établir, en sus de la déclaration de l'agent Burdet, que c'était lui qui avait commandé cette affiche, et qu'il avait ce but, téléphoné à l'imprimeur chargé de l'impression.

La demande de dommages-intérêts de Courvoisier est fondée, en vertu des art. 50, 51 C. O., car il est établi que cette affiche, injurieuse et diffamatoire, était destinée à atteindre à l'honneur et à la considération de Courvoisier, l'exposer au mépris de ses concitoyens, en le représentant comme un mouchard, et sans aucune conscience de sa responsabilité municipale.

Dégallier n'a offert la preuve d'aucun fait contraire aux allégations portées contre Courvoisier, alors qu'il est mune de Versoix, en mai 1906.

L'information pénale ouverte sur la plainte de Courvoisier, et au jugement du 12 février, du Tribunal de première instance, et dans laquelle Dégallier a été entendu et a produit deux témoins (voir lettre de son avocat, pièce n^o 17), n'a révélé aucune circonstance d'infamie.

conduite de l'instigateur de cette affiche, apposée par les sieurs Fauraz, Briffaud Eugène, Briffaud Jacques, sous-contremaître de Dégallier (pièce n° 6 de la procédure), qui les a, en outre, payés pour cet affichage.

En tenant compte de toutes les circonstances de la cause, la Cour fixe à la somme de 200 francs et aux dépens de l'instance, l'indemnité équitable due à Courvoisier, sans toutefois qu'il soit nécessaire d'ordonner la publication du présent arrêt.

Vu les art. 106 et 363 de la loi de procédure civile.

Par ces motifs, la Cour... réforme...

Condamne Jules Dégallier...

BIBLIOGRAPHIE

Das zukünftige schweizerische Patentrecht, von Dr E. Guyer, Rechtsanwalt. — Zürich, 1907 Schulthess et Cie. Edit.

M. le Dr Guyer s'est fait une spécialité des questions de propriété industrielle; il a tenu à contribuer, dans la mesure où cela lui était possible, à l'élaboration de la nouvelle loi fédérale sur les brevets d'invention, en faisant l'examen critique du projet présenté par le Conseil fédéral. Bien que les Chambres aient maintenant à peu près arrêté le texte définitif de la loi, l'œuvre de M. Guyer conservera sa valeur, et elle pourra servir de commentaire pour diverses dispositions. Relevons, en particulier, la discussion sur les questions suivantes : A qui doit revenir l'honneur de l'invention, lorsque le brevet est pris non par l'inventeur même, mais par un tiers, tel qu'un patron ? — La loi sur les brevets d'invention s'applique-t-elle aussi aux modèles d'utilité ?

L. R.

OUVRAGE REÇU

LE SECRET PROFESSIONNEL, par Georges Werner Dr en Droit Substitut du Procureur Général. — Kundig, édit. Genève 1907.

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

20 centimes la ligne en son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Colombo c. Galazzi : ouvrier ; accident professionnel ; cas fortuit ; demande d'indemnité ; admission ; quotité adjugée ; recours ; loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants ; absence de faute des parties ; mode de calcul de l'indemnité ; causes de l'accident obscures ; réforme partielle ; réduction de l'indemnité. — (*Chambre des poursuites et des faillites.*) Vittum : cordonnier ; saisie d'une machine à fabriquer les tiges ; plainte écartée ; recours ; définition de l'insaisissabilité des outils ; art. 92 L. P. ; rejet ; confirmation. — Volluz : séquestre ; saisie ; réquisition de vente ; déclaration du débiteur que les objets ne sont plus en sa possession ; demande d'enlèvement de la part du créancier ; refus ; fixation des délais de l'art. 409 L. P. ; recours ; rejet. — *Cour de justice civile.* Consorts Albertini : billet de change ; poursuites ; dépôt de la somme réclamée à la Caisse des consignations, en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de première instance ; réserves ; libération par compensation ; refus de mainlevée provisoire ; appel ; art. 839, 423 pr. civ. ; art. 28 loi d'application ; 1^o recevabilité ; violation de la loi ; 2^o art. 82 L. P. ; défaut de libération du débiteur ; réforme ; mainlevée provisoire. —

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 27 MARS 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Ouvrier ; accident professionnel ; cas fortuit ; demande d'indemnité ; admission ; quotité adjugée ; recours ; loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants ; absence de faute des parties ; mode de calcul de l'indemnité ; causes de l'accident obscures ; réforme partielle ; réduction de l'indemnité.

Colombo contre Galazzi.

I. Un patron ne peut se libérer de la responsabilité qui lui incombe, en invoquant la faute propre de la victime, lorsqu'il a lui-même négligé de tenir la main à ce que les prescriptions de prudence par lui formulées fussent observées, et a toléré des infractions qui ont pu être causes de l'accident.

II. En matière de calcul d'indemnité, il faut prendre pour base, tout spécialement lorsqu'il s'agit de jeunes ouvriers dont le gain est en voie d'augmentation normale, non le salaire de la victime

au moment de l'accident, mais celui qu'il aurait pu obtenir dans un avenir très rapproché.

III. Si les circonstances d'un accident ne sont pas assez clairement établies pour que l'on puisse admettre avec certitude une faute à la charge de la victime, et que l'on doive reconnaître que l'on se trouve à la limite entre l'accident fortuit et l'accident imputable, en tout ou en partie, à la faute de la victime, il y a lieu à réduction de l'indemnité.

A. Le 22 septembre 1905, le demandeur, âgé à cette date de vingt ans, a été victime d'un accident, alors qu'il était au service des défendeurs. Il était occupé, pour le compte de ces derniers, aux travaux de construction d'un bâtiment à la Tour-de-Peilz et était préposé au fonctionnement du treuil avec moteur, qui faisait office de monte-charge des matériaux. Il avait reçu l'ordre du contre-maître et de l'un des patrons de graisser le treuil trois ou quatre fois par jour et de remplir les graisseurs pendant l'arrêt du treuil. A un certain moment, Galazzi donna un tour de vis à l'un des graisseurs, alors que le treuil était en mouvement ; en ce faisant, sa main gauche fut prise dans l'engrenage et mutilée.

Au moment de l'accident, Galazzi gagnait 3 fr. 30 par jour (dix heures à 33 centimes).

B. Suivant demande du 11 avril 1906, Galazzi a conclu à ce que Colombo frères soient condamnés à lui payer 3625 francs, avec intérêts à 5 % sur 3500 francs, dès le 22 septembre 1905.

Cette conclusion est motivée comme suit : Les défendeurs sont responsables, à teneur de la loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants, des conséquences de l'accident qui lui est survenu pendant qu'il travaillait pour leur compte. Au bout de quelques années, son salaire se serait élevé à 5 francs par jour, soit, pour 260 jours de travail, à 1300 francs par an. Sa capacité de travail étant, par suite de l'accident, diminuée d'une façon permanente de 15 %, le capital correspondant à une rente de 195 francs à servir à un homme de vingt ans, s'élève à la somme de 3958 francs, somme qu'il y a lieu de réduire à 3500 francs, pour tenir compte de l'avantage de l'allocation en capital. En outre, il lui est encore dû 125 francs pour incapacité totale temporaire et pour frais médicaux.

C. A l'audience de conciliation, les défendeurs ont offert de payer à Galazzi les frais de traitement médical et la somme de 681 fr. 05, tant pour l'incapacité temporaire que pour l'incapacité permanente.

Au bénéfice de cette offre, ils ont, 1906, conclu à libération, pour les motifs suivants :

L'accident est dû à la faute propre du demandeur. Les conclusions de la demande aux ordres qui lui avaient été donnés, qu'il était en marche. D'ailleurs, les conclusions par le demandeur sont erronées. L'indemnité sur la base d'un salaire de 3 fr. 30 par jour, le chiffre donné par le demandeur lui-même, est annuel de 858 francs. L'incapacité permanente est de 4 % au maximum. Enfin, il y aura lieu de déduire 25 % sur la somme trouvée.

D. En cours de procès, il est intervenu une expertise médicale qui ont fait connaître que :

Le treuil doit être graissé quatre ou cinq fois par jour, et toujours se faire en arrêt, ce qui est contraire au règlement de la benne. Il n'est pas possible de faire des connaissances spéciales pour faire fonctionner le treuil en marche et d'avoir reçu qu'il n'est pas en marche, l'arrêt et le graissage.

L'accident a eu pour conséquence l'ankylose de la phalange du pouce ; une ankylose de l'index avec la phalangine de l'index, une ankylose de la languette du médius.

L'incapacité de travail a été totale de novembre et partielle de 50 % du 26 novembre 1906.

L'incapacité permanente doit être fixée à 4 % du fait que Galazzi est gaucher.

E. La Cour civile a, en date du 1^{er} février 1907, rendu le jugement suivant :

I. Les conclusions de la demande sont rejetées dans leur quotité, par la somme totale de 932 francs, à 5 % sur le chiffre de 932 francs, dès l'arrêt du 26 novembre 1906.

II. Dans cette mesure, les conclusions de la demande sont repoussées.

III. Les défendeurs sont condamnés à payer les frais et dépens du procès.

Le jugement est motivé, en résumé, par les motifs suivants :

On ne peut retenir de faute à la charge du demandeur, on avait dit à Galazzi de ne pas

t en marche. Mais, cette indication n'a pas été faite avec précision et une rigueur suffisantes pour que son inobservation soit regardée comme une infraction à des prescriptions légales. D'ailleurs, il est établi que Galazzi, antérieurement à l'accident, avait constamment graissé le treuil pendant que celui-ci se mouvait, sans que ce mode de faire ait donné lieu à des contestations de la part des défendeurs ou de leur contre-

part. On ne peut pas davantage admettre une faute à la charge des défendeurs. Aux termes de l'art. 6 de l'arrêté du Conseil d'Etat, du 22 mai 1903, « la conduite et l'entretien des moteurs de tous véhicules doivent être confiés qu'à des personnes adultes, capables de surveiller le service ». Mais Galazzi, étant âgé de vingt ans, ne peut pas être considéré que comme une personne adulte. En l'espèce, la manœuvre à laquelle il était préposé n'exigeait aucune habileté ou connaissances techniques spéciales, et Galazzi est un garçon intel-

ligent qui se révèle donc comme un cas fortuit. Quant à la fixation de l'indemnité, les parties sont d'accord qu'il reste dû à Galazzi une somme de 95 fr. 30, pour l'incapacité temporaire et l'incapacité médicale. En ce qui concerne l'incapacité permanente, l'indemnité doit être calculée sur les bases suivantes : Le gain du demandeur se serait prochainement élevé à 5 francs par jour, et c'est ce chiffre qu'il faut admettre pour le calcul de l'indemnité. Galazzi travaille deux cents jours par an et peut se procurer un revenu annuel de 100 francs pendant la saison morte. Le salaire annuel de Galazzi doit donc être fixé à 1100 francs par an. La capacité de travail a été diminuée de 5 %. Enfin, il y a lieu d'opérer une réduction de 10 %, à raison de la fortuité de l'accident, et une réduction de 5 %, à raison de l'avantage résultant de l'allocation en faveur des victimes. En calculant d'après ces données, l'indemnité pour incapacité permanente s'élève à 932 francs.

Le demandeur a fait appel de ce jugement que les défendeurs ont, en temps utile, fait réformer au Tribunal fédéral. Le demandeur a fait recourir par voie de jonction....

(Abrégé.)

Il est à noter que les défendeurs ne contestent pas être soumis à la responsabilité sur la responsabilité civile des fabricants, mais à la

le treuil ; il suffisait de l'avoir vu en marche et d'avoir reçu quelques indications concernant la mise en marche, l'arrêt et le vissage. Or, il est établi que Galazzi avait reçu les instructions nécessaires. Dans ces conditions, on ne saurait faire aucun reproche aux défendeurs d'avoir confié à un homme de son âge un travail si simple.

II. En ce qui concerne le calcul de l'indemnité, la Cour civile a raison de prendre pour base, non pas le salaire de Galazzi au moment de l'accident, mais celui qu'il aurait pu obtenir dans un avenir très rapproché. Cette manière de calculer est conforme à la jurisprudence du Tribunal fédéral (arrêt du 31 octobre 1890, *Erz et Cie c. Wagemann*, *Rec. off.*, XVI, page 831), et se justifie tout spécialement lorsqu'il s'agit de jeunes ouvriers dont le gain est en voie d'augmentation normale.

Par contre, le chiffre de 200 jours de travail fixé par la Cour civile est trop bas. Le Tribunal fédéral a admis (arrêt *Girod c. Lingheri*, 25 mars 1902) qu'un maçon travaille normalement 250 jours par an, et il n'y a pas de raison d'adopter un chiffre inférieur pour un manoeuvre-maçon, comme l'était Galazzi. D'ailleurs, dans sa réponse, les défendeurs eux-mêmes avaient pris pour base de leurs calculs le chiffre de 260 jours, qu'il y a lieu, dès lors, de considérer comme admis par les deux parties. Le gain annuel de Galazzi doit donc être estimé à 1300 francs, sans qu'il convienne d'ajouter, comme l'a fait la Cour civile, aucune somme pour représenter le gain que Galazzi aurait pu acquérir dans la mort de son, mais dont la probabilité n'a pas été établie.

Contrairement à l'affirmation du demandeur, on doit reconnaître que, pour l'évaluation du degré de l'incapacité de travail, l'expert médical a tenu compte de tous les éléments de dommage, et spécialement du fait que Galazzi est gaucher. Si Galazzi estimait que ses appréciations de l'expert étaient inexactes, il pouvait requérir une seconde expertise. Comme il ne l'a pas fait, le Tribunal fédéral doit s'en tenir à l'évaluation de l'expert et adopter, pour son calcul le chiffre, de 5 %.

Le capital correspondant à une rente de 65 francs à servir à un homme de vingt ans s'élève à 1321 fr. 51. A cette somme vient s'ajouter celle de 95 fr. 30, que les défendeurs ne contestent pas devoir à Galazzi pour l'incapacité temporaire et pour les frais médicaux.

Sur la somme de 1416 fr. 81, ainsi obtenue, il n'y a pas lieu

d'opérer une réduction à raison de l'allocation en capital. Lorsqu'il s'agit d'une somme aussi minime, on ne peut pas dire que l'allocation d'un capital soit plus avantageuse que ne le serait celle d'une rente.

Par contre, les considérations exposées plus haut, relativement aux circonstances qui ont provoqué l'accident, justifient une réduction importante. En effet, si les circonstances ne sont pas assez clairement établies pour qu'on puisse admettre avec certitude une faute à la charge de Galazzi, à tout le moins doit-on reconnaître qu'on se trouve à la limite entre l'accident fortuit et l'accident imputable, en tout ou en partie, à la faute de la victime. Dans ces conditions, une réduction d'un tiers apparaît comme justifiée. En réduisant d'un tiers la somme de 1416 fr. 81, on obtient 944 fr. 54 ou, en chiffres ronds, 945 francs, somme qu'il y a lieu d'allouer au demandeur.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours de Colombo frères est admis partiellement, et l'arrêt de la Cour civile du canton de Vaud, en date du 1^{er} février 1907, réformé, en ce sens que Colombo frères sont condamnés à payer à Galazzi la somme de 945 francs, avec intérêts à 5 %, dès le 22 septembre 1905...

(Chambre des poursuites et des faillites)

SÉANCE DU 13 MARS 1907.

Présidence de M. REICHEL.

Cordonnier ; saisie d'une machine à fabriquer les tiges ; plainte écartée ; recours ; définition de l'insaisissabilité des outils ; art. 92 L. P. ; rejet ; confirmation.

Vittum.

En déclarant insaisissables les outils et instruments nécessaires au débiteur et à sa famille pour l'exercice de leur profession, le législateur n'a pas entendu soustraire à la saisie les instruments particulièrement coûteux, dont le débiteur pourrait se servir, au lieu de se contenter des outils habituellement employés par les gens de son métier.

A. A la suite d'une poursuite pour loyers ou fermages, l'Office des poursuites de Fribourg a inventorié, le 14 janvier 1907, au préjudice du recourant et au profit de son bailleur Renz, « une machine à fabriquer les tiges de souliers ».

B. C'est contre cette mesure que Wittum a recouru auprès de l'Autorité cantonale de surveillance, puis, celle-ci ayant maintenu la décision attaquée, à la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral.

Le recourant expose que la machine litigieuse est une machine perfectionnée, destinée spécialement à la fabrication de tiges de souliers. Son prix est de 270 francs, tandis qu'une machine à coudre ordinaire (pour cordonniers) ne coûte que 200 francs. Le recourant s'occupait autrefois spécialement de la fabrication de souliers de sport, souliers de montagne, etc. ; or, les tiges des souliers de montagne ne peuvent être achetées dans les fabriques, celles-ci n'en faisant pas provision ; c'est pour cela que le recourant était obligé de les fabriquer lui-même, à l'aide de la machine saisie. Actuellement, le recourant ne fabrique pas de souliers de montagne ; mais il se sert de la machine inventoriée pour les travaux ordinaires de son métier, et comme il ne possède pas d'autre machine à coudre, celle qui fait l'objet de l'inventaire lui est indispensable.

C. La décision de l'Autorité cantonale de surveillance est basée sur la considération qu'il est « de notoriété publique qu'à Fribourg tous les cordonniers ne possèdent pas de machines à fabriquer les tiges et qu'ils n'en exercent pas moins leur profession »....

Arrêt.

(Abrégé)

En droit : I. L'examen des questions de fait ne rentrant pas dans la compétence du Tribunal fédéral en tant qu'autorité de surveillance en matière de poursuite et de faillite, la Cour de céans se trouve liée par la constatation (d'ailleurs nullement contraire aux pièces du dossier, et reconnue tacitement par le recourant) « qu'à Fribourg, tous les cordonniers ne possèdent pas de machines à fabriquer les tiges », en d'autres termes, que les machines à fabriquer les tiges ne font pas partie, à Fribourg, du matériel habituel d'un simple cordonnier. Or, le recourant a déclaré lui-même qu'actuellement, ayant cessé de fabriquer des souliers de sport, il s'en tient aux travaux ordinaires du métier de cordonnier. Par conséquent, il possède en la machine litigieuse un instrument de travail qui, tout en lui procurant peut-être certains avantages, n'est cependant pas indispensable à l'exercice de sa profession. C'est, d'ailleurs, ce qui résulte aussi du prix de la machine en question,

puisque au dire du recourant lui-même elle a coûté 270 francs, — tandis qu'une machine à coudre ordinaire (pour cordonniers) ne coûte que 200 francs. — Il est évident qu'en déclarant insaisissables les outils et instruments nécessaires au débiteur et à sa famille pour l'exercice de leur profession, le législateur n'a pas entendu soustraire à la saisie des instruments particulièrement coûteux dont le débiteur pourrait avoir l'idée de se servir, au lieu de se contenter des outils habituellement employés par les gens de son métier.....

(Abrégé.)

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et des faillites prononce : Le recours est écarté...

(Chambre des poursuites et des faillites.)

SÉANCE DU 30 AVRIL 1907.

Présidence de M. SOLDATI.

Séquestre ; saisie ; réquisition de vente ; déclaration du débiteur que les objets ne sont plus en sa possession ; demande d'enlèvement de la part du créancier ; refus ; fixation des délais de l'art. 109 L. P. ; recours ; rejet.

Volluz.

L'enlèvement des biens saisis et leur mise sous la garde de l'Office ne peut avoir lieu lorsqu'ils ont été saisis entre les mains d'un tiers qui s'en prétend propriétaire.

A. Le 17 mai 1906, l'avocat Coquoz, agissant au nom d'Oscar de Werra, obtint contre Stanislas Dussex, à Chandolin, une ordonnance de séquestre (n° 108), pour la somme de 277 fr. 35. D'après le procès-verbal de séquestre, du 18 mai, dressé par l'Office des poursuites de Sion, l'exécution du séquestre porta sur onze objets, parmi lesquels :

| | | |
|----|--------------------------|-----------|
| N° | 1. Un mulet | Fr. 300 — |
| » | 2. Un attelage | » 40 — |
| » | 3. Un bât de mulet | » 5 — |
| » | 11. Un traîneau à mulet. | » 20 — |

Le procès-verbal ne mentionnait pas que ces objets fussent revendus par des tiers.

Le 22 mai, l'Office des poursuites dressa un procès-verbal de saisie, pour la même somme, augmentée de 3 fr. 30, en faveur du même créancier, et concernant les mêmes objets que le séquestre du 17/18 mai. Ce procès-verbal de saisie portait l'observation suivante : « Le tout est revendiqué par dame Dussex, née Frossard. »

Il est constant que ces procès-verbaux de séquestre et de saisie furent dressés sans que le préposé ou l'un de ses employés se fût rendu, à cette occasion, au domicile du débiteur. L'Office crut pouvoir se dispenser de cette course parce que, le 17 mars 1906 déjà, il avait exécuté, en faveur « de J.-Jos. Volluz, cessionnaire de O. de Werra, représenté par M^e Coquoz », pour la somme de 278 fr. 85, un séquestre (n^o 104), portant sur les mêmes objets, séquestre qui, entre temps, vu l'irrégularité de la cession de Werra-Volluz, avait été reconnu nul par Volluz, de même que la saisie du 23 mars dont il avait été suivi.

Les procès-verbaux concernant ce premier séquestre et cette première saisie, avaient contenu la mention suivante :

1^o Les numéros 1, 2, 3 appartiennent à Dussex, J.-Jos., à Salins, père du débiteur.

2^o Les numéros 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 sont sa propriété (il paraît s'agir de dame Dussex, née Frossard).

3^o Le numéro 11 a été emprunté à Salins.

Au cours du procès en revendication intenté au créancier, à la suite de la saisie du 22 mai, par dame Dussex, celle-ci renonça à sa prétention concernant les objets n^{os} 1, 2, 3 et 11.

A peu près à la même époque, la créance, pour laquelle le séquestre du 17/18 mai et la saisie du 22 mai avaient été opérés, fut régulièrement cédée à J.-Jos. Volluz. Dès lors et jusqu'à ce jour, l'avocat Coquoz a agi au nom de ce dernier.

A la suite d'un avis de secondes enchères fixées au 27 octobre 1906, le débiteur écrivit le 16 octobre à l'office : « Je vous préviens que ces objets (il s'agit des objets 1, 2, 3 et 11) ne sont plus en ma possession, ils ont été rendus chacun à leur propriétaire tel qu'il a été mentionné sur le séquestre du 17 mars, car le créancier a laissé tomber le séquestre en ne nous attaquant pas pendant les dix jours accordés par la loi. »

Cette lettre du débiteur fut transmise à l'avocat Coquoz, le 22 octobre. Là-dessus, celui-ci écrivit à l'office, le 25 octobre : « Je vous invite à fixer à Stanislas Dussex un délai de trois jours au

maximum, pour ramener chez lui les objets saisis, vous trouvez les objets..., je demande la mise en mains tierces ou une caution. »

L'office n'ayant pas tenu compte de ce que Coquoz lui écrivit de nouveau, le 11 novembre 1906, de mettre en mains tierces les objets saisis.

Le 18 novembre, l'office écrivit à l'avocat Coquoz un de nos employés chez Jean-Joseph Dussex, pour lui faire passer la mise en mains tierces... Jean-Joseph Dussex est le seul et unique propriétaire des objets saisis, et doit être formellement à la vente. La revendication doit être soumise au Juge, et, comme les objets, vous êtes invité à introduire en appel dans le terme de dix jours. »

B. C'est là-dessus que le créancier a demandé la surveillance, en les priant de prononcer :

1° Que l'Office des poursuites du district de Sion mette en mains tierces les objets n° 1, saisis le 18 mai 1906 et de la valeur de 100 francs.

2° Que l'office, vu la revendication émise par Jean-Joseph Dussex le 18/19 novembre 1906, doit fixer à Jean-Joseph Dussex, le délai de 10 jours pour la revendication ;

3° Que l'Office des poursuites de Sion accorde au recourant les frais de chancellerie à lui faire pour le présent mémoire, son original et son double.

Par décision du 15 décembre 1906, l'Office des poursuites a prononcé :

« Le recours de l'avocat Coquoz, au n° 1, n'est pas fondé en ce sens que la verbalisation du 18 mai 1906, la saisie qui s'en est suivie, ainsi que la tentative de vente du 18 novembre 1906, sont déclarées irrégulières.

« Par contre, c'est au créancier et non au débiteur qu'il doit être assigné un terme de dix jours pour la revendication des objets saisis et séquestrés.

« Les autres conclusions du recourant sont rejetées.

La première partie de cette décision émise le 15 décembre 1906, est confirmée.

« Considérant qu'il est certain que l'office

dressant ces procès-verbaux (il s'agit des procès-verbaux de séquestre du 18 mai et de saisie du 22 mai) sans se rendre sur les lieux et sans s'assurer de la présence des objets séquestrés et saisis. »

Le créancier ayant recouru contre ce prononcé, l'Autorité cantonale de surveillance rendit, le 8 mars 1907, la décision suivante :

« La décision de l'Autorité inférieure de surveillance est confirmée, en tant qu'elle prononce que c'est au créancier et non à Jean-Joseph Dussex que doit être désigné un terme de dix jours pour intenter action relativement aux objets séquestrés et saisis sous les n^{os} 1, 2, 3 et 11.

« Les conclusions du recourant sont écartées.

« Il n'est pas entré en matière sur ses conclusions subsidiaires.

Les conclusions subsidiaires dont il est question dans cette décision étaient les suivantes :

« Le préposé aux poursuites du district de Sion est tenu de payer à M. Jean-Joseph Volluz, à Saxon, cessionnaire de M. Oscar de Werra, et contre subrogation des droits du créancier, le montant intégral de la poursuite n^o 11409, objet du séquestre n^o 108 y compris les frais de poursuite.

« Il remboursera au recourant les frais de chancellerie à raison de fr. 0.50 la page pour les mémoires, les originaux et leurs doubles. »

C. C'est contre cette décision de l'Autorité cantonale que par acte du 14/19 mars 1907, le créancier a recouru à la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral, en déclarant reprendre ses conclusions « tant principales que subsidiaires ».

Arrêt.

En droit : I. La première question à examiner est celle de savoir si, au moment de l'exécution du séquestre n^o 108, du 17/18 mai, et de la saisie du 22 mai 1906, les objets séquestrés et saisis dont il s'agit se trouvaient en la possession du débiteur ou, au contraire, en celle du tiers revendiquant, Jean-Joseph Dussex, son père. (Question résolue en faveur de la seconde alternative.)

II. Les objets séquestrés et saisis devant être ainsi considérés comme n'ayant pas été en la possession du débiteur lors du séquestre et de la saisie, il est tout d'abord évident que c'est à bon droit que l'office a procédé d'après l'art. 109 et non d'après les

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 1^{er} JUIN 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Billet de change ; poursuites ; opposition ; dépôt de la somme réclamée à la Caisse des consignations, en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de première instance ; réserves ; libération par compensation ; refus de mainlevée provisoire ; appel ; art. 339, 423 pr. civ. ; art. 23 loi d'application ; 1^o recevabilité ; violation de la loi ; 2^o art. 82 L. P. ; défaut de libération du débiteur ; réforme ; mainlevée provisoire.

Consorts Albertini.

I. L'application de l'art. 107, al. 2, C. O. ne rentre pas dans la compétence du Président du Tribunal de première instance. car l'art. 14 pr. civ. ne prescrit celle-ci que dans les cas prévus aux art. 108, 248, 454, 455 et 463 C. O.

II. La consignation du capital d'un billet de change effectuée sous réserve de compensation avec une créance qui n'existe pas encore (en l'espèce qui dépend d'un procès) n'a pas pour effet de libérer le débiteur et d'empêcher que la mainlevée provisoire de l'opposition au commandement ne soit prononcée.

Suivant commandements de payer numéros 33372 et 33373. notifiés le 18 avril 1907, sieurs François et Henri Besson ont réclamé à Jean et à Auguste Albertini, tous deux taillandiers, Clos de la Filature, à Carouge, le paiement de la somme de 1801 fr. 25, avec intérêts à 6 %, dès le 15 mars 1907, pour capital et frais de retour à un billet de change, impayé à son échéance du 15 mars.

Jean et Auguste Albertini ont formé opposition aux dits commandements.

Par requête du 30 avril, François et Henri Besson ont demandé au Tribunal de première instance de prononcer la mainlevée provisoire de l'opposition des défendeurs, en vertu de l'art. 82 de la loi sur la poursuite pour dettes, vu le titre produit et signé par Jean et Auguste Albertini.

Ceux-ci ont conclu au déboutement des consorts Besson, en soutenant qu'ils avaient offert à ces derniers le paiement du dit billet de change, en faisant des réserves ; que ce paiement avait été refusé, et qu'en vertu d'une ordonnance du 20 avril, du Président du Tribunal de première instance, ils avaient déposé la somme offerte à la Caisse des consignations le 22 avril ; qu'ils étaient libérés par compensation jusqu'à la solution de l'instance actuellement pendante devant le Tribunal, dans laquelle ils réclament une somme de 10,000 francs, à titre de dommages-intérêts, aux consorts Besson,

pour inobservations par eux des cle
commerce, du 15 septembre 1905

Par jugement du 14 mai 1907, l
Besson de leur demande de mair
des consorts Albertini.

Ce jugement est basé sur les m

La procédure suivie par les déf
gnation du capital du billet de cha
nance présidentielle du 20 avril, é
sorts Albertini justifient, en cons
les réserves stipulées par eux n'éta
suite de leur situation vis-à-vis des

Le dispositif de ce jugement f
quête du 18 mai, soit dans le dél
sieurs François et Henri Besson on
ils en demandent la réforme et
première instance.

Jean et Auguste Albertini concl
et, au besoin, à la confirmation d

Aux termes de l'art. 23 de la l
poursuite pour dettes, le jugemen
ressort, et l'appel n'en est recevab
n° 3, pr. civ., c'est-à-dire si le dit
vention expresse au texte de la loi

Les questions soumises à la Cou

1. Le jugement du 14 mai cons
presse au texte de la loi ?

2. *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Les poursuites ordinaires numé
un billet de change à l'ordre des
et Auguste Albertini, débiteurs s
15 mars 1907.

Ces poursuites se fondent sur u
y a lieu d'examiner si, en conformi
les souscripteurs justifient de leur

La Cour ne saurait partager l'op
procédure suivie par les consorts .

En effet, l'application du deuxième alinéa de l'art. 107 C. O. ne rentre pas dans la compétence du Président du Tribunal de première instance, car l'art. 14 de la loi de procédure civile ne prévoit que les cas prévus aux art. 108, 248, 454, 455 et 463 C. O. ; en outre, la consignation du capital du billet de change a été effectuée sous la réserve que cette consignation existerait jusqu'à la solution du litige pendant entre les parties, devant le Tribunal de première instance.

Or, cette réserve ne pouvait pas être imposée par les souscripteurs du billet de change, puisqu'en l'état, ils ne sont point créanciers des sieurs Besson de sommes supérieures au capital du dit billet ; ils ne peuvent donc pas, en l'état, exciper de compensation avec de prétendus dommages-intérêts ; ils ne justifient dès lors pas de leur libération.

Le jugement dont est appel a violé l'art. 82 de la loi fédérale ; l'appel de ce jugement est donc recevable et fondé.

Sur la deuxième question :

Vu l'art. 58 du Tarif fédéral.

Par ces motifs, la Cour : A la forme, déclare recevable l'appel interjeté du jugement du 14 mai 1907.

Au fond, réforme et met à néant le dit jugement, et, statuant à nouveau, ordonne la mainlevée provisoire de l'opposition de Jean et d'Auguste Albertini aux poursuites n° 33372 et 33373,.....

RÉSUMÉ D'ARRÊT

CONTRAT PRÉLIMINAIRE. — La validité du *pactum de contrahendo* (contrat préliminaire, *Vorvertrag*,) — en l'espèce de conclure une ou des ventes — est reconnue par le Tribunal Fédéral. A défaut de prescriptions spéciales sur la matière, leur validité doit être appréciée, dans chaque cas particulier, d'après les principes généraux des contrats. Ces principes exigent, entre autres, que l'objet du contrat à conclure et les obligations qui doivent en résulter pour les parties soient suffisamment déterminées.

(Tribunal Fédéral, 31 mai 1907, Delapenha et Cie. c. Soc. an. Fabrique de chocolat Kohler en liq.)

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adressez les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

15 centimes la ligne en son espace.

SOMMAIRE. — *Les Conflits de lois relatifs à la dépossession des titres au porteur.*
Tribunal fédéral. Dame von Luttwitz c. Richert : traite acceptée; poursuites; opposition, mainlevée; action en libération de dettes de l'accepteur; art. 88 L. P.; offre de preuves de l'acceptante tendant à justifier l'exceptio doli; déboutement, confirmation de cette décision par la Cour, recours au Tribunal fédéral; exception invoquée par la défenderesse en vertu de l'art. 811 C. O.; admission du recours; renvoi aux premiers juges pour complément d'instruction. — *Cour de justice civile.* Imprimerie Ouvrière c. Verdier et autres: association; faillite; art. 704 C. O.; concordat; art. 305 pr. civ.; offres trop faibles; refus d'homologation; appel; confirmation.

Les Conflits de lois relatifs à la dépossession des titres au porteur.

Résolutions prises à la session de Gand par l'Institut de droit international (1906).

Cette matière présente un immense intérêt pratique à raison de la circulation continuelle des titres au porteur. Il serait hautement désirable d'arriver à une entente internationale pour régler les questions que soulève leur dépossession, principalement quant à leur revendication par le propriétaire dépossédé, vis-à-vis du tiers porteur de bonne foi.

Elles ont été jusqu'ici principalement envisagées au point de vue interne, notamment quant à l'application de la loi de 1872 (française), mais non au point de vue international.

L'Institut de droit international a donc été heureusement inspiré en mettant ce sujet important à son ordre du jour de la session de 1906, dont le compte-rendu vient de paraître.

Le rapporteur était M. Lyon-Caen, le célèbre professeur et publiciste de Paris. Il a rappelé, en commençant, que la question

—
vintaine d'années. A la session
rgé de présenter un rapport sur

rent l'examen d'un avant-projet
uxelles, examen qui fut ajourné

nclu M. Lyon-Caen.

t international n'étant pas dans
ntérêt, pour les lecteurs de la
tre les éléments de la discussion
ées.

tre au porteur, deux ordres de

ar dépossédé peut-il toucher de
et le capital (s'il est rembour-

t-il revendiquer son titre contre
l est possible que le titre perdu
n et arrive entre les mains d'un
uspecte.

ffre pas de difficultés sérieuses.
est la loi du pays de l'établis-
écider quelle sera la solution à

bres de la commission, ajoute
Aussi l'Institut adopte, après
ant :

at, province, société) doit être
les conditions le propriétaire
eut se faire payer les intérêts,
capital devenu exigible, obtenir
iétaire est privé. »

re de questions que soulève le
ers de bonne foi, les divergen-
epuis la loi française de 1872.
présence :

a libre circulation des titres au
tument refusée. Ce système est
de l'Angleterre ;

b) La revendication est admise, que ce système est en vigueur. Le opposition, en indiquant le num syndicale des agents de change, à Toute négociation du titre, pos au lieu de la négociation, est nul revendiquer contre tout tiers, mêm

Cette diversité essentielle dans le de législations a fait naître naturel fréquents, et d'une importance capi des titres augmentant de jour en j

Les principaux conflits survien d'un pays où la revendication est l'est pas, ou réciproquement.

Des titres étrangers sont négoc revendiqués, en raison de leur n 1872), ou échappent-ils à la revend pays d'émission la refuse ?

Des titres français, frappés d'op en Allemagne ou en Angleterre, p de l'origine du titre doit-elle préva ciation ? la revendication doit-elle o

Ces conflits sont très difficiles française, depuis la loi de 1872, éte et elle décide :

a) Que les propriétaires dépossé ceux qui ont acquis de bonne foi su titres soient français ou étrangers

b) Que l'opposition, faite au *B* revendication possible, même si le exclut la revendication.

Le rapport présente pour la sol clusions qui diffèrent essentiellement jurisprudence française.

Si le titre au porteur a été négoc dans un pays où la revendication mission ayant été d'ailleurs, réguliè être accordée, même dans un pays o aura eu opposition régulière. Récip gocié dans un pays où la revendicat

sera admise, même s'il s'agit d'un titre émanant d'un pays n'admettant pas la revendication, ou si celle-ci est demandée dans ce dernier pays.

Le système du rapport est, en résumé, *le système de la loi du pays de la négociation*.

Dans la discussion, qui a suivi les conclusions du rapporteur, différents autres systèmes ont été proposés et défendus :

Système de M. Asser, ministre d'Etat, et membre de la Cour permanente d'arbitrage : Il propose de s'attacher exclusivement à *la loi du pays où se trouve le titre* au moment de la revendication.

Système de M. A. Rolin, professeur à Gand : La loi du domicile du défendeur doit être déterminante pour la revendication.

Enfin, un quatrième système, de MM. Darras, Dupuy et Thaller, fait prévaloir la loi du *pays d'origine du titre*.

Le système de la commission a été critiqué à divers points de vue, notamment du fait qu'il serait de nature à créer de nombreuses difficultés internationales. Le système de protection des petits porteurs dépossédés, organisé par la loi française de 1872 (loi reproduite dans plusieurs Etats), en recevra une grave atteinte. En effet, il suffira que le voleur d'un titre français le fasse négocier à Francfort ou à Londres pour le mettre à l'abri de toute revendication, même s'il revient en France ultérieurement.

Le rapporteur a répondu par les considérations suivantes, qui sont très sérieuses, et ont fini par faire prévaloir, après une discussion nourrie et intéressante, le système de la commission.

En substance, a-t-il dit, il est logique de faire prévaloir la loi du pays de la négociation pour déterminer les conditions de la transmission du titre : *il y a là une question de crédit*. Il est naturel que la législation du pays de la négociation soit souverainé.

A côté de ce premier principe, il semble difficilement admissible qu'une transmission, régulièrement faite, à un acquéreur de bonne foi, se trouve compromise ultérieurement, du fait de la venue du titre sur le territoire d'un pays ayant un système législatif différent.

Il est vrai, ajoute M. Lyon-Caen que ce système met obstacle à l'application d'une loi par suite du passage du titre dans un pays étranger ayant un système législatif basé sur d'autres principes. Mais c'est une conséquence forcée tant qu'une législation uniforme ne sera pas intervenue sur cette matière. Ce but est actuellement difficile à atteindre.

En définitive, le texte de la commission finit par prévaloir ; en voici la teneur :

I. Les titres au porteur, à quelque pays que se rattache le débiteur qui les a émis, ne peuvent pas être revendiqués par le propriétaire dépossédé, dès l'instant où ils ont été l'objet d'une négociation dans un pays où la revendication des titres au porteur est exclue, alors même que, soit au moment de la dépossession, soit au moment de l'exercice de l'action en revendication, ils se trouveraient dans un pays où la revendication des titres au porteur est admise.

II. Les titres au porteur peuvent, au contraire, être revendiqués par le propriétaire dépossédé quand ils ont été l'objet d'une transmission dans un pays où la revendication en est admise, alors même qu'ils se trouveraient, au moment de la revendication, dans un pays où elle est exclue, tant qu'ils n'y ont pas été l'objet d'une acquisition régulière.

Enfin, l'Institut de droit international émet le vœu :

I. Que l'admission à la cote des titres étrangers ne soit prononcée, dans les divers pays, qu'après que les intéressés ont fait connaître, à l'Autorité compétente pour prononcer cette admission, les mesures légales admises pour protéger les propriétaires de titres au porteur contre la dépossession involontaire de ces titres ; qu'après l'admission prononcée, les dispositions légales relatives à cette matière soient publiées.

II. Que des règles uniformes, tendant à concilier les intérêts des propriétaires dépossédés et ceux des porteurs de bonne foi, soient établies par des conventions internationales ou par les lois des divers pays.

Telle est, résumée rapidement, la substance de la délibération de l'Institut de droit international sur cette question éminemment pratique, de nature à intéresser particulièrement les places de commerce et de banque, comme Genève.

Sans doute la solution préconisée par la commission, et adoptée par l'Institut, peut être critiquée, car elle sacrifiera souvent le propriétaire dépossédé, puisqu'il suffira que le titre ait été négocié dans un pays n'admettant pas la revendication pour que celle-ci soit refusée absolument.

Toutefois, comme l'a fait remarquer, dans la discussion, M. von Bar, le distingué professeur de Göttingue, la question se pose de

savoir s'il faut préférer les intérêts du propriétaire volé à ceux du grand public, qui réclame avant tout la sécurité des transactions. Or, chaque pays a intérêt au développement de son marché financier ; aussi, les droits du propriétaire doivent-ils, en principe, céder le pas à ceux du porteur de bonne foi.

Les autres systèmes proposés, notamment celui de la personnalité du titre (système Thaller, loi du pays de l'établissement du débiteur) risqueraient de porter un trop rude coup à la libre circulation internationale des papiers au porteur.

Si les résolutions de l'Institut n'ont, au moment où elles sont formulées, qu'un caractère de vœu platonique, sans caractère obligatoire, la haute autorité de ses membres, leur compétence universellement reconnue, leur impartialité, qui leur fait adopter les solutions les meilleures, sans aucun parti pris en faveur de leur loi nationale, les situations officielles et très en vue qu'ils occupent dans leurs pays respectifs, sont de nature à donner une grande importance aux décisions prises et à exercer une influence prépondérante sur le développement de la jurisprudence internationale et les solutions théoriques de doctrine.

GABRIEL ODIER,
D^r en droit, avocat.

TRIBUNAL FÉDÉRAL
AUDIENCE DU 9 MARS 1907.

Présidence de M. FAVEY.

Traite acceptée; poursuites; opposition; mainlevée; action en libération de dettes de l'accepteur; art. 83 L. P.; offre de preuves de l'acceptante tendant à justifier l'*exceptio doli*; déboutement; confirmation de cette décision par la Cour; recours au Tribunal fédéral; exception invoquée par la défenderesse en vertu de l'art. 811 C. O.; admission du recours; renvoi aux premiers juges pour complément d'instruction.

Dame von Luttwitz contre Richert.

L'offre de preuve formulée par le débiteur d'une lettre de change (en l'espèce, le tiré acceptant) que ce n'est que par dol que le porteur est entré en possession de la traite est une offre pertinente, qui doit être acceptée par le tribunal devant lequel elle a été faite.

A. Le 13 février 1905, était présentée au paiement, par les soins de l'huissier Regard, à Genève, agissant au nom de la banque Darier et Cie, en dite ville, à dame veuve Hélène von Luttwitz, au

même lieu, une traite tirée sur K. Machwörth, à l'ordre même de Zurich le 11 octobre 1904, d'un mois de date et munie de trois signatures du sieur Machwörth prénommé troisième de la Banque de Saint-Martin, mée de payer cette traite, dame de payer, ma signature a été donnée environ deux ans. Mon fils, d'après ne devait pas être mise en circulation par M. Richert, lequel lui a remis avant de la négocier. » En conséquence la traite fut, le même jour, protestée.

Le 11 mars 1905, le sieur Henry-J. Richert a notifié à dame von Luttwitz, à Paris, de payer la somme de 5038 francs par la traite et, en outre, les intérêts par la poursuite n° 52866.

La débitrice ayant fait opposer au créancier poursuivant obtint opposition par jugement du Tribunal de Genève, du 20 juin 1905.

B. Dans les dix jours dès ce jour, le 20 juin 1905, dame von Luttwitz intervint devant le Tribunal de première instance pour la libération de dette, fondée sur l'acte qu'il plût au Tribunal, sous suit de déclarer noncer que la demanderesse ne pouvait pas en la poursuite n° 52866 susmentionnée libérée des causes de la dite poursuite.

Par écriture du 6/8 décembre 1905, le Tribunal a démontré comment elle avait agi par des manœuvres juridiques de la part d'Henry-J. Richert et son fils Cuno-K. Machwörth et l'intervenu une « combinaison » se proposant de remettre au second une traite pour la somme de 5038 francs, qui devait alors se partager par moitié entre Henry-J. Richert et Jacques Richert, administrateur des Bains de la Plage », à Nice, du 1er au 25 du même mois, du même

des détails encore plus précis sur l'opération qui devait se faire à l'aide de la traite en question, et démontrent que Rosini et Machwörth étaient associés dans cette opération ; 3° que, bien que Rosini lui eût télégraphié, le 5 novembre, que l'affaire était « arrangée », Machwörth n'avait reçu ni argent, ni, à défaut d'acompte, la traite en retour, 4° que, par lettre du 22 novembre 1904, Jacques Richert avait annoncé à Machwörth que Rosini, après avoir dû faire huit jours de prison à Nice, avait quitté cette ville, en lui laissant, à lui Richert, la traite susappelée ; 5° que, par lettre du 25 novembre 1904, Machwörth avait, sous menace d'une plainte pénale, mais sans succès cependant, réclamé de Jacques Richert le renvoi immédiat de dite traite ; 6° que, le 15 décembre 1904, Rosini avait écrit à Machwörth que Jacques Richert lui avait assuré, lors de leur dernier entretien, que, dès qu'il aurait reçu la traite en retour de ceux auprès de qui il avait inutilement cherché à l'escompter, il la lui renverrait, à lui Rosini ; que, dans une lettre du 29 décembre 1904, Machwörth avait renouvelé ses menaces à J. Richert, mais, une fois encore, vainement, et que, le 21 janvier 1905, après la présentation de la traite à sa mère pour protêt, il avait également menacé Rosini de déposer une plainte contre lui pour abus de confiance ; 7° que, le 8 mars 1905, Rosini avait répondu, en disant qu'il avait cependant obtenu de J. Richert l'assurance que la traite ne serait pas présentée au paiement et serait, au contraire, déchirée ; 8° que, le 7 septembre 1905 (par une lettre qui ne figure pas au dossier), *Henry Richert* avait réclamé de Rosini le paiement de cette traite, disant que celle-ci avait pour cause « une série interminable de repas arrosés de vins fins chez son frère, restaurateur de la Plage, à Nice », et lui avait été remise *à lui-même, Henry Richert*, par son frère, en paiement d'avances de fonds faites « jadis » ; 9° que, par lettre du 17 septembre 1905, Rosini avait rappelé à Machwörth les conventions qui étaient intervenues entre eux, et dans quelles conditions exactement la traite dont s'agit avait été remise par lui, Rosini, à Jacques Richert. La demanderesse articulait les faits suivants qui, disait-elle, résultaient de son exposé précédent : a) *J. Richert* s'est évidemment conduit comme un parfait malhonnête homme, et il *a commis un abus de confiance* ; b) *pour éviter qu'on ne lui jette cette vérité à la figure, il a remis à son frère et son complice la traite* ; c) *J. Richert* avait promis à Rosini de déchirer la traite. La traite fut déchirée, en effet, puis recollée. Il suffit de l'examiner pour s'en rendre compte ; d) *l'ex-*

plication d'Henry Richert apparaît comme faite pour déguiser la collusion frauduleuse des deux frères ». Sur ce dernier point, la demanderesse ajoute encore que *Henry Richert n'est, dès le commencement, pas demeuré étranger « aux tractations des parties »,* et que, *« par conséquent, il faut que les frères Richert fassent preuve d'une audace incommensurable pour poursuivre, dans de telles conditions, Madame von Luttwitz »*. Enfin, la demanderesse déclare offrir, dorés et déjà, la preuve de tous les faits qu'elle vient d'indiquer, si le Tribunal ne se trouvait pas déjà suffisamment renseigné par la correspondance versée au dossier.

Par écriture du 26/28 février 1906, la demanderesse a encore articulé que la traite dont s'agit ne devait pas être négociée ; que jamais Henry Richert n'avait fait d'avances à son frère et, enfin, qu'aucune provision n'avait jamais existé en ses mains, à elle, au sujet de cette traite. Elle concluait à ce qu'il plût au Tribunal, sous suite de dépens, lui adjuger ses conclusions introductives d'instance, ou, subsidiairement, l'autoriser à prouver, par témoins, *les faits énoncés dans l'écriture du 6/8 décembre 1905, et, en plus : « 1° Que Jacques Richert a pris l'engagement, avant de remettre la traite à son frère, de déchirer cette traite pour l'annuler ; 2° que cette traite n'avait d'autre but que d'obtenir le crédit nécessaire pour l'opération dont il a été parlé plus haut, et que Henry Richert savait que son frère n'avait aucune créance contre Machwörth, ni contre dame von Luttwitz, lorsqu'il a pris possession de la dite traite. »* Plus subsidiairement, la demanderesse concluait à la nomination d'un expert, *« pour dire si la traite produite a été déchirée, si les morceaux en ont été complètement séparés ou non »*.

Enfin, par écriture du 6/7 mars 1906, la demanderesse soutenait : 1° Que le tireur Machwörth n'avait jamais transmis la traite en question à Henry Richert ; 2° que cette traite avait été remise à Rosini, qui ne l'avait pas endossée ; 3° *« qu'elle avait été prise par Jacques Richert, qui ne l'avait pas endossée, mais l'avait donnée sans droit à son frère H. Richert, dont l'endos venait immédiatement après celui de Machwörth »* ; 4° que, conséquemment, il n'existait pas d'endossement dont Henry Richert pût se prévaloir, conformément à l'art. 727 C. O.

C. Par écriture du 10 février 1906, le défendeur Henry-J. Richert prétendit exposer, à son tour, comment il était arrivé à se trouver porteur de la traite dont s'agit, et il expliqua que son frère Jacques

« L'offre de preuve de la demanderesse, tendant à établir qu'en prudent porteur, Jacques Richert n'aurait engagé (*sic*), non vis-à-vis d'elle, mais vis-à-vis du tireur, à ne pas le dessaisir (*sic*) de la traite, n'est ni précise, ni pertinente. » Ce fait, s'il est exact, — ce que la correspondance produite par la demanderesse elle-même rend douteux, — n'est pas opposable au tiers porteur et pourrait tout au plus faire l'objet d'une action civile ou pénale de Machwörth contre Jacques Richert. Il en est de même de la partie de l'offre de preuve de la demanderesse, qui a trait au fait que l'opération intervenue entre cette dernière et son fils aurait été une opération de complaisance; en effet, l'imprudence qu'auraient commise la demanderesse ou son fils, en se dessaisissant de la traite faisant l'objet de ce litige, sans exiger aucune garantie correspondante, « ne peut préjudicier au droit de Richert, lequel a légalement reçu cette traite de son frère Jacques Richert, auquel elle avait été remise en paiement ». Pour la moralité de la cause, il convient, d'ailleurs, de remarquer « que la correspondance, produite par la demanderesse, ne précise point les accusations portées contre le défendeur; qu'il n'en résulte, en effet, qu'une chose certaine, c'est que la demanderesse a eu tort d'avoir confiance en son fils et de consentir à laisser tirer la traite, et à l'accepter ensuite ».

E. Dame von Luttwitz interjeta appel de ce jugement, par exploit du 30 mai 1906, en demandant à la Cour de lui adjuger *les conclusions qu'elle avait prises déjà en première instance*, ainsi que celles qu'elle prendrait en instance d'appel...

F. G. Dans son arrêt du 1^{er} décembre 1906, la Cour de Justice civile de Genève a formulé, comme suit, les deux questions qui, d'après elle, étaient les seules que soulevait ce procès : « 1^o Henry-J. Richert est-il porteur régulier de la traite dont il s'agit ? 2^o La dame de Luttwitz établit-elle qu'elle se soit libérée des causes de cette traite à l'égard du tiers porteur ? » Et elle a résolu affirmativement la première et négativement la seconde.

Dame Lutttwitz a recouru contre cette décision.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : Pour écarter l'offre de preuve formulée par la recourante, l'instance cantonale n'a vu, dans les faits auxquels se rapportait cette offre, que des allégués qui auraient été destinés à établir que Machwörth et Jacques Richert auraient pris, vis-à-vis

de la recourante, sans le tenir, l'engagement de
en circulation la traite acceptée par elle. Mais, ain
de l'exposé de faits ci-dessus, la recourante n'a p
tendre, et d'offrir de prouver, qu'elle pouvait o
suites dirigées contre elle par l'intimé l'*exceptio*
une exception se basant sur l'art. 811 C. O.,
fait, sur le dol du créancier même qui prétendait
recourante les droits découlant de la lettre de ch
cette dernière. La recourante ne s'est, en effet, p
guer que son fils Machwörth, en faveur de qui e
à donner son acceptation sur la traite en questio
jamais dit qu'il n'aurait pas tenu en vers elle les e
aurait pris, aurait été victime de la mauvaise foi, c
dolosives de ceux en qui il avait cru, un instant,
confiance, les nommés Pietro Rosini et Jacques
a encore articulé, de la façon la plus nette, et
prouver, qu'Henry-J. Richert, l'intimé lui-mêm
courant de toutes choses dès le début ; qu'en t
recevoir la traite des mains de son frère Jacques
que celui-ci n'était en possession de cette lettre c
suite d'un abus de confiance dont lui-même, l'int
pas hésité à se faire le complice. L'instance can
la recourante a, aujourd'hui, reconnu l'exactitud
tation de fait, que la traite dont s'agit s'était co
aux différents endroits où elle avait été pliée, e
été déchirée comme pour être détruite. Mais, e
point de fait entre plusieurs autres, et qui pouvait
être élucidé de la sorte, sans que, pour autant, l'
la recourante se révélât tout entière comme de
L'erreur, dans laquelle la recourante est tombé
plique d'ailleurs aisément par cette double ci
part, que, dans la correspondance, Rosini affir
Jacques Richert l'assurance que celui-ci déchir
qu'il l'aurait de nouveau en mains, et, d'autre
dans lequel se trouvait la traite, lorsque l'intimé
justice, pouvait, à première vue, faire croire qu'e
tivement déchirée d'une façon volontaire.

La manière en laquelle la recourante a forn
preuve dans ses dernières conclusions devant l'in
du 27/30 octobre 1906, ne correspond, sans dout

avec les faits que la recourante a allégués dans cette même écriture du 27/30 octobre 1906, mais ce n'est là, semble-t-il, qu'une affaire de rédaction; ce que la recourante a voulu offrir de prouver, ce sont évidemment les faits qu'elle venait d'articuler dans la même écriture, et ces faits étaient, exprimés sous une autre forme, et avec plus ou moins de vigueur, les mêmes que ceux que la recourante avait exposés déjà, ou auxquels elle s'était expressément référée dans ses écritures précédentes des 4/6 octobre, 30 mai, 6/7 mars, 26/28 février 1906 et 6/8 décembre 1905; tous ces faits se résument en ceci, que l'intimé a, d'une façon ou de l'autre, donné les mains à une tentative d'escroquerie, commise au préjudice de la recourante et de son fils, Cuno-K. Machwüth, par Jacques Richert seul, ou par celui-ci et le nommé Rosini. Ces faits tendent à démontrer que ce n'est que par dol que l'intimé *lui-même* est entré en possession de la traite dont s'agit et cherche à en poursuivre actuellement le paiement. A les supposer établis, ils justifieraient évidemment l'*exceptio doli* qu'oppose la recourante aux poursuites dont elle est l'objet. C'est donc avec raison que celle-ci fait grief à l'instance cantonale d'avoir écarté son offre de preuve pour défaut de pertinence, et il en résulte que la cause doit, conformément à l'art. 82, al. 2, O. J. F., être renvoyée à l'instance cantonale pour complément d'instruction, soit pour permettre à la recourante de rapporter la preuve des faits allégués par elle dans ses diverses écritures ou conclusions. Cette décision ne préjuge naturellement pas la question de savoir si la preuve du dol de l'intimé ne pourrait pas se déduire déjà, au besoin, de toute la correspondance versée au dossier, ni la question de savoir de quelle manière la preuve offerte pourra être administrée, ou encore si cette preuve pourra porter aussi sur le fait, articulé par la recourante pour la première fois devant le Tribunal fédéral (allégué figurant sous n° 4 de l'offre de preuve formulée dans la déclaration de recours au Tribunal fédéral); la cause étant renvoyée à l'instance cantonale pour complément d'instruction, elle se retrouve, en effet, soumise, durant cette phase nouvelle, au droit cantonal, et c'est, conséquemment, suivant ce dernier seul qu'il y a lieu de décider si les parties peuvent, ou non, dans cet état de la procédure, modifier ou compléter l'exposé de faits à la base de leurs conclusions.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : I. Le recours est déclaré fondé, en ce sens que l'arrêt de la Cour de Justice civile de Genève, du 1^{er} décembre 1906, est annulé et la cause renvoyée à

l'instance cantonale, conformément aux considérants ci-dessus pour ce nouveau jugement...

COUR DE JUST

AUDIENCE DU 1^{er}

Présidence de

Association ; faillite ; art. 704 C. O. ; prop. civ. ; offres trop faibles ; refus d'homol

Imprimerie Ouvrière con

I. Le fait, par les administrateurs s'être renseignés sur la situation de l'Imprimerie Ouvrière, constitue un acte de gestion de l'Imprimerie Ouvrière.

II. Alors même qu'un failli a révisé son concordat, celui-ci doit néanmoins lui-même, si les conditions ne sont pas remplies, légitimer son droit d'un dividende non en proportion du concordat non garantie, etc.....

L'Imprimerie Ouvrière de Genève, conformément aux dispositions du Titre II de la loi sur la faillite, a été déclarée en faillite le 10 novembre 1906, sur la proposition de son conseil d'administration, qui a déclaré le passif (art. 704 C. O.).

Le 16 avril 1907, elle a proposé un dividende comptant d'un dividende et a réuni les majorités requises pour la suite pour dettes, mais trois de ses créanciers, MM. Bérard, Page et Verdier, se sont opposés à l'homologation. Ils ont soutenu que l'actif était trop faible, et que les dividendes proportionnés aux ressources de la dé

Par jugement du 8 mai 1907, le Tribunal a refusé d'homologuer le concordat, estimant que la valeur réelle de l'actif était insuffisante pour couvrir le passif. Le liquidateur, M. Bérard, a demandé que l'on tienne compte du loyer, de la valeur du matériel, des créances recouvrables, on pourrait dis

L'Imprimerie Ouvrière a appelé de ce jugement et conclut de plus fort à l'homologation, en se basant sur le rapport de l'Office des faillites ; Bérard, Page et Verdier sont intervenus et persistent à s'opposer pour les mêmes motifs qu'ils ont fait valoir devant les premiers juges.

Il n'est soulevé aucune contestation sur la régularité et la recevabilité, tant de l'appel que des interventions.

La seule question que la Cour ait à examiner est, par conséquent, la suivante :

Le concordat proposé par l'Imprimerie Ouvrière satisfait-il aux conditions exigées par l'art. 306 L. P.

La gestion de l'Imprimerie Ouvrière, ainsi que sa situation financière au moment de la faillite, ont fait l'objet d'un examen approfondi. L'expert comptable commis par l'Office a constaté, dans son rapport, que l'exploitation avait, dès l'origine, donné des résultats très satisfaisants, et que, *malgré les nouvelles charges pouvant résulter pour elle de jugements récents, la situation de l'Imprimerie Ouvrière de Genève n'était nullement désespérée et qu'au contraire elle eût pu faire face à cet accroissement de passif.*

Ces conclusions sont confirmées par les bilans établis par l'expert et dont aucun poste n'a été contesté par la débitrice. D'autre part, il est constant qu'au moment de la mise en faillite, il n'existait aucune poursuite contre l'Imprimerie Ouvrière. Il apparaît donc à l'évidence que ses administrateurs ne se sont pas renseignés sur sa situation réelle avant de faire leur déclaration qui, dans ces conditions, constitue un acte de grande légèreté au détriment des créanciers.

Le matériel d'imprimerie, qui représente la valeur la plus importante de l'actif, est porté, dans le bilan, pour la somme de 13,500 francs. Ce chiffre est le minimum indiqué par sieur Jarrys, imprimeur, commis pour faire l'estimation et dont le rapport déclare que celui qui achèterait ce matériel pour 18,000 francs, ne ferait pas une mauvaise affaire.

Or, non seulement il n'a été fait aucune démarche pour trouver acquéreur, mais encore il n'a pas été tenu compte d'une demande de traiter sur la base de ce maximum.

La réduction de ce poste très important de l'actif, au minimum indiqué comme devant être atteint, en cas de liquidation dans les conditions les plus défavorables, n'est, par conséquent, pas justifiée.

Le rapport du liquidateur ne fait figurer que pour mémoire, au bilan, les créances de l'association, dont le montant ascende cependant à 7289 francs, non compris d'importantes créances litigieuses. Aucune poursuite quelconque n'ayant été exercée, l'affirmation que la plupart ne sont pas recouvrables n'est pas fondée.

L'état des débiteurs contient, en effet, les noms d'associations, groupements commerciaux, politiques ou économiques, de négociants et de particuliers que, non seulement rien n'autorise à considérer comme insolvables, mais dont la plupart jouissent, en réalité, sur la place, d'un honorable crédit.

Les réponses faites aux réclamations amiables de l'Office, et qui sont consignées dans cet état, permettent de constater que les créances qui peuvent, doré et déjà, être considérées comme irrécouvrables, ou qui sont contestées, constituent une infime minorité, en chiffre et en nombre ; que, si beaucoup de débiteurs n'ont fait encore aucune réponse, il en est, pour une somme minimum de 2500 francs, qui attendent, pour s'exécuter, les factures détaillées qu'ils ont réclamées ; qu'enfin, la compensation s'établit pour un certain nombre de créances, ce qui diminuera d'autant le passif.

C'est avec raison que les premiers juges ont estimé que ce poste ne pouvait pas être compté pour zéro, et qu'il y avait lieu de le porter à 3500 francs, ce qui est certainement un minimum.

Enfin, aucune garantie n'est fournie, ni offerte, pour le versement de la somme nécessaire pour régler le dividende qui, à teneur des propositions, serait payable immédiatement après l'homologation, et qui représente plus de 14,000 francs.

En résumé, si les propositions concordataires de l'Imprimerie Ouvrière ont réuni les majorités, en somme et en nombre, requises par l'art. 305 L. P., elles ne satisfont cependant pas aux conditions fixées par l'art. 306 même loi : la déclaration faite par l'administration, sans être renseignée, constituait un acte de grande légèreté au détriment des créanciers ; les sommes offertes ne sont pas en proportion des ressources de la débitrice, et l'exécution n'est pas garantie.

Par ces motifs, la Cour... Au fond, confirme...

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAU « ATAR » CORRATERIE, 13
Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie, —

10 continues la ligne en son espace

SOMMAIRE. — Tribunal fédéral. Henneberg et autres c. Etat de Genève : établissement industriel ; odeurs désagréables pour les voisins ; action en indemnité ; art 50 et suiv., 63, 67, 68 C. O. et loi genevoise du 23 mai 1900 ; admission. — Cour de justice civile. Condurier c. Fama : journal ; articles diffamatoires ; action en indemnité ; admission ; appel de l'éditeur responsable et du demandeur ; 1^{re} recevabilité ; art. 845 pr. civ. ; 2^{de} actes illicites du défendeur ; art 50, 55 C. O. ; 3^{de} évaluation du dommage ; 4^{de} réforme ; augmentation des dommages-intérêts ; publication de l'arrêt. — Ducret c. Crochet : enfant blessé dans un chantier par le fils, mineur également, du patron ; action du père contre le patron ; admission ; surveillance légale du père ; évaluation du dommage ; appel ; responsabilité du patron ; imprudence ; art. 50, 61 C. O. ; confirmation.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 15 DÉCEMBRE 1906.

Présidence de M. JACOB.

Etablissement industriel ; odeurs désagréables pour les voisins ; action en indemnité ; art. 50 et suiv., 63, 67, 68 C. O. et loi genevoise du 23 mai 1900 ; admission.

Henneberg et autres contre Etat de Genève.

I. En cas de préjudice causé au propriétaire d'un fonds par le mode d'utilisation du fonds voisin, la question de savoir s'il y a eu objectivement atteinte portée au droit de propriété relève uniquement du droit cantonal et doit être jugée, préalablement, selon les dispositions concernant le droit de voisinage. En cas d'affirmative, il y a lieu d'examiner si le voisin peut personnellement être rendu responsable de cet acte, et doit être tenu de réparer le dommage, en vertu des art. 50 et suiv. C. O.

II. Les inconvénients résultant pour un propriétaire d'une industrie voisine ne peuvent impunément « excéder la mesure des obligations ordinaires de voisinage ».

III. Celui qui fait un usage abusif du droit de propriété dont il jouit ne peut se soustraire à la responsabilité qu'il encourt à l'égard de ses voisins, en invoquant l'antériorité de son droit.

ore de propriétaires voisins du clos d'équarrissage
ve, se plaignant des odeurs que dégageait cet
ient actionné l'Etat de Genève en dommages-
réjudice qui leur était causé.

éral a admis la demande, pour la plupart d'entre
d'où nous extrayons les passages suivants, spé-
ants et concernant le « droit de voisinage ».

(Résumé)

nal fédéral a jugé, dans des procès semblables,
rudence constante, qu'en cas de préjudice causé
in fonds par le mode d'utilisation du fonds voisin,
voir s'il y a eu objectivement atteinte portée au
, relève uniquement du droit cantonal, et doit
ablement, selon les dispositions concernant le
». (*Rec. Off.*, XIX, page 263 ; XVI, page 198 ;
195 ; XXIV, II, page 266 ; VIII, page 379 ; Huber
bre 1905 ; *Journal des Tribunaux*, 1906, page
e fois cette question tranchée et résolue affirma-

lieu d'examiner si le voisin dont on se plaint
nent être rendu responsable de cet acte, si, par
faute, ayant agi à dessein, par négligence ou
loit être tenu de réparer, conformément à
dommage par lui causé sans droit à autrui.

, en l'espèce, d'examiner les prétentions des de-
d au point de vue du droit de voisinage, en sui-
jurisprudence qu'il n'y a aucun motif d'aban-
rait que dans le cas où les conclusions de la
aient être admises, à raison de ce premier moyen
rait lieu d'aborder l'examen des autres disposi-
quées.

genevoise ne contient pas de disposition spéciale
voisinage et les conflits de droit de propriété.
e civil genevois, identique à l'article correspon-
l français, porte que : « la propriété est le droit de
ser des choses de la manière la plus absolue,
n fasse pas un usage prohibé par les lois ou par
Constatant que la loi n'interdit pas expressément
rtains actes, on pourrait être tenté de conclure
es causant un dommage au voisin sont permis.
ence française, dès l'entrée en vigueur du code

civil, admit qu'il n'est permis à chacun de disposer de sa propriété comme il lui plaît, qu'à la condition de ne pas empiéter sur la sphère juridique d'autrui et de lui nuire. Un propriétaire ne peut user de sa propriété qu'en respectant celle de son voisin; leurs droits respectifs étant égaux, celui de l'un doit se concilier avec celui de l'autre. Cette jurisprudence, qui s'est développée par la suite, est conforme aux législations et jurisprudences étrangères, à la jurisprudence suisse et à la doctrine. (Conf. arrêt du Tribunal fédéral, *Rec. off.*, XXIV, II, page 268, *loc. cit.*; *Revue judiciaire*, 1898, page 348, *loc. cit.*) La Cour de cassation française a jugé, le 27 novembre 1844 (*Dalloz périodique*, 1845, I. page 13; Rivière, *Pandectes françaises*, voir « Propriété », n° 181 et suiv., *loc. cit.*) que les inconvénients résultant pour un propriétaire d'une industrie voisine ne peuvent impunément « excéder la mesure des obligations ordinaires du voisinage »; cette formule a, dès lors, été répétée, dans nombre d'arrêts, et doit être considérée comme incorporant la limitation, appliquée par la pratique, au principe général fixé par l'art. 544 du Code civil français. (Voir *Dalloz périodique*, 1888, I, 39-1905, I, 256 — Georges Appert, *Des droits du propriétaire vis-à-vis de ses voisins*; et Marc Desserteaux, *Abus de droit ou conflit de droits*, tous deux dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, n° 1. Conf. Alfred Martin, *L'abus du droit et l'acte illicite*. *Zeitsch. f. schw. Recht. N. F.*, XXV, page 21.)

Il résulte de nombreux arrêts rendus par les tribunaux genevois que c'est également de cette manière que l'art. 544 C. civ. est interprété dans le canton de Genève. (Voir Trib. civ. 20 août 1881, Baumgartner et consorts c. Société anonyme de la Brasserie de Saint-Jean, *Semaine Judiciaire*, 1881, page 568; Trib. civ., 23 janvier 1883, même affaire, *ibid.*, 1883, page 199; Trib. civ., 8 février 1889, Schwab c. Ville de Genève, *ibid.*, 1889, page 729 et *loc. cit.* à page 731; Cour de Justice civile, 30 janvier 1904, Henrioud c. Grasset. Conf. Trib. civ., 16 décembre 1882, Gignoux et Lambert c. Etat de Genève, *Semaine Judiciaire*, 1883, page 84.) Le Tribunal civil a, le 23 janvier 1883, appuyé un de ses jugements sur les considérants suivants, en ajoutant que la « doctrine, la jurisprudence genevoise, aussi bien que la jurisprudence française sont unanimes sur toutes ces questions »;

« Attendu que la défenderesse, se plaçant sur le terrain du droit, prétend que les faits qui lui sont reprochés, fussent-ils établis, elle n'a pas excédé les droits que lui confère l'art. 544 C. civ.

d'user, et même d'abuser, de sa propriété, attendu que cette thèse pourrait être vraie, si l'abus de son droit se concentrait dans les limites de sa propriété, sans s'étendre sur les propriétés voisines, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce, puisque les odeurs et les fumées sortent de sa propriété et envahissent celles des voisins d'une manière dommageable pour eux ;

« Attendu qu'elle allègue qu'elle avait le droit d'établir une brasserie sur sa propriété ; attendu qu'elle avait, en effet, le droit de le faire, comme elle avait le droit aussi de construire tout autre bâtiment ; aussi n'est-ce pas ce droit qui lui est contesté, mais celui d'exploiter sa brasserie, comme elle le fait, d'une manière préjudiciable à ses voisins, qui porte atteinte à leur droit de propriété, aussi respectable et étendu que le sien ;

Attendu qu'elle soutient, enfin, que l'envoi de ses odeurs et fumées n'est qu'une conséquence naturelle du voisinage, des charges, que le voisinage impose aux voisins et qu'ils doivent supporter réciproquement ;

« Attendu que cette thèse est inadmissible dans l'espèce ; qu'une usine est un voisinage exceptionnel, et que les fumées et odeurs qu'elle répand ne peuvent être assimilées à celles qui s'échappent des maisons d'habitation ordinaires, pour lesquelles une tolérance réciproque est indispensable. »

Dans le jugement du 16 décembre 1882, le même tribunal s'était exprimé en ces termes : « Quelque absolu que soit le droit de propriété, la loi assujettit cependant les propriétaires voisins à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention. »

La question à juger, en l'espèce, est donc de savoir si, par l'usage qu'a fait l'Etat de Genève du droit de propriété qu'il exerçait, en établissant et exploitant, suivant le système Girard, comme il l'a fait, un clos d'équarrissage, sur les terrains de la Jonction, il a créé, pour les fonds voisins, des inconvénients qui excèdent la mesure des obligations ordinaires du voisinage.

V. Les demandeurs ont allégué et prouvé que, dans l'application du système Girard, tel qu'il est pratiqué à Genève, au moment où l'acide sulfurique, dans lequel les débris cadavériques ont été dissous, est introduit dans les cuves et se mélange aux phosphates de chaux ou au plâtre, soit durant l'opération dite du « malaxage », il se dégage du clos d'équarrissage des odeurs nauséabondes et puantes qui infestent tous les environs et se répandent, suivant les

circonstances atmosphériques, jusqu'à un kilomètre de distance. Les opérations du clos sont devenues continues, alors qu'elles n'étaient qu'intermittentes au début. Les odeurs qu'elles produisent sont intolérables et insupportables ; on doit fermer portes et fenêtres pour y échapper, et renoncer à utiliser les balcons, terrasses et jardins, même en été ; ces odeurs ont occasionné des troubles divers à certaines personnes : maux d'estomac, nausées, vomissements, maux de tête ; des habitants du quartier ont même parfois préféré s'enfuir de nuit plutôt que de subir ces odeurs. En présence de cet état de fait corroboré par les dépositions d'un grand nombre de témoins, dont la véracité (*sic*) ne peut être mise en doute, il n'est pas douteux que les inconvénients créés par l'exploitation du clos d'équarrissage, tel qu'il est pratiqué à Genève, n'excèdent la mesure des obligations ordinaires du voisinage ; que ces « immissions » d'odeurs constituent une atteinte portée aux droits des voisins, un empiètement non autorisé sur leur sphère juridique. L'Etat de Genève a outrepassé les limites de son droit et il y a donc, objectivement, acte illicite.

Le but de l'action intentée par les demandeurs étant uniquement d'obtenir la réparation du dommage à eux causé par ces « inconvénients excessifs », le Tribunal fédéral n'a pas à juger si l'excès est tel que la suppression du clos, ou tout au moins l'interdiction de l'emploi du système Girard, tel qu'il est pratiqué à Genève, doit être ordonnée.

L'existence d'un acte illicite objectif étant constatée d'après les principes du droit de voisinage en vigueur dans le canton de Genève, il y a lieu d'examiner maintenant si l'Etat défendeur peut subjectivement être rendu responsable de cet acte illicite.

L'Etat de Genève a déclaré, en se basant sur les faits qu'il a articulés, et en invoquant la jurisprudence antérieure du Tribunal fédéral, qu'il ne pouvait être rendu responsable et condamné à payer des dommages-intérêts en vertu de l'art. 50 C. O., vu qu'on ne saurait mettre aucune faute à sa charge. Il a cherché à prouver en effet, qu'il avait pris toutes les études préliminaires opportunes avant d'établir le clos et de choisir le système Girard ; qu'il a examiné toutes les réclamations reçues et fait tout son possible pour obvier aux inconvénients signalés ; il a cherché à démontrer que la solution n'est pas facile à trouver et qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour sortir de la situation actuelle ; enfin, il a conclu

juge français, s'est placé lui aussi, à un point vue de l'objectif. (Voir *Revue trimestrielle de droit civil loc. cit.* pages 82 et 83. — Cass., 5 décembre 1904, *Dalloz périodique* pages 1, 77. — Cass., 19 avril 1905, *D. P.*, 1905, 1, 256, 3 janvier 1887, *Sirey* 87, 1, 263.)

C'est aussi à ce point de vue que s'est placée la jurisprudence genevoise. Alors que, dans un cas, elle a fait appliquer l'art. 50 C. O., parce qu'elle avait constaté une négligence à-dire que le propriétaire n'avait pas pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher ses appareils de chauffage de déverser de la fumée nuisible sur les propriétés voisines (Cour civile, 31 décembre 1904, *Henrioud c. Grasset*), dans un grand nombre d'autres où il n'y avait pas de faute subjective établie, elle a néanmoins condamné à des dommages-intérêts, en vertu du droit de voisinage. Les tribunaux genevois ont jugé, en particulier, l'obligation de la Ville de Genève d'indemniser, selon les circonstances, les propriétaires contigus de son domaine, résorbant les principes de droit commun sanctionnés par la loi, en matière de rapports de contiguïté ou de voisinage entre fonds appartenant à des propriétaires voisins... » (*Semaine Judiciaire*, 1889, page 201) que l'obligation de l'État vis-à-vis des propriétaires lésés par son fait doit se résoudre en dommages-intérêts, et qu'il suffit qu'il y ait un fait imputable à son auteur, et dire que le fait est préjudiciable à un tiers, que la jurisprudence, la doctrine et le droit commun sont d'accord sur ce principe » (*Semaine Judiciaire*, 1889, page 86). Et, enfin, que la preuve de la malice du propriétaire n'est exigible « que dans le cas seulement où le propriétaire sortant pas des limites de sa propriété, cause, par pure manœuvre, un avantage pour lui, un préjudice à son voisin » ; cette preuve n'est pas exigible « lorsque, sortant des limites de sa propriété, le propriétaire envahit celle du voisin ». (*Semaine Judiciaire*, 1889, page 201.)

Cette jurisprudence doit être confirmée. Si, en l'espèce, les demandeurs avaient intenté l'action négatoire, tendant à la suppression du clos d'équarrissage, ou tout au moins à l'abandon du clos au profit de Girard, l'État de Genève aurait pu, peut-être, leur opposer avec succès la décision du législateur, l'utilité publique, (voir *Judiciaire*, 1883, pages 85, 86 et 87 ; 1889, page 733 ; *Judiciaire*, 1898, page 350. Cf. *Semaine Judiciaire*, 1885, page 602) et l'absence de toute faute de sa part. Le clos au

ité avec ses inconvénients ; mais il n'en resterait pas moins que ce voisinage nécessaire cause un dommage aux immeubles voisins et qu'on est en présence d'actes objectivement illicites. après les principes fondamentaux du droit, sur lesquels la prudence genevoise s'est appuyée avec raison, même en l'absence de faute, cet état dommageable ne peut être consacré par la loi qu'à la condition que les voisins lésés soient indemnisés du dommage qui leur est causé. L'obligation d'indemniser est corrélatrice du droit reconnu de causer le dommage ; son motif réside dans la nature même d'une exploitation qui nuit forcément aux propriétés voisines, sans que leurs propriétaires puissent s'y opposer (C. Seuffert, *N. F.*, VIII, n° 9). La matière est dominée par les principes identiques à ceux qui régissent le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Rec. off.*, XXIV, II, page 270.) Il est, du reste, bien à ce point de vue que se sont placées, en fait, les parties : les demandeurs, en intentant une action en dommages-intérêts tendant à la réparation du préjudice subi, et à ce point que le clos subsisterait, sans demander que l'état dommageable soit supprimé— et l'Etat de Genève, en admettant ce droit d'action introduite contre lui qui n'est que locataire du clos.

Il résulte de ce qui précède, d'abord qu'il est inutile d'exiger la preuve que l'Etat de Genève ait agi à dessein, par négligence ou imprudence, et, ensuite, que l'exception qu'il a voulu tirer de l'absence de faute est sans valeur en l'espèce ; il s'agit essentiellement d'un règlement d'intérêts en conflit, à opérer au moyen d'une loi cantonale à fixer d'après le droit cantonal.

C'est à tort que l'Etat de Genève a prétendu tirer un argument juridique, à l'égard de certains des propriétaires demandeurs, du fait que leurs maisons n'auraient été construites qu'après l'établissement du clos d'équarrissage. Cet argument peut avoir une certaine importance dans l'évaluation de l'indemnité à accorder, on le voit plus loin ; en revanche, il ne saurait en avoir en ce qui concerne la responsabilité même de l'Etat. Celui qui fait un usage abusif du droit de propriété dont il jouit ne peut se soustraire à la responsabilité qu'il encourt à l'égard de ses voisins, en invoquant l'antériorité de son droit ; en effet, cette antériorité n'enlève point à un propriétaire son droit capital et essentiel de jouir de son fonds comme il lui semble ; elle ne peut avoir pour conséquence de créer une exception de prescription acquisitive à l'usage d'un fonds sur l'autre et

de diminuer les droits de propriété du voisin. (Voir « Jurisprudence allemande et française, *Revue Judiciaire*, 1898, page 350.)...

(Abrégé)

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 18 MAI 1907.

Présidence de M. GRAS.

Journal; articles diffamatoires; action en indemnité; admission; appel de l'éditeur responsable et du demandeur; 1° recevabilité; art. 345 pr. civ.; 2° actes illicites du défendeur; art. 50, 56 C. O.; 3° évaluation du dommage; 4° réforme; augmentation des dommages-intérêts; publication de l'arrêt.

Condurier contre Fama.

I. Chacun est libre de critiquer les choses publiques et les actes des hommes investis d'une fonction officielle; la critique permise doit toutefois, avant tout, rester objective et ne pas dégénérer en un dénigrement injuste ou en une dérision malveillante et pouvant exposer la personne qui en est l'objet au mépris ou au ridicule.

II. Le fait, par un journal, de publier des imputations injustes et inexactes et des expressions blessantes sur une personne investie d'une charge publique, constitue un ou plusieurs actes illicites dont celle-ci doit obtenir réparation.

III. Lorsqu'un dommage est causé par des actes illicites commis par la voie de la presse, la réparation la plus utile est celle qui peut se faire par la même voie, au moyen de la publication du jugement. Il importe en outre que la partie lésée, même s'il n'y a pas eu dommage direct, reçoive la somme nécessaire pour couvrir ses frais de procès (honoraires).

Par exploit du 22 février 1906, Adolphe Fama, colonel, domicilié à Saxon, a formé contre Ernest Coudurier, clerc d'avocat, domicilié à Genève, éditeur responsable du journal *Le Radical*, une demande d'indemnité, à raison de la publication, dans le journal *Le Radical*, du 12 novembre 1905, sous le titre : « la Patrie est bien gardée », d'un article renfermant contre le demandeur des affirmations inexactes, des expressions injurieuses, des accusations diffamatoires.

Le demandeur concluait : 1° à l'allocation de 500 francs à titre de dommages-intérêts ; 2° à l'insertion du jugement à intervenir, dans trois journaux de son choix aux frais du défendeur.

Coudurier a conclu au rejet de la demande.

Subsidiairement, il a demandé au Tribunal d'ordonner la communication de pièces, concernant les opérations militaires mentionnées dans l'article du journal incriminé.

Plus subsidiairement, il a fait une offre de preuve concernant les dites opérations militaires.

Par jugement du dix décembre 1906, le Tribunal a constaté que par la publication de l'article intitulé « la Patrie est bien gardée », Coudurier avait mis de son côté les torts suivants :

1° Il a reproché à tort au colonel Fama de n'avoir convoqué, à un exercice d'alarme de la garde régionale des forts de Saint-Maurice, qu'un certain nombre d'officiers désignés par l'autorité militaire compétente, et non pas tous les officiers de tous les corps de troupes attachés à la défense des fortifications de Saint-Maurice ;

2° L'article est conçu de manière à laisser croire à ses lecteurs que le colonel Fama aurait, lors d'un exercice analogue, exécuté en 1901, commis, ou laissé commettre, une erreur dans la distribution des munitions, tandis qu'en 1901, cet officier n'avait point encore le commandement des fortifications de Saint-Maurice et n'était pas attaché à ce service ;

3° L'article contient, à l'égard du colonel Fama, des expressions blessantes, de nature à l'exposer au mépris ou au ridicule.

En conséquence, le Tribunal a condamné le défendeur à payer au demandeur la somme de 1 franc, à titre de dommages-intérêts.

Il l'a condamné, en outre, à voir insérer, à ses frais, le dispositif du jugement dans trois journaux, au choix du demandeur.

Par exploit du 20 février 1907, Ernest Coudurier, disant agir en qualité d'éditeur responsable du journal *Le Radical*, a interjeté appel de ce jugement ; il en demande la réforme et reprend ses conclusions de première instance, notamment les quatre premiers numéros de son offre de preuve subsidiaire.

Son conseil a fait observer, en plaidant, que le dispositif du jugement ne mentionne que le nom du journal *Le Radical*, et ne mentionne pas le nom de l'éditeur responsable, Coudurier.

Il demande à la Cour d'examiner si, dans ces conditions, l'appel de Coudurier est recevable.

Fama a interjeté appel incident ; il conclut :

1° A la recevabilité de l'appel ;

2° A la réforme du dispositif du jugement, en ce sens que les condamnations soient prononcées contre Coudurier qui seul est en cause, et non contre une partie qui s'appellerait *Le Radical*, et qui n'est pas en cause ;

3° A la réforme du dispositif du jugement, en ce sens que l'indemnité en argent soit portée à 500 francs.

Les questions à résoudre sont les suivantes :

1° L'appel est-il recevable ?

2° L'article de journal dont Coudurier est responsable ne ferme-t-il, à l'égard du colonel Fama, des imputations ou expressions constituant des actes illicites, au sens des art. 50 et 55 C. O. ?

3° En quoi doit consister la réparation ?

Sur la première question :

Devant le Tribunal, l'instance était régulièrement liée en Fama, d'une part, et Coudurier, d'autre part, ce dernier pris en qualité d'éditeur responsable du journal *Le Radical*.

C'est par une erreur de mots que, dans son dispositif, le jugement mentionne *Le Radical* au lieu de Coudurier ; le jugement devra être réformé sur ce point ; les qualités des parties figurant en tête de la rédaction du jugement (art. 99 pr. civ.), il n'a d'existence qu'entre ces deux parties (art. 98, même loi).

Devant la Cour, la cause est liée entre les mêmes parties ; devant le Tribunal, c'est-à-dire entre Coudurier, appelant, et Fama intimé.

Coudurier avait, incontestablement, le droit d'interjeter appel ; les doutes qu'il manifeste lui-même sur la recevabilité de son premier appel sont sans fondement.

L'appel incident est également recevable (art. 345 pr. civ.).

Sur la deuxième question :

En fait, au mois de novembre 1905, le commandant des fortifications de Saint-Maurice a fait procéder à un exercice d'alarme de la *garde régionale*. Cette garde, dont la mission est de pourvoir à la défense provisoire des forts, en attendant la mobilisation de la garnison régulière, se compose d'un certain nombre d'hommes, officiers, sous-officiers et soldats, de l'élite, de la landwehr et du landsturm, désignés par le Département militaire fédéral, et basés dans la région voisine des forts.

Appelée par des signaux d'alarme qui lui sont connus, la garde peut se réunir très rapidement. De temps en temps, l'alarme est donnée à titre d'exercice ; un certain nombre d'officiers ne faisant pas partie de la garde régionale, peuvent être convoqués d'avance et sont chargés de contrôler la réunion des hommes aux places de rassemblement, de suivre les différentes phases de l'exercice et de faire rapport à ce sujet.

Comme on le voit, l'alarme, ou la réunion d'urgence, de la garde régionale, est une chose entièrement différente de la mobilisation des corps de troupes affectés normalement à la défense des forts.

Confondant sans doute ces deux idées, croyant peut-être à une mobilisation générale des corps de troupes des fortifications de Saint-Maurice, — et apprenant que certains officiers de ces troupes, notamment un officier d'administration, alors quartier-maître du régiment d'infanterie n° 53, n'avaient pas été convoqués, — un rédacteur, ou un correspondant du *Radical*, crut voir là une faute du commandant des troupes et écrivit, contre le colonel Fama, l'article paru le 12 novembre 1905, et intitulé « la Patrie est bien gardée. »

Comme le Tribunal le fait observer, chacun est libre de critiquer les choses publiques, et les actes des hommes investis d'une fonction officielle.

Chacun est même libre de se tromper et de croire voir des fautes où il n'y en a pas, — au risque de faire preuve d'ignorance des choses dont il parle ; — mais, la critique doit, avant tout, rester objective et ne pas dégénérer en un dénigrement injuste, ou en une dérision malveillante, pouvant exposer celui qui en est l'objet au mépris et au ridicule.

Dans l'article incriminé, l'auteur, croyant prendre le colonel Fama en faute, cherche à le ridiculiser en le comparant au singe de la fable, — qui oublie le principal, — et au légendaire Ramollot.

Ce qui est encore beaucoup plus grave, il cite une erreur, qui aurait été commise quatre ans auparavant, dans la distribution des munitions, lors d'un exercice pareil à celui qu'il critique, et il fait suivre cette citation de la réflexion suivante :

« Le budget militaire ne devrait pas servir à payer *les gaffes* d'un colonel qui, comme le très sévère M. Fama, oublie le principal. »

Or, quatre ans avant 1905, c'est-à-dire en 1901, le colonel Fama n'avait point encore le commandement des fortifications de Saint-Maurice et n'était pas attaché à ce service.

Ici, l'erreur n'était plus permise, et l'auteur a manifestement arrangé son article, de manière à faire passer sur le compte du colonel Fama une faute qui, si elle avait été commise, ne l'a, en tout cas, pas été par lui.

L'article incriminé renferme donc contre le demandeur, non seulement des imputations injustes et inexactes, mais encore des expressions blessantes, constituant, les unes et les autres, des actes illicites. L'auteur étant inconnu, l'éditeur responsable du journal est tenu à sa place, vis-à-vis de la personne lésée.

Les actes illicites constatés sont de nature à porter une grave atteinte à la situation personnelle du demandeur, en nuisant à son autorité et au respect auquel il a droit.

Les art. 50, 51 et 55 C. O. sont donc applicables.

L'offre de preuve subsidiaire de l'appelant est à côté de la question ; elle n'est, ni pertinente, ni révélatrice, et il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

Sur la troisième question :

L'art. 50 pose le principe de la responsabilité toutes les fois qu'un dommage est causé sans droit.

L'art. 51 donne aux juges le pouvoir de déterminer, suivant les circonstances, la nature et l'importance de l'indemnité.

L'art. 55 permet d'allouer une indemnité, même si aucun dommage matériel n'est établi.

La jurisprudence la plus récente du Tribunal fédéral admet qu'en vertu des art. 50, 51 et 55 C. O., l'indemnité peut, suivant le cas, consister, non seulement dans l'allocation d'une somme d'argent, mais aussi dans la publication du jugement. (Arrêts Geigger c. Hammer, du 3 février 1905 ; Pollock c. Staub, du 25 novembre 1905 ; Syndicat de la Pharmacie Suisse c. Pharmacies populaires de Genève, du 16 juin 1906.)

Lorsqu'un dommage est causé par des actes illicites commis par la voie de la presse, la réparation la plus utile est celle qui peut se faire par la même voie, au moyen de la publication du jugement. Néanmoins, il importe que la partie lésée, même s'il n'y a pas de dommage matériel direct, reçoive la somme nécessaire pour couvrir les dépenses que le procès lui a imposées, notamment le paiement d'honoraires à son défenseur.

Par ces motifs, la Cour admet l'appel principal et l'appel incident dirigés contre le jugement rendu dans la cause, le 10 décembre 1906 ;

Réforme le dit jugement, et, statuant à nouveau, condamne Coudurier à payer à Fama, avec intérêts de droit, la somme de 300 fr., à titre d'indemnité, à raison de l'article paru dans le journal *Le Radical*, le 12 novembre 1905, sous le titre « la Patrie est bien gardée » ;

Autorise Fama à faire publier, aux frais de Coudurier, le dispositif du présent arrêt une seule fois, dans deux journaux suisses de son choix...

AUDIENCE DU 8 JUIN 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Enfant mineur blessé dans un chantier par le fils, mineur également, du patron; action du père contre le patron; admission; surveillance légale du père; évaluation du dommage; appel; responsabilité du patron; imprudence; art. 50, 61 C. O.; confirmation.

Ducret contre Crochet.

I. L'art. 61 C. O. attribue la responsabilité du dommage causé à celui auquel incombe légalement la surveillance de son auteur, et il suffit, pour que cette responsabilité soit encourue, que le dit auteur ait dû se trouver sous sa surveillance au moment où l'acte a été commis.

Le père, détenteur de la puissance paternelle, assume cette responsabilité, en ce qui concerne son enfant mineur, sans qu'il soit possible d'établir une distinction entre lui et la mère qui, soit en raison de l'âge de l'enfant, soit pour d'autres causes, peut être appelée à exercer plus directement cette surveillance.

II. Le fait de laisser seuls dans un chantier où se trouvent des outils dangereux de jeunes enfants démontre, non seulement un défaut de surveillance, mais constitue également une négligence et une imprudence entraînant aussi, pour celui qui s'en rend coupable, l'application de l'art. 50 C. O., en cas d'accident.

F. Crochet, journalier, à Carouge, agissant en qualité d'administrateur légal de son fils mineur Fernand, a assigné Jean Ducret, entrepreneur, en paiement de 2500 francs de dommages-intérêts, pour le préjudice causé à son fils par le fils mineur du défendeur, qui lui aurait, dans le chantier de celui-ci, coupé deux doigts d'un coup de hache.

Ducret a repoussé cette réclamation. Il invoquait l'incertitude qui existait sur la réalité du fait allégué, l'absence de toute faute de sa part, la négligence commise par les parents Crochet, qui n'avaient pas exercé une surveillance suffisante sur leur enfant.

Après enquêtes, le Tribunal a, par jugement du 19 février 1907, adjugé à Crochet ses conclusions.

Les motifs de sa décision sont les suivants :

Les faits sont établis, tant par l'enquête que par un projet de transaction émanant de Ducret.

La surveillance légale de l'auteur du dommage appartenait au demandeur, et le fait que la mère de l'enfant pouvait, par suite de diverses circonstances, en être plus spécialement chargée au moment même de l'accident, ne le décharge pas de la responsabilité que lui attribue l'art. 61 C. O.

Il a, en outre, commis une imprudence en laissant ouvert, sans surveillance, un chantier où des outils d'un maniement dangereux se trouvaient à la portée du premier venu.

Dame Crochet n'a commis aucune faute.

L'amputation de deux doigts entraîne une incapacité de 20 à 30 $\frac{0}{100}$ représentant, sur le salaire de 1200 francs que Crochet fils pourrait gagner à vingt ans, une réduction de 240 francs par an. Le capital nécessaire au service d'une rente de pareille somme serait de 4800 francs ; une réclamation de 2500 francs est, par conséquent, modérée.

Ducret a appelé de ce jugement ; il a repris les mêmes moyens que devant les premiers juges, en insistant sur ce qu'ils avaient écarté plusieurs des faits indiqués par Crochet, comme constitutifs de faute. Il a aussi contesté le calcul du montant de l'indemnité.

Crochet conclut à la confirmation..

L'appel est recevable, et les questions que la Cour doit examiner sont les suivantes :

1. Les faits allégués par Crochet sont-ils établis ?
2. Si oui, Ducret peut-il être tenu pour responsable de leurs conséquences ?
3. Quelles ont été ces conséquences ?
4. A quelle somme doit être fixée l'indemnité ?

Sur la première question :

Les parties sont d'accord que l'accident s'est produit dans le chantier de Ducret, où les deux enfants se trouvaient seuls, vers midi, le 14 décembre 1905.

Le docteur Masson, qui a soigné la victime, a déclaré qu'il était impossible qu'un enfant de cet âge ait pu se faire lui-même, avec la main gauche, une blessure qui suppose le déploiement d'une certaine force. La déposition de dame Fais, qui a reçu l'aveu du jeune Ducret un instant après l'accident, ne permet pas de douter qu'il n'en soit l'auteur. Ce fait a, du reste, été expressément reconnu par Ducret père dans le projet de transaction produit, et dont il ne méconnaît pas être l'écrivain.

Sur la deuxième question :

L'art. 61 C. O. attribue la responsabilité du dommage à celui auquel incombe légalement la surveillance de l'auteur, et il suffit, pour que cette responsabilité soit encourue, que ce dernier ait dû se trouver sous sa surveillance au moment où l'acte a été commis (Rossel).

Le père, détenteur de la puissance paternelle, assume cette responsabilité, en ce qui concerne son enfant mineur, sans qu'il soit possible d'établir une distinction entre lui et la mère qui, soit en raison de l'âge de l'enfant, soit pour d'autres causes, peut être appelée à exercer plus directement la surveillance.

Il ne suffit pas, pour que le père soit exonéré, qu'il établisse qu'il a exercé la surveillance usuelle; il doit prouver qu'au moment où les faits se sont passés, celle-ci était exercée d'une manière réelle et efficace.

Le fait qu'au moment où l'accident s'est produit, les jeunes Ducret et Crochet se trouvaient seuls dans le chantier où les dangereux outils qui servent au commerce de l'appelant étaient à leur disposition, démontre que la surveillance était insuffisante; mais, en outre, il constitue la preuve d'une négligence, d'une imprudence qui entraîne aussi l'application de l'art. 50 C. O.

Ducret devait prendre d'autant plus de précautions, pour enfermer les outils dangereux, fermer son chantier, ou le faire surveiller, qu'il est établi que les enfants du voisinage y venaient fréquemment.

Les enquêtes ont démontré, d'autre part, que dame Crochet n'exerçait pas sur ses enfants une surveillance suffisante, et que, bien loin de leur interdire, comme l'aurait fait une mère prudente, l'accès du chantier, elle les engageait elle-même à y aller jouer. Cette circonstance serait de nature à atténuer, dans une certaine mesure, la responsabilité de Ducret.

Sur la troisième question :

Fernand Crochet a eu le troisième et le quatrième doigts de la main droite entièrement amputés. Tous les métiers comportant une action spéciale de la main lui sont ainsi fermés, et il se trouvera très limité dans le choix d'une profession.

Les soins qu'il a fallu lui donner pendant trois mois ont, de plus, occasionné d'importantes dépenses à ses parents.

Sur la quatrième question :

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Considérant, en outre que, puis que la somme réclamée est très inférieure à celle représentant la diminution de capacité qui résulte de la mutilation, il n'y a pas lieu de tenir compte de la petite part de responsabilité qui pourrait incomber à dame Crochet ;

Par ces motifs, la Cour... Vu les art. 50 et 61 C. O., confirme...

SEP 5 1907

29^{me} Année

N° 33

19 Août 1907

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENEVE

15 fr. par an pour toute la Suisse

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX «ATAR» CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGEL

Corraterie

30 centimes la ligne et ses espaces

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Commune de Planfayon c. Compagnie des omnibus automobiles de Fribourg, en liquidation : souscription d'actions ; liquidation de la société ; action en paiement des actions souscrites ; art. 615 C. O. ; admission ; recours ; 1^{er} droit de la société à agir ; 2^e engagement valable des souscripteurs ; confirmation. — Berton : citoyen d'un autre canton ; retrait d'autorisation de séjour prononcé par le Département de Justice et Police ; condamnations réitérées pour délits graves ; art. 49 loi genevoise du 14 octobre 1905 ; art. 48 Const. féd. ; suspension des effets de cette mesure par le Conseil d'Etat ; recours de droit public contre ces deux décisions : 1^{er} recevabilité ; entrée en matière ; 2^e recours écarté. — *Cour de justice civile.* Geissmann c. Chevassus q. q. a. ; opposition à état de dépens ; art. 120 pr. civ. ; prétendue irrecevabilité ; défaut d'essai de conciliation ; art. 67 pr. civ. ; rejet de la demande ; jugement rendu en dernier ressort ; appel ; 1^{er} recevabilité ; 2^e art. 119, 120 ; caractère de l'opposition à taxe ; inapplicabilité des art. 6, 7 pr. civ. ; réforme — J. V. c. W. E. V. : demande d'interdiction présentée par un père ; convocation du conseil de famille ; décision prise par celui-ci, en l'absence d'un de ses membres, d'appuyer la demande ; interrogatoire ; déboutelement du demandeur ; appel ; confirmation. — *Résumé d'arrêt.* — *Acte.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 26 MARS 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Souscription d'actions ; liquidation de la société ; action en paiement des actions souscrites ; art. 615 C. O. ; admission ; recours ; 1^{er} droit de la société à agir ; 2^e engagement valable des souscripteurs ; confirmation.

Commune de Planfayon contre Compagnie des omnibus automobiles de Fribourg, en liquidation.

1. Une société par actions acquiert la personnalité juridique par son inscription au Registre du commerce, et l'inobservation des prescriptions légales relatives à sa fondation ne modifie en rien les effets de l'inscription obtenue nonobstant ces irrégularités.

Ensuite de l'inscription, la société a régulièrement pris naissance et elle est en droit d'exiger des souscripteurs d'actions l'exécution de leurs engagements.

Les statuts de la part d'un sous-cripteur n'entraîne pas la nullité radi-cale, peut être couvert postérieurement s'il a fait acte de sociétaire, en vertu de la loi constitutive.

Assemblée communale de Planfayon
consiste de 200 francs chacune de la
commodités qui était en voie de for-

présentée au Président du Comité d'ini-
tiation du 16 mars, dont suit la

« Planfayon, le 16 mars 1903.

Après que, dans la séance de hier, de
décidé de souscrire pour 4000 francs
commodités.

Assemblée communale :

*Pour le Syndic,
Bernard Remy. »*

Ensuite, la décision du 15 mars 1903
du canton de Fribourg, en date

relative de la Compagnie des omnibus
de 1903. Deux délégués de la com-
mission de cette assemblée, et l'un d'eux fut
la municipalité.

Il est constaté que le capital social était entière-
ment statutaire était versé.

La Compagnie des omnibus a été inscrite au Registre
de Commerce.

En conséquence, la liquidation a

été faite par la Compagnie des omnibus auto-
nominale de Planfayon, pour faire
condamnée à lui payer la somme de
de vingt actions de dite société, ce
qui a été libérées et sous offre de déduction
qui a été versée à la Banque canto-

nale, soit par les gérants de cette dernière, MM. René Boccard B. Ritter, pour représenter le quart de la souscription faite par Commune de Planfayon ».

La Commune de Planfayon a conclu à libération de cette demande, en se fondant sur les arguments suivants :

Lors de l'assemblée constitutive, le capital social n'avait pas intégralement souscrit et le quart n'avait pas été versé. La société n'a donc pas pu se constituer valablement, et ce défaut de constitution régulière entraîne la libération des souscripteurs.

D'ailleurs, la Commune de Planfayon n'a jamais fait de souscription conforme aux réquisits de l'art. 615 C. O.

C. La conclusion de la Compagnie demanderesse a été reconstruite, et lui a été allouée par jugement du Tribunal de la Sarre du 23 mai 1906, confirmé par arrêt de la Cour d'appel du canton de Fribourg, du 7 novembre 1906.

L'arrêt de la Cour d'appel est motivé, en résumé, comme suit :

Il est hors de doute que, lors de la séance constitutive de la société, on n'a pas observé fidèlement les prescriptions relatives à la souscription du capital et au versement du quart. Mais, par l'inscription au Registre du commerce, la société est devenue définitivement une personne morale, sans que cette inscription puisse être annulée par une action judiciaire.

La lettre du 16 mars 1903, par laquelle les organes de la commune ont fait part à la société de la décision prise par l'assemblée communale constitue bien la déclaration écrite prévue par l'art. 615 C. O. Sans doute, elle ne se réfère pas expressément aux statuts, mais les procédés ultérieurs de la commune, et tout spécialement la participation de deux de ses délégués à l'assemblée constitutive, permettent au juge de conclure qu'elle entendait bien souscrire en se référant aux statuts. L'art. 615 C. O. qui, d'ailleurs, doit être interprété dans un sens large, n'a donc pas été violé de l'espèce.

En conséquence, la souscription de la Commune de Planfayon est valable, et celle-ci a l'obligation de payer les actions souscrites par elle.

D. C'est contre cet arrêt que la Commune de Planfayon a, pendant un temps utile, déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral.

Dans son acte de recours et aux débats de ce jour, le représen-

de la recourante a repris les moyens de li dessus.

Arrêt.

En droit : I. Pour justifier de sa libération Planfayon invoque, en première ligne, les irrégularités intervenues au lieu et place de la formation de la société et de la constitution régulière de celle-ci. La Cour d'appel, par son arrêt, a déclaré, en effet, que, contrairement à la déclaration préliminaire constitutive, lors de cette assemblée, le capital n'avait été entièrement souscrit et le quart n'avait pas été versé. Le Tribunal fédéral peut se dispenser de rechercher si l'acte est en contradiction avec les pièces du dossier. Si l'on en admet l'exactitude, il faut reconnaître que, dans l'ensemble, ces irrégularités, commises lors de la formation de la société, ne sauraient entraîner, comme le soutient la recourante, la nullité de la constitution de la société. Ces irrégularités, par l'inscription de la société au Registre du Commerce, elle a acquis la personnalité juridique. Le Tribunal fédéral l'a décidé dans un arrêt cité précédemment (Nägeli c. Schweizer, 14 septembre 1889, Recueil, 619, consid. 5), l'inobservation des prescriptions relatives à la fondation de la société ne modifie en rien la validité de la constitution obtenue nonobstant ces irrégularités.

Ensuite de l'inscription, la société a pris régulièrement ses engagements et elle est en droit d'exiger des souscripteurs le paiement de leurs engagements.

II. La seule question qui reste à examiner est de savoir s'il y a eu, de la part de la recourante, une violation de la loi attachée à ce terme, c'est-à-dire une violation de la loi « se référant aux statuts » (art. 615 C. O.).

Il n'est pas douteux que la lettre du 16 mai 1889, par laquelle la recourante a déclaré d'une manière claire et précise la volonté de souscrire vingt actions, constitue une souscription. Il faut reconnaître que cette lettre ne contient aucune référence aux statuts.

Mais, cette absence de référence aux statuts ne saurait entraîner la nullité radicale de la souscription. Il faut reconnaître que le résultat de cette omission peut être converti en une souscription. En droit allemand, le § 189 « F

de recours ne doit pas se laisser guider par des distinctions empruntées aux législations pénales cantonales, ni par l'importance des peines prévues pour ces délits; elle doit bien plutôt rechercher s'ils sont objectivement dangereux et s'ils portent une grave atteinte à la moralité ou à la sécurité publique.

IV. Le fait de provoquer à l'émeute et d'exciter des grévistes à porter atteinte au libre exercice du travail des ouvriers non grévistes constitue un délit de nature tout spécialement dangereuse pour l'ordre et la sécurité publique, et par conséquent un délit grave, au sens de l'art. 45, al. 3, Const. féd. Il en est de même de l'acte d'inciter à commettre des crimes anarchistes et de proférer publiquement l'apologie de ces crimes.

A. Par arrêté du 7 janvier 1907, le Département de Justice et Police a retiré à Louis Bertoni l'autorisation de séjourner dans le canton de Genève, et lui a enjoint de se retirer du canton dès le 26 janvier 1907. Cet arrêté, rendu en application de l'art. 19, § 1, de la loi genevoise du 14 octobre 1905, sur les permis de séjour et d'établissement, et de l'art. 45, al. 3, Const. féd., est basé sur ce que Bertoni a subi les deux condamnations suivantes :

a) Condamnation prononcée le 13 novembre 1902, par la Cour de Justice correctionnelle de Genève, à une année d'emprisonnement, pour avoir été le provocateur de personnes qui ont tenté de s'opposer avec violence à l'exécution de la loi ; pour atteinte au libre exercice du travail ; pour contravention au règlement de police sur la tranquillité publique ;

b) Condamnation prononcée le 27 novembre 1906, par la Cour pénale du Tribunal fédéral, à un mois d'emprisonnement, pour le délit prévu par la loi fédérale du 30 mars 1906 sur les crimes anarchistes.

Ensuite de recours de Bertoni, le Conseil d'Etat de Genève a, en date du 5 février 1907, décidé de suspendre l'exécution de l'arrêté pris par le Département de Justice et Police, Bertoni bénéficiant, jusqu'à nouvel ordre, d'autorisations de séjour renouvelables tous les trois mois.

Bertoni ayant demandé au Conseil d'Etat si son arrêté du 5 février 1907 constituait un retrait définitif d'établissement, il lui a été répondu, par lettre du 19 février 1907, que cet arrêté n'avait pas rapporté la décision du Département de Justice et Police, en date du 7 janvier 1907, mais en avait simplement suspendu les effets.

B. Bertoni a, en temps utile, formé un recours de droit public

auprès du Tribunal fédéral, concluant à ce que ce soit l'arrêté du Département de Justice et Police du 7 janvier 1907, et, sur l'arrêté du Conseil d'Etat du 5 février 1907, et, sur — pour le cas où son recours serait écarté, — à ce que le Conseil d'Etat de Genève ne puisse porter aucune entrave au séjour de Bertoni sur son territoire.

Ce recours est motivé, en résumé, comme suit :

Bertoni conteste le caractère grave des délits qui ont entraîné ses deux condamnations. En ce qui concerne la première, il cherche à montrer que c'est par une application extensive des art. 91 et 106 du Code pénal genevois qu'elle a été prononcée contre lui; il n'aurait dû être condamné que pour contravention de police exigeant, pour tout cortège sur la voie publique, une autorisation préalable. Ce n'est incontestablement pas un délit grave, au sens de l'art. 45 Const. féd. D'une façon générale, un délit de grève ne peut avoir une portée assez grave pour justifier l'expulsion d'un citoyen suisse.

Quant à la deuxième condamnation, elle a été prononcée en vertu d'une loi d'exception dont il convient de ne pas aggraver les effets par un arrêté d'expulsion. Si le délit avait été jugé pénalement, il aurait sans doute privé Bertoni de ses droits de séjour qu'elle n'a pas fait. Au surplus, il est douteux qu'une décision prononcée par la justice fédérale puisse justifier une expulsion cantonale.

Enfin, les art. 25 et 26 de la loi genevoise du 14 janvier 1906 sur la police des étrangers, qui prévoient des peines d'expulsion pour les personnes expulsées qui rentreraient dans le canton, sont en violation du principe de la garantie de libre circulation accordée à tous les citoyens suisses.

C. Dans sa réponse au recours, le Conseil d'Etat reconnaît deux des faits reconnus constants par le jury, et qui, avec la première condamnation de Bertoni, démontrent, à l'appui de son recours, un mépris marqué des lois, et doivent donc être considérés comme de graves, au sens donné à ce mot par la jurisprudence du Tribunal fédéral relative à l'art. 45 Const. féd. L'apologie de Bertoni pour laquelle la Cour pénale fédérale a condamné Bertoni constitue donc un délit grave. Le message du Conseil fédéral du 22 mars 1906 (F. f. 1905, V, pages 810 et suivantes) mentionne le délit de « particulièrement dangereux ». L'expulsion prononcée par le Département de Justice et Police, et motivée

d'un permis de séjour ne saurait n regard de l'art. 45, al. 3, Const. féd. n'a pas invoqué cette circonstance à l

III. La question qui se pose est a été, « à réitérées fois, puni pour de Const. féd.). L'arrêté d'expulsion i prononcées par la Cour de Justice par la Cour pénale fédérale. Quoiqu ait été prononcée par une autorité évidemment entrer en ligne de com du territoire genevois, cela d'autant vée a été commis à Genève.

Il reste donc simplement à exam Bertoni a été condamné peuvent être Il résulte de la jurisprudence cons que du Tribunal fédéral (voir, entre du Tribunal fédéral dans les affaire *off.*, XXI, page 671 ; Kost, 18 mars 8 avril 1897, XXIII, page 508 ; Hais page 452). que, dans cet examen, l' se laisser guider par des distinctions pénales cantonales, ni par l'importa pour le délit, ou dont le délinquant doit bien plutôt rechercher si les dé dangereux, s'ils portent une atteinte sécurité publiques.

Si l'on applique ce critère aux c par Bertoni, il n'est pas douteux q nées n'apparaissent comme graves.

En ce qui concerne la première 1902 à la suite de la grève générale Tribunal fédéral n'a pas à rechercher le recourant, si c'est à bon droit c peut que s'en tenir aux faits admis correctionnelle. Dès lors, il y a lieu provoquer à l'émeute et d'exciter de libre exercice du travail des ouvrie délit de nature tout spécialement sécurité publique et, par conséquent l'art. 45, al. 3, Const. féd.

Ce caractère de gravité se retrouve égale a entraîné la seconde condamnation de Bertoni connu coupable d'avoir incité à commettre et d'avoir fait publiquement l'apologie de d'actes de ce genre, qui se caractérisent co à l'assassinat et qui tendent au bouleverse est suffisamment attestée par le fait qu'on consacrer une loi spéciale à leur répression dont Bertoni a été frappé est relativement f rait prendre la quotité de la peine comme m délit ; la considération de la vie privée irrép du désintéressement de ses mobiles a pu m indulgence dans l'application de la peine ; m constances qui ne diminuent en rien la d anti-sociale des actes commis par lui.

Les délits pour lesquels Bertoni a été co ses se révélant comme graves, la conclusion tendant à ce que l'arrêté d'expulsion soit ar comme mal fondée.

IV. Il n'y a pas lieu d'entrer en matière s diaire du recourant, qui n'a pas d'intérêt act et 26 de la loi du 14 octobre 1905, dont il co nalité, n'ont encore reçu aucune application

Par ces motifs, le Tribunal fédéral pronc principale du recours est écartée.

II. Il n'est pas entré en matière sur la co

COUR DE JUSTICE CI

AUDIENCE DU 11 MAI 1906

Présidence de M. GRAX.

Opposition à état de dépens ; art. 120 pr. civ. ; p défaut d'essai de conciliation ; art. 67 pr. civ jugement rendu en dernier ressort ; appel ; 1^o 120 ; caractère de l'opposition à taxe ; inappli civ. ; réforme.

Geissmann contre Chevassus

L'opposition à taxe est une action toute cédure est réglée par les art. 118 à 120 pr. point la demande personnelle et mobilière civ. et soumise à l'essai préalable de conci

Par jugement du 13 novembre 1906, le Tribunal de première instance a admis que sieur Chevassus, en sa qualité, avait un droit de rétention sur les objets mobiliers saisis par Th. Geissmann au préjudice d'une tierce personne. Il a condamné Geissmann aux dépens de l'instance.

L'état des dépens, arrêté par le juge à la somme de 156 fr. 05, a été signifié à Geissmann en même temps que le jugement, le 24 décembre 1906.

Par exploit du 10 janvier 1907, soit dans le délai fixé par l'art. 120 pr. civ., Geissmann a fait opposition à l'état des dépens. Cette opposition a été faite dans la forme fixée par l'art. 120 pr. civ. Geissmann demandant que la somme de 156 fr. 05, fixée par le juge pour les dépens, soit ramenée à 115 fr. 35.

Le défendeur Chevassus a soutenu que l'instance était irrecevable ; qu'il s'agissait d'une demande personnelle et mobilière d'une valeur inférieure à 250 francs, soumise, dès lors, à l'essai préalable de conciliation (art. 6 pr. civ.) ; que l'action en opposition à taxe n'est pas dans les exceptions prévues à l'art. 7 pr. civ.

Par jugement du 5 avril 1907, le Tribunal a déclaré la demande de Geissmann irrecevable ; l'a renvoyé à mieux agir et l'a condamné aux dépens.

Le Tribunal a admis que l'action en opposition à taxe était une action de nature personnelle et mobilière, puisqu'il s'agit, en l'espèce, du paiement d'une somme d'argent ; qu'elle rentre dans le cadre de l'art. 6 al. 3, pr. civ. ; qu'aucune des exceptions prévues par l'art. 7 ne se rencontrait en l'espèce.

Par exploit du 13 avril, Geissmann a appelé du jugement rendu par le Tribunal de première instance.

Il soutient que les premiers juges ont appliqué à tort l'art. 6 pr. civ. et violé les art. 119 et 120 de la même loi.

Chevassus q. q. a, estimant que le jugement est rendu en son ressort, et ne viole aucune disposition de la loi, conclut à l'admission de l'appel et à la condamnation de l'appelant aux dépens et à 10 francs de dommages-intérêts.

Question :

L'appel est-il recevable et fondé ?

L'opposition à taxe est une action toute spéciale dont la forme est réglée par les art. 118 à 120 de la loi de procédure. Elle n'est pas une demande personnelle et mobilière prévue par l'art. 6 pr. civ. et soumise à l'essai préalable de conciliation.

Geissmann ne
tion ou la propri
forme indiquée p
juge ; l'opposition
contre une décis

Un essai préa
opposition à taxe,
aux dépens a été
liquidé par le ju
titre exécutoire (e
un recours contr
délai prévu par l'
accélérées, avec l

Au surplus, les
principale. Il ser
conciliation sur le
lières supérieures
n'était pas obliga

C'est donc à to
était applicable e
même loi.

L'appel est don
intentée par Gei
renvoyée aux pre

Par ces motifs
Geissmann, conti
de première insta

Au fond, réfor
clare l'action de

**Demande d'interdic
de famille ; déci
bres, d'appuyer la
appel ; confirmat**

*Aux termes de
instance seul qu'
articulés par le d*

*a rendu son ordonnance, le juge
seil de famille pour délibérer su*

Par requête du 11 septembre 1906, le Tribunal de première instance que son fils atteint d'aliénation mentale ; qu'il de santé, où son état s'était amélioré en 1902, le Tribunal de première instance de W.-E. V. sous conseil judiciaire des actes de W.-E. V. révélaient de démence et absolument inconscient sans l'autorisation de son conseil et refusé d'entrer en communication qu'il n'était pas capable de se défendre que le requérant offrait de produire l'esprit de son fils.

Il a demandé au Tribunal d'ordonner la nomination d'un conseil de famille de W.-E. V., pour qu'il soit en mesure de faire la demande d'interdiction, pour être autorisée à agir.

Par jugement du 13 septembre 1906, le Tribunal « n'empêche » du Procureur général de W.-E. V., formé selon le son avis sur la demande d'interdiction.

Le conseil de famille s'est réuni le 14 septembre 1906, d'avis unanime (un membre du conseil de W.-E. V. se trouvait dans un état d'incapacité à administrer sa personne et à faire prononcer son interdiction) le conseil, s'est associé à cette décision.

Le 13 octobre 1906, l'ordonnance du 13 septembre 1906, et le procès-verbal de la délibération ont été signifiés à W.-E. V.

L'interrogatoire a eu lieu le 14 octobre 1906, par le substitut du Procureur général.

L'affaire a été ensuite appointée au 15 octobre 1906, sa première écriture, le défendeur a été invité à préciser les faits qu'il entendait invoquer pour l'interdiction dirigée contre lui. et de produire ses pièces.

le demandeur ayant formulé une offre de preuve sous quatorze le défendeur fit remarquer que la procédure suivie n'était gulière, que la demande n'était pas recevable. Il conclut à la recevabilité de la demande. Il soutient qu'en tout cas cette demande n'était pas fondée, et que la preuve offerte n'était pas faite.

Ministère public a conclu à la nomination de trois experts, afin de dire si W.-E. V. était dans un état mental tel qu'il fût capable de diriger sa personne et de gérer ses biens.

En ce qui concerne la recevabilité de la demande, le Ministère constate que la requête contient des faits détaillés ; que, cependant, les pièces justificatives n'ont pas été jointes à la requête, les témoins n'y ont pas été indiqués en conformité de l'art. 454 pr. ; que la procédure de l'art. 454 n'est pas prescrite à peine de nullité ; que l'exception n'a pas été soulevée d'entrée de cause, et qu'il y avait lieu de la repousser, vu l'art. 493 C. civ.

En fait, au fond, le Ministère public estime qu'il vaut mieux recourir à une expertise médicale qu'à une enquête.

Par son jugement du 4 mars 1907, le Tribunal de première instance a rejeté J. V. de ses conclusions, tant principales que subsidiaires, et l'a condamné aux dépens.

Le jugement est, en substance, motivé comme suit :

la recevabilité de la demande :

La requête du 11 septembre 1906 ne satisfait pas aux exigences de l'art. 454 pr. civ. ; il est constant que le conseil de famille a agi, outre, soit qu'il n'ait point remarqué l'irrégularité, soit qu'il l'ait négligée.

Le fait ne saurait entraîner l'irrecevabilité de l'instance, le Tribunal n'étant point lié par l'avis émis par le conseil de famille.

En fait, au lieu de retenir des critiques, justes en principe, formulées par le défendeur, le fait que l'unanimité du conseil de famille a été obtenue sans justification ou offre de justification précise.

En fait, au fond :

Le interrogatoire fait par le Tribunal est favorable au défendeur, et révèle un homme conscient de ses actes.

La même impression du Tribunal est identique, non seulement à l'égard de tous les magistrats devant lesquels V. a comparu (?), mais aussi à l'égard des spécialistes qui l'ont suivi.

Le demandeur n'a produit aucune pièce à l'appu

Par contre, il résulte des pièces de procédu commission rogatoire, jugement du 6 mai 1902, r dame, jugement du 3 novembre 1905, procédure qu'en 1902, alors que le défendeur était interné, il de l'interdire ; qu'en 1905, une expertise judiciair sence de tout trouble mental.

Le demandeur devait indiquer, et le conseil d qu'on lui indiquât des faits précis postérieurs au j ou au moins au 6 juin 1902, faits de nature à étab deur, un état habituel d'imbécillité, fureur ou dé preuve n'est pas pertinente, parce qu'elle a trait antérieurs, soit à des faits ne pouvant entraîner l'

Il est douteux que l'expertise puisse être ordon que les pièces produites et l'interrogatoire du d point insuffisants, mais tendent à faire rejeter la d cas, pour procéder à l'expertise, il faudrait avoir blable, — ce qui n'est pas, — l'état de démence ou défendeur.

Par exploit du 25 mars 1907, J. V. a fait ap rendu par le Tribunal.

Il reprend, devant la Cour, ses conclusions pri diaires de première instance. Il conclut aussi s une expertise.

L'intimé conclut à la confirmation du jugeme

Bien que le Ministère public et le Tribunal aien procédure suivie n'était pas régulière, ils n'ont p tion d'irrecevabilité soulevée par W.-E. V, en p Comme W.-E. V. ne reprend pas cette exception confirmation du jugement qui l'a repoussée, il l'examiner.

La Cour, toutefois, ne saurait partager à cet é Tribunal, qui fait grief au conseil de famille d'a sans remarquer l'irrégularité de la requête.

Aux termes de l'art. 455, en effet, c'est au T appartient d'examiner la pertinence des faits ar mandeur en interdiction, et une fois que le Trib ordonnance, le Juge de paix doit convoquer le pour délibérer sur la requête admise par le Trib

C'est donc ce dernier, et non le conseil de fa

s faits non suffisamment précis et pertinents, arrêter

nd :

t que c'est à tort qu'à deux reprises le Tribunal.
ment, s'est appuyé sur l'impression qu'auraient eue
de la Cour, lors d'une demande en mainlevée de
ure formée par W.-E. V. ;

cedure suivie par la Cour a été celle prévue par la
Cour n'a pas eu à donner son avis sur l'opportunité
nde, puisque celle-ci a été retirée ;

pour le surplus, les motifs des premiers juges ;

tifs, la Cour... Au fond, confirme...

RÉSUMÉ D'ARRÊT

COLLOCATION. — La transaction passée par une masse
r mettre fin au procès que l'un des créanciers du failli
té en vue d'obtenir la modification de l'état de collo-
qui le concernait lui-même, est de nature, de même
ement proprement dit de la masse aux conclusions
t, à lier tous les autres créanciers individuellement.
x-ci ne saurait donc ouvrir une nouvelle action pour
de collocation rectifié conformément à la transac-
ie.

édéral, 22 décembre 1902, masse Schædeli c. Schæ-

AVIS

*avocats, agents d'affaires, etc., sont avisés
ont se procurer les numéros de la Semaine
ontenant les arrêts ou jugements qu'ils vou-
ndre, aux prix réduits de fr. 0.30 par 50
et de fr. 0.25 par 100, à la condition de les
D'AVANCE.*

Ep J J
11/17

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne en son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Bel : loyer ; sursis concordataire puis faillite du locataire ; production ; admission partielle seulement des prétentions du créancier gagiste ; action en rectification de l'état de collocation ; rejet ; recours en réforme ; confirmation. — *Courvoisier c. Lehrian :* avocat ; note taxée ; poursuite ; refus de mainlevée définitive ; art. 59, 61 Const. féd. ; art. 81, 182 L. P. ; recours ; nature juridique d'une taxe de frais ; rejet. — (*Chambre des poursuites et des faillites.*) *Dame Favre :* poursuites ; saisie ; paiement de la créance par une caution ; subrogation d'icelle aux droits du créancier en cours de poursuite ; plainte du débiteur ; demande d'annulation d'une réquisition de vente ; art. 185, 190, 507, 604 C. O. ; rejet ; décision confirmée par le Tribunal fédéral. — *Cour de justice civile.* *Dame Ducimetière c. Hund et autres :* immeuble ; compromis de vente ; action en exécution ; consentement de la femme mariée prétendu irrégulier ; rejet de l'exception ; appel ; 1° validité du compromis ; forme de l'autorisation maritale ; art. 75, loi du 20 mars 1880 ; 2° rejet d'une clause non acceptée par la femme ; 3° offre de la femme de passer un acte authentique déclarée satisfaisante ; réforme partielle. — *X. c. Dme Lemaire :* plainte pénale ; porté-fort de l'avocat du prévenu ; retrait de plainte ; action en paiement du porté-fort ; admission ; appel ; confirmation.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 15 MARS 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Loyer ; sursis concordataire puis faillite du locataire ; production ; admission partielle seulement des prétentions du créancier gagiste ; action en rectification de l'état de collocation ; rejet ; recours en réforme ; mode de calcul de la période privilégiée ; confirmation.

Bel.

I. Le point de départ pour le calcul de l'année écoulée et de l'année courante, dont le loyer est garanti par le droit de rétention prévu à l'art. 294 C. O., c'est le dernier terme de loyer échu avant l'événement qui donne lieu à l'exercice du droit de rétention.

II. Lorsqu'une déclaration de faillite a été précédée d'un sursis concordataire, l'événement qui donne lieu à l'exercice du droit est le jugement de faillite, et non celui accordant le sursis ; l'état de sursis où se trouve un débiteur et la faillite prononcée à l'encontre de ce dernier, sont, en effet, deux faits juridiques absolument distincts et qui ne sauraient être confondus.

A. Par contrat de bail, du 30 mars 1903, Frédéric Bel, propriétaire, à Genève, a loué à François Bonzanigo, au même lieu, différents locaux, situés en dite ville, pour une durée de vingt ans, dès le 1^{er} juin 1904, le prix du bail étant fixé à la somme de 15,000 fr. par an (pour les dix premières années), et à celle de 18,000 francs (pour les dix années suivantes), et étant payable par trimestre et d'avance, soit aux échéances des 1^{er} juin, 1^{er} septembre, 1^{er} décembre et 1^{er} mars.

Par convention du 21 mars 1904, de nouveaux locaux vinrent s'ajouter à ceux loués à Bonzanigo, et le prix du bail fut élevé de 2000 francs par an (pendant les dix premières années) et de 2400 fr. (pendant les dix années suivantes).

Ultérieurement encore, à une date que le dossier ne permet pas de préciser, le prix du bail fut élevé de 900 francs par an, en raison de différents travaux réclamés, semble-t-il, par le locataire, et exécutés par le propriétaire; et il fut porté ainsi à la somme de 17,300 francs par an, ou de 4325 francs par trimestre, sous réserve encore du paiement par Bonzanigo de diverses contributions (pour l'eau, l'assurance contre le bris des glaces, etc.).

B. Le 26 août 1905, Bel faisait notifier à Bonzanigo (poursuite n° 70489) un commandement de payer: a) pour loyer au 31 août 1905, la somme de 9922 fr. 35, avec intérêts au 5 % du 22 dit; b) pour loyer à courir, dès le 31 août 1905 au jour de l'évacuation des locaux, la somme de 4250 francs (indiquée ici, par erreur, au lieu de celle de 4325 francs, par trimestre). Ce commandement, auquel le débiteur ne fit aucune opposition, et qui renfermait la double menace de résiliation de bail et d'expulsion du débiteur, à défaut de paiement dans les trente jours, fut retourné le 11 septembre 1905 au créancier. Celui-ci, toutefois, ne continua point cette poursuite, se contentant de recevoir de son débiteur certains acomptes.

Le 23 décembre 1905, Bonzanigo obtint d'être mis au bénéfice d'un sursis concordataire de deux mois, qui, par ordonnance du 2 février 1906, fut prolongé de deux mois encore. Le 8 janvier 1906, Bel se fit inscrire à ce sursis comme créancier d'une somme de 16,272 fr. 35, au 1^{er} mars 1906, et d'un an de loyer à partir de cette date, par 17,300 francs, soit, au total, d'une somme de 33,572 fr. 35, que Bonzanigo reconnut devoir. Toutefois, par jugement du 20 juin 1906, le Tribunal de première instance décida qu'il n'y avait pas lieu d'homologuer le concordat proposé par Bonzanigo à ses

créanciers ; ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour de Justice civile du 14 juillet 1906.

C. Mais, la veille déjà de cet arrêt, soit le 13 juillet 1906, Bonzanigo était déclaré en faillite.

Bel demanda alors à être admis au passif de la masse, comme créancier gagiste (soit au bénéfice du droit de rétention du propriétaire) : *a*) pour loyer au 1^{er} septembre 1906, d'une somme de 25,022 fr. 35 ; *b*) pour loyer du 1^{er} septembre 1906 au 1^{er} septembre 1907, de 17,300 francs ; *c*) pour eau et assurance, 1905 et 1906, de 218 fr. 65 ; *d*) pour frais judiciaires, de 18 francs ; total, 42,559 fr. Ultérieurement, Bel fit auprès de la masse une production complémentaire pour une somme de 15 francs (frais d'appel dans l'instance relative au concordat).

Mais, l'administration de la masse, dans son état de collocation du 18 septembre 1906, n'admit l'inscrivant que jusqu'à concurrence d'une somme de 38,309 francs, soit : *a*) comme créancier gagiste, pour le loyer du 1^{er} juin 1905 au 1^{er} juin 1906, compté à 17,450 fr. ; pour le loyer du 1^{er} juin 1906 au 1^{er} juin 1907, compté à 17,300 fr. ; et pour eau et assurance, 218 fr. 65 ; ensemble, 34,968 fr. 65, sous réserve, toutefois, de réduire cette somme, lors et en raison de l'évacuation des locaux avant le 1^{er} juin 1907 ; *b*) en cinquième classe, pour 3340 fr. 35, représentant, par 3322 fr. 35, le solde du loyer redû du trimestre du 1^{er} mars au 1^{er} juin 1905, et par 18 francs des frais judiciaires.

D. C'est ensuite de ces faits que Bel a, en temps utile, ouvert action contre la masse, en concluant, en définitive, à ce qu'il plût au Tribunal : « 1. Ordonner la rectification de l'état de collocation dressé par l'Office des faillites, en ce sens que Bel sera admis au passif de la faillite Bonzanigo comme bailleur, avec privilège sur le mobilier garnissant les locaux loués, ou sur son prix, à concurrence de la somme de 3340 fr. 35 » ; 2. lui donner acte de ses réserves quant aux dommages-intérêts à lui dus pour résiliation anticipée du bail ; 3. condamner la masse aux frais et dépens du procès.

La masse conclut au rejet de la demande, comme mal fondée, sous suite de tous dépens.

En cours d'instance, les locaux furent évacués par la masse, et Bel en reprit possession le 30 septembre 1906.

E. Successivement, les deux instances cantonales, — la Cour de

Justice civile de Genève, par arrêt du 2 février 1906, aux parties le 4 dit, — ont débouté le demandeur et l'ont condamné aux frais du procès.

F. C'est contre le dit arrêt que, par mémoire en temps utile (art. 250, al. 4, L. P. et 65 a déclaré recourir en réforme auprès du Tribunal reprenant, toutefois, des conclusions présentées en instances cantonales, que celles sous chiffres ci-dessus).

L'intimée a conclu au rejet du recours, comme en suite de dépens.

Arrêt.

En droit : Bien que, par suite de l'avis contraire dans le commandement de payer du 26 août 1905, le paiement par le débiteur dans les trente jours parties se soit trouvé résilié dès le 26 septembre 1905, les intimées sont d'accord pour considérer cette résiliation comme nulle et pour discuter de toutes choses sur ce point, le Tribunal fédéral se trouve ainsi divisé. Et la seule question qui divise actuellement est celle de savoir ce qu'il faut entendre par « l'année courante », au sens de l'art. 294 C. O. Les parties admettent d'ailleurs, — et avec raison, — former le point de départ pour le calcul de l'année courante, dont le loyer est garanti par l'art. 294 précité, c'est le dernier terme de l'événement qui donne lieu à l'exercice du droit de rétention. Elles sont en désaccord sur ce qui, en l'espèce, constitue cet événement. Le recourant prétend que l'année courante, pour laquelle le droit de rétention de l'art. 294 C. O., vis-à-vis la masse, doivent se compter à partir du dernier 23 décembre 1905, date à laquelle Bonzanigo a été concordataire; comme année écoulée, il prétend considérer celle du 1^{er} décembre 1904 au 31 décembre 1905, comme année courante, celle du 1^{er} décembre 1905 au 31 décembre 1906, de telle sorte qu'il serait au bénéfice de la rétention tant pour le solde de loyer du trimestre échu le 31 décembre 1905, comprenant les mois de mars, avril et mai (pa-

exactement, 3322 fr. 35), que pour tout le surplus des loyers à lui dus dès le 1^{er} juin 1905, suivant compte à arrêter au 30 septembre 1906.

Pour l'intimée, au contraire, ainsi que pour les deux instances cantonales, l'année écoulée et l'année courante doivent être comptées à partir du dernier terme échu avant le jugement déclaratif de faillite (du 13 juillet 1906) et comprennent ainsi, l'une, la période du 1^{er} juin 1905 au 31 mai 1906; l'autre la période du 1^{er} juin 1906 au 31 mai 1907, de telle sorte que le bail étant, en réalité, arrivé à expiration le 30 septembre 1906, le droit de rétention du recourant n'existe que pour le loyer du 1^{er} juin 1905 au 31 mai 1906 et celui du 1^{er} juin 1906 au 30 septembre suivant, tandis que, pour le solde du loyer du trimestre du 1^{er} mars au 31 mai 1905, le recourant ne demeure qu'un simple créancier chirographaire.

En l'état de notre droit, force est bien de reconnaître que la question doit être résolue ainsi qu'elle l'a été devant les instances cantonales. C'est avec raison, en effet, que ces dernières ont considéré l'état de sursis où se trouve un débiteur et la faillite prononcée à l'encontre de ce dernier comme deux faits juridiques absolument distincts, et qui, par conséquent, ne sauraient se confondre l'un dans l'autre ou l'un avec l'autre (voir *Rec. off.*, XXVI, II, n° 27, consid. 5, page 197). Après être intervenu au sursis, pour y exercer *éventuellement* le droit de rétention qui lui compétait alors, le recourant a dû constater l'inutilité de cette intervention, tout au moins en tant que celle-ci était destinée à lui procurer le paiement de sa créance, et il est intervenu alors dans la faillite pour y exercer, non plus le droit de rétention qu'il pouvait posséder à une époque quelconque antérieure à la faillite, mais bien celui qu'il possédait à ce moment-là, c'est-à-dire lors de l'ouverture de la faillite. Le recourant ne serait fondé à calculer comme il le voudrait faire, que si, en droit suisse, le concordat proposé par un débiteur à ses créanciers, après sursis et non homologué, entraînait nécessairement et fatalement, comme en droit anglais, la faillite du débiteur, ou si une disposition formelle de la loi l'y autorisait; mais, ni l'une ni l'autre de ces conditions ne se rencontre; en droit fédéral, en effet, le débiteur non sujet à la poursuite par voie de faillite ne peut être déclaré en état de faillite, simplement parce que le sursis qu'il avait obtenu a été révoqué, ou que le concordat proposé par lui à ses créanciers n'a pas été homologué, et le débiteur sujet à ce mode de poursuite n'est, lui, déclaré en état de faillite que si l'un de ses créanciers le

requiert, et cela encore, éventuellement (L. P.); ainsi le sursis révoqué, ou le (après sursis), ne se résout pas, *ipso jure*, par la déclaration de faillite; lors donc que la faillite l'on se trouve en présence d'une situation qui n'est, ni la suite, ni même la conséquence créée par l'actio du sursis. D'autre part, le fait d'aucune disposition légale capable de justifier les suspensifs prévus à l'art. 297 L. P., par son application en l'espèce, puisqu'aussi bien, il n'y a ni prescription ou de péremption, et que tout simplement le maximum d'étendue du droit du propriétaire ou le maximum d'étendue du droit du locataire au bénéfice de ce privilège.

Le recourant se plaint de ce que le sursis est venu l'empêcher de continuer les poursuites commencées contre ce dernier, mais c'est l'effet, exercé de poursuites, le 26 août 1904, qu'au moment où celui-ci était déjà en défaut de trois termes de loyer, où il devait effectuer le 1^{er} décembre 1904 et les deux termes de mars et 1^{er} juin 1905, et où il allait devoir effectuer celui du 1^{er} septembre 1905. Puis, une ordonnance de mandement de payer du 26 août 1905, le recourant a attendu encore à peu près un an pour faire contre son locataire, tandis que, si que la loi lui permettait, il aurait pu arrêter les poursuites. La question, d'ailleurs, n'est pas pour le rejet du recours, c'est que le sursis est en suspensifs que ceux prévus à l'art. 297 L. P., par son application en l'espèce.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral rejette le recours écarté....

AUDIENCE DU 2

Présidence de

Avocat; note taxée; poursuite; ref.
61 Const. féd.; art. 81, 183 L. P.
taxe de frais; rejet.

Courvoisier co

*Le prononcé par lequel le juge
note d'honoraires présentée par
tivement, en vertu des tarifs ca
de cette note. Mais, il ne peut
cette note est due par le client.*

*Cette dernière question ne peu
distinct, pour lequel le débiteur
Const. féd.*

*Un pareil prononcé ne saura
« jugement civil définitif » (art. 6
tité et l'exigibilité de la créance
levée définitive de l'opposition.*

A. L'avocat Courvoisier a été
au nom de celui-ci, un procès o
procès étant terminé, le recours
d'honoraires et de déboursés, s'é

Lehrian a adressé, pour modère
Tribunal du district de Bienne, le
1905, arrêtée à la somme de 800
173 fr. 70 d'acomptes payés par l
Aucun recours n'a été exercé con

Le 8 janvier 1906, l'avocat Cou
un commandement de payer de 62
totale.

Le 2 février 1906, l'avocat Cou
Tribunal du district de Lausann
opposition. Suivant décision du
refusé la mainlevée définitive et
de l'opposition de Lehrian. Cett
tance, comme suit : D'une part,
peut être considéré comme un ju
d'obtenir mainlevée définitive. D
bénéfice d'une reconnaissance de d
qui a requis la modération et r
dette.

l'avocat Courvoisier a recouru au Tribunal cantonal vaudois contre cette décision, concluant à ce que la mainlevée définitive soit prononcée.

Par l'arrêt du 26 mars 1906, le Tribunal cantonal a écarté le recours comme non fondé, et ce pour les motifs ci-après :

Le juge chargé de statuer sur un litige est compétent pour fixer le montant des notes d'honoraires des avocats des parties ; mais, inversement, il est incompétent pour dire si la créance d'un avocat, le montant de ses honoraires, existe, c'est-à-dire si son client est tenu de payer ces honoraires ; car, sur ce point, n'entrent en ligne de compte que les rapports personnels existant entre client et avocat, rapports qui doivent être discutés dans un procès distinct ; dans le procès, le client jouit, comme débiteur, de la protection de l'art. 59 Const. féd., qui lui garantit le for du domicile.

Or, le prononcé du Président du Tribunal du district de Yverdon a uniquement, en droit fédéral, la signification d'un prononcé portant le chiffre de la note d'honoraires de l'avocat Courvoisier, et non pas celle d'un jugement établissant l'obligation de Lehrian de payer le montant fixé. Ce n'est donc pas un jugement définitif, au sens de l'art. 61 Const. féd., et Lehrian, résidant à Lausanne, était en droit de soulever contre la demande de mainlevée l'exception prévue à l'art. 81, al. 2, L. P., eu égard à l'absence de l'art. 59 Const. féd.

Le prononcé ne constituait, d'ailleurs, pas, non plus, une reconnaissance de dette, au sens de l'art. 82 L. P., et la mainlevée proposée par l'opposition n'aurait pas davantage pu être accordée au Lehrian s'il eût recouru, ce qu'il n'a pas jugé utile de faire.

C'est contre cet arrêt que l'avocat Courvoisier a, en temps et lieu, recouru au Tribunal fédéral, en concluant à ce que celui-ci annule la décision du Tribunal cantonal vaudois du 26 mars 1906 et ordonne l'exécution du jugement du Président du Tribunal de Yverdon du 4 octobre 1905...

(Abrégé.)

Il faut noter : 1. Le Tribunal fédéral a eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'indiquer quelle portée il convient d'attribuer, au point de vue du droit fédéral, au prononcé par lequel le juge dont relève un débiteur ordonne la note d'honoraires présentée par l'avocat à son service. Il a constamment reconnu qu'un tel prononcé fixe définitivement, en vertu des tarifs cantonaux en vigueur, le montant de la

note d'honoraires, mais qu'il ne peut trancher la question de si cette note, dont le montant se trouve ainsi définitivement *est due* par le client. Cette dernière question ne peut être que par un procès distinct, pour lequel le débiteur jouit de la garantie de l'art. 59 Const. féd. Le prononcé de modération ne doit donc être envisagé comme un « jugement civil définitif » (Const. féd.) constatant à la fois la quotité et l'exigibilité de la créance et permettant, par conséquent, d'obtenir la mainlevée définitive de l'opposition faite par le débiteur poursuivi.

En l'espèce, il n'y a aucune raison pour se départir de ces principes — exposés par le Tribunal fédéral, entre autres, dans *Vögtlin c. Gut* (22 novembre 1905, *Rec. off.*, XXXI, 1, par consid. 2) Le fait, relevé par le recourant, que c'est le client qui a demandé la modération ne modifie en rien la nature juridique du prononcé. On ne saurait, en particulier, admettre qu'en provoquant cette modération, le client a entendu reconnaître le principe de la dette et renoncer à se prévaloir de l'art. 59 Const. féd. qui lui garantit le for de son domicile pour l'action en paiement de la note d'honoraires.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est écarté...

(Chambre des poursuites et des faillites.)

AUDIENCE DU 7 MAI 1907.

Présidence de M. SOLDATI.

Poursuites ; saisie ; paiement de la créance par une caution ; satisfaction d'icelle aux droits du créancier en cours de poursuite ; du débiteur ; demande d'annulation d'une réquisition de l'art. 185, 190, 507, 604 C. O. ; rejet ; décision confirmée par le Tribunal fédéral.

Dame Favre.

Le cessionnaire d'une créance peut continuer la poursuite ouverte par le cédant ; il n'est pas obligé d'en entreprendre une nouvelle.

A. Le 5 septembre 1906, la Banque populaire suisse a réglé au recourant le paiement de la somme de 10,238 francs, intérêts compris, pour solde de compte courant, en vertu d'un crédit garanti par le cautionnement solidaire de deux personnes, Alice Favre, fille de la débitrice.

Les 2 et 15 octobre 1906, l'Office des poursuites a saisi, à l'occasion de la Banque populaire suisse, des meubles et des immeubles appartenant à la débitrice.

Le 21 janvier 1907, la Banque populaire, ayant été désintéressée par demoiselle Alice Favre, délivra à celle-ci un acte de subrogation, pour la somme de 10,540 fr. 55 payée par elle.

Le 21 février 1907, demoiselle Alice Favre ayant requis, la veille, la vente des meubles saisis, l'Office des poursuites adressa à la débitrice un « avis de réception de la réquisition de vente ». Cet avis contenait la remarque suivante : « Le lieu et la date de la vente seront annoncés ultérieurement. »

B. C'est à ce propos que dame Favre recourut à l'Autorité cantonale de surveillance, en demandant l'annulation de la réquisition de vente émanant de demoiselle Alice Favre. La recourante estimait que cette dernière, quoique cessionnaire de la Banque populaire, aurait dû recommencer la poursuite, afin de permettre à la débitrice de lui opposer les exceptions prévues à l'art. 504 C. O.

C. L'Autorité cantonale de surveillance a écarté le recours, par le motif que la subrogation légale emporte succession de la caution à tous les droits du créancier, y compris les droits et les avantages résultant d'une poursuite commencée¹.

D. Par mémoire déposé en temps utile, la débitrice a recouru au Tribunal fédéral contre le prononcé de l'Autorité cantonale. Elle fait valoir, en substance, ce qui suit :

1. La succession d'un créancier à un autre n'est pas admise par la L. P.

2. La Banque populaire a été payée. La créance est éteinte. Elle ne peut plus transmettre des droits accessoires attachés à cette créance, qui n'existe plus.

3. En tout cas, la subrogation ne s'étend pas aux droits résultant de la poursuite pour le créancier originaire.

4. Par la décision de l'Autorité cantonale, la débitrice est privée de ses moyens de défense vis-à-vis de la caution. Le moyen tiré de l'art. 85 est insuffisant, il ne garantit pas au débiteur intégralement le droit d'opposer ses exceptions à la caution qui recourt, puisqu'il suppose que le débiteur doit prouver ses moyens de défense par titre.

Arrêt.

I. La question soulevée par le présent recours est celle de savoir si le cessionnaire d'une créance peut continuer la poursuite ouverte

¹ Voir page 327 de ce volume.

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 15 JUIN 1907.

Présidence de M. GRAE.

compromis de vente ; action en exécution ; consentement de la mariée prétendu irrégulier ; rejet de l'exception ; appel ; nullité du compromis ; forme de l'autorisation maritale ; art. 75 loi du 20 mars 1880 ; 2^e rejet d'une clause non acceptée par la femme ; 3^e la femme de passer un acte authentique déclarée satisfaisante ; partie partielle.

Dame Ducimetière, contre Hund et autre.

La validité de l'autorisation maritale prévue par l'art. 75 de la loi du 20 mars 1880, pour la femme même non commune ou séparée de biens, peut résulter du fait que le mari, par son acte, a signé l'acte par lequel l'obligeait sa femme, l'a écrit de sa main.

Après avoir exposé des faits de la cause dans l'arrêt du 19 mai 1906, la Cour se réfère.

Par son arrêt du 12 mars 1907, le Tribunal a joint les causes nos 376 et 4307 du rôle ; a débouté dame Ducimetière de son action en nullité du contrat, tirée du défaut d'autorisation maritale ; a rejeté ses conclusions en résiliation du compromis de vente du 11 août 1904 ; il a déclaré fondée en principe la demande de Richard et Hund, et, préparatoirement, a nommé sieur Paul Grae, géomètre, expert, aux fins de procéder à la confection d'un plan de la parcelle vendue à Richard et Hund par dame Ducimetière ; a ordonné d'indiquer sur le plan l'emplacement du chemin de trois mètres cinquante centimètres de largeur, à établir en conformité des clauses du compromis de vente du 11 août 1904.

Après avoir relevé le surplus de la demande et les dépens.

Par son arrêt du 14 mars 1907, dame Ducimetière a interjeté appel de l'arrêt ; elle en demande la réforme, en tant qu'il l'a déboute de son exception de nullité du contrat du 11 août 1904, par défaut d'autorisation maritale, et qu'il a déclaré fondée, en principe, la demande de Richard et Hund ; elle conclut au déboute de Richard et Hund de toutes leurs conclusions et à leur condamnation aux dépens de première instance et d'appel ; au besoin, elle demande qu'il soit donné acte de la déclaration qu'elle a faite en première instance par écriture du 19 décembre 1904, qu'elle est prête, comme elle l'a toujours été, à passer acte authentique, aux clauses et conditions convenues par elle et intervenues entre les parties, soit celles portées dans le compromis du 11 août 1904, abstraction faite de la clause margi-

Richard et Hund concluent à la confirmation du jugement du 12 mars 1907, et à la condamnation des appelants aux dépens d'appel.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1. L'exception de nullité du compromis de vente, du 11 août 1904, pour défaut d'autorisation maritale est-elle fondée ?

2. La demande de Richard et Hund, suivant exploit du 16 novembre 1904, est-elle fondée ?

3. L'offre de dame Ducimetière de passer l'acte authentique de vente, abstraction faite de la clause marginale du 11 août 1904, est-elle satisfaisante ?

4° *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

L'art. 75 de la loi genevoise du 20 mars 1880 dispose que la femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir, à titre gratuit ou onéreux sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit.

Il résulte de la comparaison personnelle des parties, que l'acte du 11 août 1904 a été écrit de la main de sieur Ducimetière, et que dame Ducimetière l'a ensuite signé.

Sieur Ducimetière a donc participé à la formation de l'acte du 11 août, puisqu'il a lui-même créé le contrat de vente, conjointement avec sa femme.

S'il est vrai que sieur Ducimetière n'a pas signé cet acte, il est constant qu'il a fourni son concours pour sa rédaction, et, dans ces circonstances, l'autorisation maritale prévue par la loi est justifiée.

C'est, dès lors, avec raison, que les premiers juges ont débouté dame Ducimetière de son exception de nullité du compromis de vente du 11 août 1904, pour défaut d'autorisation maritale, et, sur ce point, leur jugement doit être confirmé.

Sur la deuxième question :

Par leurs conclusions introductives, Richard et Hund ont demandé que le jugement à intervenir tiendrait lieu d'acte authentique de vente entre les parties, aux clauses et conditions convenues, et notamment avec la réserve d'un droit de passage sur la pièce d'en bas, au moyen d'un chemin d'une largeur de trois mètres cinquante centimètres, à établir dans un délai de dix-huit mois.

Or, la Cour constate que la clause relative à ce chemin figure en marge de l'acte du 11 août 1904, et n'a pas été approuvée par dame Ducimetière.

Il résulte de la comparution personnelle des mariés Ducimetière que, lorsque dame Ducimetière a apposé sa signature au-dessous de l'acte rédigé par son mari, il ne figurait en marge de cet acte aucune clause quelconque. Sieur Ducimetière a reconnu, en effet, que ce n'est qu'après que sa femme eût signé l'acte, qu'il a, sur l'insistance de Richard et de Hund, inséré, en marge du contrat, la clause relative à ce chemin de trois mètres cinquante centimètres, et cela malgré l'opposition de sa femme.

Dame Ducimetière n'a point approuvé cette clause par l'apposition d'une initiale ou d'une signature quelconque, de sorte qu'elle est sans aucune valeur et ne peut être opposée à dame Ducimetière, car Richard et Hund ne prouvent pas, et n'offrent pas de prouver, suivant leur allégation en comparution personnelle, que cette clause existait déjà en marge du contrat avant que dame Ducimetière eût apposé sa signature au bas de la page, au-dessous du dit contrat.

En outre, l'art. 249 pr. civ., invoqué par les premiers juges, n'est pas applicable en l'espèce. Richard et Hund ne l'ont, du reste, et avec raison, jamais invoqué dans leurs conclusions.

Le jugement dont est appel doit être réformé, en tant qu'il déclare fondée, en principe, la demande de Richard et Hund, en vertu de toutes les clauses du contrat du 11 août 1904.

Sur la troisième question :

Par suite de la décision de la Cour sur la seconde question, il en résulte que l'offre de dame Ducimetière de passer l'acte authentique de vente, abstraction faite de la clause marginale du contrat du 11 août 1904, est satisfactoire ; cette offre avait, du reste, été faite avant l'introduction de l'instance, par la sommation Charrot, huissier, du 10 novembre 1904 ; elle fut réitérée par écriture du 19 décembre 1904, et c'est sans droit qu'elle a été refusée par Richard et Hund pendant tout le cours de l'instruction de la cause.

Sur la quatrième question : Vu les art. 106 et 363 de la loi de procédure civile ; Par ces motifs, la Cour : A la forme, reçoit l'appel..

Au fond, confirme le dit jugement, en tant seulement qu'il a débouté dame Ducimetière de son exception de nullité du contrat du 11 août 1904, tirée du défaut d'autorisation maritale ; le réforme pour le surplus, et, statuant à nouveau, donne acte à Richard et Hund de l'offre de dame Ducimetière, qu'elle est prête, comme elle l'a toujours été, de passer acte authentique, aux clauses et conditions portées à l'acte du 11 août 1904, abstraction faite de la clause marginale ; Déclare cette offre satisfactoire...

AUDIENCE DU 22 JUIN 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Plainte pénale ; porté-fort de l'avocat du prévenu ; retrait de plainte ; action en paiement du porté-fort ; admission ; appel ; confirmation.

X. contre dame Lemaire.

Le porté-fort d'un avocat pour son client est un cautionnement dont seul peut le dégager le créancier en faveur duquel il a été pris.

La dame Lemaire, créancière d'un sieur Thouret, avait, à raison de circonstances spéciales, porté une plainte pénale contre son débiteur.

Par lettre du 7 avril 1904, X., conseil de Thouret, s'est porté personnellement fort, vis-à-vis de la dame Lemaire, du paiement de la somme de 600 francs réclamée ; il réservait, il est vrai, le droit de Thouret de discuter, devant qui il appartiendrait, le chiffre de la créance ; mais, il ne s'en portait pas moins fort du montant de la dite créance, à concurrence de 600 francs.

Il reconnaît avoir reçu cette somme de Thouret, afin qu'il pût s'en porter fort.

Sur le vu de la lettre du 7 avril 1904, la dame Lemaire s'est désistée de sa plainte pénale, et le procès s'est démené devant la juridiction civile, pour faire fixer le montant de la créance.

Par jugement du 22 mars 1906, Thouret a été condamné au paiement de la somme principale de 600 francs, avec intérêts et dépens.

Par lettre du 7 mai 1906, l'avocat X. écrivait à l'avocat Y., conseil de dame Lemaire, pour l'aviser que, n'étant plus le représentant de Thouret, il entendait retirer son porté-fort du 7 avril 1904.

M^e Y. répondit, au nom de sa cliente, que celle-ci ne consentait pas à délier M^e X. de son engagement, et qu'elle entendait, au contraire, exiger le paiement de la somme ainsi cautionnée.

Le 20 août 1906, Thouret fut déclaré en faillite.

La dame Lemaire fut admise au passif pour 842 fr. 20, montant de sa créance, avec accessoires ; elle reçut un dividende de 2,5 %, et obtint ensuite un acte de défaut de biens pour le montant impayé de 821 fr. 15.

Le 7 décembre 1906, la dame Lemaire fit commandement à X. d'avoir à lui payer la somme principale de 600 francs, montant de son porté-fort.

Opposition fut faite au commandement, et, par exploit du 13 décembre 1906, l'action fut portée devant le Tribunal.

Par jugement du 22 avril 1907, le Tribunal a condamné X. au paiement de la somme de 600 francs, avec intérêts de droit, et les dépens de l'instance introduite par exploit du 13 décembre 1906.

Ce jugement est motivé, en substance, comme suit :

Le porté-fort d'un avocat pour son client est un cautionnement.

Le créancier, en faveur duquel cet engagement a été pris, peut seul dégager la caution.

Le fait que l'avocat cesse d'occuper pour son client ne le dégage pas vis-à-vis du tiers créancier.

Il en est de même du fait que l'avocat engagé se serait, par voie de restitution directe, ou par voie de règlement de compte, dessaisi de tout ou de partie de la somme qu'il avait reçue de son client pour s'en porter fort.

Ces faits sont étrangers au tiers créancier et ne sauraient lui nuire.

L'appelant X. reprend, devant la Cour, ses conclusions et moyens de première instance.

L'intimée conclut à la confirmation du jugement.

Question :

X. doit-il à dame Lemaire la somme de 600 francs, avec intérêts et dépens ?

Considérant que l'engagement, soit porté-fort, consenti par l'avocat X., dans sa lettre du 7 avril 1904, constitue bien un cautionnement ;

Que la créancière seule pouvait dégager la caution ; ce qu'elle n'a pas fait ;

Qu'en conséquence, l'engagement subsiste et doit ressortir ses effets ;

Considérant qu'il n'est pas allégué que Thouret ait payé ;

Adoptant, au surplus, les motifs du jugement dont est appel.

Par ces motifs, la Cour admet l'appel, à la forme ;

Au fond, confirme le jugement rendu...

E. J. J.
3/16/04

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX**(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)**

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER
Corraterie

30 centimes la ligne ou son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Département fédéral des Postes c. Cie, P.-L.-M. : action en garantie introduite par le Département fédéral des Postes ; rejet pour défaut de personnalité juridique du demandeur ; recours ; 1° recevabilité ; 2° légitimation du Département fédéral des Postes à agir au nom du Conseil fédéral ; arrêté du 12 octobre 1906 ; réforme. — Huber c. Desbaillets et Barbier : vignes brûlées par un produit chimique ; action en indemnité contre le vendeur ; recours d'icelui contre son fournisseur ; prétendue négligence de l'acheteur ; art 246, 258 C. O. ; mise hors de cause du fournisseur ; déboutement ; appel ; condamnation du vendeur à des dommages-intérêts ; recours d'icelui au Tribunal fédéral ; 1° mise hors de cause du fournisseur maintenue ; 2° non-déchéance de l'acheteur ; 3° défaut de résiliation du contrat ; responsabilité du vendeur en cas de faute de sa part ; 4° énumération des fautes commises par lui ; 5° évaluation de l'indemnité. — *Cour de justice civile.* Ville et Etat de Genève c. Lecoulte : demande d'autorisation de bâtir ; confection des plans ; art. 78, loi du 15 juin sur les constructions ; refus ; expropriation ; évaluation de l'indemnité ; refus de rembourser la valeur des plans dressés ; appel ; réforme sur ce point ; expertise. — *Concordat* veuve Lecoulte : propositions concordataires ; abandon d'actif ; refus d'homologation : appel ; confirmation.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 8 MAI 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Action en garantie introduite par le Département fédéral des Postes ;
rejet pour défaut de personnalité juridique du demandeur ; recours ;
1° recevabilité ; 2° légitimation du Département fédéral des Postes à
agir au nom du Conseil fédéral ; arrêté du 12 octobre 1906 ; réforme.

Département fédéral des Postes contre Cie P.-L.-M.

I. L'Administration des Postes ou celle des Chemins de fer fédéraux, pas plus que le Département fédéral des Postes et Chemins de fer, ne sont des personnes juridiques.

II. Le fait que ces administrations ne possèdent pas de personnalité civile n'entraîne pas leur incapacité juridique ; la loi peut, dans certaines limites, leur conférer la capacité de contracter et d'ester en justice.

III. Il résulte de l'art. 2 de la loi du 25 mai 1849 sur l'organisation de l'Administration des Postes que c'est le Conseil fédéral qui détermine, dans les affaires postales, au moyen d'ordonnances

et de règlements, ou de décisions spéciales, les compétences des autorités et des employés inférieurs, notamment en ce qui concerne le pouvoir de représenter la Confédération. Le Conseil fédéral peut alors déléguer ses pouvoirs aux autorités ou aux employés qui lui sont subordonnés, et ceux-ci agissent comme ses mandataires.

A. Par exploit du 26 septembre 1906, notifié aux « Postes fédérales suisses, à Berne, prises en la personne de M. Zemp, conseiller fédéral, chargé du Département des Postes et Télégraphes », Paul Guibentif, fonctionnaire postal, a ouvert action à l'Administration des Postes suisses, en paiement de 80,000 francs, à titre d'indemnité, pour les suites d'un accident subi par lui à la gare de Genève.

En date du 12 octobre 1906, le Conseil fédéral a donné à son « Département des Postes et des Chemins de fer plein pouvoir de poursuivre, devant les tribunaux compétents, un procès, aux fins de soutenir les intérêts de la Confédération, en la cause de l'accident survenu le 23 mars 1906 au commis de poste Paul Guibentif, à Genève ».

Par exploit du 25 octobre 1906, le « Département fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne, poursuites et diligences de M. le conseiller fédéral Zemp, son président, » a assigné la Compagnie P.-L.-M., pour le relever et garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui à la requête de Guibentif.

La Compagnie du P.-L.-M. a conclu à l'irrecevabilité de la demande, en alléguant que le Département fédéral des Postes ne constituait pas une personnalité juridique et n'avait pas capacité pour ester en justice. Le Tribunal de première instance l'ayant déboutée de son exception, elle a recouru à la Cour de Justice, laquelle, par arrêt du 16 mars 1907, a réformé le jugement de première instance et déclaré irrecevable la demande formée par le Département fédéral des Postes et Chemins de fer. Cet arrêt est motivé, en résumé, comme suit : ¹.....

B. C'est contre cet arrêt que le Département fédéral des Postes a, en temps utile, recouru en réforme au Tribunal fédéral.....

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. Le Tribunal fédéral ne peut entrer en matière sur le recours que si l'arrêt attaqué se caractérise comme un « jugement au fond », au sens de l'art. 58 O. J. F. A ce sujet, il y a lieu de remarquer que la Cour de Justice civile de Genève n'a pas tranché

¹ Voir page 316 de ce volume.

le fond du litige existant entre l'Adm Compagnie du P.-L.-M., et qu'elle s mande présentée par le Département féd à celui-ci le droit d'agir, qui n'appartien représentée par le Conseil fédéral. M. procès se trouve réglé une fois pour laquelle elle a été présentée, la deman- dée. Tandis qu'un prononcé sur la c réclamation formée et que le plaideu renvoyé à mieux agir, l'arrêt de la C Département fédéral des Postes dans l à l'avenir sa prétention contre la Comp motifs tirés du droit fédéral, et qui sei du présent arrêt, il met fin au procès bien un jugement au fond contre lequel Tribunal fédéral est ouvert.

II. L'exception opposée à la deman- des Postes par la Compagnie P.-L.-M de Justice civile, consiste à dire que droit d'estimer en justice, parce qu'il ne i civile.

Il est exact que le Département ne i civile, et lui-même n'a nullement prête façon dont étaient rédigés l'exploit in octobre 1906 et la procuration délivrée mière vue, faire croire que le Départei procès en son propre nom.

Il y a lieu, d'ailleurs, d'observer que, j l'Administration des Postes ou l'Admin fédéraux ne sont des personnes juridic Chemins de fer fédéraux c. Lucerne, R Le Département fédéral des Postes n prétendre ester en justice en qualité d' des Postes regardée comme une person

III. Cependant, le fait qu'il ne possè a'entraîne pas comme conséquence néce en justice; en effet, la loi pourrait, dan- férer la capacité de contracter et d'este pour cela lui conférer la personnalité; c'e pour la société en nom collectif, la soc

it, cela n'est pas le cas pour le Département fédéral
l est vrai qu'à teneur de la loi du 5 avril 1894, sur la
stes, l'Administration des Postes a le droit d'ester en
ne défenderesse, dans les procès de responsabilité
3), et même comme demanderesse (art. 19), pour
recours contre les personnes dont la faute entraîne sa
é. Mais, la loi ne dit pas qui représente, dans ces
istration des Postes. Et il ne va nullement de soi
être le Département; en effet, pour les procès tout à
s dirigés contre l'Administration des Chemins de fer
ntentés par celle-ci, ce n'est pas le Département fédé-
s et des Chemins de fer qui prend place au procès,
irection générale ou les Directions d'arrondissement.
chat, art. 25/I et 35/I; loi du 28 mars 1895 sur la res-
vile des entreprises de chemins de fer, art. 25.)

ans la loi fédérale sur l'organisation de l'Administra-
les, du 25 mai 1849, ainsi que dans l'ordonnance du
al, du 26 novembre 1878, modifiée par arrêté du 22
il faut rechercher quelle est la situation juridique et
es compétences du Département fédéral des Postes.
103 de la Constitution fédérale ne déterminent pas la
mpétences respectives du Conseil fédéral et des divers
; par contre, l'art. 2 de la loi du 25 mai 1849, citée
pose: «Le Conseil fédéral est l'autorité exécutive
les affaires postales. Il prend toutes les mesures et
relatives aux postes, à moins qu'il n'en charge des
érieurs.»

le cette disposition que c'est le Conseil fédéral qui
ans les affaires postales, au moyen d'ordonnances et
s, ou de décisions spéciales, les compétences des au-
employés inférieurs, notamment en ce qui concerne
représenter la Confédération; il a la faculté de délé-
il de ses pouvoirs aux autorités et aux employés qui
donnés; ceux-ci agissent alors comme ses manda-
représentent la Confédération dans les limites de la
eur a été confiée; il va sans dire que cette délégation
aut également vis-à-vis des tiers.

1 de cette faculté légale, le Conseil fédéral a, en l'es-
, le 12 octobre 1906, au Département fédéral des Postes
de représentation de la Confédération. Dès lors, ce

n'est pas en son propre nom, et pour son compte personnel, que le Département s'est porté partie au procès ; c'est comme mandataire du Conseil fédéral et au nom de la Confédération, et c'est en cette qualité qu'il a donné procuration à l'avocat X.

Dès le moment où la délégation de pouvoirs du 12 octobre 1906 a été portée à la connaissance de la Compagnie du P.-L.-M., la question de savoir si le Département fédéral des Postes avait la personnalité civile perdait tout intérêt, et l'argumentation de la Cour de Justice civile, qui porte tout entière sur cette question, indifférente en l'espèce, tombe par là même.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours du Département fédéral des Postes est admis, l'arrêt de la Cour de Justice civile du canton de Genève, du 16 mars 1907, est réformé, et la demande formée en date du 25 octobre 1906, par le Département fédéral des Postes, contre la Compagnie du P.-L.-M., est déclarée recevable...

AUDIENCE DU 11 MAI 1907.

Présidence de M. JÆGER.

Vignes brûlées par un produit chimique ; action en indemnité contre le vendeur ; recours en garantie d'icelui contre son fournisseur ; prétendue négligence de l'acheteur ; art. 246, 253 C. O. ; mise hors de cause du fournisseur ; déboutement ; appel ; condamnation du vendeur à des dommages-intérêts ; recours d'icelui au Tribunal fédéral ; 1° mise hors de cause du fournisseur maintenue ; 2° non déchéance de l'acheteur ; 3° défaut de résiliation du contrat ; responsabilité du vendeur en cas de faute de sa part ; 4° énumération des fautes commises par lui ; 5° évaluation de l'indemnité.

Huber contre Desbaillets et Barbier,

1. La vérification des mélanges destinés au traitement de la vigne, au moyen de papier réactif, n'était pas d'un usage général en mai 1904 dans le canton de Genève.

Il résulte de cette constatation que le vendeur de ces produits ne devait pas s'attendre à ce que son acheteur, simple viticulteur, soumettrait sa préparation à une épreuve non usuelle, et que ce dernier n'a pas commis de faute déchargeant son vendeur de toute responsabilité en n'y procédant pas.

II. Les dispositions légales du C. O. sur la vente ne prévoient pas d'action en dommages-intérêts spéciale, accordée à l'acheteur indépendamment de l'action en résiliation de contrat. On doit cependant admettre que l'art. 254, al. 2, C. O. ne vise que le cas où il n'y a pas faute du vendeur, et que, d'après les principes généraux régissant les rapports contractuels et l'inexécution des obligations, et par analogie avec les art. 241 et 253 C. O., lorsque le vendeur est en faute, il est tenu d'indemniser l'acheteur du

dommage subi, et peut être actionné spécialement dans ce but, alors même qu'une action en résiliation ne serait pas possible, parce que la chose achetée a été aliénée ou transformée.

III. Commet une faute dans les conditions exposées au § I de ce résumé, et en doit réparation à l'acheteur celui qui vend sous le nom de « cristal de soude », sans vérification aucune et sachant quelle devait être la destination de la marchandise livrée, un produit qui ne renfermait que 80 à 85 % de cette substance et qui était impropre à remplacer, dans les proportions usuelles, le cristal de soude.

IV. Constitue également une négligence, des suites de laquelle il doit répondre, aux termes de l'art. 50 C. O., celui qui, en violation de l'art. 4 de la loi genevoise concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais et autres produits employés en agriculture, a livré des marchandises rentrant dans cette catégorie sans les accompagner d'un bulletin indiquant leur nature, leurs éléments actifs et la proportion de substances toxiques.

V. Enfin, au point de vue général, le droguiste qui livre, dans un certain but, à un simple viticulteur, un produit chimique différent de celui qui lui est demandé et impropre à atteindre ce but, mais dont l'emploi peut entraîner des conséquences désastreuses, qui le fait sans contrôle, et qui prétend que c'est à l'acheteur de vérifier l'authenticité du produit, commet une négligence grave, un acte illicite dont il doit répondre en vertu des art. 50 et suiv. C. O.

En fait : A. En mai 1904, Huber et Sandino, maison de droguerie, à La Plaine, — dont Huber a repris l'actif et le passif en cours de procès, — ont vendu à Desbaillets, propriétaire de vignes, à Peissy, 300 kg. de « cristaux de soude », destinés à être mélangés avec du sulfate de cuivre, pour être utilisés au traitement des vignes de l'acheteur. Desbaillets fit le mélange de ces produits chimiques dans la proportion de 21 kg. de « cristaux de soude » et 20 kg. de sulfate de cuivre pour 1000 litres d'eau ; il constata, après traitement, que ses vignes avaient été « brûlées ». La récolte de cette année-là, pour sept poses environ, fut à peu près perdue. Les experts ont évalué la perte à 15,000 litres de vin.

B. Desbaillets a ouvert action à ses vendeurs, par exploit du 30 juillet 1904, et conclu, par la suite, à ce qu'il soit prononcé que :

« Christian Huber est condamné à payer au demandeur, avec intérêts tels que de droit et les dépens, la somme de 4500 francs à titre de dommages-intérêts. »

Il a allégué que la marchandise qu'il avait achetée chez Huber et Sandino lui avait été livrée comme étant des cristaux de soude « Saint-Gobain », c'est-à-dire au titre de cent pour cent, alors que la quantité de soude était considérablement inférieure, et que ce

produit était impropre à remplir le but pour lequel il avait été vendu, c'est-à dire de neutraliser le sulfate de cuivre.

Huber a décliné toute responsabilité; il a déclaré avoir vendu des cristaux de soude ordinaires, sans aucune garantie spéciale, provenant d'un wagon de 5000 kg. acheté de Barbier, négociant en gros, à Genève. Il a évoqué celui-ci en garantie. Il a ajouté qu'en admettant même la mauvaise qualité de la marchandise, il ne serait pas responsable du dégât causé aux vignes, celui-ci étant dû à l'imprudence de Desbaillets, qui ne devait pas se servir de mélange sans s'être assuré qu'il ne présentait pas de danger.

Barbier, appelé en cause, a déclaré qu'il avait vendu ce qui lui avait été commandé, qu'aucune observation ne lui avait été faite par ses acheteurs, que rien n'établissait d'ailleurs que les cristaux vendus à Desbaillets aient fait partie de ceux vendus par lui à Huber et Sandino.

C. Par jugement du 4 juin 1906, le Tribunal de première instance de Genève a mis Barbier hors de cause, débouté Desbaillets de ses conclusions et l'a condamné aux dépens. Ce prononcé est basé, en résumé, sur les motifs suivants : Il n'est pas établi que la vente ait porté sur des cristaux de soude Saint-Gobain ; la vente a été faite sans garantie de provenance et de composition ; le produit vendu contenait une quantité de carbonate de soude beaucoup trop faible et devenait une base insuffisante pour sa destination. La vérification de la valeur de cette base au moyen de papier de tournesol était chose si élémentaire et si simple, qu'en la négligeant Desbaillets a contrevenu à l'art. 246 C. O. et perdu son recours contre ses vendeurs; le procédé de vérification est connu de tout viticulteur, et est fréquemment employé dans le canton de Genève; le « cristal de soude » du commerce n'est pas un produit chimiquement pur et à composition constante ; tout viticulteur doit savoir que sa composition varie suivant les marques de fabrique. Le demandeur ne pourrait, en tout cas, demander la réparation que du dommage à lui directement causé, ce qu'il n'a pas fait ; il n'a demandé que la réparation d'un dommage indirect. L'action de Desbaillets est donc irrecevable à raison des art. 246 et, en tout cas, 253 C. O.

D. Statuant sur l'appel de Desbaillets, la Cour de Justice civile a, par l'arrêt dont est recours, rendu le 2 mars 1907 :

« 1. Confirmé le jugement de première instance, en ce qu'il a mis hors de cause Barbier ;

« 2. Condamné Huber à payer à Desbaillet droit dès le 30 juillet 1904, la somme de 3000 f

« 3. Condamné Huber aux dépens de première instance envers Desbaillets et envers Barbier ;

« 4. Débouté les parties de toutes autres conclusions.

Les motifs de ce prononcé seront indiqués, au dans la partie « droit » du présent arrêt.

E. C'est contre cette sentence, communiquée le 2 mars 1907, que, par acte déposé le 11 mars 1907, Huber a déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral.

Il a repris, à l'appui de son recours, les motifs de sa première instance, et conclu à ce qu'il plaise au Tribunal :

« Réformer et mettre à néant l'arrêt de la Cour cantonale du 2 mars 1907 ;

« Déclarer la demande de Desbaillets mal fondée et le condamner aux dépens de première instance et aux dépens de son recours ;

« Subsidiairement, et pour le cas où le Tribunal fédéral traiterait la demande de Desbaillets, condamner Barbier à garantir Huber de toute condamnation éventuelle et à lui verser les intérêts qu'aux dépens vis-à-vis de Desbaillets. »

Arrêt. En droit :

I. L'évoqué en garantie Barbier doit, dès l'origine, répondre de la cause. L'instance cantonale constate, en effet, que n'ayant été formé dans les délais légaux, en appel, contre le jugement du Tribunal de première instance, ce jugement est devenu définitif en regard de la procédure cantonale et ne peut être attaqué que devant le Tribunal fédéral. D'autre part, il n'a pas été contesté que les prétendus cristaux de soude vendus par le demandeur soient les mêmes que ceux qui avaient été vendus par Barbier à Huber et Sandino. Enfin, ces derniers sont matériellement obligés à reconnaître en garantie le poids de la soude à eux vendue par Barbier ; s'ils ne l'ont pas fait, ils s'en prennent qu'à eux des conséquences de leur faute.

II. Il est constant que la marchandise vendue par Barbier comme cristal de soude Saint-Gobain, c'est-à-dire cristal de soude pour cent, mais qu'elle a été vendue et facturée « cristal de soude », sans garantie spéciale de pureté. Or, comme la soude fournie par la Compagnie de la soude de France, les vendeurs l'ont fournie en sachant qu'elle n'était pas du cristal de soude Saint-Gobain.

à être mélangée à du sulfate de cuivre pour le neutraliser, celui-ci devant être employé au traitement de la vigne. Il résulte, de plus, de lettres et déclarations du D^r A. Monnier, directeur du laboratoire cantonal de chimie agricole de Genève, que le produit livré contenait de 80 à 83 % de sulfate de soude, c'est-à-dire d'un produit qui n'est propre à aucun des usages du carbonate de soude, soit du cristal de soude. Il n'est pas contesté que, pas plus le vendeur que l'acheteur, n'ont contrôlé le titre de la marchandise livrée, et que l'acheteur n'a pas éprouvé si, après le mélange opéré, le sulfate de cuivre avait bien été neutralisé par le produit avec lequel il avait été mélangé.

III. Le recourant a allégué d'abord que le demandeur est déchu de tout droit de se prévaloir des dispositions du code relatives à la garantie des défauts de la chose vendue, parce qu'il était de son devoir de vérifier la marchandise à lui livrée, ce qui lui était très facile. Il devait, aux termes de la loi, au moyen des modes de vérification usuels, c'est-à-dire, en l'espèce, au moyen de papier réactif, contrôler sa préparation, avant d'en faire usage. Comme il ne l'a pas fait, la chose doit être tenue pour acceptée, comme le prescrit l'art. 246 C. O.

La Cour de Justice civile de Genève a repoussé cette argumentation. Basée sur les lettres et déclarations du D^r A. Monnier, et sur les enquêtes, elle a constaté, en fait, que la vérification des mélanges, destinés au traitement de la vigne, au moyen de papier réactif, n'était pas d'un usage général dans le canton de Genève, en mai 1904. Cette constatation, qui n'est pas en contradiction avec les pièces du dossier, lie le Tribunal fédéral; celui-ci n'a pas, en particulier, à prendre en considération les usages qui se sont établis postérieurement à l'époque où a eu lieu le fait dommageable.

Etant donné ce fait constaté, le vendeur, qui est droguiste et connaissait les circonstances, ne devait pas s'attendre à ce que l'acheteur, qui est un simple viticulteur, soumit sa préparation à une épreuve non usuelle; il ne pouvait pas, de bonne foi, compter que, eu égard aux usages et coutumes locales, l'acheteur vérifierait le produit vendu. (Voir arrêt du Tribunal fédéral, *Rec. off.*, XI, page 373.)

On ne peut, dès lors, prétendre que le demandeur ait commis une faute déchargeant le défendeur de toute responsabilité, en employant sa préparation sans vérification préalable. Comme,

demniser l'acheteur du dommage subi, et peut être actionné spécialement dans ce but, alors même qu'une action en résiliation n'est pas possible, parce que la chose achetée a été aliénée ou transformée. Mais, la faute du vendeur est une des conditions essentielles de cette action.

V. En l'espèce, la faute du recourant découle du fait qu'il a vendu, sous le nom de « cristal de soude », sans vérification aucune, et sachant quelle était la destination de la marchandise livrée, un produit qui renfermait de 80 à 83 % de sulfate de soude, et qui n'est pas impropre à remplacer, dans les proportions usuelles, le cristal de soude. Il est établi que le vendeur savait à quoi le cristal de soude que l'acheteur lui demandait était destiné ; il devait lui procurer un certain résultat ; le vendeur droguiste garantissait implicitement l'acheteur, en le lui livrant, que le produit vendu avait les qualités nécessaires pour atteindre le but voulu, en suivant les procédés usuels. Or, le Dr Monnier déclare que le sulfate de soude, qui constituait le 80 % du produit livré, est un sel neutre qui n'est propre à aucun des usages du carbonate de soude ou du cristal de soude ; il constate qu'on ne peut considérer ce sulfate de soude comme une impureté accidentellement mélangée au cristal de soude, mais qu'il s'agit de la substitution d'un produit à un autre, ce qui, à ses yeux, constitue une fraude manifeste. Il résulte de là qu'en remettant au l'acheteur, sans vérification aucune, 300 kg. de cette marchandise pour du cristal de soude, le recourant n'a pas rempli ses obligations contractuelles et commis une faute grave dont il doit la réparation, à raison des dispositions générales sur l'inexécution des obligations.

VI. Le vendeur est encore responsable à un autre titre. Il résulte de l'arrêt dont est recours que l'art. 4 de la loi genevoise concernant la répression des fraudes dans le « commerce des engrais et autres produits employés en agriculture », du 18 novembre 1890 dispose que : « Toute livraison de substance destinée à combattre les maladies des végétaux doit être accompagnée d'un bulletin certifié exact par le vendeur, et indiquant leur nature, leurs effets actifs et la proportion de substances toxiques. » Or, le vendeur n'a pas rempli cette obligation légale et, par cette omission, il s'est rendu coupable d'une négligence des suites de laquelle il doit répondre, aux termes des art. 50 et suiv. C. O.

A un point de vue général, du reste, on doit, en outre, considérer que le recourant a commis un acte illicite, des suites duquel il

rtu des art. 50 et suiv. C. O. En effet, un droguiste un certain but, à un simple viticulteur, un produit ent de celui qui lui est demandé, et impropre à at- mais dont l'emploi peut entraîner des conséquences qui le fait sans contrôler, et qui prétend que c'est à érifier l'authenticité du produit, commet une négli-

rts ont estimé la perte subie par le demandeur à 15.000 a Cour de Justice civile, tenant compte du fait que istances auraient pu diminuer la récolte espérée, a e à 10,000 litres. Estimant le prix de vente moyen à 30 centimes, il a arrêté l'indemnité à 3000 francs. arait exagéré. D'une part, il faut tenir compte du imé a été privé de sa récolte, ses frais de culture, ns, de vendange, ont dû être diminués, ce qui doit itenduc du dommage qu'il a subi. D'autre part, s'il aputé légalement de faute à l'acheteur, le juge doit ir compte, dans son estimation, de certains éléments lemandeur a incontestablement agi à la légère en réparation sur sept poses de vignes, sans en essayer alités d'une manière ou d'une autre ; cela est si vrai, que, depuis cet accident, la vérification de la pré- oyen de papier réactif, s'est généralisée. En outre, reprocher au demandeur de n'avoir pas exigé du letin, prescrit par la loi genevoise, indiquant la na- nents constitutifs du produit à lui livré, ce qui l'au- analyser. Enfin, il ressort d'une pièce du dossier gement du Tribunal de première instance, qui lui rt, le demandeur a spontanément offert au défendeur our les frais ; il témoignait ainsi implicitement que ie devaient pas tous être dirigés contre son vendeur. nditions, il paraît équitable, vu les art. 51 et 116 C.O., 3000 francs à 2000 francs l'indemnité à payer par le ntimé.

ifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours inter- contre l'arrêt de la Cour de Justice civile de Genève. 7, est partiellement admis, en ce sens que le chiffre qu'il est condamné à payer à Desbaillets est réduit Pour le surplus, l'arrêt est confirmé.....

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 13 JUILLET 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Demande d'autorisation de bâtir ; confection des plans ; art. 78 loi du 15 juin sur les constructions ; refus ; expropriation ; évaluation de l'indemnité ; refus de rembourser la valeur des plans dressés ; appel ; réforme sur ce point ; expertise.

Ville et Etat de Genève contre Lecoultre.

A teneur de l'art. 225 de la loi sur les constructions, du 15 juin 1895, l'indemnité accordée au propriétaire exproprié doit comprendre le dédommagement pour tout le préjudice direct et actuel qui lui est causé. Les frais de confection de plans rendus inutiles par le refus d'autorisation de bâtir et par l'expropriation doivent donc être compris dans l'indemnité.

Par requête du 12 décembre 1903, Lecoultre, propriétaire d'un terrain situé rue de Neuchâtel et rue de Monthoux, a demandé au Département des Travaux publics, l'autorisation de construire un immeuble locatif. A sa requête, il a joint les plans prévus à l'art. 78 de la loi sur les constructions, du 15 juin 1895.

Suivant lettre du 16 décembre 1903, du Conseil administratif, transmise à Lecoultre par le Département des Travaux publics, le 18 décembre 1903, l'autorisation sollicitée a été refusée. Le Conseil administratif déclare « qu'il paraît indiqué, à cette occasion, de continuer l'élargissement de ce côté de la rue de Neuchâtel », et que « le requérant pourra se renseigner, au bureau des travaux de la Ville, sur les alignements à observer ».

L'arrêté du Département des Travaux publics est du 19 février 1904.

Lecoultre adressa une nouvelle demande, accompagnée de plans établis conformément à l'alignement imposé par le Conseil administratif, et l'autorisation de construire fut accordée par le Département.

Les parties n'ayant pu se mettre d'accord sur l'importance du préjudice causé par le refus de l'autorisation de construire, Lecoultre suivit à la procédure prévue à l'art. 82 de la loi de 1895, et demanda, par exploit du 1^{er} décembre 1904, la nomination de trois experts.

Cette instance n'a pas été liquidée par le Tribunal, car, par

Lecoultre s'est conformé aux conditions fixées par l'art. 78 loi sur les constructions. Il n'avait pas à rechercher quelles pouvaient être les intentions de la Ville de Genève. Il avait le droit de demander l'autorisation de construire sur la totalité de son terrain. Pour ce faire, il a dû annexer les plans réclamés par la loi.

Comme l'autorisation de bâtir lui a été refusée, telle qu'il la sollicitait, la première conséquence de ce refus a été de rendre inutiles les plans que Lecoultre avait le droit et le devoir de faire dresser, en conformité de ses intentions.

C'est là un préjudice direct, résultant du refus de l'autorisation de bâtir, et il y a lien, en conformité de l'art. 82 loi de 1895, à indemnité pour le propriétaire.

Au surplus, il a été suivi, à teneur du dernier alinéa de l'art. 82 loi de 1895, à la procédure d'expropriation.

A teneur de l'art. 225, loi sur les constructions, l'indemnité doit comprendre le dédommagement de tout le préjudice direct et actuel causé à l'exproprié; or, comme en l'espèce, le propriétaire avait fait exécuter les plans que l'expropriation rend inutiles, il y a là un préjudice direct et actuel dont il est dû réparation à l'exproprié.

L'Etat et la Ville de Genève doivent donc, en principe, la valeur des plans Camoletti. Comme cette valeur est contestée, et que la note produite n'est pas opposable aux défendeurs, il y a lieu de recourir à une expertise.

Par ces motifs, la Cour nomme M. Brocher, architecte, expert, aux fins...

AUDIENCE DU 13 JUILLET 1907.

. Présidence de M. GRAZ.

Propositions concordataires ; abandon d'actif ; refus d'homologation ; appel ; confirmation.

Concordat veuve Lecoultre.

Le concordat par abandon d'actif n'est point prévu par la loi sur la poursuite. Le débiteur doit faire des offres fermes d'un paiement comptant ou à terme, suffisamment garanti, et surtout offrir plus que l'actif réalisable, qui est déjà le gage de ses créanciers.

Le 11 mai 1907, dame veuve Lecoultré Anna, exploitant un commerce de droguerie et épicerie, rue de Coutance, 18, à Genève, a proposé à ses créanciers un concordat qui a réuni les majorités légales. La débitrice offre un dividende de 50 %, payable 30 %, quinze jours après l'homologation du concordat, et le solde au 31 août 1907.

Aux fins d'assurer l'exécution de ce concordat, la veuve Lecoultré cède tout son actif commercial, ainsi que l'immeuble qui lui appartient, et elle constitue, comme mandataires irrévocables, MM. Herren et Guerchet, aux fins de réaliser l'actif cédé. Si la réalisation est supérieure au 50 % promis, le surplus sera réparti aux créanciers.

Par décision du 19 juin 1907, le Tribunal a refusé d'homologuer le concordat proposé, par le motif que les conditions offertes ne paraissent pas être en proportion des ressources de la débitrice.

Par requête du 28 juin, soit en temps utile, la veuve Lecoultré a recouru contre la décision du Tribunal, et demande à la Cour de réformer le jugement et d'homologuer le concordat.

Question : Le concordat proposé par la veuve Lecoultré à ses créanciers doit-il être homologué ?

Les propositions faites par la débitrice à ses créanciers consistent seulement en un abandon d'actif, avec mandat donné à un tiers de le réaliser.

Or, ainsi que la Cour l'a déjà décidé dans une affaire Fontana, du 2 décembre 1905, le concordat par abandon d'actif n'est point prévu par la loi sur la poursuite. Le débiteur doit faire des offres fermes d'un paiement comptant ou à terme, suffisamment garanti, et surtout il doit offrir plus que l'actif réalisable, qui est déjà le gage de ses créanciers.

Admettre le concordat par simple abandon d'actif, comme en l'espèce, serait permettre aux débiteurs et aux créanciers acceptants de se soustraire aux garanties données par la loi sur la poursuite, pour la liquidation d'une faillite, et ce, au détriment des créanciers qui refusent le concordat, et sans avantage pécuniaire pour eux. C'est donc avec raison que l'homologation du concordat a été refusée par le Tribunal, et le dispositif du jugement doit être confirmé.

Par ces motifs, la Cour... Au fond, confirme le jugement...

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adressez les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

30 centimes la ligne en six lignes.

SOMMAIRE — *Tribunal fédéral*. Studer c. dame Nottaris et autres: saisie; revendication d'un droit de gage; avis fixé conformément à l'art. 109 L. P.; ouverture d'action par les créanciers; recours de droit public; revendiquant non assigné devant le tribunal de son for; prétendue violation de l'art. 59 Const. féd.; 1° inapplicabilité de l'art. 59 Const. féd.; 2° compétence du Tribunal fédéral; art. 5 Const. féd.; art. 189 Org. jud. féd.; conflit intercantonal en matière de for; for du lieu de la situation de l'objet; admission — Etat de Genève c. Kundig: publications; dépôt obligatoire; contravention; art. 20 loi du 2 mai 1877; libération; recours du Ministère public et de l'Etat; irrecevabilité — (*Chambre des poursuites et des faillites*). Bickert: femme mariée; poursuites; mari non mentionné; annulation; plainte du créancier; femme représentée par son mari; défaut de mise en cause d'icelui; art. 47, 61 L. P.; confirmation. — Dutoit: machine appartenant à la femme, saisie au préjudice du mari; plainte; inapplicabilité de l'art. 92 L. P.; rejet. — *Cour de justice civile*. Druz c. Falquet: billet; poursuites; action en libération de dettes; refus de mise en cause d'un prétendu garant; rejet; appel: art. 65, 86 L. P.; confirmation

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCES DES 23 MAI ET 6 JUIN 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Saisie; revendication d'un droit de gage; avis fixé conformément à l'art. 109 L. P.; ouverture d'action par les créanciers; recours de droit public; revendiquant non assigné devant le tribunal de son for; prétendue violation de l'art. 59 Const. féd.; 1° inapplicabilité de l'art. 59 Const. féd.; 2° compétence du Tribunal fédéral; art. 5 Const. féd.; art. 189 Org. jud. féd.; conflit intercantonal en matière de for; for du lieu de la situation de l'objet; admission.

Studer contre dame Nottaris et autres.

Quel est, en matière intercantonale, le for de l'action de l'art. 109 L. P.?

Pour trancher cette question, il faut décider qu'en principe la fixation du for de ces actions appartient aux législations cantonales, en écartant le système tendant à faire admettre dans tous les cas le for de la poursuite.

réponse, et assignation à comparaître devant le Tribunal de La Chaux-de-Fonds, pour voir procéder à l'instruction au procès.

C. Entre temps, soit le 5 décembre 1906, Adolphe Studer avait, de son côté, requis de l'Office des poursuites de La Chaux-de-Fonds une poursuite en réalisation de gage contre Angelo Nottaris. Le 18 décembre, l'Office l'invita, conformément à l'art. 73 L. P., à déposer l'original, ou une copie authentique, de son titre; en conséquence, Studer envoya, le 20 décembre 1906, à l'Office des poursuites de La Chaux-de-Fonds le titre de sa créance contre Nottaris, — soit un billet de change souscrit par celui-ci, — l'acte de nantissement et les deux obligations remises en gage.

D. Le 29 décembre 1906, Studer a porté plainte contre l'Office des poursuites de La Chaux-de-Fonds auprès de l'Autorité de surveillance, soit la Justice de paix de La Chaux-de-Fonds. Dans cette plainte, il a conclu :

a) A ce qu'il soit prononcé que la fixation du délai imparti, le 11 décembre 1906, par l'Office des poursuites de La Chaux-de-Fonds aux créanciers saisissants de A. Nottaris, pour ouvrir l'action prévue à l'art. 109 L. P., est nulle et non avenue ;

b) A ce que l'Office des poursuites de La Chaux-de-Fonds soit invité à retourner immédiatement à Adolphe Studer les deux obligations que celui-ci lui a adressées le 20 décembre 1906 ;

c) A ce qu'une peine disciplinaire soit prononcée contre le Préposé aux poursuites de La Chaux-de-Fonds, à raison de sa manière illicite d'agir.

E. En date du 30 décembre 1906, Studer a formé un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral, concluant à ce que celui-ci prononce que la permission de signification, ainsi que la signification elle-même, des demandes des trois créanciers de Nottaris sont nulles et non avenues, et qu'elles ne sauraient avoir aucun effet contre le recourant.

Le recours est dirigé contre: 1° le Président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds; 2° le Commis-greffier du dit Tribunal; 3° les trois créanciers saisissants, soit Marie Nottaris, Viotti et Stainer et la Parqueterie et Scierie de Bassecourt.

A l'appui de son recours, il invoque les moyens suivants :

L'action dirigée contre lui, en vertu de l'art. 109 L. P., ne pouvait lui être intentée qu'au lieu de son domicile, soit à Interlaken,

aton
s po
au l
son
nell
nité
atic
auc
int

189
CIV

zom
aire
l'a
: «
r v

ibu
au
r. c
me
Stu
ian
ifia
peu

de
dev
éla
éca
en

er «
né
irs ;
es i
u T
tua

II. Le recourant estime que c'est à tort que l'action dirigée contre lui, conformément à l'art. 109 L. P., lui a été intentée devant les tribunaux neuchâtelois; il invoque la garantie du for de son domicile, consacrée par l'art. 59 Const. féd. Les intimés, au contraire, soutiennent que l'action prévue à l'art. 109 L. P. doit être ouverte au lieu où la saisie a été ordonnée, soit, en l'espèce, à La Chaux-de-Fonds. La question qui est soumise au Tribunal fédéral est donc celle de savoir quel est, en matière intercantonale, le for de l'action de l'art. 109 L. P.

III. Le but de cette action est de faire écarter l'opposition soulevée contre la saisie par le tiers possesseur et de faire prononcer que le créancier saisissant est en droit d'obtenir la réalisation, à son profit, de l'objet saisi. Ce qui est en cause, c'est le droit de disposer de la chose. Le litige portera donc sur la question de savoir si le droit revendiqué par le tiers est préférable au droit du créancier saisissant. Le demandeur invoque le droit résultant de la saisie, le défendeur invoque le droit matériel qu'il possède (droit de propriété ou de gage). Dans le conflit résultant de l'opposition de ces droits, la loi a accordé, dans le cas de l'art. 109, la position favorable de défendeur au tiers possesseur; elle s'est évidemment inspirée de l'idée que c'est à celui qui n'a en mains que l'acte de saisie à faire valoir les droits virtuels qui en découlent contre celui qui a en mains l'objet même de la saisie et qui exerce les droits qu'il prétend avoir sur la chose. Or, si le créancier saisissant est obligé de se porter demandeur, pour faire écarter l'obstacle qui s'oppose à la réalisation de son droit, il s'ensuit, d'après les règles générales de la procédure, qu'il devra intenter son action, soit au lieu de la situation de la chose, soit au domicile du défendeur. Le for de la poursuite — ou de la saisie — ne pourrait se justifier que par la considération de la connexité qui existe entre l'action de l'art. 109 et la procédure de poursuite. Or, il est vrai que cette action est en relation étroite avec la poursuite, et que cette relation exerce une certaine influence sur les procès en revendication. Elle est déterminante pour la question de légitimation au procès; c'est pour cette raison aussi que celui-ci devient sans objet du moment que la poursuite ou la saisie, pour un motif quelconque, sont abandonnées; la poursuite, ou plutôt la saisie, peut donc être considérée comme une condition de l'existence du procès. Enfin, la liaison de l'action avec la poursuite peut avoir une influence sur le mode de déterminer la valeur du litige. Il est, dès lors, permis, à certains

1 —

l'ar

e la

dai

eff

rec

éral

ctic

et n

3 Ji

M. P

trav

ère

ont.

gai

le

ux

en

en

dre

roc

un

vid.

sup

sur

pri

lica

me

irei

re, c

oir c

ivre

Kündig a été libéré par jugement du Tribunal décembre 1906, confirmé, — ensuite d'appel in reur général, — par arrêt de la Cour de Justi Cet arrêt est motivé par la considération que de la loi sur la presse sont inconciliables avec de la Constitution cantonale de 1847. Cet a liberté de la presse est consacrée.

« La loi réprime tout abus de cette liberté.

« La censure préalable ne peut être établie.

« *Aucune mesure fiscale ne pourra grever la presse.* »

Or, le dépôt obligatoire équivaut à une pr c'est un véritable impôt payé en nature ; l'ar presse est donc contraire à la Constitution ca

C. C'est contre cet arrêt de la Cour de Justi nève, représenté par son Conseil d'Etat et le l de Genève, ont formé un recours de droit pub nal fédéral, en concluant à ce que celui-ci ann Cour de Justice, soit le jugement du Tribunal

Les recourants invoquent, en substance, les

La décision de la Cour de Justice, refusant pénale non abrogée, consacre une inégalité d le Procureur général, et viole l'art. 4 Const. f

Elle viole, en outre, l'art. 113 O. J. F. ; en e question de constitutionnalité de la loi genev Cour de Justice a usurpé des compétences q Tribunal fédéral seul.

Enfin, elle viole les art. 94 et 95 Const. can principe de la séparation des pouvoirs et q tribunaux jugent les causes civiles et criminel tice n'avait pas à statuer en matière de droit mant l'abrogation de l'art. 20 de la loi sur la l miscée sans droit dans la matière législative.

D. Dans sa réponse, l'intimé Albert Kündig Tribunal fédéral déclare le recours irrecevab et le Procureur général n'ayant pas qualité pou de droit public.

Au fond, il a conclu à ce que le recours soit fondé.

(Chambre des poursuites et des faillites.)

AUDIENCE DU 13 MARS 1907.

Présidence de M. SOLDATI.

Femme mariée ; poursuites ; mari non mentionné ; annulation ; plainte du créancier ; femme représentée par son mari ; défaut de mise en cause d'icelui ; art. 47, 61 L. P. ; confirmation.

Bickert.

La femme mariée a un représentant légal en la personne de son mari. Dans ces conditions, et aux termes de l'art. 47 L. P., c'est contre elle, représentée par son mari, que les poursuites doivent être dirigées. Il ne suffit pas que les actes de poursuite soient notifiés au mari en sa qualité de personne adulte faisant partie du ménage de la débitrice (art. 64 L. P.).

A. A la requête du recourant Bickert, l'Office des poursuites de Tavel a exercé contre dame Kolly-Chatton, à Saint-Ours, les poursuites suivantes :

1. *Commandement de payer* n° 5387, du 24 janvier 1906.

Débitrice : dame P. Kolly.

Créance : 251 fr. 50, avec intérêts.

Notifié le 25 janvier 1906 à dame Kolly.

Saisie effectuée le 21 février 1906, au préjudice de dame P. Kolly.

Sursis accordé le 3 avril 1906 à dame P. Kolly.

2. *Commandement de payer* n° 5686, du 17 février 1906.

Débitrice : dame P. Kolly.

Créance : 301 fr. 50, avec intérêts.

Notifié le 19 février 1906 à l'époux Kolly.

Saisie effectuée le 13 mars 1906, au préjudice de dame P. Kolly.

Sursis accordé le 15 mai 1906 à dame P. Kolly.

3. *Commandement de payer* n° 5890, du 12 mars 1906.

Débitrice : dame Kolly.

Créance : 334 fr. 55, avec intérêts.

Notifié le 13 mars 1906 à l'époux Kolly.

Saisie effectuée le 6 avril 1906, au préjudice de dame P. Kolly.

Sursis accordé le 23 mai 1906 à dame P. Kolly.

Le 3 août 1906, l'époux de la débitrice fut déclaré en faillite. Le 22 novembre, la Justice de paix de Tavel désigna un assistant à la femme du failli.

B. Sur requête de la débitrice, du 12 novembre, complétée le 3 décembre 1906, l'Autorité cantonale de surveillance rendit, le 15 décembre 1906, la décision suivante :

urs est admis, en ce sens que les poursuites nos 5387, 0, dirigées contre la recourante par Henri Bickert, à annulées.

surplus, il est écarté. »

ision fut motivée par le fait que les trois commandements ci-dessus ont été adressés à la débitrice elle-même, le représentant légal (en l'espèce, son mari) y fût men-

ontre cette décision que le créancier recourt à la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral, en concluant son. Il estime que le recours interjeté par dame Kolly à l'Autorité cantonale de surveillance aurait dû être écarté de tardiveté. En outre, il invoque le fait que les commandements de payer nos 5685 et 5890 ont été notifiés à l'époux Kolly, que le fait que dame Kolly a versé des acomptes, qui concerne la poursuite n° 5387.

Tout d'abord, il est constant que, lors de la notification des commandements de payer et des procès-verbaux de saisie de la débitrice, dame Kolly, avait un représentant légal, de l'art. 47 L. P., et que ce représentant n'était autre que son mari. Cette circonstance est admise, comme allant de soi, par l'Autorité cantonale de surveillance, et reconnue tacitement par le Tribunal.

En fait, et aux termes de l'art. 47 précité, c'est à dame Kolly, représentée par son mari P. Kolly, que les poursuites auraient dû être dirigées, et il ne pouvait suffire que les commandements de payer et la poursuite fussent notifiés à l'époux Kolly, en sa qualité d'adulte, faisant partie du ménage de la débitrice (voir l'art. 47 L. P.). Par conséquent, c'est à bon droit que l'Autorité cantonale de surveillance a annulé, non seulement la poursuite créée à la suite d'un commandement de payer qui fut adressé à dame Kolly, mais aussi les poursuites nos 5686 et 5890, créées à la suite de commandements de payer dont la notification à la débitrice ne paraît avoir été que l'effet d'un pur hasard. La notification eut lieu par les soins de la poste, et le mari ne figurait pas sur l'acte.

En fait, de toutes ces poursuites était, d'ailleurs, d'autant plus évident que les actes de poursuite subséquents (procès-ver-

baux de saisie, actes de sursis) ne mentionnaient également débitrice elle-même et ne satisfaisaient donc pas non plus les exigences de la loi.

II. Les trois poursuites étant ainsi frappées de nullité il va sans dire que cette nullité pouvait et devait être prononcée *d'office* et que, par conséquent, l'exception de tardiveté opposée par le créancier, au sujet du recours de la débitrice, est sans valeur. C'est du reste pour la même raison qu'il n'y a pas lieu de rechercher si dame Kolly a eu pouvoir pour interjeter un appel auprès de l'Autorité cantonale de surveillance, ou si elle a dû se faire assister par la personne qui venait de lui être désignée comme assistant.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des poursuites des faillites, prononce : Le recours est écarté...

SÉANCE DU 13 MARS 1907.

Présidence de M. REICHEL.

Machine appartenant à la femme ; saisie au préjudice du mari ; inapplicabilité de l'art. 92 L. P. ; rejet.

Dutoit.

L'art. 92, § 3, L. P. ne saurait être appliqué à un ouvrier limonadier travaillant dans la fabrique de sa femme, car un limonadier peut gagner sa vie sans posséder lui-même une machine à fabriquer les eaux gazeuses.

A. Le 24 novembre 1906, l'Office des poursuites de Moudon a saisi, au préjudice de Dutoit, une machine à fabriquer des eaux gazeuses.

B. C'est contre cette mesure que, se prévalant de la disposition de l'art. 92, ch. 3, L. P., Dutoit a recouru aux autorités cantonales de surveillance ; puis, son recours ayant été écarté, à la suite de la poursuite et des faillites du Tribunal fédéral.

C. Dans sa décision du 4 février 1907, l'Autorité cantonale de surveillance constate « qu'il est résulté de l'information donnée par le comité d'assistance inférieure de surveillance et des pièces probantes du dossier, que c'est la femme du recourant, dame Léa Dutoit, à Moudon, séparée de biens, qui est inscrite au Registre du commerce, comme titulaire de la raison Dutoit, « fabriquant des eaux gazeuses, à Moudon » ; que le débiteur saisi, soit le mar

dont le montant lui est réclamé par Falquet, n'est pas un billet de complaisance vis-à-vis de la « Semence d'Or ».

Plus subsidiairement, il conclut à ce que la « Semence d'Or » soit condamnée à le relever et garantir des causes de la poursuite n° 26942, dirigée contre lui par Falquet, soit le condamner à lui payer, avec intérêts et dépens, la somme de 1109 francs.

L'intimé conclut à la confirmation du jugement, avec dépens.

Questions :

1° Y a-t-il lieu à jonction des instances numéros 3413 et 3879 ?

2° L'action en libération de dette est-elle fondée ?

Sur la première question :

C'est avec raison que le Tribunal n'a pas ordonné la jonction des causes.

L'action en libération de dette, prévue par l'art. 86 L. P., est une action toute spéciale, consécutive à un jugement de mainlevée ou à un commandement resté sans opposition, et qui doit se démenter entre le créancier, qui est au bénéfice du titre, et le débiteur qui prétend que la somme n'est pas due.

Il ne peut y avoir appel en cause d'un *garant*, puisque le débiteur prétend que celui qui le poursuit n'est pas son créancier. Comme l'a fait observer le Tribunal, Falquet demande seulement au Tribunal de débouter Druz de ses conclusions.

En appel, il est vrai, Druz conclut contre la « Semence d'Or » au paiement d'une somme de 1109 francs. Ce sont là des conclusions nouvelles, prises pour la première fois en appel et, par conséquent, irrecevables (art. 362 pr. civ.). Si Druz estime que le billet en question est un billet de complaisance vis-à-vis de la « Semence d'Or », il peut agir par voie d'action directe contre cette dernière.

Sur la deuxième question :

Adoptant les motifs des premiers juges :

Considérant que Falquet, qui est porteur du billet, produit, en outre, une lettre de la Banque populaire suisse constatant que Falquet a été débité du montant du billet qui lui est remis ;

Considérant que les conclusions subsidiaires prises par Druz concernent la « Semence d'Or », et ne sont pas recevables en la présente instance ;

Par ces motifs, la Cour reçoit l'appel à la forme ; déclare non recevables les conclusions de Druz contre la « Semence d'Or » tendant au paiement d'une somme de 1109 francs.

Au fond, confirme...

rage est utilisé d'une manière contraire à sa destination, et s'il en résulte un dommage, c'est celui qui a autorisé de cet ouvrage, ou qui en a autorisé le fait est responsable. Lorsque la responsabilité du dommage est engagée, elle l'est en vertu de l'art. 50, et non de l'art. 1734.

9 février 1900, Christian Yutzi, travaillant dans la maison en construction appartenant à Biser, a été tué par la chute d'une pierre tombée du troisième étage. L'accident s'est produit dans les circonstances suivantes : Biser avait confié les travaux de construction à l'architecte Riesser (patron de Yutzi) et les travaux de sculpture aux entrepreneurs Frangi et Cie. Il avait accordé l'autorisation d'utiliser l'échafaudage de la construction ordonné à son contremaître d'apporter à ces modifications qui seraient demandées par les tailleurs sur pierre. Frangi et Cie, de leur côté, confiaient la sculpture à un nommé Salvadé, pour le prix de 100 francs. Salvadé travaillait au troisième étage, alors que Riesser et Frangi étaient occupés en bas ; une pierre de 10 kg., que Riesser travaillait, lui échappa, tomba entre les planches de l'échafaudage, le long de la façade, et atteignit Yutzi à la tête, causant de sa blessure le même jour. Sa veuve, ses enfants, intenta une action en dommages et intérêts, contre Frangi et Cie et contre Biser.

Le 27 avril 1906, la Cour d'appel et de cassation a rejeté les conclusions des plaignants, en faveur de Frangi et Cie, et a condamné ces derniers à payer les sommes suivantes : a) à dame Yutzi, 1700 francs ; b) à Emma Yutzi, 1700 francs ; c) à Marie Burri, 575 francs ; d) à Friederich Burri, 575 francs ; e) à Bertha Nobs, 487 francs.

Les plaignants ont été déboutés en tant que leur action était dénuée de fondement.

Les plaignants et défendeurs ont recouru au Tribunal fédéral suisse. Les consorts Yutzi ont demandé que les sommes accordées fussent augmentées, en se basant notamment sur ce que ces sommes portassent intérêt à 5 % dès le jour où les demandes fussent admises contre la maison Biser, solidairement responsables.

Le Tribunal fédéral a conclu au rejet de la demande et, subsidiairement, à l'indemnité des indemnités accordées. Biser a conclu au

Arrêt.

En droit: I. Le Tribunal de premièrement sur une consultation de gens du des règles à observer en ce qui concerne dages et des mesures à prendre pour la s sur cette même consultation que le Trib argumentation.

II. Il faut d'abord rechercher si l'entre responsable, en vertu de l'art. 67 C. O.

La question de savoir si le terme d' peut s'appliquer à un échafaudage, ne établi que Biser était le propriétaire de Salvadé travaillait, et que le bloc de pier est tombé entre cet échafaudage et le mu lement établi, par l'expertise, qu'en app tions à l'échafaudage (par exemple, en l établissant un rebord du côté intérieur d'empêcher la chute des pierres ou, en t difficile.

D'autre part, les experts constatent n'était primitivement destiné qu'aux m gences courantes pour la construction pr ne s'est pas produit en employant l'écl destination, mais bien en l'utilisant pour D'autre part, il résulte de l'art. 67 C. O. lité du propriétaire, pour vice de constru lorsqu'il n'a pas commis de faute; il a, recours contre le constructeur. Mais, le usage de ce droit de recours lorsque l manière contraire à sa destination *prim* connaissait seulement cette première de à en envisager d'autre. Si un ouvrage se manière contraire à la destination pour la en résulte un dommage, c'est celui qui a cet ouvrage, ou qui en a autorisé le chanq ble des suites pouvant en résulter; ce p propriétaire, seulement c'est en vertu de l'art. 67 que sa responsabilité est engagée

III. L'intimé Biser est-il responsable d

sur leurs travaux personnels, l'échafaudage de construction proprement dits ? Il y a cette question, et cela indépendamment de savoir si cet échafaudage était propre à la pose des pierres. Car, non seulement il ne s'agit pas de juger de l'utilité de l'échafaudage pour la pose des pierres (c'était bien plus l'affaire de l'entrepreneur), mais il est constant que Biser avait ordonné de construire l'échafaudage suivant les désirs de l'architecte, qui eut d'ailleurs lieu. Après cela, que l'échafaudage par les tailleurs de pierres soit considéré comme un acte poursuivable dans

la responsabilité de Biser, pour ne pas l'entrepreneur général, de ne commencer l'après l'achèvement des travaux de pose. Il n'y a pas lieu de rechercher ici si l'échafaudage était nécessaire. En tout cas, ce n'était pas des dangers spéciaux pouvant résulter de l'exécution des travaux de taille et de sculpture, mais un danger permanent pour les ouvriers de sculpture, qui ailleurs de pierres de refuser de continuer les travaux si l'on serait occupé aux canalisations.

En action intentée contre Frangi et Cie, pour travaux de taille et de sculpture, il n'y a pas à dire qu'ils n'ont pas avoir employé à des travaux spéciaux de construction proprement dite, ce qu'ils n'ont pas avoir apporté quelques modifications, mais ils ont fait des travaux avant l'achèvement des canalisations. Les explications très nettes des experts, qui ont dit que pour la sculpture, aucun danger pour les ouvriers, si ce n'est pendant les quelques heures où l'échafaudage est contre la façade, et ce danger peut être évité si les ouvriers occupés en bas, à se retirer un peu plus haut. Les Frangi et Cie que s'ils sont restés sur place au moment où l'accident s'est produit, ce n'est pas l'ouvrier de Rieser.

En résumé, on pourrait aussi bien admettre la responsabilité de Frangi et Cie, en vertu de l'art. 62, que leur

faute personnelle, dans le sens de la première instance a écarté la première. Salvadé n'avait avec Frangi et Cie aucun rapport, mais qu'il avait été leur sous-traitant. Le Tribunal de première instance a admis la seconde, parce que Frangi en recommandant à Salvadé de prendre des précautions, est en opposition avec l'art. 62, ou bien Salvadé était considéré par Frangi et Cie comme leur employé, et alors, ils n'ont pas pu leur demander de prendre des précautions. Dans le dernier cas, les dispositions de l'art. 62, ou bien Salvadé était considéré par Frangi et Cie comme leur employé, et alors, ils n'ont pas pu leur demander de prendre des précautions. Dans le dernier cas, les dispositions de l'art. 62, ou bien Salvadé était considéré par Frangi et Cie comme leur employé, et alors, ils n'ont pas pu leur demander de prendre des précautions.

VII. Après ce qui vient d'être dit, la question de savoir si Frangi et Cie dépend de la question de savoir si Salvadé était employé, ou ouvrier, dans le sens de l'art. 62, ou bien Salvadé était considéré par Frangi et Cie comme leur employé, et alors, ils n'ont pas pu leur demander de prendre des précautions. Dans le dernier cas, les dispositions de l'art. 62, ou bien Salvadé était considéré par Frangi et Cie comme leur employé, et alors, ils n'ont pas pu leur demander de prendre des précautions.

La question de savoir si Frangi et Cie dépend de la question de savoir si Salvadé était employé, ou ouvrier, dans le sens de l'art. 62, ou bien Salvadé était considéré par Frangi et Cie comme leur employé, et alors, ils n'ont pas pu leur demander de prendre des précautions. Dans le dernier cas, les dispositions de l'art. 62, ou bien Salvadé était considéré par Frangi et Cie comme leur employé, et alors, ils n'ont pas pu leur demander de prendre des précautions.

elle on peut déjà répondre dans ce cadre s'était chargé des travaux de sculpture, « Le louage de services dans le futur » *Revue de droit suisse*, vol. 43 pages 533 *suisse d'Economie sociale*, XIII^e année.

ement des cas de louage de services d'un droit ou d'une obligation du patron à l'employé quant à l'exécution ou à la l, ainsi lorsque ce service exige des caractéristiques qui manquent au « patron » situation de l'avocat, Planck, *Code civil*, art, l'art. 62 C. O. doit être applicable ple, à défaut d'autorisation paternelle ou sément aucun contrat entre les personnes eur est occupé comme ouvrier, sans le ou tuteur, il résulte déjà de ce rapport de ance de la part du patron et, par suite, ui-ci pour le dommage que le mineur tion de ses travaux. (Voir Windscheid § 923.)

érents projets qui ont donné naissance à que la responsabilité encourue par le pa- C. O., du fait des actes dommageables yés, implique l'existence d'un devoir et, it de surveillance de la part du patron ; ir s'il y a louage de services, ou louage ét. L'art. 62 C. O. (sauf la justification de ait pas prévue dans les premiers projets), 'une répétition de l'art. 1384, al. 3, du Schneider et Fick, note 1 de l'art. 62), es et les *commettants* sont responsables urs domestiques et *préposés*, dans les s ont employés. » Dans la doctrine fran- le mot « préposé » est toujours pris dans Une personne qui exerce une fonction et sous la surveillance d'une autre, que » (Voir *Pandectes françaises, responsa-* 3. 1042, 1093, 1126.) Il en est exactement rrespondant du Code civil allemand qui,

comme le prouve l'exposé des motifs, « tions suisse. L'expression : « celui qui tion » doit désigner le « maître ou pat cette définition a bien la même origine de l'art. 1384 C. civ. français. (Voir St C. C., note 2 du § 831 ; Crome, *Système C. C.*, note 2 du § 831.)

VIII. En l'espèce, il s'agit de rechercher si Frangi et Cie étaient tenus de *surveiller* le sculpteur *des instructions* sur la façon de l'exécuté. Il est établi que Frangi et Cie de Biser, de la direction de tous les travaux et que, comme le Tribunal de première instance basant sur la déclaration de Frangi lui-même, travaux de sculpture, pour le prix à forfait qui voyageait justement dans le but d'exécuter qu'en outre, Salvadé, comme Antonio Fontana, se tenait en rapports directs avec Frangi et Cie) et de surveiller les détails.

Il est difficile de dire si, pendant ce voyage, placé sous la surveillance des Frangi et Cie, Salvadé pourrait admettre que Salvadé, ne possédant pas un atelier industriel, mais se bornant à voyager, pour exécuter des travaux de sculpture, se trouvait dans une sorte de situation de voyageur, et qu'il existait, par conséquent, un rapport de travail entre lui et Frangi et Cie ; d'autre part, Frangi et Cie faisaient exécuter leurs travaux par leur propre personnel, tandis qu'ils confiaient à Salvadé la sculpture qui exigeaient une certaine habileté. Ils ne se considéraient pas comme assez compétents pour exécuter même les travaux de sculpture. Mais, s'ils ne se considéraient pas comme autorisés à donner des instructions à Salvadé sur la manière d'entreprendre son travail, ils devaient prendre la précaution qu'il aurait à observer. Ce qui est certain, c'est que Salvadé avait à se mettre en rapport avec Frangi et Cie pour l'exécution des détails. Biser, aussi bien que Frangi, comme chef de la construction, était compétent pour la sculpture que les Frangi et Cie. Salvadé

à un total de vente de 9223 fr. 27.
produit une lettre adressée par Gi-
M. Herren et Guerchet, mandataires
ne :

les premiers jours de la semaine
ujet de l'hoirie Dominici. »

écriture du défendeur, du 9 octobre

demandeurs débute par cet article :
ances. Les demandeurs sont sommés
le compte auquel ces 4300 francs se
te importance que le défendeur soit
i réclame à cette date du 18 janvier
il avait réglé le compte avec Th.
as, au 18 janvier 1903, une somme
qu'un détail soit fourni à l'appui de
que le défendeur puisse s'expliquer

oint au dossier le règlement général
détail de la ville de Genève, qui porte
èglement), sous la rubrique *Pesage* :
ée un bulletin de poids extrait d'un
om du vendeur et celui de l'acheteur,
narchandise, le poids en kilos et la

payé tout ce qu'il devait à ses ven-

mbre 1906, le Tribunal de première
es demandeurs de leurs conclusions,
es ; ce prononcé a été confirmé par
ile, du 13 avril 1907. Cette sentence
e suit : Les demandeurs ne produisent
titre émanant de l'intimé, pour ap-
euve d'un fait juridique, dont l'objet
1000 francs, ne peut être faite par
ette règle reçoit exception lorsqu'il
reuve par écrit. Mais, la lettre du 2
baud n'a pas le caractère essentiel
stituer un commencement de preuve
de l'écriture du 9 octobre 1905. La

production du livret à souche est sans intérêt ; même il était établi qu'en matière de commerce bons de l'abattoir sont la preuve de la livraison que le coût de celle-ci, inscrit au verso de chaque livret, tant que les bons sont en possession du vendeur, justification expresse, ce fait n'aurait aucune importance ; il est, en effet, démontré que les vendeurs ont remis au défendeur les bulletins de pesage au fur et à mesure, puisqu'on réclame 2831 francs, en présence pour 9222 fr. 27.

C. Les demandeurs ont recouru.

Arrêt.

En droit : 1. L'offre de preuve des demandeurs, par témoins, que la maison Dominici a livré au défendeur les marchandises indiquées dans les bulletins de pesage, repoussée, par les instances cantonales, à raison du Code de procédure civil genevois. Cette disposition ne permet pas la preuve par témoins d'un fait juridique dont l'objet est supérieur à 1000 francs. Le Tribunal fédéral, par sa jurisprudence constante, lié par cette décision, et en l'absence de faire compléter le dossier dans ce sens.

La question de savoir si la lettre du 2 décembre 1905, adressée au défendeur à MM. Herren et Guerchet, et son envoi le 10 décembre 1905, constituent, l'une ou l'autre, un commencement de preuve par écrit, permettant, exceptionnellement, l'audition de témoins, relève également du droit cantonal, et le Tribunal fédéral est incompétent pour statuer ; il est donc lié par la décision des instances cantonales refusant l'audition de témoins.

Il serait, d'autre part, également sans utilité de compléter le dossier par l'introduction du registre à souche, dans lequel sont inscrits les bulletins de pesage produits par les demandeurs, car le contenu de ces bulletins, comme tel, n'a pas été contesté ; il n'a pas été allégué que le registre contienne des bulletins eux-mêmes.

Enfin, il n'y aurait aucun intérêt, en l'espèce, à statuer sur la question de savoir si, en matière de boucherie les bulletins de pesage sont la preuve de la livraison de la viande, et que le coût de

AUDIENCE DU 21 JUIN 1907.

Présidence de M. JAZAR.

Journal ; publications diffamatoires ; action en indemnité ; ad
contre plusieurs défendeurs ; recours en réforme de l'un d'eux ;
par voie de jonction d'un co-défendeur ; art. 68, 70 Org. ju
irrecevabilité.

Taponnier contre Zoller.

*Les termes « l'autre partie » et la « partie adverse » des
et 68 Org. jud. féd. ne peuvent se rapporter qu'à la partie
laquelle on plaide, et non pas à un consort, co-demande
co-défendeur.*

Le Tribunal fédéral.

Vu que, par exploit du 11 mai 1904, le demandeur Zolle
signé : 1° Nicole, rédacteur responsable du journal *Le* .
2° Fritz Châtelain, rédacteur du dit journal ; 3° La Soci
Excursions suisses, et 4° Pierre Taponnier, employé de
société, pour s'ouïr condamner à lui payer, solidairement, la
de 5000 francs, pour réparation du préjudice matériel e
qu'ils lui ont causé pas divers agissements ;

Vu que, par arrêt du 18 mai 1907, la Cour de Justice civile de
a confirmé, quant au fond, un jugement du 12 mai 1906, pa
le Tribunal de première instance avait : « Mis la société
cause ; condamné solidairement Nicole, Châtelain et Tapon
payer à Zoller 600 francs ; dit que la responsabilité des déf
se répartissait entre eux comme suit : 1/12 à Nicole, 4/12
telain et 7/12 à Taponnier, et leur réservait leurs recours «
proportions » ;

Vu que le dit arrêt a été communiqué aux parties le
1907 ;

Attendu que, le 8 juin 1907, le défendeur Châtelain a dé
greffe de la Cour de Justice civile de Genève une déclar
recours en réforme au Tribunal fédéral, improprement
« Recours en réforme par voie de jonction », mais qui est
comme recours principal, en regard des alinéas 1 et 2 de
O. J. F. ;

Attendu que, par acte du 12 janvier 1907, adressé au T
fédéral directement, le défendeur Taponnier a déclaré for
devant le Tribunal fédéral, un « recours en réforme *par*
jonction à celui déposé par M. Fritz Châtelain » ;

Attendu que l'art. 70 O. J. F. dispose que, dans un déli
jours, de la réception de l'avis prescrit à l'art. 68, al. 1, le d

peut se joindre au pourvoi de *l'autre partie*, en adressant au Tribunal fédéral des conclusions... ;

Que l'art. 68 dispose que le Tribunal cantonal avise immédiatement *la partie adverse* du recours déposé ;

Considérant que ces termes *l'autre partie* et *la partie adverse* ne peuvent se rapporter qu'à la partie contre laquelle on plaide, et non pas à un consort, co-demandeur ou co-défendeur ;

Que le sens de l'art. 70 O. J. F. ne présente aucun doute à cet égard ;

Vu que le défendeur Taponnier déclare recourir, par voie de jonction, au recours déposé par son co-défendeur Châtelain, alors que sa partie adverse, le demandeur Zoller, n'a pas recouru ;

Considérant, d'autre part, que le recours interjeté par Taponnier ne peut être envisagé comme un recours principal, vu qu'il ne remplit pas les conditions de formes prescrites par l'art. 67, al. 1, O. J. F., puisqu'il n'a pas été déposé auprès du tribunal qui a rendu le jugement, c'est-à-dire la Cour de Justice civile de Genève, mais qu'il a été adressé directement au Tribunal fédéral ;

prononce :

Il n'est pas entré en matière sur le recours interjeté par Pierre Taponnier contre l'arrêt de la Cour de Justice civile de Genève, du 18 mai 1907...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 6 JUILLET 1907.

Présidence de M. MORIAUD.

Action d'une société contre un de ses membres ; restitution d'objets ; 1^o prétendue légitimation active des demandeurs ; 2^o admission ; appel ; violation des art. 815 C. civ. et 169 C. O. ; recevabilité ; réforme.

Béné contre Jaton, Cusin, Valsecki et autres.

Le droit des différentes personnes qui ont formé un groupement, devenu propriétaire d'objets mobiliers, sur les dits objets, se caractérise par la faculté que possède chacune d'elles de demander sa part de la valeur des objets qui ne peuvent être divisés.

Il ne saurait y avoir solidarité entre elles, aux termes de l'art. 169 C. O., lorsqu'il n'a pas été convenu que chacune d'elles aurait le droit de réclamer le montant intégral de la créance.

L'appelant et les intimés ont pris part, en juillet 1905, aux fêtes nautiques de Givors (France), sous le nom de « Stade helvétique », et ont obtenu, entre autres récompenses, une palme vermeil avec dédicace argent.

Par exploit du 21 juin 1906, les intimés ont assigné Béné à s'entendre condamner à leur restituer, dans les trois jours du jour, à intervenir :

1° Une palme vermeil avec dédicace argent ;

2° Les archives et procès-verbaux du « Stade Helvétique », en payer la valeur en 50 francs ;

3° S'entendre condamner à payer la somme de 200 francs, à titre de dommages-intérêts, pour valoir réparation du préjudice causé.

Béné a excipé de l'irrecevabilité de la demande, aucune solidarité n'existant entre les poursuivants, et a contesté la demande au fond.

Par jugement du 26 février 1907, le Tribunal a réservé la question de la responsabilité de la demande et ordonné des enquêtes.

Les enquêtes ont eu lieu et, par jugement du 4 juin 1907, le Tribunal a condamné Béné à restituer, dans les huit jours du jour, aux intimés, une palme avec dédicace, les archives et procès-verbaux de l'ancien « Stade Helvétique », sinon à en payer la valeur en 50 francs, condamné Béné aux dépens ; débouté les parties du surplus de leurs conclusions.

Les motifs de ce jugement sont les suivants :

Sur la recevabilité ;

La légitimation active des demandeurs résulte des faits de la cause et des enquêtes.

Les demandeurs n'agissent pas personnellement et isolément, mais comme formant un groupe d'intérêts communs et solidaires.

Les objets, dont la restitution est poursuivie, n'appartiennent pas à des personnalités distinctes, mais au groupement, comme tels.

Au fond :

Les demandeurs ont rapporté la preuve qu'ils avaient offert à Béné la palme et les archives.

Il est établi que Béné possède les procès-verbaux et les archives de la société dont il fait partie ;

Que Béné a exposé la palme dont la restitution est poursuivie, et qu'il l'a retirée.

C'est lui qui doit être rendu responsable de la disparition de cette palme, c'est lui qui doit être condamné à la restituer aux légitimes propriétaires.

Béné a appelé de ce jugement, bien que rendu en dernier ressort.

Il base son appel sur l'art. 339, § 3, pr. civ.

Il soutient que ce jugement consacre plusieurs contraventions

texte de la loi, notamment au texte des art. 169 C. O., 2 pr. civ., 815 C. civ.

Les intimés concluent à l'irrecevabilité de l'appel, au fond, à la confirmation du jugement, à la condamnation de l'appelant aux dépens d'appel.

Questions :

1° L'appel est-il recevable ?

2° *Quid* des dépens ?

Sur la première question : En fait, l'appelant et les intimés ont obtenu, au concours de Givors, une récompense, soit une palme vermeil, qui est devenue leur propriété indivise. Le droit de chacun des neuf propriétaires de cet objet est de demander sa part de la valeur du dit objet qui ne peut pas être divisé en neuf parties. Il en est de même du cahier des procès-verbaux et des archives qui existent.

L'art. 815 C. civ. dispose que nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision.

C'est en violation de l'art. 815 C. civ. que le Tribunal a condamné Béné à restituer à ses copropriétaires les objets sur lesquels il a un droit de copropriété, et à leur en payer la valeur totale.

L'art. 169 C. O. prescrit qu'il y a solidarité entre plusieurs créanciers lorsque le débiteur déclare vouloir donner à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance.

A défaut d'une semblable créance, la solidarité n'existe que dans les cas déterminés par la loi.

Béné n'a fait aucune déclaration exprimant sa volonté de donner à chacun des intimés le droit de demander la totalité de la créance.

L'objet de la demande ne rentre pas dans un des cas où la loi a attribué la solidarité entre plusieurs créanciers.

Le jugement consacre une violation expresse au texte de l'art. 169 C. O., en admettant la légitimation active des intimés.

En conséquence, l'appel est recevable. Il est fondé.

Sur la deuxième question :

Les intimés succombent dans leurs conclusions.

Vu les art. 339, § 3, 363, 106 pr. civ. ; 815 C. civ., 169 C. O. ;

Par ces motifs, la Cour déclare recevable...

Au fond, rétracte et met à néant, et, statuant à nouveau, déboute les intimés de leurs conclusions...

LA

SEMAINE JUDICIAIRE**JOURNAL DES TRIBUNAUX****(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)****PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS****Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE****15 fr. par an pour toute la Suisse.****VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12****Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER****Corraterie****30 centimes la ligne ou son espace.**

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Pasche c. Chappuis : machine à battre ; ouvrier de campagne mineur blessé ; action en indemnité ; art. 50 et suiv. 67, 338 C. O. ; absence de faute du patron ; imprudence de l'ouvrier ; déboutement ; recours ; 1^o contrat de louage de services ; devoirs du maître ; 2^o machine non défectueuse ; confirmation. — *Czemij c. Dr phil. Frey :* acteur ; article critique estimé injurieux ; demande d'indemnité à l'auteur de l'article ; art. 50 et 55 C. O. ; absence de dommage ; rejet ; recours ; demandeur débouté. — *Böttcher :* demande d'extradition ; sujet allemand ; consentement ; arrêté du Conseil fédéral l'autorisant ; recours du prévenu au Tribunal fédéral ; art. 23 et 24 de la loi fédérale du 22 janvier 1892 sur l'extradition aux États étrangers ; incompétence. — *Cour de justice civile.* Baud c. Etat de Genève : immeuble ; vente ; paiement des droits d'enregistrement et de transcription ; demande de restitution de ces droits ; art. 1, loi du 28 octobre 1895 ; refus ; prescription ; art. 166, loi sur les contributions publiques du 9 novembre 1887 ; déboutement ; appel ; 1^o loi applicable à la prescription de cette action ; loi du 9 novembre 1887 ; 2^o fixation du *dies a quo* ; art. 2257, 2362 C. civ. ; admission de l'exception de prescription ; 3^o confirmation. — *Bibliographie.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL**AUDIENCE. DU. 26. MARS. 1907.****Présidence de M. JÄGER.**

Machine à battre ; ouvrier de campagne mineur blessé ; action en indemnité ; art. 50 et suiv., 67, 338 C. O. ; absence de faute du patron ; imprudence de l'ouvrier ; déboutement ; recours ; 1^o contrat de louage de services ; devoirs du maître ; 2^o machine non défectueuse ; confirmation.

Pasche contre Chappuis.

L'employeur doit faire en sorte que ses employés puissent exécuter leur travail sans qu'ils aient à souffrir dans leur intégrité personnelle ; l'inexécution de cette obligation donne à l'employé le droit de réclamer du maître des dommages-intérêts, en vertu des art. 110 et 116 C. O.

Le devoir du maître ne va pas toutefois jusqu'à empêcher, d'une façon absolue, tous les accidents qui peuvent se produire ; il doit fournir à ses employés des outils normaux, mais il ne saurait être tenu de les prémunir contre toutes les conséquences d'imprudences grossières (en l'espèce, engager une main au milieu des dents d'un battoir).

Chappuis a engagé Pasche, alors âgé de 18 ans, à travailler à sa machine à battre. Six personnes ont travaillé à la machine, savoir : un engreneur, un lieur et cinq tourneurs, pour actionner la manivelle de la machine. Pasche a été engagé comme tourneur.

Le 15 mai 1907, dans l'après-midi, l'engreneur donna le signal, trois des tourneurs abandonnèrent leur poste et Pasche resta seul à son poste ; il tourna la manivelle de la machine en passant sa main droite par-dessus la planche de la machine et chercha à engrener quelques brins de paille. Pendant que celle-ci, en les poussant vers l'embouchure de la machine, est parvenue à atteindre les dents du cylindre, elle a été saisie par le bras de Pasche et déchiquetée entre les dents du cylindre et les dents fixes du contre-batteur.

Pasche a été transporté à l'Hôpital cantonal, où il a subi l'amputation de son bras droit.

Après l'accident, Pasche a ouvert action à Chappuis, pour la somme de 10,000 francs, avec intérêts à 5 %, et pour titre d'indemnité.

En conclusion, le demandeur allègue que l'accident est dû à la négligence de Chappuis, qui a négligé de munir la machine de dispositifs de protection suffisants, en particulier, d'un garde-bras, dont l'emploi est prescrit par un arrêté du 15 octobre 1866.

Il demande la libération.

.....
En fait, il est intervenu une expertise technique pour déterminer de savoir si l'installation du battoir présentait ou non un danger. L'accident était dû à la défectuosité de la machine.

.....
par jugement du 29 janvier 1907, écarté les conclusions du demandeur, admis les conclusions libératoires du défendeur, et condamné les frais et dépens de la cause à la charge du demandeur.

Il a été décidé de la façon suivante :

.....
soumis aux lois spéciales sur la responsabilité, l'action du demandeur peut trouver son application dans l'art. 50 et suiv. C. O., sur l'art. 67 ou sur l'art. 1382 C. C.

stations. Ainsi que le Tribunal fédéral l'a souvent jugé (juillet 1903, Losey c. Pilloud et Winkler,¹ *Rec.* page 495, consid. 5, et les arrêts qui y sont cités), il faut faire en sorte que ses employés puissent exécuter leur travail sans qu'ils aient à souffrir dans leur intégrité personnelle de cette obligation donnant à l'employé le droit de réclamer des dommages-intérêts, en vertu des art. 110

et 111 du Code de procédure civile ; d'examiner si Chappuis a contrevenu à cette obligation et si le prétend Pasche ; d'élever à la charge de Chappuis le fait d'avoir employé un « tourneur » à un jeune homme de dix-huit ans. L'expert a fait, des constatations de l'expertise que ce travail peut, sans imprudence, en charger un jeune homme. D'ailleurs, Pasche était au courant de ce genre de travail et avait déjà exécuté antérieurement. Il n'y a pas de faute de Chappuis dans le fait d'avoir négligé de munir la machine d'appareils de protection suffisants ; il n'y a pas de faute de Pasche de l'employer. La machine est une machine du type courant, et qu'elle « ne présente pas de danger pour le personnel de service, pour autant que les ouvriers qui le composent ne commettent d'imprudences grossières. L'expert constate qu'on aurait pu imaginer des appareils de protection encore plus efficaces ; mais, les appareils qui étaient munis étaient suffisants pour assurer la sécurité des ouvriers, pourvu qu'ils apportassent à leur travail la prudence qu'on peut normalement exiger. Pour que l'accident se produise, il fallait plus qu'une inattention ou une négligence, comme cela a eu lieu en l'espèce, une imprudence, une faute grossière. Or, le devoir du maître est d'empêcher d'une façon absolue tous les accidents de travail ; il doit fournir à ses employés des outils et des machines qui ne sauraient être tenus de les prémunir contre toutes les imprudences grossières. Les appareils de protection reprochés à Chappuis de n'avoir pas été adaptés à la machine n'ont pas eu d'autre utilité que d'empêcher même l'accident causé par l'ouvrier. Or, Chappuis

¹ *Rec. conf.*, 1904, page 1.

n'avait pas l'obligation de prévoir un tel manquement aux règles élémentaires de la prudence et d'en prévenir les conséquences dommageables.

Chappuis ayant satisfait aux obligations que lui imposait le contrat de louage de services, il ne peut être déclaré responsable, en vertu du contrat, du dommage subi par Pasche et causé par la seule faute de celui-ci.

Les mêmes raisons qui excluent toute faute contractuelle de sa part excluent *a fortiori* sa responsabilité délictuelle, en vertu des art. 50 et suiv. et 67 C. O. Il n'est donc pas nécessaire de rechercher si la machine à battre du défendeur peut être considérée comme un ouvrage, au sens de l'art. 67 C. O.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours de Pasche est écarté.

AUDIENCE DU 20 AVRIL 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Acteur; article critique estimé injurieux; demande d'indemnité à l'auteur de l'article; art. 50 et 55 C. O.; absence de dommage; rejet; recours; demandeur débouté.

Czernij contre Dr phil. Frey.

I. Il n'existe pas de règles fixes ou objectives permettant de juger des qualités ou talents d'un artiste ou d'un acteur; ces derniers ne peuvent donc prétendre à un empiètement quelconque sur leurs droits, lorsqu'un jugement diffère du leur, touchant leurs qualités artistiques.

II. Une critique ne peut être considérée comme un acte illicite que si, du domaine de la critique d'art pure, elle passe à la critique de la personne; elle est alors soumise au droit commun.

III. Le seul moyen de savoir si les limites permises de la critique sont dépassées consiste à chercher si la critique garde le caractère d'une critique d'art, ou bien si elle se présente comme une attaque dirigée contre la personnalité même de l'artiste ou acteur. Il faut donc poser en principe que la critique d'art sera considérée comme illégale si elle sert à assouvir des sentiments de vengeance personnelle.

En fait : A. Le recourant, acteur de profession, était engagé pour trois ans, jusqu'à la fin du semestre d'hiver 1905/1906, au théâtre municipal de Zurich. L'intimé est, sous le pseudonyme de Konrad Falle, critique théâtral de la *Zürcher Post*. Le 24 mars 1906, le recourant paraissait dans le rôle d'Antonio du « Marchand de Venise », et, dans la *Zürcher Post* du 28 mars, l'intimé publiait

basant sur les art. 50 et 55 C. de procédure, le défendeur a porté illégalement atteinte aussi bien qu'à sa réputation qu'à son droit de vengeance; que la critique était très nette de lui nuire; que son engagement difficile et l'avait blessé dans ses sentiments d'amour-propre.

Le défendeur a soutenu que la Cour cantonale a été trop permissive et que, contrairement à la première instance, qui avait condamné à 300 francs, la Cour d'appel, par lui (le directeur Remker) a fait fautive manière de voir.

II. C'est à bon droit que la Cour cantonale a rejeté la demande du défendeur n'étant pas une atteinte à son honneur et suiv. C. O., il en résultait qu'il n'y avait pas de preuve de la vérité des allégations. Il ne s'agit pas, dans cet art. 50, d'une calomnie ou d'une fausseté, mais d'une appréciation sur l'interprétation d'un jugement général sur ses qualités. Avec les moyens de preuve, le juge doit déclarer si une appréciation est ou n'est pas une atteinte à l'honneur d'un acteur.

L'instance cantonale a donc été faite par le plaignant de preuve de la fausseté. En conséquence, la demande du plaignant (conclusions) est rejetée.

III. La question de l'illégalité de la critique d'art se fonde avec celle des limites de la liberté d'expression théâtrale; si ces limites sont trop étroites, la critique est illégale. A ce sujet, il y a lieu d'examiner la critique et quel est son but de l'artiste vis-à-vis de cette critique. La critique d'art ne conçoit pas (comme cela est souvent dit) que le critique artistique d'un jugement soit comme une sorte de juge officiel. Le critique artistique exerce une influence directe du public, et il n'est pas

parole ; il ne doit, au contraire, baser sa critique que sur son propre sentiment artistique, et il est, avant tout, vis-à-vis de lui-même, responsable de sa profession de critique, qu'il doit exercer d'une manière aussi instructive et sincère que possible. L'activité de l'artiste, et de l'acteur en particulier, appelle un jugement public, — la critique, — qui est pour elle un élément essentiel de vie. Mais, il n'existe pas de règles fixes pour juger des qualités artistiques d'un individu ; aussi est-il impossible de suivre le demandeur lorsqu'il prétend voir son talent jugé par des règles uniformes, objectives et précises : il ne peut donc prétendre qu'un jugement, différant du sien propre sur ses qualités artistiques, constitue un empiètement quelconque sur ses droits. La loi protège les individus dans leur honneur, mais celui-ci ne peut pas être différent chez les artistes que chez les simples bourgeois. La personnalité artistique d'un artiste ou acteur doit pouvoir être exposée sans réserve aux jugements de la critique ; et une critique, même sévère ou dédaigneuse, n'est pas illégale, tant qu'elle ne se présente que comme critique d'art, c'est-à-dire comme jugement sur les talents et les qualités artistiques d'un individu. Elle peut devenir un acte illicite si, du domaine de la critique d'art pure, elle passe à la critique de la personne, c'est-à-dire dans le droit commun. Le seul moyen de savoir si les limites permises de la critique sont dépassées, consiste donc à chercher si la critique se présente encore comme critique d'art, ou bien comme une attaque dirigée contre la personnalité même de l'artiste. Il faut donc poser en principe que la critique d'art sera considérée comme illégale, si elle sert à assouvir des sentiments de vengeance personnelle (attaques haineuses ou grossières).

IV. On peut, dès lors, se demander si l'article incriminé peut encore passer pour une critique d'art, ou bien s'il faut le considérer comme une attaque contre la personnalité du plaignant. Faut-il admettre, avec l'intimé, que la critique doit être envisagée comme un tout, et que les observations spéciales visant le plaignant doivent être considérées comme faisant partie intégrante de la critique ? L'article, pris dans son ensemble, est bien une critique de la représentation du « Marchand de Venise » ; mais les parties concernant le plaignant visent, avant tout, son interprétation le soir où il a joué le rôle « d'Antonio » ; en particulier, l'expression « pantin lamentable » vise clairement le jeu de l'acteur dans son rôle d'Antonio. L'expression que le plaignant « se serait montré,

dans cette occasion, plus qu'une parfaite nullité » est plus générale. Il n'est pas seulement reproché au plaignant d'avoir joué le rôle d'Antonio sans aucun art, mais on le traite avant tout de nullité. Cette appréciation (qui est d'ailleurs très différente des autres critiques versées au dossier) se rapporte cependant bien et uniquement aux capacités artistiques de l'acteur. Elle ne sort donc pas des limites de la critique permise, même si elle venait à être tout à fait inexacte. Il en est de même de l'expression : que les « capacités » (Können) du plaignant l'avaient quitté depuis longtemps ; l'expression, qu'il avait perdu aussi sa « volonté » (Willen) est plus discutable, car cela équivaut au reproche d'avoir négligé son devoir d'acteur. Mais comment vérifier ce jugement sur les capacités artistiques du plaignant, lorsque l'on dit que celles-ci lui auraient permis, s'il l'avait voulu, de mieux jouer son rôle ; si le plaignant déclarait ce reproche injuste, il se condamnerait lui-même. L'opinion exprimée par l'intimé que le plaignant a manqué de « volonté » échappe à l'examen du Tribunal ; celui-ci ne peut donc pas déclarer l'expression injuste.

D'autre part, il y a lieu de remarquer ce qui suit : un rôle important avait été attribué au plaignant dans la pièce composée par l'intimé, et intitulée « Sühne » (expiation), et dont la « Première » eut lieu au théâtre de Zurich le 8 mars 1906. Dans cette représentation, le plaignant savait mal son rôle, et il ressort du témoignage du directeur Remker qu'il avait manqué de bonne volonté, et que ce manque de bonne volonté s'était déjà clairement manifesté lors des répétitions. Dans ces conditions, comme la Cour d'appel l'observe avec raison, le défendeur devait avoir acquis la conviction que le plaignant manquait de bonne volonté ; le reproche ci-dessus ne paraît, par conséquent, pas avoir été formulé d'une manière arbitraire.

V. Cette critique, examinée objectivement et pour elle-même, ne semble pas dépasser les limites de la critique artistique. On peut, d'autre part, se demander si, dans les circonstances particulières où elle a été composée, elle devrait être considérée comme un acte illicite, parce qu'elle aurait uniquement servi de prétexte à l'intimé pour assouvir des sentiments de vengeance personnelle. Le plaignant a fait valoir dans ces sens que, lors des répétitions de « Sühne », il y avait eu discussion entre lui et l'intéressé, et qu'à cette occasion l'intimé lui en avait gardé rancune. Le plaignant estime que les termes de la critique prouvent suffisamment l'intention de l'in-

prescription de l'action en restitution des droits d'enregistrement et de transcription découlant de l'article premier de la loi du 26 octobre 1895.

Cette loi prévoit pour l'action en restitution, qu'elle ait lieu à la suite d'une erreur ou d'une disposition spéciale édictée par le législateur, un délai de deux années.

Le délai part du jour de l'expiration des cinq années accordées à l'acheteur pour démolir son immeuble.

Le 22 janvier 1898, Baud a acquis des consorts Dompmartin un immeuble sis rue de Rive, 12; il a payé les droits d'enregistrement et de transcription dus à raison de cet achat, en vertu de la loi sur les contributions publiques.

Le 12 juin 1906, il a demandé à l'Etat de Genève la restitution de 4200 francs, montant de ces droits.

Il basait sa demande sur l'article premier de la loi du 26 octobre 1895, « exemptant des droits d'enregistrement et de transcription les ventes spécialement faites en vue de substituer des constructions neuves à d'anciennes constructions dans la Ville de Genève ».

Cet article est ainsi conçu :

« Les sommes perçues à l'avenir, pour droits d'enregistrement et de transcription, sur les ventes d'immeubles, seront restituées, sans intérêts aux propriétaires de ces immeubles ou à leurs ayants droit, s'ils fournissent la preuve qu'ils ont démolì les anciennes constructions dans le délai de cinq ans depuis le paiement de ces droits.

« Le Conseil d'Etat pourra prolonger ce délai, pour les opérations comportant la démolition de plusieurs immeubles. »

L'Etat de Genève a objecté à la demande de Baud :

1° Qu'elle n'était pas fondée, Baud n'ayant pas, en réalité, démolì son immeuble, mais l'ayant seulement modifié.

2° Qu'elle était prescrite, n'ayant pas été formulée dans le délai prévu par la loi sur les contributions publiques, du 6 novembre 1887, art. 166.

Baud a maintenu avoir complètement démolì son immeuble, et il a offert de prouver ce fait.

Quant à la prescription, il a soutenu que la loi de 1895, ne faisant pas partie de la loi générale sur les contributions publiques et ne s'y référant pas, les dispositions de cette loi ne pouvaient s'appliquer à une action résultant de celle de 1895; que, par conséquent, la prescription à appliquer était celle prévue à l'art. 2262 C. civ. ou à l'art. 146 C. O.

Le 19 mars 1907, le Ministère public a donné ses conclusions.

Examinant, en premier lieu, l'exception de prescription soulevée par l'Etat, il l'a reconnue fondée et conclu au déboutement de Baud.

Ces conclusions sont basées sur les motifs suivants :

Le Code des Obligations n'est pas applicable. Il ne s'agit pas d'enrichissement illégitime. Les dispositions du Code civil pourraient l'être si la loi de 1887 ne contenait pas de dispositions sur la prescription. Il est, d'ailleurs, peu admissible, qu'on ait voulu imposer à une action de ce genre la prescription trentenaire.

C'est donc l'art. 166 de la loi sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887, qu'il faut appliquer. D'après cet article, la prescription de deux ans part du jour de l'enregistrement de l'acte. Ce point de départ ne peut être admis pour l'action résultant de la loi de 1895, puisque cette action peut naître cinq ans seulement après l'enregistrement.

Il faut donc, ou faire partir la prescription du jour où l'action en restitution naît effectivement, c'est-à-dire du jour de la démolition de l'immeuble, — mais c'est là un moment difficile à établir, — ou la faire partir du jour de l'expiration du délai de cinq années accordé pour la démolition.

En l'espèce, les deux systèmes aboutissent à déclarer prescrite l'action de Baud, puisque le délai de cinq ans qu'il avait pour démolir expirait le 29 janvier 1903, et que sa réclamation est du 12 juin 1906.

L'exception de prescription devant être accueillie, il n'y a pas lieu d'examiner le fond du litige.

Par jugement du 26 mars 1907, le Tribunal a débouté Baud de ses conclusions, et l'a condamné aux dépens.

Le Tribunal n'a pas admis les conclusions du Ministère public sur la question de prescription. Il a estimé que celle prévue à l'art. 166 de la loi de 1887 ne pouvait s'appliquer en dehors du cas spécialement prévu par cette loi, que la prescription applicable était celle de l'art. 146 C. O., — soit dix ans, — l'action du propriétaire, en vertu de la loi de 1895, tendant à la restitution de droits qui ne sont plus dus à l'Etat, dès que la condition prévue par cette loi, — la démolition, — est réalisée.

Au fond, le Tribunal a estimé que Baud ne pouvait se mettre au bénéfice de la loi de 1895, car il ressort de la procédure, — notamment de la requête adressée par Baud au Département des Travaux

L'art. 166, § 2, de cette loi, fixe un délai de deux ans, après lequel les parties ne peuvent plus exiger la restitution [de droits perçus. Or, il s'agit bien ici de droits perçus. Le fait qui donne naissance à l'action en restitution, que ce soit une erreur ou une disposition spéciale de la loi, n'importe pas. Il s'agit toujours de droits perçus par l'Etat et réclamés par une partie.

On objecte à cette application à l'action résultant de la loi de 1895 de la prescription prévue à l'art. 166 de la loi de 1887, que cet article fait partir le délai de deux ans du jour de l'enregistrement de l'acte, et que ce délai serait donc écoulé trois ans avant celui accordé au propriétaire pour réclamer les droits. Il est certain que le législateur aurait pu indiquer quand, — dans le cas spécial dont s'occupait la loi de 1895, — partirait le délai de prescription, comme il l'a fait en ce qui concerne le cas de rescision d'une vente, à l'art. 35. Mais, les dispositions générales applicables à la prescription suffisent pour faire disparaître cette apparente difficulté.

La prescription de deux ans de l'art. 166 s'applique à l'action en restitution formée en vertu de la loi du 26 octobre 1895. Cette prescription part, d'après cet article, du jour de l'enregistrement de l'acte, mais comme l'action en restitution est *conditionnelle*, qu'elle ne naît que si l'immeuble est démoli dans l'espace de cinq ans, la prescription applicable à cette action ne commence à courir que dès le moment où le délai fixé par la loi, pour la réalisation de la condition, est expiré (voir art. 2257 C. civ.).

C'est donc avec raison que le Ministère public avait admis que l'action de Baud était prescrite dès le 30 janvier 1905, soit deux ans à dater de l'expiration des cinq ans prévus par la loi.

Quant à l'idée émise par Baud que la prescription à appliquer serait celle de l'art. 2262 C. civ., ce qui vient d'être dit montre qu'il faut l'écarter, puisqu'il existe, en matière fiscale, une disposition spéciale fixant à deux ans le temps requis pour la prescription, alors que les principes généraux du Code civil, relatifs à la suspension ou l'interruption de la prescription, restent applicables. Mais, on peut remarquer, en outre, combien il serait illogique d'appliquer la prescription trentenaire à une action de cette nature, qui, tout naturellement, paraît devoir être intentée dès que la condition qui lui donne naissance, — la démolition, — s'est réalisée, et lorsque la preuve de celle-ci, — exigée par la loi, — est encore facile à rapporter.

L'exception de prescription soulevée par l'Etat de Genève doit donc être admise.

Il n'y a ainsi pas lieu d'aborder la *deuxième question*.

Sur la troisième question :

Vu les art. 106 et 363 de la loi de procédure civile ;

Par ces motifs, la Cour... Confirme le dispositif...

BIBLIOGRAPHIE

RECUEIL DE JURISPRUDENCE SUISSE SUR LE CONTRAT DE BAIL A LOYER ET DE BAIL A FERME, par Léon Demole, avocat. Genève 1907. Atar.

Le Code des Obligations règle en vingt-deux articles tout ce qui touche au bail à loyer et en vingt-cinq l'importante question du bail à ferme. Il en est résulté que, dans ce domaine, la jurisprudence a souvent été appelée à trancher des points délicats ou controversés, et que dans bien des cas il faut recourir à elle lorsque l'on cherche la solution d'une question. M. l'avocat Léon Demole, après une étude approfondie de ce qui a rapport au contrat de bail, a eu l'heureuse idée de codifier cette jurisprudence de manière à faciliter les recherches, et il vient de publier le recueil que nous annonçons aujourd'hui.

Chacun des articles du Titre VIII de notre Code (*Du louage des choses*) est reproduit dans son travail et forme la tête d'un chapitre dans lequel sont réunis tous les arrêts qui se rapportent à cet article, avec l'indication du tribunal qui les a rendus et de la publication où se trouve le texte *in extenso*. Le lecteur a ainsi à sa disposition un petit volume de 291 pages qui lui permettra de rencontrer de suite la solution que les tribunaux ont donnée à la question qui l'intéresse. Une table des matières et des textes de lois cités vient encore rendre sa tâche plus aisée. Comme un recueil de jurisprudence ne peut s'analyser, nous n'en dirons pas davantage ; il nous suffit d'avoir exposé son mode de classification pour démontrer qu'il est appelé à rendre de grands services aux magistrats, avocats, régisseurs, propriétaires, locataires ou fermiers, qui ne manqueront pas de lui réserver une place dans leur bibliothèque.

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER
Corraterie

10 centimes la ligne ou son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Guimet c. Bornet et autres : cession de créance ; débiteur se prétendant créancier d'un cédant ; offres réelles ; action contre le débiteur ; admission ; recours d'icelui ; exception de compensation ; art. 131, 189 C. O. ; créance éventuelle ; rejet ; confirmation de l'arrêt. — (*Chambre des poursuites et des faillites.*) — Schilter ; poursuites ; commandement ; erreur de plume du créancier dans la réquisition de saisie ; demande d'annulation de la saisie et de la réquisition de vente rejetée ; tardiveté ; recours au Tribunal fédéral ; rejet ; art. 106-107 L. P. — *Cour de justice civile.* Crétin q. q. a. c. Trolliet : poursuites contre un fondé de procuration ; exception d'irrecevabilité ; déboute-ment ; art. 422 et suiv. C. O. ; appel pour violation de la loi ; art. 4 et 29 pr. civ. et 26, 422 et suiv. *leg. ott.* ; 1^{re} recevabilité ; 2^o admission au fond ; réforme. — Keller et Cie c. Société Maschinen Fabrik « Union » en liq. ; jugement par défaut ; opposition ; porté-fort des frais frustratoires ; admission de l'opposition malgré une contestation relative à ceux-ci ; appel ; 1^{re} recevabilité ; 2^o frais d'enregistrement du jugement par défaut compris dans les frais frustratoires ; 3^o réforme renvoi aux premiers juges pour arbitrer ceux-ci — *Bibliographie.* — *Faits divers*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 20 AVRIL 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Cession de créance ; débiteur se prétendant créancier d'un cédant ; offres réelles ; action contre le débiteur ; admission ; recours d'icelui ; exception de compensation ; art. 131, 189 C. O. ; créance éventuelle ; rejet ; confirmation de l'arrêt.

Guimet contre Bornet et autres.

I. Une créance qui n'est qu'éventuelle et est soumise à une condition suspensive n'est pas une créance exigible, qui permette d'opposer la compensation, au sens de l'art. 131 C. O. La créance ne prend naissance et ne devient exigible que lorsque la condition est réalisée.

II. Dans une contestation relevant du droit fédéral, la question de savoir quels sont les effets et la portée d'un jugement antérieur, rendu par défaut, relève du droit fédéral, pour autant qu'il s'agit de déterminer si le nouveau litige est identique à celui qui a été jugé précédemment.

A. Bornet et Cavalli, acquéreurs en indivision des terres, à Genève, ont, par acte Buscarlet, notaire, du 29 1902, revendu à Guimet deux parcelles, sur lesquelles avait 24,400 francs, payables le 1^{er} avril 1903, sans intérêt à cette date.

acte Moriaud, notaire, du 14 octobre 1903, Cavalli a lé et Nœf tous les droits lui appartenant dans la créance de 24,400 francs, indivise entre lui et Bornet; ce dernier en dans l'acte de cession et a déclaré, en tant que de son fait le dit transport de créance et n'avoir entre les mains rien qui puisse en arrêter les effets.

connaissances ont alors, conjointement avec Bornet, cédé la créance de 24,400 francs à la Banque fédérale, en garantie d'un versement d'une ouverture de crédit; cette cession a été faite par acte Moriaud, notaire, du 15 octobre 1903.

Les cessions successives ont été notifiées, ensemble, au débiteur, Guimet, le 28 octobre 1903.

Guimet prétendant n'être plus débiteur de Cavalli, et ne par conséquent, la moitié de la dette lui revenant, a, par acte du 6 juillet 1894, introduit contre la Banque fédérale une action en validité d'offres réelles de la somme de 11,200 fr., à raison de 4 1/2 % du 1^{er} avril 1903 au 30 juin 1904, soit 1,120 fr. Cette offre de paiement n'ayant pas été acceptée, Guimet a versé la somme offerte à la Caisse des consignations, le 7

exploit du 15 septembre 1904, Bornet et Nicole et Nœf Guimet, pour obtenir de lui le paiement à la Banque fédérale de la somme totale de 24,400 francs, avec intérêts 5 % du 1^{er} avril 1903.

Le procès, en libération et reconnaissance de dette, intenté par la Banque fédérale déclara s'en rapporter aux conclusions des parties. Guimet a conclu à ce que son offre fût déclarée valable, et qu'il fût prononcé qu'il était libéré de sa dette, envers la Banque fédérale que vis-à-vis de Bornet et de Nœf. Il a réclamé, en outre, à Bornet, la somme de 1000 francs pour d'un portail.

L'instance fut alors suspendue par ordre du Tribunal, attendu qu'il ait été dit droit dans une autre instance pendante entre Bornet et Cavalli, introduite par exploit du 14 décembre 1904, par lequel le premier réclame au second une somme de 73,000 francs,

ou toute autre à fixer par le Tribunal, pour la part des bénéfices lui revenant, — à concurrence du 40 %, — réalisés sur la revente des terrains des consorts Moillet. En effet, Cavalli et Guimet s'étaient, le 26 janvier 1903, associés pour reprendre et mettre en valeur les terrains Moillet, ci-devant propriété de Bornet et Cavalli. C'était, à raison de la somme qu'il estimait lui être due par Cavalli, comme part de bénéfices, qu'il déclarait sa propre dette, envers lui ou ses cessionnaires, éteinte par compensation.

Le 5 avril 1906, Guimet obtint contre Cavalli un jugement par défaut, condamnant ce dernier à lui payer, avec intérêts de droit, la somme de 15,000 francs, à laquelle Guimet avait réduit sa demande originaire de 73,000 francs. A raison d'une déclaration de Cavalli, du 20 avril 1903, et d'une lettre du même, du 19 décembre 1903, le Tribunal prononça que la dite somme de 15,000 francs devait s'imputer, à due concurrence, sur celle qui restait due par Guimet à Cavalli, en vertu de l'acte Buscarlet, pour solde du prix du terrain. Ce jugement, signifié à Cavalli, est passé en force de chose jugée.

Dans l'intervalle, le prix du portail dû par Bornet à Guimet, a été fixé par expert à 575 francs, chiffre auquel Guimet a réduit sa demande sur ce point.

F. Par jugement du 29 juin 1906, le Tribunal de première instance, ayant repris la première procédure, a repoussé l'exception de compensation et a condamné Guimet à payer à la Banque fédérale la somme de 24,400 francs, avec intérêts légaux au 5 %, dès le 1^{er} avril 1900, sous imputation de celle de 575 francs, valeur d'un portail ; il a condamné Nicole et Næf à payer la moitié du coût de l'expertise du portail ; il a débouté Guimet de ses conclusions et l'a condamné au surplus des dépens.

La Cour de Justice civile a confirmé ce prononcé par l'arrêt dont est recours, le 19 janvier 1907, et a donné acte à Guimet de ce que les intimés reconnaissent qu'en cours d'instance le montant de la somme, consignée par lui, a été versé, à sa décharge, à la Banque fédérale, et de leur offre d'imputer la dite somme et le prix du portail, 575 francs, sur les condamnations prononcées par le jugement dont est appel.

La Cour déclare, dans son arrêt, que la question à examiner est celle de savoir si, à la date du 28 octobre 1903, Guimet pouvait opposer aux intimés cessionnaires une exception de compensation d'une créance exigible contre Cavalli, le cédant. Elle répond né-

Les instances cantonales ont résolu négativement la question. Le recourant invoque contre ce prononcé, dans le but d'établir l'exigibilité de sa créance envers Cavalli, et son droit de l'opposer aux cessionnaires, les pièces suivantes : Le contrat d'association passé entre Cavalli et lui le 26 janvier 1903 ; la déclaration ajoutée à cet acte, le 20 avril 1903, par Cavalli, et la lettre adressée par ce dernier à Guimet, le 19 décembre 1903 ; l'acte de cession de Cavalli à Bornet, du 5 août 1903, une lettre de Bornet à Guimet, du 5 octobre 1903 ; et, enfin, le jugement par défaut, rendu en faveur de Guimet contre Cavalli, le 5 avril 1906. Il y a lieu d'examiner successivement ces diverses pièces.

III. Par acte sous-seing privé, du 26 juin 1903, Cavalli et Guimet se sont associés dans le but de reprendre les terrains Moillet, ci-devant propriété de Bornet et Cavalli, de les mettre en valeur et de les revendre par parcelles à des sociétés immobilières à constituer. La convention porte : « Les bénéfices qui pourront être réalisés sur la dite opération seront répartis entre eux comme suit : en proportion du 60 % pour la part de M. E. Cavalli, et du 40 % pour la part de M. Guimet.

Le 20 avril 1903, Cavalli ajoutait à cet acte la déclaration que la part de bénéfice revenant à M. Guimet ne pouvait actuellement être déterminée ; il était entendu qu'elle s'imputerait, en premier lieu, sur la part revenant à Cavalli dans le prix de l'immeuble vendu à M. Guimet le 29 octobre 1902 par Bornet et Cavalli.

Bornet ayant entre temps, le 5 août 1903, repris les droits de Cavalli, écrivit, le 5 octobre 1903, à Guimet : « Quoique n'ayant pas signé l'engagement que vous avez contracté avec M. Cavalli, architecte, au sujet du bénéfice qui doit vous être attribué, je consens néanmoins à vous bonifier le 10 % sur le bénéfice *que je pourrai éventuellement réaliser une fois cette affaire entièrement terminée*. Il va sans dire que ce n'est qu'à ce moment-là que je vous verserai la part qui vous revient. » Dans la suite de la lettre, il l'invite à verser immédiatement les 24,400 francs, solde du prix d'achat de son immeuble.

De ces trois pièces, il résulte que la créance à laquelle le recourant prétend, tant contre Cavalli que contre Bornet ou leurs ayants droit, n'était qu'éventuelle et soumise à condition. Or, Guimet n'a point établi, ni même offert de prouver, qu'antérieurement au 28 octobre 1903, jour de la signification des cessions, cette condition suspensive se fût réalisée, que l'opération projetée par Cavalli eût,

le moment-là, produit un bénéfice, et que, par conséquent, la créance eût pris naissance. L'instance cantonale déclare, au contraire, que Cavalli s'est trouvé dans l'impossibilité de mener à bien l'opération projetée, et qu'il a été contraint de céder ses droits et intimés. Le jugement constate même qu'il n'a pas été établi que, plus tard, des bénéfices aient été réalisés sur cette affaire, et que, pendant le cours de l'instruction de la cause, Bornet et Nicolo Nœf ont constamment soutenu que, non seulement, aucun bénéfice n'avait été réalisé sur les ventes consenties aux diverses sociétés mobilières dont l'insolvabilité était notoire, mais qu'au contraire, elles avaient subi des pertes importantes par suite d'un passif élevé des frais de constitution de ces sociétés et des droits de mutation. Ce sont là des constatations de fait qui ne sont pas en contradiction avec les pièces du dossier, et qui, à ce titre, lient le tribunal fédéral. Celui-ci n'a pas à trancher, au fond, dans le présent procès si, postérieurement au 28 octobre 1903, la condition est réalisée, s'il y a eu un bénéfice et si Guimet y a droit; cette question reste réservée.

Mais une créance qui, — comme la prétention du demandeur au 28 octobre 1903, — n'est qu'éventuelle et est soumise à une condition suspensive, n'est pas une créance exigible qui permette d'opposer la compensation au sens de l'art. 131 C. O. La créance prend naissance et ne devient exigible que lorsque la condition est réalisée (Rossel, *Manuel du C. O.*, page 201; Arn. Jäggli, *Compensation nach schweiz. O. R.*, pages 51 et suiv.).

L'argument que le recourant prétend tirer de ces trois premières constatations est donc sans valeur.

V. Le fait que, par acte du 5 août 1903, Cavalli a rétrocédé à Bornet tous ses droits et obligations et que celui-ci a consenti à reporter les charges et obligations incombant à Cavalli, au nombre desquelles se trouve la dette de ce dernier, ne saurait avoir changé la nature de ces droits. Si cet acte a transféré à Bornet, ainsi que le recourant le prétend, l'obligation de payer à Guimet une part de bénéfices, cette cession ne peut avoir transformé le caractère de cette obligation, qui est restée, après le 5 août 1903 comme avant, soumise à la réalisation d'une condition suspensive.

VI. Les arguments que le recourant prétend tirer d'actes postérieurs au 28 octobre 1903, c'est-à-dire à la date de la notification des cessions de la créance, ne sauraient avoir aucune valeur, étant donné que ces actes ne peuvent avoir modifié la situation de droit

antérieure des parties. Il en est ainsi de la lettre de Cavalli, du 19 décembre 1903, par laquelle ce dernier confirme l'intention qu'il avait d'opérer la compensation entre sa part de créance et sa dette envers Guimet, et il en est de même aussi du jugement par défaut rendu par le Tribunal de première instance de Genève, le 5 avril 1906, jugement qui condamne Cavalli à payer à Guimet, avec intérêts de droit, la somme de 15,000 francs, « qui s'imputera, dit le prononcé, à due concurrence, avec celle due par Guimet à Cavalli, en vertu de l'acte Buscarlet, notaire, du 29 novembre 1902 ». C'est à tort, en effet, que le recourant a allégué que ce jugement, avait force de chose jugée et liait les cessionnaires, et qu'il était déclaratif de droits antérieurs au 28 octobre 1903, et non constitutif.

Il n'est, d'abord, pas exact de prétendre que, parce que le jugement par défaut du 5 avril 1906 a acquis la force de la chose jugée en regard de la procédure cantonale, contre le défaillant Cavalli, ce jugement soit opposable aux intimés, cessionnaires de ce dernier. Le Tribunal fédéral a déjà jugé (*Rec. off.*, XXXI, II, page 165, consid. 5) que, dans une contestation relevant du droit fédéral, la question de savoir quels sont les effets et la portée d'un jugement antérieur, rendu par défaut, relève du droit fédéral, pour autant qu'il s'agit de déterminer si le nouveau litige est identique à celui qui a été jugé précédemment. Or, en l'espèce, le jugement invoqué par le recourant Guimet ne vise que Cavalli; l'action a été introduite postérieurement à la cession; le jugement a été rendu sans débats contradictoires, et sans que les cessionnaires aient été partie au procès. Le recourant n'a pas même fait la preuve qu'il fût réellement créancier de Cavalli, et l'aveu tacite que peut avoir fait ce dernier, en regard de la procédure cantonale, en se laissant condamner par défaut, à l'audience du 5 avril 1906, ne peut pas avoir, en droit fédéral, pour conséquence, de créer, en faveur de Guimet, et contre les cessionnaires de Cavalli, une créance qui n'existait pas à la date à laquelle la notification de la cession a eu lieu, c'est-à-dire le 28 octobre 1903.

Enfin, le jugement du 5 avril 1906 n'est pas, comme le prétend le recourant, un jugement déclaratif d'un droit existant avant la cession, et dont l'unique but est d'en constater l'existence et la quotité; il est constitutif de droit. La créance ne devait prendre naissance que le jour où un bénéfice serait réalisé et établi, et le but de l'action intentée par Guimet à Cavalli était précisément de constater la réalisation de la condition et de créer le titre de créance.

duite dans les réquisitions de saisie et, par là, dans les procès-verbaux de saisie, il est certain que de pareilles erreurs peuvent et doivent être redressées dans des cas où, comme ici, aucune des personnes intéressées ne peut, de ce fait, subir un dommage quelconque. En effet, le débiteur se trouve, après la rectification, exactement dans la même situation que si l'erreur ne s'était pas produite, car il est absolument exclu que Schilter ait pu croire un instant qu'il avait cessé d'être poursuivi par Löffler & Cie et qu'une autre maison, avec laquelle il n'avait jamais eu affaire et qui ne lui avait jamais fait notifier aucun commandement de payer, venait d'obtenir qu'on le saisisse à son profit à elle. L'on ne voit pas pourquoi une simple erreur de plume, comme celle qui, en l'espèce, a été commise dans les réquisition et les procès-verbaux de saisie, devrait avoir pour conséquence la nullité de ces actes ainsi que de toute la procédure subséquente.

Il va sans dire que, dans le cas où par suite de l'erreur susmentionnée, l'un des délais prévus aux art. 106, al. 2, ou 109 aurait été imparti à Löliger & Cie, à la place de Löffler & Cie, il y aurait lieu de remédier à cette irrégularité, en fixant, aux véritables créanciers, un nouveau délai de dix jours.

Quant à l'argument du recourant, consistant à dire que les saisies auraient dû être opérées par l'intermédiaire de l'Office des poursuites de la Broye, il suffit de rappeler qu'ainsi que le dit office l'a certifié, Schilter n'avait plus son domicile à Rüeyres-les-Prés, au moment où l'avis de saisie aurait pu l'y atteindre ; l'art. 53 L.P. n'était donc pas applicable en l'espèce, ce qui fait que la saisie a pu être valablement opérée au nouveau domicile de Schilter, si toutefois il n'y avait pas lieu d'appliquer simplement l'art. 48, aux termes duquel le débiteur qui n'a pas de domicile fixe, peut être poursuivi là où il se trouve.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre des Poursuites et des Faillites prononce :

Le recours est écarté dans le sens des considérants. L'Autorité de surveillance cantonale est invitée à faire remplacer la dénomination « Löliger & Cie », sur tous les actes de poursuite où elle se trouve, par la dénomination Löffler et Cie, et à faire assigner à ces derniers, s'il y a lieu, de nouveaux délais dans les sens des art. 106, al. 2, ou 109 L. P...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 29 JUIN 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Poursuites contre un fondé de procuration; exception d'irrecevabilité; débatement; art. 422 et suiv. C. O.; appel pour violation de la loi; art. 4 et 29 pr. civ. et 36, 422 et suiv. leg. cit.; 1^o recevabilité; 2^o admission au fond; réforme.

Crétin q. q. a. contre Trolliet.

L'art. 423 C. O. n'accorde pas aux tiers le droit de poursuivre personnellement le fondé de procuration pour les dettes du commerce ou de l'entreprise du chef de la maison.

Aux termes de l'art. 36 ejusdem legis, c'est le représenté, non le représentant, qui est débiteur.

Par exploit du 7 mars 1907, Emile Trolliet, marchand de combustibles, a assigné Louis Crétin, en sa qualité de directeur de la Manufacture genevoise de feux d'artifice, Promenade de Carouge, en paiement de la somme de 42 fr. 50, qu'il lui doit pour fournitures de combustibles.

Crétin a excipé de l'irrecevabilité de la demande, déclarant qu'aucune action ne saurait être dirigée contre lui, qui n'est que le fondé de procuration de dame veuve Dalex, propriétaire de la Fabrique genevoise de feux d'artifices; il a conclu à son renvoi d'instance, avec dépens.

Par jugement du 24 mai 1907, le Tribunal a débouté Crétin q. q. a. de son exception d'irrecevabilité, acheminé Trolliet à rapporter la preuve de la fourniture de combustible faite à Crétin q. q. a., réservé le fond et les dépens.

Ce jugement est basé, en substance, sur les motifs suivants:

La situation de Crétin q. q. a. est régie par les dispositions des art. 422 et suiv. C. O.

Sa constitution est établie d'une manière certaine.

Du reste, elle n'est pas contestée; de plus, elle n'est point révoquée.

L'art. 423 C. O. stipule que le fondé de procuration est réputé, à l'égard des tiers de bonne foi, avoir la faculté de faire, au nom du chef de la maison, tous les actes que comporte le but du commerce ou de l'entreprise.

La mauvaise foi de Trolliet n'est point démontrée.

La demande paraît avoir pour objet un acte relatif à son activité de fondé de procuration de dame veuve Dalex.

Dès lors, son exception d'irrecevabilité n'est point fondée.

Une contestation s'éleva en ce qui concerne ces frais, dans lesquels la Maschinen Fabrik, en liquidation, refusait de comprendre le montant des droits perçus par le fisc sur le jugement auquel était opposition.

Keller et Cie demandaient que le Tribunal arbitrât les frais frustratoires, y fit rentrer ces droits d'enregistrement et en ordonnât la consignation ; ils s'opposaient, en outre, à l'admission de l'opposition, pour la somme de 410 francs, montant de la première demande du 21 septembre 1905, qui avait fait l'objet de deux jugements par défaut.

La liquidation renonça à son opposition pour cette partie de la demande, mais déclara que les droits d'enregistrement perçus sur le jugement par défaut ne pouvaient être compris dans les frais frustratoires, puisqu'ils seraient restitués par le fisc, après mise à néant de ce jugement.

Par jugement du 22 avril 1907, le Tribunal déclara que ces frais devant, en effet, être rétrocedés, en tout ou partie, leur paiement ne constituait qu'une avance et que, dès lors, ils ne pouvaient être considérés comme frustratoires ; il admit l'opposition, sauf en ce qui concerne les 410 francs pour lesquels le jugement du 4 janvier constituait une seconde condamnation par défaut, déclara le portefort de M^e X. satisfactoire, réserva la question du paiement des droits du fisc jusqu'à décision définitive au fond, renvoya la cause à l'instruction, et condamna Keller et Cie aux dépens de l'incident.

Keller et Cie ont appelé de ce jugement. Ils exposent que, puisqu'il y avait contestation sur les frais frustratoires, les premiers juges ne pouvaient admettre l'opposition sans avoir, au préalable, arbitré et fait consigner effectivement le montant de ces frais.

C'est à tort aussi qu'ils avaient refusé de faire rentrer dans ces frais les droits du fisc, dont le paiement avait été nécessité uniquement par le défaut, et dont ils ne pourraient du reste être tenus de faire même seulement l'avance. Enfin, puisqu'ils obtenaient gain de cause sur l'irrecevabilité de l'opposition, à concurrence de 461 francs, ils ne devaient, en tout cas, supporter tous les dépens.

La Maschinen Fabrik excipe de l'irrecevabilité, parce que le taux d'appel n'est pas atteint, et parce qu'il n'est intervenu aucune décision définitive sur le point en litige.

Questions :

1^o L'appel est-il recevable ?

2° Les droits perçus par le fisc sur le jugement par défaut rentrent-ils dans les frais frustratoires ?

3° Y a-t-il lieu d'ordonner la consignation des frais frustratoires ?

4° Que sera-t-il statué sur les dépens ?

Sur la première question :

Le taux de l'appel est fixé par le montant de la demande et non par celui de la condamnation.

Le jugement dont est appel a, du reste, statué sur l'admission de l'opposition. Il contient, en ce qui concerne les dépens de l'incident, une condamnation définitive.

Sur la deuxième question :

Les frais d'enregistrement dont s'agit représentent le droit proportionnel de $3/4$ ‰, perçu conformément aux dispositions de l'art. 82, § 2, de la loi sur les contributions.

Il n'est nullement démontré que, sans le défaut, l'expédition et la signification d'un jugement auraient été nécessaires. Il est possible que, suivant la décision définitive, tout ou partie de ces droits puissent être recouvrés du fisc, mais cette restitution ne sera pas exigible de plein droit ; elle devra, à teneur de l'art. 83 de la loi susvisée, être ordonnée par le juge ; aussi le bénéficiaire du jugement ne doit-il pas être exposé, par la seule faute de son adversaire, à courir les chances de l'action en restitution.

Enfin, alors même que le paiement de ces frais pourrait être considéré comme une avance provisoire, cette avance ne peut lui être imposée par le défaillant dont les agissements l'ont seuls nécessitée.

C'est, par conséquent, à tort que les premiers juges ont déclaré que les 60 francs, payés de ce chef par Keller et Cie, ne devaient pas être compris dans les frais frustratoires ; à tort aussi qu'ils ont omis de tenir compte de la part des droits du fisc relative à la somme pour laquelle le jugement du 17 décembre 1906 est définitif.

Sur la troisième question :

Conformément à la jurisprudence de la Cour, puisqu'il y avait désaccord au sujet des frais frustratoires, le Tribunal devait en arbitrer le montant et impartir un délai pour leur paiement ou leur consignation, conformément à l'art. 137 pr. civ. (arrêts 23 juin 1906, Schmidt c. Olivet, *Semaine Judiciaire*, 1906, page 574 ;

26 janvier 1907, Ducimetière c. Hund et Richard, *Semaine Judiciaire* 1907, page 171).

Sur la quatrième question :

Par ces motifs, la Cour: Réforme... Dit que l'opposition faite par la liquidation de la Maschinen Fabrik... n'est admissible que moyennant la réfaction des frais frustratoires; renvoie la cause aux premiers juges, pour qu'ils arbitrent, conformément à l'art. 137 pr. civ., le montant des dits frais frustratoires, et qu'ils impartissent un délai à l'opposant pour en opérer le paiement ou la consignation en mains du greffier...

BIBLIOGRAPHIE

DIE SCHWEIZERISCHE BUNDESGESETZGEBUNG. *Nach Materien geordnete Sammlung der Gesetze, Beschlüsse, Verordnungen und Staatsverträge der Schweizerischen Eidgenossenschaft, sowie der Konkordate*, von Dr Wolf. — Zweite, ergänzte Auflage. — Basel 1907. Kreis Ed.

Nous avons annoncé (p. 192 de ce volume) la publication des livraisons 6-8 de la collection de documents législatifs de M. le Dr Wolf. Aujourd'hui, c'est la 9^{me} qui vient de sortir de presse. Elle contient la suite du volume III, soit des lois militaires sur les transports, la solde, la subsistance, le droit pénal et l'organisation judiciaire militaire, etc. Le Titre XXXV renferme ce qui touche à la représentation de la Suisse à l'étranger: légations et consulats. Viennent ensuite: Titre XXXVI, les Concordats. — Titre XXXVII, les traités internationaux avec, entre autres, les *Déclarations du Congrès de Vienne concernant les affaires de la Suisse, du 20 mars 1815*, etc.

Nous n'avons pas besoin d'insister pour démontrer l'importance du travail de M. Wolf et spécialement de ce volume qui codifie les nombreux traités qui figurent un peu partout dans le recueil officiel des lois de la Confédération suisse.

FAITS DIVERS

TRIBUNAUX. — Dans sa séance du 21 septembre dernier, le Grand Conseil a appelé M. Huet du Parillon, juge au tribunal de première instance, à remplacer feu M. Burgy à la Cour de justice.

LA
SEMAINE JUI**JOURNAL DES TRIB**
(JURISPRUDENCE SUISSE)

PARAISANT A GENÈVE T

Adresser les lettres, communications et
à M. Henry PATRY, Fronten

15 fr. par an pour toute l

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX

Les ANNONCES sont reçues chez MM

Corvaterie

10 centimes la ligne en son esp

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Consorts Boéchat
que de presse; demande d'insertion d'une lettre
de publication rendue par le juge; art. 241 C.
public; prétendue violation de la liberté de la p
vabilité; 2^e rejet du recours. — Veuve Leuba c.
action en paiement, admission; recours; demar
convenu par les parties; réforme; rejet de la de
Henneberg et Allemand c. faillite Société du Vill
faillite d'une des parties, production non admise
tion; procès; déclinatoire d'incompétence; cont
par experts; incompétence; appel, 1^{er} art. 868, 3
arbitral; 2^e décision au fond de la compétence
l'art. 260 pr. civ.; 3^e confirmation. — Chaudonne
jugement à l'étranger; computation des délais d
graphie.

TRIBUNAL FÉDÉ**AUDIENCE DU 16 MAI**

Présidence de M. PERRI

Journal; polémique de presse; demande d'is
cative; refus; ordonnance de publication
C. pén. bernois; recours de droit public;
berté de la presse; art. 56 Const. féd.; 1
recours.

Consorts Boéchat contre

Le principe de la liberté de la presse
ce que les éditeurs de journaux soient s
tions, pourvu qu'elles laissent intact le
le droit de réponse ne restreignant ce dr
point contraire aux dispositions de l'ar.

A. Dans le courant de février 1907, il
lonnes du journal *Le Démocrate*, à Delé
sont les imprimeurs et les éditeurs, une
question du «château de Porrentruy». I
a été cédé, en 1838, par l'Etat de Berne,

ry, sous cette condition que ces communes y entretiennent. A l'origine, c'étaient elles qui nommaient tous les membres de l'administration de l'asile, sauf le préfet qui en faisait partie. Postérieurement, le régime a été modifié et, au lieu des neuf membres que comprend l'administration, on en nomme maintenant cinq, l'Etat quatre, et le préfet ne fait que contrôler la légalité de l'administration. C'est sur la légalité de l'application du régime primitif et sur les conditions dans lesquelles il a été opéré que portait la polémique. En date du 107, le préfet Daucourt a adressé à ce sujet au *Démocrate* qui y a été insérée. Dans son numéro du 27 février le *Démocrate* a répondu à cette lettre par un article intitulé « du château de Porrentruy », où il combattait l'exposé de M. Daucourt et qui contenait, entre autres, le passage suivant : « comment, en quelques lignes, M. Daucourt expose le château de Porrentruy. Bien des gens de bonne foi, au lieu de donner raison à cette habile argumentation, mais se contentent de les détromper, en relevant simplement les erreurs qu'elle contient, et en présentant sous leur véritable jour les volontairement passés sous silence. » En date du 18 le préfet Daucourt a adressé aux éditeurs du *Démocrate* une rectificative en réponse à l'article du 27 février (ainsi qu'à ceux publiés postérieurement par le *Démocrate*, dans ses numéros 4, 5 et 7 mars). Les recourants ont refusé de la pu-

blée a porté plainte contre le refus au Juge de police de Porrentruy. Celui-ci, après avoir entendu les parties, a, suivant l'ordonnance du 4 avril 1907, ordonné que la rectification adressée par les recourants serait insérée dans le numéro le plus prochain du

la décision se fonde sur l'art. 241 du Code pénal bernois..... Les éditeurs du *Démocrate* ont recouru au Tribunal fédéral.

(Abrégé.)

. Le Tribunal fédéral ne saurait accueillir le moyen élevé par l'intimé, et consistant à dire que le recours n'est recevable, le prononcé attaqué n'étant pas une décision au sens de l'art. 178 O. J. F.

Les recourants prétendent que ce prononcé viole le principe de la liberté de la presse. Or, il faut reconnaître que cette liberté peut être restreinte aussi bien par un ordre de police que par un jugement pénal prononçant une condamnation. La décision du juge de police de Delémont n'est pas un jugement incident ; elle constitue le dernier acte de la procédure, une décision définitive, contre laquelle la législation cantonale ne prévoit aucun recours et qui peut, par conséquent, être soumise au Tribunal fédéral par la voie du recours de droit public.

II. Le recours n'est pas dirigé contre l'art. 241 C. pén. bernois lui-même, en ce sens que les recourants ne prétendent pas que le droit de réponse consacré par cet article soit contraire à la liberté de la presse garantie par l'art. 55 Const. féd. ; ils se bornent à soutenir que l'application que le Juge a faite de cet article en l'espèce implique une violation de la liberté de la presse. Mais, il va sans dire que, si le principe même posé par l'art. 241 apparaît déjà comme incompatible avec celui de l'art. 55 Const. féd., la décision du Juge de police, qui se base sur cet article, devra être annulée. Il convient donc de rechercher, en premier lieu, si le droit de réponse restreint la liberté de la presse.

En accordant le droit de réponse, le législateur a voulu permettre à une personne visée dans un article de journal d'apporter, à la même place, devant le même cercle de lecteurs, les rectifications de faits qu'elle estime nécessaire. C'est le moyen le plus rapide et le plus efficace de redresser les erreurs et de parer les attaques contenues dans l'article. C'est aussi le moyen le plus simple et grâce auquel, le cas échéant, la personne attaquée pourra se dispenser de recourir aux tribunaux pour faire prononcer que l'article contient des diffamations à son égard, et que la condamnation qui interviendra devra être insérée dans le dit journal. Ces avantages du droit de réponse, qui sont reconnus par la doctrine presque unanime (voir, entre autres, Le Poittevin, *Traité de la presse*, I, pages 139 et suiv. ; Paccaud, *Du régime de la presse*, pages 308 et suiv. ; Marquardsen, *Das Reichspressgesetz*, pages 81 et suiv. ; v. Liszt, *Lehrbuch des oesterreichischen Pressrecht*, pages 174 et suiv.), ont fait introduire ce principe dans un très grand nombre de législations (loi française du 29 juillet 1881 ; loi belge du 20 juillet 1831 ; loi allemande du 7 mai 1874 ; loi autrichienne du 17 décembre 1862). En Suisse, le fait que la plupart des législations cantonales ne le connaissent pas (voir cependant, outre l'art. 241

sa propre version de l'histoire du château de Porrentruy la versi
du préfet Daucourt, mais seulement à faire connaître cette versi
à ses lecteurs. Le prononcé n'implique donc aucune violation
principe constitutionnel de la liberté de la presse.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours
écarté...

AUDIENCE DES 10 MAI ET 15 JUIN 1907.

Présidence de M. JAEGER.

Reconnaissance de dette; action en paiement; admission; recours; d
mande déclarée prématurée; terme convenu par les parties; réform
rejet de la demande.

Veuve Leuba contre Juvet.

*I. Lorsque la signature d'une reconnaissance de dette est
connue comme authentique, on peut se demander si cette reco
naissance implique en elle-même, absolument, l'existence de
dette, indépendamment de toute cause, même s'il était établi q
la cause qui y est indiquée est fausse, ou si, au contraire, l'
acte n'est qu'un moyen de prouver l'existence d'une dette, moy
dont on peut détruire l'efficacité en en prouvant la fausseté.*

*II. Une personne peut souscrire une reconnaissance de dette
remettre le titre au créancier, en posant verbalement la co
dition que le paiement n'en sera exigé qu'à une époque déte
minée; les parties intéressées peuvent également, postérieurement
à la signature de l'acte de reconnaissance, convenir d'un délai
pour le paiement.*

En fait : A. Le 26 août 1905, est décédée, à Buttes, dame Emme
Albertine Juvet-Schwab, femme d'Albert Juvet, demandeur
présent procès, et nièce de veuve Emma Leuba-Schwab, défend
resse.

Le mari fut investi de la succession de sa femme; il trouva, par
ses biens, une reconnaissance de dette, écrite de la main de
femme, mais signée du nom de la défenderesse, ainsi conçue :

« Je soussignée reconnais devoir à Madame Emma Juvet-Schwab
la somme de 4000 francs (quatre mille francs) qu'elle m'a remi
entre mes mains, en arrivant de Russie, le 5 avril 1894, les inté
au 4 % de cette dite somme, plus les salaires de vingt mois
30 francs par mois, depuis le 4 avril 1897 jusqu'au 4 décemb
1898, soit 600 francs. (Signé) Veuve C^t Leuba. Buttes, 3 ma
1900. »

La défenderesse a refusé le paiement de la somme à elle récl
mée, d'où le présent procès.

fenderesse, a déclaré « admettre, en fait, avec toute la certitude possible en pareil cas, que c'est bien la défenderesse, madame Emma Leuba, qui a signé la reconnaissance de dette invoquée contre elle... »

.....
D. La défenderesse a déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral et reprendre ses conclusions originales libératoires ...

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. La question de savoir si la signature apposée au pied de la reconnaissance de dette du 3 mars 1900 est un faux, est une question de fait. L'instance cantonale ayant admis, « avec toute la certitude possible en pareil cas », que c'est bien la défenderesse qui a signé cet acte, cette constatation, qui n'est pas en contradiction avec les pièces du dossier, lie le Tribunal fédéral. Celui-ci n'a pas davantage à examiner la question d'abus de blanc-seing, soulevée dans le recours seulement, étant donné que ce moyen n'a pas été allégué devant l'instance cantonale, avec faits à l'appui ; qu'il n'a pas fait l'objet d'une instruction contradictoire, et qu'il constitue, par conséquent, un moyen de preuve nouveau, au sens de l'art. 80 O. J. F.

II. A côté des faits que la défenderesse a allégués, pour établir la fausseté matérielle de la signature de la reconnaissance de dette, elle a articulé toute une série de faits tendant à établir que la cause indiquée sur cette reconnaissance est fausse et impossible, c'est-à-dire que sa nièce n'a matériellement pas pu lui remettre la somme de 4000 francs, le 5 avril 1894, en arrivant de Russie.

L'instance cantonale n'a pas posé la question de savoir quelle importance et quelle portée il y a lieu de donner à ce moyen. On doit pourtant se demander si, la signature de la reconnaissance étant déclarée authentique, cette reconnaissance implique en elle-même, absolument, l'existence d'une dette, indépendamment de toute cause, c'est-à-dire même s'il venait à être établi que la cause qui y est indiquée est fausse ; ou si, au contraire, cet acte n'est qu'un moyen de prouver l'existence d'une dette, moyen dont on peut démontrer l'inanité, et dont on peut détruire l'efficacité en en prouvant la fausseté, ainsi que la défenderesse a cherché à le faire.

Le jugement dont est recours se borne à dire à cet égard : « Quant au moyen tiré de l'impossibilité dans laquelle Mlle Emma

rait trouvée de remettre 4000 francs à la défenderesse, pourrait, à la rigueur, se dispenser de l'examiner, trouve en présence d'une dette reconnue. Il y a lieu, passer rapidement en revue les principaux faits établis à cet égard, ce à la seule fin de démontrer qu'ils sont de nature à infirmer la version qui vient d'être donnée de la pièce litigieuse, mais tendent, au contraire, à

Le Tribunal cantonal procède à cet examen, puis, en conclut d'abord qu'il n'y a aucune raison de douter que, lors, demoiselle Emma Schwab, ait pu épargner, de une somme de 4000 francs, solution de fait qui paraît trop affirmative, en regard des pièces du dossier; ensuite qu'il n'est pas probable que cette somme ait la date indiquée, ni qu'elle l'ait été à titre de prêt, ces circonstances sans portée.

Le Tribunal fédéral devrait donc examiner la question de savoir si l'acte du 3 mars 1900 implique une reconnaissance de dette abonne constitue qu'un moyen de preuve, et éventuellement si les faits admis par l'instance cantonale sont, ainsi que le recourant, en contradiction avec les pièces du dossier. Le Tribunal cantonal a soulevé lui-même une question sur ces points et qu'il importe d'examiner d'abord si la question soulevée n'est pas anticipée.

Le Tribunal cantonal a constaté, en fait, qu'il est possible, qu'en signant l'acte du 3 mars 1900, demoiselle Emma Schwab et sa tante ont eu l'idée que la défenderesse ne leur a pas été recherchée de son vivant du chef de cette créance. Mais, devant le Tribunal fédéral tout au moins, les deux parties ont, l'un et l'autre, affirmé cette intention. Mais le Tribunal cantonal de Neuchâtel a prononcé dans son jugement qu'il faut admettre que les parties n'ont pas voulu faire de la fixation de ce terme, une condition formelle de la reconnaissance, et qu'elles ne l'ont pas insérée dans l'acte. Or, cette argumentation n'est nullement concluante : le fait que les parties n'ont pas inséré une condition de cette nature dans un acte n'implique pas que cette condition n'ait pas été attachée à la reconnaissance consentie postérieurement ; rien n'empêche que son existence puisse être prouvée d'une autre manière que par l'acte

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 13 JUILLET 1907.

Présidence de M. GRAS.

Compromis arbitral ; faillite d'une des parties ; production non admise ; opposition à l'état de collocation ; procès ; déclinatoire d'incompétence ; contestations devant être tranchées par experts ; incompétence ; appel ; 1^o art. 368, 369 pr. civ. ; valeur du compromis arbitral ; 2^o décision au fond de la compétence des arbitres ; interprétation de l'art. 250 pr. civ. ; 3^o confirmation.

Henneberg et Allemand contre faillite Société du Village suisse.

I. Lorsque deux parties ont convenu de soumettre à des arbitres les contestations pouvant s'élever entre elles, la faillite de l'une d'elle ne délie point l'autre de son obligation de se soumettre à la juridiction prévue.

II. Il faut distinguer, en cette matière, entre la question de forme relative à l'admission d'une créance qui est de la compétence du juge ayant prononcé la faillite et la décision concernant l'existence et le montant de la créance qui reste soumise aux règles habituelles du droit.

Aux termes de l'art. 14 du contrat intervenu entre les parties, le 10 avril 1898, celles-ci ont convenu que toutes les contestations qui pourraient surgir entre elles seront tranchées, souverainement et sans appel, par trois arbitres, nommés d'un commun accord, sinon par le Tribunal fédéral.

Des contestations sont survenues ; elles ont été soumises à des arbitres ; le jugement définitif des arbitres n'a pas été rendu. Les pouvoirs des arbitres étant expirés, les parties ne se sont pas mises d'accord pour la constitution d'un nouvel arbitrage, ou pour le renouvellement des pouvoirs des anciens arbitres.

La Société anonyme du Village suisse a été déclarée en faillite. Henneberg et Allemand ont produit au passif de la faillite, en quatrième classe, pour la somme de 471,334 francs.

L'Office des faillites a écarté leur production, attendu qu'elle est pas justifiée ; avis leur a été donné de cette décision, le 30 mars 1906.

Par exploit du 7 avril 1906, soit dans les dix jours de l'avis de l'Office, Henneberg et Allemand ont formé opposition à l'état de collocation et assigné la masse en faillite de la Société anonyme du Village suisse, soit Lecoultre q. q. a., pour entendre dire par le Tribunal qu'ils sont créanciers de 471,334 francs.

Qu'ils seront admis :

1^o Comme créanciers gagistes sur les droits et biens par eux revendiqués.

2° Pour le surplus, parmi les créanciers de cinquième classe.

La faillite a décliné la compétence du Tribunal pour fixer le chiffre de la créance contestée, en se fondant sur l'art. 14 des conventions du 10 août 1898, aux termes duquel toutes les contestations pouvant surgir entre les parties seront tranchées par des arbitres.

Par jugement du 28 novembre 1906, le Tribunal s'est déclaré incompétent en ce qui concerne la fixation de la créance d'Henneberg et Allemand, a réservé la demande en ce qui concerne l'admission de la créance éventuelle d'Henneberg et Allemand, réservé les dépens et ajourné la cause.

Ce jugement est basé sur les motifs suivants :

Le juge de la faillite est seul compétent en ce qui concerne l'établissement de l'état de collocation et les contestations auxquelles l'admission des productions peuvent donner lieu, mais il n'en résulte pas qu'il soit forcément compétent en ce qui concerne le fond même du droit.

Il y a lieu de bien distinguer entre l'admission d'une créance, qui est une question de forme, et la décision en ce qui concerne son existence ou son montant, qui reste soumise aux règles habituelles du droit.

L'état de faillite est, en effet, une situation exceptionnelle ; aussi les dispositions qui la régissent sont-elles de droit étroit et ne peuvent-elles être interprétées extensivement.

Aucun article de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes ne porte modification de la compétence, en ce qui concerne les engagements du failli.

La masse, hors les cas expressément prévus, ne mesure ni plus ni moins de droit que lui.

En l'espèce, la convention qui contient le pacte arbitral est un contrat bilatéral, et il n'appartient pas à une seule des parties de le rendre inapplicable par sa renonciation ; la faillite, aussi bien que Henneberg et Allemand, a le droit de s'en prévaloir, si elle y trouve avantage.

La demande, telle qu'elle est formulée, ne consiste pas seulement dans l'admission, mais dans la fixation de la créance d'Henneberg et Allemand. Ce dernier point ne peut être tranché que par des arbitres, conformément aux conventions librement consenties par les parties.

Henneberg et Allemand ont appelé de ce jugement.

Ils en demandent la mise à néant, concluent au déboutement de

for est déterminé d'une façon impérative par l'art. 250 sur la poursuite pour dettes.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne la détermination, l'art. 250 de la loi de poursuite ne contient rien.

C'est en vain que Henneberg et Allemand cherchent à faire traire au compromis arbitral convenu avec la Société Village suisse, aussi longtemps que celle-ci, ou son M. Lecoultre q. q. a., n'y renonce pas également.

Les questions que la Cour doit trancher peuvent être comme suit :

1° *Le prétendu créancier, qui a convenu avec le débiteur de soumettre leurs contestations à des arbitres, est-il délié de cette obligation par le fait de la mise en état de faillite du prétendu débiteur ?*

2° L'art. 250 de la loi de poursuites pour dettes du Tribunal qui a prononcé la faillite a-t-il la compétence de toutes les questions de fond relatives à la fixation du montant d'une créance ?

3° *Quid des dépens ?*

Sur la première question :

L'art. 368 de la loi de procédure civile dispose que les personnes ayant le libre exercice de leurs droits et de leurs obligations pourront soumettre à des arbitres la décision de leurs différends.

Les parties remplissaient les conditions ci-dessus énoncées, ont contracté le 10 avril 1898.

L'art. 369 de la loi de procédure civile énonce « qu'au cas de contestations éventuelles, s'obliger à porter la décision à des arbitres ».

C'est ce que les parties ont fait, aux termes de l'acte de conventions.

« Une telle stipulation, tant qu'elle n'est pas révoquée par les parties, rendra l'arbitrage forcé (art. 369, § 2, de la loi de procédure civile). »

La Société anonyme du Village suisse n'a pas contesté cette stipulation.

L'arbitrage est donc forcé ; la mise en état de faillite ne peut avoir aucune influence sur la compétence des arbitres, qui ont librement donnée au Tribunal d'arbitres, pour la fixation des différends qui ont surgi entre elles, et fixer leurs droits et le montant de leurs créances.

Adoptant, au surplus
Henneberg et Allem
1898.

Sur la deuxième que

C'est à bon droit qu
question de forme rela
la compétence du juge
ce qui concerne l'exist
soumise aux règles ha

Si, en effet, le créanc
dont la créance contest
objet relatif au louage
mes qui sera compéten
créance.

Si le montant de la
la solution d'une except
étranger, ce n'est point
dessaisir le tribunal é
pendante devant ce trib

Ce que l'art. 250 imp
tion, c'est de nantir, da
le juge qui a prononcé

L'action est intentée

Le juge qui a pronc
trancher toutes les qu
créance et à son monta

En l'espèce, c'est le t
convention du 10 avril

Adoptant les motifs

Sur la troisième que

Vu les art. 106 et 363

Par ces motifs, la Co

Au

Signification d'un jugeme

Chai

Les délais d'appel d'
fication. Celle-ci n'est

cilié à l'étranger, que lors de la remise de l'acte en ses mains par le fonctionnaire compétent, ; elle ne saurait être constituée par le simple dépôt au parquet du Procureur général¹.

Par jugement du 8 février 1907, le Tribunal a condamné Chaudonneret, architecte, rue du Stand, 38, à Genève, à payer à Contat, entrepreneur, rue Grenus, 7, à Genève, la somme de 6750 francs, sous diverses imputations.

Chaudonneret a appelé de ce jugement par exploit du 9 avril 1907.

Contat a excipé de l'irrecevabilité de l'appel, le jugement ayant été signifié le 19 mars 1907.

Chaudonneret a conclu à ce que la Cour ordonne la communication immédiate du jugement dont est appel ; renvoie la cause à l'instruction ; condamne l'intimé aux dépens de l'incident.

En l'état, les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1° L'appel a-t-il été interjeté dans le délai légal ?

2° Y a-t-il lieu d'ordonner à l'intimé de communiquer le jugement ?

3° *Quid* des dépens de l'incident ?

Sur la première question :

Il résulte de l'exploit de signification, du 19 mars 1907, qu'à cette date Chaudonneret était domicilié, 18, rue Babœuf, à Dijon ;

Que la copie qui lui était destinée a été remise au parquet de M. le Procureur général ; que cette copie lui a été remise par le commissaire de police du premier arrondissement de Dijon, le 28 mars 1907, suivant récépissé signé par Chaudonneret lui-même.

Le délai de vingt jours fixé par l'art. 343 pr. civ., pour interjeter appel, a commencé à courir le 28 mars ; l'exploit d'appel est du 9 avril, l'appel a donc été interjeté dans le délai légal.

L'appel est recevable.

Sur la deuxième question :

Le jugement dont est appel ayant été signifié à Chaudonneret en personne, il n'y a pas lieu d'ordonner à l'intimé de communiquer la grosse du jugement.

La lettre du 30 mars 1907, adressée au conseil de Chaudonneret, démontre surabondamment qu'il a eu connaissance du jugement, puisqu'il envoie un document pour appuyer son opposition au jugement.

¹ Voir, dans le même sens, arrêt Panetti c. Buffet, page 413 de ce volume. Dans le sens contraire, Cocquio c. dame Cocquio. Volume 1901, page 703.

ne question :

parties succombe sur ses conclusions incidentes ;
r. civ. ; — Par ces motifs, la Cour... renvoie la
instruite, à l'audience du 28 septembre 1907...

BIBLIOGRAPHIE

LE SUISSE. Jurisprudence du Conseil fédéral et de
dérale, en matière de droit public et administratif.
ire du Conseil fédéral suisse, par *L.-R. de Salis*;
amand, par *Eugène Borel*. Deuxième édition. —
.-J. Wyss, imp.-édit.

et dernier volume de ce travail dont nous avons
lusieurs reprises, d'entretenir nos lecteurs vient

ition française de l'ouvrage classique de M. de
t public et administratif de la Confédération, est
aujourd'hui, en cinq volumes de 800 à 900 pages.
s annonçons traite de l'*Administration de la*
asse, épizooties, forêts, etc.), des *Poids et me-*
ies, des sujets à l'ordre du jour, compris sous
e *Législation en matière de prévoyance sociale*
ivriers, assurance, émigration), de l'*Instruction*
école primaire, et enfin, des *Affaires étrangères*
on de la Croix-Rouge, règlements pacifiques des
naux, lois et coutumes de la guerre sur terre,

général des textes de lois cités, des personnes et
t cette publication.

as à recommander cet ouvrage qui, depuis long-
et se recommande lui-même. Nous nous borne-
, une fois de plus, son auteur et son distingué
r mis à la portée de tous des documents que l'on
ans de longues et difficiles recherches dans des
x et comptes rendus de tous genres.

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
 à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne en son espace.

SOMMAIRE.— *Cour de cassation pénale.* Soc. an. Höchster Farbwerke c. Heinen q. q. a.: produits chimiques; vente; poursuites pénales pour atteintes à la marque; art. 24 et 25 loi du 26 septembre 1890 sur les marques; jugement correctionnel; acquittement par le jury; recours; 1^{re} compétence; art. 160, 163 Org. jud. féd.; prétendue violation de l'art. 24 de la loi concernant les marques de fabrique; 2^{re} absence de preuve que la décision du juge viole la loi; rejet. — *Tribunal fédéral.* Vercelli c. Foudral: femme tuée par une pierre tombant d'un immeuble en construction; action du mari contre l'entrepreneur; art. 50, 62, 67 C. O.; déboutement; recours; art. 81 Org. jud. féd.; absence de faute du défendeur; rejet. — *Bitter & Co* contre Faillite de la Fabrique suisse de placage de bois: bois de fusils; marché; livraisons laissées en magasin chez le vendeur; faillite d'icelui; revendication de ces marchandises par la masse; art. 242 L. P.; action de l'acheteur; admission; allocation de dommages-intérêts; recours des deux parties; 1^{er} droits de l'administration d'une masse; art. 242 L. P.; 2^{re} absence de faute; réforme; refus d'indemnité. — *Faillite d'icelui.*

COUR DE CASSATION PÉNALE

AUDIENCE DU 15 JUILLET 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Produits chimiques ; vente ; poursuites pénales pour atteintes à la marque ; art. 24 et 25 loi du 26 septembre 1890 sur les marques ; jugement correctionnel ; acquittement par le jury ; recours ; 1^{re} compétence ; art. 160, 163 Org. jud. féd. ; prétendue violation de l'art. 24 de la loi concernant les marques de fabrique ; 2^{re} absence de preuve que la décision du juge viole la loi ; rejet.

Société anonyme Höchster Farbwerke contre Heinen q. q. a.

I. Les dispositions de lois cantonales établissant que le jury prononce souverainement et sans recours n'ont de valeur qu'au point de vue cantonal ; elles ne sauraient faire obstacle à la faculté d'adresser un recours à la Cour de cassation pénale fédérale, lorsqu'il est allégué que les réponses données par le jury impliquent une violation du droit fédéral.

II. La Cour de cassation fédérale, statuant sur un arrêt cantonal basé sur le verdict d'un jury, a une tâche délicate à remplir. Comme le Tribunal fédéral n'est compétent, pour revoir les décisions cantonales, qu'en ce qui concerne l'application du droit fédéral et que, d'autre part, le jury tranche à la fois les ques-

tions de fait et de droit, sans motiver sa décision, et en suivant une procédure orale, la Cour devra envisager successivement tous les états de fait que le jury aura pu admettre comme constants et examiner si ce jury a justement apprécié la loi, en se placant tour à tour dans chacune de ces hypothèses.

Il en résulte qu'en cette matière, la Cour de cassation fédérale ne pourra que très exceptionnellement remplir d'une manière utile sa mission d'instance de recours.

A. Ch.-Joseph Heinen, en sa qualité de directeur des Laboratoires Sauter, à Genève, a acheté chez des tiers une préparation chimico-pharmaceutique, le « Diméthilamido-antipyrin », que la Société anonyme Höchstér Farbwerke fait fabriquer et vend sous la marque « Pyramidon », marque déposée le 2 septembre 1896, à l'Office fédéral de la propriété intellectuelle, à Berne. Cette préparation se vend en poudre ; les laboratoires Sauter l'ont transformée, par compression, en tablettes qui ont été mises en vente dans de petits flacons. Ces flacons étaient revêtus d'une étiquette portant, entre autres, le mot « Pyramidon » et une étoile accompagnée des mots « marque déposée » ; le bouchon des flacons portait uniquement l'étoile entourée des mots « marque de fabrique déposée » ; cette étoile constitue la marque de fabrique des laboratoires Sauter.

B. La société a vu dans cette manière d'agir une atteinte portée à son droit à la marque « Pyramidon » ; elle a déposé une plainte pénale contre Heinen. Celui-ci a opposé qu'il ne saurait être rendu responsable de délits commis par la Société des Laboratoires Sauter dont il n'est que le directeur ; — qu'il n'y a pas d'atteinte portée au droit à la marque dans le fait de revendre, sous le couvert de la marque, la marchandise même produite par l'ayant droit à la marque ; — que la loi n'interdit pas une simple transformation du produit couvert par la marque ; — qu'en tout cas, il a été personnellement de bonne foi.

C. Par ordonnance du 5 septembre 1906, la Chambre d'instruction du canton de Genève a prononcé qu'il n'y a pas lieu de suivre contre le sieur Heinen, « attendu qu'il ne résulte pas de la procédure qu'une infraction, avec intention dolosive, ait été commise aux dispositions de la loi fédérale concernant la protection des marques de fabrique ».

La plaignante ayant recouru contre cette ordonnance de non-lieu, le Tribunal fédéral a, par arrêt du 14 novembre 1906¹, admis

¹ Voir page 49 de ce volume.

le recours, annulé l'ordonnance de la Chambre d'instruction pour stat motivé, en résumé, comme suit : ..

D. A la suite de l'arrêt du Tribunal d'instruction a, en date du 20 août 1904, la Cour correctionnelle siégeant avec prévention d'avoir :

1. Contrefait ou imité, de manière à induire le public en erreur, la marque de la société plaignante;
2. Usurpé, pour ses propres produits, la marque sus-énoncée;
3. Vendu, mis en vente ou en circulation, des marchandises revêtus d'une marque qu'il a contrefaite ou indûment apposée.

A l'audience de la Cour correctionnelle, les témoins, cités par le prévenu, et un interrogatoire ont eu lieu, et il a été posé au jury les trois questions suivantes :

1. Heinen, Charles, est-il coupable d'avoir, dans le canton de Genève, contrefait ou imité la marque de la Société Höchst Farbwerke, à Höchst a/M.

2. Heinen, Charles, est-il coupable d'avoir, à l'époque que dessus, usurpé, pour ses propres marchandises, la marque de la Société Höchst Farbwerke, à Höchst a/M. ?

3. Heinen, Charles, est-il coupable d'avoir, à l'époque que dessus, vendu, mis en vente ou en circulation, des produits ou marchandises revêtus d'une marque contrefaite, imitée, ou indûment apposée, la marque de la Société Höchst Farbwerke, à Höchst a/M. ?

A chacune de ces questions, le jury a répondu par l'affirmative.

En conséquence, la Cour a prononcé l'arrêt ci-dessus et a condamné la plaignante aux frais de justice.

E. C'est contre cet arrêt que la plaignante a formé le recours à la Cour de cassation pénale, en demandant que l'arrêt soit cassé.

Le recours est basé sur les moyens suivants :

Le verdict du jury n'est pas motivé, car les questions qui lui étaient posées sont des questions de fait, et la Cour de cassation ne peut revoir les décisions rendues sur des questions de fait.

fédéral, que les réponses du jury tranchent à la fois des questions de fait et des questions de droit. Cette circonstance est sans doute de nature, ainsi que cela sera exposé plus loin, à rendre illusoire, dans le plus grand nombre des cas, le recours au Tribunal fédéral, mais elle n'en supprime nullement la possibilité, du moment que le recourant allègue que ces réponses données par le jury impliquent une violation du droit fédéral.

II. Le sort du recours est dominé par la solution à donner à la question préjudicielle de savoir quelle est la position que doit prendre la Cour de cassation fédérale vis-à-vis d'arrêts cantonaux basés sur le verdict d'un jury. La difficulté provient de ce que le Tribunal fédéral n'est compétent pour revoir les décisions cantonales qu'en ce qui concerne l'application du *droit fédéral*, alors que, d'autre part, le jury tranche à la fois les questions de *fait* et les questions de *droit*. La décision n'étant pas motivée, et la procédure devant le jury étant orale, le Tribunal fédéral ne peut, le plus souvent, savoir sur quels faits sa décision est basée, ni, par conséquent, quelles sont les déductions juridiques qu'il en a tirées. Dans ces conditions, deux partis seraient concevables. Ou bien, la Cour de cassation fédérale, considérant que l'arrêt cantonal ne mentionne pas les faits reconnus comme constants par le jury, prendra comme base de sa décision les faits résultant du dossier, qu'elle appréciera en toute liberté; — ou bien, au contraire, la Cour de cassation envisagera successivement tous les états de fait que le jury a *pu* admettre comme constants, et elle examinera si le jury a fait une juste application de la loi, en se plaçant tour à tour dans chacune de ces hypothèses. Malgré les graves inconvénients pratiques qu'elle présente, c'est évidemment cette seconde méthode qui est la seule possible. En effet, le Tribunal fédéral n'a pas le droit d'apprécier à sa guise les faits du dossier, en faisant abstraction de tous ceux qui ont pu résulter des débats, en particulier des dépositions des témoins dont il ne subsiste aucune trace. Il est donc bien obligé d'admettre comme ayant *pu* former la base de la décision du jury toutes les hypothèses raisonnables. Le verdict du jury ne pourra donc être cassé que si, dans toutes ces hypothèses, il implique une violation de la loi fédérale. Il en résulte qu'à l'égard des arrêts cantonaux, rendus avec l'assistance du jury, la Cour de cassation fédérale ne pourra que très exceptionnellement remplir d'une manière utile sa mission d'instance de recours. (Cf. Hafner, *Motifs du projet de l'O. J. F.*, pages 127 et 128.)

posaient. Or, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, sous n° 2, le Tribunal fédéral ne peut casser l'arrêt attaqué comme impliquant une violation de la loi fédérale sur les marques de fabrique, du moment qu'il apparaît comme possible que le jury ait basé sa décision sur un état de *fait* qui légitimait *en droit* la réponse qu'il a donnée à la question générale de culpabilité. Il est, d'ailleurs, à remarquer que, dans son arrêt du 14 novembre 1906, le Tribunal fédéral avait expressément réservé la question de savoir si le mot « Pyramidon » peut être valablement choisi comme marque de fabrique. Il n'y a donc aucune contradiction nécessaire entre ledit arrêt et l'acquiescement de Heinen prononcé par la Cour correctionnelle.

Par ces motifs, la Cour de cassation pénale prononce : Le recours est écarté...

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 19 AVRIL 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Femme tuée par une pierre tombant d'un immeuble en construction; action du mari contre l'entrepreneur; art. 50, 62, 67 C. O.; déboute-ment; recours; art. 81 Org. jud. féd.; absence de faute du défendeur; rejet.

Vercelli contre Foudral.

Lorsqu'un entrepreneur a pris toutes les précautions et toutes les mesures prévues par les règlements en usage, il ne saurait être recherché, en vertu des art. 50 et 62 C. O., à raison d'un accident causé à un passant par une pierre lancée d'un immeuble en construction, par un inconnu, pendant le repos du milieu du jour.

En fait : A. Le 15 octobre 1904, à midi et quart, dame Vercelli, femme du demandeur, qui passait devant une maison en construction, à la Rue-Verte, à Plainpalais, fut atteinte par une pierre provenant de ce chantier. Elle mourut quelques instants plus tard, après avoir mis au monde un enfant qui ne vécut que quelques mois. Au moment de l'accident, les ouvriers avaient quitté le travail pour le repos du milieu du jour.

Le mari Vercelli estima que l'entrepreneur des travaux, le défendeur Foudral, était responsable de ce malheur; il lui ouvrit action, le 3 janvier 1905, et conclut à 5000 francs de dommages-intérêts.

B. Le demandeur allègue la négligence ou l'imprudence du défendeur et invoque les art. 50, 62 et 67 C. O. Il prétend que la pierre qui a atteint sa femme était attachée à un cordeau servant

tion des agents de police, écartée par les instances cantonales, qu'on a trouvé sur le lieu de l'accident « une ficelle rompue, ayant 7 m. 50 de long, auprès d'un fragment de pierre de Meillerie..... qui avait dû être attachée à la partie de la ficelle opposée à celle rompue ». Il déduit de ce fait que sa femme a été atteinte par la pierre fixée à l'extrémité d'une ficelle faisant l'office de fil à plomb.

Il y a lieu de remarquer, d'abord, au sujet de ces dépositions, qu'il n'est pas établi qu'on ait retrouvé le caillou même qui aurait atteint dame Vercelli. La pierre, qui a été relevée sur le lieu de l'accident, et mesurée par le brigadier Decorzant, n'est, ainsi qu'il résulte des enquêtes, « qu'une pierre, semblable à celles que l'on fixe ordinairement à ces cordeaux ». En revanche, le fragment de cordeau retrouvé près de la victime a bien été reconnu par le maçon Baud comme étant un fragment du cordeau qu'il avait tendu, à dix heures du matin, pour faire un alignement horizontal, et qu'il avait fixé en l'attachant à un « renard », c'est-à-dire à une pierre posée sur le mur, au troisième étage du bâtiment en construction.

Du fait que ce fragment de cordeau a été retrouvé à midi et quart, à côté de dame Vercelli, que celle-ci a été frappée par une pierre, et que le « renard » n'a pas été retrouvé sur le mur, on serait tenté d'inférer, en l'absence d'autres constatations, que la victime a bien réellement été atteinte par la pierre qui était attachée à ce cordeau, mais cette inférence est contredite par une déposition testimoniale catégorique : Dame Baud, qui seule a vu la pierre passer dans les airs, a déclaré expressément qu'à « ce moment-là la pierre n'était pas attachée au cordeau ». Cette déclaration détruit la supposition qui précède ; car, si la pierre qui a atteint dame Vercelli n'est pas tombée avec le cordeau, le fait qu'on a retrouvé celui-ci sur le lieu de l'accident ne prouve rien quant à l'origine de la pierre meurtrière. On ne peut donc dire, dans ces conditions, qu'en n'admettant pas que la pierre qui a frappé dame Vercelli devait être celle qui était attachée au bout d'un cordeau, le Tribunal ait fait une constatation contraire aux pièces du procès.

III. Si même l'on admet, avec le recourant, que c'est la pierre attachée au bout du cordeau qui a atteint la victime, on ne dispose pas, néanmoins, des éléments de fait nécessaires pour conclure à la responsabilité du défendeur. Il ne saurait d'abord être question de faire application de l'art. 67 C. O. au cordeau, même en admettant, — ce qui est discutable, — que c'est là un « ouvrage »,

admis, il n'en reste pas moins vrai que rien n'établit comment, et par quelle force, le « renard » aurait quitté la place qu'il occupait sur le mur où il avait été placé, à dix heures du matin.

Pour que le défendeur pût être rendu responsable du fait de ce tiers, inconnu, qui a jeté la pierre, a fait tomber le « renard », ou l'a déplacé, il faudrait qu'il fût établi, conformément à l'art. 62 C. O., que cet individu était un de ses ouvriers, qui a fait cet acte durant l'accomplissement de son travail ; or, rien n'a été, ni allégué, ni prouvé, à cet égard, et rien ne permet de faire une supposition dans ce sens, étant donné que l'accident est arrivé pendant la suspension du travail au milieu du jour.

On ne peut pas non plus voir une faute du défendeur dans le fait qu'un tiers a pu s'introduire dans le chantier et faire de là ce mauvais coup ; l'entrepreneur n'avait évidemment pas d'obligation vis-à-vis du demandeur de prendre des mesures pour empêcher qu'on pût pénétrer dans son chantier ; il ne pouvait, du reste, prévoir que la libre entrée laissée à des tiers pourrait entraîner de telles conséquences.

V. Le demandeur allègue, en second lieu, que le chantier aurait dû être clôturé du côté de la Rue-Verte, à l'endroit où dame Vercelli a été tuée. Celle-ci se trouvait sur une bande de terrain privé, large de deux mètres, encombrée de matériaux, courant le long du bâtiment, et le séparant de la Rue-Verte.

L'instance cantonale, faisant application de dispositions du droit cantonal sur la police des routes, a constaté que le défendeur avait pris toutes les précautions et toutes les mesures prévues par les règlements en usage. Le Tribunal fédéral est incompétent pour revoir ce prononcé, qui repose uniquement sur des dispositions de droit cantonal ; il pourrait, en revanche, examiner si, au point de vue général de l'obligation qui incombe à tout individu de prendre les mesures nécessaires pour mettre les tiers à l'abri de dangers résultant de ses actes, le défendeur aurait dû clôturer son chantier. Mais, l'examen de cette question serait sans utilité pratique, en l'espèce, vu qu'il n'est pas établi que l'accident soit en rapport avec les dangers qui résultent du fait d'élever une construction ; il a, au contraire, été admis en fait que l'accident est le résultat de l'acte d'un tiers, intervenu durant la suspension du travail. Du reste, on ne peut imposer à un entrepreneur, construisant sur un terrain privé, séparé du chemin public, l'obligation de prendre des mesures pour protéger tout individu qui s'avancerait

volontairement sur ce terrain, contre des dangers que chacun sait être inhérents au voisinage d'une construction.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est écarté...

AUDIENCE DU 17 MAI 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Bois de fusils; marché; livraisons laissées en magasin chez le vendeur; faillite d'icelui; revendication de ces marchandises par la masse; art. 242 L. P.; action de l'acheteur; admission; allocation de dommages-intérêts; recours des deux parties; 1° droits de l'administration d'une masse; art. 242 L. P.; 2° absence de faute; réforme; refus d'indemnité.

Ritter et Cie contre Faillite de la Fabrique suisse de placage de bois.

Le simple fait de poursuivre ou défendre un droit litigieux devant un tribunal ne constitue pas, pour celui qui échoue dans son action ou défense, un acte illicite, vu qu'il n'y a là qu'usage fait d'un droit garanti par la loi; ce n'est que l'abus de l'exercice de ce droit qui est répréhensible.

L'administration d'une faillite, qui se trouve en face d'une revendication de tiers, doit, avant tout, penser à sauvegarder les intérêts des créanciers et du failli lui-même. Si donc elle a quelque doute sur le bien-fondé de la revendication, on ne saurait lui faire un reproche de s'en remettre au jugement des tribunaux.

En fait : A. Par contrat du 21 septembre 1903, la Fabrique suisse de placage s'est engagée à fournir à Ritter et Cie une certaine quantité de bois de fusils et de carabines. Ces bois devaient être livrés à Monthey (Valais), au reviseur de Ritter et Cie, et être expédiés, d'après les ordres de ceux-ci, aux destinations indiquées. Ils étaient payables comptant, sous déduction de 2 % d'escompte.

B. De mai 1904 à avril 1905, Ritter et Cie prirent livraison, à Monthey, de 45,373 bois de fusils et de carabines, et les revêtirent de leur marque « R. et Cie ». La plupart de ceux-ci furent expédiés au fur et à mesure de la livraison. Cependant, le 1^{er} octobre 1904, Ritter et Cie avaient demandé à la Fabrique de placage si elle pouvait mettre à leur disposition des magasins dans lesquels ils entreposeraient pendant l'hiver les bois de fusils qu'elle avait encore à leur livrer. Une entente était intervenue à cet égard, et, le 10 octobre 1905, Ritter et Cie avaient encore en dépôt, à Monthey, 2346 bois de carabines et 3649 bois de fusils, marqués et payés.

C. A cette date, la Société de la Fabrique suisse de placage fut

mise en faillite, et, lorsque Ritter et Cie voulurent se faire expédier les bois en dépôt, l'administration de la masse s'y opposa ; elle fit même arrêter un wagon en gare de Saint-Maurice. Par lettre du 10 novembre 1905, elle fit savoir au mandataire de Ritter et Cie que, d'accord avec la commission de surveillance unanime, elle leur contestait leur droit de propriété et leur assignait un délai de dix jours pour intenter l'action prévue à l'article 242 L. P.

C'est ensuite de ces faits que la maison demanderesse a intenté la présente action.

D. Par demande, déposée le 20 novembre 1905, Ritter et Cie ont conclu à ce qu'il plaise au Tribunal :

« 1° Prononcer que les 5995 bois pour fusils, de la marque « R. et Cie », revendiqués par Ritter et Cie sont sa propriété, et que la sortie en doit être accordée ;

« 2° Dire que le refus de sortie, par l'administration et la commission de surveillance de la faillite, est téméraire ;

« 3° Condamner la masse en faillite à payer à Ritter et Cie, à titre de dommages-intérêts, la somme de 50 francs par jour, dès le 10 novembre 1905 ;

« 4° Condamner la masse en faillite de la Fabrique suisse de placage et de bois de fusils aux frais et dépens. »

La masse défenderesse a conclu à libération. Cependant, en cours d'instance, après l'audition des témoins, elle a, par exploit du 28 juin 1906, donné passément aux conclusions 1° et 4° de la demande. Ritter et Cie ont alors repris leurs bois.

E. Par le jugement dont est recours, rendu le 9 janvier 1907, le Tribunal cantonal de Neuchâtel a : « 1° Donné acte à Ritter et Cie du passément de la masse défenderesse ;

« 2° Déclaré la seconde conclusion bien fondée ;

« Condamné la masse en faillite de la Fabrique suisse de placage (S. A.), défenderesse, à payer, à titre de dommages-intérêts, à Ritter et Cie, la somme de 1500 francs ;

« 4° L'a condamnée en outre aux frais et dépens du procès, ceux que le Tribunal cantonal doit liquider étant fixés à ensemble, 141 francs. »

Ce prononcé est motivé, en résumé, comme suit : »

F. Les deux parties ont recouru.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. La demande en dommages-intérêts, formée par la

intérêts des créanciers et du failli lui-même. L'art. 242 L. P. donne le droit d'admettre, sans autre formalité, la revendication du tiers, ou d'inviter celui-ci à prouver ses droits en justice; donc elle a le moindre doute sur le bien-fondé de la revendication on ne saurait lui faire un reproche de s'en remettre au jugement des tribunaux, alors que, si elle passait outre, elle s'exposerait à encourir les justes réclamations des créanciers et du failli.

En l'espèce, il ressort des pièces du dossier que la faillite Fabrique suisse de placage se présentait dans des conditions particulières, qui imposaient à l'administration une certaine circonspection. La totalité de l'actif en marchandises était revendiquée par des tiers, et l'administration se trouvait subitement confrontée à une situation embrouillée. On ne saurait, dans ces conditions, lui reprocher d'avoir agi à la légère et avec témérité, en invitant les demandeurs, comme les autres tiers revendiquants, à prouver leurs droits en justice. Le fait que l'administration de la faillite, d'accord avec la commission de surveillance, qu'elle a offert aux demandeurs de leur remettre les bois réclamés contre dépôt et garantie de leur valeur, et qu'elle a passé expédient dès qu'elle a estimé la preuve du droit de propriété rapportée, démontre au contraire, qu'elle a agi avec réflexion, et qu'elle a cherché à réduire au minimum le dommage qui pouvait résulter pour le tiers du retard dans la remise des objets revendiqués.

C'est à tort que l'instance cantonale a fait un reproche à l'administration de n'avoir pas donné créance, dès le début, aux déclarations des employés de la fabrique et de n'avoir pas pris les informations immédiates auprès des organes de la société. En tenant compte des circonstances dans lesquelles la faillite se présentait, les doutes de l'administration sur la portée et la valeur juridique des déclarations et témoignages des employés et organes de la société n'étaient pas inexplicables et injustifiables.

IV. Étant donnée cette solution, et aucune faute n'étant imputable à l'administration de la faillite, il n'y a pas lieu d'aborder l'examen des autres questions que soulève le recours, savoir si la faillite pouvait être rendue responsable d'un acte illicite commis par l'administration de la faillite, et si les demandeurs n'auraient plutôt dû s'en prendre aux membres de cette administration mêmes, ou, éventuellement à la commission de surveillance invoquant l'art. 5 de la L. P.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est

jeté par Ritter et Cie contre le jugement du Tribunal cantonal de Neuchâtel, du 9 janvier 1907, est déclaré mal fondé ; en revanche, le recours, par voie de jonction, interjeté par la masse en faillite de la Fabrique suisse de placage est admis...

FAITS DIVERS

SOCIÉTÉ SUISSE DES JURISTES. — L'assemblée générale de la Société suisse des Juristes a eu lieu à Schaffhouse, les 30 septembre et 1^{er} octobre. A l'ordre du jour des séances figuraient deux questions intéressantes.

La première, la *responsabilité civile résultant des accidents d'automobiles*, a été introduite par des rapports de M. le professeur F. Meili (Zurich) et de M. Frédéric Martin, avocat (Genève). Le premier rapporteur concluait à l'extension aux automobiles du régime de la responsabilité, telle qu'elle est prévue dans la loi de 1905 sur la responsabilité des chemins de fer. Par contre, M. F. Martin concluait au maintien du système du droit commun, tout en renversant le fardeau de la preuve d'une façon analogue à l'art. 65 C. O.

Aucune résolution n'a été prise, M. le conseiller fédéral Brenner ayant fait observer que la question lui paraissait tranchée dans le sens de la responsabilité civile, par le vote des Chambres, lors de la discussion de la loi sur la responsabilité des chemins de fer.

La question cependant mérite d'être reprise, lorsque le projet annoncé sera déposé par le Conseil fédéral.

Le second objet à l'ordre du jour était le suivant : *L'assistance entre canton doit-elle être étendue, par le moyen du droit fédéral, à l'exécution de réclamations en matière d'impôts ?*

Sur cet objet, d'intéressants rapports ont été présentés par MM. Kirchoffer, greffier du Tribunal fédéral, et Carrard, avocat, à Lausanne. Les thèses du rapporteur, tendant à ce que la question soit tranchée par une revision des art. 80 et 81 de la loi sur la poursuite, ont été adoptées à une faible majorité.

Le sujet de concours pour cette année était *la correspondance privée au point de vue juridique*.

Les travaux couronnés sont l'œuvre de MM. les Drs Giesker, à Zurich, et Rennefahrt, à Berne. Espérons que ces travaux seront publiés ; ils sont, en effet, de nature à fournir d'intéressants éclaircissements sur une matière très délicate du droit privé.

F. M.

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(*JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE*)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne en son espace.



SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Gratchoff c. C. F. F.: accident de chemin de fer; enfants tués; action en indemnité du père; admission; responsabilité; art. 1 et suiv., 5, 7, loi du 1^{er} juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer; évaluation de l'indemnité; tort moral; frais de transport des cadavres des victimes dans leur patrie; faute grave du chemin de fer; quotité adjugée. — *Journel c. hoirs Chevallay:* action en paiement; admission; dette établie par l'admission de la créance dans la faillite du débiteur; art. 80, 244 L. P.; recours; circonstance de fait; rejet. — *Cour de justice civile.* Banque pour le Commerce et l'Industrie c. Tachauer: prétendue reconnaissance; poursuite; opposition; refus de mainlevée; art. 82 L. P.; appel; art. 417, 423 pr. civ.; art. 28 loi d'application; irrecevabilité. — *Faits divers.* — *Annonce.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 13 JUIN 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Accident de chemin de fer; enfants tués; action en indemnité du père; admission; responsabilité; art. 1 et suiv., 5, 7, loi du 1^{er} juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer; évaluation de l'indemnité; tort moral; frais de transport des cadavres des victimes dans leur patrie; faute grave du chemin de fer; quotité adjugée.

Gratchoff contre C. F. F.

I. Les frais faits ou à faire pour le transport de cadavres du lieu de l'accident, ou du lieu du décès après l'accident, jusque dans la contrée dont les victimes étaient originaires, dans laquelle elles étaient fixées, où elles avaient laissé leurs familles, rentrent-ils dans les frais funéraires que la loi du 1^{er} juillet 1875 (art. 5, al. 1) met à la charge des entreprises de chemins de fer, lorsque celles-ci ont à répondre d'accidents ayant entraîné mort d'hommes?

Cette question est une question d'appréciation qui devra être résolue, dans chaque cas particulier, suivant les circonstances spéciales de la cause.

II. La somme « équitablement fixée » qui, en vertu de l'art. 7 de la loi du 1^{er} juillet 1875, et « indépendamment de l'indemnité pour le préjudice pécuniaire démontré », peut être allouée au « blessé ou aux parents de celui qui a été tué » dans un accident

de chemin de fer, ne peut être accordée qu'à raison du préjudice ou du tort moral subi par la victime ou ses « parents », du dommage de nature idéale, et non économique, éprouvé par eux.

A. Le 21 novembre 1903, vers les six heures du soir, eut lieu, en gare de Palézieux (Vaud), ou à proximité immédiate de cette station, sur le réseau des Chemins de fer fédéraux, un accident, dont les circonstances ont été exposées déjà tout au long dans l'arrêt du 3 mai 1906, en la cause Bartschi et consorts c. C. F. F.,¹ *Rec. off.*, XXII, II, n° 33, pages 217 et suiv., et dans lequel six voyageurs furent tués sur le coup, et un certain nombre plus ou moins grièvement blessés. Parmi les voyageurs dont la mort fut à déplorer dans cet accident, se trouvaient les enfants du demandeur Siméon Gratchoff, négociant, à Saint-Petersbourg, Olga, née le 8 décembre 1894, et Georges, né le 20 novembre 1899.

B. Par demande, en date du 29 avril 1905, déposée le 6 mai suivant, Siméon Gratchoff introduisit action, devant le Tribunal fédéral, — conformément à l'art. 12, dernier alinéa, de la loi du 15 octobre 1897, sur l'acquisition et l'exploitation des chemins de fer pour le compte de la Confédération, — contre l'Administration des Chemins de fer fédéraux, en concluant à ce qu'il plût au Tribunal :

« 1. Dire que l'Administration des Chemins de fer fédéraux est débitrice et doit lui faire immédiat paiement, avec l'intérêt au 5 % l'an, dès le 21 novembre 1903, de la somme de 100,000 francs, ou de ce que justice connaîtra, à titre de dommages-intérêts, pour le décès accidentel de ses deux enfants.

« 2. Prononcer que ladite Administration est tenue, sur réquisition de Siméon Gratchoff, et moyennant que cette réquisition soit faite dans l'année, dès le jugement, de pourvoir, à ses frais et risques, au transport des corps d'Olga et Georges Gratchoff, provisoirement inhumés au cimetière de Clarens, en tel lieu que le demandeur indiquera, à Saint-Petersbourg, ou, à ce défaut, de payer à S. Gratchoff une indemnité spéciale de 3000 francs.

« Condamner ladite administration à tous les dépens de l'instance. »

C. En réponse, par mémoire du 26 août 1905, l'Administration des Chemins de fer fédéraux a conclu à libération des fins de la demande, sous suite de tous dépens.

D. E. F.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. Des deux conclusions principales de la demande, la

¹ Voir *Semaine Judiciaire*, 1906, page 609.

première se fonde sur l'art. 7, la seconde sur l'art. 5, al. 1, de la loi du 1^{er} juillet 1875, sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer, loi dont l'applicabilité en la cause est incontestée et incontestable (art. 23 de la loi du 28 mars 1905 sur la même matière). La seconde de ces conclusions a donc pour objet, indiscutablement, une réclamation se rapportant à un dommage d'ordre matériel, et il peut se justifier de l'examiner ici, en premier lieu.

A l'appui de cette conclusion, relative au transport des deux cercueils des victimes de Clarens à Saint-Petersbourg, le demandeur a, dans son mémoire introductif d'instance, exposé que ses deux enfants avaient reçu, par les soins mêmes et aux frais de la défenderesse, une sépulture convenable à Clarens, mais qu'il avait toujours fait toutes réserves au sujet du caractère de cette sépulture, qui ne pouvait être que provisoire, et du transfert de ces deux dépouilles mortelles à Saint-Petersbourg qu'exigeaient « les usages sociaux du milieu dans lequel vit le demandeur, et les idées religieuses spéciales attachées par la confession orthodoxe (qui était la sienne) aux soins donnés aux sépultures ».

Dans sa réponse, la défenderesse n'a pas contesté ces faits qui, en conséquence, doivent être tenus pour constants (art. 99, litt. b, loi pr. civ. féd.). Il n'est donc pas possible de s'arrêter aux dénégations que la défenderesse a opposées à ce sujet au demandeur, dans les plaidoiries de ce jour seulement, et il n'est pas possible non plus de retenir les allégations qu'elle a articulées aujourd'hui, également pour la première fois (art. 98, litt. c, *leg. cit.*). La défenderesse, dans sa réponse, s'est bornée à dire que la conclusion numéro 2 de la demande était prématurée et que, « si, plus tard, le transfert des deux corps s'opérait, M. Gratchoff serait à temps pour présenter une réclamation, qui serait examinée par les C. F. F., et que le juge trancherait, en cas de désaccord ». Mais l'on ne voit pas pour quelle raison cette conclusion devrait être écartée comme prématurée. Le demandeur a expliqué que si ses enfants avaient trouvé la mort dans d'autres circonstances, il n'aurait pas hésité à prendre aussitôt toutes les mesures nécessaires pour que leur inhumation pût avoir lieu dans leur pays d'origine, et suivant les idées admises par l'église orthodoxe russe en cette matière, et il a posé, en fait, qu'actuellement encore, de par sa situation sociale, et de par la confession religieuse à laquelle il se rattache, il était tenu de ramener la dépouille mortelle de ses enfants à Saint-Petersbourg. Il avait donc intérêt à faire trancher, dans ce procès, la question de savoir s'il ne pouvait pas exiger de la défenderesse qu'elle se chargeât elle-même d'entreprendre ce transport, ou qu'à défaut elle lui en remboursât les frais. Le fait qu'il

n'a conclu à la condamnation de la défenderesse à cet égard que pour le cas dans lequel il lui adresserait une réquisition à ce sujet, dans l'année, dès le jugement à intervenir dans la cause, n'est évidemment pas de nature à faire apparaître cette conclusion comme dénuée de tout intérêt actuel et comme prématurée.

Le demandeur a, dans celle de ses conclusions dont il s'agit ici, réclamé du Tribunal la reconnaissance, à la charge de la défenderesse, d'une obligation alternative consistant, ou à entreprendre elle-même le transport des deux cadavres de Clarens à Saint-Petersbourg, ou à payer les frais de ce transport par le moyen d'une indemnité spéciale de 3000 francs. Dans les plaidoiries de ce jour, la défenderesse a d'ores et déjà déclaré que, si le Tribunal devait admettre comme fondées les conclusions du demandeur sur ce point, elle préférerait payer l'indemnité que fixerait le Tribunal, plutôt que de se charger du transport des dépouilles des deux victimes. Dans ces conditions, la question se résume à savoir si, dans les frais funéraires que la loi (voir le texte allemand et le texte italien de l'art. 5, al. 1, de la loi du 1^{er} juillet 1875) met à la charge des entreprises de chemins de fer, lorsque celles-ci ont à répondre d'accidents ayant entraîné la mort d'homme, rentrent les frais faits ou à faire pour le transport du ou des cadavres du théâtre de l'accident ou du lieu où la mort est survenue, jusque dans le pays ou la contrée dont les victimes étaient originaires, ou bien où elles s'étaient fixées, ou bien encore, où elles avaient laissé leurs familles, en un mot, à l'endroit dont elles, ou d'autres à leur place, avaient pensé qu'il serait celui de leur demeure dernière. Cette question, le Tribunal fédéral n'a encore jamais eu l'occasion de la résoudre ; elle s'était posée cependant dans le procès Agno et Bombrini c. Compagnie générale de navigation (accident du bateau le « Mont-Blanc »), et l'instance cantonale l'avait tranchée dans le sens affirmatif (*Rec. off.*, XXII, n° 133, page 758) ; mais, le Tribunal fédéral lui-même n'avait pu, dans son arrêt du 1^{er} juillet 1896, entrer en matière sur la question, faute de recours régulier sur ce point (consid. 1, *ibid.*, page 759). En Suisse, certains auteurs (ainsi Zeerleder, *Die schw. Haftpflichtgesetzgebung*, Berne, 1888, page 121, litt. b, *in fine*) ont soutenu que les frais de transport du cadavre de la victime d'un accident de chemin de fer (ou bien aussi d'un accident survenu dans l'exploitation d'une fabrique) ne pouvaient être compris dans l'indemnité à payer par l'entreprise responsable, lorsque le lieu de destination de ce transport était « éloigné » du théâtre de l'accident ; mais, cette opinion revient à admettre, en principe, l'obligation de l'entreprise de supporter ces frais de transport, et à ne l'exclure que dans certains cas dé-

terminés, lorsque la distance à parcourir par le transport dépasse un maximum à déterminer. Ce système est tout à la fois trop étroit et trop absolu. Il convient, tout d'abord, de remarquer que, dans le texte même de l'art. 5, al. 1, de la loi de 1875, rien n'est de nature à faire admettre que ces mots « *Kosten der Beerdigung* », ou le *spese d'inumazione* (dans le texte français il y a une lacune à ce sujet) doivent être interprétés restrictivement, de manière à en exclure des frais de transport comme ceux dont il s'agit ici. Et il paraît plus juste de se rallier, à cet égard, à la doctrine allemande, soit à l'opinion des commentateurs de la loi allemande du 7 juin 1871, sur le § 3 de laquelle a été calqué l'art. 5 de la loi fédérale de 1875, — d'après lesquels la question de savoir si les frais funéraires, à la charge d'une compagnie de chemin de fer, responsable d'un accident ayant entraîné mort d'homme, comprennent aussi les frais de transport du cadavre de la victime d'un lieu à un autre, plus ou moins éloigné, est une question d'appréciation, à résoudre dans chaque cas particulier, suivant les circonstances spéciales de la cause (Kah, *Haftpflichtgesetz*, 1874, page 89, note 3; Endemann, *Haftpflicht der Eisenbahnen, Bergwerke, u. s. w.*, 3^e édition, 1885, page 97 *infra* et *Recht der Eisenbahnen*, 1886, page 707, litt. B; G. Eyer, *Reichs-Haftpflicht-Gesetz*, 1896, page 288, note 35).

Or, en l'espèce, si l'on tient compte de toutes les circonstances de la cause, en particulier, du fait que les enfants Gratchoff n'avaient, en compagnie de leur grand-père, Paul Boeckel, et de leur gouvernante, demoiselle Anna Kousmine, entrepris le voyage de Saint-Pétersbourg à Montreux, au cours duquel ils ont trouvé la mort, qu'en vue d'un séjour en Suisse, et, plus spécialement encore, des raisons invoquées à ce propos par le demandeur, et dont la pertinence est hors de doute, il paraît indiqué de faire rentrer les frais auxquels donnera lieu le transport de la dépouille des deux victimes, de Clarens à Saint-Pétersbourg, dans les frais funéraires à la charge de la défenderesse, en vertu de l'art. 5, al. 1, de la loi, et cela dans les limites fixées par le demandeur lui-même, c'est-à-dire, d'une part, jusqu'à concurrence de la somme de 3000 francs au maximum, et, bien entendu, moyennant production des pièces justificatives de la dépense effective, et, d'autre part, à condition que ce transport ait lieu, ou, du moins, soit réellement entrepris, dans l'année qui suivra le présent arrêt.

II. A l'appui de son autre conclusion principale, en 100,000 francs de dommages-intérêts, le demandeur a, dans la partie de fait de son mémoire introductif d'instance, énuméré les dépenses de tous genres, auxquelles il avait eu à faire face, ensuite de la naissance

de ses deux enfants, pour loger ceux-ci, les entretenir et leur donner une éducation et une instruction en rapport avec leur situation sociale ou celle de leur père; ces dépenses se seraient élevées, suivant lui, et ainsi qu'il a cherché à en justifier au cours de la procédure probatoire, à la somme de 40,000 roubles au moins, ou à plus de 110,000 francs. Et, dans la partie droit du même mémoire, le demandeur, bien qu'invoquant expressément l'art. 7 de la loi de 1875, semblait ne vouloir poursuivre d'autre réparation que celle d'un dommage matériel qu'il paraissait apercevoir précisément dans les frais considérables qui viennent d'être indiqués et qu'il se trouvait avoir faits, disait-il, en pure perte.

Parmi les divers moyens que la défenderesse avait opposés tout d'abord à cette conclusion du demandeur, il en est deux qui, aujourd'hui, ne peuvent plus donner lieu à discussion, savoir celui consistant à dire que le demandeur, ne pouvant réclamer d'indemnité du chef de l'art. 5, al. 2, n'aurait pas qualité non plus pour en réclamer une du chef de l'art. 7, et celui consistant à prétendre, au fond, que les conditions d'applicabilité de l'art. 7 feraient défaut en l'espèce, parce que l'accident du 21 novembre 1903 ne serait dû, ni au dol, ni à la négligence grave de la défenderesse. Le second de ces moyens, en effet, a été abandonné par la défenderesse par la convention de procédure insérée au procès-verbal du débat préalable du 20 octobre 1906; aux termes de cette convention, l'arrêt Bærtschi, du 3 mai 1906, doit servir de base au présent arrêt, sur cette question de faute grave reprochée à la défenderesse; or, dans ledit arrêt Bærtschi (que l'on a cité déjà plus haut), cette question a été examinée sous considérants 5 à 7, et le résultat de cet examen résumé sous considérant 8; en substance, il est constant que l'accident de Palézieux est dû à la réunion de plusieurs fautes à la charge de l'entreprise, soit de la défenderesse, ou de ses organes et de ses employés: faute grave de l'aiguilleur Steinhauser, celui-ci ne pouvant avoir d'excuse, éventuellement et personnellement, que dans une *culpa in eligendo* de la défenderesse; faute du mécanicien Ritter, faute d'organisation dans la manière d'opérer la dislocation du train 1056, arrivant en gare de Palézieux un quart d'heure avant le passage de l'express Berne-Lausanne n° 26 (où se trouvaient les enfants Gratchoff, le 21 novembre 1903) et sur la même voie I; enfin, insuffisance numérique du personnel de la station de Palézieux. Quant au premier des deux moyens susrappelés, la défenderesse y a renoncé implicitement, en reconnaissant, aujourd'hui, à la barre, qu'en principe, et question de quotité réservée, la demande devait être déclarée fondée; ce moyen-là, tiré du prétendu défaut de qualité du deman-

deur, pour plaider, en vertu de l'art. 7 de la loi de 1875, avait d'ailleurs été invoqué aussi par la défenderesse en la cause Bærtschi et avait été réfuté par l'arrêt intervenu dans dite cause, le 3 mai 1896 (sous consid. 4, *loc. cit.*, pages 225 et suiv.).

Le troisième moyen que la défenderesse avait opposé à la conclusion numéro 1 de la demande, consistait à dire qu'en ne réclamant que le remboursement des frais faits par lui, pour l'entretien et l'éducation de ses enfants, le demandeur ne faisait état que d'un dommage de nature pécuniaire et, au surplus, démontrable et démontré, qui, par conséquent, ne pouvait donner lieu à indemnité, sur la base de l'art. 7, seul invoqué à ce sujet. Mais, dans ce moyen-là encore, la défenderesse n'a pas persisté, dans les plaidoiries de ce jour, puisqu'elle a admis, en principe, être tenue au paiement d'une indemnité, en vertu du dit art. 7, et ce, d'ailleurs, avec raison. Si, en effet, il avait fallu, — comme il semblait que ce fût le cas à première vue, — considérer la réclamation du demandeur, faisant l'objet de sa conclusion sous chiffre 1, comme ne poursuivant autre chose que le remboursement des frais d'entretien et d'éducation de ses deux enfants, cette réclamation serait apparue, sans autre comme mal fondée, car, pas plus qu'ils ne peuvent être réclamés en vertu de l'art. 5 de la loi (arrêt Bordel c. C.F.F., du 3 novembre 1904, *Journal des Tribunaux*, 1905, consid. 6, pages 470-471), les frais de ce genre ne peuvent, en eux-mêmes, justifier l'allocation de l'indemnité prévue à l'art. 7, ne pouvant jouer, dans l'application de ce dernier, d'autre rôle que celui, tout indirect, d'un élément d'appréciation dans la question de savoir quel degré d'affection pouvait exister chez un père ou une mère à l'égard de son enfant, quelles espérances celui-ci pouvait avoir éveillées, que l'accident était venu détruire, quel vide sa mort avait creusé, et quelles souffrances, psychiques ou physiques, avaient été causées de la sorte à ce père ou à cette mère, à qui une fatale catastrophe arrachait tragiquement son enfant. (Arrêt Jacot c. J.-S., du 30 janvier 1895, *Rec. off.*, XXI, n° 19, consid. 4, page 127.) Mais, au fond, l'on peut et l'on doit admettre que le demandeur, s'il a donné à son représentant, comme celui-ci l'a dit en demande, l'ordre formel « de n'entrer dans aucun développement », relativement aux souffrances morales éprouvées par lui à la suite de la mort de ses deux enfants, n'a pas voulu cependant renoncer absolument à s'en prévaloir dans ce procès. Et c'est d'ailleurs ce que la défenderesse elle-même a admis, en disant, aujourd'hui, reconnaître qu'une indemnité, à déterminer, devait être allouée au demandeur. Ainsi comprise, et, dans cette mesure, la demande doit être reconnue fondée en principe ; en d'autres termes, la « somme,

que sa santé aurait été, en suite de la pe ébranlée, que les médecins lui auraient c pendant quelque temps ses occupations et de C'est, en effet, dans la demande déjà, étant d légales susindiquées, que ce fait aurait dû é pût être retenu par le Tribunal. Au surpli avoir de valeur que comme un élément spé l'intensité des souffrances morales endurées fait de la défenderesse, et il n'est guère pr ligne de compte de ce nouveau facteur eût p location, au demandeur, d'une somme plus est adjugée par cet arrêt, attendu que cette rait déjà comme une indemnité exceptionne de l'art. 7 de la loi de 1875, et qu'il n'eût g dépasser encore, sans sortir des limites tr par toute la jurisprudence du Tribunal fédé

Par ces motifs, le Tribunal fédéral pronc déclarée fondée, en ce sens que l'Administri fer fédéraux est condamnée à payer à Siméc

a) La somme de 6000 francs, à titre de c vertu de l'art. 7 de la loi du 1^{er} juillet 1875 l'an, dès le 21 novembre 1903;

b) Jusqu'à concurrence de la somme de 300 et moyennant production des pièces justi effectives, les frais de transport de la dépon de Clarens à Saint-Petersbourg, à condition effectué, ou, du moins, réellement entrepri présent arrêt...

AUDIENCE DU 1^{er} JUIN 19

Présidence de M. JEGOU.

Action en paiement; admission; dette établi créance dans la faillite du débiteur; art. 80, constances de fait; rejet.

Journal contre hoirs Chevi

I. La reconnaissance d'une créance faite faillite, lors de la vérification des produc une reconnaissance civile de l'existence m pendamment de tout autre titre justificatif

II. Quand bien même l'on résoudrait né

tion, en n'attribuant à cette reconnaissance de valeur qu'au point de vue de la procédure de l'exécution, il faut admettre, tout au moins, que cette reconnaissance crée une présomption de l'existence de la créance.

En fait : A. Joseph Chevallay, père des demandeurs, a été admis au passif de la faillite du défendeur Journal, pour la somme de 31,886 francs, et a été porté pour cette somme en cinquième classe dans l'état de collocation. Cette créance n'est pas indiquée comme « contestée » ; le Préposé aux faillites de Genève, administrateur de la faillite Journal, a déclaré expressément, par la lettre du 16 mai 1906, que « cette créance n'a pas été contestée par le débiteur qui l'a, au contraire, reconnue exacte ».

Par jugement du 20 juillet 1903, le Tribunal civil de Genève a homologué un concordat intervenu entre le recourant et ses créanciers. Pour obtenir ce concordat, Journal requit l'acceptation de Joseph Chevallay, et la créance de celui-ci fut comptée dans les créances formant la majorité des deux tiers exigée par la loi, majorité qui, sans elle, n'eut pas été obtenue.

Par arrêt de la Cour de Justice civile de Genève, du 11 mars 1905, ce concordat a été révoqué sur la demande des hoirs Chevallay ; au cours de ce procès-là, Journal, qui s'opposait à la révocation, n'a pas contesté la valeur de la créance.

B. L'hoirie Chevallay fit alors notifier à Journal un commandement de payer 31,886 francs ; le débiteur y fit opposition, et le Tribunal de première instance de Genève jugea, le 11 mai 1905, qu'il n'y avait pas lieu de prononcer, par voie sommaire, la mainlevée d'opposition requise par l'hoirie créancière.

C. Par exploit du même jour, les consorts Chevallay ont assigné Journal en paiement, entre autres, de 31,886 francs, montant de la créance pour laquelle leur auteur a été admis à la faillite de Journal. Les autres parties des conclusions n'ont pas d'intérêt au présent procès.

Journal s'est opposé à la demande ; il a nié avoir jamais reconnu la créance de Chevallay, et soutenu que celle-ci n'était pas établie, que les hoirs Chevallay ne prouvaient pas que leur auteur eût réellement fait les paiements allégués et fourni les fonds ; il a sommé les demandeurs de produire leurs titres.

D. Le Tribunal de première instance de Genève a déclaré la demande fondée. Il constate, dans son jugement du 4 décembre 1905, qu'à teneur des dispositions de l'art. 244 L. P., le débiteur est consulté sur toute production à la faillite, et que si l'admission d'une créance ne constitue pas un titre exécutoire, au sens de

l'art. 80 L. P., elle est, en revanche, assimilable à une reconnaissance de dette. Il n'y a, dès lors, dit le Tribunal, pas lieu d'examiner l'allégation du défendeur, suivant laquelle feu Chevallay n'aurait pas fait les fonds des effets, causes de la créance; l'opposant n'offre, du reste, aucune justification de cette allégation, qu'il a formulée pour la première fois dans la présente instance.

La Cour de Justice civile a confirmé ce jugement par arrêt du 2 février 1907....

E. Par acte du 25 février suivant, le défendeur a déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral....

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. L'instance cantonale a constaté en fait que, lors de la vérification des productions faites à sa faillite, le défendeur a reconnu la créance produite par Joseph Chevallay, ascendant à 31,886 francs. Le défendeur conteste actuellement la réalité de ce fait et prétend voir dans cette constatation une violation de l'art. 244 L. P. Mais, il s'agit d'une constatation de fait, opérée par l'instance cantonale, qui, à ce titre, lie le Tribunal fédéral, pour autant qu'elle n'est pas en contradiction avec les pièces du dossier; Or, tel n'est pas le cas; au contraire, il résulte de la déclaration de l'Office des faillites de Genève, du 16 mai 1906, chargé de l'administration de la faillite Journal, que le débiteur, loin de contester cette production, l'a expressément admise; et il n'y a aucun motif de mettre en doute l'exactitude de cette déclaration.

Le recourant n'a pas contesté avoir sollicité et obtenu l'adhésion de Joseph Chevallay à son concordat, et il ressort du dossier qu'il n'a pas opposé la non-existence de la créance au cours du procès en révocation du concordat à lui intenté par les hoirs Chevallay. Ces faits doivent donc également être considérés comme constants.

II. L'instance cantonale a déclaré que la reconnaissance d'une créance par le débiteur failli, l'admission d'une production y relative, et son inscription à l'état de collocation, ne procurent pas au créancier un jugement exécutoire au sens de l'art. 80 L. P., ni même une reconnaissance de dette, constatée par acte authentique ou sous-seing privé, au sens de l'art. 82 L. P. En d'autres termes, l'instance cantonale a considéré que la simple reconnaissance de dette, de la part du failli, n'équivaut pas à l'acte de défaut de biens mentionnant la reconnaissance de la créance par le failli, que l'art. 265 L. P. déclare valoir comme reconnaissance de dette, dans le sens de l'art. 82 L. P. Mais, là n'est pas la question à juger en l'espèce; le juge n'a plus à déclarer si la reconnaissance faite par le recourant

dette et qu'ils ne sont qu'une simple conséquence de la reconnaissance. Le recourant a dû, en effet, pour obtenir son concordat, envisager à nouveau la production de Joseph Chevallay ; il devait, pour arriver à ses fins, ou requérir l'agrément de son créancier, ou éliminer sa créance, en la contestant (art. 317, 310 et 305, al. 3, L. P.) ; or, il ne l'a pas contestée, mais il a sollicité l'acceptation de son concordat par Chevallay. Plus tard, lorsque les hoirs demandeurs lui ont intenté l'action en révocation de concordat, il n'a pas même prétendu que leur action était sans objet, parce que leur créance serait inexistante. Ce n'est donc pas à tort que l'instance cantonale a vu, dans ces faits, de nouveaux éléments, indépendants de la présomption tirée de la reconnaissance de dette, et en a tenu compte dans son appréciation.

IV. Le litige étant résolu sous cette forme, il est sans intérêt d'examiner la question soulevée par le recourant, savoir, quel est, en regard du droit civil, indépendamment de tout autre élément de preuve, la valeur d'une reconnaissance de créance faite par le failli dans sa faillite, soit d'un acte de défaut de biens mentionnant cette reconnaissance.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est écarté...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 29 JUIN 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Prétendue reconnaissance ; poursuite ; opposition ; refus de mainlevée ; art. 82 L. P. ; appel ; art. 417, 423 pr. civ. ; art. 23 loi d'application ; irrecevabilité.

Banque pour le Commerce et l'Industrie contre Tachauer.

La reconnaissance de dette, au sens de l'art. 82 L. P., doit s'entendre d'une déclaration écrite, par laquelle une personne s'engage, sans conditions ni réserves, envers une autre, à une prestation d'une valeur déterminée en une somme d'argent.

Suivant poursuite n° 36960, notifiée le 27 mai 1907, la Banque pour le Commerce et l'Industrie, à Strasbourg, a réclamé à Tachauer, rue de la Servette, 14, à Genève, le paiement de la somme de 46,595 fr. 62, avec intérêts à 6 %, dès le 1^{er} janvier

1907. Le commandement de payer mentionne une reconnaissance du 16 février 1907.

Tachauer forma opposition à ce commandement et, par requête du 31 mai, la Banque demanda la mainlevée provisoire de cette opposition, en invoquant l'art. 82 L. P.

Tachauer s'opposa à cette demande de mainlevée, en soutenant que le titre produit ne constitue pas la reconnaissance de dette exigée par l'art. 82 L. P., et qu'en outre, un recours avait été adressé à l'Autorité de surveillance pour demander la mise à néant de la poursuite n° 36960.

Par jugement du 10 juin, le Tribunal a débouté la demanderesse de ses conclusions. Le Tribunal a estimé qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à statuer, puisque Tachauer ne justifiait pas que l'Autorité de surveillance eût ordonné la suspension provisoire de la poursuite n° 36960.

Quant au fond, le Tribunal a considéré que la lettre du 16 février 1907, signée par Tachauer, ne constituait pas la reconnaissance de dette prévue à l'art. 82 L. P., puisque, par cette lettre, Tachauer consentait, et cela d'accord avec la Banque, à reporter en compte nouveau le solde du compte courant, dont il accuse réception, ce qui exclut, dès lors, l'obligation d'un paiement immédiat.

Le dispositif de ce jugement fut notifié le 11 juin et, par requête du 15 même mois, soit dans le délai prévu par l'art. 423 pr. civ., la Banque a interjeté appel de ce jugement. Elle en demande la réforme, pour violation de l'art. 82 L. P., et reprend ses conclusions de première instance.

Tachauer conclut à l'irrecevabilité de l'appel, et, au fond, à la confirmation du jugement.

Le jugement du 10 juin est rendu en dernier ressort, aux termes de l'art. 23 de la loi d'application de la L. P., de sorte que l'appel n'en est recevable que si ce jugement consacre une contravention expresse au texte de la loi (art. 339, al. 3, pr. civ.).

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1° L'appel du jugement du 10 juin, pour violation de la loi, est-il recevable ?

2° *Quid* des dépens d'appel ?

Sur la première question :

La requête de l'appelante, du 16 juin 1907, est conforme à l'art. 417 pr. civ., car elle contient l'exposé complet de la demande

en mainlevée de l'opposition de Tachauer, ainsi que l'indication de la pièce que l'appelante considère comme une reconnaissance prévue à l'art. 82 L. P., et qu'elle reproche aux premiers juges d'avoir violé.

Suivant la jurisprudence de la Cour (voir arrêt du 9 mars 1898, Société des Usines du Rhône contre Fritsché¹), la reconnaissance de dette, au sens de l'art. 82 L. P., doit s'entendre d'une déclaration écrite, par laquelle une personne s'engage, *sans conditions ni réserves*, envers une autre, à une prestation, d'une valeur déterminée en une somme d'argent.

Or, la reconnaissance invoquée par l'appelante consiste en une lettre de Tachauer, du 16 février 1907, à son adresse, et ainsi conçue :

« Par la présente, je vous accuse réception de votre lettre du 23 janvier 1907, avec un extrait de mon compte avec vous, soldant, au 31 décembre 1906, par 37,376 marks en votre faveur.

« Je déclare, *d'accord avec vous*, reporter ce solde en compte nouveau. (Les mots « d'accord avec vous » ont été omis dans la traduction faite par l'appelante.)

« Je déclare, en outre, avoir pris connaissance des conditions énoncées dans votre lettre, et je déclare en accepter toutes les conditions.

« Genève, le 6 février 1907.

(Signé) E. Tachauer. »

Cette lettre ne contient aucun engagement de Tachauer de payer le solde du compte courant. Au contraire, il résulte de ses termes que la Banque et Tachauer sont d'accord de reporter le solde au 31 décembre, à un compte nouveau, ce qui exclut un paiement immédiat.

La Cour constate que la formule imprimée qui figure dans la lettre du 16 février 1907, émane de la Banque, qui l'a adressée à Tachauer, qui l'a retournée, munie de sa signature ; il en résulte que c'est, en définitive, la Banque qui a proposé à Tachauer une rédaction exclusive de toute idée d'un paiement immédiat, puisqu'elle consentait au report du solde, au 31 décembre, à un compte nouveau, dans le but de nouvelles opérations de banque.

Dans ces circonstances, c'est avec raison que les premiers juges

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1898, page 244.

LA

SEMAINE JU

JOURNAL DES T
(JURISPRUDENCE SUISS
PARAISANT A GENÈVE

Adresser les lettres, communication
à M. Henry PATRY, From

15 fr. par an pour te

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUR

Les ANNONCES sont reçues chez

Corrateri

20 centimes la ligne ou

SOMMAIRE. — Tribunal fédéral. Fivaz c.
par un fils à son père; action en rembour
frère; rejet; recours au Tribunal fédéral;
tence des tribunaux cantonaux; absence
inapplicabilité des art. 70 et suiv., 469-
c. Fille Gygi et Cie; banquier et monteur de
paiement effectué par l'acheteur en lingots
intentée par la masse; contestation de la vi
gots; art. 287 L. P.; action admise par le Tr
1^{er} caractère de l'opération: remise à titre de
du paiement effectué en valeur usuelle; pr
merce des déchets d'or et d'argent; loi du 1
gants autorisés à le pratiquer; 4^o interdicti
numéraire; paiement non effectué en « vale
connue de l'acheteur; admission de l'actio
graphie. — Annonces.

TRIBUNAL F

AUDIENCE DU 1^{er}

Présidence de M

Pension alimentaire payée par un fils à
ment partiel de ce fils contre son f
fédéral; obligation alimentaire de la
tonaux; absence de contrat de gest
art. 70 et suiv., 469-474 C. O.; rejet.

Fivaz contre

*1. L'obligation alimentaire ne
obligation indivisible, ni comme u
une obligation légale, de nature ci
sans mise en demeure préalable, n
le créancier se trouve dans le beso
tuation de le secourir. Elle a ceci
avoir pour objet que de subvenir
du créancier, les secours ne pouva
du moins, que du jour où l'ayant
ment pour l'avenir. (Résolu par l'u*

II. La question du caractère de l'obligation alimentaire est, comme question du droit de famille, tout entière du ressort du droit cantonal.

A. Par exploit introductif d'instance, en date du 16/17 février 1906, suivi du dépôt de demande, le 21/23 avril 1906, Henri Fivaz, architecte, à Paris, a formé, devant la Cour civile vaudoise, contre son frère, Emile Fivaz, contrôleur au Crédit Foncier vaudois, à Lausanne, une action tendant à la condamnation du défendeur au paiement de la somme de 3974 francs, avec intérêts au 5 % dès le 16 février 1906, et sous suite de tous dépens.

Cette demande était, en substance, fondée sur ce que, du mois de septembre 1901 au mois de mai 1905 inclusivement, Henri Fivaz avait été seul à fournir à son père, Henri-Philippe-François Fivaz, ancien agent d'affaires, autrefois à Lausanne, alors à Genève, l'argent dont celui-ci avait eu besoin pour vivre durant tout ce temps. Le demandeur soutenait avoir ainsi accompli, non seulement l'obligation alimentaire qui lui incombait, à lui, mais encore celle qui incombait au défendeur. Il expliquait avoir consacré à son père, de la sorte, une somme de 8238 fr. 80, ne réclamant toutefois, par 3974 francs, que la moitié de la somme à laquelle il était arrivé par un premier calcul.

B. En réponse, le défendeur offrit de prendre à sa charge, par 120 francs, la moitié des frais que le demandeur avait eu à supporter à l'occasion de la mort de leur père, survenue le 15 août 1905, cette offre étant faite d'ailleurs sous réserve de compensation jusqu'à due concurrence, avec une somme de 186 fr. 50, due par le demandeur au défendeur, à titre de frais dans un précédent procès sur une question sans rapport avec le présent litige. Au bénéfice de cette offre, le défendeur concluait à libération des fins de la demande, sous suite de dépens.

C. Successivement, les deux instances cantonales, la Cour de Justice et le Tribunal cantonal vaudois, — ce dernier, par arrêt du 16 février 1907, — ont écarté la demande comme mal fondée et condamné le demandeur aux frais et dépens du procès.

D. C'est contre cet arrêt du Tribunal cantonal vaudois, du 16 février 1907, que, par acte du 2/3 mai 1907, Henri Fivaz a déclaré recourir en réforme auprès du Tribunal fédéral, disant reprendre les conclusions de sa demande.

E. Par mémoire du 17 mai
recours, soit comme irrecevabl

Arrêt.

En droit: I. Suivant l'intimé,
lement écarté, pour cause de
l'arrêt du 16 février 1907 n'a
prescrite par l'art. 63, al. 1, ch.
bien que ce dernier eût, devant l
sa demande, en partie du moin
déral (gestion d'affaires et enric
arrêt, dans la mesure en laque
droit fédéral, fût ainsi susceptib
Tribunal fédéral. Or, ainsi que
reprises (voir, en particulier, l'
Petit c. Zwahlen, *Journal des*
sid. 4), le délai de recours pr
peut commencer à courir avant
cantonal ait eu lieu, conformém
ne met pas obstacle à ce que le
que le délai de l'art. 65, al. 1, s
sus rappelé, consid. 5). En l'es
les dispositions formelles de l'a
Tribunal cantonal vaudois que
la communication prévue à ce
recourant est cependant parvenu
par le dit greffe, une expédition
supposer qu'il faille assimiler
copie d'arrêt à la communicat
de recours contre l'arrêt du 16
demandeur Henri Fivaz, comm
de sorte que le recours, déposé
utile.

Pour autant que l'instance co
la cause appelle elle-même l'a
O. J. F.), le Tribunal fédéral e
en matière.

II. Le premier moyen que le d
instances cantonales, à l'appui
entier sur les dispositions du d

tonal. Si donc la solution de la dite question était essentielle en la cause, il se justifierait peut-être de renvoyer celle-ci à l'instance cantonale pour nouveau jugement précisant mieux ce point. Toutefois, cela n'est nullement nécessaire en l'espèce, car, que l'on admette, avec le recourant, que l'obligation alimentaire de l'intimé envers son père était de nature véritablement civile et existait autrement qu'à l'état virtuel dès avant toute réclamation du créancier, soit dès avant le 16 novembre 1904, et aussitôt que, du créancier et du débiteur, l'un se trouvait dans l'état d'indigence, et l'autre dans l'état de fortune prévus par la loi, le sort du recours n'en serait point changé. En effet, dans le cas particulier, l'on peut se dispenser d'entrer dans l'examen des questions si délicates et si complexes que soulève ce problème juridique qui a nom gestion d'affaires, car l'instance cantonale a constaté, en fait, sans que cette constatation soit en contradiction avec les pièces du procès, que le recourant avait, à lui seul, assumé la charge de l'entretien de son père, dès septembre 1901 jusqu'en mai 1905, dans une *intention libérale*, sans autre volonté que celle de « gratifier son père et de s'acquitter envers celui-ci d'un devoir moral ». L'on pourrait toutefois se demander si, dans la mesure en laquelle le recourant était ou pouvait être juridiquement obligé de fournir des aliments à son père, il peut être considéré comme ayant voulu faire à ce dernier quelque libéralité, la jurisprudence admettant généralement que le fils, qui fournit des aliments à son père dans la mesure où il y est ou peut être obligé, le fait, non point par libéralité, mais en acquit d'une dette. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, à ce sujet, le Tribunal fédéral doit tenir pour constant que, dans la mesure où le recourant a secouru son père au delà de l'obligation qu'il en avait, il l'a fait dans une intention libérale, *non credendi vel obligandi animo, sed pietate ductus*. Dans l'arrêt dont recours, l'on ne peut relever aucune fausse application des dispositions légales, ou des règles générales régissant cette matière, au point de vue de la preuve; l'instance cantonale est bien partie de ce principe que l'intention libérale ne se présumait pas, c'est-à-dire ne se présumait pas *d'elle-même*, mais devait tout au moins résulter des circonstances de la cause. Le recourant a attaqué la constatation de fait dont s'agit de l'instance cantonale, en soutenant qu'il était impossible que l'on pût admettre l'existence chez lui de cette intention libérale envers son père, parce que, en réalité, c'est en faveur de son frère, l'intimé, qu'il aurait consenti à cette libéralité, et qu'il ne pouvait

y avoir consenti, puisque, dès avant le mois de septembre 1901, il avait vécu avec son frère sur un pied d'inimitié absolue. Mais c'est, sans doute, précisément, dans cette inimitié qui divisait les deux frères, qu'il faut chercher la raison de la conduite du recourant; celui-ci, plutôt que d'avoir à rentrer, même indirectement, en relations avec son frère, l'intimé, a préféré se charger seul de l'entretien de leur père, bien qu'il dût lui en coûter chaque année de 7 à 800 francs; le recourant a estimé que ce n'était point payer trop cher la satisfaction d'ignorer son frère; la rancune, ou même la haine, que le recourant pouvait nourrir à l'égard de l'intimé, n'exclut donc aucunement l'hypothèse qui a paru à l'instance cantonale la plus plausible, d'une intention libérale chez le recourant. Il est vrai que l'intention libérale procède le plus souvent de motifs nobles et élevés, d'une compréhension des choses plus saine, du désir d'exercer quelque charité ou de remplir plus que le strict devoir; mais, elle peut procéder aussi, comme il semble bien que ce soit le cas en l'espèce, étant données les propres explications du recourant, de motifs d'ordre très inférieur, et se confondre dans le désir de se procurer une simple satisfaction d'amour-propre ou de n'avoir rien à sacrifier à de profonds ressentiments.

Dans ces conditions, il est clair qu'il ne peut plus être question de gestion d'affaires, car, si cette dernière ne suppose pas toujours nécessairement l'*animus obligandi*, elle disparaît en tout cas dès que le prétendu gérant doit être reconnu comme ayant agi *animo donandi*. Aucun des art. 464 à 474 C. O. ne peut donc trouver son application en l'espèce.

Et quant aux art. 70 et suiv. C. O., invoqués plus subsidiairement par le recourant, ils sont également inapplicables ici, puisque, à supposer qu'il soit résulté pour l'intimé quelque enrichissement de ce que son frère n'ait point voulu de son concours pour l'entretien de leur père, de septembre 1901 à mai 1905, cet enrichissement ne serait pas sans cause légitime, celle-ci, en l'espèce, consistant dans la libéralité dont le recourant a tenu à faire preuve envers son père, bien que cette libéralité en dût constituer une aussi, indirectement, envers son frère, l'intimé, et qu'il fût loin d'être animé, vis-à-vis de ce dernier, de sentiments fraternels.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, prononce : Le recours est écarté...

AUDIENCE D

Présidence

Banquier et monteur de boîtes; co
effectué par l'acheteur en lingot
intentées par la masse; contes
paiement de lingots; art. 287 I
recours au Tribunal fédéral; 1°
de paiement et non de gage; 1
valeur usuelle; 3° prescription
déchets d'or et d'argent; loi du
çants autorisés à le pratiquer; 4°
comme numéraire; paiement
5° situation du vendeur connue
révocatoire; confirmation.

Reutter et Cie con

*I. L'argent en lingot n'étan
paiement — attaquées par une
ce moyen dépend de la questio
leur usuelle », au sens de l'art*

*II. Pour qu'un moyen de pai
usuel, il n'est pas nécessaire q
tel dans la pratique générale
nement employé et accepté co
son lieu et place. Il suffit qu'il
des cercles d'affaires détermin
sont servies appartiennent à ce*

*III. Le commerce des déchets
dispositions de la loi fédérale
entre autres, que ceux qui le p
déclaration aux autorités cant
tenir un registre dans lequel
d'achat et de fonte, et que les li
avoir été essayés par un burea*

*IV. Il en résulte que les per
merce de déchets ou de lingots
et en acquérir la propriété que
et les règlements d'exécution. C
la forme juridique de l'achat o
autorisés à faire ce commerc
raire, ou comme valeur usuel
treviennent aux dispositions de*

*Le Tribunal fédéral ne peul
en reconnaissant à la remise
ment, le caractère d'un mode*

En fait :

A. Les recourants Reutter et

Les destinataires en accusèrent réception en créditant Gygi et Cie du montant de la valeur 1^{re} février 1906.

B. Après cette remise, qui fait l'objet révocatoire, Reutter et Cie continuèrent débiteurs pour obtenir le paiement du 30 janvier, ils leur écrivirent déjà : « Nous complémentaires par tout prochain coupon billet échu le 20 courant. » — Le 2 février note : « Nous attendons le solde de votre Le 10 du même mois, ils écrivaient en lundi matin les communications conven G. D. du Locle. »

Le même jour, un des chefs de la masse s'était rendu à Noiraigue pour procéder à Gygi et Cie, constata que les débiteurs l'outillage et les machines de leur fabrique avait été conclu en fraude des créanciers s'ensuivirent immédiatement des poursuites et Gygi et Cie. Elle fut prononcée le 27 mai

C. Les recourants s'inscrivirent au passif de Gygi et Cie pour une somme de 16,117 fr. 05, montant de la matière fournie par eux. L'administration en principe, mais contesta la validité des lingots de déchets d'argent, faite le 30 janvier, le prix de 3771 fr. 05, et ouvrit une action contre la masse, concluant, par demande déposée à ce qu'il plaise au Tribunal :

« 1^o Prononcer que la remise des sept lingots du 30 janvier 1906, par Gygi et Cie à Reutter et Cie, défendeurs doivent restituer lesdits lingots à Gygi et Cie ;

« 2^o Prononcer qu'à défaut, par Reutter et Cie, de restituer les lingots dans les sept jours dès le jugement, payer la valeur par 3771 fr. 05, avec intérêts dès la formation de la demande ;

« 3^o Dire qu'il y a lieu, comme en l'état de collocation Gygi et Cie. »

Les demandeurs ont invoqué, en droit, les art. 285 et suivants, spécialement 287, 2°, L. P.

D. Les défendeurs ont conclu à libération. Ils déclarent qu'ils ont toujours cru à la solvabilité de Gygi et Cie. Le 20 novembre 1905, ils leur avaient accordé une nouvelle avance de 5000 francs; à cette occasion, un des chefs de la maison Reutter et Cie avait examiné leur comptabilité et avait constaté un excédent actif de 11,032 fr. 01. Le 8 décembre, Gygi et Cie leur avaient fait parvenir un nouveau bilan, arrêté au 30 novembre 1905, et accusant un solde actif de 12,810 fr. 03. Le 18 janvier, enfin, ils leur avaient communiqué le bilan arrêté au 31 décembre, qui accusait un actif de 8383 fr. 99, après un amortissement de 6000 francs pour l'outillage. La circonstance que le billet du 20 janvier 1906 n'avait pas été réglé n'était pas de nature à ébranler la conviction des banquiers dans la solvabilité de leurs débiteurs, puisqu'elle pouvait s'expliquer par les raisons exposées par Gygi et Cie dans leur lettre du 26 janvier. La meilleure preuve que cette conviction n'a pas été ébranlée résulte du fait que, le 15 janvier, la banque défenderesse a fait une nouvelle livraison de matière d'argent. La remise des sept lingots d'argent a été faite spontanément par Gygi et Cie, et acceptée comme s'il s'agissait d'un paiement en espèces ou d'une remise d'effet de change. Tous les ateliers de montage de boîtes font, de temps à autre, des « rassemblages » de leurs déchets et revendent aux banques qui les fournissent ce qu'ils n'ont pas l'occasion d'utiliser couramment. Ces banques, régulièrement autorisées par l'Etat à acheter des lingots d'or ou d'argent, considèrent ces lingots comme valeur usuelle à l'égal du numéraire. Dans ces conditions, la banque défenderesse conteste qu'il y ait lieu d'appliquer en l'espèce l'art. 287 L. P.

E. Par jugement du 5 avril 1906, le Tribunal cantonal de Neuchâtel a déclaré la demande bien fondée et a admis ses conclusions. Les motifs de ce prononcé seront, pour autant que de besoin, indiqués dans la partie droit du présent arrêt.

F. C'est contre ce jugement, communiqué aux parties le 4 mai 1907, que, par acte du 21 du même mois, la banque défenderesse a déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral et reprendre ses conclusions libératoires. — Dans le mémoire joint à leur recours, les défendeurs s'appliquent à démontrer qu'ils pouvaient ignorer

la situation des débiteurs, que la remise des lingots a été faite à titre de paiement, et non de garantie, et que ce mode de paiement qui, d'après ce que le jugement attaqué lui-même déclare, est usuel dans les relations d'affaires entre banquiers et monteurs de boîtes, ne peut pas être considéré comme non usuel en l'espèce, uniquement parce qu'il n'avait jamais été employé antérieurement par les parties en cause dans leurs relations d'affaires.

Arrêt.

En droit: I. L'action révocatoire intentée par la masse demanderesse est basée sur les dispositions de l'art. 287 L. P. Comme il est constant que l'opération dont elle vise à faire prononcer la nullité a eu lieu dans les six mois qui ont précédé l'ouverture de la faillite, et à un moment où les débiteurs étaient déjà insolvables, il s'agit uniquement de rechercher, d'abord si la remise de sept lingots d'argent, faite par Gygi et Cie à la banque Reutter et Cie, le 30 janvier 1906, rentre dans le nombre des actes révocables, en vertu de la disposition de l'art. 287 L. P., et, ensuite, en cas de réponse affirmative à cette première question, si les recourants ont fourni la preuve qu'ils ignoraient la situation de Gygi et Cie.

II. En ce qui concerne le premier point, l'instance cantonale n'a pas tranché la question de savoir si la remise des lingots avait été faite à titre de paiement, ou si elle l'avait été seulement à titre de garantie, cas dans lequel cet acte tomberait incontestablement sous le coup de la disposition de l'art. 287, 1^o, L. P.; en effet, il s'agirait alors de la constitution d'un gage, destiné à garantir une dette déjà existante, sans que les débiteurs se fussent précédemment engagés à fournir une garantie.

Il résulte des faits de la cause que c'est à bon droit que les recourants prétendent qu'il s'agissait d'un paiement. L'envoi des sept lingots d'argent de Noiraigue à La Chaux-de-Fonds, à l'adresse de la banque, n'était accompagné que d'un bordereau, indiquant le nombre et le poids des lingots, et de trois bordereaux de l'office de contrôle. Gygi et Cie n'avaient pas pris le soin d'indiquer par lettre le but dans lequel l'envoi était effectué. À défaut de déclaration expresse, la nature juridique de l'opération doit être déterminée d'après l'intention commune des parties, telle qu'elle résulte des circonstances.

Le seul indice qui pourrait permettre de supposer que Gygi et

IV. La révocation doit donc être prononcée, à moins que les recourants n'aient fourni la preuve qu'ils ignoraient la situation des débiteurs. L'instance cantonale a admis que cette preuve n'était pas rapportée, et sa manière de voir doit être confirmée. Les recourants savaient évidemment, depuis quelque temps déjà, que la situation financière de leurs débiteurs était assez peu solide et devait être surveillée de près ; c'est uniquement en se plaçant à ce point de vue qu'on peut s'expliquer les faits suivants : ...

Tous ces faits sont de nature à corroborer la présomption, — qui résulte déjà du paiement fait en valeurs non usuelles, — que les recourants n'ignoraient pas la situation de leurs débiteurs ; en tout cas, en ce qui concerne plus spécialement la période postérieure au 20 janvier 1905, période la plus importante pour la question en cause, le dossier ne fournit, ni une preuve, ni même un indice qui soit de nature à établir le contraire.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours interjeté par Reutter et Cie contre le jugement du Tribunal cantonal de Neuchâtel, du 5 avril 1907, est déclaré mal fondé, et ledit jugement est maintenu en son entier...

(Abrégé.)

BIBLIOGRAPHIE

MODERNE STAATSVERTRÄGE ÜBER DAS INTERNATIONALE KONKURS-RECHT, von Prof. Dr. *F. Meili*. — Zürich, Orell Füssli, 1907.

M. le professeur Meili a réuni sous ce titre les dispositions des traités internationaux concernant la faillite et ses effets ; il relate les tentatives faites pour élargir la base de ces traités, et faire adopter, par un groupe d'Etats aussi étendu que possible, les dispositions réglant les questions de faillite. Il recherche ensuite quelle peut être la solution, désirable et réalisable, du problème de la faillite en droit international ; il combat la doctrine de l'universalité de la faillite, qu'elle soit basée sur la notion du statut personnel du failli, ou sur celle d'un mandat général attribué au syndic de la faillite, ou sur celle de la personnalité juridique de la masse de la faillite, ou sur d'autres encore. Il reconnaît cependant

que le principe de l'universalité de la faillite peut être adopté entre des Etats qui sont voisins, et dont la législation est analogue, ou qui ont entre eux des relations anciennes, mais il ne croit pas que, pour le moment, il puisse être sanctionné par traité, même pour l'Europe.

En revanche, il estime que l'on pourrait aboutir à une entente sur les points suivants :

1. Egalité de traitement des créanciers, qu'ils soient domiciliés dans le pays ou hors du pays.
2. Tribunal compétent pour la déclaration de faillite.
3. Conditions personnelles de la déclaration de faillite.
4. Exclusion des poursuites individuelles dans un Etat autre que celui de la déclaration de faillite.
5. Force obligatoire du concordat, lorsqu'il a été homologué dans l'Etat où la faillite a été prononcée.
6. Fixation d'une juridiction compétente pour statuer sur les contestations qui résulteraient de la faillite.

Puisse cette nouvelle publication de M. le professeur D^r Meili contribuer à amener l'entente internationale sur ces devoirs.

L. R.

L'ÉTUDE

DE

M^e GABRIEL ODIER, D^r en droit, Avocat

Anciennement : 61, rue du Rhône,
est transférée, à dater du 25 octobre courant :

7, Place de la Fusterie, au 1^{er} étage

GENÈVE

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX**(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)****PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS**

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à **M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE**

15 fr. par an pour toute la Suisse.**VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12****Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER****Corraterie****20 centimes la ligne ou ses espaces.**

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral. Boeckel c. C. F. F.*: accident de chemin de fer - voyageur blessé; action en indemnité; art. 12 loi du 15 octobre 1897 sur l'acquisition et l'exploitation des chemins de fer pour le compte de la Confédération; réserves pour le cas d'aggravation de l'état de santé; art. 5, 7, 8, loi du 1^{er} juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer; admission de la demande; calcul des différents postes de l'indemnité; diminution de capacité de travail; tort moral, etc.; quotité adjugée; rejet des réserves. — Teuffel: poursuites; vente immobilière; recours; rejet par l'Autorité de surveillance; plainte au Tribunal fédéral écartée. — *Bibliographie.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 4 JUILLET 1907.**Présidence de M. PERRIER.**

Accident de chemin de fer; voyageur blessé; action en indemnité; art. 12 loi du 15 octobre 1897 sur l'acquisition et l'exploitation des chemins de fer pour le compte de la Confédération; réserves pour le cas d'aggravation de l'état de santé; art. 5, 7, 8, loi du 1^{er} juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer; admission de la demande; calcul des différents postes de l'indemnité; diminution de capacité de travail; tort moral, etc.; quotité adjugée; rejet des réserves.

Boeckel contre C.F.F.

La question de savoir quelle est l'incapacité de travail, totale passagère et partielle permanente résultant, pour un voyageur appartenant à une classe aisée de la société, d'un accident de chemin de fer, ne peut se résoudre de la même façon que lorsqu'il s'agit d'un ouvrier privé de la possibilité d'exercer son activité professionnelle. Il y a lieu d'examiner en détail quelle était, quelle est et quelle pourra être l'activité de cette personne, et de fixer ensuite, ex æquo et bono, en faisant usage de la faculté de libre appréciation prévue à l'art. 11 de la loi du 1^{er} juillet 1875, l'indemnité à allouer à ce voyageur, en réparation du préjudice pécuniaire que lui a causé l'incapacité de travail partielle permanente conséquence de l'accident (art. 5 ibid.).

A. Dans l'accident de chemin de fer qui eut lieu, le 21 novembre 1903, vers les six heures du soir, en gare de Palézieux (Vaud), ou à proximité immédiate de cette station, sur le réseau des Chemins de fer fédéraux, et dont les circonstances ont été rapportées déjà tout au long dans l'arrêt rendu par le Tribunal fédéral, le 3 mai 1906, en la cause Bärtschi et consorts contre C. F. F.¹. (*Rec. off.*, XXXII, II, n° 33, pages 217 et suiv.), six voyageurs furent tués sur le coup et un certain nombre plus ou moins grièvement blessés ou contusionnés. Parmi ces derniers, se trouvait le demandeur, Paul-Frédéric Boeckel, né le 25 septembre 1837, conseiller de commerce, à Saint-Pétersbourg, qui, de cette ville, s'était chargé de conduire, en compagnie d'ailleurs de leur gouvernante, M^{lle} Anna Kousmine, ses deux petits-enfants, Olga et Georges Gratchoff (nés, celle-là, le 8 décembre 1894, celui-ci le 20 novembre 1899), auprès de leur mère, à Montreux. Les deux enfants Gratchoff et M^{lle} Kousmine furent, au contraire, du nombre des victimes à qui cette catastrophe coûta la vie.

B. Par demande en date du 26/28 avril 1905, Paul-Frédéric Boeckel introduisit, conformément à l'art. 12, dernier alinéa, de la loi du 15 octobre 1897, sur l'acquisition et l'exploitation des chemins de fer pour le compte de la Confédération, action devant le Tribunal fédéral contre l'Administration des Chemins de fer fédéraux, en concluant à ce qu'il plût au Tribunal prononcer :

« 1. Que l'Administration des C. F. F., à Berne, soit la Confédération suisse, est sa débitrice, et doit lui faire immédiat paiement, avec l'intérêt au 5 ⁰/₀, dès le 21 novembre 1903, de la somme de 150,000 francs, à titre de dommages-intérêts ;

« 2. Qu'il lui est donné acte de ses expresses réserves de requérir une revision ultérieure du jugement en cas d'aggravation de son état de santé, à raison des suites de l'accident du 21 novembre 1903. »

A l'appui de ces conclusions, le demandeur alléguait, en substance :

Avoir éprouvé, par la perte de vêtements et la détérioration de bagages, un préjudice de 500 francs (art. 8 loi du 1^{er} juillet 1875, sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer) ;

¹ Voir *Semaine Judiciaire*, 1906, page 609. — Voir aussi page 657 de ce volume.

Avoir droit, en vertu de l'art. 5, al. 3, *leg. cit.*, et que les C. F. F. ne les avaient pas eux-mêmes dépayés, au remboursement de ses frais de guérison ou dont, prétendait-il, il ne pouvait préciser encore le montant considérable, ces frais n'étant pas près de pren

Avoir droit, en vertu de la même disposition légale d'incapacité de travail totale durant six mois, à d'au moins 15,000 roubles ou, le rouble compté 37,500 francs. Ses appointements et ses gains, comme Directeur de la société commerciale « Paul Boeckel Pétersbourg, s'élevant à la somme de 38,600 roubles moyenne;

Avoir subi une réduction permanente du 50 % de son travail, à réparer par une indemnité d'environ 20

Enfin, avoir droit, en vertu de l'art. 7 *ibid.*, et en ce que l'accident du 21 novembre 1903 était dû à une faute de l'entreprise, à une indemnité équitable, indépendante de la somme destinée à réparer le préjudice pécuniaire démontré. Pour la fixation de cette indemnité spéciale, le demandeur s'en rapportait à justice, se bornant à dire que, pour elle devait atteindre un chiffre relativement élevé. Il ajoutait, en particulier, à ce sujet, les souffrances physiques et morales endurées par lui, soit au moment même de l'accident, soit pendant la longue opération de son sauvetage, alors qu'il était au milieu de décombres et des cadavres de ses petits-enfants, de sa gouvernante, ou d'autres voyageurs encore, soit, enfin, pendant son séjour à l'hôpital; il invoquait aussi le chagrin profond que lui avait causé la mort tragique de ses deux petits-enfants.

Le demandeur prétendait, en résumé, être en droit de réclamer une indemnité totale d'au moins 350,000 francs —, chiffre qu'il comparait à celui de 150,000 francs qu'il avait obtenu dans ses conclusions à celui de 150,000 francs. Il s'écarter de la somme qu'il avait réclamée des C. F. F. dans ses pourparlers amiables qu'il avait eus d'abord avec

C. En réponse, et par mémoire du 26 août 1905, les C. F. F. « offrit de payer à Paul Boeckel, en vertu de l'art. 5, al. 3, de la loi du 1^{er} juillet 1875, une indemnité pour le préjudice pécuniaire que peut lui avoir causé l'accident du 21 novembre 1903, dans les limites où il sera démontré que le préjudice existe et qu'il est en relation de cause à effet avec

La défenderesse concluait, « sous le bénéfice de cette déclaration réitérée, à libération des fins de la demande », sous suite de dépens...

D. E. ...

...*F.* Dans les plaidoiries de ce jour, le demandeur a, par l'organe de son représentant, déclaré réduire le chiffre de sa première conclusion à celui de 53,600 francs (ou, plus exactement, à celui de 52,600 francs). Il a, en effet, abandonné sa réclamation pour bagages détériorés et réduit celle relative à la perte de vêtements au chiffre de..... Fr. 200 —

Il a indiqué comme frais de guérison et de traitement :

La somme de 800 francs, payée par lui à son fils, le docteur Carl Boeckel, à Berlin, somme figurant déjà en demande, ci..... Fr. 890 —

La somme de..... » 150 —
prétendument payée par lui aux docteurs Nolda, à Montreux, et Berdez, à Lausanne.

La somme de..... » 1400 —
à laquelle se seraient élevés, suivant lui, les frais médicaux (1200 francs) et le coût de massages (200 francs), à Saint-Petersbourg.

soit, Fr. 2440 —

ou, en chiffres ronds..... » 2.400 —

Il a confirmé les explications par lui données en réplique, selon lesquelles il n'aurait perdu, par suite de l'accident, que sa qualité de *directeur* de la société commerciale « Paul Boeckel » et le traitement de 15,000 roubles qui y était attaché. Il a reconnu n'avoir, en tout cas, été incapable de tout travail que durant une période de trois mois. Il a allégué avoir subi ainsi un préjudice de 3750 roubles ou de (le rouble étant compté ici à 2 fr. 60) » 9.750 —

Il a persisté à alléguer que sa capacité de travail avait souffert d'une manière durable des suites de l'accident ; mais il a admis que la réduction permanente de cette capacité pouvait être du 20 % seulement, au lieu du 50 % primitivement indiqué par lui ; il a prétendu avoir éprouvé et éprouver encore ainsi un dommage de 3000 roubles ou 7500 francs (le rouble étant compté ici à 2 fr. 50) par année ; et il compte que ce dommage s'est élevé pour les trois ans et demi, allant de la fin du premier trimestre après l'accident, soit du 21 février 1904 au 21 août 1907, à la somme de..... » 27.250 —
(exactement 26,250 francs.)

Il a reconnu que la durée de l'activité professionnelle n'était pas la même que celle de la vie même, calculée d'après le système des probabilités ; il a admis que, si, au moment de l'accident, les tables de mortalité lui assuraient encore dix ans et demi de probabilité de vie, la durée probable de son activité professionnelle ne dépassait pas la moitié de ce temps, soit cinq ans et trois mois, embrassant la période du 21 novembre 1903 au 21 février 1909 ; les indemnités ci-dessus étant réclamées pour la période du 11 novembre 1903 au 21 août 1907, le demandeur réclame encore, pour la période du 21 août 1907 au 21 février 1909, une indemnité correspondant à la somme nécessaire à l'acquisition d'une rente de 7500 francs durant dix-huit mois, soit environ ... » 10.000 —

Enfin, il a demandé qu'en application de l'art. 7 de la loi de 1875, il lui soit alloué une indemnité spéciale de..... « 4.000 —
dont 2000 francs en raison de la perte de ses petits - enfants, et 2000 francs à titre de « Schmerzengeld » proprement dit.

Somme égale..... Fr. 53.600 —
(ou, après rectification de l'erreur signalée plus haut, 52,600 fr.).

cident et que son intervention, comme médecin traitant, ne se présentait pas comme absolument nécessaire.

Quant à la somme de 150 francs, que le demandeur réclame aujourd'hui, en raison des soins qu'il recut des docteurs Nolda, à Montreux, et Berdez, à Lausanne, il n'a pas établi avoir eu, ni avoir encore à la payer lui-même ; il n'a produit aucune note de ces deux médecins ; bien plus, le demandeur a fait entendre l'un et l'autre comme témoins dans ce procès, sans même leur poser aucune question relativement aux honoraires qu'il aurait eu à leur payer. Ce poste n'apparaît donc pas comme justifié, et ce d'autant moins que, dans sa demande déjà, le sieur Bœckel a reconnu que la défenderesse avait, ou pouvait avoir, payé directement les médecins qui avaient eu à le soigner, c'est-à-dire précisément les docteurs Nolda et Berdez.

En ce qui concerne le troisième poste de ce chef de réclamation, soit les frais de traitement à Saint-Petersbourg, on peut le considérer comme justifié en principe, bien que, de nouveau, à ce sujet, le demandeur ait négligé d'apporter aucunes preuves spécialement. Le demandeur, en effet, est resté à Territet, en tout cas, jusqu'au 30 novembre 1903, et semble être retourné à Pétersbourg immédiatement après, soit à une époque où, guéri des lésions externes qu'il avait reçues à Palézieux, il souffrait encore, indubitablement, au point de vue nerveux, des suites de l'accident et devait se soumettre encore à un traitement médical plus ou moins coûteux. Aujourd'hui, à la barre, il a expliqué n'avoir pu produire aucune note de médecin russe, parce qu'en Russie, les médecins ne présenteraient, dans certain monde, jamais aucune note ni ne délivreraient jamais aucune quittance d'honoraires. Mais, à défaut de toute note, et de toute quittance, comme aussi de tout autre élément quelconque au dossier, il est assez difficile d'apprécier quel peut avoir été le montant des frais de traitement que le demandeur peut avoir eu à payer depuis son retour à Pétersbourg, et l'on en est réduit à devoir les arbitrer *ex æquo et bono*. En procédant de la sorte, il paraît équitable d'arrêter ces frais à la somme de 800 fr., car il n'a été nullement établi que, postérieurement au dépôt de la demande, un traitement médical ou même de simples massages aient été encore nécessaires pour faire disparaître toute trace de l'accident du 21 novembre 1903.

Il est ainsi alloué au demandeur, à titre de frais de guérison ou de traitement, une indemnité totale de 1690 fr.

Quant à la question de savoir quelle est l'incapacité de travail totale passagère, et partielle permanente, qui est résultée de l'accident du 21 novembre 1903, il est évident qu'elle ne se pose point ici de la même façon que s'il s'agissait d'un accident survenu à un ouvrier qui, de la sorte, se serait vu privé, en tout ou partie, de la possibilité d'exercer son activité professionnelle et, conséquemment aussi, de son salaire. Le demandeur, en effet, se trouvait dans une situation spéciale. Surmené dans son pays le « roi du charbon », il était à la tête de la Société commerciale Paul Boeckel », à Saint-Petersbourg, sur la structure juridique, l'organisation et l'administration de laquelle le dossier ne fournit à peu près aucuns renseignements. Ce qui ressort de la procédure, c'est que le demandeur, après avoir réussi à fonder la « Société commerciale » portant son nom, en mai 1899, réunissait en sa personne la qualité de Président du Conseil d'administration et celle de Directeur ; en la première de ces qualités, il avait droit à un traitement de 10,000 roubles, en seconde, à un traitement de 15,000 roubles ; en outre, il recevait encore, par le moyen de certaines bonifications ou « gratifications » une somme de 8300 roubles en moyenne chaque année. La Société Paul Boeckel paraît être la maison dont les importations de charbon en Russie sont le plus considérables, et avec elle l'Etat russe traite le plus volontiers pour les fournitures de charbon à la marine ou à diverses administrations. Le demandeur, d'ailleurs, n'était pas seul à détenir la direction de la société ; ainsi le certificat délivré au demandeur le 28 novembre/11 décembre 1903 (doss. 43) sous le nom de l'administration (Verwaltung) de la société est signé des *directeurs* C. Bischoff et A. Boeckel ; un autre certificat, en date du 7/20 mars 1905 (doss. 44), commence par ces mots : « Nous soussignés, Charles Bischoff, *Directeur Administrateur* de la Société Commerciale Paul Boeckel, François-Albert-L. Alliman, *Directeur suppléant* de la même société, . . . », et donne au demandeur la même qualité qu'au sieur Bischoff, de « *Directeur Administrateur* » ; de la déposition du sieur Alfred Boeckel (doss. n° 117, 8°, qn. n° 16), il ressort aussi que le fils aîné du demandeur, Paul, était, déjà avant l'accident survenu à son père, également l'un des directeurs ou des administrateurs de cette même société.

Il est, si l'on peut admettre qu'ensuite des lésions reçues par lui à l'accident du 21 novembre 1903 (lésion du cinquième méta-

carpien de la main droite et légères contusions à la tête, au dos et à la jambe gauche), le demandeur a été dans l'impossibilité de se servir de sa main droite durant quelques jours et, d'une manière générale, surtout en raison de l'ébranlement du système nerveux, dans un état d'incapacité de travail à peu près absolue pendant environ trois mois; il demeure douteux que cela se soit traduit, pour lui, par un préjudice matériel; il n'a, en effet, pas été établi à satisfaction de droit que le demandeur se soit vu retirer, comme il l'a prétendu, ou ait dû abandonner, dès le jour même ou dès le lendemain de l'accident, sa qualité de directeur de la Société Paul Boeckel, et le traitement de 15,000 roubles attaché à ces fonctions.

Il paraît au contraire dans la nature des choses, qu'une société de l'importance de celle dont il s'agit ici ne dépouille pas un homme qui fut son fondateur et qui lui donna avec son nom, sa réputation commerciale, de l'un de ses titres ou de l'une de ses fonctions et du traitement correspondant, simplement parce qu'à la suite d'un accident il serait nécessaire de lui donner provisoirement un remplaçant.

Quant aux conséquences durables de l'accident sur son état de santé et sa capacité de travail, le demandeur a produit un certificat du docteur Nolda, à Montreux, du 8 décembre 1903, — une déclaration plus détaillée de son fils, le docteur Carl Boeckel, à Berlin, du 14 du dit mois, — et une consultation des docteurs Kernig, Rybalkin, Trinkler et Butz, à Saint-Pétersbourg, des 11/24 dit. Sur réquisition de la défenderesse, le demandeur s'est soumis les 3/16 et 7/20 mars 1904, à l'examen des docteurs Nauck, Mierzéjewski et Masing, à Saint-Pétersbourg, désignés à cet effet par la Légation suisse de Russie. En cours de procédure, les mêmes docteurs Nauck et Masing ont été appelés à intervenir en la cause comme experts et ont déposé leur rapport en date du 17/30 janvier 1907. Enfin, le demandeur a fait entendre comme témoins les docteurs Nolda, déjà nommé, et Berdez, à Lausanne, lequel avait fourni au demandeur une radiographie montrant quelle était la nature, ainsi que l'étendue, de la lésion subie par lui au cinquième métacarpien de la main droite. Mais, de tous ces certificats, déclarations, consultations, expertises ou dépositions, il n'est pas possible de rien tirer de positif pour résoudre la question de savoir dans quelle mesure la capacité de travail du demandeur s'est trouvée réduite par suite de l'accident du 21 novembre 1903.

De la lésion subie par le demandeur au cinquième métacarpien droit, il ne subsiste plus, et il ne subsistait plus déjà quelques semaines après l'accident, qu'un cal, qu'une résistance du cinquième doigt à la flexion complète et qu'une certaine diminution du sens du toucher au quatrième et au cinquième doigt. Les autres lésions ou contusions, à la tête, au dos et à la jambe gauche, n'ont duré que très peu de temps et n'ont laissé aucune trace. En revanche, le demandeur paraît avoir été atteint, à la suite de l'accident, et durant quelques mois, de névrose traumatique (Consultation Kernig et consorts, doss. 40, chiff. 6, et conclusions 1 et 2; rapport original Nauck, Mierzejewski et Masing, doss. 50, ch. 4 et alinéa final, non reproduit dans les copies figurant au dossier); mais l'état du demandeur s'est ensuite amélioré, et aujourd'hui, semble-t-il, la névrose traumatique a disparu (rapport des experts Nauck et Masing, doss. 120, ch. 6, 7 et 8).

Des témoignages recueillis dans ce procès, il résulte qu'antérieurement à l'accident, le demandeur se rendait au bureau de la société à laquelle il a donné son nom, à 9 h. du matin, y travaillait jusqu'à 11 h., sortait alors pour quelques courses d'affaires et, apparemment aussi, pour le repas du milieu du jour, et revenait ensuite au bureau pour y travailler, selon que cela était nécessaire et, sans doute aussi, suivant qu'il y était disposé, jusqu'à 5, 6 ou même 7 heures du soir, tandis que, après l'accident, il ne peut plus guère travailler au-delà de quatre heures par jour, devant, après cet effort, se borner à donner à son personnel les conseils et les directions qui venaient à lui être demandés. Mais il n'y a, dans cette situation, qu'une indication trop incomplète pour que l'on en puisse déduire, avec quelque exactitude, quel est le degré de l'incapacité de travail étant résultée pour le demandeur de l'accident du 21 novembre 1903. L'on ne sait, en particulier, et les experts n'ont pu déterminer non plus, quelle part d'influence l'âge du demandeur a eue dans cette réduction de sa capacité de travail. Au surplus, le demandeur n'était pas payé à raison de ses heures de travail, en sorte qu'il ne semble pas qu'une diminution de sa capacité de travail, correspondant à une diminution de ses heures de travail, dût se traduire pour lui par un préjudice matériel, par la réduction de son traitement. Enfin, il est évident que le traitement que touchait le demandeur de la Société Paul Bœckel, ne lui était pas servi uniquement pour le payer de son activité professionnelle comme Président et Directeur de cette Société, mais

qu'une partie de ce traitement lui avait été assurée parce qu'il donnait à la Société son nom et la faisait jouir de sa grande réputation commerciale.

Il n'est donc pas possible de procéder en l'espèce comme on le fait généralement lorsqu'il s'agit d'apprécier le degré de réduction de la capacité de travail de la victime d'un accident, et la valeur économique de cette réduction. Mais, à défaut de ces éléments d'appréciation, il en existe d'autres au dossier.

Le demandeur apparaît, en effet, comme ayant eu, dans la société portant son nom, la direction *principale*, comme en ayant été, selon l'expression d'un témoin (de son propre fils, le docteur Ch. Boeckel), l'âme. Or, le demandeur a renoncé à cette situation prépondérante en faveur de son fils aîné, Paul, qui était déjà dans la place, c'est-à-dire qui devait remplir dans la maison des fonctions plus ou moins importantes (voir déposition Alf. Boeckel, doss. 117, 8^e ch. 16). A une date qui ne peut être exactement précisée (voir notamment déclaration C. O. Bischof et Alf. Boeckel, du 28 novembre/11 décembre 1903, doss. 43, ch. 1), le demandeur a donc transmis ou fait transmettre à son fils aîné, Paul, sa qualité de directeur-gérant de la société, avec les bénéfices attachés à cette qualité, soit avec le traitement de 15,000 roubles.

Mais, ce changement n'apparaît pas comme ayant été uniquement la conséquence de l'accident, au contraire, l'on peut tenir pour certain que, sans l'accident, ce changement se serait produit quand même, un peu plus tard ; il est indubitable, en effet, que le demandeur destinait son fils aîné à lui succéder au bout de peu de temps, ayant lui-même déjà dépassé, lors de l'accident, l'âge de 66 ans qu'en général un commerçant, dans une situation de fortune comme celle du demandeur, n'attend même pas pour se retirer des affaires ; et le moment où, sans l'accident, le demandeur aurait réalisé cette intention, ne devait pas être fort éloigné, son fils aîné étant déjà en âge et en état de reprendre sa succession en affaires ainsi que le démontre ce fait que le dit fils a pu, sans difficultés, reprendre, presque d'un jour à l'autre, les attributions de directeur que son père avait exercées dans la société portant son nom jusque quelque temps après l'accident. La catastrophe de Palézieux n'a donc fait que précipiter quelque peu les événements. D'autre part, il faut tenir compte de ce qu'il n'a pas été établi que cette détermination du demandeur, de résigner ses fonctions de directeur de la société en faveur de son fils aîné, fût absolument

nécessaire, c'est-à-dire lui eût été dictée par la nécessité de sauvegarder son état de santé compromis par l'accident ; il n'a été, en particulier, nullement démontré que le demandeur n'aurait pas pu s'arranger de manière à conserver, malgré tout, et son poste de directeur et le traitement spécial y afférent, quelque temps encore ; il faut, à ce sujet, noter en passant que le demandeur n'a même jamais allégué avoir été congédié comme directeur ou avoir pris sa résolution de remettre sa place à son fils ensuite de sollicitations dont il aurait été l'objet de la part de l'un ou l'autre organe de la société qui aurait ainsi manifesté le désir de le remplacer en raison de la diminution intervenue dans sa capacité de travail ; son départ comme directeur n'apparaît donc pas comme ayant été uniquement causé par l'accident du 21 novembre 1903.

Dans ces conditions, il faut arbitrer *ex æquo et bono*, en faisant usage de la faculté de libre appréciation prévue à l'art. 11 de la loi, l'indemnité à allouer au demandeur en réparation du préjudice pécuniaire que lui a causé l'incapacité de travail partielle permanente étant résultée pour lui de l'accident du 21 novembre 1903. En ayant égard à toutes les circonstances de la cause, l'on peut arrêter à la somme de 25,000 francs, — cette indemnité pour incapacité de travail, due en vertu de l'art. 5, al. 3 de la loi.

V. Quant à l'indemnité équitable réclamée par le demandeur sur la base de l'art. 7 de la loi, il est évident, tout d'abord, que les conditions d'applicabilité de cet article se trouvent réalisées en l'espèce puisque, incontestablement, l'accident du 21 novembre 1903 est dû à toute une série de fautes plus ou moins lourdes commises par l'entreprise ou ses organes, agents ou employés, et dont l'une au moins se caractérise comme une négligence grave au sens du dit art. 7. La défenderesse n'en disconvient plus ; mais elle soutient que, malgré la réunion de ces conditions d'applicabilité en l'espèce, le Tribunal fédéral peut ne pas faire application de cet article en la cause, le juge n'ayant jamais que la faculté, et non l'obligation, d'accorder l'indemnité équitable visée au dit article. Mais l'on ne voit pas pour quelle raison il pourrait se justifier ici d'écarter l'application de cette disposition légale alors que, d'une part, la faute grave de la défenderesse est indiscutable, et que, d'autre part, le demandeur a indubitablement subi, en dehors du dommage pécuniaire dont il a été question dans les considérants qui précèdent, un préjudice de nature non écono-

mique, une sorte de tort moral ou idéal l'art. 7 lui donne droit pour autant qu'il conçoit dans ce domaine.

La somme de 4000 fr. réclamée de ce n'apparaît nullement comme exagérée si l'on s'arrête à la distinction dans laquelle le sujet et à laquelle l'on ne saurait se rallier que le demandeur a dû ressentir ensuite et de ses deux petits-enfants, — de et psychiques qu'il a eu à endurer ensuite ou par cette catastrophe, à son intégrité nerveuse, — en particulier, des angoisses passer pendant tout le temps qu'a exigé l'usage dans les conditions les plus défavorables d'imaginer, — et enfin de la gravité de la défenderesse, ou de ses organes ou en toutes les circonstances de la cause.

La défenderesse a, ce jour, soutenu qu'elle devait être faite abstraction, dans la fixation du chagrin éprouvé par le demandeur en ses deux petits-enfants, Olga et Georges Gratchoff déjà lui-même réclamé, dans un précédent de l'art. 7 de la loi, une indemnité équivalente aux souffrances psychiques que la mort de ses deux enfants a fait à lui et « à la famille ». Mais, dans l'arrêt dans ce précédent procès, le Tribunal pour fixer l'indemnité allouée, en vertu de l'art. 7 de la loi, que du tort moral subi par le demandeur, que du tort moral souffert par la famille, par le demandeur en particulier. Il n'y a pas ainsi de doute sur le principe *non bis in idem*. Et, quant à la demande du demandeur pour se prévaloir de l'art. 7, de ses deux petits-enfants, elle est inadmissible. Les développements dans lesquels le Tribunal a procédé, en manière générale, au sujet de la détermination du droit à l'indemnité prévue au dit article, 1906, en la cause Bartschi précitée, considèrent

VI. Des considérants qui précèdent, il

¹ Voir page 657 de ce volume.

laquelle a droit le demandeur ensuite de l'accident de Palézieux. s'élève, au total, à la somme de 30,890 francs, naturellement susceptible d'intérêts au taux légal de 5 %, dès le jour de l'accident. soit dès le 21 novembre 1903.

VII. Quant à la seconde conclusion de la demande, tendant à ce que la revision ultérieure du présent arrêt demeure réservée, elle ne se justifie en aucune façon et doit, conséquemment, être écartée. Rien, en effet, ne permet de présumer que l'état de santé du demandeur puisse jamais subir une modification imputable encore à l'accident du 21 novembre 1903; en d'autres termes, les conséquences des lésions corporelles qui, pour le demandeur, ont été le résultat de l'accident, ont pu être exactement appréciées dans ce procès déjà; il n'existe aucune perspective d'aggravation, en sorte que les conditions d'applicabilité de l'art. 6, al. 2, de la loi ne se rencontrent point en l'espèce.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : La demande est déclarée fondée, en ce sens que l'Administration des Chemins de fer fédéraux est condamnée à payer à Paul-Frédéric Bœckel la somme de 30,890 francs, avec intérêts au 5 % l'an, dès le 21 novembre 1903. Pour le surplus, elle est écartée...

(Chambre des poursuites et des faillites.)

SÉANCE DU 13 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. SOLDATI

Poursuites ; vente immobilière ; recours ; rejet par l'Autorité de surveillance ; plainte au Tribunal fédéral écartée.

Teuffel.

Les autorités de surveillance ne sont pas compétentes pour annuler une vente aux enchères, une fois la mutation de propriété opérée.

A. Le 6 juillet 1907, un immeuble appartenant à dame Dupraz, divorcée Schwob, à Genève, fut vendu aux enchères publiques et adjugé à M. Verdier, avocat, ensuite d'une poursuite en réalisation de gage introduite par le détenteur de la première hypothèque.

B. Cette vente fut attaquée, au moyen d'un recours à l'Autorité

cantonale de surveillance, par Charles Teuffel, également créancier hypothécaire, lequel concluait comme suit :

Annuler l'adjudication tranchée en faveur de M. Frédéric Verdier, avocat, en date du 6 juillet 1907, portée à la connaissance des tiers par la *Feuille d'Avis officielle*, le 13 juillet même mois.

Ordonner : 1. Qu'il soit procédé à de nouvelles enchères ; 2. qu'il sera sursis à la distribution des deniers provenant de la première adjudication.

C. Par décision du 26/30 juillet, l'Autorité cantonale de surveillance a écarté le recours, en déclarant que la procédure avait été régulière.

D. C'est contre cette décision que, par acte du 7/8 août 1907, Teuffel a recouru au Tribunal fédéral, en concluant comme suit :

I. Annuler la décision dont est recours.

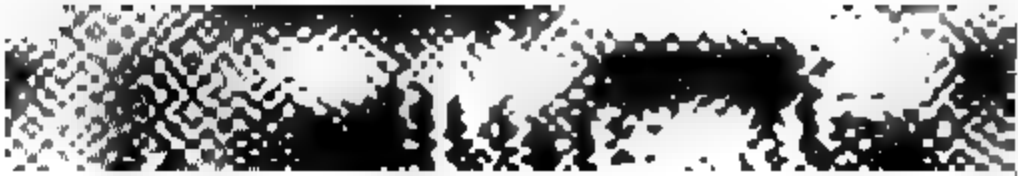
II. Prononcer l'annulation de l'adjudication tranchée par l'Office des poursuites de Genève en faveur de M. Frédéric Verdier, avocat, le 6 juillet 1907.

III. Ordonner à l'Office des poursuites de Genève qu'il soit procédé à de nouvelles enchères.

E. A la suite d'une demande de renseignement du Juge d'instruction du Tribunal fédéral, l'Autorité cantonale de surveillance a constaté qu'il résulte des renseignements fournis par l'Office des poursuites que la mutation de la propriété a été opérée.

Considérant en droit : D'après la jurisprudence constante du Tribunal fédéral (voir *Rec. off.*, édition spéciale V, n° 25 ; VII, n°s 12, 20 et 80 ; *Archives* X, n° 22), les Autorités de surveillance ne sont pas compétentes pour annuler une vente aux enchères, une fois la mutation de la propriété opérée. En effet, en pareil cas, le prononcé de l'Autorité de surveillance, au sujet de la légalité de la vente aux enchères, ne pourrait avoir de valeur pratique qu'en tant qu'il serait considéré comme un jugement préparatoire au jugement à intervenir dans un procès en restitution intenté à l'adjudicataire, ou dans un procès, en dommages-intérêts, intenté au préposé à l'Office des faillites.

Or, il n'appartient pas aux autorités de surveillance de trancher de pareilles questions préjudicielles, celles-ci étant réservées, au



contraire, au juge qui connaîtra, le cas échéant, du fond de l'action en restitution ou en dommages-intérêts.

La Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral est donc incompétente pour entrer en matière sur le présent recours.

Par ces motifs, la Chambre des poursuites et des faillites prononce : Il n'est pas entré en matière sur le recours...

BIBLIOGRAPHIE

LES CONDITIONS DU RECOURS DE DROIT CIVIL AU TRIBUNAL FÉDÉRAL par G. Favéy, juge au Tribunal fédéral. — Lausanne, 1907, Imp. Pache.

Dans la première séance du Tribunal fédéral, à laquelle prit part l'auteur du travail que nous annonçons, il coopéra, raconte-t-il, à une véritable hécatombe de recours frappés d'irrecevabilité pour une cause ou pour une autre. Fréquemment encore, un grand nombre de recours sont écartés préliminairement; pour l'année 1906, sur 327 recours jugés, il n'y a pas eu moins de 59 décisions de non entrée en matière, soit la grosse fraction du 18 0/0.

Ce fait démontre, dit l'auteur, que les parties, et parfois aussi leurs conseils, ne se rendent pas un compte exact de la nature du recours de droit civil et des conditions mêmes du recours.

Le résumé de la jurisprudence du Tribunal fédéral sur ce sujet, élaboré par M. Favéy à l'occasion d'un cours donné par lui à l'Université de Lausanne, et qui a paru dans la *Gazette des Tribunaux* de cette ville, a eu pour but de remédier à cet état de choses fâcheux. Il ne constitue pas une étude dogmatique complète de cette matière, mais un recueil de notes exposant la jurisprudence de notre haute Cour fédérale, tant sur les conditions formelles du recours de droit civil que sur les conditions que doit revêtir le jugement cantonal pour lui être déféré.

Le travail de M. Favéy est appelé à rendre de grands services à tous ceux qui ont à s'adresser au Tribunal fédéral en matière civile, et ils seront heureux d'avoir rencontré un guide aussi compétent pour leur montrer la bonne voie qui conduit au succès... au moins quant à la recevabilité à la forme de leur recours.

LA

SEMAINE JUDICIAIRE**JOURNAL DES TRIBUNAUX****(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)****PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS****Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE****15 fr. par an pour toute la Suisse.****VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12****Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLEN****Corraterie****10 centimes la ligne en son espace.**

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Schaller c. Banque du Jura : ouverture de crédit en compte courant; cautionnement; faillite du débiteur; action contre la caution; admission; recours; 1^o nature du compte courant; 2^o rejet de l'exception d'erreur du recourant; confirmation. — Hurny c. Sté nationale suisse d'Assurance : assurance accidents; réponse inexacte dans une proposition d'assurance; accident; refus de la Compagnie de payer l'indemnité; recours; déboutement de l'assuré. — *Cours de justice civile.* Bouchut q. q. a. c. Trefzer : jugement français de liquidation judiciaire; demande d'exequatur aux fins de poursuite contre un débiteur; déboutement; appel; loi française du 4 mars 1889; art. 6, 15, 16, Traité franco-suisse du 15 juin 1869; réforme; admission de l'exequatur. — *Résumés d'arrêts.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL**AUDIENCE DU 2 MARS 1907.****Présidence de M. FAVEY.**

Ouverture de crédit en compte courant; cautionnement; faillite du débiteur; action contre la caution; admission; recours; 1^o nature du compte courant; 2^o rejet de l'exception d'erreur du recourant; confirmation.

Schaller contre Banque du Jura.

I. Le compte courant, de par sa nature, fait perdre leur individualité propre aux créances qui y sont portées d'un commun accord entre parties, en sorte que l'on ne peut plus apercevoir en elles autre chose que de simples articles du crédit ou du débit destinés à se fondre en un solde, au moyen de la balance du compte à une époque déterminée.

Ces créances se trouvent transformées par novation en une nouvelle créance dont l'objet ne consiste plus que dans le solde du compte.

II. Le solde d'un compte courant, arrêté à une époque déterminée, s'efface lui-même comme tel, une fois reporté à compte nouveau, pour ne plus devenir que l'un des postes devant servir à la balance de compte subséquente.

III. La personne qui a cautionné un pareil compte ne peut demander la nullité de son cautionnement par suite d'erreur essentielle.

A. Par acte du 7 novembre 1903, la Banque du Jura, à Delémont, ouvrait au notaire Alphonse-Louis Monnin, à Moutier, moyennant le cautionnement solidaire du sieur Victor Spérisen, négociant, au même lieu, un crédit en compte courant, à concurrence d'une somme de 5000 francs. Le 24 du même mois, Monnin prélevait déjà à la Banque, en une seule fois, la somme de 5000 francs, jusqu'à laquelle pouvait s'élever ce crédit.

Le 12 décembre 1903, la Banque du Jura informait Monnin de ce qu'elle ne pourrait maintenir ce crédit en compte courant que moyennant l'intervention d'une seconde caution ou la remise d'autres garanties (hypothèques ou nantissement), et de ce que, à défaut, il devait considérer le dit crédit dénoncé pour le 15 mars suivant.

Le 23 février 1904, Monnin demanda à la Banque si « pour l'obtention du crédit de 5000 francs », le cautionnement de l'avocat Constant Schaller, à Moutier, pouvait lui convenir.

Le 25 du même mois, la Banque répondit affirmativement à cette question et adressa à son débiteur Monnin, pour qu'il le signât, et le fît signer à ses deux cautions, un nouvel acte de crédit en compte courant destiné à remplacer le précédent.

Le même jour encore, Monnin, Spérisen et Schaller signèrent ce nouvel acte de crédit en compte courant, le premier en qualité de débiteur principal, les deux autres en qualité de cautions solidaires, et, le 1^{er} mars 1904, Monnin retourna cet acte à la Banque.

Toutefois, pour boucler l'ancien compte courant, la Banque attendit à l'expiration du trimestre en cours, soit à fin mars 1904. A cette époque, la Banque établit son relevé de compte, suivant lequel Monnin se trouvait lui redevoir la somme de 5073 fr. 50. Monnin reconnut devoir ce solde, qui fut reporté à compte nouveau. Dès lors, à chaque trimestre, jusqu'à fin mars 1905, les choses se passèrent de la même façon, Monnin reconnaissant chaque fois le solde redû par lui et ce solde étant reporté à compte nouveau. A fin mars 1905, ce solde, en même temps que le report, était de 5020 francs.

Le 4 avril 1905, usant de la faculté qu'elle en avait, suivant l'art. 2, litt. e, du contrat, la Banque dénonça, tant à son débiteur Monnin qu'à la caution Schaller, ce crédit pour le 5 octobre 1905. Mais, le 29 mai 1905, le notaire Monnin était déclaré en état de faillite, et la Banque se prévalut de cette circonstance, prévue à l'art. 4, litt. a, du contrat, pour exiger de la caution Schaller le remboursement

immédiat de ce que le notaire Monnin lui redevait, en vertu du compte courant sus indiqué. Des pourparlers s'engagèrent entre Schaller et la Banque, mais sans aboutir à rien. Dans l'intervalle, le 30 juin 1905, la Banque avait établi un nouveau relevé trimestriel à cette date du compte courant Monnin, comprenant le solde au 31 mars 1905 par 5020 francs, et les intérêts, commission et frais trimestriels, par 71 francs, soit une somme totale de 5091 francs. Le 31 août 1905, la Banque fit notifier à Schaller un commandement de payer cette somme de 5091 francs (poursuite n° 7780), mais Schaller déclara faire opposition à ce commandement pour la somme totale.

B. C'est à la suite de ces faits que, par demande en date du 11 janvier 1906, la Banque du Jura a introduit action contre Constant Schaller devant le Tribunal civil du district de Moutier, en concluant à ce qu'il plût au Tribunal, sous suite de dépens, condamner le défendeur à lui payer, en vertu de l'acte du 25 février 1904, la somme de 5091 francs, avec, à titre d'intérêts et de commission, le 6 % l'an, dès le 30 juin 1905.

C. Le défendeur Schaller a conclu au rejet de la demande, comme mal fondée, prétendant, en résumé, s'être trouvé, lors de la signature de l'acte du 25 février 1904, sous l'empire d'une erreur essentielle, par le fait qu'il ignorait l'existence du premier acte de crédit, du 27 novembre 1903 et du crédit en compte courant ouvert au sieur Monnin, à la suite du dit acte du 7 novembre 1903, et qu'il croyait bien plutôt qu'il s'agissait d'un crédit en compte courant à ouvrir par la Banque au sieur Monnin, uniquement en vue d'opérations à venir ; il soutenait, en particulier, que, s'il était intervenu comme caution de Monnin dans l'acte du 25 février 1904, c'était parce que lui aussi devait bénéficier de l'ouverture de ce crédit, Monnin lui ayant promis d'utiliser une partie du dit crédit pour, au besoin, lui procurer l'escompte des effets de change que lui, le défendeur, pourrait se trouver dans l'obligation de souscrire, ou de négocier, pour son compte personnel.

D. L'instruction du procès, une fois terminée, les parties portèrent le litige directement devant la Cour d'appel et de cassation du canton de Berne, laquelle, par arrêt du 28 septembre 1906, communiqué aux parties le 28/29 novembre 1906, déclara la demande fondée, sauf sur la question du taux de l'intérêt réclamé, qu'elle réduisit au 5 $\frac{1}{2}$ %, et condamna le défendeur aux frais et dépens.

E. F. Schaller a recouru. (Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. Le recourant ne conteste pas s'être porté caution solidaire du sieur Monnin, en faveur de l'intimée, pour le crédit que celle-ci devait ouvrir à celui-là, jusqu'à concurrence de la somme de 5000 francs, en capital, et il ne conteste pas non plus qu'il ait été dans l'intention de toutes parties de donner à cette ouverture de crédit la forme et les effets d'un véritable compte courant. Ce qu'il conteste, en revanche, c'est que le crédit prévu dans l'acte du 25 février 1904 ait été effectivement ouvert, et que le sieur Monnin y ait effectivement puisé ; il soutient que l'intimé n'a jamais accordé à Monnin d'autre crédit que celui convenu le 7 novembre 1903, et ayant donné lieu au versement du 24 du même mois. Mais, cette argumentation n'est pas soutenable ; le recourant ne considère, en effet, les choses qu'au point de vue purement comptable, et tout ce qu'il peut invoquer, c'est ce fait que, après la remise de l'acte du 25 février 1904, soit après le 1^{er} ou le 2 mars suivant, l'intimé n'a pas *immédiatement* bouclé le compte courant, existant alors déjà entre elle et le sieur Monnin, pour en ouvrir un nouveau. Mais, il n'y a eu évidemment, dans cette manière de faire de l'intimée, autre chose que le désir de simplifier ses écritures dans toute la mesure du possible, car, juridiquement, il est certain que l'intimée avait dénoncé, pour le 15 mars 1904, le crédit en compte courant qu'elle avait ouvert au sieur Monnin, en vertu de l'acte du 7 novembre 1903, sauf pour elle à consentir à l'octroi d'un nouveau crédit si, dans l'intervalle, de nouvelles garanties lui étaient fournies, et il n'est pas douteux non plus que les parties proprement dites à l'acte de crédit du 25 février, — créateur et crédit, — aient bien entendu substituer cet acte à celui du 7 novembre 1903 ; en d'autres termes, il est clair que c'est en raison du cautionnement solidaire du recourant, à côté de celui du sieur Spérisen, que l'intimée s'est décidée à octroyer *à nouveau* au sieur Monnin le crédit de 5000 fr. qu'elle lui avait accordé, une première fois déjà, et dont le remboursement, sans cela, aurait dû s'effectuer autrement que par l'absorption de ce nouveau crédit. Il est à remarquer, d'ailleurs, que le recourant n'a jamais prétendu que l'intimée se serait obligée à ouvrir à Monnin deux crédits simultanément : l'un, ensuite de l'acte du 7 novembre 1903, l'autre en raison de l'acte du 25 février 1904.

Quant au fait que le recourant aurait ignoré que l'acte du 25

février 1904 était destiné à remplacer l'acte précédent du 7 novembre 1903, il est, à le supposer établi, dénué de toute pertinence, dès l'instant où le recourant convient que le crédit à ouvrir par l'intimée au sieur Monnin, en vertu de l'acte du 25 février 1904, était bien un crédit *en compte courant*. En effet, le recourant ne pouvait ignorer que le compte courant, de par sa nature, fait perdre leur individualité propre aux créances qui y sont portées d'un commun accord entre parties, en sorte que l'on ne peut plus apercevoir en elle autre chose que de simples articles du crédit ou du débit, destinés à se fondre en un solde, au moyen de la balance à faire du compte, à telle ou telle époque déterminée, et que, si ce n'est déjà par l'effet de leur entrée dans le compte courant, en tout cas par la reconnaissance du solde de compte où elles sont venues se fondre, les dites créances se trouvent transformées, par novation, en une nouvelle, dont précisément l'objet ne consiste plus que dans ce solde de compte; le recourant ne pouvait de même ignorer que le solde d'un compte courant, arrêté à telle époque déterminée, s'effaçait lui-même comme tel, une fois reporté à compte nouveau, pour ne plus devenir que l'un des postes devant servir à la balance de compte subséquente. (Voir, sur la nature et les effets du compte courant, *Rec. off.*, XIX, n° 66, consid. 5, pages 407 et 408, et XXIX, II, n° 39, consid. 5, pages 335, 337; Staub, *Kommentar zum Handelsgesetzbuch*, Berlin, 1900, *ad* art. 355, pages 1108 et suiv., en particulier, *Anmerkungen* 1, 2, 6, 18, 20, 23, 26, 28, 29, 30; Cosack, *Lehrbuch des Handelsrechts*, Berlin, 1900, page 348, ch. 3, 349, ch. 5, 351, ch. 8; Boistel, *Précis de droit commercial*, Paris, 1884, pages 611 et suiv.; et Rivière, *Pandectes françaises*, nouveau répertoire, XIX, article «compte courant», pages 579 et suiv., en particulier numéros 8, 97 et suiv., 368, 431 et suiv., et 518 et suiv.) Le recourant devait donc, ou, en tout cas, il pouvait prévoir que, dans le compte courant qui allait s'établir entre l'intimée et le sieur Monnin, il allait entrer d'anciennes créances de celle-là envers celui-ci, nées de leurs relations antérieures. Et le fait que le recourant aurait réellement ignoré que le crédit accordé au sieur Monnin devait, au lieu de permettre à celui-ci d'y puiser, pour entreprendre de nouvelles opérations, servir bien plutôt à éteindre une ancienne dette, ou un précédent crédit, n'aurait d'importance en la cause que s'il était dû à telles ou telles manœuvres dolosives qui pourraient être reprochées à l'intimée. Mais, et bien qu'aujourd'hui, en plaidoirie, le recourant ait prétendu avoir invoqué le dol

II. Toutes les questions que l'assureur pose au proposant doivent être considérées comme importantes, tant qu'elles sont en elles-mêmes de nature à pouvoir exercer une influence sur la conclusion du contrat et qu'il ne s'agit pas de simples questions d'information, ou de questions indiscretes, ne pouvant pas intéresser l'assurance.

La question qui consiste à demander au proposant s'il a déjà fait des propositions d'assurance à d'autres sociétés doit être considérée comme importante.

A. A la suite d'une proposition d'assurance, signée le 6 juillet 1905, M. Hurny, maître à l'Ecole d'horlogerie de Saint-Imier, contracta, le 1^{er} août de la même année, avec la Société nationale suisse d'Assurance, une assurance contre les accidents, pour une somme de 30,000 francs en cas d'invalidité, et pour une indemnité de 10 francs par jour en cas d'incapacité temporaire de travail. Dans la proposition d'assurance contenant un questionnaire et les conditions générales de la société, les réponses avaient été inscrites par le sieur Gross, son représentant. Hurny et Gross avaient signé tous deux la proposition. Le questionnaire est précédé d'une note ainsi conçue : « Le proposant est tenu de répondre aux questions posées ci-après d'une façon complète et conforme à la vérité ; il demeure responsable de l'exactitude et de l'exposition (*sic*) complète des réponses données, même lorsqu'elles ont été écrites par une tierce personne. Les traits ou autres signes ne sont point admissibles comme réponses. » A côté de la question 7 a : « Avez-vous déjà adressé à d'autres compagnies la proposition d'une assurance individuelle contre les suites d'accidents corporels?.. le cas échéant, indiquer l'époque et les compagnies », il avait été répondu par une simple trait et, à côté, un « non » ; à la question 7 b : « Ces assurances sont-elles actuellement en vigueur ? Quel en est le montant total ? », il était également répondu par un « non ». L'art. 6 des conditions générales est ainsi conçu : « Les obligations de la Compagnie sont déterminées par la police établie sur la base de la proposition d'assurance ou par les avenants. Le proposant est seul responsable de l'exactitude et du caractère complet des indications contenues dans la proposition d'assurance signée par lui. Toute indication contraire à la vérité, et qui a exercé une influence sur la conclusion de l'assurance, dégage la Compagnie de toute obligation. »

B. Le 25 janvier 1906, Hurny fut victime, à l'Ecole même de Saint-Imier, d'un grave accident (lésion de la colonne vertébrale)

qui entraîna l'invalidité complète. A l'annonce de l'accident, la Compagnie informa Hurny qu'elle refusait de payer la somme assurée, parce qu'elle considérait la proposition d'assurance comme nulle, en vertu de l'art. 6, al. 2, de la police; qu'en effet, Hurny était, lors de la conclusion de l'assurance, et contrairement à sa déclaration, déjà assuré à la « Winterthur » pour 62,000 francs. En même temps, la Compagnie offrait à Hurny la rétrocession de la prime versée, soit 62 francs. Ce dernier a refusé cette offre et a intenté contre la Compagnie le procès qui nous occupe actuellement. Il a d'ailleurs reconnu qu'il s'était assuré auprès de la Winterthur, le 5 mars 1905, pour la somme de 50,000 francs, et qu'il avait été assuré, en août 1899, par l'Ecole d'horlogerie, auprès de la même compagnie, pour 12,000 francs.

C. Le Tribunal de première instance de Bâle-Ville a condamné l'intimée à payer au demandeur une indemnité journalière de 10 francs, dès le 26 janvier 1906, pendant trois cents jours, et ensuite une rente de 1774 fr. 20 par année.

Par jugement du 29 avril 1907, la cour d'appel a réformé le jugement de première instance et débouté le demandeur de ses conclusions. Le demandeur a recouru contre ce jugement au Tribunal fédéral en demandant la confirmation pure et simple du jugement de première instance, et conclu subsidiairement à la réduction de l'indemnité due par l'intimée.

La défenderesse a conclu à la confirmation du jugement d'appel et à la condamnation du demandeur aux dépens.

Arrêt :

En droit: I. Le demandeur fait valoir en premier lieu que le questionnaire a été rempli d'une manière inexacte par l'agent Gross, représentant de l'intimée; que le questionnaire a été lu et rempli très rapidement; que Gross n'a notamment posé aucune question concernant une assurance antérieure. Le demandeur a donc offert de prouver par témoins que le contrat avait été conclu à la hâte, qu'il avait dit à Gross qu'il n'avait pas le temps, qu'il devait partir, etc. Les deux instances cantonales n'ont pas admis cette offre de preuve en expliquant que le fait que l'agent de la compagnie eût rempli le questionnaire ne suffisait pas pour libérer le demandeur de la responsabilité contractée en vertu de l'art. 6 des conditions générales.

La manière de voir admise par les deux instances cantonales n'est pas tout à fait juste; en effet, d'après les règles générales

concernant l'interprétations des contrats, l'assuré est admis à prouver qu'une réponse à une demande contenue dans la proposition d'assurance, c'est-à-dire une indication, n'émane pas de lui-même, mais bien d'un tiers, par exemple de l'agent de la Compagnie. (Voir *Rec. Off.* XXII page 835). Par contre, la preuve offerte par le demandeur n'a pas de rapport avec celle que nous venons de signaler ; il ne prétend même pas que Gross ait mis par fraude ou par négligence, dans le formulaire, des indications autres que celles qu'il lui avait données ; il ne prétend pas non plus qu'il ait signé la proposition d'assurance avant de remplir le questionnaire, en se fiant à la loyauté de Gross. Le seul fait de la rapidité avec laquelle l'affaire a été conclue ne pouvait pourtant pas relever le demandeur de la responsabilité qu'il assumait en signant la déclaration ; l'accusation d'escroquerie n'est pas soutenable dans l'espèce.

II. L'inexactitude des réponses du demandeur aux questions 7 *a* et 7 *b*, ne fait l'objet d'aucune discussion, et l'issue du procès dépend exclusivement de la question de savoir si l'intimée a le droit de faire état de l'art. 6, alinéa 2, phrase 2 de la police. La validité de cette clause du contrat est incontestable et n'est pas attaquée par le demandeur ; il fait uniquement valoir que l'assurance précédente avait été passée sous silence comme un point insignifiant qui n'aurait eu aucune influence sur la décision de l'intimée pour conclure le contrat avec le demandeur ; qu'enfin, c'était à l'intimée qu'incombait le soin de prouver que cette déclaration avait vraiment exercé une influence sur la conclusion du contrat. Sur cette question d'une importance décisive, le Tribunal de première instance a adopté les conclusions du demandeur en déclarant que : la compagnie aurait dû démontrer que, dans la pratique, la constatation d'assurances déjà existantes aurait empêché la conclusion d'un nouveau contrat d'assurance ; qu'elle n'avait fait valoir aucun argument dans ce sens ; qu'en matière d'assurance des personnes, il est reconnu que le fait de passer sous silence les assurances déjà contractées n'entraîne aucune conséquence essentielle ; qu'il ne peut être question d'assurance trop élevée quand il s'agit de la vie humaine ; que d'ailleurs cette objection n'est pas soulevée ici. La Cour d'appel soutient par contre l'opinion que si l'intimée était tenue de faire la preuve, comme l'a admis le Tribunal de première instance, ce serait donner à l'art. 6 des conditions générales une interprétation beaucoup trop large

au profit du preneur d'assurance fautif. Etant donné les rapports contractuels créés entre assureur et assuré par la réponse au questionnaire, il serait beaucoup plus juste de dire que les déclarations inexactes n'empêchent pas la validité du contrat lorsqu'elles ne sont que de peu d'importance. Il va sans dire que ce n'est pas le cas lorsque l'on passe sous silence une assurance de l'importance de celle conclue par le demandeur avec la « Winterthur » comme cela sera expliqué plus loin lorsqu'il sera question de la responsabilité et de l'assurance en matière d'accidents.

III. La question essentielle est donc de savoir quelle interprétation doit être donnée à l'art. 6, al. 2, phrase 2, des conditions générales d'assurance. Il y a lieu, avant tout, de remarquer que cette clause (comme c'est le cas dans les conditions d'assurance d'autres sociétés) ne parle pas des indications *contraires* à la vérité qui sont par elles-mêmes, de nature à exercer une influence sur la conclusion du contrat, mais qu'elle parle expressément des indications « qui ont exercé une influence ». L'intimée, qui s'appuie sur cette clause pour être libérée du contrat, devrait faire la preuve que son cas est bien celui prévu dans la clause en question. A cela, elle objecte qu'il s'agit d'une preuve impossible à établir, qu'on ne pouvait lui demander de la faire et qu'elle ne se l'était pas non plus imposée; qu'en conséquence, il fallait interpréter la clause dans ce sens que tout dépendait de la question de savoir si les fausses indications étaient de nature à exercer une influence sur la conclusion du contrat. Il est vrai que ce sont là des dispositions d'ordre intérieur dépendant de la volonté de l'intimée, qui ne reposent que sur des présomptions et qui ne peuvent pas être démontrées directement (pas même par exemple, en déléguant le serment aux membres du comité de direction de la compagnie). Si l'intimée était en mesure de prouver que, dans une série de cas semblables, elle a refusé des propositions d'assurance à cause de l'existence d'assurances contractées antérieurement, ou bien qu'elle en a tenu compte pour modifier les conditions du contrat, alors la preuve de cette influence sur le présent contrat devrait être considérée, sans autre, comme indiscutable.

IV. D'autre part, la situation juridique de l'intimée est en vertu de ce qui suit, meilleure que cela ne semble à première lecture du texte de la clause en question. Par la simple insertion de la clause relative aux assurances déjà existantes, et par le formulaire de propositions, l'intimée a déjà laissé entendre qu'elle attribue de l'im-

portance à ce fait. Comme le Tribunal fédéral l'a exposé dans son jugement sur l'affaire «*La Genevoise* contre Siegenthalers» du 4 juillet 1896 : *Rec. Off.* XXII, pages 808 et suivantes : Toutes les questions que l'assureur pose au proposant doivent être considérées comme importantes tant qu'elles sont en elles-mêmes de nature à exercer une influence sur sa décision et qu'il ne s'agit pas de simple questions d'information ou de questions indiscrettes sur des détails sans intérêt.

L'opinion du Tribunal fédéral occupe une place intermédiaire entre : 1. *Lewis* traité sur le droit d'assurance, pages 81 et suivantes, et *Rolli*, rapport sur l'avant-projet d'une loi fédérale sur le contrat d'assurance et délibération de la société des juristes suisses, 1899 pages 84 et suivantes. *Journal de droit fédéral* XVIII pages 570 et suivantes (Voir aussi *Rolli*, Projet : art. 8 al. 2 ; Projet du Conseil fédéral du 2 février 1904 art. 7, al. 2. Projet du Conseil des Etats, art. 5, al. 3 : « Les points spéciaux sur lesquels l'assureur pose des questions écrites, claires et précises, doivent être considérés comme importants par le proposant » ; 2. Ancien Code de commerce allemand (voir *Ehrenberg* manuel I, page 336, note 22). Le Tribunal fédéral est par contre tout à fait d'accord avec *Ehrenberg*, *codem loco*, note 23, qui dit que : la question, par le seul fait qu'elle est formulée, doit être considérée comme une question importante, même s'il peut y avoir objectivement un doute sur ce point. En tout cas, le fait même que la question soit posée entraîne pour le proposant l'obligation de démontrer qu'elle n'a pas d'importance de telle sorte que le soin de faire la preuve incombe au proposant au lieu de l'assureur. (Voir aussi le rapport de P. Scherrer, au Conseil des Etats *Bulletin sténographique*, page 142 d'après lequel, suivant l'art. 5 al. 3, il ne s'établira qu'une présomption de droit que l'assuré peut recourir à la preuve contraire ; même appréciation dans *Hoffmann*, *codem loco*. Il y a donc lieu d'admettre jusqu'à preuve du contraire, que la question relative aux assurances déjà existantes doit être considérée comme importante. Il n'y a en tout cas aucune raison pour prétendre qu'elle est sans intérêt ou qu'elle n'est posée que pour être désagréable au proposant. Il est certain que l'assureur a un réel intérêt à savoir si les propositions d'assurance du proposant ont déjà été refusées par d'autres sociétés. L'intimée montre qu'elle attache de l'importance à ce fait en pla-

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1906, page 677.

çant l'une à côté de l'autre, la question relative à l'existence d'assurances antérieures et celle relative à leur refus (question 7 d). Le demandeur n'a par contre pas fait valoir les arguments de nature à faire ressortir le peu d'importance de la clause. Les explications qu'il donne pour prouver que l'assurance n'était pas exagérée (keine « Uebersicherung ») sont sans valeur. Dans l'assurance sur les personnes, on ne peut en effet, parler d'exagération, parce que jusqu'à un certain point l'intérêt que l'on a dans l'assurance ne peut pas se mesurer et que les salaires de l'assuré, les frais de maladie etc., peuvent changer continuellement. (Voir Lewis *Traité* page 59). Par contre, il ne faut pas méconnaître que la connaissance d'assurances déjà existantes, même en cas d'assurance accident, peut avoir une certaine influence dans la décision de l'assureur; ainsi, on constate dans la pratique qu'une personne assurée à plusieurs compagnies, se laisse plus facilement aller à la négligence qu'une personne assurée seulement à une compagnie; il en est de même en ce qui concerne la réassurance. La valeur de cette argumentation n'est pas diminuée par celle du demandeur, lorsqu'il fait observer que l'intimée n'interdit pas, dans ses conditions générales, une assurance ultérieure de l'assuré auprès d'une autre compagnie.

V. La conclusion subsidiaire présentée seulement aujourd'hui, tendant à une simple réduction du montant dû par l'intimée, ne peut être admise parce qu'elle n'a jamais été présentée durant les instances cantonales. (Art. 80 loi Org. Jud. Féd.). Il manque donc tous les éléments nécessaires pour juger sur ce point; il est du reste clair que d'après le point de vue qui conclut au refus de la demande, il ne peut pas être question de réduction.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce: Le recours est écarté et le jugement de la Cour d'appel de Bâle confirmé sur tous les points. Le recourant est condamné à payer à l'intimée une indemnité extrajudiciaire de 150 fr. pour l'instance fédérale.

(Traduit P. V.)

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 12 OCTOBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Jugement français de liquidation judiciaire; demande d'exequatur aux fins de poursuite contre un débiteur; déboutement; appel; loi française du 4 mars 1889; art. 6, 15, 16, Traité franco-suisse du 15 juin 1869; réforme; admission de l'exequatur.

Bouchut q. q. a. contre Trefzer.

I. La liquidation judiciaire, ordonnée en vertu de la loi française du 4 mars 1889, ne constitue qu'une simple modalité de la faillite et doit être mise au bénéfice de l'art. 6 du Traité franco-suisse du 15 juin 1869.

II. Le liquidateur français, représentant de la masse des créanciers, a le droit de former seul, et sans qu'il ait besoin de la présence du débiteur, la demande d'exequatur d'une décision judiciaire intervenue en France.

III. La production du jugement de faillite donne au syndic ou représentant de la masse, après l'exequatur accordé conformément aux règles de l'art. 13 du Traité susvisé, le droit de réclamer l'application de la faillite aux biens meubles et immeubles que le failli possède dans l'autre pays. Le syndic pourra également y poursuivre, contre les débiteurs, le remboursement des créances dues au failli.

Par exploit du 4 avril 1907, Jean Bouchut, arbitre de commerce, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), France, en sa qualité de liquidateur judiciaire de sieur H.-J.-B. Espinasse, négociant à Saint-Livrade, a assigné Hugo Trefzer, négociant, à Genève, pour ouïr déclarer exécutoire, dans le canton de Genève, le jugement du 12 novembre 1906, déclarant en état de liquidation judiciaire le sieur Henri-Jean-Baptiste Espinasse, faisant le commerce sous la dénomination Fontès et Espinasse, à Saint-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le demandeur q. q. a. soutient que Trefzer est débiteur de la société Fontès et Espinasse de la somme de 1317 francs 20, pour marchandises vendues et livrées, et qu'il est dans l'obligation de demander l'exequatur du jugement du 12 novembre 1906, en application de l'art. 479 de la loi de procédure civile genevoise et du Traité franco-suisse du 15 juin 1869.

Le défendeur a conclu à l'irrecevabilité de la demande de Bouchut q. q. a. et, en tout cas, à son déboutement de ses conclusions et à sa condamnation aux dépens.

Trefzer prétend qu'il n'est point débiteur de Fontès et Espinasse ; que l'action de Bouchut q. q. a. n'est point recevable, car le jugement du 12 novembre 1906 se borne à statuer sur la capacité juridique d'une personne et n'est pas susceptible d'une exécution proprement dite, puisqu'il ne mentionne aucune condamnation ; qu'enfin, aux termes des art. 5 et 6 de la loi française, du 4 mars 1889, le liquidateur n'est recevable à agir qu'avec le concours du débiteur.

Le jugement du 15 mai 1907, le Tribunal de première instance a rejeté Bouchut q. q. a. de ses conclusions, et l'a condamné aux dépens.

Le jugement est basé, en substance, sur les motifs suivants :
Le liquidateur judiciaire est le représentant de la masse des créanciers, et il est en droit de demander, seul, l'exequatur du jugement du 12 novembre 1906. Les prescriptions du Traité franco-suisse de 1869, relatives à la faillite, sont applicables à la liquidation judiciaire.

En l'espèce, Bouchut q. q. a. ne demande pas l'exequatur du jugement, pour l'appliquer à certains biens de sieur Espinasse, mais seulement pour réclamer à Trefzer le paiement d'une prétendue créance contestée. Dans ces circonstances, il n'est pas nécessaire de demander l'exequatur, et la production du jugement nommant Bouchut liquidateur est une justification suffisante.

En surplus, il y a lieu de remarquer, dit le Tribunal, que le demandeur ne produit pas l'original de l'exploit de signification du jugement, ni un certificat constatant qu'il n'existe ni opposition, ni appel, ni autre acte de recours, ainsi que l'exige l'art. 16 du dit Traité.

Par l'exploit du 3 juin, Bouchut q. q. a. a interjeté appel de ce jugement. Il en demande la réforme, et reprend ses conclusions de première instance.

Trefzer conclut à sa confirmation.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

La demande d'exequatur, dans le canton de Genève, du jugement du 12 novembre 1906, est-elle fondée ?

Quid des dépens ?

La première question :

D'après la jurisprudence du Tribunal fédéral, dans l'arrêt Schwob contre Bonneau q. q. a. ¹, du 24 janvier 1895, a admis que la liquidation judiciaire, ordonnée en vertu de la loi française du 4 mars 1889, ne constitue qu'une simple modalité de la faillite, et qu'elle doit être mise au bénéfice de l'art. 6 du Traité franco-suisse du 6 juin 1869.

Le même arrêt a décidé qu'il ressortait des art. 6 et 16 du dit traité que le liquidateur français, représentant incontestable de la masse des créanciers, avait le droit de former *seul*, et sans qu'il ait be-

¹ *Revue Semaine Judiciaire*, 1895, page 241.

soin d'être appuyé par le débiteur, décision judiciaire intervenue en F

L'art. 6 du Traité dispose que la faillite donnera au syndic ou *rep* toutefois, que le jugement aura été ment aux règles établies en l'art. 1 cation de la faillite aux biens meul possédera dans ce pays.

En ce cas, le syndic pourra pour remboursement des créances dues

Bouchut q. q. a. produit, en ex Traité, l'expédition du jugement d en état de liquidation judiciaire négociant à Saint-Livrade. Cette ex tions exigées, et il est, en outre, jus du Tribunal de commerce de Ville qu'il n'existe, ni opposition, ni app vembre 1906.

L'art. 4 de la loi française, du 4 n le jugement, qui déclare ouverte susceptible d'aucun recours et ne tierce opposition.

Bouchut q. q. a. n'a donc pas à p tion de ce jugement, rendu à la r cessation de paiements, puisqu'il courir un délai de recours contre c

La demande d'exequatur est de pour que le liquidateur puisse po du liquidé (art. 6, al. 3, du Traité).

Cette demande d'exequatur ne p ce prétendu débiteur, suivant la jur (Arrêt Renaud c. Hildenfinger et l. firmé par arrêt du Tribunal fédéra

Sur la deuxième question :

C'est Trefzer qui, au lieu de s'en mande d'exequatur, sous réserve de de H.-B. Espinasse, a nécessité l' divers moyens de droit mal fondés ;

¹ Voir *Semaine Judiciaire* 1906, pages 342

c'est donc à lui à supporter les dépens qu'elle a nécessités, en application des art. 106 et 363 pr. civ.

Par ces motifs, la Cour, à la forme, reçoit l'appel du jugement..

Au fond, réforme...

Déclare exécutoire... le jugement du Tribunal de commerce..

RÉSUMÉS D'ARRÊTS

DIVORCE. — La loi fédérale ne s'oppose pas à ce que, dans le cours de l'instruction de deux demandes en divorce unilatérales, basées sur l'art. 47, les parties s'unissent pour demander le divorce, en vertu de l'art. 45.

Le principe de l'art. 4 de la Convention de la Haye, du 12 juin 1902, qui dispose « que la loi nationale ne peut être invoquée pour donner à un fait, qui s'est passé alors que les époux, ou l'un d'eux, étaient d'une autre nationalité, le caractère d'une cause de divorce ou de séparation de corps », n'a pas été admis par le législateur fédéral dans la loi de 1874.

(Tribunal fédéral, 27 mars 1907).

DROIT DE TIMBRE. — Lorsque les Chemins de fer fédéraux s'adressent aux tribunaux d'un canton pour faire trancher par ceux-ci un procès dans lequel ils sont partie, ils sont tenus comme toutes autres personnes de se soumettre aux impositions que les autorités cantonales prélèvent de tous les plaideurs.

(Tribunal fédéral, 11 juillet 1907, C. F. F. c. canton de Vaud.)

DEC 5 1907

29^{me} Année

N° 46

18 Novembre 1907

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne ou son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Schick, c. Commune de Porrentruy : arrêté municipal interdisant l'importation de viande; annulation : art. 131 Const. féd.; art. 1 arrêté du Conseil fédéral du 1 décembre 1893; action en dommages-intérêts d'un boucher lésé par l'arrêté; rejet; recours au Tribunal fédéral; 1^o défaut d'acte illicite; 2^o défaut d'application des art. 50 et suiv. C. O.; art. 56 Org. jud. féd.; incompétence; application du droit cantonal. — Dame Huber : propriétaire; réquisition d'inventaire; refus de l'Office; meubles sortis des locaux; plainte rejetée comme tardive; recours; prétendu déni de justice; définition du déni de justice; rejet. — Baud, c. Etat de Genève : immeuble; vente; paiement des droits d'enregistrement; et de transcription; demande de restitution de ces droits; art. 1 loi du 26 oct. 1895; refus : prescription; art. 161 loi sur les contributions publiques du 9 novemb. 1887; déboutement; recours; prétentions de droit public; incompétence. — Gardy c. Reyser; automobile; accident causé à un passant; action en indemnité au maître; admission; appel; 1^o faute du chauffeur; art. 9 Concordat intercantonal sur la circulation, etc.; 2^o faute du maître présent; responsabilité d'icelui; art. 50, 62 C. O.; 3^o réduction de l'indemnité. — Muller c. Société Haasenstein et Vogler; contrat; engagement pris au nom d'une société n'existant plus; responsabilité de celui qui a pris l'engagement.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 13 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Arrêté municipal interdisant l'importation de viande; annulation; art. 131 Const. féd.; art. 1 arrêté du Conseil fédéral du 1 décembre 1893; action en dommages-intérêts d'un boucher lésé par l'arrêté; rejet; recours au Tribunal fédéral; 1^o défaut d'acte illicite; 2^o défaut d'application des art. 50 et suiv. C. O.; art. 56 Org. jud. féd.; incompétence; application du droit cantonal.

Schick contre Commune de Porrentruy.

Le Code des Obligations ne prévoit nulle part qu'une commune puisse être rendue responsable des actes de ses fonctionnaires ou de ses organes en dehors des cas prévus à son art. 62.

A. Le règlement général de police de la ville de Porrentruy, approuvé par l'assemblée communale le 3 décembre 1893, et sanctionné par le Conseil d'Etat du canton de Berne, le 30 mars 1894, dispose, sous les articles 198 et 201, ce qui suit :

« Art. 198. — Les personnes qui exercent, dans le ressort de la Municipalité, l'état de boucher ou de charcutier, sont tenues d'abattre leur bétail dans les abattoirs de la Municipalité.

« Le débit de viande importée leur est interdit.

« Art. 201. — Il est défendu à toute personne d'abattre du gros ou du menu bétail ailleurs qu'aux abattoirs publics.

« Les particuliers habitant en dehors de la ville et des faubourgs pourront abattre chez eux les pièces de bétail nécessaires à leur usage, moyennant une autorisation écrite de l'autorité de police locale. »

Néanmoins, le sieur Charles Schick ayant, en 1899, ouvert une boucherie à Porrentruy, put librement se livrer à l'importation de viande, provenant de bétail abattu à Delle, jusqu'au 8 août 1901, date à laquelle le Conseil communal de Porrentruy prit la décision suivante :

« La Commission des abattoirs demande au Conseil d'interdire l'importation de toute viande de gros bétail, à l'exception du bœuf de première qualité. Cette mesure est proposée au vu du nombre considérable de vaches et de génisses qui sont amenées de la frontière.

« Se basant sur les art. 198 et 201 du règlement général de police, le Conseil autorise l'importation seule de la viande de bœuf de première qualité.

« Cette décision entre en vigueur immédiatement ; elle sera portée à la connaissance des bouchers par affiche aux abattoirs. »

Ce ne fut qu'environ deux ans plus tard, le 9 mai 1903, que Schick s'avisa de recourir contre cette décision, en même temps que contre l'art. 198 du règlement de police de Porrentruy, auprès du Conseil d'Etat du canton de Berne.

Par arrêté du 29 juillet 1903, le Conseil d'Etat déclara ce recours fondé, en ce sens qu'il prononça que l'art. 198 du règlement de police susrappelé était contraire au principe constitutionnel de la liberté du commerce et de l'industrie, ainsi qu'à l'article premier de « l'arrêté du Conseil fédéral du 1^{er} décembre 1893 sur les mesures de police sanitaire appliquées aux viandes et charcuteries de provenance étrangère » (dans sa partie modifiant l'art. 100, § 1, du règlement du 14 octobre 1887, sur les mesures à prendre pour combattre les épizooties), — qu'il invita la Commune de Porrentruy à modifier ledit art. 198 en conséquence. — et qu'il la condamna à payer à la Chancellerie cantonale l'émolument d'expédition.

de cet arrêté, ajoutant : « Quant aux frais causés rante, c'est éventuellement au juge civil qu'il connaître. »

B. C'est à la suite de ces faits que, seize mois posé de demande du 28 novembre 1904, Schick contre la Commune municipale de Porrentruy du Tribunal du district, en concluant à ce qu'il y

« 1. Condamner la défenderesse à payer au dommages-intérêts pour réparer le préjudice cauterdiction faite d'importer de la viande et d'ak dehors des abattoirs de Porrentruy ;

« 2. Fixer l'indemnité et déclarer qu'elle est preau 5 % dès la date de la citation ;

« 3. Le tout, avec frais et dépens. »

Le demandeur soutenait, en résumé, que lmunal de Porrentruy avait, en prenant la dé1901, commis un acte illicite dont devait réponelle-même. Et il prétendait avoir subi, du fait de8 août 1901 et jusqu'au 29 juillet 1903, un dommestimé à la somme de 10,000 francs, non compplainte, de recours et de procédure », dont il seétat en temps utile.

C. La Commune municipale de Porrentruy, dclut au rejet de la demande, sous suite de tous fr

D. La Cour d'appel et de cassation du cantonparties ayant renoncé au bénéfice de la premièclaré vouloir «préteriter» le Président du Tribuna de Porrentruy, — rendit, le 21 juin 1907, un s demandeur de ses conclusions et le condamnant défenderesse, liquidés à la somme de 570 francs.

E. C'est contre cet arrêt, qui lui a été commuque, par acte en date du 3/5 août, Schick a déréforme auprès du Tribunal fédéral, en reprenar de sa demande devant les instances cantonales.

Arrêt.

En droit : I. Aux termes de l'art. 71, al. 1 et lieu d'examiner d'office, et préliminairement, si lecevable.

II. L'arrêt attaqué est motivé, en substance, vante :

Le règlement de police adopté par l'assemblée communale de Porrentruy, le 3 décembre 1893, ayant été soumis à la sanction du Conseil exécutif du canton, cette dernière autorité avait, avant d'accorder sa sanction, à examiner la question de savoir si ce règlement ne renfermait point de dispositions inconstitutionnelles ou contraires aux lois alors existantes. Cette question, le Conseil exécutif l'a résolue par la négative, et il a, en donnant ainsi sa sanction à ce règlement, mis à couvert l'autorité qui avait élaboré celui-ci, de toutes les fautes et de toutes les erreurs qu'elle avait pu commettre dans cette élaboration. Le Conseil communal de Porrentruy s'est ainsi trouvé en présence d'un règlement régulièrement élaboré et dûment sanctionné par l'autorité supérieure; il avait donc, non seulement le droit, mais encore le devoir de l'appliquer intégralement, et ce n'est que de cette obligation qu'il s'est acquitté en prenant sa décision du 8 août 1901, laquelle ne défendait rien de plus que ce qu'interdisaient déjà les art. 198 et 201 du règlement. Par conséquent, l'on ne peut pas dire que le Conseil communal de Porrentruy a commis un acte illicite dont la défenderesse aurait à répondre.

La demande devant être rejetée déjà pour la raison qui vient d'être indiquée, pas n'est besoin d'examiner la question de savoir si, dans l'hypothèse contraire, c'est-à-dire dans la supposition d'un acte illicite commis par son Conseil communal, la Commune défenderesse aurait pu être recherchée par un procès comme celui-ci, en vertu des art. 50 et suiv. C. O.

Examinée, non plus comme une action basée sur un acte prétendument illicite de la Commune défenderesse ou de ses organes, mais, subsidiairement, au regard de ce principe de droit public, qui veut que l'Etat ne puisse empiéter sur la sphère des droits d'un particulier sans indemniser celui-ci du dommage à lui causé de la sorte, la demande doit être également repoussée. En effet, pour que l'Etat soit tenu, dans ces conditions, au paiement d'une indemnité, il faut que la mesure qui lui est reprochée atteigne un ou quelques individus isolément, et non pas l'ensemble des citoyens; or, en l'espèce, la décision qu'incrimine le demandeur visait, non pas ce dernier personnellement, mais bien tous les bouchers de Porrentruy, qu'elle mettait sur un même pied. En outre, s'il avait fait usage, en temps voulu, du droit de recours qu'il pouvait exercer auprès des autorités compétentes contre les art. 198 et 210 du règlement de police de Porrentruy, dès l'instant

qu'il en jugeait les dispositions inconstitutionnelles, le demandeur aurait évité tout dommage ; il aurait dû, ainsi, dès son arrivée à Porrentruy, en 1899, par mesure de prudence, attaquer, auprès de qui de droit, les dispositions des dits art. 198 et 201, qu'il doit être censé avoir connues déjà à cette époque, bien qu'alors elles n'aient pas été formellement appliquées. En 1901, le demandeur a encore négligé d'user de la voie du recours contre ces dispositions ou contre la décision du Conseil communal destinée à en assurer l'application. Ce n'est qu'en 1903 qu'il s'est adressé au Conseil exécutif, tandis que, s'il l'avait fait à temps, il n'aurait évidemment éprouvé aucun dommage. Si donc il subit un dommage, ce n'est que par sa propre faute, et il ne saurait être admis dans sa demande en dommages-intérêts.

III. Ainsi que cela résulte de l'exposé qui précède, l'instance cantonale n'a tranché la question de savoir s'il existait en l'espèce un acte illicite, que sur la base du droit public cantonal dont l'application échappe au contrôle du Tribunal fédéral. Il doit être admis ainsi, avec l'instance cantonale, que c'est à tort que le recourant reproche à l'intimée, ou à l'un de ses organes, son Conseil communal, d'avoir commis un acte illicite. Et, dès lors, il ne peut naturellement plus être question d'une demande fondée sur les art. 50 et suiv. C. O. La cause, puisqu'elle se trouve ainsi avoir été jugée par l'instance cantonale uniquement en application du droit cantonal, et qu'elle n'appelle aucunement l'application du droit fédéral (celui-ci n'ayant pas à intervenir pour fixer le caractère, licite ou illicite, de la mesure prise par le Conseil communal de Porrentruy, le 8 août 1901), n'est pas de celles prévues à l'art. 56 O.J.F., et le Tribunal fédéral, comme instance de recours en réforme, doit, conséquemment, se déclarer incompétent.

D'ailleurs, à supposer que l'instance cantonale eût retenu, ou eût dû retenir, un acte illicite à la charge du Conseil communal de Porrentruy, c'est, non pas ce dernier, mais bien ses membres personnellement qui, seuls, auraient pu être recherchés en vertu du C. O. Nulle part, en effet, celui-ci ne prévoit qu'une commune puisse être rendue responsable des actes de ses fonctionnaires ou de ses organes, exception faite du cas prévu à l'art. 62, al. 2, C. O. qui évidemment, ne se montre pas en l'espèce. (Voir Hafner, *das schweiz. Obligationenrecht*, 2^e édit., note 4 ad art. 64.)

Quant à la question de savoir si, en l'absence même de toute faute à la charge de ses organes ou de ses fonctionnaires, l'intimée

aurait pu être appelée à réparer le préjudice dont se plaint le recourant, elle n'a été, elle aussi, examinée et tranchée par l'instance cantonale qu'au regard du droit public cantonal. Il n'existe non plus, en la matière, aucunes normes du droit civil fédéral, en sorte qu'il serait impossible au recourant de prétendre ici que l'instance cantonale aurait, en la cause, violé la loi fédérale (art. 57 O. J. F.).

IV. La compétence du Tribunal fédéral faisant défaut en l'espèce, le recours doit être préjudiciellement écarté comme irrecevable.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Il n'est pas entré en matière sur le recours...

(Chambre des poursuites et des faillites.)

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. SOLDATI.

Propriétaire; réquisition d'inventaire; refus de l'Office; meubles sortis des locaux; plainte rejetée comme tardive; recours; prétendu déni de justice; définition du déni de justice; rejet.

Dame Huber.

I. Le déni de justice consiste dans le refus exprès ou tacite d'un Office de statuer sur une affaire, ou de procéder à un acte rentrant dans sa compétence. Dès que l'Office a pris une décision dans une affaire, même en décidant de ne pas procéder, il n'y a pas déni de justice, et la plainte doit être portée dans le délai de dix jours prévu à l'art. 17 L. P.

II. L'Office nanti d'une demande d'inventaire n'a pas à examiner si le droit de rétention, dont on demande la sauvegarde provisoire, existe ou non. Il a, par contre, le droit et le devoir de constater si les conditions extrinsèques auxquelles la loi subordonne l'existence du droit de rétention, existent ou non, et de refuser l'inventaire dans le cas de la négative.

A. Le 13 juin 1907, la recourante, dame Marie Hubert, requit l'Office des poursuites de Genève de procéder à l'inventaire, dans le sens de l'art. 283 L. P., des meubles appartenant à sa locataire, demoiselle Marie Kergren.

Ensuite d'une saisie revendication ordonnée par le Président du Tribunal de Genève, le 1^{er} mars, à la requête de Gottfried Stauffer, et exécutée le 6 mars, malgré la protestation de dame Huber, ces meubles se trouvaient depuis cette dernière date en possession de l'huissier Chauffat.

En égard à cette circonstance, l'Office refusa, le 20 juin 1907, de

procéder à la prise d'inventaire. D'après le dossier, ce refus motivé fut communiqué à dame Huber le 21 juin.

B. Le 20 juillet, dame Huber recourut à l'Antorité de surveillance, concluant à ce que l'Office fût invité à procéder à l'inventaire des meubles se trouvant en possession de l'huissier Chauffat

Elle alléguait que le fait que les meubles qui garnissaient les locaux loués avaient été enlevés ensuite d'une ordonnance de justice, pour être déposés en mains d'un huissier, ne portait pas atteinte à son droit de rétention, lequel avait été expressément réservé par elle au moment de l'enlèvement.

C. Par décision du 20 juillet, l'autorité cantonale écarta le recours comme tardif, le refus de l'Office datant du 21 juin, et le recours n'ayant été présenté que le 20 juillet.

D. C'est contre cette décision que, par acte du 5/6 août 1907, dame Huber a recouru au Tribunal fédéral.

Elle soutient que le refus de l'Office constituait un déni de justice, contre lequel un recours est admissible en tout temps.

Arrêt.

En droit : I. D'après la jurisprudence du Tribunal fédéral, le déni de justice consiste dans le refus exprès ou tacite de l'Office légalement requis, de statuer sur une affaire, ou de procéder à un acte rentrant dans sa compétence. Au contraire, si l'Office déploie son activité, soit en procédant à l'acte requis, soit en décidant de ne pas y procéder, parce qu'il l'estime contraire à la loi, ou non justifié en fait, on se trouve, dans l'un et l'autre cas, en présence d'une mesure prise par l'Office au sujet de la requête qui lui a été présentée, mesure qui peut être légale ou non, mais ne peut plus constituer un refus de prestation de ministère, puisque le ministère peut fonctionner même par un refus. Dans ce cas, le dernier alinéa de l'art. 17 n'est plus applicable, et le recours doit être présenté dans les dix jours. (Voir *Rec. off.* des arrêts du Tribunal fédéral, édit. spéciale, VI, n° 13.)

II. En l'espèce, l'Office des poursuites n'a pas refusé de fonctionner. Il a fonctionné en prenant, le 20 juin 1907, la décision que la prise d'inventaire ne pouvait pas être accordée, parce que les meubles ne se trouvaient plus dans les locaux loués.

La recourante n'ayant pas prétendu, et n'ayant du reste pas pu prétendre, que cette décision ne lui avait pas été communiquée, il ne peut donc être question d'un déni de justice, ou, du moins, pas

d'un déni de justice dans le sens de l'art. 17, al. 3, L. P. (Voir, d'ailleurs, pour ce qui concerne la différence à faire entre un déni de justice dans le sens de la L. P., d'une part, et un déni de justice impliquant une violation de l'art. 4 Const. féd., d'autre part, *Rec. off. des arrêts du Tribunal fédéral*, XXX, 1, page 626.)

Dans ces conditions, le recours interjeté par dame Huber, le 20 juillet 1907, soit un mois après la décision attaquée, devait, en effet, être écarté pour cause de tardiveté.

III. D'ailleurs, ce recours était, en outre, dénué de tout fondement.

L'Office n'a pas à examiner si le droit de rétention, dont on demande la sauvegarde provisoire, existe ou non. Par contre, il a le droit et le devoir de constater si les conditions extrinsèques auxquelles la loi subordonne l'existence du droit de rétention, existent ou non, et de refuser l'inventaire dans le second cas.

En l'espèce, le droit de rétention, dont la protection était demandée, est celui du bailleur, droit qui, d'après la loi, n'existe que sur les meubles qui garnissent les locaux loués, ou qui en ont été emportés violemment ou clandestinement, pas plus de dix jours avant la requête tendant à en obtenir la rétention. Cette condition, à laquelle la loi subordonne l'existence du droit n'était pas remplie en l'espèce, puisque les meubles auraient été enlevés plusieurs mois auparavant.

Toute question de droit matériel restant réservée au juge, l'état des faits existant au moment où la prise d'inventaire a été requise était donc tel que ce droit ne pouvait pas, d'après les apparences extérieures, être envisagé comme existant. C'est ainsi, avec raison, que l'Office a refusé de procéder à la mesure requise.

Par ces motifs, la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral prononce : Le recours est écarté...

AUDIENCE DU 13 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. JÄGER

Immeuble ; vente ; paiement des droits d'enregistrement et de transcription ; demande de restitution de ces droits ; art. 1 loi du 26 octobre 1895 ; refus ; prescription ; art. 161 loi sur les contributions publiques du 9 novembre 1887 ; déboutement ; recours ; prétentions de droit public ; incompétence.

Baud contre Etat de Genève.

Ne doivent être considérées comme « causes civiles », au sens de l'art. 56 Org. jud. féd., que les contestations qui ont pour

objet des prétentions appartenant, de par leur nature juridique, au droit civil (ou privé).

Les contestations, en revanche, qui ont rapport à des prétentions de droit public, demeurent exclues de la compétence du Tribunal fédéral, comme Cour de droit civil (ou comme instance de réforme), quand bien même, aux termes de la législation cantonale, le jugement s'en trouve avoir été remis aux tribunaux ordinaires de l'ordre civil.

A. Par acte reçu Vuagnat, notaire, à Genève, le 21 janvier 1898, Jean-Henri Baud, propriétaire et négociant, en dite ville, a acquis des hoirs Dompmartin, pour le prix de 80,000 francs, l'immeuble situé au dit lieu, rue de Rive n° 12, et consistant en deux corps de bâtiments, avec leurs sols. Cet acte d'acquisition a été enregistré, à Genève, le 24 janvier 1898, l'acquéreur ayant payé le même jour, comme droits d'enregistrement, décimes compris, la somme de 3542 fr. 40. Le 29 janvier 1898, le même acte fut transcrit au bureau des hypothèques, et le Conservateur des hypothèques délivra à l'acquéreur quittance d'une somme de 856 fr. 55, « pour droit et salaire ».

B. La loi genevoise, du 26 octobre 1895, ayant pour titre : « loi exemptant des droits d'enregistrement et de transcription les ventes spécialement faites en vue de substituer des constructions neuves à d'anciennes constructions dans la ville de Genève », dispose, en son article premier (al. 1), ce qui suit : « Les sommes perçues, à l'avenir, pour droits d'enregistrement et de transcription sur les ventes d'immeubles seront restituées sans intérêts aux propriétaires de ces immeubles ou à leurs ayants droit, s'ils fournissent la preuve qu'ils en ont démoli les anciennes constructions dans le délai de cinq ans depuis le paiement de ces droits ».

C. Par requête du 12 juin 1906, adressée au Département des Finances et des Contributions, Baud soutient se trouver en droit d'invoquer l'article premier de la loi du 26 octobre 1895, ayant, prétendait-il, dans le délai de cinq ans dès son acquisition (ou dès le paiement des droits d'enregistrement et de transcription), démoli, pour les remplacer par de nouvelles constructions, les bâtiments qui faisaient partie de l'immeuble acheté par lui, suivant acte Vuagnat du 22 janvier 1898. Le requérant réclamait, en conséquence, de l'Etat, la restitution de la somme de 4200 francs, à laquelle se montaient, disait-il, les droits d'enregistrement et de transcription payés par lui les 24 et 29 janvier 1898.

Cette requête fut écartée par le Département, selon décision du 9 juillet 1906.

Le recours exercé contre cette décision par Baud, auprès du Conseil d'Etat, fut, à son tour, déclaré mal fondé, par arrêté de cette dernière autorité, en date du 27 juillet 1906, arrêté basé, en résumé, d'une part, et principalement, sur ce que le recourant n'avait pas fait la preuve que la démolition des bâtiments en question serait bien intervenue dans le délai légal (de cinq ans), et sur ce que, au contraire, ces bâtiments devaient, en réalité, ne pas avoir fait l'objet d'une démolition proprement dite, mais avoir été simplement réparés et transformés, et, d'autre part, et subsidiairement, sur ce que l'action en restitution projetée par le recourant était, dans tous les cas, prescrite pour n'avoir pas été ouverte dans le délai de deux ans prévu à l'art. 166 de la loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887, que ce délai de deux ans fût compté dès la démolition (à supposer celle-ci établie) ou dès l'expiration du délai de cinq ans de l'article premier de la loi de 1895.

D. C'est à la suite de ces faits que, par exploit du 27 septembre 1906, Baud a ouvert action devant le Tribunal de première instance du canton de Genève contre l'Etat de Genève, en concluant à ce que celui-ci fût condamné à lui payer, avec les intérêts de droit, et sous suite de tous dépens, la somme de 4200 francs, à titre de restitution de droits d'enregistrement et de transcription. Ultérieurement, il conclut à ce que, subsidiairement, le Tribunal l'acheminât à rapporter la preuve qu'il avait bien, effectivement, démoli les deux anciens bâtiments acquis par lui le 22 janvier 1898, pour les remplacer par de nouvelles constructions, dans le délai de cinq ans prévu par la loi du 22 octobre 1895.

L'Etat de Genève persista à opposer à la réclamation du demandeur les deux moyens qui avaient servi déjà à motiver l'arrêté du Conseil d'Etat du 27 juillet 1906, et conclut, en conséquence, à ce que la demande fût écartée, tant comme irrecevable (pour cause de prescription), que comme mal fondée.

E. Par jugement du 26 mars 1907, le Tribunal de première instance repoussa l'exception de prescription soulevée par la partie défenderesse, mais, au fond, débouta le demandeur de ses conclusions, tant principales que subsidiaires, et le condamna aux frais et dépens...

F. Baud ayant appelé de ce jugement, et l'Etat de Genève ayant,

devant la seconde instance, repris ses moyens et conclusions de première instance, en particulier son exception de prescription, la Cour de Justice civile de Genève, par arrêt du 13 juillet 1907¹, a déclaré l'appel recevable en la forme; admis l'exception de prescription soulevée par l'intimé; confirmé, en conséquence, en son dispositif, le jugement dont appel, et condamné l'appelant aux dépens d'appel.

Cet arrêt se fonde, en résumé, sur les considérations ci-après :

.....
G. Band a recours.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. Aux termes de l'art. 71, al. 1 et 2, O. J. F., le Tribunal fédéral doit, préalablement à toute chose, examiner la question de savoir si le recours n'apparaît pas de prime abord comme irrecevable.

II. Ainsi que le Tribunal fédéral l'a reconnu, à maintes reprises déjà, ne doivent être considérées comme « causes civiles », au sens de l'art. 56 O. J. F., que les contestations qui ont pour objet des prétentions appartenant, de par leur nature juridique, au droit civil (ou privé); et les contestations, en revanche, qui ont rapport à des prétentions de droit public, demeurent exclues de la compétence du Tribunal fédéral comme Cour de droit civil (ou comme instance de réforme), quand bien même, aux termes de la législation cantonale, le jugement s'en trouve avoir été remis aux tribunaux ordinaires de l'ordre civil. Il est donc indifférent, en l'espèce, dans la question de savoir quel est, en réalité, le caractère de l'action exercée par le recourant contre l'Etat de Genève, que la demande ait pu être portée devant les tribunaux genevois, et jugée par eux (voir, notamment, l'arrêt du Tribunal fédéral, du 3 février 1888, en la cause Caisse de rentes suisse c. Zurich, *Rec. off.*, XIV, n° 22, consid. 2, page 140).

III. Le rapport de droit, en vertu duquel l'Etat de Genève a, en son temps, perçu, comme un impôt indirect, les droits d'enregistrement et de transcription, dont le recourant réclame aujourd'hui la restitution, découlait incontestablement du droit public, et non du droit privé; or, comme la réclamation actuelle du recourant se fonde uniquement sur ce que, par l'effet de la réalisation d'une condition prévue par la législation fiscale (soit par l'article premier

¹ Voir page 608 de ce volume.

de la loi du 26 octobre 1895), le droit de l'Etat à percevoir ou conserver la contribution dont s'agit aurait cessé ou serait tombé, cette réclamation se caractérise, elle aussi, comme une prétention de droit public. (Voir l'arrêt susrappelé, *loc. cit.*, considérant 4, page 141 ; ou la traduction, en résumé, dans *la Revue Judiciaire* 1888, p. 330, ou dans *le Journal des Tribunaux*, 1888, page 144.) La cause, conséquemment, n'est pas de celles à l'égard desquelles, à teneur de l'art. 56 O. J. F., le recours en réforme est recevable. Le recours doit donc être préjudiciellement écarté pour cause d'incompétence du Tribunal fédéral.

L'on peut remarquer, d'ailleurs, que la présente action n'a aucunement le caractère d'une véritable *condictio indebiti, sine causa*, ou *causa data causa non secuta*, au sens des art. 70 et suiv. C.O. ; en particulier, il est inexact de prétendre, ainsi que l'a fait le recourant, que, ce dont celui-ci réclame la restitution, ce serait d'une somme que l'Etat aurait reçue en vertu d'une cause qui aurait cessé d'exister, car cette cause, en vertu de laquelle l'Etat de Genève a perçu la somme de 4200 francs, qui lui est aujourd'hui réclamée, c'est le transfert d'immeuble qui a eu lieu suivant acte du 22 janvier 1898, et cette cause n'a jamais cessé d'exister. L'action en restitution, ouverte par le recourant contre l'Etat de Genève, repose bien plutôt sur une disposition spéciale du droit public genevois, soit sur l'article premier de la loi du 26 octobre 1895 qui, dans le but de favoriser le développement de la ville de Genève, prévoyait que, dans le cas de démolition d'un bâtiment, dans les cinq ans dès son acquisition, ou, plus exactement, dès le paiement des droits d'enregistrement et de transcription, ces droits feraient retour au propriétaire, lequel, par cet appât, devait être poussé à faire disparaître les vieilles constructions comprises dans son acquisition, pour les remplacer par de nouvelles, plus hygiéniques, ou mieux en rapport avec les exigences de l'esthétique moderne.

Pour de telles actions, dont le fondement ne peut être fourni que par les dispositions du droit public, c'est naturellement aussi ce dernier droit qui, seul, peut déterminer les délais de prescription (ou mieux de forclusion). C'est donc à tort que le recourant reproche à l'instance cantonale de n'avoir, sur ce point relatif à l'exception de prescription opposée à la demande par l'intimé, pas fait application des dispositions du C. O.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce: Il n'est pas entré en matière sur le recours...

COUR DE JUSTICE CIV

AUDIENCE DU 12 OCTOBRE 1906

Présidence de M. GRAS.

Automobile ; accident causé à un passant ; action
tre ; admission appel ; 1^{re} faute du chauffeur ;
cantonal sur la circulation, etc. ; 2^{re} faute du m
sabilité d'icelui ; art. 50, 63 C. O. ; 3^{re} réducti

Gardy contre Ryser.

*En laissant son chauffeur, même expérim
vitesse antiréglementaire et dangereuse, le
mobile, qui se trouve dans sa voiture, omet
des précautions de nature à empêcher un
une faute personnelle. Sa responsabilité e
vertu des art. 50 et 64 C. O.*

Le 2 octobre 1906, vers sept heures et qua
sant le boulevard James Fuzy, de la rue Vo
du-Temple, dame Ryser, lingère, fut attei
n° 8869, appartenant à Georges Gardy, in
celui-ci se trouvait, mais qui était conduit
Viotti. Relevée avec des blessures, elle fut tr
macie Regard ; de là, Gardy la reconduisit,
domicile, où il lui envoya un médecin, dont
honoraires, ainsi que les frais de pharmacie.

Par exploit du 15 novembre, dame Ryser e
Gardy en paiement de 500 francs pour le p
par cet accident.

Gardy a méconnu ne rien devoir, soutenan
les précautions exigées par la loi, ayant une
et un chauffeur expérimenté ; il a ajouté q
frais de médecin et de pharmacie, c'était p
et sans avoir en rien reconnu sa responsabili

Par un premier jugement, du 25 février 1907
dame Ryser hors de cause, estimant que l'a
introduite que par son mari, comme chef c
acheminé les parties à la preuve par elles off

Après les enquêtes, par jugement du 20 r
a condamné Gardy à 300 francs de domm
Ryser.

Le Tribunal a admis que l'accident était dû
qui, en dépassant à droite un tramway arrêté
précautions voulues pour parer à tout accide

Gardy, il a estimé que celui-ci, se trouvant dans sa voiture, pouvait facilement empêcher l'imprudence de son chauffeur, d'autant plus que sa qualité d'automobiliste expérimenté lui permettait d'apprécier la portée de cette imprudence et d'en prévoir les conséquences.

Pour l'évaluation du préjudice, le Tribunal a pris en considération le fait que dame Ryser a subi une incapacité de travail d'un mois au moins, et a dû constituer avocat.

Gardy a appelé de ce jugement ; il demande sa réforme et le déboutement de Ryser ; il reprend ses moyens de première instance.

Ryser a formé appel incident ; il demande la confirmation du jugement, en principe, et l'élévation de l'indemnité à la somme par lui réclamée.

Les questions soumises à la Cour par ces conclusions sont les suivantes :

1. L'accident survenu à dame Ryser est-il dû à la faute de Viotti, employé de Gardy ?

2. Gardy fait-il la justification, exigée par l'art. 62 C. O., pour le libérer de toute responsabilité, ou a-t-il commis une faute personnelle ?

3. Si Gardy doit une indemnité à Ryser, quel doit être le montant de celle-ci ?

4. *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Il résulte de la procédure pénale n° 2517, de 1906, et des enquêtes, que l'accident est bien dû à la faute de Viotti. En premier lieu, il est constant qu'il marchait à une vitesse supérieure à celle de dix kilomètres à l'heure imposée par l'art. 9, § 2, du Concordat intercantonal sur la circulation des automobiles et cycles dans la traversée des villes.

En second lieu, Viotti a dépassé un tramway à droite, et non à gauche, comme l'ordonne l'art. 11 du même concordat ; à supposer que lorsque le tramway s'est arrêté, Viotti n'eût plus le temps de passer derrière pour prendre la gauche, il eût dû s'arrêter ou, tout au moins, ralentir tout à fait sa marche, en s'approchant du tram arrêté, d'où descendaient des voyageurs, et qui masquait sa voiture aux personnes traversant la rue.

Sur la deuxième question :

Il n'a pas été contesté que Viotti fût un chauffeur autorisé et ex-

périmenté, ni que l'automobile de Gardy fût en bon état ; celui-ci n'a donc pas commis de faute en laissant circuler dans la ville cette voiture conduite par ce chauffeur ; mais, lors de l'accident arrivé à dame Ryser, Gardy était présent, dans l'intérieur de la voiture, d'après ses dires et ceux de Viotti, sur le devant, à côté du chauffeur, d'après la déposition du témoin Rittener ; en admettant même qu'il n'ait pas vu à temps la faute que commettait Viotti en dépassant le tram, comme il l'a fait, il n'a pas pu ne pas se rendre compte, étant lui-même un automobiliste expérimenté, que son chauffeur marchait à une vitesse antiréglementaire et dangereuse, étant donnée la fréquentation des rues à cette heure. En laissant son chauffeur commettre cette contravention et cette imprudence, Gardy a omis de prendre une des précautions de nature à empêcher un accident ; il a même commis une faute personnelle. Sa responsabilité est donc engagée en vertu des art. 62 et 50 C. O.

On peut ajouter que Gardy paraît avoir bien admis qu'il était tenu d'indemniser la victime, puisqu'il a déclaré devant M. le Juge d'instruction, le 9 octobre 1906, « qu'il avait pris les frais à sa charge ».

Sur la troisième question :

A teneur de l'art. 53 C. O., dame Ryser a droit au remboursement des frais et aux dommages-intérêts résultant de l'incapacité de travail. Les frais de médecin et de pharmacien ont été payés par Gardy.

Il est établi que dame Ryser a subi une incapacité de travail complète de vingt-sept jours, et partielle de dix jours environ ; mais elle ne donne aucun renseignement sur ses occupations habituelles et sur les conséquences financières qu'a eues, pour elle, cette incapacité.

En admettant qu'elle ait été privée d'un gain d'environ 3 francs par jour, et en tenant compte de ce que la résistance de Gardy l'a contrainte à plaider, il paraît juste d'évaluer à 200 francs, plus tous les dépens de l'instance, la somme à laquelle a droit dame Ryser.

Sur la quatrième question :

Vu les art. 106 et 363 pr. civ.

Par ces motifs, la Cour reçoit, à la forme...

Au fond, confirme, en réduisant à 200 francs...

AUDIENCE DU 12 OCTOBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Contrat ; engagement pris au nom d'une société n'existant plus ; responsabilité de celui qui a pris l'engagement.

Muller contre Société Haassenstein et Vogler.

Celui qui agit, lors de la signature d'un contrat, comme directeur d'une société qui n'existe plus, ou prend un engagement personnel, ou commet un acte illicite dont il doit réparation. Dans les deux cas sa responsabilité se trouve donc engagée.

Le 8 mars 1907, la Société anonyme de l'agence de publicité Haassenstein et Vogler, à La Chaux-de-Fonds, a assigné Léopold Muller, à Genève, en paiement de la somme de 96 francs, pour une note de publicité. A l'appui de ses conclusions, la société demanderesse a produit un bulletin de commande du 28 juin 1906, signé par Muller, en sa qualité de directeur de l'Hôtel de Paris.

Muller a répondu qu'il avait signé en sa qualité de directeur de la Société de l'Hôtel de Paris, qu'il n'était plus directeur, et que c'était la Société de l'Hôtel de Paris qui devait être actionnée.

Par jugement du 10 juin 1907, le Tribunal de première instance a adjugé à la société demanderesse ses conclusions introductives d'instance, pour les motifs suivants : il est constant qu'au moment où Muller s'est engagé, la Société de l'Hôtel de Paris était dissoute. Dès lors, ou Muller a pris un engagement personnel, ou il a usé de dol et engagé ainsi sa propre responsabilité.

Muller a appelé de ce jugement, bien que rendu en dernier ressort. Il n'indique, ni dans son exploit, ni dans son mémoire d'appel, la disposition de loi que les premiers juges auraient violée.

L'appel doit donc être déclaré irrecevable pour ce motif déjà (art. 339, 3^e, pr. civ.).

Au surplus, c'est avec raison que le Tribunal a condamné Muller personnellement. Celui-ci a agi, lors de la signature du contrat, comme directeur d'une société qui n'existait plus. Il n'a pas agi comme liquidateur de ladite société, et du reste, même dans ce cas, la société n'eût pu être engagée par Muller seul, puisqu'il résulte de l'inscription au Registre du commerce, du 16 juin 1906, que les liquidateurs doivent signer collectivement pour engager la société.

Dès lors, ainsi que l'a admis avec raison le Tribunal, ou Muller a pris un engagement personnel, ou il a commis un acte illicite dont il doit réparation.

Par ces motifs, et vu les art. 338, 106, 363 et 501, § 4, pr. civ., la Cour déclare non recevable l'appel, condamne l'appelant...

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne ou son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Ribière c. Schmiedt: ouvrier; accident; action en dommages-intérêts; loi du 25 juin 1881; déboutement; recours; 1^o conditions d'application de la loi; 2^o preuve des conséquences de l'accident non rapportée; soins donnés par un rebouteur empêchant l'administration de cette preuve; confirmation; rejet du recours. — (*Chambre des poursuites et des faillites*). Barbezat: poursuite immobilière; adjudication; recours contre celle-ci; admission; annulation. — *Cour de justice civile.* Jaggi c. dame Pernin: poursuites; paiement; action en restitution; art. 86 L. P.; dette contractée par la femme; cautionnement du mari sans autorisation; loi du 18 août 1886; admission: appel; engagement pris en faveur du mari; défaut de l'autorisation de deux conseillers; offre de preuve rejetée; confirmation. — *Ville et Etat de Genève c. Perrin:* immeuble; expropriation pour cause d'utilité publique; sommation aux propriétaires d'avoir à évacuer les lieux; art. 237 de la loi du 15 juin 1895; consignation de l'indemnité en litige; résistance à la demande d'évacuation; indemnité non perçue; violation de l'art. 6 Const. gen.; déboutement des opposants; appel d'eux; 1^o pouvoirs d'appréciation des tribunaux ordinaires sur la constitutionnalité d'une loi; 2^o historique des lois genevoises sur l'expropriation; droits des expropriés d'exiger le paiement de l'indemnité avant toute dépossession; art. 219 *leg. civ.* et 6 Const. gen. réforme.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 26 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Ouvrier; accident; action en dommages-intérêts; loi du 25 juin 1881; déboutement; recours; 1^o conditions d'application de la loi; 2^o preuve des conséquences de l'accident non rapportée; soins donnés par un rebouteur empêchant l'administration de cette preuve; confirmation; rejet du recours.

Ribière contre Schmiedt.

Aux termes de la loi du 25 juin 1881, le patron, alors même qu'aucune faute ne peut être établie à sa charge, est responsable du dommage causé à un ouvrier tué ou blessé dans les locaux de la fabrique et par son exploitation: l'ouvrier qui se réclame de cette responsabilité doit donc établir la réalité de l'accident, le rapport de causalité entre l'accident et ses lésions, le préjudice subi à la suite de celles-ci.

Charles Schmiedt exploite un atelier de constructions en fer, aux Grands-Acacias, Plainpalais (Genève); il occupait depuis plusieurs années, en qualité d'ouvrier, le recourant, Joseph-Marie Ribière, serrurier. Ce dernier prétend avoir été victime d'un accident dans l'atelier de Schmiedt, alors qu'il travaillait pour le compte de celui-ci, le 18 juin 1906. Il appert de la déposition du témoin Barat, qui se trouvait à côté de Ribière le 18 juin, qu'une plaque de tôle, du poids d'environ 21 kg., qui débordait des chevalets sur lesquels elle se trouvait, a glissé, et est arrivée sur Ribière, lequel essaya de la retenir, mais sans y réussir. Au dire de Barat, ainsi que d'autres témoins, une légère enflure de la main gauche de Ribière fut constatée immédiatement après.

Par exploit introductif d'instance, du 23 août 1907, Ribière ouvrit à C. Schmiedt, devant le Tribunal de première instance de Genève, et en se fondant sur les dispositions de la législation fédérale en matière de responsabilité civile des fabricants, une action concluant à ce qu'il plaise au dit tribunal condamner le défendeur à lui payer, avec intérêt de droit et tous les dépens: 1° la somme de 280 francs; 2° celle de 5 francs par jour utile, jusqu'au jour de sa guérison complète, à dater de ladite assignation, sommes dues au demandeur par le défendeur comme indemnité pour l'accident dont le demandeur a été victime le 18 juin 1906; subsidiairement, Ribière concluait à la désignation d'un ou trois experts, aux fins de voir et examiner le demandeur, et de dire s'il est incapable de travailler, et quelle sera encore la durée probable de cette incapacité de travail.

Par jugement du 28 janvier 1907, le Tribunal de première instance a débouté Ribière de toutes ses conclusions, tant principales que subsidiaires, et l'a condamné aux dépens.

Ensuite d'appel de Ribière, la Cour de Justice civile de Genève, par arrêt du 22 juin 1907, a confirmé la sentence des premiers juges, et condamné l'appelant aux dépens. Devant cette Cour, Ribière avait déclaré renoncer à sa demande indéterminée formulée en première instance, et réclamer une indemnité de *trois mille francs*, avec intérêts de droit et dépens; subsidiairement, il réquerait la réaudition des témoins entendus en première instance et une expertise médicale.

Cet arrêt se fonde, en substance, sur les motifs ci-après:

Rivière a recouru.

(Abrégé.)

Arrêt.

En droit : I. Aux termes de la loi fédérale du 25 juin 1881, sur la responsabilité civile des fabricants, dont le défendeur Schmiedt ne conteste point l'applicabilité à l'espèce, le patron, alors même qu'aucune faute ne peut être établie à sa charge, est responsable du dommage causé à un ouvrier, tué ou blessé, dans les locaux de la fabrique et par son exploitation. Il suit de là qu'il incombe à l'ouvrier d'établir la réalité de l'accident, ainsi que le rapport de causalité existant entre ledit accident et les lésions dont il se plaint, lesquelles seraient la cause du préjudice par lui souffert.

II. En ce qui concerne le fait même de l'accident, que les instances cantonales paraissent considérer comme douteux, il convient de l'admettre, vu les témoignages intervenus de la part de A. Barat, — lequel a constaté que la plaque de tôle en question a atteint Ribière à la main, — et des témoins B. Gianotti et L. Pellegrin, qui ont, ainsi que Barat lui-même, remarqué que la main du demandeur avait enflé immédiatement après avoir subi le choc de la plaque qu'il venait de retourner.

III. En revanche, l'on ne peut, dans les circonstances de la cause, reconnaître que le demandeur ait rapporté la preuve que l'affection dont il se plaint ait été la conséquence des faits qui se sont passés dans l'atelier de son patron, Schmiedt, le 18 juin 1907, et, en révoquant en doute l'existence de ce rapport de cause à effet, l'arrêt attaqué ne s'est point mis en contradiction avec les pièces de la cause.

En effet, l'enflure légère de la main gauche du demandeur, constatée par les témoins susmentionnés immédiatement après l'accident, paraît avoir été tout à fait passagère; le témoin Pinaud, contremaître de Schmiedt, auprès duquel Ribière s'était rendu le lendemain, 19 juin, pour signaler la lésion qu'il aurait soufferte, n'a remarqué aucune enflure, et le docteur Patry, qui a examiné le demandeur le 19 juin 1906 également, a déclaré, lors de son audition comme témoin, n'avoir constaté alors aucune trace apparente de traumatisme chez Ribière, ni plus tard, lorsqu'il fut appelé, à plusieurs reprises à voir encore ce dernier; cet homme de l'art n'a d'ailleurs constaté aucune luxation du nerf cubital. En revanche, le docteur Favre, sous date du 29 juin 1906, a reconnu chez Ribière l'existence de symptômes de traumatisme, mais sans lésion proprement dite, ni dépérissement aucun du nerf. Le docteur Favre a alors adressé le demandeur au docteur Patry, médecin de

l'assurance ; mais Ribière, au lieu de suivre ce conseil, se fit soigner, du 4 au 28 juillet 1906, par le rebouteur Paccard, lequel, ainsi que cela résulte de la déclaration de celui-ci, du 12 septembre suivant, et de l'aveu contenu dans le mémoire à l'appui du recours, le traita pour une subluxation radiale, soit un écartement d'os au coude gauche. Le docteur Veyrassat, sans constater la tuméfaction signalée par le docteur Favre, considère par contre comme probable que le nerf cubital a subi un déplacement, avec luxation. Enfin, les docteurs Maillart et Machard, sur la demande de l'Assurance mutuelle genevoise contre les accidents, ont examiné Ribière, sous date du 13 juillet 1906, et leur rapport, que les instances cantonales ont jugé décisif, aboutit, en substance, aux conclusions ci-après : Vu le manque absolu de signes objectifs, il est impossible de vérifier les dires de Ribière ; les symptômes constatés ne permettent pas de conclure à une affection du nerf cubital ; l'hypothèse, émise par le docteur Veyrassat, d'un déplacement ou d'une luxation du nerf cubital, paraît impossible, étant donné la manière dont s'est produit le traumatisme, d'après la description détaillée de Ribière lui-même, laquelle doit faire écarter également l'hypothèse d'une elongation ou de l'arrachement du nerf. On ne voit même pas comment ce traumatisme aurait pu provoquer une névrite, et il serait possible, si celle-ci existe vraiment, qu'elle soit due à des manipulations intempestives postérieures à l'accident, Ribière ayant affirmé au docteur Patry avoir consulté un rhabilleur, ce qu'il a nié devant nous. On ne peut, dès lors, se fier entièrement aux assertions de Ribière ; si celui-ci est vraiment atteint de troubles moteurs du membre supérieur gauche, il est impossible de dire s'ils sont objectifs ou de nature purement névropathique. Enfin, la manière dont s'est produit le traumatisme et sa bénignité première doivent faire penser que, s'il y a maladie réelle, elle peut être due à des manipulations ou à des manœuvres postérieures à l'accident.

IV. Le recourant avait, à la vérité, requis une nouvelle expertise dans le but de faire constater le rapport de causalité entre l'accident et les lésions dont se plaint ledit demandeur. Les instances cantonales, toutefois, estimant suffisants les résultats de l'examen du sieur Ribière par les docteurs Maillart et Machard, n'ont pas cru devoir accéder à cette demande. Bien que cette décision puisse paraître regrettable, attendu qu'une nouvelle expertise eût pu peut-être jeter plus de lumière sur l'existence du rapport de causa-

lité susmentionné entre l'accident survenu et les lésions dont se plaint la victime, il faut reconnaître qu'en mettant à la base de leur jugement le rapport circonstancié et les conclusions des docteurs Maillart et Machard, les instances cantonales se sont mues dans la sphère de leur libre appréciation des preuves intervenues en la cause, et l'importance qu'elles ont attribuée à ce document peut d'autant mieux être comprise que, d'une part, celui-ci émane de praticiens dont la compétence n'a fait l'objet d'aucune critique, et que, d'autre part, il est plus que douteux qu'actuellement, soit plus de quinze mois après l'accident, les résultats d'un nouvel examen du demandeur puissent être de nature à infirmer ceux consignés dans une expertise intervenue à peu d'intervalle des faits prétendus dommageables.

V. En outre, il convient d'insister sur le fait que le rebouteur Paccard, alors qu'il a eu en traitement le demandeur, dès le 4 au 28 juillet 1906, l'a soigné pour une affection (écartement des os) dont les médecins qui ont traité Ribière ne font aucune mention, et que le rapport des docteurs Maillart et Machard laisse entendre qu'il est fort possible, sinon probable, que les lésions dont la présence pourrait être signalée au bras gauche du demandeur devraient être attribuées à des manipulations intempestives, postérieures à l'accident. Si, dès lors, la Cour cantonale a estimé que cette circonstance a rendu impossible toute *appréciation certaine* sur la cause de l'affection dont se plaint Ribière, l'on ne saurait soutenir que cette manière de voir soit erronée. Au contraire, il y a lieu de reconnaître que, dans ces conditions, l'existence du rapport de cause à effet entre les faits survenus le 18 juin 1906, dans l'atelier Schmiedt, et les prétendues lésions causées au demandeur, n'est pas établie, et que c'est donc à bon droit que l'arrêt attaqué a repoussé la demande d'indemnité formulée par sieur Ribière.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est écarté, et l'arrêt rendu entre parties par la Cour de Justice civile de Genève, le 22 juin 1907, est maintenu tant au fond que sur les dépens...

(Chambre des poursuites et des faillites.)

AUDIENCE DU 30 AVRIL 1907.

Présidence de M. SOLDATI.

Poursuite immobilière; adjudication; recours contre-celle-ci; admission; annulation.

Barbezat.

I. En matière de poursuite, un immeuble ne peut être adjugé à un prix inférieur au prix d'estimation, alors que l'avis de vente ne mentionne pas le fait qu'il s'agit d'une seconde enchère.

II. La réalisation d'un immeuble peut-elle être suspendue jusqu'à la liquidation d'un procès qui l'intéresse? (Non résolu.)

III. Après un intervalle de plusieurs années écoulées depuis une première vente, il y a en tout cas lieu de procéder à une nouvelle première enchère, soit à une enchère où les offres seules qui atteignent le prix d'estimation seront prises en considération.

Où le juge délégué en son rapport ;

Vu le dossier de la cause ;

Vu l'exposé des fiats qui figure en tête de l'arrêt du Tribunal fédéral (Chambre des poursuites et des faillites), du 11 décembre 1906;¹

Vu ledit arrêt du Tribunal fédéral, par lequel la cause avait été renvoyée à l'Autorité cantonale de surveillance, pour être jugée au fond ;

Vu la décision suivante, rendue le 8 mars 1907, par l'Autorité cantonale de surveillance :

« Le recours de la Banque populaire suisse est admis.

« L'adjudication du 15 août 1906 est annulée à l'égard de tous les intéressés.

« L'Office des faillites est invité à procéder, conformément à la loi, à la réalisation de l'immeuble dont s'agit dépendant de la faillite Borret » ;

Vu le recours du 18/19 mars 1907, par lequel Barbezat conclut à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral :

« Réformer la décision de l'Autorité cantonale de surveillance, du 8 mars 1907, et, statuant à nouveau :

« Repousser la plainte et le recours de la Banque populaire suisse, et la débouter de toutes ses conclusions. »

Arrêt.

En droit : I. L'Autorité cantonale a annulé l'adjudication de l'immeuble Borret, (opérée le 15 août 1906, en faveur de Barbezat, à un prix inférieur au prix d'estimation), parce que l'avis de vente, notifié à la Banque populaire suisse, en sa qualité de créancière hypothécaire, ne mentionnait pas qu'il s'agissait d'une seconde enchère, dans le sens de l'art. 258 L. P. ; or, selon l'opinion de l'Au-

¹ Voir page 101, de ce volume.

torité cantonale, il n'est pas admissible qu'un
jugé à un prix inférieur au prix d'estimation, et
vente ne mentionne pas le fait qu'il s'agit d'une

Cette argumentation de l'Autorité cantonale

L'irrégularité de l'avis de vente adressé à la
suisse, le 9 juillet 1906, a déjà été constatée par
dans son arrêt du 11 décembre 1906, et fut précé
renvoi de la cause à l'instance cantonale. Or, il
pareille irrégularité dans la publication de l'en
être invoquée par un créancier hypothécaire qu
par l'avis de vente, s'est vu frustré de l'occasion
loi de sauvegarder ses intérêts. Dans un cas p
hypothécaire doit donc pouvoir exiger qu'il s
nouvelle vente.

II. Mais, il n'y a pas seulement l'avis de vente
lier ; le fait de procéder à une seconde enchère
après la première, constitue, à lui seul déjà,
loi, vu qu'aux termes de l'art. 258, al. 3, la
avoir lieu « dans les deux mois après la premiè

Il n'est pas nécessaire de trancher, à l'occas
cours, la question de savoir si, dans certains
d'un immeuble peut néanmoins être suspendue
tion d'un procès qui l'intéresse. Ce qui est i
qu'après un intervalle de plusieurs années, i
lieu de procéder à une nouvelle *première* encl
une enchère où les offres seules qui atteignent le
sont prises en considération.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, Chambre
des faillites, prononce : Le recours est écarté...

COUR DE JUSTICE CIVIL

AUDIENCE DU 5 OCTOBRE 190

Présidence de M. GRAZ.

Poursuites; paiement; action en restitution; art.
tractée par la femme; cautionnement du mari au
du 18 août 1886; admission; appel; engagement
mari; défaut de l'autorisation de deux conseils
rejetée; confirmation.

Jaggi contre dame Pernin.

Les dispositions de l'art. 1468 du Code civil, r
ciation de la femme à la communauté dans cer

ne visant pas la femme séparée de biens, s'appliquent a fortiori a cette dernière.

Jaggi, camionneur, à Genève, a exercé contre dame Pernin, divorcée Brun, une poursuite en paiement du montant d'une reconnaissance du 9 décembre 1890, aux termes de laquelle sieur et dame Brun-Pernin s'obligent solidairement à lui rembourser une somme de 1200 francs par acomptes semestriels de 50 francs chacun.

Par le fait de son absence de Genève, dame Pernin n'a pu faire opposition à la poursuite; elle a été contrainte d'en payer les causes en capital, intérêts et frais.

Par exploit du 18 avril 1906, elle a assigné Jaggi en restitution des sommes qu'elle lui a payées; elle a basé sa demande sur l'art. 86 L. P.

Elle a soutenu qu'elle rapportait la preuve que la somme répétée n'était pas due, la reconnaissance qu'elle a signée étant nulle, comme constituant un cautionnement donné par elle, en faveur de son mari, sans l'autorisation prescrite par la loi du 18 août 1886.

Par jugement du 20 décembre 1906, le Tribunal a condamné Jaggi à restituer à la demanderesse la somme de 2232 fr. 35 versée par elle à l'Office, le 15 mars 1906, et condamné Jaggi aux dépens.

Les motifs de ce jugement sont les suivants :

Il est constant que cette somme a été versée à la suite d'une poursuite réglée sans opposition, dame Pernin ayant vainement cherché à se faire mettre au bénéfice d'une opposition tardive.

Dans ces circonstances, dame Pernin n'a, aux termes de l'art. 86 L. P., d'autre preuve à rapporter que celle que la somme qu'elle a payée n'était pas due par elle.

A cet égard, il est constant que dame Pernin s'était, en 1890, solidairement engagée avec son mari à rembourser à Jaggi une somme de 1200 francs, due par Brun, soit par la communauté pouvant exister entre les époux.

Que cet engagement a été pris par la demanderesse, alors dame Brun, sans avoir été autorisée par les deux conseillers prévus par la loi du 18 août 1886, alors en vigueur.

Que les époux Brun-Pernin, séparés de biens par jugement du 20 octobre 1888, ont été déclarés divorcés par jugement du 15 décembre 1897.

Dame Pernin excipe de la nullité de son engagement.

La loi de 1886 frappant de nullité les engagements pris par la

femme, en faveur de son mari, sans l'autorisation de deux conseillers, le premier point à examiner est celui de savoir si la demanderesse ne s'engageait point, en partie au moins, pour une dette personnelle.

Il est constant qu'avant la séparation de biens, du 20 octobre 1888, les époux Pernin étaient mariés sous le régime de la communauté, et que la dette de sieur Brun vis-à-vis de Jaggi était primitivement une dette de la communauté.

Le défendeur soutient que dame Pernin, n'ayant jamais expressément renoncé à ladite communauté, et en ayant même gardé l'actif après le prononcé de la séparation de biens, était tenue personnellement de la dette que ladite communauté avait vis-à-vis de lui.

Ce système ne peut être admis.

Aux termes de l'art. 1463 C. civ., la femme divorcée ou séparée de corps qui n'a point, dans les trois mois et quarante jours après le divorce ou la séparation définitivement prononcée, accepté la communauté, est censée y avoir renoncé. Or, la doctrine et la jurisprudence ont étendu à la séparation de biens, prononcée par jugement, le bénéfice de l'art. 1463, et la femme non acceptante doit être réputée renonçante, à moins qu'elle n'ait fait un acte permettant de déduire sa volonté d'accepter la communauté.

Le fait de s'emparer de l'actif de la communauté serait indiscutablement un tel acte ; mais, c'est à celui qui se prévaut d'une prétendue acceptation de fait d'en rapporter la preuve, et le défendeur ne fait, à cet égard, aucune justification ou offre de justification.

Il en résulte que dame Pernin doit être réputée avoir renoncé à la communauté, et ce dès l'expiration du délai de trois mois et quarante jours, à dater du jugement de séparation de biens, soit longtemps avant l'engagement de 1890.

La dette Jaggi ne provenant point originairement du chef de dame Pernin, et cette dernière ne s'étant, avant l'expiration du susdit délai, point engagée conjointement avec son mari, à concurrence de ladite dette, il est indiscutable que la demanderesse était, en 1890, déchargée de toute contribution aux charges de la communauté (art. 1494 C. civ.).

Il en résulte qu'en s'engageant, en 1890, à rembourser à Jaggi le solde d'une dette, soit de son mari, soit de l'ancienne communauté, dame Pernin s'est engagée en faveur de son mari, ce qu'elle ne pouvait faire valablement sans observer les formalités prévues par la loi du 18 août 1886.

Dame Pernin n'étant engagée, vis-à-vis de Jaggi, qu'en vertu d'un engagement nul et contraire à l'ordre public, il est constant qu'elle ne devait pas la somme qu'elle a versée à l'Office des poursuites.

Le défendeur soutient, il est vrai, que, quelle que soit la valeur de l'engagement de la demanderesse, cette dernière est tenue envers lui, en vertu d'une obligation naturelle, et qu'ayant payé, elle ne peut répéter.

Cette question, très discutable en présence du caractère d'ordre public de la loi du 18 août 1886, ne pourrait se poser que si la demanderesse avait payé volontairement, croyant à la validité de son engagement.

Le fait, par contre, que la demanderesse n'a payé que contrainte et forcée, et alors que, par une série d'instances, elle a constamment manifesté son refus de payer, ôte au fait du paiement le caractère sur lequel seul l'exception de Jaggi eût pu éventuellement être fondée.

C'est donc à juste titre que la demanderesse réclame la restitution d'une somme qu'elle n'a payée qu'à la suite de poursuites restées sans opposition, lesdites poursuites étant basées sur un engagement nul, à l'exclusion de toute autre cause.

Jaggi a appelé de ce jugement ; il en demande la réforme, reprend ses conclusions de première instance, subsidiairement, et fait une offre de preuve.

Dame Pernin conclut à la confirmation du jugement et à la condamnation de l'appelant aux dépens.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1. La demande en répétition de l'indû, formée par dame Pernin, est-elle fondée ?

2. *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Considérant, en outre, que la Cour de céans a déjà jugé que la disposition de l'art. 1463 C. civ., quoiqu'elle ne mentionne pas la femme séparée de biens, s'applique *a fortiori* à cette dernière. (Voir arrêt dame Giroud-Lancel c. Henry et autres, du 8 mai 1876.)

En ce qui concerne l'offre de preuve formulée par Jaggi, considérant que les faits offerts sous numéros 1, 2 et 4 sont sans pertinence, que le fait figurant sous le numéro 3 serait pertinent, s'il était précisé ; qu'il n'est donc pas admissible.

Considérant, en effet, que Jaggi offre de prouver :

1. Que la créance a pour cause, tant une dette personnelle aux parents de sieur Brun, qu'une dette de la communauté ayant existé entre l'intimée et sieur Brun.

Or, ce fait est établi par la reconnaissance produite par Jaggi, et n'est pas contesté.

2. Que l'engagement de dame Pernin est de deux ans postérieur à la séparation de biens qui a mis fin à ladite communauté.

La date de cet engagement n'est pas contestée ; elle importe peu, puisque l'engagement est déclaré nul, comme ayant été signé sans l'autorisation de deux conseillers, conformément à la loi du 18 août 1886.

3. Que dame Pernin n'a pas renoncé à ladite communauté, qu'elle n'a pas fait d'inventaire, qu'elle est restée en possession de tous les objets mobiliers appartenant à son mari et de ceux dont elle avait l'usage pour son commerce de couturière.

Le fait que dame Pernin n'a pas fait de renonciation expresse n'entraîne pas l'acceptation de la communauté, ainsi que cela a été dit plus haut ; aux termes de la loi, elle est, au contraire, censée avoir renoncé à la communauté.

Le défaut d'inventaire n'a aucune conséquence en ce qui concerne l'acceptation par la femme séparée de biens de la communauté, puisqu'aucune disposition légale ne lui impose l'obligation de faire inventaire, l'art. 1406 C. civ. ne parlant que de la femme survivante.

La preuve de la possession de tous les objets mobiliers appartenant à son mari serait révélatrice et pertinente, si l'appelant avait précisé la date à laquelle l'intimée avait pris possession des dits objets, en indiquant que c'était après le divorce que cette prise de possession aurait eu lieu, car le fait d'être restée en possession des dits objets, alors que la dame Pernin cohabitait avec son mari, dans le domicile conjugal, pendant les neuf ans qui ont suivi la séparation de biens, domicile où lesdits objets devaient se trouver, ne peut faire dire que dame Pernin a accepté la communauté pour en avoir conservé l'actif ; Jaggi n'offrant point de prouver la date à laquelle dame Pernin serait restée en possession de ces objets, son offre de preuve n'est point admissible sur ce troisième chef.

4. Que dame Pernin a aussi accepté la communauté ayant existé entre elle et son mari.

Jaggi offre de prouver la conséquence qu'il faudrait tirer du fait

articulé sous le numéro 3, cette preuve n'est pas admissible ; c'est la Cour qui, sur le vu des faits établis, serait bastante pour déduire les conséquences de ces faits.

La preuve offerte n'est donc, ni précise, ni concluante.

Vu l'art. 1901 pr. civ.

Sur la deuxième question :

Vu les art. 106 et 363, pr. civ. ;

Par ces motifs, faisant application des art. 86 L. P., 1463 C. civ. et de la loi du 18 août 1886, la Cour...

Au fond, confirme.

AUDIENCE DU 19 OCTOBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Immeuble ; expropriation pour cause d'utilité publique ; sommation aux propriétaires d'avoir à évacuer les lieux ; art. 237 de la loi du 15 juin 1895 ; consignation de l'indemnité en litige ; résistance à la demande d'évacuation ; indemnité non perçue ; violation de l'art. 6 Const. gen. ; déboutement des opposants ; appel d'iceux ; 1° pouvoirs d'appréciation des tribunaux ordinaires sur la constitutionnalité d'une loi ; 2° historique des lois genevoises sur l'expropriation ; droits des expropriés d'exiger le paiement de l'indemnité avant toute dépossession ; art. 219 leg. cit. et 6 Const. gén. ; réforme.

Ville et Etat de Genève contre sieur Perrin.

1. Si le droit de juger de la constitutionnalité d'une loi, pour en prononcer l'abrogation, est réservé exclusivement aux cours de droit public, les tribunaux ordinaires peuvent cependant être appelés à examiner, à propos d'un conflit de droit privé, une question de droit constitutionnel, et à rechercher dans quelle mesure une loi est conforme à la Constitution, sans être liés par l'interprétation qu'a pu en faire le pouvoir législatif.

Ces tribunaux devront le faire, en particulier, lorsque, comme en l'espèce, ils seront en présence de deux textes contradictoires, sur lesquels chacune des parties base des prétentions opposées.

II. L'art. 6 de la Constitution genevoise de 1847 énonce le principe que l'expropriation, dans l'intérêt public, ne peut avoir lieu que moyennant juste et préalable indemnité. Il en résulte que le paiement de l'indemnité doit être antérieur à la dépossession, et que l'art. 231 de la loi du 15 juin 1895 — contraire aux dispositions de l'art. 219 de la même loi — viole un principe constitutionnel auquel le législateur ne pouvait porter atteinte.

L'exproprié est donc fondé à réclamer le paiement de son indemnité d'expropriation avant toute mise en possession, et la consignation de la somme ne saurait remplacer ce paiement.

Le 20 mai 1904, le Grand Conseil a déclaré d'utilité publique l'aliénation des parcelles 2550 B et C, sises rue Gevray, à Genève,

et appartenant aux mariés Perrin. En conformité de cette décision, le Conseil d'Etat a décrété, le 8 juillet 1904, l'expropriation de ces parcelles.

Les parties n'ayant pu se mettre d'accord sur l'indemnité, l'affaire fut soumise au Tribunal de première instance, où elle est encore pendante, mais la Ville et l'Etat, pressés de prendre possession des lieux, ont, par acte Pahud, huissier, du 6 juillet 1907, sommé les époux Perrin d'avoir à évacuer lesdites parcelles pour le 15 août suivant, sous peine d'y être contraints par toutes voies de droit, et ce, en application des dispositions de l'art. 231 de la loi sur l'expropriation, pour cause d'utilité publique, du 15 juin 1895. Ils offraient, en revanche, de consigner le montant de l'indemnité fixée par les experts, si les mariés Perrin le requéraient.

Ces derniers ont, par exploit du 10 juillet 1907, assigné la Ville et l'Etat, pour ouïr déclarer nulle et de nul effet la sommation Pahud, huissier, du 6 juillet.

Ils alléguaient, à l'appui de leur opposition, qu'il y avait contradiction entre l'art. 231 de la loi du 15 juin 1895, qui permet la prise de possession de l'immeuble exproprié, nonobstant les difficultés qui peuvent exister au sujet de l'indemnité, et l'art. 6 de la Constitution genevoise, qui n'autorise l'aliénation pour cause d'utilité publique que moyennant juste et préalable indemnité.

Ils articulaient que les termes de cet article constitutionnel, qui doit primer la loi de 1895, exigent que l'indemnité soit non seulement définitivement fixée, mais effectivement versée avant que l'exproprié puisse être dessaisi.

L'Etat et la Ville ont persisté dans leur demande d'évacuation basée sur l'art. 231 susvisé, soutenant que la consignation de l'indemnité remplissait complètement la condition posée par la Constitution.

Le Tribunal de première instance, dans un jugement du 2 août 1907, a débouté les mariés Perrin de leurs conclusions. Il a estimé que le pouvoir judiciaire cantonal n'avait pas le droit de statuer sur la constitutionnalité d'une loi; que sa compétence est limitée à la connaissance des affaires civiles et criminelles; qu'il n'a aucune suprématie sur le pouvoir législatif; qu'enfin, l'autorité fédérale est seule chargée de veiller à ce que les droits constitutionnels des citoyens soient respectés. Il a, du reste, émis l'avis qu'en l'espèce la question était sans intérêt, car l'art. 6 de la Constitution n'exigeait pas un paiement effectif, mais qu'une garantie comme la

consignation suffisait, c'est pourquoi il a ordonné la consignation de la somme de 41.315 francs offerte par la Ville et l'Etat, mais que les mariés Perrin ne demandaient pas.

Ces derniers ont appelé de ce jugement et repris, ainsi que les intimés, leurs conclusions de première instance.

Les questions que la Cour a à résoudre sont les suivantes :

1. Les Tribunaux cantonaux sont-ils compétents pour apprécier la constitutionnalité d'une loi?

2. Y a-t-il contradiction entre les dispositions de l'art. 6 de la Constitution genevoise et celles de l'art. 231 de la loi du 15 juin 1895, sur les routes, les constructions, les cours d'eau, les mines et l'expropriation?

Sur la première question :

Le droit de juger sur la constitutionnalité d'une loi pour en prononcer l'abrogation, est réservé exclusivement aux Cours de droit public, mais il n'en résulte pas que les Tribunaux ordinaires n'aient pas le pouvoir d'examiner, à propos d'un conflit de droit privé, une question de droit constitutionnel, et de rechercher dans quelle mesure les lois sont conformes à la Constitution, sans être liés par l'interprétation qu'a pu faire de celle-ci le pouvoir législatif.

Ils devront le faire, en particulier, lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, ils seront en présence de deux textes contradictoires, et que l'une des parties basera sa demande sur l'une des lois, et l'autre partie sa défense sur l'autre loi. Leur refus de se prononcer constituerait un déni de justice.

Cette jurisprudence a déjà été consacrée par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, aux motifs desquels il y a lieu de se référer (voir Passavant et Cie contre Ville de Genève, 5 mai 1890, *Semaine judiciaire* 1890, p. 311 ; Kündig contre Procureur général, du 9 mars 1907). ⁽¹⁾

C'est, par conséquent, à tort que les premiers juges ont estimé ne pouvoir aborder l'examen de la question soulevée par les mariés Perrin.

Au surplus, la loi même de 1895 sur l'expropriation, pose le principe de l'indemnité préalable dans son art. 219. Le principe contraire est posé dans l'art. 231. Il appartient dès lors au juge de choisir entre deux articles contraires d'une même loi.

Sur la deuxième question :

(1) V. page 568 de ce volume.

L'art. 6 de la Constitution genevoise de 1847 est ainsi conçu : « La propriété est inviolable ; toutefois la loi peut exiger, dans l'intérêt de l'État ou d'une commune, l'aliénation d'une propriété immobilière, moyennant une juste et *préalable* indemnité ».

D'après le dictionnaire de l'Académie, préalable signifie : *ce qui doit être dit, fait, examiné avant qu'on passe outre*. L'interprétation strictement grammaticale de ce texte démontre donc bien que le paiement de l'indemnité doit précéder la prise de possession ; quelle serait, du reste, l'utilité de ce qualificatif s'il pouvait en être autrement ?

L'art. 6 de la Constitution de 1847 est la reproduction textuelle, sur ce point, de l'art. 545 du Code civil en vigueur à Genève depuis 1804.

Baudry Lacantinerie, commentant ce dernier, s'exprime en ces termes : l'indemnité doit être *préalable*, c'est-à-dire payée antérieurement à la dépossession, d'où il résulte : 1. Quel'exproprié a le droit de rétention jusqu'au paiement de l'indemnité d'expropriation ; 2. qu'il peut exiger que l'indemnité lui soit payée en un capital et non en une rente, car le paiement de la rente ne serait pas préalable. (*Précis de droit civil*, tome I, p. 793.)

La première loi genevoise sur l'expropriation pour cause d'utilité publique remonte à 1834 ; elle fut remaniée dans quelques parties en 1865 et 1867, modifiée plus sensiblement en 1887, enfin incorporée telle quelle, sans discussion, dans la loi du 15 juin 1895 sur les routes, constructions, cours d'eaux, mines.

La loi du 14 février 1834 (art. 26) et celle du 11 septembre 1867 (art. 30), consacraient toutes deux le principe que le paiement de l'indemnité devait précéder la prise de possession.

La loi de 1867 parlait, il est vrai, de consignation, mais il résulte des termes des art. 23 et 24 (loi de 1834), 30 et 31 (loi de 1867), que celle-ci ne devait s'opérer qu'en vue de l'ouverture d'un ordre immobilier, s'il y avait des oppositions ou des demandes de collocation sur le prix.

En 1887, des raisons d'opportunité (voir rapport Gavard, *Mémorial du Grand Conseil*) amenèrent la suppression des dispositions de l'art. 23 de la loi de 1867, suivant lesquelles la contestation du rapport des experts empêchait la prise de possession, et leur remplacement par l'art. 231, loi actuelle, qui déclare que la prise de possession aura lieu dix semaines après la transcription de l'arrêté d'expropriation, et ne pourra être empêchée ni retardée.

dée, lors même que le propriétaire demanderait qu'un nouvel état des lieux fût dressé.

Le paiement antérieur à la dépossession est conforme, du reste, à l'esprit de la Constitution, qui ne veut pas qu'un propriétaire soit dépouillé sans récupérer immédiatement ce qu'il perd. Tel n'est pas le cas si la somme est seulement consignée, car de longs délais peuvent s'écouler avant que, toutes difficultés étant réglées, l'exproprié puisse toucher, non pas seulement le capital, mais même les intérêts de la somme correlative de ce qui lui a été pris; il risque même de se trouver dans la misère si son immeuble est sa seule fortune.

Enfin, la disposition de l'art. 231 de la loi de 1895 a le très grand inconvénient de permettre la démolition de l'immeuble avant que les difficultés relatives à l'indemnité soient réglées, et, par conséquent, de priver l'Autorité judiciaire du seul moyen qu'elle ait de s'éclairer sur l'état des lieux et les prétentions réciproques des parties.

En résumé, l'interprétation strictement grammaticale du texte de l'art. 6 de la Constitution, celle qui en a été faite par les commentateurs (voir Mémorial du Grand Conseil, rapport Castoldi, sur la loi sur l'expropriation, de 1865) et par les législateurs chargés de son application avant la loi de 1887, enfin la *ratio legis*, sont déterminantes, en faveur du principe que le paiement de l'indemnité doit précéder la prise de possession. En prescrivant le contraire dans son art. 231, la loi du 15 juin 1895 a violé un principe constitutionnel auquel il n'était pas au pouvoir du législateur de 1887 de porter atteinte, et que le même législateur avait inscrit dans l'art. 219 de la même loi.

C'est donc avec raison, et en application de l'art. 6 de la Constitution et de l'art. 219 de la loi sur l'expropriation, de 1895, que les mariés Perrin ont formé leur demande.

Par ces motifs, la Cour admet, à la forme, l'appel interjeté du jugement du 2 août 1907.

Au fond réforme et met à néant le dit jugement et, statuant à nouveau:

Déclare nulle et de nul effet la sommation Pahud, huissier, du 6 juillet 1897;

Déboute la Ville et l'Etat de Genève de toutes conclusions contraires...

LA

SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX

(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENEVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

10 centimes la ligne en son espace

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Storr c. Maag & Cie : accident; ouvrier de fabrique blessé; action contre ses patrons pour invalidité partielle: prescription; art. 12, loi du 25 juin 1881; déboutement; recours au Tribunal fédéral contre l'exception de prescription; inapplicabilité de l'art. 154 C. O.; rejet. — Henneberg c. Société immobilière du Chemin des Jardins 1 A, 2 B, 3 C, 4 D, 5 E et 6 F: convention immobilière; inexécution d'une route; action en dommages-intérêts; admission; recours; litige soumis aux dispositions du droit cantonal; irrecevabilité. — Arnal: bail à ferme; réquisition d'inventaire du bailleur; mise en fourrière d'un jument; plainte écartée; recours au Tribunal fédéral; 1^o validité de l'inventaire; 2^o non régularité de l'enlèvement; rejet du recours. — *Cour de justice civile.* Bureau de placement; contravention aux art. 5-7, 10 du règlement du 21 juillet 1903 et art. 15 C. pén.; appel; art. 403 C. instr. pén.; prétendue violation des art. 31, 86 et 64 Const. gen., 1 C. inst. pén. 3, 4, 81, 64, Const. féd. et 340, 86, C. O.; absence de violation de la loi; irrecevabilité.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 20 JUIN 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Accident; ouvrier de fabrique blessé; action contre ses patrons pour invalidité partielle; prescription; art. 12, loi du 25 juin 1881; déboutement; recours au Tribunal fédéral contre l'exception de prescription; inapplicabilité de l'art. 154 C. O.; rejet.

Storr contre Maag et Cie.

En matière de responsabilité civile des fabricants, les actions en dommages-intérêts se prescrivent par un an, à compter du jour de l'accident (art. 12, loi du 25 juin 1881). La prescription est interrompue conformément à l'art. 154 C. O.

Si le patron paie le salaire et les frais de maladie de son ouvrier blessé, pendant son incapacité temporaire de travail, ces paiements ne peuvent être considérés comme des acomptes dans le sens de l'art. 154, ch. 1, C. O. L'ouvrier ne peut, par conséquent, pas invoquer, dans ce cas, l'interruption de la prescription; il ne pourrait en faire état que si le patron avait su ou dû savoir, au moment de ces paiements, que l'accident aurait des suites dont il pourrait être rendu responsable.

En fait :

A. L'ouvrier Storr, travaillant pour le compte de la fabrique de meubles Maag et Cie, à Hochdorf, s'est blessé le pouce dans une machine, le 27 octobre 1904. L'entreprise est soumise à la responsabilité civile des fabricants. Storr resta en traitement jusqu'au 22 novembre 1904 chez le docteur Baumli, à Hochorf, et reprit le travail chez Maag et Cie le 24 novembre, pour le quitter de nouveau peu de temps après. Maag et Cie payèrent à Storr son salaire dès la date du 27 octobre jusqu'au 23 novembre 1904. Les paiements étaient inscrits dans le livre de paye journalier, sous la désignation « accident », en date des 29 octobre, 12 et 26 novembre. En outre, les fabricants réglaient, le 6 décembre 1904, la note du docteur Baumli. Le 27 décembre, ils remettaient à la Préfecture de Hochdorf l'avis de sortie relatif à l'accident de Storr. Après sa sortie de l'atelier, ce dernier se fit traiter par le docteur Steiger, à Lucerne. Ce docteur lui délivra, le 26 octobre 1905, un certificat de guérison, avec invalidité partielle et permanente de 8 à 10 %. Le 7 novembre 1905, Storr réclama aux fabricants une indemnité de 4000 francs. Ceux-ci refusèrent. Les 25/29 mars 1906, Storr intenta contre Maag et Cie, par devant le Tribunal de district de Hochdorf, une action en dommages-intérêts, pour la somme de 2460 francs, avec intérêts à 5 %, dès le 27 octobre 1904.

Maag et Cie soulevèrent l'exception de prescription, mais le Tribunal l'écarta, en déclarant que la prescription avait été interrompue par le fait que les intimés avaient payé à Storr son salaire, ainsi que la note du docteur Baumli. La Cour d'appel de Lucerne, au contraire, a admis l'exception de prescription des intimés et écarté la demande ; elle motive ainsi sa décision : L'action intentée en raison d'une invalidité passagère représente quelque chose d'indépendant et d'absolument différent de l'action à laquelle pourrait donner lieu une invalidité permanente. Par conséquent, si une indemnité a été accordée dans le premier cas, on ne peut pas considérer celle-ci comme une sorte d'acompte à faire valoir dans le second cas. D'ailleurs, rien dans les actes des intimés ne permet de dire qu'ils ont payé un acompte au demandeur, dans le sens de l'art. 154, ch. 1, C. O., et qu'ils ont, par conséquent, reconnu une dette vis-à-vis de lui. Bien plus, on devrait admettre que, par leurs paiements, les intimés voulaient désintéresser complètement le demandeur pour ses prétentions d'alors et se libérer de toute responsabilité vis-à-vis de lui.

B. Le demandeur a recouru au Tribunal fédéral contre le jugement de la Cour d'appel et a conclu à la non admission de l'exception de prescription opposée à son action par les intimés.

C. Les intimés ont conclu au rejet du recours et à la confirmation du jugement d'appel.

Arrêt. En droit :

D'après l'art. 12 de la loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants, les actions en dommages-intérêts se prescrivent par un an à compter du jour de l'accident. En ce qui concerne l'interruption de cette prescription, ce sont (comme le Tribunal fédéral l'a déjà déclaré; voir, par exemple, *Rec. off.*, XXIII, 1, page 940, note 3) les dispositions générales du C. O., spécialement celles contenues dans l'art. 154, qui sont applicables. Il n'y a, d'ailleurs, pas d'hésitation à avoir sur ce point, puisque dans la nouvelle loi sur la responsabilité civile des chemins de fer, du 28 mars 1905, art. 14, al. 2, il est expressément stipulé que la suspension et l'interruption de la prescription sont réglées par le droit fédéral des Obligations.

Depuis l'accident du demandeur (27 octobre 1904) jusqu'à l'introduction de l'action contre les intimés (7 novembre 1905) plus d'une année s'était écoulée. L'action était donc prescrite depuis peu, à moins que la prescription n'ait été interrompue, comme le prétend le demandeur, par le fait que les intimés lui avaient payé son salaire jusqu'au 23 novembre 1904, ainsi que la note du docteur Baumli. Mais, cette manière de voir, d'accord avec l'instance cantonale, doit être écartée pour les motifs suivants :

Il n'y a reconnaissance de la dette, dans le sens de l'art. 154. ch. 1, C. O., que lorsque son existence est implicitement reconnue par le débiteur, et qu'elle ne peut donner lieu à aucune équivoque aux yeux du créancier.

On peut admettre qu'un patron se considère comme légalement forcé de payer son salaire et ses frais de maladie à un ouvrier blessé, pendant la durée de son incapacité de travail. Mais, il n'y a aucune raison pour que la reconnaissance de cette dette s'étende à toutes les actions qui pourraient naître dans l'avenir, à la suite de l'accident; cette reconnaissance se limite au dommage existant, ou à celui dont les conséquences peuvent être, dès à présent, déterminées.

Ainsi le paiement du salaire et de la note du docteur, que les intimés ont fait, sans l'accompagner d'aucune réserve, ne peut

être considéré comme un acompte si une action nouvelle vient à être introduite ; il doit, au contraire, faire tomber toute action en cours. Pour qu'un pareil paiement eût pour effet d'interrompre la prescription, il aurait fallu qu'au moment de ce paiement, les suites de l'accident existassent déjà virtuellement, et qu'elles fussent déjà connues du patron, ou qu'il dût les connaître.

Dans ce cas, le fardeau de la preuve incombe au demandeur qui déclare la prescription interrompue. En l'espèce, le demandeur n'a, en aucune manière, prétendu qu'au moment où les intimés lui avaient payé son salaire et sa note de médecin, il se soit attendu à une invalidité permanente, ou même à une incapacité de travail prolongée ; le fait que le demandeur a repris le travail le 24 novembre prouverait plutôt le contraire. La prescription de l'action, qui a commencé avec l'accident, n'a, dès lors, pas été interrompue par ces paiements et était, par conséquent, acquise au moment de la poursuite. (Voir *Rec. off.* XVII, page 747, note 4 ; XXIII, page 940, note 3. Voir aussi, sur la responsabilité, en droit allemand, les arrêts du Tribunal d'Empire, dans Eger, arrêts en matière de législation sur les chemins de fer, 2, n° 43, et 18, n° 143 ; et, pour le droit français, les arrêts de la Cour de cassation, dans Dalloz, 1904, pages 162, 166, 514.)

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est écarté, et le jugement de la Cour d'appel de Lucerne, du 15 mars 1907, confirmé.

(Traduit P. V.)

AUDIENCE DU 13 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. JÉGER.

Convention immobilière ; inexécution d'une route ; action en dommages-intérêts : admission ; recours ; litige soumis aux dispositions du droit cantonal ; irrecevabilité.

Henneberg contre Société immobilière du Chemin des Jardins 1 A, 2 B, 3 C, 4 D. 5 E et 6 F.

I. Lorsque les obligations assumées par une partie dans une convention font partie intégrante d'un contrat de vente immobilière, le litige né à l'occasion de leur inexécution ressortit en entier au droit cantonal, en vertu de l'art. 231, al. 1, C. O., et échappe ainsi à la connaissance du Tribunal fédéral.

II. Lorsque, dans un canton, le Code des Obligations a été déclaré, par le législateur cantonal, ou est considéré comme ayant force de loi complémentaire dans les matières demeurant régies par le droit cantonal, c'est non plus à titre de droit fédéral, mais bien à titre de droit cantonal subsidiaire, qu'il en est fait usage.

Il en résulte que, dans ce cas, son application échappe, en vertu des art. 56 et 57 Org. jud. féd., à l'appréciation du Tribunal fédéral jugeant comme instance en réforme.

A. Suivant actes reçus Ch. Page, notaire, à Genève, le 25 juin 1902, il a été constitué six sociétés anonymes différentes, ayant toutes siège à Plainpalais, et pour but ou pour objet l'achat de terrains situés en ce dernier lieu, la construction de maisons locatives sur les sols ainsi acquis et la revente de ces immeubles. La raison sociale de chacune d'elles était « Société immobilière du Chemin des Jardins », avec, pour chacune, une adjonction différente, savoir : pour la première, 1 A ; pour la seconde, 2 B ; pour la troisième, 3 C ; pour la quatrième, 4 D ; pour la cinquième, 5 E ; enfin, pour la sixième, 6 F.

Par acte, également reçu Ch. Page, notaire, le 27 août 1902, Jean-Benjamin Henneberg, à Plainpalais, a vendu à la Société immobilière du Chemin des Jardins 1 A, la sous-parcelle 4852 A, d'une contenance de 343,9 mètres carrés, détachée de la parcelle 4852, feuille 14 de Plainpalais, qu'il possédait au dit lieu.

Par un second acte, reçu comme le précédent, à la même date, Henneberg a vendu à la Société immobilière du Chemin des Jardins 2 B, la sous-parcelle 4852 B, d'une contenance de 258,4 mètres carrés, détachée de la parcelle 4852, feuille 14, plus haut indiquée.

Enfin, par un troisième acte, reçu par le même notaire, le même jour, la Société immobilière du Chemin des Jardins, 3 C, a acquis du même vendeur, détachée de la même parcelle 4852, feuille 14, la sous-parcelle 4852 C, d'une contenance de 387,35 mètres carrés.

Chacun de ces trois actes renferme, sous chiffre 5 des conditions de la vente, une clause identique, de la teneur suivante :

« Le vendeur établira un chemin de douze mètres de largeur, à l'ouest de la parcelle vendue ; ce chemin sera empierré, canalisé et pourvu de trottoirs, avec bordures, aux frais du vendeur. Si la vieille maison, qui existe de l'autre côté de la rue projetée, empiète sur cette dernière, cet empiètement sera toléré pendant cinq années.

« L'acheteur aura le droit de passage et de jour le plus étendu sur ce chemin, qui communiquera au boulevard de Saint-Georges et au quai du Rhône. »

Prétendant que leur vendeur, Henneberg, ne s'était pas conformé aux engagements qu'il avait assumés à leur égard dans la clause

sous chiffre 5 des conditions des ventes ayant fait l'objet des actes du 27 août 1902, les trois Sociétés immobilières du Chemin des Jardins, 1 A, 2 B et 3 C, le mirent, d'abord par lettres, puis par sommation du 14 mars 1904, en demeure d'avoir à remplir immédiatement toutes les obligations lui incombant à teneur de la clause susrappelée, faisant d'ailleurs toutes dues réserves pour le préjudice qu'elles pouvaient avoir subi déjà, ou qu'elles pourraient subir encore du fait de l'inexécution de ses engagements.

Par exploit du 31 août 1904, Jacques van Leisen fils, architecte, à Plainpalais, agissant au nom et comme président du Conseil d'administration des « Sociétés immobilières du Chemin des Jardins », sans désigner celles-ci plus spécialement, et sans dire, notamment, s'il entendait les représenter ainsi toutes les six, ou seulement les trois d'entre elles qui se trouvaient d'une manière directe au bénéfice des actes susrappelés, du 27 août 1902, ouvrit action devant le Tribunal de première instance du canton de Genève contre Jean-Benjamin Henneberg, en concluant à ce qu'il plût au Tribunal :

« Condamner Henneberg à mettre immédiatement dans l'état prévu dans les conventions intervenues entre les parties le chemin dit David-Dufour, et ce à peine de 50 francs par jour de retard ;

« Le condamner, en outre, à payer à van Leisen q. q. a. la somme de 2000 francs, pour le préjudice causé par le retard apporté à l'exécution des dites conventions ;

« Ce, avec intérêts de droit et dépens, et sous toutes réserves. »

Dans la suite du procès, devant le Tribunal de première instance, l'avocat de la partie demanderesse ne désigna plus celle-ci que sous le nom de « la Société immobilière de la Rue (ou du Chemin) des Jardins », ou sous l'appellation de « la société demanderesse ».

Par écriture du 9/14 juin 1905, il prit les conclusions suivantes, modifiant celles sus-indiquées : « plaise au Tribunal :

« Condamner B. Henneberg à payer à van Leisen q. q. a. :

« 1. La somme de 3000 francs, à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé aux immeubles de la Société immobilière de la Rue des Jardins, par le retard apporté à l'exécution de la route promise par lui ;

« 2. La somme de 2000 francs, à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice causé par l'inexécution d'une partie des travaux nécessaires à l'aménagement complet de ladite route et par l'établissement d'une clôture en treillis, dit « chabaury », sur la route,

et autour d'un fossé et d'une parcelle de terrain faisant, en réalité, partie de la route promise, et conservée par Henneberg pour la convenance de son immeuble ;

« Ordonner à Henneberg de mettre immédiatement dans l'état prévu par les conventions intervenues entre les parties le chemin, dit David-Dufour, qu'il s'était chargé d'établir à la date du 27 août 1902, et ce à peine de 50 francs par jour de retard ;

« Et c'est avec les intérêts de droit et les dépens ;

« Et, subsidiairement, et pour le cas où Henneberg contesterait tout ou partie de l'exactitude des faits « ténorisés » dans les présentes, ou la quotité des dommages-intérêts réclamés :

« Acheminer van Leisen q. q. a. à la preuve des faits « ténorisés, et, notamment, à prouver :

« 1. Que, malgré des mises en demeure et des réclamations réitérées, sieur Henneberg n'a pas exécuté les obligations qui lui incombaient en vertu des stipulations de son acte de vente, relativement à l'aménagement de la route promise par lui ;

« 2. Que l'inexécution, d'abord totale, puis partielle, des travaux nécessaires, a causé à la société demanderesse un préjudice qu'il n'est pas exagéré de fixer à 3000 francs ;

« 3. Qu'Henneberg occupe indûment, et a entouré d'une clôture empiétant sur la route, une parcelle comprise dans le plan de ladite route ;

« 4. Qu'il se refuse à mettre en état convenable l'extrémité de la route ;

« 5. Que des réclamations nombreuses et fréquentes se sont élevées de la part des locataires des immeubles de la société pour tous les faits signalés plus haut, et que de nombreux locataires ont quitté les locaux loués à cause du mauvais état de la route et des dangers de son aménagement incomplet ;

« Pour, sur le vu des enquêtes, être conclu comme ci-dessus. »

Le défendeur conclut au rejet de toutes les conclusions, tant principales que subsidiaires des demanderesses, en soutenant, en résumé, qu'abstraction faite de son engagement de faire disparaître l'empiètement de la vieille maison sur la route projetée, dans un délai de cinq ans, la clause, sous chiffre 5, des actes du 27 août 1902, ne lui fixait aucun délai pour l'exécution de ses obligations ; qu'il avait, d'ailleurs, rempli tous les engagements qu'il avait assumés dans ladite clause, sauf celui relatif à la vieille maison, pour l'exécution duquel il avait un délai de cinq ans dès le 27 août 1902 ;

enfin, que les demanderesses n'avaient subi, ni ne pouvaient établir avoir subi aucun préjudice.

B. Par un premier jugement, du 30 septembre 1905, le Tribunal de première instance, préparatoirement et sans rien préjuger, fond et dépens réservés, achemina la « société demanderesse » à rapporter la preuve offerte en « ses » conclusions du 9/14 juin 1905, en réservant au défendeur toute preuve contraire, et renvoya la cause à une audience ultérieure à cet effet.

Les enquêtes autorisées par ce premier jugement ayant eu lieu, le représentant de la partie demanderesse prit, le 22/28 novembre 1905, les conclusions suivantes :

« Plaise au Tribunal :

« Adjuger à la société demanderesse ses conclusions introductives d'instance, modifiées par les conclusions du 9/14 juin 1905, et tendant à la condamnation d'Henneberg en 5000 francs de dommages-intérêts et aux dépens, et à la remise du chemin dans l'état prévu par le contrat de vente. »

Le défendeur, de son côté, persista dans ses conclusions libératoires.

Le 31 janvier 1906, le Tribunal de première instance rendit un second jugement portant, en son dispositif, ce qui suit :

« Le Tribunal, jugeant incidemment :

« Constate que la clause 5 de « l'acte » Page, notaire, du 27 août 1902, doit être interprétée dans ce sens que la rue promise par Henneberg devait être mise en état en temps utile, c'est-à-dire assez tôt pour que la location des immeubles de la « société » ne fût pas entravée ;

« Acheminer les parties à établir, par toutes voies de droit, comment et pourquoi la commune de Plainpalais a refusé, jusque tout dernièrement, d'accepter la rue David-Dufour ;

« Réserve le surplus du fond et les dépens. »

A l'audience du 25 juin 1906, le mandataire de la partie demanderesse réduisit ses conclusions, ou déclara ne plus persister que dans celles tendant à la condamnation du défendeur au paiement de la somme de 5000 francs à la « Société des Jardins », pour le préjudice causé à cette dernière, sous suite de tous dépens.

Enfin, le 12 juillet 1906, le Tribunal de première instance rendit son jugement sur le fond. Le dispositif en est de la teneur suivante :

« Le Tribunal, jugeant en premier ressort :

« Condamne Henneberg à payer à la « Société demanderesse la somme de 800 francs, à titre de dommages-intérêts ;

« Déboute respectivement les parties de toutes autres, plus amples ou contraires conclusions ;

« Condamne le défendeur aux dépens taxés à 249 fr. 35, outre le coût du présent jugement. »

C. Sur appel d'Henneberg, ces trois jugements furent confirmés.

D.....

E. Henneberg a recouru.

Arrêt.

En droit : I. Aux termes de l'art. 71, al. 1 et 2, O. J. F., il y a lieu d'examiner, préalablement à toute chose, si le recours n'apparaît pas de prime abord comme irrecevable.

II. Tout le litige porte sur la question de savoir, d'abord, quelles sont les obligations que le recourant a assumées sous chiffre 5 des conditions de vente insérées dans les contrats du 27 août 1902, vis-à-vis des sociétés intimées, ou de trois d'entre elles ; puis, si ces obligations, le recourant les a, ou non, remplies ; enfin, et une fois admis que le recourant n'a pas exécuté les obligations qui lui incombait, lesquelles, parmi les six sociétés demanderesses, étaient en droit de s'en prévaloir, et au paiement de quelle somme le recourant devait être condamné. à titre de dommages-intérêts, vis-à-vis d'elles toutes, ou vis-à-vis de celles seulement d'entre elles qui seraient reconnues en droit d'invoquer les clauses des contrats du 27 août 1902. Tout le débat se résume ainsi dans l'interprétation de l'art. 5 des dits contrats, et dans la question de savoir si le recourant s'est, ou non, conformé aux engagements par lui contractés sous cet article 5, et, dans la négative, quelle indemnité il doit être tenu de payer aux sociétés demanderesses ou à quelques-unes d'entre elles.

Or, l'art. 5 des contrats du 27 août 1902, qui, seul, est ainsi à la base de tout le procès, n'a pas pour objet autre chose que l'une des conditions mêmes de l'acquisition par les Sociétés immobilières du Chemin des Jardins 1 A, 2 B et 3 C, des immeubles du recourant. Les obligations, que ce dernier assumait sous ledit article 5,

faisaient et font, en d'autres termes, partie intégrante des contrats de ventes immobilières qu'il a passés avec trois des sociétés demandereses. Et, conséquemment, le litige tout entier ressortit au droit cantonal, en vertu de l'art. 231, al. 1, C. O., et échappe ainsi à la connaissance du Tribunal fédéral (art. 56 et 57 O. J. F.; *Rec. off.*, XVI, n° 23, consid. 3, page 168; *ibid.*, XXII, n° 20, consid. 2, page 72; *ibid.*, n° 180, consid. 2, page 1080.)

Faudrait-il voir, d'ailleurs, dans l'art. 5 des contrats du 27 août 1902, contrairement à ce que l'on vient d'admettre, une clause renfermant une convention indépendante des ventes immobilières dont cependant il ne paraît pas qu'elle puisse être détachée, qu'alors on se trouverait en présence d'un contrat accessoire de constitution de servitudes (de passage et de vue), sur un chemin à créer et à aménager en des conditions déterminées, soit de l'un des contrats prévus à l'art. 10 C. O. et soumis, et quant à la forme et quant au fond, au droit cantonal. (*Rec. off.*, XXIII, n° 27, consid. 4, page 148.) Le Tribunal fédéral n'en serait donc pas moins incompetent pour connaître de ce procès au fond.

Il est indifférent que, comme le dit le recourant, il n'existe plus, en droit genevois, en dehors des art. 1617, 1653, 1655 et 1656 C. Napoléon, se rapportant à de tout autres cas, aucune disposition spéciale aux ventes d'immeubles, et que les instances cantonales aient jugé la cause en faisant, implicitement, application des dispositions du Code fédéral des Obligations « comme droit principal substitué, dans le canton de Genève, aux dispositions générales des art. 1582 et suiv. C. Napoléon ». En effet, lorsque, dans un canton, le C. O. a été déclaré par le législateur cantonal, ou est considéré comme ayant force de loi complémentaire dans les matières demeurant régies par le droit cantonal, c'est non plus à titre de droit fédéral, mais bien à titre de droit cantonal subsidiaire, qu'il est applicable, en sorte que la première condition de recevabilité d'un recours en réforme au Tribunal fédéral, prévue aux art. 56 et 57 O. J. F. (violation possible de la loi *fédérale*) ne se rencontre pas dans les causes jugées par les tribunaux cantonaux en application, ou appelant l'application, du C. O., comme droit *cantonal* subsidiaire. (*Rec. off.*, XXVIII, II, n° 62, consid. 1.)

III.....

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, prononce: Il n'est pas entré en matière sur le recours...

(Chambre des poursuites et des faillites.)

AUDIENCE DU 15 OCTOBRE 1907.

Présidence de M. SOLDATI.

Bail à ferme ; réquisition d'inventaire du bailleur ; mise en fourrière d'une jument ; plainte écartée ; recours au Tribunal fédéral ; 1^o validité de l'inventaire ; 2^o non régularité de l'enlèvement ; rejet du recours.

Arnal.

I. Sous le nom de meubles garnissant les locaux, aux termes de l'art. 294 C. O., la loi entend désigner tous les biens de nature mobilière, sans distinction de leur nature, qui servent, soit à l'arrangement, soit à l'usage de ces lieux.

Les animaux, par conséquent, sont bien visés par la loi ; ils constituent, en effet, spécialement dans les baux à ferme, la principale garantie du bailleur.

II. Le déplacement, par l'Office, d'un objet, simplement porté dans un inventaire, constitue une mesure illégale, l'art. 98 L. P. n'étant pas applicable, même par analogie, à la prise d'inventaire.

A. Par lettre du 10 août 1907, Mariotti et Cie, à Lausanne, ont requis l'Office des poursuites de Morges de les protéger provisoirement dans leur droit de rétention sur les biens mobiliers de leur fermier, Paul Arnal, pour garantir une année de bail, dès le 12 juillet 1907, à raison de 800 francs l'an, payables par mois.

L'Office procéda immédiatement à la prise d'inventaire d'une jument noire, d'une valeur estimative de 800 francs, et, vu le départ annoncé du débiteur, faisant application de l'art. 98, al. 3, mit en fourrière la jument inventoriée, en la plaçant dans l'écurie du syndic de Buchillon, désigné comme gardien.

B. Là-dessus, Paul Arnal a recouru aux autorités de surveillance en concluant à l'annulation de la prise d'inventaire, et en faisant valoir les arguments suivants.

Il n'existait entre parties qu'un contrat verbal de bail à loyer, au mois. Ce contrat a été résilié moyennant notification, en conformité des art. 276 et 277 C. O., et toutes les mensualités, à raison de 66 francs par mois, ont été régulièrement payées.

La somme de 800 francs, réclamée par Mariotti et Cie, constitue une prétention injustifiée ensuite de la résiliation du bail. Or, le droit de rétention prévu à l'art. 294 C. O. n'est accordé que pour garantir le paiement du loyer, non celui des indemnités pour résiliation de contrat.

La prise d'inventaire n'était donc pas justifiée, puisque le droit de rétention, dont la protection était demandée, n'existait pas.

A supposer que la mesure fût justifiée, c'est sans droit que l'Office a pris possession de la jument inventoriée, et l'a mise en fourrière. L'art. 98 n'est pas applicable à la prise d'inventaire, et le plaignant réserve expressément toutes demandes de dommages-intérêts.

Le recourant faisait observer, en outre, qu'une jument ne peut guère être considérée, au point de vue du droit de rétention, comme un meuble garantissant les locaux loués et servant, soit à l'arrangement, soit à l'usage de ceux-ci, comme le suppose l'art. 294 C.O.

C. Par décision du 23 septembre, l'autorité cantonale supérieure, confirmant la décision du Président du Tribunal de Morges, a écarté le recours, à l'appui des motifs suivants :

La réquisition d'inventaire formulée par Mariotti et Cie était destinée à garantir le paiement d'un fermage et non de dommages-intérêts. Le recourant, reconnaissant lui-même qu'il occupait les lieux en vertu d'un contrat de bail, qu'il dit avoir conclu verbalement, l'Office a agi correctement en procédant à l'inventaire et en y comprenant la jument. Si le recourant prétend qu'elle n'était pas soumise au droit de rétention, la décision de cette question doit être réservée au juge ; mais du moment que la jument se trouvait dans l'écurie dépendant des locaux loués, l'Office devait l'inventorier.

Quant au déplacement, il peut avoir lieu, non seulement en matière de saisie, mais aussi en matière de prise d'inventaire, si l'Office l'estime nécessaire. En l'espèce, étant donné le départ prochain annoncé par le plaignant, le déplacement de la jument était justifié.

D. C'est contre cette décision qu'Arnal a recouru, en temps utile, au Tribunal fédéral, en reprenant, purement et simplement, les arguments développés devant les instances cantonales.

Arrêt.

En droit : 1. En requérant la prise d'inventaire, les créanciers ont déclaré expressément que cette mesure était destinée à garantir non le paiement d'une indemnité pour résiliation de contrat, mais celui d'une année de fermage.

A ce point de vue, la prise d'inventaire était donc parfaitement

justifiée, l'office n'ayant à examiner, ni si le fermage était dû ou non, ni si le contrat de bail existait encore ou avait été résilié.

II. C'est à tort que le recourant prétend que la jument ne rentrait pas dans la catégorie des meubles garnissant les lieux loués, et qui servent, soit à l'arrangement, soit à l'usage de ces lieux, ainsi que le suppose l'art. 294 CO. Sous le nom de meubles, la loi entend désigner tous les biens de nature mobilière, sans distinction de leur nature, et par conséquent aussi les animaux, lesquels, spécialement dans les baux à ferme, constituent la principale garantie du bailleur. La jument en question se trouvant dans les locaux loués, c'est donc à raison que, toute question de droit matériel réservée, l'office l'a inventoriée.

III. Quant au déplacement de la jument, il est certain que cette mesure était illégale, l'art. 98 n'étant pas applicable même par analogie à la prise d'inventaire (voir *Rec. Off.* des arrêts du T. F., éd. spéciale, t. 6, n° 2). Toutefois, le recourant n'a pas demandé l'annulation de la mesure par laquelle la jument a été déplacée, mais s'est borné à réserver toutes demandes de dommages-intérêts.

Le Tribunal fédéral n'a donc aucune décision à prendre à ce sujet.

Par ces motifs, la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral prononce : 1. Le recours est écarté...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 19 OCTOBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Bureau de placement ; contravention aux art. 5-7, 10 du règlement du 21 juillet 1905 et art. 15 C. pén. ; appel ; art. 403 C. instr. pén. ; prétendue violation des art. 31, 86 et 64 Const. gen., 1 C. inst. pén., 3, 4, 31, 64, Const. féd. et 340. 86, C. O. ; absence de violation de la loi ; irrecevabilité.

Schoch contre P. G.

I. *Le règlement du 21 juillet 1905, promulgué par le Conseil d'Etat, compétent à cet égard, à teneur de l'art. 86 Const. gen. et des dispositions générales du Code pénal, n'est point dépourvu de base juridique. Ce règlement étant en vigueur au moment où une contravention à ses dispositions a été établie peut servir de base à une condamnation.*

II. *Le dit règlement ne renferme rien de contraire au principe de la liberté du commerce et de l'industrie et ne viole pas davantage celui de l'égalité devant la loi.*

Par sommation en date du 17 juillet 1907, Otto Schoch, placeur. à Genève, a été cité devant le Tribunal de police, comme prévenu d'avoir, en dernier lieu, dans le canton de Genève, exigé d'une personne, qu'il avait placée, un émolument supérieur à celui auquel il avait droit, contravention aux art. 5, 6, 7 et 10 du règlement du 21 juillet 1905 et 15 du Code pénal.

Il a été donné lecture du rapport de contravention du 20 mars 1907, constatant que le prévenu avait fait payer immédiatement à M. Vogel, sommelier placé à l'Hôtel de la Paix, une somme de 20 francs, comme inscription et émoluments, alors qu'il n'avait droit à percevoir qu'un franc par inscription et ne pouvait toucher que la moitié de ses émoluments après quinze jours d'essai, contravention prévue par l'art. 7 du règlement concernant les bureaux de placement du 21 juillet 1905.

1. Schoch, après avoir fait remarquer le peu de précision de la sommation, a soutenu que le règlement du 21 juillet 1905, n'avait aucune base légale : a) parce que l'une des deux sources de ce règlement, le concordat intercantonal, du 14 avril 1875, ne visait que la protection des jeunes gens placés à l'étranger; b) parce que l'autre source, le règlement intercantonal, du 13 février 1892, n'avait pas été approuvé par un arrêté législatif.

2. Schoch a soutenu, en second lieu, que le règlement visé dans la sommation violait l'art. 64 Const. féd., réservant à la Confédération le droit de légiférer sur le droit des obligations, l'art. 4 Const. féd. sur l'égalité des citoyens devant la loi, l'art. 31 sur la liberté du commerce et de l'industrie.

3. Enfin, Schoch, s'expliquant sur le fond, cherche à démontrer qu'il n'a pas touché un émolument supérieur à celui qui était dû d'après le règlement.

Il a conclu à sa libération.

Par jugement du 5 août 1907, le Tribunal de police, jugeant en dernier ressort, a condamné Schoch à 5 francs d'amende et aux frais.

Ce jugement est, en résumé, motivé comme suit :

1° La sommation est conforme aux indications requises par les art. 18 loi sur l'organisation judiciaire et 50 loi sur la procédure civile ;

2° Le règlement visé dans la sommation a été édicté par le Conseil d'Etat, en vertu du droit que confère au pouvoir exécutif l'art. 86 Const. genevoise, et non pas du droit que peut lui réserver un concordat intercantonal ;

3° On pourrait se demander si l'art. 340 C. O., qui réserve l'usage ou la convention, ne réserve pas *a fortiori* une loi cantonale, mais.

à teneur de l'art. 31, lettre e, Const. féd., les cantons ont le droit de réglementer l'exercice des professions commerciales, sous la seule réserve que le principe de la liberté du commerce et de l'industrie soit respecté. Or, le règlement incriminé est applicable à tous les bureaux de placement, et les conditions mises à l'exercice de cette profession n'ont rien de contraire à la liberté du commerce et de l'industrie.

Au fond :

Il est acquis que Schoch a exigé et obtenu une rémunération anticipée à laquelle il n'avait pas droit.

Schoch a appelé de ce jugement en temps utile.

A l'appui de la recevabilité de son appel, Schoch invoque l'art. 403, 4^e, C. inst. pén., et soutient que le jugement du Tribunal de police viole :

1^o Les art. 31, 86 et 64 Const. gen.; art. 1 C. inst. pén.

2^o Les art. 3, 4, 31, 64 Const. féd. et 340, 86 C. O.

Il reprend tous ses moyens de première instance, conclut à la réforme du jugement et à sa libération.

M. le Substitut du Procureur général conclut à ce que l'appel soit déclaré irrecevable, le jugement ne renfermant aucune violation de la loi, et en tout cas, à la confirmation du jugement.

Question : L'appel de Schoch est-il recevable ?

Il y a lieu de remarquer que Schoch, pas plus qu'en première instance, ne demande l'annulation de la sommation. Celle-ci est, du reste, conforme à l'art. 387 C. inst. pén.

A l'appui de la recevabilité de son appel, Schoch invoque les prétendues violations de la loi suivante :

1^o Art. 31, 64 et 86 Const. genevoise.

Le règlement concernant les bureaux de placement, du 21 juillet 1905, visé dans la sommation, cite, en effet, à tort, dans son préambule, le concordat intercantonal, du 14 avril 1875, puisque celui-ci n'a trait qu'à la protection des jeunes gens placés à l'étranger, et l'art. 6 du règlement intercantonal, du 13 février 1892, puisque ce règlement constitue, en réalité, un nouveau concordat qui aurait dû, comme le premier, être accepté par le Grand Conseil (art. 64 Const. genevoise), tandis qu'il n'a été approuvé que par arrêté du Conseil d'Etat, du 1^{er} mars 1892.

Mais, de ce que le règlement visé indique des bases légales qui ne peuvent être admises, il ne s'ensuit pas que ce règlement est nul, si, d'ailleurs, il puise sa source dans la Constitution et la loi.

Or, à teneur de l'art. 86 Const. genevoise, le Conseil d'Etat fait les règlements de police dans les limites fixées par la loi.

Le législateur, dans une disposition générale du Code pénal,

qui se trouve avant les dispositions transitoires, a chargé le Conseil d'Etat de faire les règlements concernant les matières de police prévues par le code; les règlements sur l'exercice d'une industrie sont expressément prévus par l'art. 385, 31°, du Code pénal. (Voir, au sujet de la disposition générale du Code pénal, le rapport de la commission du Grand Conseil, du mois d'août 1874, page 126.)

Le règlement du 21 juillet 1905, a donc été promulgué par le Conseil d'Etat qui, à teneur de l'art. 86 Const. genevoise et de la disposition générale du Code pénal, avait toute compétence à cet égard. Il y a donc bien une base juridique.

2. Art. 2. Code instruction pénale.

Le règlement était en vigueur au moment où la contravention a été commise, puisque celle-ci date du 20 mars 1907.

3. Art. 3, 4, 31, 64 Const. fédérale et 340, 86 C. O.

Loin de violer les art. 3 et 31 de la Constitution fédérale, le règlement sur les bureaux de placement y puise sa constitutionnalité, puisque la lettre e du dit article permet aux cantons de légiférer sur l'exercice des professions commerciales et industrielles. Comme l'ont admis, avec raison, les premiers juges, ce règlement ne renferme rien de contraire au principe de la liberté de commerce et d'industrie. Ce règlement est applicable à tous les citoyens voulant exploiter un bureau de placement; il ne viole pas le principe de l'égalité devant la loi. Est-il contraire à l'art. 64 Const. fédérale et aux art. 340 et 86 C. O.? A supposer qu'entre la personne exploitant un bureau de placement et la personne recourant à ses bons offices, il existât un contrat de louage de services, comme l'a fait observer, avec raison, le Tribunal de police, l'art. 340 C. O. réserve l'usage ou la convention, *a fortiori*, une loi cantonale. Mais, il ne s'agit pas de la réglementation d'un contrat de louage de services, mais de la réglementation de l'exercice d'une industrie autorisée, comme il a été dit ci dessus par l'art. 31, lettre e, Const. féd., et l'art. 405, § 2, C. O.

réserve la législation cantonale pour les personnes qui, par profession, servent d'intermédiaires dans les affaires, ce qui est le cas en l'espèce.

Comme le jugement ne consacre aucune violation de la loi, et qu'il est rendu en dernier ressort, l'appel n'en est pas recevable. La Cour ne peut, dès lors, examiner le fond, et dire si la contravention est établie en fait, ainsi que l'a admis le Tribunal de police.

Par ces motifs, et vu les art. 403, 4°, 407 et 399 C. inst. pén., la Cour déclare non recevable l'appel. .

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(*JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE*)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à M. Henry PATRY, Frontenex près GENÈVE

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les ANNONCES sont reçues chez MM. HAASENSTEIN & VOGLER

Corraterie

20 centimes la ligne en son espace.

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Küstner frères c. Gai : ouvrier; accident professionnel; action en dommages-intérêts; admission par la dernière instance cantonale; recours; 1° constatations de fait liant le Tribunal fédéral; 2° appréciation des fautes des parties; art. 1, 2, 5 loi du 25 juin 1881; 3° calcul de l'indemnité; confirmation. — *Lecoultré c. Sacchi:* maison de tolérance; retrait d'autorisation d'exploitation dans un immeuble; action du propriétaire contre le locataire en paiement du loyer jusqu'à la fin du bail; art. 145 C. O.; déboulement; recours au Tribunal fédéral; contrat ayant pour objet une chose contraire aux bonnes mœurs; art. 17 C. O.; bail sans objet valable en droit; rejet; confirmation. — *Cour de justice civile.* Dame Corbez-Verdan c. Bouvier: poursuites; reconnaissance; art. 81 L. P.; mainlevée d'opposition; jugement rendu en dernier ressort; appel; 1° recevabilité; jugement non motivé; art. 99 pr. civ.; 2° reconnaissance souscrite par la femme française assistée de son mari; validité; 3° prescription des intérêts antérieurs à cinq ans; réforme partielle; art. 1486, 1494 C. civ. art. 2277 C. civ. fr.; art. 147 C. O. — *Fautes devers.* — *Avie.*

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 11 JUILLET 1907.

Présidence de M. PERRIER.

Ouvrier; accident professionnel; action en dommages-intérêts; admission par la dernière instance cantonale; recours; 1° constatations de fait liant le Tribunal fédéral; 2° appréciation des fautes des parties; art. 1, 2, 5 loi du 25 juin 1881; 3° calcul de l'indemnité; confirmation.

Küstner frères contre Gai.

1. En matière d'accident de fabrique, l'ouvrier n'est tenu d'alléguer la faute du patron que lorsqu'il fonde sur celle-ci sa demande ou une conclusion spéciale, par exemple dans le cas de l'article premier de la loi de 1881, mais nullement lorsque, comme dans l'espèce, son action repose sur l'art. 2 ibid. déclarant le patron responsable, même sans qu'il y ait faute de



sa part, et lorsque le patron, pour échapper à cette responsabilité objective, veut prouver, conformément à l'art. 2 sus visé, que l'accident a pour cause la propre faute de la victime.

En pareil cas, le juge doit rechercher si la faute de l'ouvrier est la cause unique de l'accident ou si, à côté de cette faute, il en existe d'autres.

11. Le danger présenté par une machine, même en dehors du cas de faute du patron, constitue, en cas d'accident de fabrique, un élément assimilable tout au moins au cas fortuit, et dont l'effet, conformément à l'art. 5 de la loi de 1881, doit être de laisser peser sur le patron une partie de la responsabilité de l'accident, même en cas de faute de l'ouvrier. Il se justifie, en pareille occurrence, d'établir un partage de responsabilité entre l'ouvrier fautif et le patron qui, même en l'absence d'une faute établie à sa charge à lui, doit assumer une partie de la responsabilité des accidents de l'exploitation, lorsque ceux-ci sont dus, comme dans l'espèce, à diverses causes concurrentes.

Le demandeur et intimé, Pierre Gai, était employé des défendeurs et recourants, Küstner frères, mécaniciens, à Genève, en qualité d'ouvrier raboteur; il était payé 4 fr. 50 par jour.

Le 9 juillet 1906, Pierre Gai a été victime, dans les ateliers des défendeurs et en travaillant pour eux, d'un accident dont la Cour civile a fixé les circonstances de la manière suivante :

« Gai était occupé à raboter une plaque de métal ; s'apercevant qu'il y avait un sifflet du côté de l'engrenage, il prit la burette d'huile pour en verser le contenu dans un godet ; en secouant la burette, une goutte d'huile est tombée sur la partie extérieure du moyeu de l'engrenage ; cet huilage se fit sans arrêter la machine. Gai prit un chiffon pour essuyer l'huile qui se trouvait sur ledit moyeu, pendant la marche de la raboteuse ; c'est alors que l'extrémité du chiffon fut prise dans l'engrenage et que Gai, qui voulut saisir ce chiffon pour l'empêcher de pénétrer dans l'engrenage, eut l'index droit saisi et mutilé. Gai a ajouté que l'accident s'est produit alors qu'il regardait la plaque de métal à raboter, qui se trouvait à sa gauche, tandis qu'il essuyait l'huile sur le moyeu de l'engrenage, situé à sa droite. »

Par exploit du 15 septembre 1906, Pierre Gai réclame à Küstner frères la somme de 3000 francs, à titre d'indemnité pour cet accident, en se fondant sur les dispositions de la loi sur la responsabilité civile des fabricants.

Les défendeurs ont conclu au déboutement du demandeur, en soutenant que l'accident avait eu pour cause exclusive la propre faute du demandeur, et qu'en conséquence, en vertu de l'art. 2 de

la loi fédérale précitée, ils n'étaient pas responsables des suites du dit accident.

Par jugement du 22 février 1907, le Tribunal de première instance débouta Gai de ses conclusions et le condamna aux dépens, par le motif que l'accident était arrivé par la négligence et l'imprudence graves du demandeur.

Gai appela de ce jugement, et, par jugement préparatoire du 11 mai suivant, la Cour de Justice civile ordonna la comparution personnelle des parties, pour être entendues sur place devant elle. Le procès-verbal détaillé de l'inspection des lieux et de l'audition des parties est joint au prédit jugement, et il en sera tenu compte, pour autant que de besoin, dans la suite du présent arrêt.

Par arrêt du 23 mars, la Cour civile rendit son jugement, lequel condamne Küstner frères à payer à Gai, avec intérêts de droit, dès la demande en justice, une somme de 1200 francs, à titre d'indemnité. Les motifs de ce jugement seront pris également en considération dans la partie juridique de l'arrêt actuel.

Par écriture du 15 juin, les défendeurs Küstner frères ont recouru en réforme contre ce jugement, déclarant l'attaquer dans son ensemble, et conclure, en première ligne, à ce que le demandeur soit débouté de toutes ses conclusions, et, subsidiairement, à ce que la cause soit renvoyée à l'instance cantonale pour complément d'instruction.

Dans un mémoire volumineux daté du même jour, les défendeurs ont exposé les motifs de leur appel ; ils seront examinés dans la mesure nécessaire, ainsi que la réponse de l'intimé, dans les considérants de droit ci-après :

(Abrégé).

Arrêt.

En droit : I. Les critiques formulées par les recourants à l'encontre de l'arrêt attaqué ont trait :

- a) Aux constatations de fait du dit arrêt ;
- b) A la solution, en fait et en droit, donnée par le même arrêt, à la question de la faute des défendeurs ;
- c) A une fausse application des conséquences juridiques de la faute propre du demandeur ;
- d) Au calcul de l'indemnité.

Examinant successivement ces divers griefs :

La majeure partie des arguments invoqués par les recourants contre les constatations de fait du jugement cantonal doit être

écartée du débat, attendu qu'à teneur de l'art. 81 O.J.F., le Tribunal fédéral est lié par les constatations de l'instance cantonale, à moins que celles-ci ne soient contraires aux pièces du procès ou aux dispositions légales fédérales en matière d'appréciation des preuves.

Les recourants allèguent toutefois l'existence d'une contradiction des constatations du jugement avec les actes de la cause sur deux points, qu'il convient d'examiner brièvement.....

... Ces dernières appréciations, portant exclusivement sur les questions de fait, se caractérisent comme des constatations à l'égard desquelles, en tant que constatations de fait, et conformément à la loi sur l'O. J. F. précitée, le Tribunal fédéral est lié par la solution que leur a donnée l'instance cantonale, tout en conservant sa compétence autonome en ce qui concerne les conséquences juridiques tirées de ces constatations de fait.

II. En ce qui a trait aux questions de droit, les défendeurs estiment d'abord que la Cour cantonale, en déclarant qu'ils avaient commis une faute, consistant dans le fait que l'engrenage n'était pas suffisamment recouvert, a soulevé d'office un moyen qui n'avait pas été articulé par le demandeur, sur lequel les défendeurs n'avaient pas été entendus, et qui n'avait pas fait l'objet de l'instruction, ce qui impliquerait, aux yeux de ces derniers, un déni de justice, ainsi qu'une fausse application de la loi sur la responsabilité des fabricants, disposant qu'une faute des défendeurs ne se présume pas, mais doit être alléguée et prouvée par le demandeur.

Sur le grief tiré d'un prétendu déni de justice, il convient d'observer que les défendeurs, pour résister aux fins de la demande, ont objecté, en première ligne, déjà en première instance, que l'accident était arrivé par la *faute exclusive* du demandeur, attendu, d'une part, que l'engrenage dans lequel l'index droit de Gai avait été engagé et mutilé « est soigneusement gardé par une longue bande de tôle qui suit la forme des roues et entoure complètement leur partie supérieure », et que, d'autre part, le travail à la raboteuse « ne présentait aucun danger quelconque », puisque, selon eux, la présence de la bande de sûreté rendait impossible l'introduction du doigt dans l'engrenage. Ce sont donc les défendeurs eux-mêmes qui, à l'appui de leur exception de la propre faute de Gai, ont soulevé la question de l'innocuité de l'engrenage, ainsi que celle de savoir si l'accident était attribuable à la faute unique du demandeur. Tandis que les premiers juges ont tranché cette dernière question dans le sens des défendeurs, la Cour de

Justice, de son côté, après avoir inspecté la machine, a reconnu que si Gai avait incontestablement commis une faute, celle-ci « n'était pas suffisante pour exonérer les défendeurs de toute responsabilité », attendu que l'engrenage n'était pas suffisamment recouvert, que, s'il l'eût été plus complètement, l'accident ne serait pas arrivé, et que, dès lors, « Küstner frères n'ont point établi que l'imprudence de Gai soit l'unique cause de l'accident ».

Il ressort de ce qui précède que la question de savoir si l'engrenage était suffisamment protégé, loin d'avoir été soulevée sans motifs par la Cour, s'imposait à l'examen et à la décision de celle-ci à la suite de l'exception même formulée par les défendeurs; c'est donc à tort que ceux-ci prétendent avoir été condamnés sans avoir pu s'expliquer sur ce fait, et le grief de déni de justice apparaît dès lors comme dénué de tout fondement.

Le second grief des défendeurs, tiré de ce qu'ils n'ont pas été appelés à prouver que la machine dont l'engrenage est ainsi gardé n'a jamais produit le moindre accident, n'est pas mieux justifié; attendu que lesdits défendeurs n'arguent point de ce qu'une offre de preuve positive et précise, de leur part, sur ce point, aurait été repoussée; attendu, en outre, que l'apport d'une semblable preuve n'était pas de nature à démontrer l'absence de tout danger, et, enfin, que la procédure probatoire a eu lieu, en réalité, sur ce point, par le transport de l'office sur place, l'inspection de la machine et l'audition personnelle des parties, au cours de laquelle les défendeurs ont été certainement mis en situation de démontrer que l'engrenage était suffisamment protégé.

Comme Küstner frères n'allèguent nullement, en outre, quant au droit, qu'aucune règle de la procédure cantonale, ou du droit fédéral en matière de preuve, ait été violée à leur préjudice, leurs récriminations de ce second chef ne sauraient être accueillies.

Il en est de même de leur argument consistant à dire que, d'après la loi fédérale sur la responsabilité des fabricants, la faute du patron ne se présume pas, mais qu'elle doit être alléguée et prouvée par l'ouvrier. En effet, abstraction faite de ce qu'il ne s'agit point ici de *présomption*, puisque la Cour a recherché et admis la *preuve* de ladite faute, le demandeur n'est tenu d'alléguer la faute du patron que lorsqu'il fonde sur celle-ci sa demande ou une conclusion spéciale, par exemple dans le cas de l'article premier de la loi de 1881, mais nullement lorsque, comme dans l'espèce, la demande est fondée sur l'art. 2 de la même loi, qui déclare le

patron responsable, même sans qu'il y ait faute de sa part, et lorsque — toujours comme dans le cas actuel — le patron, pour échapper à cette responsabilité objective, veut prouver, conformément aussi au prédit article 2, que l'accident a pour cause la propre faute de la victime. Il est clair qu'en pareil cas le juge doit, aux termes de la loi (art. 2) rechercher si la faute de l'ouvrier est la cause *unique* de l'accident, ou si, à côté de cette faute, il en existe d'autres. Cette recherche est également imposée au juge par l'art. 5 *ibidem*, lequel prévoit que la faute propre de la victime peut n'avoir causé l'accident qu'en partie, et qu'à côté de cette faute, il peut exister d'autres causes de l'accident, comme le cas fortuit, ou une faute concurrente du patron. Cet examen est, à plus forte raison, indispensable, lorsque l'exception du patron allègue, comme c'est le cas dans le présent litige, que la faute propre de l'ouvrier est la cause unique et exclusive de l'accident.

III. Il est, à cet égard, tout d'abord incontestable que, comme le constate l'arrêt attaqué, et ainsi que le relèvent avec raison les recourants, le demandeur Gai a commis une double et grave imprudence en n'arrêtant pas — ce qui était en son pouvoir — instantanément, la machine, pour retirer le chiffon qui venait de s'engager dans l'engrenage, au lieu de chercher à le retirer avec la main droite pendant la marche de la machine, et en ne veillant pas à ce qu'aucune partie du dit chiffon ne puisse être saisie par la portion de l'engrenage qui se trouvait à découvert, au-dessus du moyeu à essuyer. Le demandeur, de son propre aveu, n'a pas prêté une attention suffisante à l'opération de l'essuyage de l'huile qui se trouvait sur la partie extérieure du prédit moyeu ; il a, en effet, déclaré devant la Cour cantonale que l'accident s'était produit alors qu'il regardait la plaque de métal à raboter qui se trouvait à sa gauche, pendant qu'il essuyait l'huile avec sa main droite sur le moyeu de l'engrenage.

Cette double imprudence n'est toutefois point à considérer comme la cause unique de l'accident survenu au demandeur. Il résulte, en effet, de la description donnée dans l'arrêt cantonal, ainsi que du croquis versé au dossier par les défendeurs, que l'engrenage de la raboteuse n'était protégé que dans le sens de son plan vertical, au moyen d'une bande de tôle, de trois ou quatre centimètres de largeur, qui entourait la circonférence des roues, et empêchait d'introduire la main ou un autre objet directement dans les dents des dites roues, tandis que la face latérale de l'engrenage était

découverte, de manière à permettre à la main de s'introduire horizontalement, de côté, dans l'engrenage, perpendiculairement à son plan vertical. Un danger indéniable existait de ce chef, ainsi que l'événement l'a prouvé, et tout péril eût été vraisemblablement écarté, si la face latérale des roues eût été munie d'une plaque protectrice recouvrant entièrement l'engrenage. La question de savoir si l'omission de cette mesure de prudence constitue une faute directe des défendeurs est discutable, et peut être susceptible de diverses solutions, vu les actes de la cause et en l'absence d'une expertise technique qui n'a point été requise par les parties, ni jugée nécessaire par les instances cantonales. Quoi qu'il en soit, du reste, à cet égard, le danger que présentait la machine, même si l'on fait abstraction de la question de faute des défendeurs, n'en constituait pas moins un élément assimilable tout au moins au cas fortuit, et dont l'effet, conformément à l'art. 5 de la loi de 1881, doit être de laisser peser sur le patron une partie de la responsabilité de l'accident. Ainsi que le Tribunal de céans l'a prononcé à différentes reprises, il se justifie, en pareille occurrence, de statuer un partage des responsabilités, entre l'ouvrier fautif et le patron, qui, même en l'absence d'une faute établie à sa charge à lui, doit assumer une partie de la responsabilité des accidents de l'exploitation, lorsque ceux-ci sont dus, comme dans l'espèce, à diverses causes concurrentes. (Voir arrêts du Tribunal fédéral dans les causes Häring c. Tschan; *Rec. off.*, XXIX, II, pages 38 et suivantes; Flury c. Schweiz. Industriegesellschaft in Neuhausen, *ibid*, XXIV, II, pages 454 et suiv.) Le fait du danger que présentait objectivement la machine, dans les circonstances qui ont permis à l'accident de se produire, est de nature à diminuer la causalité résultant de la faute propre de la victime, et à reporter une partie des causes du sinistre à un élément extérieur, dont les conséquences doivent, même en dehors de toute faute subjective commise par les défendeurs, être supportées, par les motifs sus-indiqués, par ces derniers, tout en laissant subsister, cela va sans dire, la part de responsabilité incombant à sieu Gai du chef de ses propres fautes.

IV. En ce qui concerne la détermination de l'indemnité à allouer à Gai, conformément à ce qui précède, il y a lieu de constater d'abord que le jugement de la Cour, en tenant compte de l'âge de la victime, vingt-deux ans, de son salaire journalier de 4 fr. 50, pendant trois cents jours, soit 1350 francs par an, d'une diminution de la capacité de travail du 10 %, pour perte de deux phalanges à

l'index droit, — données concordant avec celles de la science, ainsi qu'avec la jurisprudence du Tribunal de céans, dans des espèces analogues, — a fixé à 135 francs par an le préjudice souffert par le demandeur, ce qui correspond, d'après Soldan, table III, à un capital de 2696 fr. 35, soit, en chiffres ronds, de 2700 francs. Pour tenir compte de la faute de Gai, d'une part, et de l'avantage de l'allocation d'un capital au lieu d'une rente, la Cour a réduit cette somme de 1500 francs, soit du 55 %, et a fixé l'indemnité à allouer à la victime à 1200 francs.

En prenant en considération l'élément, étranger à la faute propre du demandeur, du danger objectif inhérent à la machine, lequel doit conduire, ainsi qu'il a été dit, à diminuer, en ce qui concerne la cause de l'accident, l'effet résultant de la propre faute de Gai, et, par conséquent, à laisser subsister, en faveur du demandeur, une portion de l'indemnité, qui aurait dû lui être entièrement refusée dans le cas où la faute eût apparu comme la cause unique de l'accident, il convient de donner, dans les circonstances de la cause, à l'élément en question une importance sensiblement égale à celle que la Cour cantonale avait attribuée à la faute des défendeurs, et de maintenir, dès lors, comme indemnité à accorder à sieur Gai, la somme de 1200 francs fixée par la prédite instance.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Le recours est rejeté et l'arrêt rendu par la Cour de Justice civile de Genève, le 25 mai 1907, est maintenu tant au fond que sur les dépens...

AUDIENCE DU 28 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. JÄGER.

Maison de tolérance ; retrait d'autorisation d'exploitation dans un immeuble ; action du propriétaire contre le locataire en paiement du loyer jusqu'à la fin du bail ; art. 145 C. O. ; déboulement ; recours au Tribunal fédéral ; contrat ayant pour objet une chose contraire aux bonnes mœurs ; art. 17 C. O. ; bail sans objet valable en droit ; rejet ; confirmation.

Lecoultre contre Sacchi.

1. L'établissement d'une maison de tolérance doit, de nos jours, être considéré comme contraire aux bonnes mœurs.

Le fait qu'il serait autorisé par l'administration ne saurait lui enlever ce caractère.

11. Si, pour le propriétaire qui loue son immeuble en vue de l'exploitation d'une maison de tolérance, l'objet du contrat n'est pas directement contraire aux bonnes mœurs, il l'est indirectement, et un contrat de cette nature est également nul en regard de l'art. 17 C. O.

En fait : A. Le 12 juillet 1902, le Département de Justice et Police de Genève, agissant comme autorité de police administrative, fit défense à François Sacchi de continuer à exploiter une maison de tolérance établie dans l'immeuble sis rue du Prince, n° 6, à Genève, et lui enjoignit de transporter son établissement ailleurs. Sacchi, qui n'était que locataire de l'immeuble, porta cet ordre à la connaissance du propriétaire, D.-C. Lecoultre, et l'avisa qu'il se refuserait à payer le loyer dès le jour de son départ. Il quitta les lieux le 8 août suivant.

Cet ordre administratif était en rapport avec des travaux d'utilité publique qui se faisaient dans le quartier et devaient entraîner l'enlèvement de l'immeuble. Celui-ci fut, en effet, exproprié par la Ville de Genève, qui en prit possession le 1^{er} avril 1903, et fut condamnée à en payer le prix avec intérêts, non pas dès le jour du départ de Sacchi, mais dès le jour de la prise de possession.

B. Le présent litige est relatif à cette dernière différence. Lecoultre réclame à Sacchi une somme de 2248 fr. 70, montant du loyer du 8 août 1902, date de l'évacuation, au 1^{er} avril 1903, date de la prise de possession de l'immeuble par la Ville, et point de départ des intérêts à payer sur le prix d'estimation.

Le demandeur a allégué, en résumé, que, puisque le bail du 26 août 1895, dont découlent les droits du locataire, ne mentionne pas que les locaux loués étaient destinés à la tenue d'une maison de tolérance, la mesure de police qui a atteint le tenancier de cet établissement, et qui l'a contraint à évacuer, avant la fin du bail, ne devait pas nuire au propriétaire ; le loyer avait couru contre le locataire jusqu'au jour où la Ville avait pris possession de l'immeuble.

Le défendeur a soutenu, au contraire, que la mesure qui l'avait contraint à évacuer avait été prise en vertu du pouvoir absolu réservé à la police administrative de fermer, en tout temps, une maison de tolérance ou d'en exiger le déplacement ; que cet état précaire était connu du propriétaire, qui en avait accepté les risques et qui avait perçu, comme correspectif, des loyers beaucoup plus élevés que le loyer normal d'un immeuble tel que le numéro 6 de la rue du Prince.

C. Par arrêt du 8 juin 1907, la Cour de Justice civile a débouté le demandeur Lecoultre de ses conclusions en paiement de loyer et l'a condamné à tous les dépens de première instance et d'appel. Ce prononcé est fondé sur l'art. 145 C. O., la Cour estimant que le retrait de l'autorisation administrative de tenir une maison de tolérance est un cas de force majeure. Cet arrêt contient, en outre, les constatations suivantes :

« Il est constant en fait, et il n'est pas contesté que le bâtiment portant le numéro 6 de la rue du Prince a servi, de temps immémorial, à l'exploitation d'une maison de tolérance. La dame Béguin (dès lors dame Lecoultre) elle-même, alors qu'elle n'était pas encore veuve, y a tenu une pareille maison ; elle a eu pour successeur Z., qui lui-même a eu pour successeur Sacchi. Z. s'était installé déjà antérieurement au bail écrit daté du 26 août 1895 ; ce bail n'était que la consécration et la continuation d'un bail verbal antérieur. Il résulte de toutes les circonstances de la cause que la maison numéro 6 de la rue du Prince a été louée à Z., puis à Sacchi, pour y tenir une maison de tolérance. Lecoultre ne prétend pas avoir ignoré l'usage que son locataire faisait de son immeuble, ensuite d'une tradition non interrompue. La raison probable, pour laquelle la destination des lieux loués n'est pas mentionnée dans le bail, doit être cherchée dans le désir qu'ont eu sans doute les parties d'éluder l'art. 17 C. O. C'est dans ces conditions, et pour cette exploitation, que l'immeuble a été loué. C'est à raison de ce mode d'exploitation qu'un loyer relativement très élevé a été convenu. Ce haut prix avait comme correspectif le risque, couru par le propriétaire, de perdre son locataire avant la fin du bail si l'autorisation administrative venait à être retirée... »

D. C'est contre ce prononcé, communiqué aux parties le 12 juin 1907, que, par acte du 2 juillet 1907, le demandeur Lecoultre a déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral et reprendre ses conclusions originaires. Le défendeur a conclu au maintien de l'arrêt attaqué.

Arrêt.

En droit : 1. Suivant la jurisprudence constante du Tribunal fédéral, la question de savoir si un contrat a pour objet une chose illicite ou contraire aux bonnes mœurs peut être soulevée, même d'office, par le juge. (*Rec. off.* XXX, II, page 76, et XXX, II, page 416,) Il importe donc peu, en l'espèce, que le défendeur n'ait pas lui-même opposé aux conclusions de la demande un moyen tiré

de l'art. 17 C. O., et le Tribunal fédéral peut néanmoins librement examiner si l'objet du contrat, sur lequel le demandeur a fondé ses prétentions, est illicite ou contraire aux bonnes mœurs.

Le demandeur qui a, du reste, abordé lui-même la question dans le mémoire présenté à l'appui de son recours, prétend que l'établissement d'une maison de tolérance, à Genève, ne doit pas être considéré comme illicite ou contraire à l'ordre public, et que le bail du 26 août 1895 n'avait pas pour objet l'établissement d'une maison de tolérance. Il importe d'examiner d'abord ces deux points.

II. La question de savoir si l'établissement d'une maison de tolérance doit, de nos jours, et d'une façon générale, être considéré comme contraire aux bonnes mœurs, a déjà été tranchée dans le sens de l'affirmative par le Tribunal fédéral, d'accord sur ce point avec la doctrine et la jurisprudence étrangères. (*Rec. off.*, XXIV, II, page 864 et citations; voir, en outre, Laurent, *Droit civil*, XVI, page 207; Dalloz, *Rép.*, 1885, I, page 231; 1891, I, page 484; *R. G. C.*, XXIX, page 109.) Il n'y a pas de motif de s'écarter de cette jurisprudence.

C'est en vain que le recourant invoque, à l'appui de sa manière de voir, le système de la réglementation admis par l'Etat de Genève, consacré par le Grand Conseil et par une majorité d'électeurs dans une votation récente. Le fait même d'exploiter une maison de tolérance est considéré comme immoral; c'est là une appréciation de la moralité d'un acte par la conscience publique, appréciation à laquelle le juge ne peut rien opposer; l'autorisation émanée de l'administration et la tolérance qu'elle accorde ne changent pas le caractère de l'acte. En effet, ces établissements peuvent être administrativement tolérés et surveillés sans que, pour cela, ils doivent être protégés par la loi civile, et que leur existence doive être considérée, en droit, comme licite et ne froissant pas un sentiment de morale général. (*Rec. off.*, XXIV, II, page 864; Dalloz, *Pér.*, 1885, I, page 231; Laurent, *Droit civil*, XVI, page 207; Kohler, *Archiv für bürgerl. Recht*, V, page 195.)

III. Le bail du 27 août 1895, qui désigne le preneur comme «tenant pension», ne mentionne pas, il est vrai, que les locaux loués doivent servir à l'établissement d'une maison de tolérance; mais l'instance cantonale a admis en fait, et ces constatations lient le Tribunal fédéral (art. 81 O. J. F.), que le bail a été consenti dans un but bien déterminé, savoir pour l'exploitation d'une maison de tolérance, et que c'est à raison de ce fait qu'un loyer relativement très

élevé a été convenu. Le bailleur ne prétend pas, du reste, avoir ignoré l'usage que son locataire faisait de l'immeuble loué ; il allègue seulement que le bail n'avait pas pour objet une maison de tolérance, mais qu'il garantissait uniquement au locataire la jouissance des locaux loués, ce qui n'a rien d'illicite. Cette argumentation est sans valeur. D'une part, il paraît résulter des constatations de fait de l'instance cantonale que le prix du loyer était fixé à raison même de l'utilisation spéciale des locaux. L'objet du contrat était donc autre chose que la simple location des locaux, et le propriétaire profitait directement de l'établissement qui y était exploité, en percevant un loyer relativement très élevé. D'autre part, si, même pour le propriétaire, l'objet du contrat n'était pas directement contraire aux bonnes mœurs, il l'était indirectement, et un contrat de cette nature est également nul, en regard de l'art. 17 C. O. (*Rec. off.*, XXVI, II, page 444, et XXX, II, page 417.) L'immeuble avait servi de tout temps à l'exploitation d'une maison de tolérance, la femme du demandeur lui-même l'avait utilisé dans ce but, le propriétaire savait que le locataire continuerait cette exploitation et profiterait de la clientèle attachée à la maison. (*Comp. Rec. off.*, XXIV, II, page 864.) Sans doute, le but direct du bailleur, en louant son immeuble, était d'en percevoir le loyer, ce qui n'a rien d'illicite en soi, mais il n'obtenait ce loyer qu'en exécution de l'obligation de paiement, que contractait envers lui le défendeur, son locataire ; or, celui-ci ne louait la maison et ne s'obligeait à en payer le loyer que dans le but de pouvoir continuer au même endroit l'exploitation de la maison de tolérance. C'est là qu'était pour lui l'objet du contrat, objet contraire aux bonnes mœurs. Il n'y a aucune raison de modifier, sur ce point, la jurisprudence du Tribunal fédéral qui concorde avec la jurisprudence étrangère. (Voir *R. G. C.* XXXVIII, page 201 ; Dalloz, *Rép.*, 1875, II, page 127, et 1891, I, page 484 ; *Schweiz. Blätter für Handelsrecht. Entsch.*, VIII, page 286.)

IV. Le bail du 27 août 1895 étant sans objet valable en droit, le contrat est nul, et la demande doit être repoussée. Le dispositif de l'arrêt de la Cour de Justice civile de Genève, qui a débouté le recourant de ses conclusions, doit donc être confirmé.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral, prononce : Le recours en réforme interjeté par David-Constant Lacoultre contre l'arrêt de la Cour de Justice civile de Genève, du 8 juin 1907, est déclaré mal fondé et ledit arrêt confirmé...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 2 NOVEMBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Poursuites; reconnaissance; art. 82 L. P.; mainlevée d'opposition; jugement rendu en dernier ressort; appel; 1° recevabilité; jugement non motivé; art. 99 pr. civ.; 2° reconnaissance souscrite par la femme française assistée de son mari; validité; 2° prescription des intérêts antérieurs à cinq ans; réforme partielle; art. 1486, 1494 C. civ.; art. 2277 C. civ. fr.; art. 147 C. O.

Dame Corbex-Verdan contre Bouvier.

I. Des époux français qui prétendent être mariés sous le régime de la séparation de biens, mais n'en rapportent pas la preuve, doivent être considérés, en cas de dénégation de leur partie adverse, comme étant mariés sous le régime légal de la séparation de biens.

II. Un jugement qui n'est pas motivé, ou qui n'est pas suffisamment motivé, est rendu en violation de l'art. 99, n° 5, pr. civ., et l'appel en est recevable, alors même qu'il aurait été rendu en dernier ressort.

Le 18 juillet 1907, Bouvier a fait notifier à dame Corbex, séparée de biens, un commandement de payer (poursuite n° 41955) pour les sommes suivantes :

1° 1400 francs, avec intérêts au 5 %, du 5 juin 1900 ;

2° 177 fr. 40, avec intérêts de droit au 5 %.

Le tout, solidairement avec son mari.

Le titre visé était une reconnaissance du 5 juin 1900, pour la somme de 1400 francs. Les 177 fr. 40 représentaient des frais judiciaires.

Dame Corbex ayant fait opposition, le demandeur conclut à la mainlevée de cette opposition, par requête en date du 7 septembre 1907; il invoquait le titre visé au commandement et consistant dans une reconnaissance de devoir 1400 francs à dame Bouvier, cette somme étant remboursable par quart, à six mois d'intervalle, à partir de l'année 1902, avec intérêts au 5 %.

Cette pièce était signée par dame et par sieur Corbex.

Le 24 septembre 1907, devant le Tribunal, dame Corbex s'opposa à la demande de mainlevée.

Elle fit valoir, en substance, les arguments suivants :

a) Les intérêts ne sont dus que depuis cinq ans ;

b) La requête est faite au nom de Bouvier, tandis que la recon-

naissance est souscrite à dame Bouvier. Si les époux Bouvier sont mariés sous le régime de la séparation de biens, seule dame Bouvier a qualité pour agir, et la requête est nulle ;

c) La reconnaissance a été faite pendant que les époux étaient mariés sous le régime de la communauté.

Dame Corbex n'a pas signé la reconnaissance en même temps que son mari ; elle n'est donc pas autorisée par ce dernier, et la reconnaissance est nulle ;

d) Actuellement, les époux Corbex sont séparés de biens et dame Corbex ne peut être recherchée pour cette reconnaissance (art. 1483 et 1484 C. civ. genevois).

Bouvier persista dans les fins de sa requête et soutint que la pièce fut écrite et signée par dame Corbex en présence de son mari. — Il déclara que les intérêts n'étaient exigés que depuis 1902.

Par jugement du 11 octobre 1907, le Tribunal constatait que la pièce produite constituait la reconnaissance prévue à l'art. 82 L. P., et que les objections soulevées par la défenderesse étaient sans fondement. En conséquence, il prononçait la mainlevée de l'opposition de dame Corbex, et condamnait cette dernière à un émolument de justice de 30 francs.

Le dispositif de ce jugement fut communiqué aux parties par lettre du 12 octobre.

Appel fut interjeté par dame Corbex, en date du 16 octobre. Dame Corbex reprend tous ses arguments de première instance et, à raison de ces motifs, soutient que les premiers juges ont violé les art. 82 L. P. et 1483 et 1484 C. civ. genevois.

Dans sa plaidoirie, le conseil de dame Corbex a, en outre, soutenu que le jugement n'était pas suffisamment motivé.

Bouvier a persisté dans ses conclusions et explications, telles qu'il les avait fournies en première instance. Il conclut à l'irrecevabilité de l'appel.

Les questions soumises à la Cour sont les suivantes :

1. L'appel de dame Corbex est-il recevable ?
2. En cas de réponse affirmative, est-il fondé ?

Sur la première question :

Le jugement dont est appel est rendu en dernier ressort (art. 23, loi d'application de la loi sur la poursuite pour dettes), et l'appel n'en est recevable que dans le cas de l'art. 339 pr. civ., c'est-à-dire, notamment, lorsque la loi a été violée.

Le jugement dont est appel se borne à constater que la pièce

produite constitue la reconnaissance prévue à l'art. 82 loi sur la poursuite pour dettes, et que les objections soulevées par la défenderesse sont sans fondement, sans donner aucune raison à l'appui de cette opinion.

Le jugement ne saurait, dans ces conditions, être considéré comme motivé, et a été rendu en violation de l'art. 99, n° 5, loi de procédure civile genevoise. (Voir arrêt Rieben c. Vincent, Cour de Justice, 23 octobre 1897, *Semaine Judiciaire*, 1897, page 731.)

L'appel du jugement est donc recevable, ayant d'ailleurs été interjeté dans le délai prévu par l'art. 423 loi de procédure civile.

Sur la deuxième question :

Il convient de reprendre séparément les arguments de l'appelant, indiqués sous lettres *a*, *b*, *c* et *d* du présent arrêt.

a) La reconnaissance a été souscrite à *Grenoble*, le 5 juin 1900. Aux termes de l'art. 2277 du Code civil français, les intérêts se prescrivent par cinq ans.

L'art. 147, § 1, C. O. admet la même prescription.

D'ailleurs, sieur Bouvier avait, dans la plaidoirie de son conseil, devant les premiers juges, déclaré que les intérêts n'étaient exigés que depuis 1902.

C'est donc à tort que la mainlevée a été prononcée pour les intérêts antérieurs au 18 juillet 1902, soit remontant à plus de cinq ans dès la date de la poursuite.

b) Il n'a été rapporté aucune preuve que les époux Bouvier soient séparés quant aux biens. Ce fait a été dénié ; dans ces conditions, on doit admettre qu'ils sont mariés sous le régime légal de la communauté de biens. Bouvier est donc recevable à poursuivre le paiement de la somme reconnue.

c) Il a été articulé, et non dénié, que la reconnaissance invoquée avait été écrite et signée au même moment par dame Corbex. L'apparence de la pièce confirme cette allégation. La reconnaissance est revêtue de la signature de sieur Corbex ; elle présente donc tous les caractères extérieurs d'une obligation valable. Si dame Corbex entendait en infirmer la valeur, elle aurait dû rendre son allégation vraisemblable. Elle ne le fait pas, et son opposition, sur ce point, n'est pas fondée. (Voir arrêt Rieben c. Vincent, déjà cité.)

d) Les époux Corbex sont séparés quant aux biens ; dame Corbex le déclare, et, dans son commandement. Bouvier lui a donné cette qualification.

Aux termes des art. 1486 et 1494 C. civ. genevois, la femme, même renonçante, est tenue des dettes de la communauté, lorsque ces dettes proviennent de son chef, ou que la femme s'est engagée conjointement avec son mari. Tel est le cas en l'espèce. Dame Corbex peut donc être poursuivie pour le montant de la reconnaissance.

La mainlevée de son opposition doit donc être prononcée, mais non pas comme le fait le dispositif du jugement dont est appel, pour la somme entière portée au commandement, mais seulement à concurrence de 1400 francs et des intérêts au 5 % dès le 18 juillet 1902.

En effet, Bouvier ne produit aucun titre pour la somme de 177 fr. 40.

Sur les dépens, vu l'art. 58 du Tarif fédéral ;

Par ces motifs, la Cour... confirme le jugement, en tant qu'il a condamné l'appelante à un émolument de justice de 30 francs ;

Le réforme, pour le surplus, et, statuant à nouveau, prononce la mainlevée provisoire de l'opposition formée... mais seulement à concurrence de 1400 francs et des intérêts au 5 %, dès le 18 juillet 1902...

FAITS DIVERS

XAVIER GIGNOUX. — Nous avons le regret de devoir mentionner le décès d'un de nos plus anciens avocats, M. X. Gignoux, décédé le 24 novembre dernier.

Né en 1850, il avait prêté le serment professionnel en 1874.

Il fut associé quelques années avec M^e Burgy dont il liquida l'étude après que celui-ci fut entré dans la magistrature.

Gignoux se retira alors à la campagne, à Moillesulaz, où il donnait quelques consultations.

Les confrères qui l'ont connu appréciaient son amabilité et sa bonhomie.

AVIS

Ce numéro est l'avant-dernier du volume de 1907.

MM. les abonnés recevront le titre et les tables avec le suivant (n° 50) dont la publication sera, par ce fait, retardée.

Cambridge

JAN 16 1908

29^{me} Année

N° 50

16 Décembre 1907

LA
SEMAINE JUDICIAIRE

JOURNAL DES TRIBUNAUX
(JURISPRUDENCE SUISSE ET ÉTRANGÈRE)

PARAISANT A GENÈVE TOUS LES LUNDIS

Adresser les lettres, communications et demandes d'abonnement
à **M. Henry PATRY, Frontenex près GENEVE**

15 fr. par an pour toute la Suisse.

VENTE AU NUMÉRO : 50 CENTIMES : BUREAUX « ATAR » CORRATERIE, 12

Les **ANNONCES** sont reçues chez **MM. HAASENSTEIN & VOGLER**

Corraterie

30 centimes la ligne ou son espace.

GNVLS

SOMMAIRE. — *Tribunal fédéral.* Epoux Mutrux c. Brugerolle : contrat de louage de services; rupture; action contre le patron; admission; réduction de la somme réclamée; recours des employés; défaut d'indication de la valeur du litige; art. 59, 63, 67 Org. jud. féd.; irrecevabilité. — *Cour de justice civile.* Dame Favre c. Giacobino : poursuite; vente immobilière; état de collocation; revendication, par la femme divorcée du débiteur, d'un droit de propriété sur le dividende d'un créancier; rejet; appel; 1^o absence de droits actuels de la femme; communauté non acceptée et non liquidée; 2^o admission d'une demande de dommages-intérêts de l'intimé; réforme partielle. — Rubio c. Paquin et Cie : bois; marché; action en dommages-intérêts pour inexécution; admission; art. 140 C. O.; appel; violation des art. 1 et 2 C. O.; absence de contrat parfait; réforme. — Badel et Cie c. Hedinger et Benzi : marché de bois; action en paiement; refus; laisser pour compte; tardiveté; admission de la demande; appel; 1^o régularité du laisser pour compte; art. 246 C. O.; représentant du vendeur avisé; 2^o ordonnance d'expertise.

TRIBUNAL FÉDÉRAL

AUDIENCE DU 13 SEPTEMBRE 1907.

Présidence de M. JÉGER

Contrat de louage de services; rupture; action contre le patron; admission; réduction de la somme réclamée; recours des employés; défaut d'indication de la valeur du litige; art. 59, 63, 67 Org. jud. féd.; irrecevabilité.

Epoux Mutrux contre Brugerolle.

Il ne suffit pas, aux termes de l'art. 67, al. 2, Org. jud. féd., que la déclaration de recours indique la mesure en laquelle le jugement cantonal est attaqué, mais il faut encore que, par le moyen de conclusions permettant au Tribunal fédéral de mettre, le cas échéant, définitivement fin au litige par un arrêt sur le fond, le recourant mentionne expressément les modifications qui, suivant lui, doivent être apportées au jugement de l'instance cantonale.

Il n'y a d'exception à cette règle que lorsque l'instance cantonale, pour écarter la demande, n'a même pas eu à en aborder l'examen au fond, par l'effet de l'admission d'une exception du défendeur, telle que celle tirée de la chose jugée, de la prescription, du défaut de qualité passive chez la partie défenderesse, etc.

A. Par sommation en date du 4 août 1906, les époux, séparés de biens, Edmond-Auguste Mutrux et Amélie née Lehmann, à Genève, ont, chacun de son côté, formé devant le Tribunal des prud'hommes de Genève (Groupe X) contre le sieur Jean dit Henri Brugerolle-Besson, négociant, à Matha (près Cognac), une demande en paiement de salaires et en dommages-intérêts pour rupture de contrat prétendument injustifiée. Après jonction des deux causes, les demandeurs conclurent, en définitive, devant le tribunal (par écritures des 25 avril et 16 mai 1907 et suivant protocole du 24 mai 1907) à ce que le défendeur fût condamné à leur payer, pour solde de salaire, une somme de 1255 fr., et, en outre, pour dommages-intérêts en suite de renvoi abrupt, et pour leur part aux bénéfices réalisés durant leur gérance par la maison du défendeur à Genève, une somme qu'ils laissaient au Tribunal le soin de déterminer ; ils réclamaient, au surplus, la restitution d'un classeur et d'une copie de lettres.

Le défendeur conclut au rejet de la demande comme mal fondée, soutenant que c'était lui qui demeurerait créancier des époux Mutrux, et déclarant se réserver de faire valoir tous ses droits contre eux autrement que par voie de demande reconventionnelle.

Par jugement du 24 mai 1907, le Tribunal des prud'hommes (Groupe X) condamna le défendeur à payer aux demandeurs, avec intérêts de droit, la somme de 1288 fr. 80 pour solde de salaire et part aux bénéfices, — débouta les demandeurs du surplus de leurs conclusions (en dommages-intérêts pour rupture de contrat prétendument injustifiée et en restitution d'un classeur et d'une copie de lettres), — et répartit les frais d'instance et ceux d'expertise (ces derniers taxés à la somme de 450 fr.) par moitié à la charge de chacune des parties.

Sur appel du défendeur Brugerolle, la Chambre d'appel des Conseils de prud'hommes (Groupe X), par arrêt du 19 juillet 1907, réforma ce jugement dans le sens de la réduction de la condamnation du défendeur au paiement d'une somme de 60 fr. 45 aux demandeurs à titre de salaire et pour solde de tous comptes.

B. C'est contre cet arrêt, à eux communiqué le 25 juillet 1907, que les époux Mutrux ont, par acte en date du 10 août 1907, déclaré recourir en réforme auprès du Tribunal fédéral, en formant les conclusions ci-après :

« Plaise au Tribunal fédéral :

« Admettre le présent recours ,

« Dire et prononcer que c'est à tort que l'arrêt dont est recours a débouté les mariés Mutrux de leur demande d'indemnité pour renvoi abrupt ;

« Dire et prononcer également que c'est à tort qu'il n'a été pris pour base du calcul des ordres à livrer que les seules affirmations de Brugerolle, affirmations non appuyées par une production de livres de comptabilité ;

« En conséquence, dire et prononcer que Brugerolle sera tenu de produire ses livres ;

« Dire et prononcer, enfin, que c'est à tort que les instances cantonales n'ont pas tenu compte des bénéfices que les mariés Mutrux auraient vraisemblablement réalisés en trois ans, étant donné qu'ils avaient réussi à en réaliser dans les premiers neuf et demi mois de l'existence de la maison ;

« En conséquence, réformer et mettre à néant l'arrêt dont est recours ;

« Cela fait : renvoyer la cause devant les premiers juges ou devant les juges d'appel pour être instruit et statué dans le sens des conclusions qui précèdent ,

« Condamner Brugerolle aux dépens, si non, réserver ceux-ci ;

« Tous droits réservés. »

Arrêt.

En droit: I. Aux termes de l'art. 71, al. 1 et 2 O. J. F., le Tribunal fédéral doit préliminairement, et d'office, rechercher si le recours n'apparaît pas de prime abord comme irrecevable.

II. Dans leurs dernières conclusions devant la première instance cantonale, les seules dont il y ait lieu de s'occuper dans la question de savoir si la valeur du litige atteint, ou non, le minimum prévu par la loi pour que la cause puisse être portée devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en réforme (art. 59 O. J. F.), les recourants ont, en première ligne, réclamé le paiement d'une somme de 1255 fr. pour salaire arriéré ; le chiffre de cette réclamation est, par lui-même, inférieur au minimum légal de 2000 fr., en sorte que, à moins qu'à ce premier chef de conclusions ne viennent s'en ajouter d'autres (art. 60, al. 1, leg. cit.), pour former avec lui un total atteignant la somme de 2000 fr., l'une des conditions nécessaires à la recevabilité du recours se trouvera faire défaut en l'espèce. Or, si les recourants ont bien, dans leurs dernières conclusions devant le Tribunal des prud'hommes, formulé d'autres réclamations encore que celle qui vient d'être rappelée,

de 1255 fr. pour salaire, ils n'ont pas indiqué la valeur qu'ils leur attribuaient ; ils se sont bornées à demander au tribunal de condamner le défendeur au paiement d'une somme *indéterminée* tant à titre de dommages-intérêts pour prétendu renvoi abrupt qu'à titre de part aux bénéfices, et à la restitution d'un classeur et d'une copie de lettres privées sans spécifier quelle valeur ces objets pouvaient représenter pour eux. Les demandeurs ont ainsi, quant à ces autres conclusions, contrevenu à l'obligation que l'art. 63, al. 1, ch. 1 O.J.F. leur imposait s'ils voulaient que la cause fût susceptible de recours en réforme auprès du Tribunal fédéral. Ces autres conclusions ne peuvent donc entrer en ligne de compte pour la détermination de la valeur de l'objet du litige (voir *Rec. off.* XXXI, II, n° 101, consid. unique, pages 782/783).

Dans ces conditions, le recours doit être préjudiciellement écarté comme irrecevable, le litige ne pouvant être considéré comme atteignant le minimum nécessaire pour le faire rentrer dans la compétence du Tribunal fédéral.

L'on peut faire remarquer que, même dans leur déclaration de recours au Tribunal fédéral, les époux Mutrux ont négligé d'indiquer la valeur du litige alors que, aux termes de l'art. 67, al. 3 O. J. F., ils avaient l'obligation de fournir cette indication à peine d'irrecevabilité de leur recours (*Rec. off.* XXIII, II, n° 18).

III. Le recours est irrecevable, en outre, pour une autre raison. En effet, l'art. 67, al. 2, O. J. F. prescrit que la déclaration de recours doit indiquer dans quelle mesure le jugement cantonal est attaqué, et mentionner les modifications demandées. Et cette règle a été constamment interprétée en ce sens qu'il ne suffit pas que la déclaration de recours indique la mesure en laquelle le jugement cantonal est attaqué, mais qu'il faut encore que, par le moyen de *conclusions* permettant au Tribunal fédéral de mettre, le cas échéant, définitivement fin au litige par un arrêt sur le *fond*, le recourant mentionne expressément les modifications qui, suivant lui, doivent être apportées au jugement de l'instance cantonale. Il n'y a d'exception à cette règle que lorsque l'instance cantonale, pour écarter la demande, n'a même pas eu à en aborder l'examen à fond, par l'effet de l'admission d'une exception du défendeur telle que celles tirées de la chose jugée, de la prescription, du défaut de qualité passive chez la partie défenderesse, etc. (*Rec. off.* XXVIII, II, nos 21 et 50 ; XXXII, II, nos 51 et 55 ; comp. XXXI, II, n° 22, consid. 4, page 163) ; voir aussi arrêt du Tribunal fédé-

ral du 29 mai 1907, en la cause Ravessoud c. C. G. T. E. et Fournier, consid. 1).

Or, quoique, en l'espèce, l'instance cantonale ait rendu un jugement se prononçant sur le fond même du litige, ou, en d'autres termes, quoique la demande des recourants n'ait pas été écartée par l'instance cantonale en vertu d'une exception préjudicielle, il n'a été pris, devant le Tribunal fédéral, aucune conclusion qui permettrait à celui-ci de statuer également sur le fond du procès, si l'état du dossier lui paraissait en offrir la possibilité. Pour que le recours fût recevable en l'espèce, ses auteurs auraient dû ou conclure positivement à la condamnation du défendeur au paiement d'une somme déterminée, ou tout au moins déclarer expressément reprendre les conclusions présentées par eux devant les instances cantonales (à supposer ces conclusions conformes à ce qu'exige la loi sur l'organisation judiciaire fédérale pour que le recours soit recevable, au point de vue chiffre), tandis que, dans la déclaration de recours, l'on n'aperçoit rien de semblable. Les recourants se sont bornés à conclure à ce qu'il plût au Tribunal fédéral énoncer un certain nombre de principes ou de directions à l'usage de l'instance cantonale, et ordonner ensuite le renvoi de la cause à cette dernière pour nouveau jugement sur la base de ces principes ou directions. Les recourants ne réclament donc du Tribunal fédéral qu'une sorte de jugement préparatoire qui ne mettrait aucunement fin au litige. — Il y a eu ainsi, de la part des recourants, méconnaissance des prescriptions de l'art. 67, al. 2, O. J. F., et cette inobservation des dispositions de la loi est de telle nature, selon la jurisprudence constante du Tribunal fédéral, qu'elle entraîne l'irrecevabilité du recours.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce : Il n'est pas entré en matière sur le recours...

COUR DE JUSTICE CIVILE

AUDIENCE DU 12 OCTOBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Poursuite; vente immobilière; état de collocation; revendication, par la femme divorcée du débiteur, d'un droit de propriété sur le dividende d'un créancier; rejet; appel; 1° absence de droits actuels de la femme; communauté non acceptée et non liquidée; 2° admission d'une demande de dommages-intérêts de l'intimé; réforme sur ce point.

Dame Favre *contre* Giacobino.

La femme divorcée ne pourrait revendiquer, comme lui appar-

tenant, en vertu de l'art. 107 L. P., une partie du prix d'un immeuble, vendu par l'Office et ayant appartenu à la communauté, qu'en établissant qu'elle était propriétaire d'une part de cet immeuble.

Il faudrait, pour cela, qu'elle eût accepté la communauté et que, la liquidation de celle-ci intervenue, elle eût été reconnue propriétaire d'une part du dit immeuble.

Les époux Burnet-Favre ont été divorcés par jugement du Tribunal, du 16 décembre 1905; l'exploit introductif d'instance était du 18 octobre 1905.

Le 31 janvier 1906, Jacques Giacobino a assigné Charles-Joseph Burnet en résiliation de bail et en paiement de 1500 francs, à titre de dommages-intérêts.

A l'audience du 5 février 1906, Burnet a déclaré être d'accord sur les conclusions du demandeur. Sur quoi, le Tribunal, vu l'accord des parties, a déclaré résilié, par le fait et la faute de Burnet, le bail conclu avec le demandeur, et condamné Burnet à payer à Giacobino la somme de 1500 francs, à titre de dommages-intérêts.

Giacobino et d'autres créanciers ont exercé des poursuites contre Burnet; des immeubles de la communauté Burnet-Favre ont été saisis et vendus; un état de collocation a été dressé. Giacobino a été colloqué pour la somme de 1625 francs. Il a été avisé par l'Office des poursuites, le 5 février 1907, qu'il pourrait toucher un dividende de 1361 fr. 80, dès le 18 février 1907, si l'état de collocation n'était pas attaqué dans les dix jours.

Le même jour, l'Office avisait Giacobino que dame Favre, divorcée Burnet, revendiquait un droit de propriété sur la somme de 1361 fr. 80, dividende revenant à Giacobino sur le produit de la vente des immeubles saisis. Giacobino ayant contesté cette revendication, dame Favre fut invitée par l'Office, le 8 février 1907, à faire valoir son droit en justice dans les dix jours. Le 12 février, elle assigna Giacobino pour ouïr déclarer qu'elle était propriétaire de la somme de 1361 fr. 80, colloquée à Giacobino sur les biens de la communauté, pour une créance personnelle à Burnet. Elle contestait que Giacobino fût créancier de la communauté, et soutenait qu'en qualité de femme commune en biens, elle avait droit à cette somme une fois la communauté dissoute.

Giacobino a soutenu que la demande de dame Favre n'était pas recevable, parce que la somme saisie, si elle n'avait pas été attribuée à Giacobino, aurait été attribuée à d'autres créanciers de la communauté, mais non à la revendicante. Il s'est efforcé, en outre,

de démontrer que sa créance était réelle et due par la communauté. Il a conclu au déboutement de la demanderesse et à sa condamnation en 150 francs à titre de dommages-intérêts, parce que la somme lui revenant avait été frappée d'indisponibilité.

Par jugement du 11 juin 1907, le Tribunal de première instance a déclaré la demande recevable, débouté la demanderesse de ses conclusions, avec dépens.

Les motifs des premiers juges sont, en résumé, les suivants :

Il s'agit, en l'espèce, non d'une contestation de l'état de collocation, mais d'une revendication d'un tiers se disant propriétaire de la somme saisie par Giacobino, au préjudice de Burnet. La demande est donc recevable.

La somme attribuée à Giacobino l'a été en vertu d'une poursuite régulière exercée contre Burnet ; l'immeuble saisi et vendu appartenait à la communauté, dont Burnet était le chef ; la poursuite n'a pas été exercée en réalisation d'un immeuble personnel de dame Favre ; les sommes provenant de l'immeuble saisi et vendu n'appartiennent pas à la demanderesse, mais à la communauté. C'est donc à juste titre que Giacobino, créancier de Burnet, a été colloqué par l'Office. Dame Favre peut être créancière de son mari, mais elle n'a pas d'action contre les créanciers de son mari et ne peut prétendre se faire attribuer les sommes, provenant de la communauté, au préjudice des créanciers qui ont exercé des poursuites régulières. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu d'examiner si la créance Giacobino n'était pas une créance de la communauté, provenant du chef de l'un et l'autre époux.

Le jugement ne contient aucun motif quant à la demande de Giacobino en dommages-intérêts.

Dame Favre a appelé de ce jugement. Elle reprend ses moyens et conclusions de première instance.

Giacobino conclut à la confirmation du jugement, avec dépens, sauf en ce que ledit jugement ne lui a pas adjugé sa demande en dommages-intérêts. Il porte cette demande, en appel, à la somme de 300 francs, et invoque les art. 362, 3°, et 113 pr. civ.

Les questions soumises à la Cour, par les conclusions des parties, en appel, sont les suivantes :

1. La revendication de dame Favre est-elle fondée ?
2. La demande en dommages-intérêts de Giacobino est-elle recevable et fondée ?
3. *Quid* des dépens ?

Sur la première question :

Ainsi que l'a admis, avec raison, le Tribunal, il ne s'agit pas d'une instance en contestation d'état de collocation. Dès lors, il n'y a pas lieu de rechercher, dans l'instance, telle qu'elle est intentée par dame Favre, si Giacobino est, en réalité, créancier de la communauté Burnet-Favre, et si le jugement rendu au profit de Giacobino est opposable à dame Favre. Tous les droits de cette dernière, à cet égard, demeurent réservés.

Dame Favre revendique seulement un droit de propriété sur la somme de 1361 fr. 80, provenant de la vente de l'immeuble saisi ayant appartenu à la communauté Burnet-Favre. Son action ne peut être basée que sur l'art. 107, dernier alinéa : « Si le tiers n'a pas été mis en demeure d'agir, comme il est dit ci-dessus, il peut revendiquer l'objet saisi ou le produit de la réalisation jusqu'à la distribution des deniers. » Ce que revendique dame Favre, c'est, en réalité, une part de l'immeuble saisi.

Fait-elle la justification de son droit de propriété sur cette part d'immeuble ?

Comme l'a jugé, avec raison, le Tribunal, il s'agit d'un immeuble appartenant à la communauté et non d'un immeuble personnel à dame Favre. La communauté, il est vrai, a été dissoute par le divorce, prononcé entre les époux Burnet-Favre, et les effets du jugement remontent à la date de l'insertion dans la *Feuille d'Avis*, mais on ignore si dame Favre a accepté la communauté. Aux termes de l'art. 1463 C. civ., elle est, au contraire, censée y avoir renoncé ; elle n'aurait, par conséquent, aucun droit sur l'actif de la communauté.

Fût-elle acceptante, la femme n'est pas propriétaire des biens de la communauté ; elle n'a qu'un droit éventuel sur ces biens. La communauté doit être liquidée et, après cette liquidation seulement, la femme devient propriétaire personnelle d'une part d'actif, le cas échéant.

En l'espèce, il n'y a aucun état liquidatif de la communauté, et il n'est pas établi que dame Favre fût propriétaire d'une part quelconque de l'immeuble saisi..

C'est donc avec raison que dame Favre a été déboutée de ses conclusions tendant à faire reconnaître à son profit un droit de propriété sur la somme de 1361 fr. 80, revenant à Giacobino.

Sur la deuxième question :

La demande de Giacobino en dommages-intérêts est recevable.

Elle a été formée en première instance (voir conclusions annexées au jugement) et pouvait être amplifiée en appel (art. 362, 3^o, pr. civ.).

Elle est fondée, en principe, à teneur de l'art. 502 pr. civ. Le seul dommage souffert résulte de la perte d'intérêt sur la somme retenue, du 18 février 1907 à ce jour. Ce dommage peut être évalué à 50 francs. Par contre, dans les circonstances de la cause, il n'y a pas lieu d'accorder des dommages-intérêts, pour honoraires, les dépens de l'instance, mis à la charge de dame Favre, étant suffisants.

Sur la troisième question :

Vu les art. 106 et 363 pr. civ. ;

Par ces motifs, la Cour... Réforme..., en tant seulement que le jugement du 11 juin 1907 n'adjudge pas de dommages-intérêts au défendeur, et, statuant sur ce point, condamne dame Favre à payer à Giacobino la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts ;
Confirme le jugement pour le surplus...

AUDIENCE DU 19 OCTOBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Bois ; marché ; action en dommages-intérêts pour inexécution ; admission ; art. 110 C. O ; appel ; violation des art. 1 et 2 C. O. ; absence de contrat parfait ; réforme.

Rubio contre Paquin et Cie.

Il n'y a point contrat parfait lorsqu'il est établi que les parties n'ont pas manifesté, d'une manière concordante, leur volonté sur les points essentiels du marché.

Le 20 décembre 1906, F. Rubio écrivait à Comte ce qui suit :
« Au sujet des chênes de la Bâtie, veuillez me préciser quel jour vous conviendrait pour terminer l'achat au prix convenu de 77 fr. 50 le mètre cube. Je ferai le transport au bord de la route, soit au bas du restaurant, quand l'affaire sera terminée. Faute de réponse de votre part lundi, je me considérerai libre... »

Le 21 décembre, Paquin et Cie répondaient à Rubio : « Répondant à votre lettre du 20 courant, adressée à notre sieur Comte, nous ne pouvons que vous confirmer l'accord verbal fait entre nous au sujet des chênes que nous avons vus ensemble, abattus, à La Bâtie.

« Vous nous vendez ces chênes, et nous acceptons aux conditions suivantes :

« 1. Le prix est fixé à 77 fr. 50 le mètre cube, cubage au 1/5, déduit jusqu'à la première branche depuis le pied, marchandise rendue au bord de la route, vers le café de la Bâtie;

« 2. Dans ce lot, ne sont compris que les chênes de 0,30 m. de diamètre et au-dessus ; les billons gélifs sont exclus ;

« 3. Le mesurage aura lieu contradictoirement, dès le 5 janvier prochain, jour à votre convenance, moyennant avertissement de quarante-huit heures à l'avance ; ce mesurage aura lieu une fois les bois au bord de la route ;

« 4. Le paiement aura lieu comptant, aussitôt après l'enlèvement des bois, qui devra avoir lieu quinze jours, au plus tard, après le mesurage.

« Voilà, sauf erreur, ce que nous avons convenu ; veuillez, pour la bonne règle, nous confirmer votre accord avec la présente... »

Le 29 décembre, Paquin et Cie écrivaient encore à Rubio :

« Vous nous obligeriez, en voulant bien rendre réponse à notre lettre du 21 courant. »

Et, le 31 décembre, Rubio répondait :

« En réponse à votre honorée, je dois vous dire que, ne voulant pas faire descendre les chênes avant le cubage et arrangement définitif, j'ai fini l'affaire dans ce sens, ailleurs. »

Par lettre du 7 janvier 1907, Paquin et Cie protestèrent et réclamèrent des dommages-intérêts.

Rubio, par l'organe de son conseil, déclara que les offres n'avaient pas été acceptées par Paquin et Cie, qui avaient modifié les conditions : descendre les bois avant le cubage, refus de prendre les petits chênes, etc.

Par exploit du 28 février 1907, Paquin et Cie ont assigné Paul Rubio en paiement de 200 francs, pour indemnité pour préjudice causé par inexécution de marché.

Ils ont invoqué, à l'appui de leurs conclusions, les lettres des 20 et 21 décembre 1906, établissant, suivant eux, l'existence d'un contrat de vente définitif.

Rubio méconnut qu'un contrat de vente fût intervenu entre les parties. Il exposa qu'en octobre 1906, il entra en relations avec les demandeurs au sujet de la vente de chênes qu'il avait l'intention d'abattre, quinze gros et vingt-deux petits ; qu'un prix de 77 fr. 50 le mètre cube, pour les gros, fut convenu ; que Paquin et Cie promirent de prendre les petits et les gélifs, mais à un autre prix non encore arrêté ; que les chênes devaient être cubés sur place ;

que, le marché ne se concluant pas, Rubio écrivit la lette du 20 décembre ; que Paquin et Cie modifièrent les conditions, par leur lettre du 21 décembre, en refusant le cubage sur place et en excluant du marché les petits chênes et les gélifs ; que, dès lors, Rubio n'accepta pas de traiter dans ces conditions.

Par jugement du 8 mai 1907, le Tribunal ordonna la comparution personnelle des parties. Celles-ci persistèrent dans leurs dires, les demandeurs alléguant que le marché était définitif, le défendeur que le marché n'avait pas été conclu. Il fit même une offre de preuve à cet égard.

Par jugement du 9 juillet 1907, le Tribunal a condamné Rubio à payer aux demandeurs la somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts et aux dépens.

Ce jugement est, en résumé, motivé comme suit :

Il résulte de la correspondance produite que la vente était parfaite, puisque les parties étaient d'accord sur la chose et sur le prix (voir lettres des 20 et 21 décembre 1906). La preuve offerte par Rubio est sans pertinence et sans utilité en présence des pièces produites.

C'est à tort que Rubio a refusé de donner suite au marché. En vertu de l'art. 110 C. O., la demande est fondée ; il s'agissait d'une vente importante de bois. Il se justifie d'allouer aux demandeurs la somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts.

Rubio a appelé, en temps utile, de ce jugement, bien que rendu en dernier ressort. Il soutient que ce jugement, en admettant qu'il y avait eu contrat, a violé l'art. 2 C. O., les parties n'étant d'accord ni sur la chose, ni sur le prix. Il reprend ses conclusions principales et subsidiaires de première instance.

L'intimé, estimant que le Tribunal s'est borné à une simple appréciation de faits, et que cette appréciation est du reste justifiée, conclut à la non-recevabilité de l'appel, avec dépens.

Question :

L'appel est-il recevable et fondé ?

Pour dire que la vente était parfaite, parce qu'il y avait eu accord sur la chose et sur le prix, les premiers juges se sont basés uniquement sur les lettres échangées entre les parties les 20 et 21 décembre 1906. C'est donc au regard de ces lettres que la Cour doit examiner, s'il y a eu contrat, au sens de l'art. 1 C. O. Ce n'est point là une question de fait, comme le soutiennent les intimés, mais une question de droit.

Par lettre du 20 décembre, l'appelant offrait aux intimés de terminer le marché proposé, portant sur tous les chênes, au prix de 77 fr. 50 le mètre cube, le transport étant effectué une fois le marché terminé.

Par leur lettre du lendemain, les intimés n'ont pas accepté cette offre, purement et simplement.

Ils ont posé des conditions nouvelles, relativement au cubage, et ont déclaré qu'ils excluaient du marché les chênes inférieurs à 0,30 m. de diamètre, et les billons gélifs. Ils ont demandé à l'appelant de leur confirmer leur accord avec ces conditions. Comme l'appelant n'avait pas répondu à ces propositions nouvelles, les intimés lui écrivirent, le 29 décembre, de bien vouloir donner une réponse à leur lettre du 21, ce qui établit bien qu'ils ne considéraient pas le marché comme conclu, et qu'ils voulaient savoir si Rubio était d'accord sur les conditions, qui ne figuraient pas dans la lettre de Rubio du 20.

En réalité, les parties n'étaient d'accord, ni sur la chose, ni sur le prix.

En effet, en faisant abstraction de la condition du cubage, que Rubio voulait faire sur place, tandis que les intimés voulaient le faire sur la route et qui, aux yeux de Paquin et Cie, pouvait être considérée comme un point secondaire, il résulte des lettres qu'a retenues le Tribunal, que Rubio offrait *tous* les chênes abattus pour le prix de 77 fr. 50, tandis que Paquin et Cie exceptaient du marché les chênes d'un diamètre inférieur à 0,30 m. et les billons gélifs. On comprend l'intérêt qu'avait Rubio de vendre *le bloc* au même acheteur, étant donné les frais de manutention et de transport plus élevés, au cas où le marché ne portait pas sur le bloc, et la difficulté de trouver un acheteur pour les petits chênes seuls. Il est à présumer que le prix de 77 fr. 50, fait pour le bloc, n'eût pas été le même pour une partie seulement du bois abattu.

C'est donc en violation des art. 1 et 2 C. O., que le Tribunal a admis qu'il y avait eu contrat entre les parties, puisqu'il est établi que celles-ci n'avaient pas manifesté d'une manière concordante leur volonté réciproque sur les points essentiels du marché, tel que Paquin et Cie le proposaient, prix de 77 fr. 50, pour les gros chênes, exclusion des petits, alors que l'offre de Rubio portait, pour ce prix, sur un bloc.

Comme il n'y a pas eu contrat, c'est à tort que le Tribunal a

condamné Rubio à des dommages-intérêts, pour inexécution de convention. L'appel est donc recevable et fondé.

Par ces motifs, vu l'art. 339, 3^o, loi de procédure civile, 1 et 2 Code des Obligations, 106 et 363 loi de procédure civile, la Cour déclare recevable...

Au fond, réforme...

AUDIENCE DU 2 NOVEMBRE 1907.

Présidence de M. GRAZ.

Marché de bois; action en paiement; refus; laisser pour compte; tardiveté; admission de la demande; appel; 1^o régularité du laisser pour compte; art. 246 C. O.; représentant du vendeur avisé; 2^o ordonnance d'expertise.

Badel et Cie contre Hedinger et Benzi.

C'est à l'acheteur qui refuse une marchandise d'établir le bien-fondé de son laisser pour compte.

Alors que, dans un marché portant sur des bois, les défauts allégués sont inhérents à leur qualité et n'ont pu se produire depuis la réception de la marchandise, il y a lieu de recourir à une expertise.

Le 9 août 1906, Hedinger et Benzi, commerce de bois, à Marseille, ont assigné Badel et Cie, à Genève, en paiement de la somme de 1737 francs, avec dépens, pour prix de marchandises.

Les défendeurs ont répondu que la marchandise expédiée par les demandeurs (1316 lames de pitchpin), suivant facture du 9 juin 1906, était irrecevable; que les lames étaient irrégulières et n'avaient pas l'épaisseur courante; qu'elles n'avaient pas une face au moins nette de nœuds et d'aubier; qu'ils avaient avisé immédiatement le représentant des demandeurs, à Genève, du laisser pour compte, et lui avaient signalé les défauts de la marchandise, qu'ils tenaient à la disposition des demandeurs. Ils ont demandé la résiliation de la vente et ont conclu au déboutement des demandeurs, avec dépens.

Subsidiairement, ils ont demandé la nomination d'un ou trois experts, aux fins de dire si la marchandise était recevable.

Plus subsidiairement, ils ont fait une offre de preuve relative à l'avis donné au représentant des demandeurs et à la mauvaise qualité de la marchandise, lors de la réception.

Les demandeurs ont alors soutenu que le laisser pour compte était tardif et, en tout cas, non fondé.

Par jugement du 24 avril 1907, le Tribunal de première instance constate que la qualité de représentant des demandeurs de sieur

Du Roveray est établie par la correspondance ; que, par carte du 18 juin, et par lettre du 28, Badel et Cie ont avisé Du Roveray du laisser pour compte ; que ce dernier n'est donc point tardif ; que, les demandeurs ayant un représentant sur place, Badel et Cie n'étaient pas tenus de prendre des mesures pour assurer la conservation de la marchandise ; que, comme Badel et Cie n'avaient pas fait constater régulièrement l'état de la marchandise, le fardeau de la preuve des défauts leur incombait (art. 248, § 2, C. O.). Néanmoins, le Tribunal n'a pas acheminé Badel et Cie à prouver les faits relatifs à la qualité de la marchandise au moment de la réception, ainsi qu'ils offraient de le faire.

Le Tribunal a acheminé les défendeurs à prouver qu'ils ont remis les bois expédiés par les demandeurs dans une partie spéciale de leur chantier et qu'ils ont encore l'intégralité de cette livraison ; qu'ils ont pris toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder ces bois ; que ceux-ci sont dans le même état que lors de l'arrivée à Genève.

Après les enquêtes, les demandeurs, estimant que les défendeurs n'avaient pas rapporté la preuve à laquelle ils avaient été acheminés, ont conclu à l'adjudication de leurs conclusions introductives d'instance.

Les défendeurs ont demandé au Tribunal de leur donner acte de ce que, dès avant l'introduction de l'instance, et encore actuellement, ils ont tenu et tiennent à la disposition des demandeurs, les lames de pitchpin qui leur ont été expédiées de Marseille.

Ils ont demandé la résiliation du contrat de vente conclu avec les demandeurs, et conclu au déboutement des demandeurs.

Subsidiairement, ils ont repris leurs conclusions en expertise et, plus subsidiairement, leur offre de preuve concernant l'état de la marchandise à sa réception.

Par jugement du 19 juin 1907, le Tribunal a condamné Badel et Cie à payer à Hedinger et Benzi, avec intérêts légaux, la somme de 1737 francs, avec dépens, et débouté les parties de toutes autres ou contraires conclusions.

Le Tribunal a admis que Badel et Cie n'avaient point rapporté la double preuve à laquelle ils avaient été acheminés, et qu'une expertise serait sans utilité, puisque l'identité de la marchandise n'est pas établie.

Badel et Cie ont appelé de ce jugement. Ils reprennent devant

la Cour toutes leurs conclusions de première instance, tandis que les intimés concluent à la confirmation du jugement, avec dépens.

Questions :

1. Le laisser pour compte de Badel et Cie est-il régulier ?
2. Est-il fondé ?

Sur la première question :

A teneur de l'art. 246 C. O., l'acheteur doit vérifier l'état de la chose reçue, aussitôt qu'il le peut, d'après la marche habituelle des affaires ; et, s'il découvre des défauts dont le vendeur soit garant, il doit l'en informer sans délai.

La marchandise est partie de Marseille le 11 juin, par petite vitesse. Elle n'est donc pas arrivée avant le 15 juin à Genève ; elle a dû être camionnée dans le chantier des défendeurs, et la vérification a nécessité un certain temps puisqu'il y avait 1316 lames à vérifier. Comme la première réclamation date du 18 juin, il faut reconnaître que Badel et Cie ont fait la vérification dans un délai normal.

Ils ont avisé immédiatement, par carte postale, le représentant des demandeurs, à Genève, en l'invitant à passer. Ils ont confirmé cet avis le 28 juin, en invitant Du Roveray à venir constater la qualité du bois. Cette constatation a eu lieu le 30 juin, ainsi que cela résulte de la lettre adressée par Du Roveray aux demandeurs le 1^{er} juillet 1906. Les conditions de l'art. 246 C. O. ont donc été remplies. Les demandeurs, il est vrai, soutiennent que Du Roveray n'était pas leur représentant à Genève, mais les premiers juges ont, avec raison, repoussé cette manière de voir. Il suffit de s'en référer, sur ce point, aux motifs donnés par eux dans leur jugement préparatoire.

Les demandeurs disent, en second lieu, que Du Roveray n'a pas reçu la carte postale du 18 juin. Mais, lorsque, le 28 juin, les défendeurs ont confirmé leur carte, Du Roveray n'a pas protesté auprès de Badel et Cie. Au surplus, l'avis donné le 28 juin, soit dix jours après l'arrivée de la marchandise, l'a été dans un délai normal.

Le laisser pour compte de Badel et Cie est donc, ainsi que les premiers juges l'ont admis, régulier.

Sur la deuxième question :

Comme l'a admis avec raison le Tribunal, les demandeurs ayant un représentant sur la place, les défendeurs n'avaient pas à pren-

dre provisoirement des mesures pour assurer la conservation de la marchandise.

C'était au représentant dûment avisé, — et qui lui-même avait avisé les demandeurs, — de prendre ces mesures.

Comme l'a jugé aussi le Tribunal, à teneur de l'art. 248 § 2 C. O., c'était aux défendeurs qu'il appartenait d'établir que les défauts allégués existaient au moment de la réception. Dès lors, c'est à tort que le Tribunal a acheminé Badel et Cie à la preuve qu'ils estimaient inutile, en écartant justement celle qu'ils disaient pertinente.

Les défendeurs ont offert d'établir par témoins ou par expertise le bien-fondé de leur laisser pour compte. Comme les défauts allégués sont des défauts inhérents à la qualité du bois, et qui n'ont pu se produire depuis la réception de la marchandise, il vaut mieux recourir à une expertise.

Il est établi par les enquêtes que la livraison faite par les demandeurs est encore en mains des défendeurs qui l'offrent en restitution, et c'est à l'expert qu'il appartiendra, en présence des parties, et en s'entourant des renseignements qu'il jugera utiles à cet effet, d'identifier le bois qui lui sera soumis avec celui expédié par les demandeurs.

Par ces motifs, et vu les art. 142 et 356 pr. civ., la Cour, préparatoirement, nomme M. Albert Cartier, entrepreneur de charpente aux Eaux-Vives, expert, aux fins de...

Voir les 1316 lames de pitchpin expédiées...

Dire si ces lames sont conformes à la commande, notamment s'il est d'usage que leur épaisseur soit constante et si tel est le cas des lames livrées; dire si elles présentent des nœuds et de l'aubier sur les deux faces; dire, en résumé, si ces lames sont recevables en tout ou en partie; indiquer, le cas échéant, combien de lames sont utilisables.

Réserve le fond et les dépens...

FIN DU VOLUME XXIX DE *LA SEMAINE JUDICIAIRE*

